N°02
2013-2014

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°2 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Douzièmes provisoires	p. 40	Rapport de la médiateure	p. R1		
Infrastructures sportives	p. 58	Sommaire des séances publiques nos 5 et 6	p. 37	5e séance	Mardi 17 décembre 2013
		Sommaire des questions parlementaires	p. Q13	6e séance	Mardi 21 janvier 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Anne Brasseur préside l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

La députée libérale Mme Anne Brasseur a été élue au premier tour Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) avec 165 voix. Le minimum des voix nécessaires était de 159 sur 317 membres. Sa candidature avait été soutenue par les démocrates et les libéraux mais aussi par d'autres groupes politiques. Le deuxième candidat, le Britannique M. Robert Walter, a obtenu 125 votes. En succédant à M. Jean-Claude Mignon, Mme Brasseur devient le 27e Président de l'APCE depuis 1949, première Luxembourgeoise et deuxième femme à occuper cette fonction.

Le Président est élu pour un mandat d'un an, renouvelable une fois. Les élections ont toujours lieu le premier jour de la session d'hiver en janvier. Dans son discours d'investiture comprenant également quelques phrases en luxembourgeois, Mme Brasseur a rappelé le 69e anniversaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz. Condamnant la nouvelle montée des extrémismes, la nouvelle Présidente a cité les sujets méritant une attention particulière: les flux migratoires sur un fond de crise économique, la coopération avec les voisins de l'Europe et l'Union européenne, la lutte contre la corruption ainsi que la réforme des procédures du Conseil.

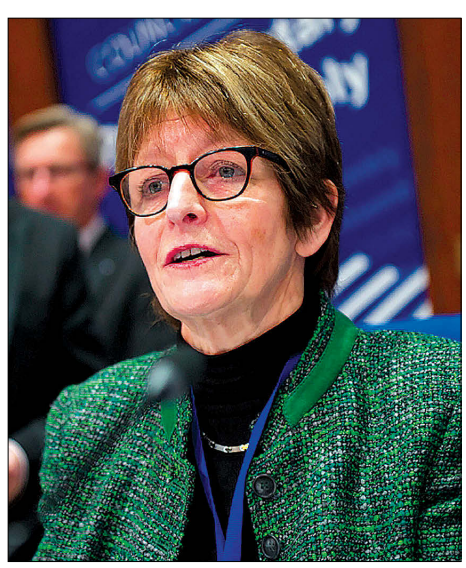
Le Conseil de l'Europe a été fondé en 1949. Sa mission est de défendre les valeurs communes des droits de l'Homme, la démocratie et l'État de droit, des valeurs qui composent le «patrimoine commun» des peuples d'Europe. L'assemblée parlementaire est l'organe délibérant du Conseil de l'Europe (à ne pas confondre avec le Parlement européen). Elle réunit les représentants des parlements nationaux d'Europe. 47 pays sont membres du Conseil de l'Europe.

Outre les pays membres de longue date de l'Union européenne, le Conseil de l'Europe inclut aussi des pays comme la Russie, la Turquie et l'Ukraine. L'assemblée se réunit plusieurs fois par an à Strasbourg pour des sessions d'une semaine. Les huit commissions générales de l'assemblée se réunissent tout au long de l'année pour élaborer des rapports et adopter des projets de résolution et de recommandation dans leurs domaines de compétence respectifs.

La première partie de la session de 2014 s'est déroulée du 27 au 31 janvier 2014 à Strasbourg. Y ont participé les membres de la nouvelle composition, à savoir le Président de la délégation, M. Marc Spautz et les Membres, Mmes Anne Brasseur et Françoise Hetto-Gaasch, MM. Claude Adam, Yves Cruchten et Marcel Oberweis. L'ordre du jour de la session incluait, entres autres, l'organisation de l'aide internationale en faveur des réfugiés syriens, le changement climatique, la diversification de l'énergie en tant que contribution fondamentale au développement durable ainsi qu'un point d'urgence sur le fonctionnement des institutions démocratiques en Ukraine.

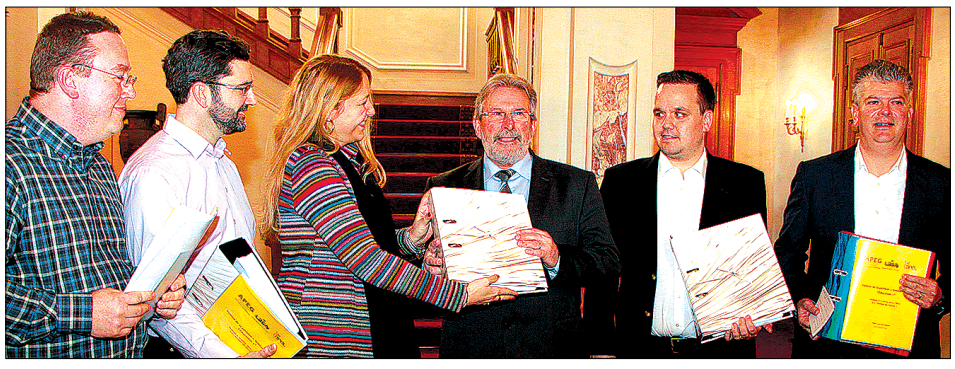
Un autre débat était consacré au refus d'impunité pour les meurtriers de Sergueï Magnitski, un expert russe en fiscalité et en comptabilité qui avait mené une enquête sur une fraude commise au détriment des autorités fiscales russes.

Des allocutions ont par ailleurs été prononcées notamment par M. Martin Schulz, Président du Parlement européen, et par M. Werner Faymann, Chancelier fédéral de l'Autriche.



Mme Anne Brasseur, nouveau Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Remise de pétitions



Les représentants des professions socio-éducatives remettent une pétition au Président de la Chambre.

11.365 signatures pour un encadrement de qualité de nos enfants et pour des conditions de travail adéquates des personnes qui s'occupent d'eux dans les crèches, maisons relais et autres infrastructures. Des représentants de trois associations (Lëtzebuerger Beruffsverband fir Sozial Aarbecht - LBSA, Association professionnelle des éducateurs luxembourgeois - APEL et Association professionnelle des éducateurs gradués - APEG) ont remis le 31 janvier 2014 une pétition au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Au nom des signataires, ils revendiquent un large débat public sur les enjeux du travail social et éducatif et un respect de critères de qualité. Ils demandent aussi que les professions socio-éducatives soient davantage reconnues par la société et la politique avec, en fin de compte, des rémunérations adéquates.

Remise d'une pétition pour une clinique de la douleur

Le Président de la Chambre a remercié les pétitionnaires pour leur engagement. Il a souligné l'importance des services proches des citoyennes et citoyens pour la cohésion sociale. M. Mars Di Bartolomeo a rappelé que le nouveau Gouvernement souhaite augmenter l'offre de la garde d'enfants et promouvoir les prestations en nature par rapport aux prestations en espèces.

* * *

Au Luxembourg, entre 20.000 et 25.000 patients souffrent de douleurs sévères, dont 2.000 à 3.000 nécessiteraient une prise en charge multidisciplinaire. Suite à la fermeture de la clinique de la douleur de la «Zithaklinik», l'Association Luxembourgeoise des Patients à Douleurs Chroniques (ALPADOC) a lancé une pétition. Les 6.818 signataires demandent la mise en place d'un centre de la douleur multidisciplinaire où les patients concernés peuvent se faire traiter.

En tant qu'ancien Ministre de la Santé, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a assuré les pétitionnaires de son soutien. Il a rappelé que le programme gouvernemental prévoit que «Le Gouvernement encouragera la création d'un ou plusieurs services hospitaliers de prise en charge de la douleur chronique à différents niveaux.»

Présentation du rapport de la médiateure

Une nouvelle recommandation et de nombreuses observations, avis et suggestions à l'adresse des administrations et ministères: la médiateure, Mme Lydie Err, a remis et présenté son rapport d'activité portant sur l'année 2013 à la Chambre des Députés le 16 janvier passé. Au cours de l'année, la médiateure avait été saisie de 688 dossiers, dont 164 ont mené à une correction partielle ou totale de la décision administrative initiale; 181 dossiers sont encore en cours, 180 réclamations étaient irrecevables et 62 demandeurs se sont désistés.

Mme Err a proposé que diverses solutions trouvées deviennent pratique courante, évitant ainsi que certains problèmes ne se posent régulièrement, dont les réclamations concernant la réapparition de prénoms germanisés ou le refus d'inscrire des citoyens sur le registre d'une commune. La médiateure s'est également référée aux principaux cas qui se sont présentés au cours de l'année. Ils ont notamment relevé des domaines de l'immigration, de la fiscalité, des contributions, de l'enseignement supérieur (bourses) ou de la famille (Fonds national de solidarité, RMG, allocations).

Un débat en séance publique sur le rapport de la médiateure portera sur la période 2012-2013. Il est en cours de préparation à la Commission des Pétitions, présidée par M. Marco Schank.

Mis en place par la loi du 22 août 2003, le médiateur (ombudsman) avait ouvert ses bureaux en mai 2004. Sa mission consiste à recevoir les réclamations relatives au fonctionnement des administrations de l'État, des communes et des établissements publics relevant de l'État et des communes. En 2011, il fut chargé de la surveillance des lieux privatifs de liberté et en 2012 de la promotion et de la protection des droits des personnes à besoins spécifiques.

Le nouveau Gouvernement a annoncé son intention d'analyser la possibilité de réformer l'institution et de confier au médiateur la protection et la promotion des droits de l'Homme. Par ailleurs, il se propose de veiller à ce que tous les réclamants envers un établissement chargé de la gestion d'un service public et cofinancé par les deniers publics reçoivent un traitement égal.

Le rapport annuel peut être consulté sur www.ombudsman.lu et est publié intégralement aux pages R1 à R22 de ce compte rendu.

Mme Lydie Err entourée de M. Mars Di Bartolomeo, M. Marco Schank et Mme Anne Tescher

Pour une intensification du dialogue entre jeunes et décideurs politiques

La Chambre des Députés et la CGJL (Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg) se proposent d'organiser une réunion conjointe portant sur les jeunes et l'emploi en concertation avec les ministres concernés.

Le souhait de discuter davantage de sujets d'actualité politique émane des jeunes, organisés au sein de la CGJL. Leurs représentants ont exposé le souhait au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, lors d'une réunion commune le 10 janvier 2014. L'entretien a porté sur une amélioration du dialogue entre jeunes et décideurs politiques et notamment la Chambre des Députés.

Selon les mouvements de jeunesse, il est essentiel que les résolutions votées au Parlement des Jeunes et résumant leurs avis sur des questions d'actualité ou de principe trouvent l'attention des députés et des ministres.

Certains sujets comme la recherche d'un premier emploi ou la politique du logement reviennent régulièrement dans le débat public. Ils pourraient donc constituer les thèmes qui seront abordés au cours des échanges à la Chambre.

La CGJL est l'organisation regroupant 29 organisations de jeunesse luxembourgeoises (soit quelque 40.000 jeunes). Elle s'est proposé de défendre les intérêts des jeunes. En étroite collaboration avec la Chambre des Députés, elle organise tous les ans la Convention des Jeunes («Jugendkonvent») et les réunions du Parlement des Jeunes («Jugendparlament»).

Rencontre de membres du CGJL avec le Président et le Secrétaire général de la Chambre

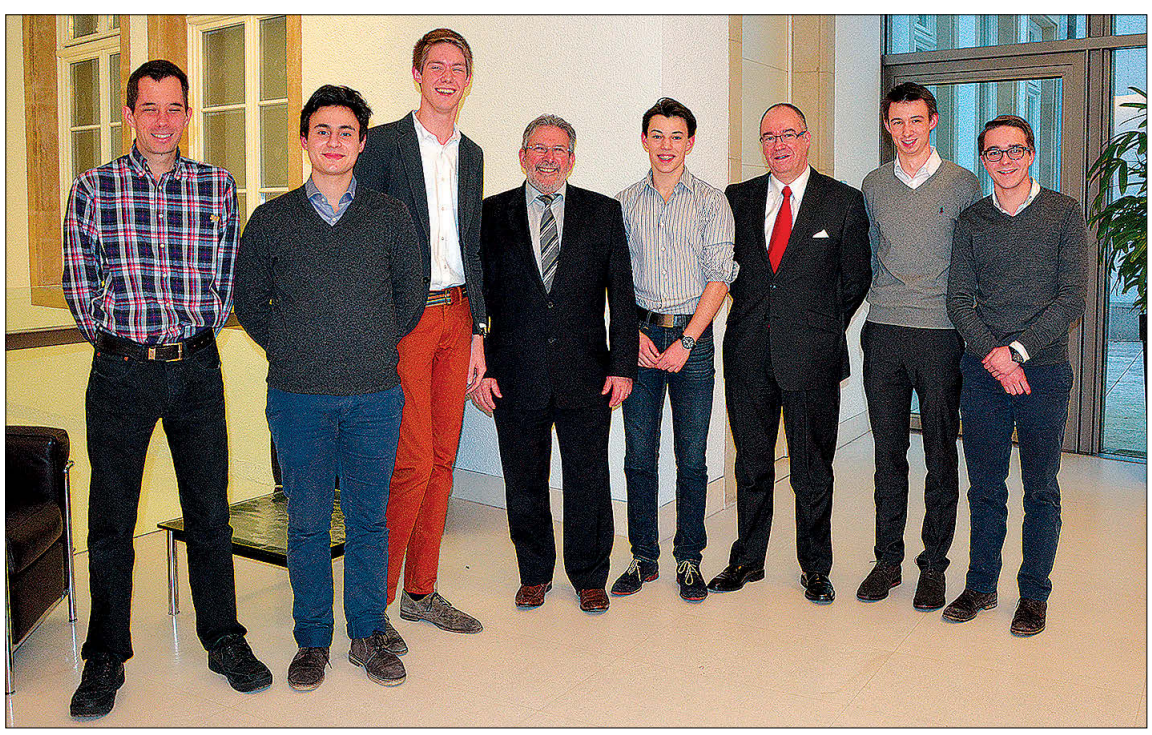
Entrevue du Président de la Chambre avec le Parlement des Jeunes

Une audition publique au mois de juillet 2014 et un suivi plus poussé des résolutions émises par le Parlement des Jeunes: au cours d'une entrevue, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et les membres du bureau exécutif du Parlement des Jeunes, conduits par leur Président, M. Patrick Weymerskirch, ont identifié des moyens pour intensifier les contacts entre les deux assemblées.

Le «hearing» prévu en été aura lieu juste après la session parlementaire du Parlement des Jeunes et après la publication d'une étude universitaire sur les pouvoirs de la Chambre des Députés. Ce sera l'occasion pour les jeunes parlementaires de présenter les résolutions adoptées par le «Jugendparlament» en 2013-2014. Il a été convenu que ce dernier et la Chambre des Députés continueront les échanges par le biais des différentes commissions parlementaires.

Lors de leur entrevue du 24 janvier passé, les représentants du Parlement des Jeunes ont rappelé et remis au Président de la Chambre leurs résolutions adoptées en 2012-2013. Cette rencontre s'inscrit dans une série d'entretiens que le Président s'était proposé de mener avec d'autres instances élues ou participant à la prise de décisions politiques.

Le Parlement des Jeunes est un projet pédagogique pour lequel les jeunes peuvent s'inscrire sur base bénévole et qui est coordonné par la Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg et le Centre Information Jeunes.



Les membres du bureau exécutif du Parlement des Jeunes reçus à la Chambre

(de gauche à droite) M. Marc Besch, M. Victor Gillen, M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Frieseisen

Le Président de la Chambre a rencontré le Président du Conseil d'État

Les relations de travail entre la Chambre des Députés et le Conseil d'État ont été le sujet principal de l'entrevue que le Président, M. Mars Di Bartolomeo, a eue le 9 janvier avec le Président du Conseil d'État, M. Victor Gillen. L'entretien s'est déroulé en présence des secrétaires généraux de la Chambre et du Conseil d'État, MM. Claude Frieseisen et Marc Besch.

Les deux présidents ont pu constater que les relations entre la Chambre des Députés et le Conseil d'État sont excellentes. Ils ont noté que le programme gouvernemental prévoit un examen de la procédure de nomination des membres du Conseil d'État ainsi que de la question de la publicité de ses travaux. Selon eux, la qualité des avis que les institutions attendent de la part du Conseil d'État dépend de sa composition et du profil professionnel des conseillers.

Au cours de la dernière législature, les groupes parlementaires et politiques avaient commencé à formuler leurs réflexions en vue d'une réforme éventuelle du Conseil d'État.

M. Di Bartolomeo a proposé de relancer le débat dans le cadre du groupe de travail interinstitutionnel qui réunit les représentants de la Chambre des Députés, du Conseil d'État et du Gouvernement pour discuter, entre autres, de la réforme du Conseil d'État envisagée par le nouveau Gouvernement.

Le Président et le Directeur de la Chambre des Salariés reçus par le Président et le Secrétaire général de la Chambre des Députés

Améliorer la participation aux prises de décision

Comment accroître la participation aux prises de décision?

Cette question a figuré au centre de l'échange de vues, le 10 janvier passé, entre le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Chambre des Salariés, M. Jean-Claude Reding.

Les deux présidents étaient d'accord pour dire que l'accroissement de la participation au processus politique constituerait un des éléments du renforcement de la démocratie et de l'avancement vers un dialogue accru dans notre société multiculturelle.

Ensemble avec le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, et le Directeur de la Chambre des Salariés, M. Norbert Tremuth, les présidents ont évoqué les moyens pour améliorer le flux des documents et le dialogue entre les instances qui font partie de la procédure législative.

Ils ont noté l'importance d'une bonne concertation entre chambres professionnelles et parlement lors de l'examen des propositions de textes provenant des institutions européennes.

L'entretien avec le Président et le Directeur de la Chambre des Salariés fait partie de la série d'entrevues annoncées par M. Di Bartolomeo dans son discours de Nouvel An.

L'administration parlementaire se présente

Historique de l'administration parlementaire

En 1945, seulement quatre personnes étaient occupées à titre permanent au Greffe de la Chambre des Députés (dénommé aujourd'hui «administration parlementaire»): le Greffier (Secrétaire général), deux sténographes et un concierge. Elles étaient assistées par douze personnes qui travaillaient à la Chambre en tant que personnel auxiliaire.

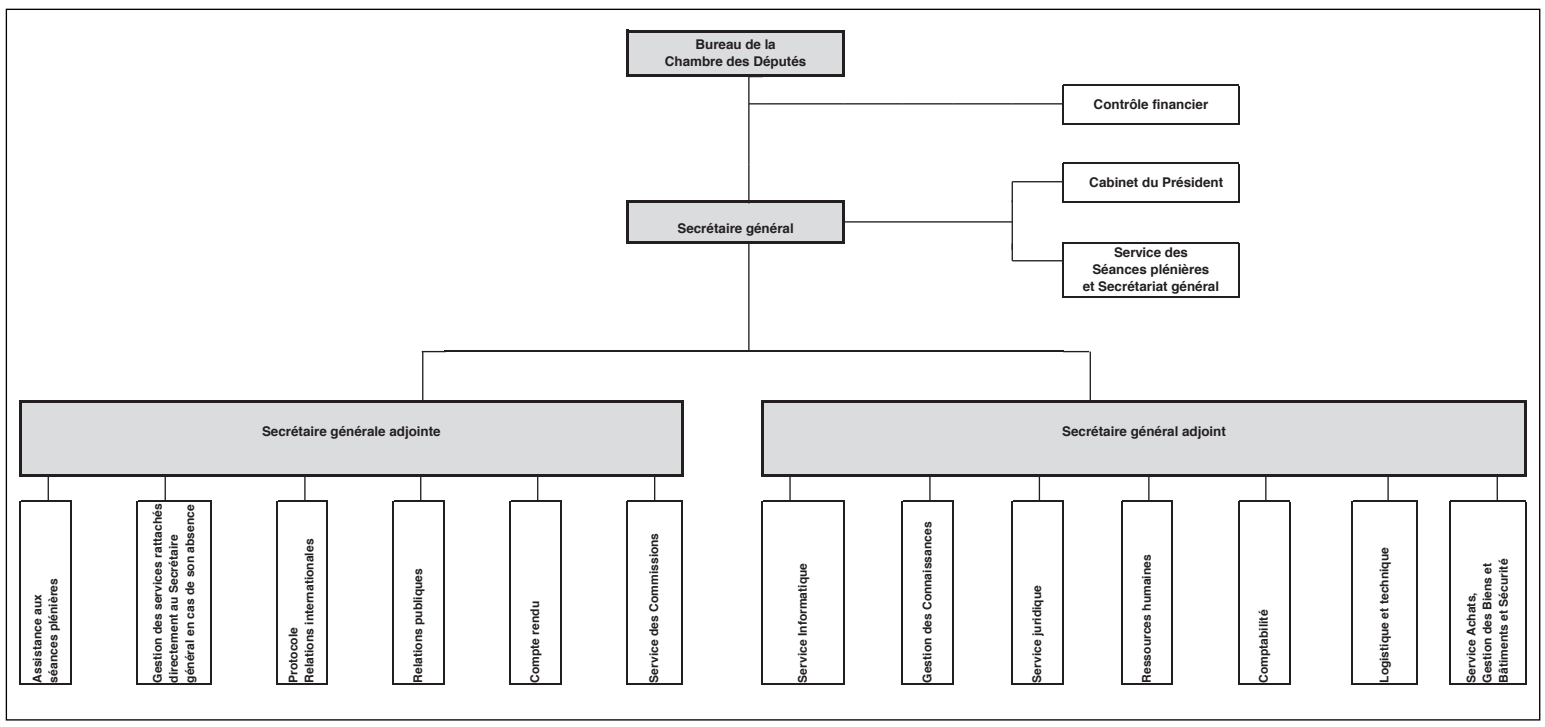
Plus tard, les travaux devenus plus volumineux étaient répartis selon les différents champs d'activité, c'est-à-dire le secrétariat général, le secrétariat des commissions parlementaires et le compte rendu. Au fil des décennies, le travail administratif a sensiblement augmenté, principalement en raison d'une gestion de dossiers de plus en plus compliqués et vastes résultant d'un élargissement des domaines d'activités des députés.

Ainsi, le nombre des membres du personnel a constamment augmenté. En 1967, il était de douze agents permanents et de sept agents auxiliaires, en 1980 il était de 24 et en 1990 de 34 agents permanents et d'un agent auxiliaire. Aujourd'hui le cadre du personnel comporte 83 personnes.

Le terme «service» date des années 1990, où l'on a pour la première fois différencié entre trois unités distinctes au sein de l'administration parlementaire: l'administration générale, les services parlementaires et les services techniques.

En 2000, l'actuelle structure organisationnelle de l'administration parlementaire a été mise en place et les attributions des différents services ont été clairement fixées.

L'organigramme de l'administration parlementaire



Service des Séances plénières et Secrétariat général

Tel que son nom le laisse entendre, le Service des Séances plénières et Secrétariat général a dans ses attributions deux domaines de compétences qui, quoique distincts, sont étroitement liés par un objectif commun, en l'occurrence le soutien du Secrétaire général dans l'exécution de sa mission.

Le Service des Séances plénières et Secrétariat général est principalement chargé d'accompagner administrativement la procédure législative. Ainsi, il sert de relais entre les travaux parlementaires à leur niveau d'instruction et les discussions voire le vote des textes en séance plénière. Cela implique la gestion de tous les documents parlementaires (projets/propositions de loi, avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles, motions, résolutions, etc.) du dépôt jusqu'à la publication au Mémorial et sur le site Internet de la Chambre des Députés. Le service assure également le suivi administratif des questions parlementaires et la tenue de statistiques.

Sous la responsabilité du Secrétaire général, il prépare et suit les réunions de la Conférence des Présidents dont il exécute également les décisions. Selon le Règlement de la Chambre des Députés, la Conférence des Présidents a pour mission «de décider des questions relatives à l'organisation des travaux de la Chambre, de proposer l'ordre du jour de la Chambre et de donner son avis au sujet des projets de règlements grand-ducaux pour lesquels son assentiment est requis en vertu d'une disposition législative.»

Par ailleurs, le service assure le bon déroulement des séances publiques. Cela comporte, entre autres, la préparation de l'ordre du jour, la rédaction des procès-verbaux, la gestion des listes de présence et l'organisation du déroulement des séances plénières en général.

Le Service des Séances plénières et Secrétariat général est également chargé de la tenue du secrétariat administratif du Secrétaire général, ce qui comporte tant la gestion du courrier journalier que la rédaction de lettres, de notes ou de rapports spécifiques.

Tombent également dans les attributions de ce service l'organisation et le suivi des réunions du Bureau de la Chambre des Députés qui selon le Règlement est l'organe de la Chambre qui «règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes». Le Bureau s'occupe également de la «gestion des affaires de la Chambre des Députés et prend les décisions relatives au personnel».

Le suivi de projets tels que la chaire de recherche en études parlementaires auprès de l'Université du Luxembourg, le manuel des procédures et le soutien administratif lors de la fixation des objectifs de l'administration parlementaire ne sont que quelques autres exemples des attributions de ce service.

Le Service des Séances plénières et Secrétariat général se compose de Mme Maria Mathieu, M. Christian Alff, Mme Manon Krieps et Mme Sonja Benassutti, reponsable du service.

Assermentation d'un nouveau fonctionnaire

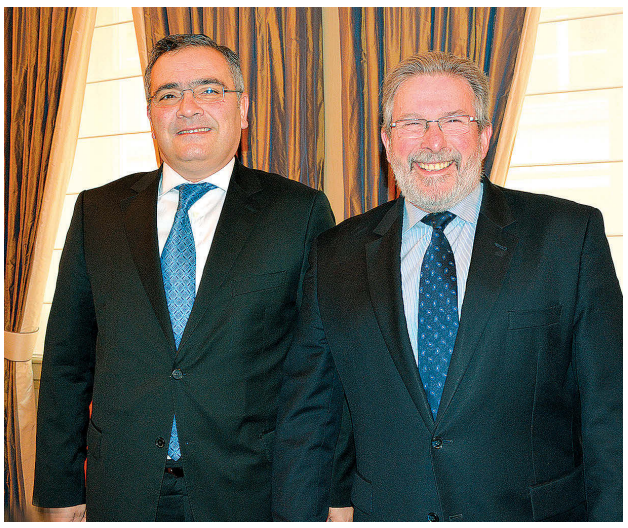
Le 10 février 2014, Mme Gaby Fischbach, nommée aux fonctions de rédacteur, fut assermentée par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen. La procédure d'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, Mme Isabelle Barra et M. Benoît Reiter (à droite), ainsi que des responsables du Service du Compte rendu, Mme Claire Garçon-Wio, et du Service des Ressources humaines, M. Jean-Paul Ternes (à gauche).

d'Chamber online op
www.chd.lu

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…

…l'Ambassadeur de la Fédération de Russie, S.E. Dr Mark Entin

…l'Ambassadeur de Roumanie, S.E. Mme Roxana Daniela Iftimie



…l'Ambassadeur de la République d'Azerbaïdjan, S.E. M. Fuad Eldar oglu Isgandarov

Renouveler le contrat de confiance entre l'Europe et ses citoyens

M. Marc Angel

M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, a représenté la Chambre des Députés lors de la réunion des présidents des délégations auprès de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires) qui s'est déroulée le 27 janvier 2014 à Athènes.

Les présidents des délégations des parlements nationaux de l'Union européenne, des pays candidats et du Parlement européen ont eu un échange de vues avec M. Maroš Šefčovič, Vice-Président de la Commission européenne en charge des relations interinstitutionnelles et de l'administration, sur le renouement des liens entre l'Europe et ses citoyens. Estimant que les élections européennes procurent une excellente occasion pour donner des explications aux citoyens, M. Šefčovič, a indiqué que cette mission n'incombe pas exclusivement au Parlement européen et aux députés européens. «Nous avons tous un rôle à jouer - dans la Commission, le Conseil, le Conseil européen, mais aussi au niveau des Parlements nationaux - pour encourager les citoyens de participer au vote et pour leur permettre de voter en toute connaissance de cause.» En effet, il s'agit de rompre avec un mythe persistant, aux termes duquel les décisions seraient «prises à Bruxelles» et imposées aux Gouvernements, qu'ils le souhaitent ou non.

Un autre point de l'ordre du jour était consacré à un rapport du Parlement européen sur les relations de ladite institution avec les parlements nationaux. Dans son intervention, M. Marc Angel a attiré l'attention sur l'importance d'impliquer les parlements nationaux dans le contrôle d'Europol.

Le Ministre des Affaires étrangères de la République Hellénique, M. Evangelos Venizelos, a par ailleurs informé les parlementaires sur les priorités de la présidence grecque du Conseil de l'Union européenne. Il s'agit en particulier de la lutte contre le chômage et du retour de la croissance économique en Europe, de l'approfondissement de la gouvernance économique ainsi que de la protection des frontières et de la gestion des flux migratoires. Une autre question clé à traiter au courant de la présidence grecque sera la politique maritime intégrée.

Pour un renforcement de la dimension parlementaire de la gouvernance économique

Dans le cadre de la conférence dite «de l'article 13», qui s'est tenue des 20 au 22 janvier 2014 à Bruxelles, les membres du Parlement européen et des parlements nationaux se sont exprimés en faveur d'un renforcement du contrôle parlementaire en matière de gouvernance économique de l'Union européenne. Les députés présents ont souligné que le succès des projets liés à la gouvernance économique dépend avant tout de leur appropriation par les parlements et que cette gouvernance a besoin de plus de légitimité.

Il s'agissait de la deuxième rencontre de ladite Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne. Sa création est prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire et elle a comme objectif d'assurer un contrôle parlementaire efficace des nouvelles structures de gouvernance créées récemment. La conférence doit trouver le juste équilibre entre le contrôle parlementaire exercé dans le domaine de la gouvernance économique et financière par les parlements nationaux et par le Parlement européen.

Lors de la séance d'ouverture, les Présidents de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy, et du Parlement européen, M. Martin Schulz, se sont également exprimés. M. Schulz a particulièrement mis en cause la méthode intergouvernementale de la prise de décision en matière de gouvernance économique européenne et il a comparé le Conseil à un «Congrès de Vienne» moderne. Le Président du Parlement européen a mis en exergue que la gouvernance économique ne pourra être efficace qu'à condition que les parlements de l'Union européenne travaillent ensemble, qu'ils soient étroitement impliqués à la procédure de décision et qu'ils contrôlent ces décisions.

Selon M. Barroso, l'une des leçons principales à retenir de la crise consiste dans la prise de conscience que les politiques économiques d'un État membre peuvent avoir des conséquences négatives sur les autres pays. C'est pour cette raison qu'il faudrait une gouvernance économique commune qui soit démocratiquement légitime aussi bien au niveau européen qu'au niveau national. Voilà pourquoi les parlements nationaux et le Parlement européen devraient mieux travailler ensemble pour garantir une coordination plus étroite qui puisse être réalisée dans un cadre légitime et démocratique. Celui-ci serait nécessaire parce qu'en dernier lieu ce sont les parlements nationaux qui doivent garantir la mise en œuvre correcte et la légitimité des réformes.

M. Van Rompuy a reconnu que même si chaque parlement national reste responsable pour la politique économique et le budget de son pays, ces politiques sont menées dans un contexte d'une énorme interdépendance et qu'il a donc fallu créer au niveau européen les mécanismes reflétant cette interdépendance. Dans ce contexte, il a rappelé que les mesures prises depuis le début de la crise, comme le semestre européen ou encore le mécanisme de stabilité, ont permis une plus grande coordination des politiques économiques.

Le Président du Conseil de l'UE a affirmé que cette meilleure coordination est destinée à restaurer la croissance économique, même si cet objectif prend plus de temps que prévu. Afin de corriger les déséquilibres économiques, il aurait fallu accorder plus de compétences au niveau européen. M. Van Rompuy a cependant ajouté qu'il faut faire en sorte que les parlements nationaux disposent des outils nécessaires pour contrôler l'action de leurs Gouvernements au niveau européen.

La Chambre des Députés était représentée par M. Laurent Mosar, M. Henri Kox, M. Alex Bodry et M. Luc Frieden (de gauche à droite).

Lors des débats, la question de la légitimité des décisions prises par l'Union européenne pour résoudre la crise était soulevée. En particulier, la méthode de travail et le fonctionnement de la troïka, le trio des bailleurs de fonds internationaux - UE, Banque centrale européenne et FMI - mis en place dans l'urgence de la crise pour venir en aide aux pays qui ont rejoint le mécanisme de stabilité, ont été passés au crible. Les députés ont déploré que les États membres n'aient opté pour l'approche intergouvernementale lors de la mise en place de la troïka qui n'a pas dû rendre des comptes ni au Parlement européen ni aux parlements nationaux concernés et qu'un certain manque de transparence et de démocratie ne soit indubitable.

Dans ce contexte, des intervenants ont rappelé que le FMI a publiquement reconnu avoir sous-estimé l'effet récessif de la rigueur budgétaire ainsi que l'impact des politiques d'austérité sur la conjoncture. Le Parlement européen travaille en outre sur un rapport d'enquête à ce sujet.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°2** • SESSION ORDINAIRE 2013-2014

Loi électorale

6571 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Le projet de loi poursuit un triple objectif:

- transposer dans la législation luxembourgeoise, et plus particulièrement dans la loi électorale du 18 février 2003, telle que modifiée (ci-après la «loi électorale»), les dispositions de la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants, le délai de transposition expirant le 28 janvier 2014[1];

- tenir compte de l'avancement de la date des élections européennes en 2014 et conférer au pouvoir réglementaire davantage de flexibilité pour fixer la date des élections législatives en étendant la période de référence au mois de mai;

- procéder à un toilettage de la loi électorale, notamment en y introduisant la règle de l'interdiction du cumul de mandat de député national et de membre du Parlement européen.

L'article 20, paragraphe 2, point b) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et l'article 39, paragraphe 1 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne reconnaissent à chaque citoyen de l'Union le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside. Les modalités d'exercice de ces droits ont été fixées par la directive 93/109/CE qui impose au citoyen de l'Union européenne désireux de se porter candidat aux élections européennes dans son État de résidence de fournir une attestation des autorités administratives compétentes de l'État d'origine certifiant qu'il n'est pas déchu du droit d'éligibilité dans cet État ou qu'une telle déchéance n'est pas connue de ces autorités.

La directive 2013/1/UE que le projet de loi vise à transposer, propose de rendre cette procédure plus souple. Ainsi, l'attestation précitée est remplacée par une déclaration (sur l'honneur) signée par le candidat. Il incombera ensuite à l'État membre de résidence de vérifier auprès des autorités de l'État membre d'origine que le candidat n'est pas déchu du droit d'éligibilité. Elle invite également les États membres à désigner un point de contact unique.

Le projet de loi vise par ailleurs à élargir la faculté d'intervention du règlement grand-ducal à l'hypothèse où les élections pour le Parlement européen auraient lieu au cours du mois de mai.

Enfin, il est opéré un toilettage du texte de la loi électorale en y intégrant la règle de l'incompatibilité entre le mandat de député européen et le mandat de parlementaire national consacrée par la décision 2002/772/CE, Euratom du Conseil du 25 juin 2002 et du 23 septembre 2002 et en adaptant la terminologie. L'ancrage formel dans notre droit national de la règle de l'incompatibilité précitée lèvera à l'avenir toute incertitude quant à son application.

[1] Art. 2, paragraphe 1, alinéa 1 de la directive 2013/1/UE.

À noter que par voie d'amendement parlementaire, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a opéré un changement significatif en supprimant toute durée de résidence au Grand-Duché de Luxembourg au profit des ressortissants des autres États membres de l'Union européenne. La législation actuelle prévoit un délai de résidence de deux ans pour l'inscription des non-Luxembourgeois citoyens de l'UE sur les listes électorales en tant qu'électeur et de cinq ans pour être éligible. Désormais, tous les citoyens européens résidant au Luxembourg pourront voter pour les prochaines élections au Parlement européen en mai 2014, à condition d'être inscrits sur les listes électorales.

Avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le droit de vote et d'éligibilité a acquis le statut de droit fondamental (article 39 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne). En vertu de l'article 22 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, tout citoyen de l'Union européenne résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de voter lors des élections au Parlement dans l'État membre où il réside, et ce dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État.

Cependant, la notion de résidence diffère encore beaucoup selon les États membres. Certains pays (Estonie, Finlande, France, Pologne, Roumanie et Slovénie) exigent que l'électeur possède son domicile ou sa résidence habituelle sur le territoire électoral, d'autres (Chypre, Danemark, Grèce, Irlande, Luxembourg, Royaume-Uni, Slovaquie et Suède) qu'il y séjourne de manière habituelle, d'autres encore (Belgique et République tchèque) qu'il figure au registre de la population. Au Royaume-Uni, seules certaines catégories de citoyens résidant à l'étranger ont le droit de vote (par exemple les citoyens qui vivent à l'étranger depuis moins de quinze ans). La Belgique, le Danemark, la Grèce, l'Italie et le Portugal n'accordent le droit de vote qu'à leurs ressortissants qui résident dans un autre État de l'Union. L'Autriche, l'Espagne, la Finlande, la France, les Pays-Bas et la Suède accordent le droit de vote à leurs ressortissants quel que soit leur pays de résidence. L'Allemagne accorde le droit de vote aux citoyens qui résident dans un autre pays depuis moins de vingt-cinq ans. En Bulgarie, en Irlande et en Slovaquie, le droit de vote est réservé aux citoyens de l'Union domiciliés sur leur territoire national.

Ainsi, en faisant disparaître la condition de résidence, le législateur luxembourgeois fait aussi disparaître la fastidieuse question de la condition de résidence pour l'inscription sur les listes électorales et surtout l'exception qui était prévue par la loi, à savoir que «… les électeurs communautaires qui, en raison de leur résidence en-dehors de leur État membre d'origine ou de la durée de cette résidence, n'y ont pas le droit de vote, ne peuvent pas se voir opposer cette condition de durée de résidence». Dès lors, avec les nouvelles dispositions, tous les étrangers arrivés au Luxembourg depuis le 28 février 2012 et arrivant au pays avant le 28 février 2014 pourront désormais aussi s'inscrire pour voter pour les élections européennes de 2014 (sauf si en raison de leur loi électorale nationale ils ne peuvent pas voter dans leur pays d'origine).

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 02.05.2013
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Paul-Henri Meyers):

05.06.2013	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
12.06.2013	Continuation des travaux parlementaires
19.06.2013	Continuation des travaux parlementaires
26.06.2013	Présentation et adoption d'amendements parlementaires
18.07.2013	Examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Alex Bodry):

09.12.2013	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
12.12.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2013
Loi du 20 décembre 2013
Mémorial A: 2013, n°223, page 4202

Douzièmes provisoires

6630 - Projet de loi

a) ayant pour objet

1. d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des mois de janvier à avril 2014, les dépenses figurant aux tableaux annexés à la présente loi;

2. d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2013 d'après les lois et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception;

3. de proroger certaines dispositions de la loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

b) portant modification de:

1. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

2. la loi modifiée du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;

3. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

4. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

Le projet de loi prévoit de mettre à la disposition du Gouvernement les crédits nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier des Ministères, administrations et autres services publics à partir du 1er janvier 2014 et jusqu'au 30 avril de la même année.

Il prévoit également d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts existants à partir de cette même date et à reconduire au-delà du 1er janvier 2014 certaines dispositions de la loi budgétaire pour l'exercice 2013.

L'idée de base des crédits provisoires - appelés également douzièmes provisoires - qui font l'objet du présent projet de loi consiste à se baser sur le dernier budget qui a été voté par la Chambre des Députés pour arrêter le montant maximum des crédits qui sont susceptibles d'être liquidés au cours de la période couverte par le projet de loi.

Il en résulte que les crédits provisoires ne peuvent pas être affectés au financement de dépenses nouvelles qui ne figurent pas dans le budget voté de l'exercice 2013. Si cela s'avère nécessaire, le Gouvernement peut néanmoins être autorisé à effectuer des dépenses nouvelles qui résultent de dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles.

Pour ce qui est du budget des recettes, il est remarqué que la disposition principale est celle qui fait l'objet de l'article 3 du présent projet de loi et qui autorise la perception des impôts au-delà du 31 décembre prochain, d'après les lois qui en règlent l'assiette, les taux ou tarifs et la perception.

Les montants qui sont inscrits au budget des recettes, à l'endroit des différents articles budgétaires, représentent uniquement une estimation des ressources à encaisser prévisiblement par l'État au titre d'une période déterminée et non pas, comme c'est le cas pour les crédits de dépenses, une limite à ne pas dépasser.

Il est signalé que les recettes et les dépenses ne se répartissent pas linéairement sur les douze mois de l'année, de sorte qu'il n'est pas possible d'extrapoler les tendances des premiers mois sur l'ensemble de l'année.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 18.11.2013
Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Marc Hansen):

06.12.2013	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
13.12.2013	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2013
Loi du 20 décembre 2013
Mémorial A: 2013, n°222, page 3913

Station d'épuration Nordstad/ Bleesbruck

6580 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la Station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck

Le projet de loi a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck.

Cette station d'épuration a été mise en service en 1963. Au fil du temps, de nouvelles localités ont été ajoutées au réseau de collecte et un développement sensible de la population et des activités économiques connexes a été enregistré. Suite à ces circonstances, à l'usure de l'installation et à des prescriptions environnementales plus contraignantes au niveau européen, l'extension et la modernisation de ladite station s'avère nécessaire.

Ainsi, par le biais de la future loi, l'État s'engagera à:

- financer la mise en conformité et l'agrandissement des infrastructures de la station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck à hauteur de 46,3 millions d'euros (imputables au Fonds pour la gestion de l'eau);

- prendre en charge les frais occasionnés par la dépollution du site de la station d'épuration à hauteur de 2 millions d'euros (imputables au Fonds pour la protection de l'environnement).

Étant donné que le coût des investissements prévus est de 46,3 millions d'euros, l'autorisation de la Chambre des Députés est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, car le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 14.06.2013

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

09.12.2013 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

11.12.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2013

Loi du 23 décembre 2013

Mémorial A: 2013, n°227, page 4240

Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: M. Gusty Graas):

10.12.2013 Désignation d'un nouveau rapporteur
Présentation du dispositif amendé
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

12.12.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2013

Loi du 23 décembre 2013

Mémorial A: 2013, n°227, page 4240

Code du Travail

6594 - Projet de loi portant modification

1. de l'article L. 122-10 du Code du Travail;

2. de l'article 1er de la loi modifiée du 3 août 2010

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;

2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;

3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant:

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;

3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

Le projet de loi vise à modifier l'article L.122-10 du Code du Travail et à proroger certaines adaptations temporaires du Code du Travail.

Ainsi, l'article 1er tient compte de l'avis motivé émis par la Commission européenne en raison de manquements à la clause 6 de la directive 1999/70/CE concernant l'accord-cadre CES, UNICE et CEEP sur le travail à durée déterminée, en disposant que toute place vacante à durée indéterminée doit être portée à l'attention des salariés occupés dans la même entreprise sous le couvert d'un contrat de travail à durée déterminée.

Les articles 2 et 3 prolongent, pour une durée de deux ans, certaines adaptations temporaires du Code du Travail en matière d'indemnisation du chômage complet ainsi que du chômage partiel étant donné que la situation économique ne semble pas encore favorable à une reprise à court terme.

L'article 3 reprend également un amendement gouvernemental ayant pour objet de reconduire les mesures actuellement prévues aux paragraphes (2) et (3) de l'article 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail. L'amendement prolonge, pour une année, la possibilité d'étendre la durée du chômage partiel de source structurelle à dix mois.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 19.07.2013

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

12.12.2013 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi amendé
Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2013

Loi du 23 décembre 2013

Mémorial A: 2013, n°227, page 4241

Développement rural

6606 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Ce projet de loi a pour objet de modifier l'article 63 de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural, loi communément désignée «loi agraire».

La modification vise à prolonger certains régimes d'aides de la loi agraire au-delà du 1er janvier 2014, date d'expiration de la loi agraire actuellement en vigueur.

La nécessité de prévoir ces prorogations résulte de retards pris dans l'élaboration des textes réglementaires communautaires, base de la législation nationale en la matière.

Sans intervention du législateur, l'actuelle situation créerait un vide juridique qui aurait pour conséquence de priver les exploitants agricoles du bénéfice d'aides publiques durant une période plus ou moins longue.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 30.08.2013

Rapporteur: M. Edy Mertens

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

(Président: M. Roger Negri):

26.09.2013 Désignation d'un rapporteur

Société coopérative européenne (SEC)

5974 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de mettre en œuvre le Règlement (CE) n°1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC)

L'objectif essentiel du présent projet de loi est d'assurer, dans le cadre de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (ci-après désignée par: «L. 10 août 1915»), une mise en œuvre des dispositions du Règlement (CE) n°1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC), lequel règlement est entré en vigueur le 18 août 2006.

Certes le règlement est directement applicable en toutes ses dispositions mais il réclame néanmoins des États membres un effort de mise en œuvre, notamment quant à la procédure de transfert du siège statutaire de la SEC et de son immatriculation, et ouvre dans le même temps une série d'options réglementaires (réceptivité plus ou moins large à la constitution de SEC, étendue du contrôle exercé par les autorités à l'occasion de la constitution, système moniste ou dualiste de gestion, etc.) auxquelles il importe de répondre.

Le texte proposé s'inscrit dans la convergence de la technique législative suivie en Belgique pour la mise en œuvre du Règlement SEC et diffère donc sur ce point du texte adopté lors de la mise en œuvre du Règlement communautaire du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (SE). Effectivement, la loi du 25 août 2006 s'inscrit dans une optique d'intégration des règles s'appliquant à la SE soumise au droit luxembourgeois dans le corps de droit interne régissant les sociétés anonymes. La technique législative retenue pour la SE a permis d'accroître la lisibilité et l'immédiateté d'accès aux règles régissant la SE pour le praticien luxembourgeois. Toutefois l'usage de cette technique s'est trouvé facilité par le fait que le droit de la société anonyme est déjà largement harmonisé par l'effet des diverses directives communautaires concernant cette société, le Règlement SE s'inscrivant dans cet acquis communautaire. Par contre le droit de la société coopérative n'a été que fort peu concerné par l'harmonisation communautaire. En outre, sur le plan interne, le droit des sociétés coopératives n'a été que fort peu modifié depuis son avènement dans la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Ainsi la structure de la société coopérative européenne transparaissant du Règlement SEC, étant a priori une société dotée d'un régime de responsabilité limitée d'où une réglementation relativement détaillée, ne trouve pas son reflet en la L. 10 août 1915, où la coopérative est, à l'inverse, a priori une société à responsabilité illimitée et donc dotée d'un régime largement dominé par la liberté contractuelle. Par conséquent, il n'est pas possible d'adopter, pour la mise en œuvre du Règlement SEC, la même technique législative que celle ayant présidé à la mise en œuvre du Règlement SE sans passer au préalable par une réforme en profondeur du droit interne des sociétés coopératives, laquelle dépasse largement l'objectif du présent projet de loi et ne semble pas par ailleurs découler d'un réel besoin pratique.

Par ailleurs, l'option générale de politique législative retenue par le présent projet est que, lorsque le Règlement SEC ouvre aux États membres des options comparables à celles figurant dans le Règlement SE, il importe de s'aligner autant que possible sur les choix opérés à l'occasion de la mise en œuvre du Règlement SE.

Parmi les options ouvertes par le Règlement communautaire figure celle consistant pour la SEC à pouvoir opter pour un système moniste ou un système dualiste de gestion entraînant celle, pour l'État membre ne disposant pas d'une réglementation en la matière, d'adopter une telle réglementation à cette occasion. À cet égard, il est proposé, de suivre la ligne de politique législative énoncée ci-dessus en ouvrant non seulement aux SEC mais aussi aux sociétés coopératives de droit interne la possibilité de se doter soit d'un régime moniste soit d'un régime dualiste de gestion. Toutefois, étant donné que le droit commun applicable à la gestion des sociétés coopératives au Luxembourg est fort peu détaillé et largement supplétif de la volonté des parties, il a été estimé opportun de conférer également aux sociétés coopératives de droit interne la faculté d'opter pour le régime soit moniste, soit dualiste de gestion développé par le Règlement SEC. Par conséquent, les sociétés coopératives de droit interne disposeront, s'agissant de l'organisation de leur gestion, d'une triple option: soit le régime largement supplétif résultant de la L. 10 août 1915, soit le système moniste, soit le système dualiste, les deux derniers résultant du Règlement SEC et mis en œuvre dans la L. 10 août 1915 par les dispositions proposées par le présent projet de loi. De cette manière, les sociétés coopératives de droit interne souhaitant disposer d'un cadre mieux organisé de gestion pourront également bénéficier de la réglementation introduite par le présent projet pour les SEC établissant leur siège statutaire au Luxembourg.

Une question se posant spécifiquement pour le Luxembourg est celle de savoir si la société coopérative organisée comme une société anonyme (art. 137-1 à 137-10 L. 10 août 1915) et, plus spécifiquement la sepcav (devant prendre la forme d'une société coopérative organisée comme une société anonyme ou «coopsa») organisée par la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep peuvent prendre la forme d'une société coopérative européenne. Cette question appelle une réponse nuancée. Certes la coopsa est bel et bien une société coopérative, ce qui justifie d'ailleurs son traitement dans la section IV de la L. 10 août 1915 consacrée aux sociétés coopératives. Toutefois étant donné que le statut de coopsa emporte l'application d'une série de dispositions relevant du droit de la société anonyme, certaines d'entre elles n'apparaissent pas se concilier aisément avec le Règlement SEC.

Par conséquent, les constituants d'une sepcav-SEC seront particulièrement attentifs aux questions soulevées ci-dessus et devront faire preuve d'une particulière circonspection dans la rédaction de l'acte notarié de constitution.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 18.12.2008

Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Gilles Roth):

27.02.2013 Désignation d'un rapporteur

17.04.2013 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État
24.04.2013 Présentation et adoption d'une série d'amendements

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):
08.01.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.01.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2014

Infrastructures sportives

6559 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif

Historique

La tradition des programmes quinquennaux d'équipements sportifs trouve ses origines dans la loi du 24 mars 1967 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l´exercice 1967, qui dans son article 14 prévoyait l'institution d'un «fonds spécial dénommé 'fonds d´équipement sportif national' destiné à recevoir les sommes inscrites au budget en vue de réaliser un programme d'équipement sportif national qui fera l'objet d'une loi spéciale».

Avec la loi du 11 novembre 1968 autorisant le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un programme quinquennal d'équipement sportif communal et intercommunal et qui prévoyait des subventions d'un montant global de 120 millions de francs, ce fut chose faite. Dans l'exposé des motifs du projet de loi 1317, à l'origine de la loi susmentionnée, les auteurs se préoccupent des «maux de civilisation que nous sommes obligés d'accepter en contrepartie des immenses progrès réalisés dans tous les domaines de l'activité humaine» et s'appuient sur des «statistiques inquiétantes sur la fréquence croissante des défauts de maintien, la diminution de la résistance physique chez les jeunes et l'augmentation rapide des affections cardio-vasculaires et le stress nerveux chez les adultes», pour en déduire une obligation des pouvoirs publics «de mettre à la disposition des citoyens, et notamment de ceux des agglomérations à forte densité, les moyens matériels et les installations nécessaires à l'exercice des activités sportives».

À noter que dans son avis sur le projet de loi 1317, le Conseil d'État fit référence à une enquête réalisée en 1961 et publiée dans un «Livre blanc» dans lequel fut «déploré l'insuffisance de notre équipement sportif et reconnu l'urgence de la mise en chantier d'un réseau d'installations que l'on avait trop longtemps négligé d'entreprendre».

Si dans la conception initiale les plans successifs devaient se limiter à une durée de 20 ans, les discussions sur le cinquième plan quinquennal étaient l'occasion de constater que le pays avait réussi à rattraper quelque peu un retard énorme en infrastructures sportives par rapport à nos pays limitrophes et se trouvait dès lors doté d'une infrastructure sportive plus adéquate. Mais les carences aux niveaux local, régional et national étaient toujours importantes, et la popularité croissante de la pratique sportive, notamment des pratiques sportives indoor, constituait un argument de poids pour continuer la programmation d'équipements sportifs. Le Parlement avait dès lors reconnu le bien-fondé des programmes quinquennaux et le cinquième programme fut voté.

Le contexte actuel

À l'occasion de l'élaboration et des discussions du dixième programme quinquennal d'équipement sportif, force est de constater que les besoins continuent à croître.

Entre 1991 et 2011, la population luxembourgeoise a connu un accroissement annuel important de 1,5 pour cent par année, alors que l'accroissement moyen enregistré pour l'Union européenne ne se chiffrait qu'à 0,4 pour cent. Le nombre des habitants est passé de 384.634 à 511.840, soit un accroissement de 127.206 habitants. Il ressort d'une récente présentation du Département de l'Aménagement du Territoire que l'augmentation est plus forte pour certains centres de développement et d'attraction (CDA) que pour d'autres. Surtout la ville de Luxembourg a connu un développement hors pair puisqu'elle a attiré à elle-seule quelque 17.500 nouveaux citoyens. Les causes de cet accroissement de la population sont les naissances et l'incidence du solde migratoire.

Ce n'est pas seulement le nombre des habitants qui entraîne des nouveaux besoins en infrastructures. Le fait que la population luxembourgeoise vieillit et reste active plus longtemps crée de nouveaux besoins pour des tranches d'âge à la retraite.

À côté du nombre des habitants, le nombre de la population scolaire est également en hausse. Alors que les chiffres restent plus ou moins stables pour l'enseignement fondamental, le nombre des élèves de l'enseignement postprimaire connaît une forte augmentation. Entre 2000 et 2011 ce nombre est passé de 30.603 à 38.704 élèves, soit une augmentation de 8.101 élèves. À côté de l'accroissement du nombre des élèves, la prolongation de la durée obligatoire de la scolarisation joue également un rôle et nécessite la mise à disposition d'installations sportives supplémentaires.

Il y a lieu de constater en même temps que la pratique du sport de compétition s'est professionnalisée dans la plupart des disciplines et les concours au niveau international présupposent des infrastructures et équipements qui sont à la pointe du progrès.

Au-delà des besoins dont la naissance est quelque peu automatique au fil de la croissance de la population et de la progression internationale des disciplines et pratiques sportives, il y a lieu de voir le sport et l'exercice physique comme facteur important influant directement sur le bien-être, la santé et la vitalité des individus. En raison de la lutte contre certains fléaux de notre société moderne, telles la sédentarité ou une alimentation inadéquate, le Département ministériel des Sports, de concert avec l'organisme central du sport, le Comité olympique et sportif Luxembourg (COSL), articula avec l'aval du Gouvernement en Conseil un plan d'action national «Gesond iessen, méi bewegen». Les mêmes instances se sont dotées à l'heure actuelle d'un organe de réflexion pour concevoir, cette fois sous l'égide du COSL, un concept global pour le sport.

De l'idée directrice de ce concept global se déclinent facilement les champs d'action, anciens et nouveaux: enfance en bas âge (crèches, maisons-relais, garderies), enseignement fondamental (communes), enseignement secondaire (établissements scolaires et de formation), clubs et associations (entraînements, compétitions, temps libre), 3e âge, personnes handicapées physiques et mentaux, sport non organisé, sport corporatif.

Le dixième programme quinquennal d'équipement sportif avec tous ses projets est à considérer dans le contexte de ce concept global du sport.

L'équipement sportif dans le cadre de l'aménagement du territoire

Le dixième programme quinquennal tient compte des pistes indiquées par les services de l'aménagement du territoire, à savoir, qu'il faut privilégier les localisations des équipements sportifs dans les centralités urbaines existantes pour favoriser un accès par les modes de transport durables.

À côté du développement des installations dans les centres de développement et d'attraction (CDA), la création d'infrastructures près des écoles fondamentales et des centres d'accueil pour enfants en bas âge est privilégiée.

D'autre part, des partenariats sont recherchés notamment pour les installations coûteuses telles les piscines. Des synergies sont recherchées de ce fait entre communes ou entre l'État et les communes pour la réalisation d'équipements utilisés à la fois par l'enseignement postprimaire, l'enseignement fondamental et le public.

À ce sujet, il est renvoyé aux cartes en annexe du projet de loi qui répertorient et situent sur le territoire du pays les diverses sortes d'infrastructures.

Le dixième programme quinquennal

À la lumière, d'une part, des projets reportés du neuvième au dixième programme, et au vu, d'autre part, des nouveaux projets déjà introduits à ce jour, le contenu du dixième programme quinquennal peut être esquissé et décrit comme suit:

7 piscines, 2 centres nationaux (karaté, beachvolley), 1 centre régional d'escrime, 1 stade intercommunal d'athlétisme, 6 terrains de football dont le stade national, 6 vestiaires de football, 9 halls multisports, 3 centres sportifs, 2 salles de sports, 12 halls de sports, 1 hall de tennis, 1 salle de gymnastique, 1 hangar d'aérodrome et diverses aires multisports.

Pour ce qui est de la répartition géographique des principaux projets, il est renvoyé à l'exposé des motifs du projet de loi.

À côté des éléments essentiels du dixième programme quinquennal, le projet du stade national de football mérite une attention particulière.

- Le stade national de football

Récemment encore, l'UEFA (Union of European Football Associations) a rappelé aux instances du football luxembourgeois l'urgence de se doter, enfin, d'un stade national répondant à toutes les exigences requises afin de pouvoir continuer à disputer ses rencontres internationales à domicile sur le territoire national. En effet, cette possibilité est sujette depuis de longues années déjà à une dérogation particulière accordée à la seule Fédération Luxembourgeoise de Football (FLF) parmi toutes les fédérations européennes.

Il y a cinq ans déjà, le neuvième programme quinquennal d'équipement sportif avait anticipé cette démarche de l'UEFA en indiquant dans son exposé des motifs qu'un nouveau stade national de football était à considérer comme une priorité absolue parmi les infrastructures sportives à caractère national. En effet, le stade Josy Barthel ne répond plus aux critères minimaux, pour un équipement national de l'espèce, ni pour ce qui est de l'accueil des sportifs, ni en ce qui concerne le public. La nécessité urgente de réagir devient d'autant plus inéluctable que la vétusté de l'installation actuelle et son maintien en service entraînent des réparations et rénovations nombreuses et coûteuses.

Le programme gouvernemental de juillet 2009 avait rappelé ce constat et indiqué le site de Livange comme lieu d'implantation du stade national de football à construire par un promoteur privé. Les discussions autour de ce projet ainsi que le long délai d'attente nécessaire à sa réalisation ont amené le dernier Gouvernement à renoncer au site de Livange.

Après les préparations d'un groupe de travail réunissant le Département ministériel des Sports et la Fédération Luxembourgeoise de Football, le Gouvernement précédent, en date du 16 novembre 2012, avait pris la décision d'entamer les travaux préparatoires dans la perspective d'une transformation de l'actuel site du stade Josy Barthel en un nouveau stade national de football-décision confirmée par l'accord du nouveau Gouvernement issu des élections législatives du 20 octobre 2013. Cette solution aura comme avantage un investissement raisonnable en des temps de difficultés budgétaires de l'État tout en veillant à répondre dans les délais impartis aux exigences de l'UEFA concernant les mises aux normes e.a. de sécurité, d'accueil, de confort et de salubrité reprises au règlement actuel de l'UEFA sur l'infrastructure des stades.

Dans la mesure où les équipements d'athlétisme viennent à disparaître dans le cadre de ladite transformation du stade Josy Barthel, les installations d'athlétisme de l'Institut National des Sports seront rénovées pour répondre aux besoins de la Fédération Luxembourgeoise d'Athlétisme, du Sportlycée et du club local, le CS Luxembourg.

- Le vélodrome

Le vélodrome ne fait pas partie intégrante du dixième programme quinquennal. En effet, la réalisation d'un projet initial à Luxembourg-Cessange avait été approuvée par règlement grand-ducal du 1er septembre 2006 établissant la 3e partie de projets à subventionner dans le cadre du huitième programme quinquennal. Du fait de l'inadéquation du site et de la situation budgétaire difficile de l'État, sa construction avait été reportée au-delà de 2012 par décision du Conseil de Gouvernement du 30 avril 2010. Parallèlement, les travaux préparatoires devaient continuer entre-temps en concertation notamment avec plusieurs autres ministères concernés et la Commune de Mondorf, seule candidate à l'implantation d'un projet alternatif.

Eu égard aux impératifs budgétaires, il y a lieu d'étudier la possibilité de prévoir la construction d'une piste cyclable couverte dans le cadre du projet du Lycée de Mondorf et des infrastructures sportives accessoires.

- La préservation des équipements en place

Outre la planification des nouveaux équipements, la préservation de l'infrastructure sportive en place et en service reste de mise. En effet, priver les collectivités locales concernées de l'aide étatique et donc se laisser dégrader le patrimoine d'équipements sportifs existants reviendrait à mettre en péril les acquis des dernières années et à anéantir les efforts consentis depuis le démarrage des programmes quinquennaux. À ce sujet, il y a lieu de constater une innovation majeure. Celles des installations qui, en raison de leur âge, se trouvent présentement dans un état désuet et nécessitent en conséquence une rénovation complète, le cas échéant à la lumière du facteur loisir pour ajouter un brin de rentabilité aux frais d'entretien et de fonctionnement, seront dès à présent définis dans une liste à autoriser par règlement grand-ducal.

- La création d'une banque de données sur l'infrastructure sportive nationale

En donnant suite aux recommandations de la Commission de contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre des Députés à la suite de deux contrôles successifs des programmes quinquennaux d'équipement sportif et du Fonds d'équipement sportif national par la Cour des Comptes, une banque de données est créée en collaboration avec le Syndicat Intercommunal de Gestion Informatique (SIGI). La nouvelle application informatique permet de réaliser à partir de l'année 2013 un inventaire complet de l'infrastructure sportive du pays comprenant à la fois les installations communales et étatiques.

La nouvelle application sert principalement à documenter la répartition des infrastructures sportives sur le territoire luxembourgeois dans l'intérêt de la planification indispensable et sollicitée par la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire suite aux recommandations de la Cour des Comptes. Elle permettra de collecter et analyser des données et informations facilitant la gestion et le suivi des dépenses des infrastructures existantes et/ou servant de base à une planification raisonnable, efficace et durable des infrastructures à réaliser à l'avenir.

Accessoirement cet outil informatique peut renseigner un large public sur les possibilités de pratiquer leur sport favori en indiquant dans une base de données accessible aux citoyens les dimensions et les heures d'ouverture des installations.

En y englobant des chiffres démographiques sur la population de la commune ainsi que le nombre des élèves de l'enseignement fondamental, la banque de données aide à extrapoler les besoins futurs en installations et laisse apparaître les besoins dans les régions délaissées.

Une convention avec le SIGI règle les modalités de la collaboration entre le syndicat intercommunal SIGI et le Département ministériel des Sports. L'enveloppe financière pour la création et l'exploitation de la banque de données est autorisée dans le cadre de l'article 1er du présent projet de loi.

L'enveloppe financière du dixième programme quinquennal

L'enveloppe financière du huitième programme quinquennal avait été arrêtée finalement à un total de 110 millions d'euros.

Les projets déclarés par les communes et les syndicats de communes au neuvième programme quinquennal ont nécessité une enveloppe de 90 millions d'euros, dotation totalement engagée désormais suite aux deux listes successives de projets approuvés par les règlements grand-ducaux respectivement du 6 juillet 2009 et du 28 juillet 2011.

Sur la base des données réalistes actuellement disponibles, l'enveloppe qui s'annonce indispensable pour exécuter le dixième programme doit être portée de nouveau à un montant plus important. 100 millions d'euros s'avèrent nécessaires sur le vu des projets déclarés et sachant que les renchérissements sur dix ans atteignent presque 20 pour cent. Ainsi, l'indice des prix de la construction, publié par le Statec, a évolué de l'ordre de 11 pour cent pour la seule période de 2008 à 2012.

En outre, il y a lieu de respecter dorénavant les conditions du règlement grand-ducal du 31

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels ce qui ne manquera pas d'engendrer également une hausse des coûts de construction.

L'enveloppe de 100 millions d'euros tient compte du projet recalé du stade national de football ainsi que du report de certains projets, déjà annoncés pour le neuvième programme quinquennal, mais reportés dans le temps et déclarés par les communes pour être inscrits au dixième programme.

Les considérations finales

L'enveloppe financière fixée par le projet de loi est estimée au strict nécessaire compte tenu à la fois des besoins connus et des efforts d'économies à réaliser. Cette enveloppe doit pouvoir être ajustée en cas de nécessité absolue, si des projets de rénovations urgentes surgissent. Les adaptations éventuelles sont à décider par la loi budgétaire.

En-dehors du dixième programme quinquennal, d'autres équipements sportifs importants sont décidés et financés dans le cadre d'autorisations légales particulières. Sont à mentionner surtout celles se rapportant aux lycées qui vont compléter l'infrastructure scolaire de l'enseignement secondaire puisqu'en principe ces établissements sont tous dotés d'un hall de sports et certains également d'une piscine.

Sur les friches de Belval et à charge du fonds spécial (créé en tant qu'établissement public par la loi du 25 juillet 2002) s'y rapportant, un campus sportif polyvalent est à réaliser pour les besoins rassemblés de l'université, des lycées et écoles de la région encore insuffisamment dotés, des nouvelles agglomérations de résidents qui naissent à Belval et des nombreux migrants journaliers qui s'y rendent à leur lieu de travail.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre des Sports, le 29.03.2013

Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot)

23.05.2013 Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

07.01.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

14.01.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2014

Assistance alimentaire

6590 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'assistance alimentaire, faite à Londres, le 25 avril 2012

La première Convention relative à l'aide alimentaire (CAA), qui est entrée en vigueur en 1967, visait à écouler, de façon coordonnée et acceptable, les excédents agricoles des pays développés vers les pays en développement dans le besoin. Elle a été renouvelée plusieurs fois au fil du temps, sans cependant que ses composantes essentielles aient été modifiées. En octobre 2010, le Département du Développement Économique et Social de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) note que la Convention n'est plus adaptée aux besoins d'aujourd'hui en matière d'aide alimentaire. En effet, la CAA, au lieu de s'attaquer aux causes de la faim, ne couvrait que les besoins alimentaires d'urgence, sans proposer de solutions durables. Selon les experts de la FAO, les interventions devraient avoir un horizon à plus long terme et s'attaquer aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire. Ces réponses globales comprennent des mesures visant à accroître la productivité agricole, en soutenant les circuits de commercialisation et la fourniture d'intrants de base pour la production alimentaire.

Le 14 décembre 2010, les parties à la CAA de 1999 sont convenues de négocier une nouvelle convention dont l'objectif serait de fournir une assistance alimentaire appropriée et efficace aux populations vulnérables en fonction des besoins identifiés. Ces négociations ont abouti le 25 avril 2012 à la présente Convention relative à l'assistance alimentaire.

Ouverte à la signature auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, la Convention est entrée en vigueur le 1er janvier 2013, étant donné que six signataires (le Canada, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, le Japon, la Suisse et l'Union européenne) ont déposé, conformément à l'article 15 de la CAA, leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation jusqu'au 30 novembre 2012. La ratification de la Convention par la Finlande (décembre 2012) et par l'Autriche (janvier 2013) porte le nombre de Parties à la Convention à huit. Le Luxembourg a signé cette Convention le 24 septembre 2012 à New York.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 15.07.2013

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

16.12.2013 Désignation d'un rapporteur

13.01.2014 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2014

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Communication
- *M. le Président*

2. Composition des commissions parlementaires
- *M. le Président*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. 6571 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Anne Brasseur, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Serge Urbany*
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Alex Bodry (parole après ministre)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6630 - Projet de loi

a) ayant pour objet

1. d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des mois de janvier à avril 2014, les dépenses figurant aux tableaux annexés à la présente loi;

2. d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2013 d'après les lois et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception;

3. de proroger certaines dispositions de la loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

b) portant modification de:

1. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

2. la loi modifiée du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;

3. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

4. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen (M. Eugène Berger intervient), M. Justin Turpel*
- *M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6580 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel*
- *M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*
- *M. Justin Turpel (parole après ministre), M. Camille Gira*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6594 - Projet de loi portant modification

1. de l'article L. 122-10 du Code du Travail;

2. de l'article 1er de la loi modifiée du 3 août 2010

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;

2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;

3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant:

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;

3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, Mme Joëlle Elvinger, Mme Viviane Loschetter, M. Serge Urbany*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6606 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural
- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Edy Mertens*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Frank Arndt, M. Henri Kox*
- *M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement
- *M. le Président*

10. Discours de fin d'année de M. le Président
- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, Fernand Etgen, Pierre Gramegna et Mme Corinne Cahen, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- E schéine gudde Mëtteg. Domat ass eis Chamberssëtzung offiziell opgemaach.

1. Communication

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Communication du Président - séance publique du 17 décembre 2013

La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Ech wollt dann och froen, ob d'Regierung eng speziell Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister.

2. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, esou sinn dës, ausser der Commission de Contrôle parlementaire vum Service de Renseignement de l'État, all definitiv constituéiert.

D'Lëschte ginn un d'Fraktiounspresidente verdeelt, a wann nach Ännerungen ze proposéiere wären, da wär ech frou, wann déi dem Greffe respektiv der Administration parlementaire gemellt géife ginn.

3. Ordre du jour

Dann zum Ordre du jour. An hirer Réuniouun vum 12. Dezember huet d'Presidentekonferenz fir haut folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Éischtens de Projet de loi 6571. Et handelt sech ëm eng Ofännerung vum Wahlgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 virgesinn.

Zweetens de Projet de loi 6630 iwwert déi sougenannten Douzièmes provisoires. Och hei gëllt de Modell 1.

De Projet de loi 6580 iwwert déi finanziell Bedeelegung vum Stat un der Moderniséierung vun der Kläranlag Nordstad/Bleesbréck. Och hei gëllt de Modell 1 bei der Riedezäit.

De Projet de loi 6594; et handelt sech ëm eng Ofännerung vum Code du Travail. Och hei gëllt de Modell 1 bei der Riedezäit.

An de Projet de loi 6606, wat eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Ënnerstëtzungen am Beräich vum Développement rural ass. Hei gëllt de Basismodell bei der Riedezäit.

Als leschte Punkt gesäit den Ordre du jour dann d'Designatioun vun engem President a véier Membere vum Centre pour l'égalité de traitement vir.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Villmools Merci.

Mir fänken haut de Mëtteg mam Projet de loi 6571 un, wou et jo, wéi gesot, ëm eng Änderung vum Wahlgesetz geet. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: CSV 33 Minutten, DP 23 Minutten, LSAP 23 Minutten, déi gréng 16 Minutten, ADR siwen an eng hallef Minutten, déi Lénk fënnef Minutten an d'Regierung 15 Minutten.

Ech géif dann direkt d'Wuert un de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Alex Bodry, weiderginn. Et sinn doniewent agedroen: den Här Gloden, d'Madame Brasseur, den Här Adam an den Här Urbany.

Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

4. 6571 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Gesetzesprojet 6571 geet et ëm eng Deelreform vun eisem Wahlgesetz vum 18. Februar 2003.

Et ass e Projet, dee vun der viregter Regierung abruecht ginn ass, deen eigentlech ursprünglech zwee Haaptziler verfollegt huet.

Éischtens d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv vum 20. Dezember 2012 iwwer verschidde Modalitéite vun der Ausübung vum passive Wahlrecht bei de Wahle fir d'Europaparlament an zweetens eng gesetzlech Regelung fir d'Festleeung vum Datum vun de Chamberwahlen, fir e gläichzäitegt Ofhale vun den National- an Europawahle méiglech ze maachen. Europawahlen, déi jo op de 25. Mee 2014 fixéiert sinn.

D'Regierung huet dann och gläichzäiteg vun där Geleeënheet profitéiert, fir och d'Regel vum Netcumul vum nationalen Deputéiertemandat mat dem Mandat vum Europadeputéierten endlech fest an eist Wahlgesetz anzeschreiwen.

Do gëtt et zwar en europäeschen Accord zu där doter Fro, dass déi europäesch an national Deputéiertemandater net kompatibel sinn, also net kënne cumuléiert ginn. Et gëtt och en Accord tëschent de Parteien hei zu Lëtzebuerg, fir dat ze maachen, mä dat war bis elo formal ni an eisem Wahlgesetz verankert ginn. Dat geschitt also och duerch dëse Gesetzesprojet.

D'Verfassungskommissioun huet hirersäits dee Regierungstext schonn am Juni an e puer Sitzungen diskutéiert an och, wéinst der Urgence, net den Avis vum Statsrot ofgewaart, mä vu sech aus eng Rei vun Amendementen zum Regierungstext ugeholl.

Déi wichtegst Ännerung, op déi mer eis sengerzäit an der Institutiounskommissioun gëeenegt hunn, war déi, fir an Zukunft op eng minimal Residenzklausel fir Netlëtzebuerger bei den Europawahlen ze verzichten. An Zukunft ass et also deemno esou, wann d'Chamber dëse Gesetzesprojet an där Form guttheescht, dass all Bierger aus der Europäescher Unioun bei den Europawahlen hei zu Lëtzebuerg matmaache kënnen, als Wieler oder als Kandidat; also aktivt Wahlrecht respektiv passivt Wahlrecht, wa se op eise Lëschten ageschriwwe sinn.

Si musse sech also nach wie vor vu sech aus op déi Wielerlëschten aschreiwen, mä si brauchen eigentlech net méi eng gewëssen Zuel vu Joren am Virfeld hei zu Lëtzebuerg gewunnt ze hunn.

Am aktuelle Gesetz ass et esou, dass een, fir dat aktivt Wahlrecht auszeüben, muss zwee Joer hei zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, fir sech kënnen op déi Wielerlëschten anzeschreiwe fir d'Europawahlen. An et huet ee misse fënnef Joer hei zu Lëtzebuerg residéiert hunn, fir kënnen als Kandidat bei Europawahlen hei zu Lëtzebuerg matzemaachen. Mir proposéieren also hei, fir dat ofzeänneren an an deem heite Fall op déi minimal Residenzklausel ze verzichten.

Ech mengen, dass, wann een de Werdegang vum Wahlrecht och fir Netlëtzebuerger hei zu Lëtzebuerg kuckt, dass dat schonn en historesche Schrack ass, dee mer hei maachen. Lëtzebuerg akzeptéiert also, an deem heite Fall vun den Europawahlen, den Droit commun an Europa a bénéficiéiert also net méi, verzicht drop, fir op eng Ausnahmeregelung kënnen zréckzegräifen, déi deene Länner zougestane ginn ass, wou den Undeel vun den Auslänner iwwer 20% läit. Dat brauche mer also an Zukunft net méi. Hei géife mer dat fale loossen zu Lëtzebuerg fir d'Europawahlen.

Déi eenzeg Bedéngung natierlech, déi bleift: Et muss een a sengem eegene Land, a sengem Ursprongsland selwer iwwert dat Wahlrecht verfügen. Een, deen a sengem Land duerch gesetzlech Bestëmmungen, duerch e Geriichtsuerteel dat Wahlrecht net méi huet, deen däerf och hei zu Lëtzebuerg als Netlëtzebuerger net bei Europawahle matmaachen, sief et als Wieler, sief et als Kandidat.

Eng aner Ännerung, déi mer iwwert déi Direktiv hei iwwerhuelen, an iwwert déi ee kann duerchaus misstrauesch sinn, mä wou mer als nationale Législateur keng Marge d'appréciation méi hunn - mir mussen den Direktivtext ëmsetzen -, ass de Virschlag, deen an där Direktiv iwwerholl ginn ass, fir dass an Zukunft Kandidaten aus engem aneren EU-Stat, déi hei zu Lëtzebuerg géife matmaache bei den Europawahlen als Kandidat, net méi brauchen eng offiziell Attestatioun aus hirem Land matzebréngen, déi beleet, dass se dat passivt Wahlrecht bei sech hunn.

Dat war bis elo also de Fall. Dat huet anscheinend - net onbedéngt hei zu Lëtzebuerg, mä an anere Länner - zu Komplikatioune gefouert, well et net evident war, wat fir eng Instanz an deene Länner géif esou e Certificat ausstellen, also wat fir eng national Autoritéit géif eng Attestatioun ausstellen, dass eng bestëmmte Persoun am Besëtz vun hire politesche Rechter ass.

An duerfir ass dann iwwert de Conseil an iwwert d'Europäescht Parlament proposéiert ginn, iwwer eng Direktiv déi dote Bestëmmungen opzelackeren. Mir kommen haut also vun engem System, vun enger offizieller Attestatioun vun enger nationaler auslännescher Autoritéit, an e System eran, wou de Kandidat selwer muss op seng Éier deklaréieren, dass en am Besëtz vu sengem politesche Recht ass an notamment vun deem Recht, sech als Kandidat ze presentéiere bei politesche Wahlen. Dat ass also, géif ech soen, dee grousse Changement, dee kënnt, iwwert déi europäesch Direktiv, déi mer hei dann och op deem dote Punkt eent zu eent probéieren ëmzesetzen.

Dat ass a priori manner bürokratesch, méi schnell a sécherlech méi einfach. Et ass méi einfach, sech selwer e Certificat auszestellen, eng Deklaratioun ze ginn, wéi wann ee muss Démarchë maache bei enger Verwaltung, zemools déi och dann am Ausland nach situéiert ass, fir déi doten Attestatioun ze kréien.

Mä et ass awer och esou - do ware mer eis eens an do deele mer eigentlech déi kritesch Astellung, déi och de Statsrot a sengem Avis zudag bruecht huet -, dass, wann et zwar méi einfach ass, manner bürokratesch ass, dat doten natierlech och kann zu enger méi grousser Onsécherheet, zu enger méi grousser politescher a juristescher Onsécherheet féieren, zemools wa géif ex post no Wahle festgestallt ginn, dass eng Persoun zwar hei Kandidat war fir d'Europawahlen op enger Lëscht, mä en fait an hirem eegene Land d'Recht net gehat hätt, fir Kandidat ze sinn.

Domadder stelle sech also eng ganz Partie vu juristeschen, awer och héich politesche Froen, wou et net méiglech war, op all Hypothees eng kloer Äntwert an eisem Gesetzestext ze ginn.

De Statsrot huet eng ganz Rëtsch vu Froen opgeworf, wou et Deeläntwerte sécherlech am Gesetz ginn, mä wou mer net an allen Hypotheesen och wahrscheinlech d'Méiglechkeet hunn, esou ze légiféréieren, dass een alles kann am Virfeld propper regelen. Zemools wësse mer jo, wa bis d'Parlamenter selwer jugéiert hunn, dass eng Wahl definitiv ass, a festgestallt hunn, dass hir Zesummesetzung rechtens war, dass et ganz schwéier gëtt, duerno eigentlech déi doten Décisioun, souverän Décisioun vun de Parlamenter, sief et eng Lëtzebuerger Chamber, sief et en Europaparlament, erëm eng Kéier a Fro ze stellen.

Eng wichteg Fonctioun an deem ganze System do vun der Certificatioun kënnt dem President vum Haaptwahlbüro zou, deen also do muss déi Demande vun deem EU-Kandidat weiderreechen. Dat gëtt da weidergereecht un den Ausseministère. Den Ausseminister ass eigentlech de Point de contact, fir déi Iwwerpréiwung ze maachen, ob eng Persoun hei rechtens Kandidat ass am Moment vun der Opstellung vun de Kandidatelëschten. Dee gëtt dat da weider un déi zoustänneg auslännesch Instanz. An déi muss dann no dem europäeschen Text och bannent fënnef Deeg äntwerten.

D'Gefor ass natierlech ganz grouss - ausser d'Verwaltunge géife ganz anescht fonctionnéieren am Ausland wéi déi, déi mer hei kennen -, dass vläicht während fënnef Deeg do net direkt eng Äntwert kënnt vun der richteger Stell. Dee Moment muss déi Kandidatur zougelooss ginn. Déi muss dann zougelooss ginn a si kann natierlech nach a Fro gestallt ginn, wann e bësse méi spéit dann eng Äntwert kënnt, aus där géif ervirgoen, dass déi dote Persoun d'Wahlrecht eigentlech net hätt.

Mä do spillt dann och, wéi gesot, de President vum Haaptwahlbüro nach eng Roll. Do spillt och den Texter no d'Regierung eng Roll, well d'Regierung och muss nom Direktivtext derfir suergen, dass u sech keng Persoun onrechtméisseg eigentlech gewielt gëtt doduerjer, dass se net iwwer all politesch Rechter géif verfügen.

Duerfir maache mir ganz kloer en Appell och als Kommissioun - do ware mer eis eens - un all déi Parteien, un all déi Leit, déi Lëschte presentéieren, wierklech op där doter Fro opzepassen, wierklech sech net vläicht einfach mat enger mëndlecher Erklärung vun deem Kandidat zefridden ze ginn, mä Virsiicht walten ze loossen, fir ze suergen, dass u sech och kloer ass, dass déi Persoun och iwwer hiert vollt Wahlrecht verfügt, wa se als Kandidat op enger Lëscht optrëtt.

Et ass esou, dass selbstverständlech och Strofbestëmmungen hei am Gesetz mat dra sinn. Mir hunn do ganz gären eng Suggestioun vum Statsrot opgeholl an deem Sënn, dass natierlech an Zukunft all falsch Deklaratioun, déi e Kandidat géif maachen hisiichtlech senge Capacitéiten, fir Kandidat ze sinn, kann zu Lëtzebuerg bestrooft gi vun de Geriichter mat enger Geldstrof vu 500 bis 15.000 Euro respektiv enger Prisongsstrof vun engem Mount bis zwee Joer, dat geméiss dem Artikel 114 vun eisem Wahlgesetz.

Et ass och esou, dass déi individuell Stëmmen, déi en net éierleche Kandidat kritt hätt bei Wahlen, him selwer a senger Lëscht och géifen ofgezu ginn. Esou gesäit et och den aktuellen Text vun eisem Wahlgesetz vir.

An den Ae vun der zoustänneger Kommissioun muss och eigentlech hei den Artikel 286 Alinéa 2 vum Wahlgesetz applizéiert ginn, dee seet: «la perte d'une des conditions d'éligibilité entraîne la cessation du mandat».

Also et gëtt eng ganz Rëtsch vu rechtlechen Handhaben, fir hei géint onéierlech oder onopmierksam Kandidate virzegoen. Mä et bleift, dass awer eng gewësse Rechtsonsécherheet besteet, wéi ee kann an alle Fäll dat doten och wierklech praktesch ëmsetzen, well do och d'Kompetenze vun der Regierung an engem gewëssene Moment net méi do sinn, an eigentlech dat Ganzt an d'Hänn vun den eenzelne Parlamenter, notamment och vum Europaparlament, zréckkënnt.

En anere Punkt, deen een Haaptausléiser war, fir dat Gesetz hei ze maachen, war d'Problematik vum Dag vun eise Chamberswahlen. Et war alles geschitt, ier et zur fréizäiteger Opléisung komm ass vum Parlament, soudass sech déi dote Fro haut liicht an engem anere Bléckwénkel stellt.

Op jidde Fall hu mer schlussendlech hei eng Stipulatioun zréckbehalen, wou am Prinzip et esou ass, dass weider och d'Chamberswahlen hei zu Lëtzebuerg den 1. Sonndeg am Mount Juni stattfannen, mä awer do eng gewësse Flexibilitéit dra besteet, notamment wann et drëm geet, dass Europawahlen a Landeswahle solle gläichzäiteg ofgehale ginn, an zwar an deem Sënn, dass och déi zwee Sonndeger virun deem éischte Sonndeg am Juni kënnen als Wahlsonndeg zréckbehale ginn, respektiv déi zwee Sonndeger duerno och kënnen als méigleche Wahldatum zréckbehale ginn.

Bon, et ass natierlech esou, dass an deem Rhythmus elo vun de Wahlen, wou mer momentan dra sinn, déi dote Bestëmmung riskéiert vun hirer direkter Utilitéit ze verléieren duerch eben de Fait, dass et den 20. Oktober zu virgezunnen Neiwahle komm ass. Mä et ass evident, dass mer op déi dote Fro vum Wahldatum wéi och op aner Aspekter vum Wahlgesetz nach wäerte mussen an dëser Wahlperiod zréckkommen.

Wat nämlech an d'A stécht, dat hu mer net behandelt an der Kommissioun, dat musse mer awer parteiiwwergräifend an och mat der Regierung nach deemnächst diskutéieren, dat ass dee Widdersproch, deen haut besteet op där enger Säit am Wahlgesetz, den Artikel 123, wou ee kéint erausliesen, dass dës Chamber och gewielt wär bis de Juni 2019, an eiser Constitutioun, déi formell ass an déi fir mech nach ëmmer iwwert dem Wahlgesetz steet, déi kloer seet, d'Deputéierte si gewielt fir fënnef Joer. Dat heescht, dës Chamber ass gewielt fir fënnef Joer, an net fir fënnef Joer a siwe Méint, aacht Méint, wat et dann och ass. Mä dës Fro muss gekläert ginn. Mir kënnen dee Widdersproch an eise Gesetzestexter net méi weider bestoe loossen.

Eng Suggestioun vum Statsrot, op déi mer och zréckgegraff hunn - dat war eng Opposition formelle; dat hu mer gären iwwerholl -, dat huet déi Strofbestëmmunge betraff, déi ech virdrun hei zitéiert hunn. A fir de Rescht si mer eigentlech an der Linn bliwwe vun deem, wat op eenzelne Punkten e Virschlag vum Statsrot war.

Mir hunn d'Nummeréierung geännert, mir hunn den Emplacement vun engem Artikel geännert an deem ganze Gesetzesprojet. A mir hu schliisslech och d'Suggestioun vum Statsrot opgegraff, dee gemengt huet, dass déi Mise en vigueur op den 28. Januar 2014 vun deem heite Gesetz eigentlech iwwerflësseg wär, a mir hunn dann eise Mutt an zwee Hänn geholl a gesot, ma da sträiche mer deen Artikel, dat ass dee leschten Artikel vum Gesetz, an dann trëtt dat heite Gesetz a Kraaft no den normale Regele vun der Publikatioun vu Gesetzer hei zu Lëtzebuerg. Dat misst dann normalerweis virum 28. Januar 2014 souguer sinn.

De Conseil d'État huet schlussendlech säin Accord ginn zu eiser Approche an huet eis Meenung gedeelt, dass dat, wat mir virgeschloen hunn hei, keng Amendementen am eigentleche Sënn vun eise legislative Prozedure sinn, mä eigentlech fousst op deenen Avisen an Dokumenter, déi schonn an der Prozedur dra sinn.

Wéi gesot, et bleift, dass een zréckbehale muss, dass mer en historesche Schrack maachen, andeem mer eis gemeinsam eens gi sinn, schonn am Juni vun dësem Joer, fir déi minimal Residenzklausel fir EU-Bierger bei Europawahle falen ze loossen an domadder eigentlech och dem Konzept vun der Citoyenneté européenne bei dësen Europawahle Rechnung droen. Dat war fir eis eigentlech dat Haaptargument, fir an deem heite Fall op deen dote Wee ze goen.

Et muss een elo a weideren Diskussioune gesinn, wat sech eventuell deet um Niveau och vun de minimale Residenzklausele bei de Kommunalwahlen, wou déi nach ëmmer an eise Gesetzestexter drastinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen als Rapporteur, fir ze soen, dass et eis och bewosst ginn ass, wéi mer de Gesetzestext nach eng Kéier gekuckt hunn. Op där enger Säit iwwert d'Komplexitéit vun deem Text, notamment wat d'Délaifroen ugeet, dat ass net evident, dass déi eenzel Délaien, déi an deem heiten Text sinn, wierklech 100%eg aneneegräifen.

All Reform, déi mer op deem dote Punkt maachen, nodeems mer d'Appréciatioun vum Statsrot kritt hunn, muss gutt iwwerluecht sinn. Mir sinn awer der Meenung, dass dee Gesetzestext och e Patchwork e bësse ginn ass am Laf vun de Jorzéngten. Et ass eng Basis do, déi ganz al ass nach an deem heiten Text. Da sinn ëmmer erëm nei Textcouchen an deem Wahlgesetz dropgesat ginn. An et geet och drëm, mengen ech, déi ganz Terminologie vun deenen Texter erëm eng Kéier unzepassen, ze moderniséieren.

D'Regierung huet jo och an hirem Programm virgesinn, fir op eenzel Punkten am Wahlgesetz zréckzekommen. Et geet net nëmmen ëm d'Definitioun vum Wahlrecht - dat ass ee vun de wichtege Punkten -, mä et geet och drëm, dat hu mer gesot, dass mer och wéilten déi Strofbestëmmungen, déi am Code pénal nach zum Deel sinn, déi mat de Wahlen ze dinn hunn, iwwerpréiwen.

Déi sinn nach ganz al. Déi sinn eigentlech am Fong ni geännert ginn. Déi gi wierklech op bal den Ursprong zréck vun der Aféierung vum allgemenge Wahlrecht hei zu Lëtzebuerg. An do gëtt et schonn déi eng oder déi aner Décisioune vun de Lëtzebuerger Geriichter, déi fonnt hunn, dass emol esou eng Dispositioun net konform ass zu europäesche Mënscherechtskonventiounen, well se eigentlech net méi zäitgeméiss wären, net méi enger moderner Approche vun enger Wahlcampagne géifen entspriechen.

Dat sinn also Froen, déi mer nach ze kläre kréien. Also d'Aarbecht wäert eis net ausgoen, och a puncto Reform vun eiser Wahlgesetzgebung. Mä elo geet et emol drëm, dass mer déi kleng Deelreform hei stëmmen. An ech géif am Numm vun der Kommissioun, déi mat breeder Majoritéit dee Rapport guttgeheescht huet, och bieden dann, deen Text hei ze stëmmen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Alex Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Gloden agedroen. Dir hutt d'Wuert, Här Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi ass e weidere Schrëtt zur politescher Europäescher Unioun, well duerch dëse Gesetzesentworf et méi einfach soll gi fir en EU-Bierger, an engem anere Land wéi sengem Heemechtsland fir d'Europawahlen ze kandidéieren oder wielen ze goen.

Erlaabt mer fir d'Éischt, eisem fréiere Kolleeg Raymond Weydert Merci ze soe fir seng Viraarbecht als Rapporteur zu dësem Projet de loi. Den Här Alex Bodry huet d'Charge als Rapporteur iwwerholl, an ech soen em Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

De Rapporteur huet et gesot: Duerch dëse Projet de loi setze mer d'Direktiv 2013/1 vum Conseil vum 20. Dezember 2012 ëm. Mir hunn dunn och als Kommissioun virgeschloen, d'Re-

sidenzklausel, fir datt d'EU-Bierger hiert aktivt oder passivt Wahlrecht hei zu Lëtzebuerg exercéiere kënnen, ofzeschafen.

D'Haaptpunkte vun dësem Projet de loi, esou wéi e vun der Institutiounskommissioun amendéiert gouf, sinn: d'Ofschafe vun der Residenzzäit an d'Méiglechkeet fir de Pouvoir réglementaire, den Datum vun den Nationalwahlen un den Datum vun den Europawahlen unzepassen.

E weidere Punkt ass: En EU-Bierger, dee säin aktivt oder passivt Wahlrecht hei zu Lëtzebuerg wëllt exercéieren, brauch net méi eng Attestatioun vu sengem Heemechtsland ofzeginn, datt en net déchu vu sengem Droit de vote respektiv vu sengem Droit d'éligibilité ass, mä eng Déclaration sur l'honneur geet duer. D'Autoritéite vum Residenzland mussen da kontrolléieren, ob déi Persoun dann net an hirem Heemechtsland déchue ass vun hire Rechter.

Am Wahlgesetz gëtt och formell d'Incompatibilitéit, also den Non-cumul vum nationalen an europäeschen Deputéierten ageschriwwen. Dat ass hei zu Lëtzebuerg jo esou gehandhabt ginn a steet och iwwregens am aktuellen Entworf vun der Proposition de loi iwwert d'Verfassung.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum éischte Punkt, zur Ofschafung vun der Residenzklausel.

Den Artikel 10 Paragraph 3 vum Traité iwwert d'Europäesch Unioun seet: «Tout citoyen a le droit de participer à la vie démocratique de l'Union. Les décisions sont prises aussi ouvertement et aussi près que possible des citoyens.» Den Artikel 14 Paragraph 2 vum Traité seet: «Le Parlement européen est composé des représentants des citoyens de l'Union.»

Am Artikel 6 vum Projet de loi gëtt opgrond vun europäeschen Texter d'Expressioun «représentant du Grand-Duché de Luxembourg du Parlement européen» duerch «membre du Parlement européen élu au Grand-Duché de Luxembourg» ersat.

Dëst ass een net onwichtege Changement: Jo, en Europadeputéierten ass net en Deputéierte vu Lëtzebuerg, mä en Europadeputéierten, deen zu Lëtzebuerg gewielt ginn ass.

Et woren all dës Iwwerleeungen, déi d'Institutiounskommissioun dozou beweegt hunn, d'Residenzklausel vun zwee respektiv vu fënnef Joer ofzeschafen. Duerfir hunn ech och am Ufank vu menger Ried gesot, datt mer mat dësem Projet de loi e weidere Schrëtt zur politescher Unioun maachen.

D'Ofschafe vun der Residenzklausel betrëfft just d'Europawahlen an net d'Gemengewahlen. De Rapporteur huet et och betount. D'Fro vum Bäibehalen oder Ofschafe vun der Residenzklausel fir d'Gemengewahle muss an där zoustänneger Kommissioun gekläert ginn.

Zum zweete Punkt, d'Ersetze vun enger Attestatioun duerch eng Déclaration sur l'honneur.

De Rapporteur huet et ënnerstrach: De Statsrot huet e ganz kriteschen Avis zu dësem Punkt ofginn. Ech wéilt dat hei net alles widderhuelen. Doriwwer eraus: Wien ass hei déi richteg Autoritéit, fir d'Échéance vum Mandat ze décidéieren? Déi nei Démarche kléngt luewenswäert, kann awer an der Praxis Problemer opwerfen, besonnesch beim Passivwahlrecht.

Wat geschitt, wann, nodeems d'Délaien ofgelaf sinn, fir sech anzeschreiwen, oder souguer no de Wahlen erausfonnt gëtt, datt déi gewielte Persoun net an hirem Land éligibel wor? Wéi geet ee mat de Stëmmen ëm, déi dës Persoun an hir Lëscht kruten?

Den Artikel 286 vum Wahlgesetz seet, datt d'«perte d'une des conditions d'éligibilité entraîne la cessation du mandat». Mä wat geschitt mat deene Stëmme vun där Persoun? Behält déi Lëscht, op där déi betreffend Persoun kandidéiert huet, d'Lëschtestëmmen, déi de Kandidat bruecht huet, an déi perséinlech Stëmmen? Oder zum Beispill just d'Lëschtestëmmen? Oder falen d'Stëmmen einfach alleguer ewech?

D'Direktiv muss bis den 28. Januar d'nächst Joer ëmgesat ginn, well d'Europawahle jo schonns am Mee sinn. Duerfir konnte mer dës Froen all net elo beäntwerten. Dës Froe mussen am Kader vun enger globaler Reform vum Wahlgesetz méi déif analyséiert ginn an och beäntwert ginn. Hei brauch ee méi Zäit an et sollt een zum Beispill eng Étude comparative vun de Lois électorales vun aneren EU-State maachen.

Sous peine d'opposition formelle huet de Statsrot verlaangt, datt déi Persoun, déi eng falsch Deklaratioun gemaach huet, eng Amende tëschent 500 a 15.000 Euro an eng Prisongsstrof tëschent engem an zwee Joer ka kréien - Strofen, déi am aktuelle Wahlgesetz virgesi sinn. Heimat ass d'Institutiounskommissioun averstanen.

Den drëtte Punkt ass, datt duerch Règlement grand-ducal d'Parlamentswahlen, déi am Prinzip den éischte Sonndeg am Mount Juni stattfannen, och kéinten am Mee ofgehale ginn, wann d'Europawahlen am Mee wieren: op engem vun den zwee Sonndeger virum éischte Sonndeg am Juni oder op engem vun den zwee Sonndeger nom éischte Sonndeg am Juni.

An dësem Zesummenhang wëll ech folgend Iwwerleeunge maachen: D'Durée vum Mandat vun de Membere vun dësem Haus ass fënnef Joer. Dëst steet an der Verfassung. Soumat géif eist Mandat am Oktober 2018 oflafen. No dem Wahlgesetz wieren d'Nationalwahlen awer entweder am Mee oder am Juni.

Am Koalitiounsaccord hunn ech näischt gesinn, wat dës Fro ugeet. Hei muss een am Kader vun enger globaler Reform vum Wahlgesetz d'Wahlgesetz an Aklang mat der Verfassung bréngen.

De Problem ass, wann d'Chamberswahlen am Oktober oder November stattfannen, dann hu mer de Problem, dee mer elo hunn, datt de Budget net kann zurzäit gestëmmt ginn. Dëst ass fir eng Regierung, déi aus deene Wahlen erauskënnt, net glécklech. Et schéngt mer op jidde Fall esou ze sinn, datt mer net kënnen am Mee oder Juni 2019 wiele goen, well mer jo da méi wéi fënnef Joer am Amt wieren, wat net am Aklang mat der Verfassung wier.

Vläicht kann eis d'Regierung hei éischt Elementer vun enger Äntwert ginn.

Zum Schluss ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gloden. Eis nächst Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng gutt gemengten Iddi, dat ass wierklech begréissenswäert. Mä wann een esou eng Initiativ ergräift, wéi hei op europäeschem Niveau, da muss ee sech awer och de Konsequenze vun där gutt gemengten Iddi bewosst sinn. An ech fäerte ganz, dass dat bei där Direktiv, déi ons hei virläit, net gemaach ginn ass.

Et ass eng gutt gemengten Iddi, fir ze soen, mir maachen eng Simplification administrative. Eng Simplification administrative, fir dass deen Eenzelnen, dee sech wëllt op eng Lëscht setzen als Kandidat, net muss aus sengem Heemechtsland e Certificat bréngen an dass en einfach eng Déclaration sur l'honneur mécht. Ech fannen dat vum Prinzip hier eng ganz gutt Saach, mä, a mir hunn de Rapporteur, den Här Alex Bodry elo grad héieren, vun der Ausféierung hier gesäit een, op wellech Schwieregkeeten dat do stéisst.

Wa mer dee Projet de loi elo hei virleien hunn, da musse mer en haut stëmmen, an dat wéinst Délaien. Éischtens, d'Direktiv muss ëmgesat gi bis den 28. Januar 2014. Zweetens, wéinst den Délaie vun onser eegener Gesetzgebung, och wat d'Lëschten ubelaangt. Soudass een och dozou muss Jo soen. An drëttens och, an dat ass d'Flexibilitéit, déi een huet, fir dann de Wahldag ze bestëmmen duerch Règlement grand-ducal.

Allerdéngs muss ee sech dann d'Fro awer stellen zum But vun dëser Direktiv, déi effektiv wollt d'Simplification administrative virgesinn.

Dës Chamber kritt eng ganz grouss Aufgab: Nieft deem, dass mer ons Verfassung elo definitiv musse reforméieren, musse mer och onst Wahlgesetz op de Métier huelen, well de Rapporteur ass elo grad op all déi Onzoulänglechkeeten agaangen. An ech gesinn den Här Meyers, dee bestëmmt do an der Commission des Institutions och wäert eng Hand upaken, dass mer dat Gesetz effektiv op de Métier huelen an deenen heitege Gegebenheeten upassen an ons och de Konsequenze bewosst sinn, wat dat bedeit.

Nämlech hei si mer an engem Cas de figure hypothétique: Wann ee Kandidat sech de Wahle géif stellen an e géif sur l'honneur deklaréieren, en hätt säi Wahlrecht a sengem Land, an et géif sech duerno erausstellen, dass en dat net hätt, wat geschitt dann? Gëtt en dann exclu? Wat geschitt mat de Stëmmen? Ginn déi där Partei zeguttgeschriwwen oder net? Lauter Froen, op déi mer am Moment keng Äntwerten hunn. An dofir musse mer fir d'Zukunft e Wahlgesetz maachen, wat e Ganzt ass, aus engem Goss.

Ech wëll hei den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, well mer selbstverständlech mam Prinzip d'accord sinn, dass all EU-Bierger sech an all EU-Land kann de Wahlen och stellen, net nëmme Wieler ka sinn, mä awer och selwer ka Kandidat sinn. Mä dass mer all déi Bedenken, déi elo grad opgeworf gi sinn, och vu mengem Virriedner genee wéi vum Rapporteur, dass mer déi deelen an dass mer och dorop Äntwerte musse fannen.

Ech wëll och dem Rapporteur, dem Här Bodry, Merci soen, wéi och sengem Virgänger, dem Här Weydert, deen an der Kommissioun schonn d'Aarbechten ugefaangen hat, a soen, dat hei ass am Fong kee gudde Projet, fir ons Aarbechten, Här President, an der Chamber unzefänken. Mir all wëssen heibannen, dass et e Projet ass, dee mer musse stëmmen, well et eng Direktiv ass, déi mer mussen ëmsetzen. Mä mir all wëssen awer och, dass mer net ganz houfreg kënne sinn op déi legislativ Aarbecht, déi mer hei maachen, well mer net Äntwerten op all Froen hunn.

Mä hei ass eng Contrainte, an ech hoffen, dass dat hei just den Ufank ass. Dat éischt Gesetz, wat mer hei stëmmen, dass dat eben duerch d'Circonstancen ass an dass mer an deenen nächste Projeten, déi dëst Haus ze traitéieren huet, awer besser legislativ Aarbecht kënne maachen, wéi an deem heite Fall, wou mer wierklech vu bausse gedréckt gi sinn.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. An ech mengen, et kann nëmme besser goen. Nächste Riedner...

(Brouhaha et hilarité)

Neen, neen, neen, et kann nëmme besser goe wéi dat, wat Der skizzéiert hutt, wat d'legislativ Aarbecht ugeet.

Plusieurs voix.- Ah!

(Hilarité)

M. le Président.- Wann een also d'Lat e bësse méi déif leet, da kann ee se progressiv méi héich leeën. Dir hutt dat scho richteg verstanen, Madame Éierepresidentin.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President.

M. le Président.- Ech géif dann eisem nächste Riedner d'Wuert ginn, dem Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech ginn der Madame Brasseur natierlech recht: Mat deem Gesetz hei léise mer nach laang net all Problemer. Trotzdeem si mer der Meenung, datt mer éischtens verflicht sinn, dee Projet de loi hei duerchzehuelen, a mir ginn och selbstverständlech eis Zoustëmmung. Mä zweetens, datt en awer och an eng gutt Richtung geet, an eng richteg Richtung.

Mir maachen hei eng Deelreform vum Wahlgesetz vun 2003. Mir setzen eng europäesch Direktiv ëm, wou mer och eng gewëssen Urgence hunn, well eben den 28. Januar d'Échéance ass. An um Gesetz derbäi, ben, dat ass net méi esou aktuell, ass dann och déi Regelung vum Datum vu Chamberswahlen an Europawahlen. En plus hu mer derbäigesat den Netcumul vun Europa- an Nationalmandater. Dat hu mir als Gréng nach ëmmer eng gutt Iddi fonnt. An duerfir fanne mer et och gutt, datt mer et elo formell verankeren.

Et muss ee sech och elo, wa mer dat Gesetz hei votéieren, nach ëmmer als EU-Bierger an d'Wielerlëscht androen. Mä, an dat ass och nach vun, mengen ech, jiddwerengem hei gesot ginn, mer verzichten awer elo op déi minimal Residenzklausel, déi mer virdrun haten. Et waren zwee Joer, fir ze wielen, a fënnef Joer, fir gewielt ze ginn.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, dat mécht Sënn. Mir brauche jo schliisslech méi Bedeelegung um politesche Liewen an net manner. An duerfir soll den Zougank zum Politesch-aktiv-ginn esou einfach wéi méiglech gemaach ginn. En plus, an dat huet och ënner anerem de Léon Gloden hei gesot, et ass och an der Philosophie vum Europaparlament, datt mer méi dorobber higinn, datt europäesch Bierger europäesch Deputéierte wielen, an net méi eenzel Vertrieder vun eenzelne Länner. An deem Sënn fanne mer et richteg, datt mer op déi Residenzklausel verzichten.

Et muss een awer, fir kënne Kandidat ze sinn a fir kënnen ze wielen, all seng Wahlrechter hunn a sengem Pays d'origine. Dat ass dann och eng Ännerung. Haut brauch ee keng offiziell Attestatioun méi, déi dann och nach op verschiddene Plazen a verschiddene Länner ze froe war. Dat war net ëmmer einfach. Haut geet et duer, wann een eng Deklaratioun op seng Éier mécht, datt een déi Rechter huet. Dat ass méi einfach, mä de Statsrot huet zu Recht do eng Rei Kritikpunkten dru fonnt, an d'Madame Brasseur huet déi och zu Recht geäussert. Dat bréngt eng Rei Onsécherheete mat sech.

Et stellt sech d'Fro, wa mer eréischt no de Wahle feststellen, datt ee gewielt gouf, deen iwwerhaapt net hätt dierfe gewielt ginn, dann hu mer Problemer. Deeläntwerte stinn an eisem Wahlgesetz, mä net all Äntwerten.

Den Här Bodry huet gesot: „Eng wichteg Roll wäert de President vum Haaptwahlbüro spillen, ob eng Persoun zougelooss gëtt oder eventuell net." Mä den Délai fir Äntwerten, déi dee stellt, ass knapps. An natierlech och, mengen ech, misst esou ee President vum Wahlbüro och ganz virsiichteg sinn, wann en ee Kandidat net zouléisst. Well dat ass jo och eng problematesch Décisioun, déi eng ganz Rei Konsequenzen no sech zitt.

Et ass och d'Problematik an dësem Projet opgeworf gi vum Zesummefale vum Sonndeg, vun deenen zwee Wahlsonndeger, déi mer hunn, engersäits Europawahlen, anerersäits Chamberswahlen. Bon, duerch déi Neiwahlen, déi mer haten, ass déi Problematik net méi aktuell fir d'nächst Fréijoer. Mä mat dësem Gesetz, wéi gesot, léise mer awer nach laang net all Problemer.

Et ass och hei drop higewise ginn, datt dës Chamber gewielt ass fir fënnef Joer. An dat ass e Widdersproch zu engem Datum am Juni.

Et ass och kuerz ugedeit ginn, datt mer jo och nach eng minimal Residenzklausel bei Gemengewahlen hunn. Do musse mer eis eng Kéier derzou äusseren.

Mir hunn och nach Virstellungen an dëser Majoritéit iwwert den Alter vum Wieler. An et stellt sech natierlech och nach ëmmer d'Fro vun deene villen Net-EU-Bierger, déi och potenziell Wieler sinn. An ech mengen, déi Punkte wäerte mer nach alleguerten an där Kommissioun diskutéieren.

Fir deen hei Projet de loi bréngen ech den Accord vun der gréngер Fraktioun an ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Nächsten agedroene Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Text bréngen, virun allem well mer mat deene wesentleche Punkten d'accord sinn. Sief dat d'Verschwanne vun der Condition de résidence, d'Virverleeë vum Wahldatum oder och nach déi formell Interdictioun vum Cumul vum Mandat als nationalen oder Europadeputéierten.

Den Här Bodry ass jo schonn op d'Kritik vum Statsrot agaangen. Déi war natierlech geharnescht. Wann de Statsrot schreift, deen Text géif eng Image indigne gi vun engem Kandidat, deen ze blöd wier, ze wëssen a sengem Land, wat e misst maachen, fir dee Certificat ze kréien, oder wann de Conseil d'État schreift: «On fait abstraction de tout bon sens.», ech fannen, da soll een op esou Kritiken och anescht agoen, wéi dat hei geschitt ass. Trotzdeem huet dann déi Kommissioun décidéiert, ze soen: „Mir ersetzen déi Attestatioun duerch eng einfach Déclaration sur l'honneur."

Mä wie verifizéiert, ob déi richteg ass? Dat ass eis Regierung. A wat geschitt, wa se keng Äntwert kritt? Ma dann ass de Kandidat awer nach ëmmer admis, seet den Artikel 13. Dat ass natierlech eng einfach Léisung, an ech wier frou, wa mer de Lëtzebuerger Bierger, an hiren Démarchen am Sënn vun enger Simplification administrative, géifen datselwecht Recht araumen.

Ech ka mech erënneren, wéi meng Frau - déi war deemools Premier juge - Notaire ginn ass, huet se misse beweisen, datt se eng Maîtrise en droit hätt. Wann Der Iech an de Stage judiciaire aschreift, musst Der Ären Diplom homologué bréngen. An esou Beispiller gëtt et Honnerten an Dausenden, déi een hei kéint opzielen, wou Lëtzebuerger Bierger bei Administratioune

mussen dëst oder dat beweisen oder dësen oder dee Certificat bréngen.

Ech schloe vir: Kommt, mir ersetzen dat, genau wéi an dësem Gesetzestext, duerch eng einfach Attestation sur l'honneur. An da kann de Stat jo bei sengen eegenen Administratiounen nofroen, ob dat, wat do deklaréiert ginn ass, och richteg ass.

Da sinn ech ganz frou, datt den Här Bodry profitéiert huet vun dësem Débat, fir iwwert d'Wahlgesetz am Allgemengen ze schwätzen an och vun där noutwendeger Reform vun deem Wahlgesetz, well mir als ADR sinn der Meenung, datt dat Wahlgesetz net konform zu eiser Verfassung ass, duerch déi verschidde Gewiichtung vum Lëtzebuerger senger Stëmm, jee nodeem wou en hei am Ländche wunnt.

An ech hoffen, datt dës Regierung hir Deklaratioun, datt se wëllt méi demokratesch virgoen, wouermécht an endlech ee richtege Proporz aféiert, wou all Lëtzebuerger seng Stëmm d'selwecht vill wäert ass. Och wann dat géif heeschen, datt „Gambia" haut hei keng Majoritéit hätt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Déi gréissten Ännerung an deem Gesetz hei kënnt net duerch den urspréngleche Projet de loi, mä se kënnt duerch en Amendement, deen an der Kommissioun a virun de Wahlen duerchgaangen ass, nodeems d'Regierung enger anerer Meenung war an där Kommissiounssitzung virdrun, an dat ass d'Ofschafung vun der Mindestresidenzklausel, déi bei zwee Joer louch fir Wieler a bei fënnef Joer fir Kandidaten zu den Europawahlen.

Domat gëtt de Prinzip vum europäesche Bierger hei applizéiert, dee säi Wahlrecht iwwerall do unerkannt kritt, wou e grad wunnt. Gradesou wéi e Bierger, dee vu München op Berlin plënnert a säi Wahlrecht do bei de Landeswahle mathëlt. Däitschland ass e Federalstat. Europa ass och um Wee, wéinstens wat deen heite Punkt ugeet, e Federalstat ze ginn.

Et ass ze begréissen, dass Lëtzebuerg domadder op déi Ausnahm verzicht, déi et sech als eenzegt Land ausgehandelt hat, wéi déi Bestëmmungen agefouert gi sinn, nämlech eng Mindestresidenzklausel kënnen anzeféieren, wann op d'mannst 20% vun den Awunner Auslänner sinn.

Domadder, mengen ech, an dat ass wichteg awer ze soen, gëtt och implizit unerkannt, dass en héijen Undeel vun Auslänner keen Argument ka si fir en Ausschloss vum Wahlrecht. An domadder kréien déi am Fong geholl recht, déi et nach ni normal fonnt hunn, dass 44% vun den Awunner, dorënner vill Aarbechter, nach ëmmer deelweis vum allgemenge Wahlrecht op deene verschiddenen Niveauen ausgeschloss sinn an zum Beispill ganz ausgeschloss si bei de Chamberswahlen.

Ech wëll domadder soen, dass, wéi et versprach ginn ass, et elo drop wäert ukommen, net nëmmen d'Residenzklausel bei de Gemengewahlen nei ze diskutéieren - do ass eng Resolutioun hei an der Chamber ugeholl ginn de 27. Januar 2011 vun alle Parteie mat Handophiewen -, mä mer och d'Modalitéiten op de Leescht sollen huele vum allgemenge Wahlrecht bei de Chamberswahlen, esou wéi dat am Regierungsprogramm drasteet.

Eis Usiichten zu deene Punkte si scho laang kloer. Mir si fir eng Citoyenneté de résidence bei alle Wahlen, dat heescht fir d'Recht vun allen Awunner, egal wat fir eng Nationalitéit se hunn, och eng aussereuropäesch Nationalitéit, hei wiele kënnen ze goen, esou wéi dat, muss een awer och soen, elo scho bei de Gemengewahlen de Fall ass.

Den eigentlechen Ursprong vun deem Gesetz hei natierlech war net dat. Et war eng europäesch Direktiv, déi festleet, dass auslännesch Kandidate bei den Europawahlen net méi mussen e Certificat bréngen, dass se Wahlrecht an hirem Land nach hunn an net ewechgeholl kritt hunn, mä et geet elo duer, dass se eng einfach Erklärung bréngen.

Woubäi natierlech de Risiko bei der Défaillance vun Administratiounen an deenen eenzelne Länner, bei Schwieregkeeten, fir Certificaten ze kréien, eng Bescheinegung ze kréien, dass een d'Wahlrecht nach huet, elo verschobe gëtt awer iergendwéi op déi eenzel Kandidaten an op déi eenzel Parteien, déi natierlech, wa sech déi Deklaratioun sollt als falsch erausstellen - an dat kann awer och einfach de Fall sinn, well ee sech net bewosst ass, wat fir Konsequenzen an der Zäit en Uerteel oder eng administrativ Décisioun an engem gewësse Land kann hunn -, dann hunn natierlech déi Leit déi Konsequenze voll ze droen.

Ech wëll net op déi Schwieregkeeten nach eng Kéier agoen, déi den Alex Bodry a sengem Rapport ganz däitlech ugeschnidden huet. Dat ware Schwieregkeeten, déi hu mer och diskutéiert an der Kommissioun. Et féiert zu enger Rechtsonsécherheet an e puer Fäll, déi net geregelt sinn an Zukunft.

Ech hat mech och dowéinst an der Kommissioun enthalen, bei deem Rapport hei.

Mir wäerten dat Gesetz awer trotzdeem stëmmen, och well mer fannen, dass et dréngend ass, dass dat Gesetz muss elo kommen, wéinst dem Virzéie vum Wahltermin am Mee an och wéinst deenen Terminer, déi an där europäescher Direktiv festgehale sinn, bis zu deenen dat Gesetz hei muss gestëmmt sinn.

Mir hoffen awer, esou wéi verschidde vu menge Virriedner dat och scho gemaach hunn, dass d'Wahlgesetz an dëser Legislaturperiod wäert generell nach eng Kéier iwwerschafft ginn, fir deene Problemer Rechnung ze droen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Domat hätt d'Regierung d'Wuert. D'Wuert huet de Premier- a Statsminister, den Här Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech dem Här Alex Bodry Merci soe fir de Rapport. Ech wëll och dem Här Gloden, der Madame Brasseur, dem Här Adam, dem Här Reding an dem Här Urbany Merci soen, déi d'Wuert ergraff hunn.

Jo, wéi gesot, et ass eng Transpositioun vun enger Direktiv, déi mer hunn. An ech soen Iech och Merci als Kommissioun, dass Der esou séier et elo fäerdegbruecht hutt, de Rapport unzehuelen an hei deen Text och an de Plenum ze kréien, well mir hätte soss och legal Problemer gehat, fir iwwerhaapt déi doten Direktiv kënnen ëmzesetzen an dann an der Realitéit och kënnen ze hunn.

Et si vill Saache gesot ginn. Den Här Gloden huet eng prezis Fro gestallt, iwwert déi Kontradiktioun, déi mer hu vu fënnef Joer, der Durée vum Mandat an op där anerer Säit Oktober.

Ech muss Iech soen, dass déi fënnef Joer Mandat an den Ae vun der Regierung priméiert op en Datum, deen an enger Verfassung uginn ass, an dass ee muss elo driwwer diskutéieren. Mä, wéi gesot, do muss d'Chamber driwwer diskutéieren. Also, mir sinn awer nach ëmmer der Meenung, dass déi fënnef Joer priméieren op en Datum, deen am Gesetz och steet.

Et ass gesot gi vu verschidde Leit, dass se sech freeën iwwert dat eent oder dat anert. Den Här Reding huet op seng Aart a Weis missen e Kommentar maachen.

Här Reding, et hätt mech och gewonnert, wann Der géint d'Ofschafe vun enger Residenzklausel gewiescht wäert.

Ech wëll och soen, dass et fir eis en…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wat kommt Der elo zielen?

(Hilarité)

Dir kommt vu Pontius op Pilatus.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, ech soe just, et wonnert mech net. Den Här Reding weess jo, vu wat e schwätzt, wann e vu Residenzklausel schwätzt. Dowéinst wonnert et mech net, dass den Här Reding jo näischt dogéint huet.

(Interruptions)

Une voix.- Eis Partei ass kloer.

M. le Président.- Am Moment huet just de Statsminister d'Wuert. Ech wär ganz frou, wann Der him d'Wuert géift loossen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et ass och geschwat ginn iwwert de Regierungsprogramm, iwwert d'Reform vum Wahlgesetz. Selbstverständlech steet dran, dass do eng Rëtsch vu Reforme sollten och gemaach ginn.

An ech muss Iech awer just drun erënneren, dass dat heiten eng Verbesserung ass vun engem Text, wou deemools, wou den éischten Text geholl ginn ass, hei zu Lëtzebuerg schonn esou vill Leit probéiert hunn, een deem aneren Angscht ze maachen, dass hei eng Perte vun der Souveränitéit wier, well iwwerhaapt en anere géif bei Europawahlen oder bei Gemengewahle vläicht Méiglechkeeten hunn, fir dat eent oder dat anert kënnen ze wielen.

A mir gesinn tatsächlech, an dat ass do, dat huet mer e bësse gefeelt: D'Mobilisatioun ass ganz schwaach! Mir gesinn, dass mer wierklech Efforte musse maachen, d'politesch Parteien an och d'Regierung, fir eis EU-Matbierger, déi hei am Land sinn, och ze mobiliséieren, fir wielen ze goen, well mir gesinn, dass d'Participatioun wierklech net ganz staark ass an et wichteg wier, och deene Leit ze soen, wéi hir Rechter och sinn an dass se och dovunner Gebrauch kënne maachen.

Wéi gesot, ech si frou ze gesinn, dass hei eng Unanimitéit och am héijen Haus ass a soen Iech alleguerte Merci fir d'Vertrauen, dat Der eis hei matgitt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung,

Une voix.- Entschëllegt, Här President, den Här Bodry.

M. le Président.- Ah, entschëllegt, Här Rapporteur. Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur*.- Ech hätt effektiv eppes nach eng Kéier ze soen, wat awer wichteg ass no baussen: Den Délai, fir sech anzeschreiwen elo fir dës Europawahl vum 25. Mee, ass den 28. Februar. Also, d'Leit, Ausländer, déi wëlle mat wiele goen, hunn Zäit, sech bis den 28. Februar 2014 anzeschreiwen an d'Wielerlëscht.

M. le Président.- Merci. Domat ass dann elo definitiv d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6571. Den Text steet am Dokument 6571[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6571 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Vote ass lancéiert.

(Interruption)

Jo, d'Procuratioun ass selbstverständlech och lancéiert.

De Vote ass eriwwer an de Projet de loi 6571 ass mat 60 Jo-Stëmmen, also unanime, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen) et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote? Ass dat esou?

(Assentiment)

Da soen ech Merci an dann ass dat esou décidéiert.

A mir kommen zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 6630 iwwert déi sougenannten Douzièmes provisoires. Ech widderhuelen dann net nach eng Kéier d'Riedezäiten, well mer déi vu virdrun nach wëssen, an ech ginn direkt dem honorabele Rapporteur, dem Här Eugène Berger, d'Wuert. Dir hutt d'Wuert.

5. 6630 - Projet de loi

a) ayant pour objet

1. d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des mois de janvier à avril 2014, les dépenses figurant aux tableaux annexés à la présente loi;

2. d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2013 d'après les lois et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception;

3. de proroger certaines dispositions de la loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

b) portant modification de:

1. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

2. la loi modifiée du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;

3. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

4. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 31. Dezember elo leeft dee lafende Budget aus. Et ass awer nach keen neie Budget gestëmmt gi vun der Chamber, deen den 1. Januar kéint starten.

D'Ursaache si bekannt, ech brauch déi net laang ze widderhuelen. Mir haten Neiwahlen den 20. Oktober an et ass esou, datt also déi nei Regierung wéineg Zäit hat, keng Geleeënheet nach hat, fir en neie Budget fir 2014 auszeschaffen.

Ech mengen, do muss een där Regierung natierlech - där neier - d'Chance ginn, fir dat awer och kënnen e bëssen a Rou an e bësse mat Virbereedung ze maachen. Déi Zäit muss een hinnen zougestoen. A souwäit mer jo wëssen, soll dann den nächste Budget fir 2014 spéitstens am Februar déposéiert ginn, datt mer deen och kënnen am Abrëll dann d'nächst Joer 2014 stëmmen.

Wat geschitt elo an där Zäit zwësche Januar an Abrëll? Mir wäerten also net hei zu Lëtzebuerg, dat kann ech scho soen, esou Zoustänn kréie wéi an Amerika, wou op eemol vun engem Dag op deen aneren d'Statsbeamten doheembleiwen, wou dann eng ganz Rei Servicer net méi fonctionnéieren. Dat hu mer hei zu Lëtzebuerg net.

Lëtzebuerg kennt dee System vun den Douzièmes provisoires, dee Budget oder eng Budgetsform vun Douzièmes provisoires. Dat ass kee politesche Budget am klassesche Sënn, wou ee kann Akzenter setzen, mä dat ass jo eigentlech e reng fonctionnelle Budget, fir datt eben de Stat ka weider fonctionnéieren, bis deen definitive Budget dann am Abrëll gestëmmt wäert sinn.

Et ass esou, datt dann och d'Ziler an deem Budget, déi sinn, fir Kreditter eben zur Verfügung ze stellen, datt déi staatlech Verwaltungen, d'Ministèren, d'Administratiounen an esou weider normal fonctionnéiere kënnen, datt also och d'Statsbeamten hir Pai kënne kréien, datt keng Büroe mussen zougemaach ginn.

Dann ass et och esou, datt d'Regierung iwwert de Budget jo och ëmmer d'Regele festleet, fir kënne Steieren anzezéien. Och dat geet viru

mat engem Budget vun Douzièmes provisoires. Dat heescht, datt also och d'Keess ka weider, fir et emol esou ze soen, opgefëllt ginn.

Déi Zuelen an deenen Douzièmes provisoires, an deem Budget, wéi ginn déi festgeluecht, d'Chifferen, d'Montanten? Dat ass eng Regel; bei den Dépensen ass et déi, datt dat soll vu Januar bis Abrëll goen, véier Méint. Dat ass ronn en Drëttel vum Joer. Wann Der kuckt, kéint een eigentlech soen, et ass e bësse mathematesch. Voilà, mir huelen déi Montante vun deem Budget virdrun, vun 2013, an dann huele mer ronn en Drëttel dann all Kéiers vum Montant, fir dat da bis den Abrëll 2014 anzesetzen.

Do gëtt et liicht Fluctuatiounen, déi kënnen do entstoen, well do zum Beispill d'Kreditter, déi un der Evolutioun vun de Salairen hänken, natierlech musse berücksichtegt ginn. Och eng Rei Ajustementer am Beräich vun der Sécurité sociale, déi duerch verschidde Gesetzer jo och geregelt sinn, dat muss een awer och hei dann an deem provisoresche fonctionnelle Budget berücksichtegen.

Bei de Recetten ass et och esou, datt een do wahrscheinlech déi eng oder déi aner Fluctuatiounen huet. Heiansdo si Rentréeë méi fréi am Joer oder zu engem anere Moment. Mä och do gëtt dann einfach en Drëttel agesat.

Natierlech ass et och kloer, datt, wann déi Limitë bei de Recetten iwwerschratt ginn, datt do kee Problem ass. Bei den Dépensen natierlech dierf een net déi Limiten, déi am Gesetz stinn, iwwerschreiden.

Wat awer och kloer ass: Et dierfe keng nei Finanzementer vun der Regierung getätegt gi mat deem provisoresche Budget, ausser et géif an anere Gesetzer preziséiert sinn.

Et muss een och soen, datt esou Douzièmes provisoires näischt Neies sinn hei zu Lëtzebuerg. Wann een e bëssen an der Geschicht nobliedert, da gesäit een, datt zwëschen 1945 an 1969 all Joers - all Joers! - hei an der Chamber Douzièmes provisoires gestëmmt gi sinn.

Wat war do d'Ursaach? Dat war net, well mer Neiwahlen all Joers haten oder soss een Evenement. Neen, do ass ëmmer de Budget an deenen normalen Délaien déposéiert ginn. D'Diskussiounen hunn ugefaangen hei an der Chamber, an dat waren - wahrscheinlech an där Zäit, dat misst een emol e bëssen noliesen - méi laang Diskussiounen, do si vill Detailer diskutéiert ginn, soudatt een net bis den 31. Dezember déi Budgetsdiskussiounen ofgeschloss hat, datt déi alt bis an de Februar eragaange sinn. A fir dann eben nach déi Zäit, wou diskutéiert ginn ass iwwert deen neie Budget, ze iwwerbrécken, sinn dann do och Douzièmes provisoires gestëmmt ginn. Et ass also näischt Neies.

Och an anere Länner an Europa, ënner anerem, kenne mer dee System. A Frankräich, an der Belsch. Oh, et kann een elo soen, et ass vläicht net dat beschte Beispill, mä do war och während praktesch e puer Joer, wou se mat den Douzièmes provisoires gefuer sinn.

Och um europäesche Plang gëtt et Dispositiounen am Kader vun dem Paquet, oder den „Twopack", wéi dat esou schéin heescht, gesäit dat och vir. A mir hunn och hei e Projet de loi unhängeg vum Juli 2013 relatif à la coordination et la gouvernance des finances publiques, deen dat soll ëmsetzen, mä dee gesäit och vir, datt d'europäesch Memberstate kucken, esou Systemer ze hunn, fir datt se kënne mat enger Aart Douzièmes provisoires fueren.

Bon, wann ech elo no dëse Virbemierkungen dann e bëssen zu de méi techneschen Detailer komme vun dem Rapport respektiv vum Gesetzesprojet: Also, de Projet ass nach vun där aler Regierung, déi nach am Amt war, den 18. November vum Luc Frieden déposéiert ginn. Dofir awer och, ech mengen, dat war eng Saach vu Responsabilitéit, fir déi och ze huelen an dann eben - wéi soll ech soen? - do och net de Risiko opkommen ze loossen, datt eventuell kéint e Vide entstoen. Dat do war also eng gutt Viraarbecht vun der viregter Regierung, fir datt eben déi Transitioun ka stattfannen.

De 6. Dezember hate mer dann déi éischt Finanzkommissioun, wou ech Rapporteur genannt gi sinn a wou mer eis dann och direkt mat deem Projet beschäftegt hunn. Deeselwechten Dag sinn och verschidden Amendementer vun der neier Regierung déposéiert ginn. Dat waren Amendementer haaptsächlech am Beräich vu verschiddenen Engagementer, déi mer national respektiv op europäeschem Plang kënne weiderféieren an déi den 31. Dezember ausgelaf wieren.

Wat fir Engagementer sinn dat oder wat fir Dispositioune sinn dat, wou nach Amendementer erakomm sinn?

Dat war éischtens am Beräich erneierbar Energien. Do ass en Engagement bis 2020 vun de Regierungen, och vun eiser Regierung, fir bis 2020 11% erneierbar Energie ze produzéiere respektiv och 10% Agrocarburanten am Bäisaz respektiv an der Consommatioun ze hunn. An dofir ass de Bäisaz vun Agrocarburanten am Bensin an am Diesel vun 3,75% op 4,75% eropgesat ginn.

En zweeten Amendement, dat waren déi staatlech Hëllefe fir Kleng- a Mëttelentreprisen am Kader vun den europäesche regionalen Investitiounshëllefen. Do hu mer och e Gesetz als Basis vun 2008, an dat leeft elo den 31. Dezember aus. D'Kommissioun huet déi Hëllefen oder dee Kader bis de Juni 2014 verlängert a mir wollten eis do och parallell schalten, fir datt also och dann déi Hëllefen, déi Kleng- a Mëttelentreprisë kéinte kréien, datt se dat och bis den 30. Juni kéinte kréien.

Da war och en Amendement iwwert d'Hëllefen am Beräich vun der Promotioun vu Recherche, Développement an Innovatioun. Och hei ass et haaptsächlech eng Verlängerung vu sechs Méint. Hei geet et drëms, datt Exceptioune bei den Notifikatioune fir staatlech Hëllefe virgesi sinn. Dat war also och en Amendement.

Dann e véierten Amendement, dat war, fir och dat Gesetz vun 2010 iwwert d'Hëllefsregimer am Beräich Ëmweltschutz an Utilisation rationnelle des ressources ze verlängeren.

E leschten Amendement, do ass et gaangen ëm eng Ëmsetzung vun engem EU-Reglement betreffend d'Biociden; ech wäert herno nach eng Kéier kuerz drop agoen.

Mir hunn zwee Avisen zu deem Projet de loi gehat. Dee vum Statsrot natierlech, dee mer och musse considéréieren. De 6. oder och den 13. Dezember elo, wéi mer de Rapport an der Kommissioun diskutéiert an ofgestëmmt hunn, krute mer och nach iwwert de Courrier électronique en Avis vun der Chambre des Salariés, deen zwar op de 6. Dezember datéiert war, mä mir kruten deen eréischt den 13. hei an der Chamber eran, soudatt mer deen also net méi am schréftleche Rapport konnte considéréieren. Ech maachen herno awer och e kuerze Résumé, eng kuerz Remarque also mëndlech dann, Här President, zu deem Avis.

De Statsrot ka prinzipiell mat där Démarche d'accord sinn. E schwätzt och vun engem provisoresche Budget, wat eng Rei oder eng Zort Avancen ass, fir datt eben de Stat ka weider fonctionnéieren, bis datt den definitive Budget da gestëmmt ass. E mécht duerfir och keng detailléiert Analys iwwert déi eenzel Dépensen oder Recetten. E mécht och keng Analys iwwer méi generell den Zoustand vun de Statsfinanzen, well et wierklech och an där Logik ass strictement vun engem Iwwergangsbudget.

En huet da méi eng generell Remarque gehat. Et war och zu deem Moment - dat muss ee verstoen -, wéi de Statsrot den Avis geschriwwen huet, nach net kloer iwwert den Arrêté festgeluecht, wéi d'Kompetenzen innerhalb vun der Regierung opgedeelt waren oder opgedeelt sollte ginn. A mir hunn duerfir och de Rapport eréischt den 13. an der Kommissioun definitiv guttgeheescht, fir op den Arrêté vun der Regierung ze waarden, dee moies den 13. Dezember geholl gi war, fir dat awer dann nach kënnen afléissen ze loosse respektiv och als Annex derbäi ze hunn.

Dann ass eng aner Remarque, déi mer och considéréiert hunn, dat ass dat, wat alles dat betrëfft - och an de Budgete steet dat jo geméinlech -, datt Personal beim Stat kann agestallt ginn, datt een dat soll bis den Abrëll limitéieren an net doriwwer erausgoen. Deem hu mer Rechnung gedroen.

Dann hat de Statsrot e puer méi kritesch Remarquen zu verschiddenen Dispositiounen am Beräich vun der Sécurité sociale. Dat betrëfft verschidden Artikelen, wou et ëm Akten a Lettres-clés geet am Beräich vun der Assurance maladie-maternité an de Laboratoires d'analyses médicales an och am Beräich vun den Tâches domestiques an de Fleegeheimer. De Statsrot kritiséiert, datt déi Prestatiounen net eigentlech sollten an dëst Budgetsgesetz ageschriwwe ginn, an e verweist drop, datt et eigentlech do spezifesch Gesetzer gëtt respektiv datt dat soll an de Code vun der Sécurité sociale ageschriwwe ginn.

Mir hunn do och gekuckt, mir haten och an d'Kommissioun e puer Beamten, e puer Experten aus der Sécurité sociale geruff, fir datt déi eis e puer Erklärunge kéinten derbäiginn. Ech ginn elo net op den Detail dovunner an, dat si relativ technesch Detailer. Déi Leit, déi méi an der Sécurité sociale dra sinn, wäerten dat scher och besser nach kënne verstoen oder respektiv wësse wahrscheinlech do méi, wéi de Rapporteur dat hei ka maachen.

Bon, op alle Fall, déi Explikatiounen, déi mer do krute vun de Beamten, dat war, datt déi nei Regierung natierlech muss déi Lettres-clés an d'Dotatiounen nei négociéieren. Dat gëllt souwuel fir déi Laboratoires d'analyses médicales wéi och aner Saachen. Mä wann awer elo näischt géif am Budgetsgesetz stoen, well do sinn eng Rei Saachen 2013 ausgelaf, da kéint och do 2014 näischt fonctionnéieren. Da kéinten elo zum Beispill déi Tâches domestiques an de Fleegeheimer net bezuelt ginn an déi géifen also och net méi prestéiert ginn. Duerfir huet och d'Kommissioun décidéiert, datt mer déi Artikelen eben, wou et ëm de Beräich vun der Sécurité sociale an eng Rei Prestatioune geet, drastoe loossen, fir kee Vide juridique ze hunn, fir datt also och dat ka weider fonctionnéiere respektiv weider ka finanzéiert ginn.

Méi grouss Problemer hat de Statsrot mat dem Artikel 36. Dat ass dee vun de Biociden. Dat war dat Amendement, vun deem ech virdru geschwat hat, dat och nach erakomm war. An, fir et kuerz ze maachen, bei de Biociden, wann eng Firma esou eppes wëllt op de Marché brëngen, da muss se eng Demande eraginn. An déi Prozedur, fir déi Demande eranzeginn, fir se traitéieren ze loossen, ka bis maximal 300.000 Euro kaschten. Dann och nach pro Produit kann do d'Verwaltung bis 400.000 Euro froen. Et sinn och Reduktioune méiglech; wann een eng PME ass bis 60% Reduktiounen.

De Statsrot, ouni elo bis an dee leschten Detail vu sengem Avis anzegoen, huet gesot, datt do awer Problemer wieren, well eigentlech elo awer iwwert déi Biociden nach keen definitiivt Gesetz do ass an eng Rei Detailer iwwer Règlements grand-ducaux sollen awer regléiert ginn. A wann een elo awer einfach hei esou de Prinzip aschreift an dat Budgetsgesetz an et sinn nach keng Règlements grand-ducaux do, wier de Risiko, datt herno net déi eenzel Entreprisë gläich virum Gesetz géife behandelt ginn. Mir hunn einfach décidéiert an der Kommissiounssitzung, datt mer dann deen Artikel sträichen, och mat Récksprooch mat de Ministere vun der Ëmwelt a vun der Nohaltegkeet, fir datt mer awer do dann net eventuell mat enger Opposition formelle nach hätte missen eens ginn.

Ech ginn net op all d'Remarquë vum Statsrot an. Do waren och nach verschidde Saachen, wou de Statsrot wollt, datt een de Budget pour ordre och nëmme sollt op véier Méint maachen, wou mer awer gemengt hunn, datt vun der Technik vum Budget pour ordre hier et awer méi sënnvoll wier, datt een dat op dem ganze Joer géif loossen, well déi Budgets pour ordre sech jo och an engem jährleche Kader bewegen.

Den Avis vun der Chambre des Salariés huet haaptsächlech ee Punkt ervirgestrach, deen och an der Kommissioun diskutéiert ginn ass. Dat war den Artikel 29 vun de Rentenajustementer.

Wéi Der wësst, ass et jo esou, datt d'Rentenajustementer Hand an Hand gi mat der Evolutioun vun de Paien, vun de Salairen. Mir hunn do d'Rechnunge vun der IGSS, an zwëschen 2011 an 2012 ware se réckleefeg. Zwëschen 2012 an 2013 soll e klenge Plus sinn. D'Regierung huet proposéiert, e bësse fir de Minus an de Plus do auszegläichen, fir de Modulateur fir 2012 an 2013 op null ze setzen.

Konkret heescht dat dann, datt also 2014 de Rentenajustement net eigentlech zréckgeet, wéi et misst sinn, wann ee géif elo wierklech de Modulateur, dee bei minus 0,3 da geleeën hätt, fir dat dann ze applizéieren, an een dat Joer duerno awer dann och net déi Hausse da considéréiert. Dat heescht, datt déi zwou Saache sech eigentlech, ënnert dem Strëch, ausgläichen an datt een dann 2015 d'Compteuren eben op null setzt.

Voilà, dat sinn eigentlech déi wichtegst Elementer vun deem provisoresche Budget.

Här President, d'Majoritéit vun der Kommissioun huet dee Rapport och den 13. Dezember ugeholl.

Ech hoffen och, datt mer hei an der Chamber eng grouss Stëmmung...

(Hilarité)

...Zoustëmmung, eng gutt Stëmmung hunn an eng grouss Zoustëmmung zu deem Projet de loi wäerte kréien!

Nach eng Kéier gesot: Et ass kee politesche Budget, dat vläicht awer un d'Adress vu verschiddene Leit aus der Oppositioun, déi dat an der Kommissioun schonn ugedeit hunn. Dat hei ass wierklech kee politesche Budget. Wann een net fir dee Budget hei stëmmt, muss een zum Beispill dem Här Kartheiser soen, datt en dann also derfir stëmmt, datt d'Statsbeamten den 1. Januar keng Pai méi kréien, datt Kleng- a Mëttelbetriber...

(Interruption)

...datt Kleng- a Mëttelbetriber...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Sot dem Här Kartheiser dat net. Deen ass net hei.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Ma, et ass mer einfach esou agefall, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech stëmmen et och net. Ma da loosst wann ech gelift...

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Jo, ma dann, da soen ech dem Här Gibéryen...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Sot mir et, sot mir et.

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, Iech un d'Chamber ze adresséieren, Här Rapporteur. An ech géif Iech alleguer bieden,...

(Interruption et hilarité)

...keng Zwiegespréicher ze maachen. Merci.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*-Merci, Här President, datt Der mer dat rappeléiert. Effektiv hätt ech eigentlech dat net sollen als Rapporteur soen a verschidde Leit vun der Oppositioun och invitéieren, fir dee Rapport hei ze stëmmen, d'Gesetz hei ze stëmmen, fir datt se net de Fonctionnement vum Stat a Gefor setze respektiv och, datt eng Rei vun Entreprisen da keng Hëllefe méi kënne kréien, op déi se awer Urecht hunn an déi se och onbedéngt brauchen. Dat wier a mengen Aen net ganz responsabel.

Dat gesot, Här President, géif ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi hei abréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci villmools. Eisen nächsten agedroene Riedner ass den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Berger, dat Wichtegst virop: D'CSV wäert dëse Gesetzesprojet stëmmen!

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- Quelle surprise!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Wat op politeschem Plang déi lescht zwee Méint am Land geschitt ass, jo, dat ass geschitt, mä d'CSV, déi kuckt no vir. Mir maachen dat am Interessi vum Land a vun de Leit. A mir maache keng bëlleg Oppositiounspolitik.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- D'CSV, déi steet zum moderne Rechtsstat. An dee muss kënne fonctionnéieren. Duerfir brauch et Kontinuitéit. An dat och iwwert den 31. Dezember vum Joer eraus. D'CSV wëllt de gudde Fonctionnement vum Stat weider garantéieren. Mir wëllen, dass d'Gehälter an d'Paie vun de Statsbedéngschtete kënnen ausbezuelt ginn. Mir wëllen net, dass d'Pensiounen an d'Sozialleeschtungen a Fro gestallt ginn. Eis Institutiounen, d'Geriichter, d'Police, d'Arméi, déi staatlech Servicer mussen am Interessi vum Land hiren Aufgabe kënnen nogoen.

Mir wëllen, dass lafend Schantercher op Stroossenaarbechten oder de Bau vu Schoulen an aner Gebaier kënne virugoen, jo, an duerfir brauch de Stat nun eemol Suen. De Stat muss kënne Steieren ophiewen, Ausgaben tätegen a geschëllte Rechnunge bezuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Mat dem Gesetzesprojet iwwert déi sougenannten „Zwieleftel" stëmme mir och duerfir ee provisoresche Budget. Verfassungsrechtlech ass de Vote vun dem Budget eigentlech déi gréisste Prärogativ vun der Chamber, also vun eis, deene 60 gewielte Volleksvertrieder.

D'Kontrollfonctioun vun der Chamber géigeniwwer der Regierung kënnt hei voll zum Droen. Ouni d'Zoustëmmung vun dem Parlament kënne keng Steieren opgehuewe ginn, ouni eis Zoustëmmung kann d'Regierung och keng

Rechnunge bezuelen. An dës Autorisatioun, déi muss all Joers gi sinn, an zwar virun dem 1. Januar. Geschitt dat net, jo, da wier et eigentlech fir d'Regierung de politesche Feierowend. Mä esou wäit soll et jo awer net kommen, besonnesch elo an der Adventszäit.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Interruptions diverses)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- D'Prozedur vun de sougenannten „Zwieleftel" ass eigentlech eng Derogatioun zu dem Prinzip vun der sougenannter „Annualitéit" vun dem Budget, deen, esou wéi d'Wuert et seet, fir ee Joer opgestallt gëtt. Mä wéinst de virgezunnenen Neiwahle konnt déi normal Prozedur dëst Joer net applizéiert ginn. An dës Prozedur, déi gouf et iwwregens och bei der Regierungskris 1968, mä, wéi den Eugène Berger dat virdru gesot huet, war dat och all Kéiers an net politesche Krisenzäiten de Fall, nämlech bis zum Joer 1970.

D'Explikatioun war eigentlech déi, dass de Budget eréischt de 15. November déposéiert gouf an dunn déi Diskussiounen awer méi laang iwwer all Rond-point, all Bréck an all Feldwee gefouert hunn an déi sech bis an dat Joer duerno eraus verzögert hunn.

Mat den europäesche Virgaben - an ech mengen, dat ass eppes Wichteges - am Kontext vun dem sougenannten „Semestre européen" muss déi Praxis vun den Douzièmes provisoires och eng Ausnahm bleiwen. D'Zäitdélaien, déi Bréissel eis virschreift, kënne soss net agehale ginn. A politesch, muss een och soen, ass et net opportun, well et eigentlech, fir dee wichtegste Gesetzesprojet vum Joer, zu enger ganz steriler a kuerzer Diskussioun kënnt.

Här President, zum Schluss: An dësem Fall muss d'CSV hei wierklech mat ugezunnener Handbrems fueren, well keen anere wéi de fréiere Budgets- a Finanzminister, de Luc Frieden, den 18. November dëst Joer nach de provisoresche Budget déposéiert huet. An dëse Budget, dee gëllt fir véier Méint. Zäit also fir déi nei Regierung, ee Budget fir d'ganzt Joer 2014 opzestellen. An d'CSV ass da gespaant, ob, Här Finanzminister, a wat fir eng éischt Akzenter Dir am Numm vun der Regierung a virun allem am Liicht vun där villversprachener Erneierung dann an deem Budget wäert aschreiwen.

Ofschléissend soen ech dann dem Rapporteur, et ass e bëssen ongewinnt, dem Eugène Berger, Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport a soen Iech Merci fir Är Gedold, fir mer nozelauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Roth. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetzesprojet knäppt eigentlech d'Regierung, oder d'Regierung an d'Chamber un eng Praxis un, déi kee vun eis heibannen eigentlech de Genoss hat ze erliewen: d'Praxis vun den Douzièmes provisoires. Et muss een effektiv an d'50er oder bis an d'60er Joren zréckgoen, fir déi dote Praxis erëmzefannen, wou et eigentlech keng Seelenheet war, dass, anscheinend wéinst der Längt vun den Debatten an der Chamber iwwert de Budget, et dozou komm ass, dass eréischt am Laf vum Joer de Budget gestëmmt ginn ass fir datselwecht Joer.

Mir mussen op dës Praxis vun den Douzièmes provisoires zréckgräifen, net well iergendee gréisseren Accident virkomm wär, mä u sech ass dat heiten eng logesch Suite vun deem Kalenner, deem Budgetskalenner, dee sech ergëtt opgrond vun deene virgezunnene Wahle vum 20. Oktober, wou et ganz einfach zäitlech net méiglech ass, an Zäit vun e puer Deeg e Budgetsprojet dohinnerzeleeën, dee schonn d'Handschréft géif droe vun där Regierung, déi grad am Amt wär. Och mat den Délaien, fir d'Avisen ze maachen, mat de Chambersaarbechte wär et onméiglech gewiescht, hei nach viru Joresenn kënnen e Budget an der gudder aler Form, wéi mer e kannt hunn, ze stëmmen.

Duerfir mengen ech ass et ze begréissen, dass scho relativ fréi Kontakter opgeholl si gi vun der viregter Regierung mat deene Leit, déi amgaange waren ze probéieren eng nei Regierung op d'Been ze stellen, fir e Modus Vivendi ze fannen. An am géigesäitege Versteesdemech ass eigentlech vun der geschäftsführender Regierung dann den Dépôt vun deem heite spezifesche Projet de loi gemaach ginn, deen also eng Autorisatioun duerstellt fir d'Regierung, eng Rei vun Ausgaben ze tätege respektiv Einnahmen ze erhiewen, an dat ebe während deenen éischte véier Méint vum Joer 2014.

Dat ass natierlech och domadder verbonnen, d'Obligatioun vun der Regierung, vun dëser Regierung an dem Parlament, derfir ze suergen, dass virun där doter Échéance dann och en zeguttstene Budgetsprojet hei gestëmmt gëtt vum Parlament an och kann a Kraaft trieden.

Ech géif wëlle vläicht zwou Léieren zéien aus där heiter Situatioun, déi jo ideal net ass - dat muss ee jo zouginn.

Déi éischt Fro stellt sech, ob een net sech misst awer déi Praxis - well et gëtt kee Gesetzestext zu Lëtzebuerg, deen déi Douzièmes provisoires regelt; et muss ee sech op eng Coutume bezéien -, ob een net misst sech fest gesetzlech Regele gi fir déi Douzièmes provisoires. Ech mengen, am Gemengesecteur gëtt et den Ufank vun enger Regelung, mä um nationale Plang gëtt et näischt. An et wier vläicht interessant awer an eisem Kontabilitéitsgesetz, wat jo och deemnächst wäert reforméiert ginn, och déi dote Méiglechkeet vum Douzième provisoire ze verankeren.

Vläicht kéint een dat esou ronnbréngen, dass ee souguer do eng Rei vu feste Regele géif draschreiwen. Da wier et vläicht net onbedéngt noutwendeg, e Gesetzesprojet mat deem heite Contenu zu dësem Zäitpunkt hei am Parlament ze diskutéieren. Dat wier nach ze kucken. Op jidde Fall mengen ech wier et eng Saach och vu Rechtssécherheet, fir awer déi Méiglechkeet vun Douzièmes provisoires och an eis national Kontabilitéitsgesetzgebung anzeschreiwen.

Eng zweet Iddi fir d'Zukunft ass natierlech, an déi hänkt mat där Diskussioun, déi mer virdrun ugefaangen an net zu Enn gefouert hunn, vun dem zukünftege Rhythmus vun de Wahlen hei zesummen. Et stellt sech jo effektiv d'Fro, ob een, wann ee bei där Regel - fënnef Joer - bleift, dann ass ee jo an enger Logik dran, wann et net erëm zu virgezunnen Neiwahle kënnt, dass dann all Kéiers am Mount Oktober all fënnef Joer Wahle stattfannen.

Dann hätte mer all fënnef Joer deeselwechte Problem, wéi mer en elo hunn, dass déi Regierung, déi da just a Kraaft ass, net kann e fäerdege Budgetsgesetzesprojet maachen. Si muss dann erëm eng Kéier mat engem Provisorium fueren. Dann erëm eng Kéier, no e puer Méint, nohake mat engem aneren Deel vum Budgetsgesetz, fir da mat engem Gesetz, fir da schonn erëm d'Preparatioun ze maachen, fir de Budget vun deem Joer drop.

Ech mengen, do si mer eis eens, dat ass keng ideal Situatioun. Wann dat dote géif d'Regel ginn, an net méi d'Ausnahm bleiwen, wär dat an eisen Aen net gutt. An dofir sollt ee wierklech déi Diskussioun, d'Mandatsdauer vun dëser Chamber, och méi wäit kucken, wat dat an Zukunft heescht, och fir den Oflaf vun esou, trotzdeem wichtegen, Prozeduren, wéi déi vum Budget.

Dat ass, wéi gesot, eng Diskussioun, déi net, mengen ech, d'Majoritéit géint d'Oppositioun ze féieren huet, mä déi mateneen ze féieren ass, fir ze kucken, wat do déi bescht Regel ass fir de Fonctionnement vum Stat, fir d'politesch Gouvernance och vun engem Land fir déi nächst Jorzéngten. Dat misst eigentlech dat sinn, wat eis soll leeden, wa mer déi dote Fro wëlle besser regelen, wéi dat elo haut méiglech ass.

Eppes Positives kann een awer deem Ganzen, mengen ech, schonn elo ofgewinnen, dat ass, wann een déi Zuele kuckt, gesäit een natierlech, dass do den Deckel drop ass bei den Dépensen, well jo a priori keng nei zousätzlech Dépensë virgesi sinn, quitte dass eng gewësse Flexibilitéit an der Ausféierung mat agebaut ass. Dat heescht, mir hunn eigentlech en Taux de progression vun deem heite provisoresche Budget fir déi éischt véier Méint, dee manner héich ass wéi dat, wat mer eigentlech déi lescht Joren an der Regel bei eisen zerguttste Budgete kannt hunn. Also dat heite féiert dozou, dass éischter de Fouss beim Mol gehale gëtt, wat de Statsdefizit respektiv wat d'Progressioun vun den Ausgabe vum Budget ugeet.

E Bémol natierlech huet dat Ganzt och, an dat ass déi kuerz Zäit, déi och elo déi nei Regierung huet, fir de Rescht vum Budget opzestellen. Wann een do d'Délaie berücksichtegt, déi ee brauch, fir dass d'Chamber kann hir Aarbechte maachen, dass d'Avisen erakommen, notamment den Avis vum Statsrot erakënnt, da bleiwen, menger Rechnung no, der Regierung vläicht sechs, maximal aacht Wochen, fir elo de Budget fir 2014 fir de Rescht vum Joer opzestellen. Dat ass awer immens knapp. Sécherlech wäert deen Zäitraum do et net méiglech maachen, dass dee fundamentale Screening, deen dës Koalitioun jo wëllt maachen, mat sämtlechen Ausgabe fir de Budget 2014, mer praktesch onméiglech ze si schéngt. Dat muss eng Operatioun sinn, déi am vollen Émfang eréischt ka gëlle fir de Budgetsprojet 2015. Nach erwaarde mir och - d'selwecht, wéi dat den CSV-Riedner hei gemaach huet - vun dëser Regierung, dass se awer bei deem Budgetsprojet, dee mer dann héchstwahrscheinlech am Abrëll hei wäerten ze diskutéiere kréien, éischt Akzenter setzt, och wat d'Budgetspolitik ugeet. Kloer Prioritéite vun dëser Regierungskoalitioun mussen och schonn an deem éischte Budgetsprojet 2014 ze erkenne sinn. Och wann ee selbstverständlech an esou kuerzer Zäit net ka vollends an eng komplett aner Richtung goen.

Souwisou stinn eis nach, opgrond vum europäesche Kalenner, eng Rei vun Échéancen an d'Haus. Dat ass notamment traditionell Enn Mäerz, wa mer op Bréissel mussen eis Aktualiséierung vun eisem Wuesstums- a Stabilitéitsplang eraginn, wou jo och fir dat lafend Joer, mä och fir déi Joren drop, scho wichteg Indikatiounen ze maache sinn, wat d'Ausriichtung vun der Budgets- a vun der Finanzpolitik vu Lëtzebuerg ugeet.

Dat wäert keng einfach Operatioun ginn. Net méi einfach wéi déi Jore virdrun. Vläicht souguer eng Grëtz méi schwéier, besonnesch wat d'Joer an den Exercice 2015 ugeet. Do kann et vläicht hëllefen, dass awer, och wann ech déi lescht Prognosen nach vun der Zentralbank vu gëschter kucken, dat wirtschaftlecht Émfeld an Europa - natierlech och mat de Répercussiounen hei zu Lëtzebuerg - e bësse méi positiv ass wéi dat, wat ee virun e puer Méint nach gemengt huet. Déi Zuele fir d'Joer 2013, mä och fir 2014 an 2015 bewege sech awer an de Prognose ronderëm e Wuesstum vun 2%, iwwert dee mer eis elo scho freeë praktesch.

D'Welt huet vill changéiert. Wann ee bedenkt, dass mer vun 1985 bis 2008 e Wuesstumsduerchschnëtt hate pro Joer, dee praktesch bei 5% an der Moyenne louch. Elo freeë mer eis schonn, wa mer bei 2% leien. Dat weist awer trotzdeem, wéi och d'Welt changéiert a wéi eis Parameteren och hei zu Lëtzebuerg musse changéieren, wa mer eis op déi nei Situatioun wëlle korrekt astellen.

Wichteg fir eis ass och, dass bei deem Budgetsprojet fir 2014, dee mer dann an e puer Woche wäerte vun der Regierung presentéiert kréien, och déi europäesch Budgetsnorm ze respektéieren ass. Et ass fir eis ganz kloer, dass dat muss esou sinn. Et ass net gutt, dass mer eis eigentlech vun deem Normativen ewechbeweegt hunn iwwert déi lescht laang Joren. Et ass, mengen ech, richteg, dass mer do erëm zu där dote Budgetsnormsystematik zréckkommen, déi och eng gewësse Flexibilitéit beinhalt, déi also duerchaus ka reagéieren, wa se dat allgemengt Émfeld an deem engen oder an deem anere Sënn verännert.

Fir de Rescht, mengen ech, ass alles vum Rapporteur schonn inhaltlech zu deem heite Projet gesot ginn. Als sozialistesch Fraktioun begréisse mer ausdrécklech déi Regelung, déi fonnt ginn ass, wat de Rentenajustement ugeet, fir dëst Joer respektiv dat Joer drop. A fir de Rescht wäerte mer natierlech als LSAP-Fraktioun deen heite Projet stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Bodry. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, meng Virriedner alleguerte bis elo, hunn am Fong geholl dat Elementaarst gesot.

Ech kann am Numm vu menger Fraktioun, vun der grénger Fraktioun, deem nëmmen zoustëmmen. Dofir bleiwe mer just nach e puer kleng Remarquen ze maachen. Fir d'Éischt emol, mengem Kolleeg, dem Eugène Berger, Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi e sech gemaach huet, souwuel fir de schrëftleche wéi och fir de mëndleche Rapport. Mir wäerten hie jo dann eng nächste Kéier erëm hei gesi fir…

(Interruption)

…méi en interessanten a méi politeschen Deel vum Budget.

Dëse Projet de loi ass, Dir Dammen an Dir Hären, och fir ons, fir déi gréng Fraktioun, en Iwwergang. Et ass eng Mesure, déi mir gesinn och als eng reng technesch Noutwendegkeet, fir kënnen déi nächst véier Méint ze assuréieren; et ass schonn hei gesot ginn, an dat vun de Paie bis zu deem klengste Subsid, esou wéi e bis elo nach definéiert ass.

Mir sinn ons och bewosst, datt an dësem Budget - déi véier Zwieleftel - eng Rei Artikelen opgezielt sinn, déi eng Rei Politiken duerstellen, déi d'Regierung mat Sécherheet net esou wëllt an dann och wahrscheinlech net esou wäert weiderféieren. Dofir kënne mer ons och virstellen, zum Beispill, datt d'Regierung op eng Rei vu Punkte wahrscheinlech déi Budgete vläicht méi differenzéiert, vläicht net ganz ausschöpfe wäert. An an deem Sënn ass et och esou e bësse wéi de Kolleeg Bodry gesot hat, datt mer eigentlech schonn indirekt en Deckel e bëssen op verschidde Budgetsartikele wäerte kënnen halen.

Awer wat wichteg ass, an dat ass och schonn hei ënnerstrach ginn, dat ass, datt dëse Budget der Regierung déi noutwendeg Zäit gëtt, déi se brauch, fir éischt Akzenter ze setzen an hirer Politik am Allgemengen, awer och an hirer Finanz- a Budgetspolitik am Spezifeschen. Éischt Akzenter, déi selbstverständlech aus dem Regierungsprogramm wäerte geschöpft ginn.

D'Prioritéiten, déi ugekënnegt gi sinn, déi festgeschriwwe gi sinn am Regierungsprogramm, déi debattéiert gi sinn d'lescht Woch, wéi zum Beispill de Logement, d'Kanner an d'Schoul, awer virun allem och de Kampf géint de Chômage an d'Cohésion sociale, déi och net zum Nulltarif ze kréien ass hei an dësem Land.

An dann, wat och scho gesot ginn ass: Ech denken, datt awer schonn am Budget 2014 éischt Aspekter vum Screening oder vum Zero based budgeting kënnen dra virkommen. An ech denken, datt dat och wichteg ass, well et e wichtegt Zeeche gëtt, wéi ee bei sech kann och ufänken. A sécherlech och, well sech net alles an dëser kuerzer Zäit kann am Budget 2014 erëmfannen, wann een dat wëllt op eng propper a professionell a verantwortungsvoll Manéier maachen, mä, denken ech, kënnt mat Sécherheet och eng zweet Phas, wou mer méi eng geziilt an dofir awer och méi eng effizient a méi gerecht Politik vu finanzieller Hëllef wäerten erëmfannen.

Fir dat Zil ze erreechen a kënne verantwortungsvoll ze schaffen, brauch d'Regierung effektiv déi noutwendeg Zäit, an héchstwahrscheinlech iwwert deen Dräivéierelsbudget 2014 eraus. Déi noutwendeg Zäit, fir déi richteg Analysen duerchzerechnen an duerchzespillen. Déi noutwendeg Zäit, fir méiglech Répercussioune vun deene verschiddene Modellen ze estiméieren a se mat der Zilsetzung, déi se sech ginn huet, géigeniwwer ze setzen. An dann denken ech, wat och wichteg ass, dat ass d'Indicateuren opzestellen, fir eng regelméisseg Evaluatioun, jo souguer Kontroll vum System kënnen ze assuréieren.

An dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen dës nei Approche, déi mer sécherlech wäerten 2014 an enger éischter Phas erkennen a virun allem och an deene Joren duerno. Mir brauchen dës nei Approche an der Opstellung vun engem nationale Budget. Eng Approche, déi wäitsiichteg programméiert, jo och nohalteg programméiert. A virun allem, déi déi verschidde Politiken aus de verschiddene Ressorten openeen ofstëmmt. An dat ass jo och en deklaréiert Zil an der Gouvernance vun dëser Regierung.

An dofir, a fir dësen neien a wichtegen Erausfuerderunge vun der Regierung déi Zäit ze ginn, wëll ech heimat den Accord selbstverständlech gi vun der grénger Fraktioun zu dësem provisoresche Budget. An ech mengen, domadder hätt ech komplementar zu deem, wat schonn alles gesot ginn ass, och nach onse grénge Pefferkär bäigefügt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat hei ass wierklech en aussergewéinlechen Exercice, wéi scho verschidde Virriedner dat hei ugeschniden hunn. Wa mer wëssen, wéi mer soss eis Budgetsprozedur an eis Budgetsdebatten heibannen hunn, dann ass dat hei sécherlech net domadder vergläichbar.

Et ass kloer, datt de Stat muss och vum 1. Januar u fonctionnéieren, souwuel op där enger Säit, wat d'Recetten ubelaangt, wéi op där anerer Säit, wat d'Dépensen ubelaangt. An dofir versteet een och, datt mer an dëser Situatioun

eben elo..., datt d'Chamber esou ee Gesetz muss hei stëmmen, fir iwwert déi berühmten Douzièmes provisoires eben déi Méiglechkeeten ze schafen, fir datt de Stat sengen Obligatiounen an deenen zwou Richtungen nokënnt.

Et ass natierlech fir d'Parteien heibannen, fir déi eng méi liicht a fir déi aner méi schwéier, fir esou engem Projet zouzestëmmen. Fir eng Partei wéi d'CSV, déi vun der Majoritéit an d'Oppositioun geet, ass et méi liicht. Si huet éischtens de Projet gemaach, zweetens stëmmt se elo engem Drëttel vun hirem Budget vum leschte Joer nach eng Kéier nodréiglech zou. Aus hirer Siicht, well deen esou gutt war.

An op där anerer Säit sinn natierlech zwou Parteien, déi an d'Majoritéit komm sinn, d'DP an déi gréng, déi d'lescht Joer, wéi déi gesamt Oppositioun, an dem Kader vun de Budgetsdebatte vum Budget vun 2013 am Fong kee gutt Hoer un deem Budget gelooss hunn, déi kommen dann heihinner a mussen elo, noutgedrongen, awer een Drëttel vun deem Budget nodréiglech guttheeschen an deem zoustëmmen!

Fir eis ass d'Situatioun méi liicht, mir kënne konsequent op eiser Positioun bleiwen. Dee Budget war 2013 am Ganzen näischt, aus eiser Siicht, an en ass dofir och zu engem Drëttel dofir net besser. Dofir wäerte mir dann och géint dee Projet hei stëmmen.

(Interruption)

Här President, wëllt den Här Berger eppes soen?

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Da ka jo elo ee vun Iech, Dir sidd jo zu dräi, een derfir stëmmen an zwee dergéint. Dann hutt Der och en Drëttel zougestëmmt.

M. le Président.- Jo, ech géif datselwecht widderhuelen, wéi ech virdrun zum Här Gibéryen gesot hunn. Wann Der wëllt eppes soen, Här Berger, wann ech gelift, mellt Iech, an dann ass den Här Gibéryen doudsécher bereet fir e klenge Quiproquo.

Sou, an elo huet just den Här Gibéryen d'Wuert!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech sinn awer och elo bereet, dem Här Berger dorobber ze äntwerten. Den Här Berger hat virdrun hei gemengt, den Här Kartheiser, dee sech zu dësem Projet nach ni geäussert huet - ech hu mech an der Finanzkommissioun geäussert an hei -, den Här Berger hat gemengt, wann een dëse Projet net géif stëmmen, da géif een domadder de Fonctionnairë vum 1. Januar un, während deenen éischte véier Méint am Joer, keng Pai méi zoukomme loossen.

Dat ass net esou schlëmm, Här President, wéi dat, wat den Här Berger d'lescht Joer gemaach huet. Well do hunn hien a seng Partei de Budget vum ganze Joer net gestëmmt! Dat heescht, wann et dem Här Berger dem leschte Joer no gaange wier, dann hätt d'ganzt Joer keen, inklusiv mir heibannen, eng Pai kritt.

Also, Här Berger, wann Der engem dat virwerft, fir dräi Méint oder véier Méint kréich e keng Pai, da musst Der drun denken, datt Dir de Budget d'lescht ganzt Joer net gestëmmt hutt. An domadder hätt also, laut Ärer Iwwerleeung, esou wéi Dir dat interpretéiert, d'lescht ganzt Joer kee Fonctionnaire hei am Land, vum Stat...

Da muss ech soen, Gott sei Dank, datt mer awer eng Majoritéit haten, déi de Budget gestëmmt huet, an datt der DP hir Iwwerleeungen zum Budget net zréckbehale gi sinn! Soss wier dat awer e Chaos hei am Land ginn, wann dann d'DP... An ech kann nëmmen hoffen, Här President, datt an deenen nächste Méint a Joren, wou elo d'DP jo awer méi ze soen huet an dësem Land, datt se dann awer anescht iwwerleeën, wéi dat elo grad virun enger Véirelstonn hei vum Rapporteur de Fall war.

M. le Président.- Erlaabt Der, Här Gibéryen, dass den Här Berger eng Explikatioun dozou gëtt?

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Här President, ganz kuerz. Ech wollt just soen, datt mir...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech erlaben et.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Mir haten awer aner Propositiounen. Mir haten och Initiative geholl, fir aner Saachen ze proposéieren. Ech huelen un, datt den Här Gibéryen dann och elo aner Saache proposéiert, fir iwwert déi véier Méint ze kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här Berger, dat spillt keng Roll. Ech wäert elo och nach Saache proposéieren. Mä dat spillt keng Roll, datt Der dergéint gestëmmt hutt. A laut Ärer Interpretatioun huet een da géint alles gestëmmt an et kéint näischt gemaach ginn. Et ass just dat, wat ech hei wëll kloerstellen.

Här President, ee Punkt, wou ech dann, fir dem Här Berger Satisfaktioun ze ginn, wëll kloerstellen, datt mat dësem Projet de loi och de Rentenajustement fixéiert gëtt. Mir wëssen, datt laut dem neie Pensiounsgesetz, wat mer virun zwee Joer gestëmmt hunn, den Ajustement all Joers gemaach gëtt, an zréckgekuckt gëtt fir den Ajustement vun 2014 op 2011 an 2012. An da gëtt festgestallt, datt do d'Lounmass ëm 0,3% zréckgaangen ass. Dat kann een och emol soe fir déi Leit, déi ëmmer hei am Land soen, d'Lounmass géif hei am Land terribel séier wuessen. Op jidde Fall, an de Joren 2011/2012 ass d'Lounmass hei zu Lëtzebuerg, déi reell Lounmass, ëm 0,3% zréckgaangen!

D'Chambre des Salariés huet dorobber opmierksam gemaach. An déi nei Regierung ass och direkt higaangen an huet deklaréiert, datt dat net géif a Fro kommen, datt d'Pensioune géifen ëm 0,3% gesenkt ginn, mä datt se géifen op hirem Niveau bleiwen. Wat se net esou haart gesot hunn an awer gemaach hunn, dat ass, datt déiselwecht Etüd ergëtt, datt fir den Ajustement vum 1. Januar 2015, gekuckt op d'Lounentwécklung vun 2012/2013, d'Lounmass ëm 0,4% an d'Luucht geet an datt déi an dësem Projet de loi och op null erofgesat gëtt. An domadder, seet d'Chambre des Salariés zu Recht, wa mer dann d'Joer erëmhunn, déi zwee Joren erëmhunn, dann hunn d'Pensiounen eng Upassung vun 0,1% net kritt.

A se maache souguer an hirem Avis eng Rei vu Berechnunge fir déi Leit, déi duerno an d'Pensioun ginn a virun allem am Joer 2016 an d'Pensioun ginn, wou 2012 de Facteur gekuckt gëtt, datt déi Leit souguer e gutt Stéck manner an hirer Pensioun kréien! A se seet souguer, et misst een de Leit recommandéieren, déi 2016 an d'Pensioun ginn, datt déi virum 1. Januar 2016, also spéitstens den 31. Dezember 2015 an d'Pensioun ginn, fir net dee Verloscht ze kréien, deen duerch dësen Ajustement entsteet! Dat huet d'Chambre des Salariés gesot.

An dann deen zweete Punkt, wat och elo heimadder festgeluecht gëtt, dat ass, datt mer net nëmme jo d'Dépensë kucken, mä de Stat zitt jo och seng Steieren an. An ech ka mech erënneren, datt vill Politiker, déi haut an der Majoritéit sinn, och ëmmer hei d'Remarquen als Oppositiounspolitiker gemaach hunn, datt d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst gëtt. Wa mer elo déiselwecht Steieren hei viruféieren, zumindest déi éischt véier Méint, also gëtt och déi nächst véier Méint am nächste Joer d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst, esou wéi dat am Fong ëmmer verlaangt ginn ass! Vläicht geet déi nei Regierung hin a seet, datt vum 1. Mee u se géif ugepasst ginn. Mä déi véier éischt Méint gëtt se net ugepasst.

Här President, ech war iwwerrascht, datt mer elo... An der neier Chamber hu mer jo och nei Leit kritt, wat gutt ass, fir datt mer ëmmer erëm nei Iddien hei erakréien. A mir hunn och Leit erakritt, déi Gewerkschaftssekretär sinn, zwee Gewerkschaftssekretäre beim OGB-L, an ech war frou ze liesen, datt de President vum OGB-L a senger Fonctioun als President vun der Chambre des Salariés verlaangt huet, datt den Ajustement misst integral 2014 bezuelt ginn an och déi Berechnung gemaach huet, déi dat hei mat sech brëngt, nämlech déi negativ Tendenz fir d'Pensionären.

An eng Gewerkschaft, déi ëmmer verlaangt huet, datt d'Steiere missten un d'Inflatioun ugepasst ginn, do hätt ech net geduecht, datt direkt an der éischter ëffentlecher Sitzung, déi dëst neit Parlament huet, schonn déi Gewerkschaftssekretären am Fong géint hir Prinzipien als Gewerkschaftler, géint d'Fuerderunge vun hirer Gewerkschaft, géint de Bréif, den Avis, dee vun hirem President ënnerschriwwen ass, direkt den éischten Dag hei schonn et esou fäerdegbréngen, esou massiv géint d'Interesse vun deenen ze stëmmen hei an der Chamber, déi se esou haart virun de Wahlen dobausse vertrueden hunn.

Mir bleiwen eis konsequent a stëmmen dergéint!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Här Justin Turpel agedroen. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Ech soe Merci fir d'Wuert. Et ass normal, datt an enger Period wéi där heiter keen ordinäre Budget virläit. Et ass och normal, datt ee provisoresche Budget gestëmmt gëtt iwwert Douzièmes provisoires op Basis vum Budget vun 2013. Et ass och üblech, datt am Budgetsgesetz eng Rei aner Froe geregelt ginn, wat net ëmmer heescht, datt ee mat all deene muss d'accord sinn. Eng vun deene Froen, déi hei matgeregelt gëtt, ass déi vum Rentenajustement, dat heescht d'Upasse vun de Pensiounen, Renten un déi allgemeng Lounentwécklung.

Wat de Rentenajustement ugeet, wëll ech kuerz drun erënneren, datt d'UEL, grad wéi den Internationale Währungsfong an d'EU-Kommissioun eigentlech ëmmer d'Ofschafung vum Rentenajustement gefuerdert hunn. Och d'DP huet an hirem Wahlprogramm gesot, de Rentenajustement soll ofgeschaaft ginn an et misst souguer méi Eegevirsuerg gemaach ginn, dat heescht déi privat Pensiounsversécherunge misste gefërdert ginn.

An der Pensiounsreform, déi den Datum dréit vum 21. Dezember 2012, goufen eng Rei Mechanismen agefouert, fir op Käschte vun de Pensionéierten a vun deene Beschäftegten ze spueren. Eng vun deene Moossnamen ass déi, wann d'Ausgaben an engem Joer d'Einnahmen iwwert d'Beiträg iwwerschreiden, datt dann ee Facteur modérateur agefouert gëtt, deen den Ajustement, deen all Joers fälleg ass, op 0,5 oder op 0 fixéiert. Et ass ugeholl ginn, datt dat ongefeier 2018, 2020 kéint de Fall sinn. Dat ass d'Ofschafung vun deem Rentenajustement, déi UEL, IWF an EU-Kommissioun mat der DP ëmmer gefuerdert hunn.

Elo gëtt festgestallt, datt d'Reallounentwécklung 2011/2012 minus 0,3% war. Eleng iwwert dee Facteur vun enger Reallounentwécklung vu minus 0,3% misst een eigentlech méi seriö emol eng Kéier diskutéieren, well et ass jo kee linearen, duerchschnëttleche Reallounverloscht vun 0,3%, mä deen trëfft d'Leit jo op ganz ënnerschiddlech Aart a Weis. An ech sinn iwwerzeegt, datt et net déi Iewescht sinn, déi am meeschte verluer hunn, an déi Ënnescht, déi am mannste verluer hunn, mä datt et ëmgedréint ass.

2012/2013 gesäit et aus, wéi wann d'Reallounentwécklung plus 0,4% wier. An elo seet d'Regierung, souwuel déi al wéi déi nei, kommt mir fueren net Achterbahn mat de Leit, 0,3% erof, 0,4% erop, mä mir maachen zweemol de Facteur modérateur op null. Mä domadder gëtt net nëmme verhënnert, datt et 2014 ëm 0,3% erofgeet, mä et gëtt och verhënnert, datt et 2015 ëm 0,1% (veuillez lire: 0,4%) eropgeet. Dat heescht, d'Rentner an d'Pensionäre kréien 0,1% geklaut! Elo kann ee soen, dat ass net vill, Peanuts. Mä et ass alt erëm ee Stéck méi.

Ech wëll drun erënneren, datt den Ajustement, deen den 1. Januar 2013 fälleg war vun 1,5%, scho virdrun ersatzlos gestrach ginn ass. Ech wëll och drun erënneren, datt deemools an engem oppene Bréif verschidde Leit geschriwwen hunn, datt do déi Leit gestrooft ginn, déi hiert Liewe laang aktiv zum sozialen a wirtschaftlechen Erfolleg bäigedroen hunn. An dat, wat ech elo gesot hunn, ass een Zitat aus engem oppene Bréif vum Henri Kremer, President vun der OGB-L-Sektioun, Nico Wennmacher, President vum Secteur Pensionéierter vum Landesverband, Carlos Pereira, Guy Greivelding a Jean-Claude Reding.

En plus ass et esou, datt déi Erspuernis, déi deemools gemaach ginn ass vun zwielef Milliounе fir de Stat, plus 75 Milliounе fir d'Pensiounskeess, héchst fragwürdeg ass, well wat vu Steieren ausgefall ass, iwwerschreit wahrscheinlech dee Betrag, deen do gespuert ginn ass. A wa mer soen, mir wieren deemools do dergéint gewiescht an och haut nach dergéint sinn, ass dat och am Interessi vun deene Jonken, déi och muer nach eng uerdentlech Pensioun wëllen an ëmmer méi gestréppt ginn.

Ech wëll och drun erënneren, datt virdru schonn zweemol den Ajustement verschobe ginn ass. Datt d'Pensiounsgesetz vun 2012 och virgesäit, datt een Décalage supplémentaire kënnt fir d'Upassung vun deenen neie Pensioune vun deene Leit, déi a Pensioun ginn, op véier Joer, wou d'CSL ausgerechent huet, datt dat ee permanente Verloscht gëtt vun 1,8%.

Ech wëll erënneren un d'Indexmanipulatiounen, déi vun 2006 bis 2009 de Salariéën zu Lëtzebuerg, och de Pensionären, 1,5 Milliard kascht hunn an déi och elo soll weidergefouert ginn. Ech wëll un aneres erënneren, wou vill Leit mengen, et wiere Klengegkeeten: d'Seniorekaart, déi ëm 100% an d'Luucht geet, oder d'Steierdiskriminéierung vu Wittfraen a Wittmänner a vu gescheete Leit. Ech stelle fest: Dir huelt et bei deene Klengen a gitt et deenen Décken!

Zum Vote. Och wa mir net d'accord ware mam Budget vun 2013, misst een eigentlech d'accord si mat engem Budget provisoire, dee just déi Sue libelléiert, déi ee bräicht, fir effektiv am neie Joer d'Paien ze bezuelen. Wann dat hei elo een neie Budget wier, wier et ganz kloer, datt mer dergéint géife stëmmen.

Mir soen och nee zu deem Null-Ajustement. Et hätt ee jo och kéinten higoen, wéi d'CSL an d'Gewerkschaften dat fuerderen, fir den Ajustement 2015 weider spillen ze loossen. Dofir hätte mer missen en Accord hunn, fir e Vote séparé iwwert dat Gesetz, iwwert deen Artikel ze maachen. Deen Accord hu mer net. An aus all deenen Ursaache vun derfir an dergéint wäerte mir eis bei dësem Projet enthalen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Turpel. D'Wuert huet dann elo d'Regierung, den Här Pierre Gramegna. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Hären Deputéierten, ech géif gäre fir d'Éischt allen, déi intervenéiert sinn, Merci soen. Haaptsächlech emol fir d'Éischt dem Rapporteur fir seng gutt Aarbecht a säin Asaz, allen Acteuren an der Finanzkommissioun an all deenen, déi elo intervenéiert sinn.

Deen heite Budget ass net richteg e provisoresche Budget. Et ass en Transitiounsbudget, well et ass e Budget, dee gëtt gestëmmt, dee fonctionnéiert wierklech elo während véier Méint. An et ass en Zeeche vu Kontinuitéit vun eisem Stat. Dofir mengen ech, dass et eng ganz gutt an eng ganz räsonabel Décisioun ass, dass esou vill Parteien derfir stëmmen.

Ech géif gär der viregter Regierung félicitéieren, fir deen dote Schrëtt geholl ze hunn. Si hätt jo kënnen e ganze Budget stëmmen, wollt se net, well Wahlen dertëschent waren. Si hätt och kéinte guer näischt maachen. Si huet léiwer déi dote Léisung gewielt vun den Douzièmes provisoires, déi mer, wéi mer héieren hunn, zu Lëtzebuerg emol kannt hu viru laanger Zäit, an dat war eng Gewunnecht, déi mer Gott sei Dank verluer hunn.

Ech huelen och zur Kenntnis, wat den Här Bodry gesot huet, dass mer eis wierklech Gedanke musse maachen, ob mer déi Prozedur net mussen e bësse besser regelen - jee nodeem wéi eise Kalenner geet, kann dat méi oft geschéien. An haaptsächlech hu mer europäesch Contrainten, déi et vill méi schwéier maachen, eise Budget a kuerzer Zäit ze preparéieren an ze votéieren.

Ech mengen och, dass déi ganz europäesch Contrainte, déi ech zwar kannt hunn, mä déi ech elo ëmmer méi entdecken, ëmmer méi staark gëtt an dass d'Marge de manœuvre, déi mer hunn, fir eis Budgeten ze maachen an ze stëmmen, méi kleng gëtt. An déi Contrainte huet déi viregt Regierung scho kannt an déi wäerte mer nach ëmmer méi als nei Regierung kenneléieren.

Mir hunn d'Kritiken oder d'Amendementer vum Statsrot alleguerten ugeholl. Mir hunn eng Rëtsch Amendementer proposéiert; déi meescht vun deene ware justifiéiert a konnten och vum Statsrot ënnerstëtzt ginn. Et hat haaptsächlech domat ze dinn, datt mir verschidde Mesuren hu missen ëm e puer Méint méi laang ausdehnen. Déi eng Mesure, déi de Statsrot net positiv beuerteelt huet, hu mer aus dem Projet erausgezunn.

Wat d'Pensiounen ubelaangt, mengen ech, dass d'Solutioun, déi gewielt ginn ass, eng fair Léisung ass. Si gëtt eng gewësse Stabilitéit, brëngt mat sech, Gott sei Dank, dass d'Leit net elo 0,3 verléieren, fir dann herno 0,4 ze kréien. Ech mengen zwar, dass déi Ziffer vun 0,4 och nach ëmmer nëmme provisoresch ass. Si ass nach net definitiv, dat muss jo nach ausgerechent ginn. Dofir wësse mer nach guer net, wéi vill déi dote gëtt. An dofir, mengen ech, dass déi Stabilitéit an der Zäit eng gutt Saach ass.

An dann, vu dass d'Leit déi 0,3% jo op den 1. Januar net verléieren, hu se jo do e Gain op engem Joer. Dee Gain ass sécher, während dat, wat se hypothetesch verléieren, wéi gesot, dass deen Taux vun 0,4 net definitiv ass. Dat ass och dann eng Rechnung, déi net ganz komplett ass. Dofir fannen ech, dass dat eng gutt Léisung war.

Ech wëll e puer Wuert soen och iwwert d'Trésorerie vum Stat, well déi Fro ass an der Commission des Finances et du Budget gestallt ginn.

Ech hunn dat nokucke gelooss. Mir hu genuch Liquiditéiten zur Verfügung fir déi kommend Méint a mir hunn och nach Sputt an den Emprunten, déi vun dëser Chamber genehmegt gi sinn, falls dat an där Period misst néideg sinn. Mat deenen zwee Elementer komme mer ouni Problemer fir déi nächst véier Méint iwwert d'Ronnen.

Ech wäert Iech Mëtt Februar e Projet de budget hei presentéieren. An dee Budget muss jo virun Enn Abrëll gestëmmt ginn. Wéi richteg gesot ginn ass vu verschiddenen Intervenanten, ass et net ze erwaarden, dass mer do en totale Screening vun allen Depensë wäerte kënne maachen. Dat ass eng Aarbecht, déi hëlt ganz vill Zäit. Mir wäerten déi Aarbecht maachen, mä d'Répercussioun dovu wäert wahrscheinlech eréischt am Budget fir 2015 komplett zur Geltung kommen. Wa mer awer Saache méi fréi fannen, wäerte mer se natierlech utiliséieren.

Zweetens wäerte mer natierlech Akzenter setzen an deem Budget op Basis vun deene Saachen, déi am Koalitiounsprogramm zréckbehale gi sinn.

Zum Schluss wéilt ech nach soen, dass mer eis och ganz staark wäerten un de Recommandatiounen, déi mer vun Europa kréien, inspiréieren, och wat d'Normes budgétaires européennes ubelaangt. Ech mengen, dass dat e ganz wichtege Punkt ass. An dat ënnersträicht erëm eng Kéier, dass mer net méi eleng am Boot sinn am Budget, dee mer fir Lëtzebuerg maachen. A wa mir dat Land sinn, wat vläicht nach déi mannste Budgetsschwieregkeeten huet, oder op d'mannst eent vun de Länner sinn, wat déi mannste Budgetsschwieregkeeten huet, verglach mat eise Kolleegen aus der Eurozon oder an Europa, ass et nun awer emol esou, dass déi europäesch Manéier, fir dat ze kucken, ëmmer verglach gëtt mam Land selwer. An dass mer do also - et ass wéi op enger Zensur - ëmmer musse Progrèse maachen a mer net kënnen do verfalen.

Ech wäert och elo, nodeem dës Debatte fäerdeg sinn, erëm zréck op Bréissel fueren, wou den Eurogroup den Owend zesummekënnt a mar den ECOFIN, wou d'Bankenunioun vläicht finaliséiert gëtt - e Kompromëss schéngt a Siicht ze sinn. Dat beweist eis erëm, wéi wichteg Europa fir eis ass, a wat fir eng grouss Roll et an eisem alldeegleche Liewen an och fir eis Finanzplaz a fir eise Stat spillt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Mär wären domat, wann ech dat richteg gesinn, um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mer géifen zum Vote iwwert de Projet de loi 6630 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6630 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. De Vote par procuration. Enn vum Vote.

De Projet de loi 6630 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexandre Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen) et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentioun motivéieren?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da géif ech nach d'Fro stellen, ob d'Chamber d'accord ass, fir de Projet vum zweete Vote constitutionnel ze entbannen.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 6580. Dobäi geet et ëm déi finanziell Bedeelegung vum Stat bei der Moderniséierung vun der Kläranlag Nordstad/Bleesbréck. Dir wësst, dass de Riedezäitmodell deen ass vum Modell 1. Ageschriwwe sinn: d'Häre Marco Schank, Roger Negri, Gusty Graas, Gast Gibéryen a Justin Turpel.

An d'Wuert huet den honorabelen Här Rapporteur, den Här Henri Kox. Dir hutt d'Wuert.

6. 6580 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President.

Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet 6580 ass a sech e Finanzéierungsgesetz. Sou wéi Der virdru richteg gesot hutt, Här President, geet et drëms, dass de Stat hëlleft d'Kläranlag vun der Bleesbréck, besser gesot, déi vun der Nordstad, éischtens ze erweiteren an zweetens op den neiste Stand vun der Technik ze bréngen.

D'Kläranlag selwer ass aus de Joren '63, mëttlerweil kënnt Der Iech jo virstellen, dass do eng ganz Rei weider Uertschaften ugeschloss goufen, dass natierlech och ganz anescht vis-à-vis vun Europa respektiv vun den Obligatiounen, wat am Ëmweltberäich uläit, eng Verbesserung komm ass, soudass et onerlässlech ass, dass déi Kläranlag muss erneiert ginn.

Et sinn zwee Punkten an dësem Gesetz virgesinn. Den éischte Punkt ass d'Erweiderung an d'Klärung selwer, dat heescht se op den neiste Stand ze bréngen. An dat beleeft sech op 46,3 Milliounen.

An den zweete Punkt ass natierlech, dass déi Kläranlag aus de Joren '63 war an dass do eng Rei vu Pollutiounen entstane sinn um Site selwer, an déi mussen dann entspriechend och erëm ewechgemaach ginn. An dee Betrag beleeft sech op zwou Milliounen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Firwat si mer haut iwwerhaapt hei? Et ass kloer, wann e Gesetz iwwer 40 Milliounen usteet, muss, laut der Constitutioun, laut dem Artikel 99, e speziaalt Gesetz gemaach ginn, also e Finanzéierungsgesetz, an dofir maache mer dat och haut hei.

E puer Sätz awer nach zum Contexte historique. Ech hu virdru gesot, d'Kläranlag ass aus dem Joer '63, deemools gebaut gi fir Ettelbréck an Dikrech mat engem Équivalent-habitant vun 62.000 Unitéiten. Deemools ware jo zu Dikrech an Ettelbréck Brauereien, Molkereien, an all Méigleches ass deemools an déi Kläranlag gefloss, soudass déi enger grousser Belaaschtung och huet misse standhalen.

Déi Kläranlag war awer deemools ënner staatlecher Regie a si ass eréischt '94 an den Nordsyndicat komm vum SIDEN a säitdeem si si och responsabel dovun.

An Zwëschenzäit ass, mengen ech, de Grouss-raum Nordstad un där Kläranlag ugeschloss. Et wäerten och weiderhin nach weider Dierfer ugeschloss ginn, soudass et wierklech de Rôle ginn ass vun där Kläranlag, déi ganz Nordstad-Gemengen un enger performanter Kläranlag spéiderhin dann och ugeschloss ze hunn. Duerfir dës Erweiderung.

Nodeems '94 eben de SIDEN och d'Kläranlag iwwerholl huet, ass si higaangen 2003, fir dëse Projet mat den néidegen Instanzen op dem Waasserwirtschaftsamt duerchzekucken, a si huet och e Bureau d'études beoptraagt, fir sech ze conformitéieren.

Dir wësst, dass eng ganz héich Belaaschtung an eise Gewässer mëttlerweil ass, nämlech insbesondere Nährstoffer, an déi Nährstoffer mussen eben erausgeholl ginn. Och ass d'Evolutioun vun der Populatioun an dem Beräich vun der Nordstad net ofzeweisen.

Haut ass d'Kläranlag eng vun de véier gréissten, a wann dës Erweiderung fäerdeg ass - a si geet nämlech vun 80.000 plus déi 50, déi projezéiert sinn, 50.000 Einwohnergläichwäerter -, komme mer op e Betrag vun 130 (veuillez lire: 130.000) Einwohnergläichwäerter, dat wär dann déi Zweetgréissten hei am Land, no Beggen an der Stad.

Mir hunn natierlech eng Urgence. Dir wësst, dass mer um europäesche Geriichtshaff verurteelt gi sinn, well mer der Obligatioun net nokomm sinn, nämlech der Direktiv aus de Joren '91 - et ass schonn e bësse méi laang hir -, dass eis Gewässer engem gudden Zoustand zougefouert sollte ginn, an dofir sollte méiglechst schnell all eis Uertschaften u Kläranlagen ugeschloss ginn.

Dëst hu mer leider verpasst, a mir sollten elo no vir kucken, well déi Zomm, déi mer elo de Moment ze bezuelen hunn, éischtens e forfaitairë Betrag ass vun zwou Milliounen an nach eng Kéier all Dag zousätzlech 2.800 Euro, soudass mer all Interêt hunn, fir esou séier wéi méiglech dat och an d'Rei ze bréngen. Dofir ass dës Regierung gewëllt, esou séier wéi méiglech dat a Musek och ëmzesetzen.

Aus de Kommissiounssëtzungen: Den 9. Dezember si mer fir d'éischte Kéier zesummekomm, wou mer de Projet analyséiert hunn. Et waren Avise vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce, déi virlouchen, awer selbstverständlech och déi vum Statsrot. An de Statsrot, dee säin Avis den 8. Oktober 2013 ginn huet, huet, besonnesch wat de finanzielle Volet ubelaangt, e puer Remarquë gemaach.

Et war nämlech net ganz eendeiteg erauszeliesen, wéi déi Suen imputéiert ginn. Nämlech, déi 46,3 Millioune gi ganz kloer aus dem Fonds pour la gestion de l'Eau, dat heescht aus dem Waasserfong, ervir. An dee Betrag vun zwou Milliounen, dee mer brauche fir d'Depollutioun, dee kënnt dann natierlech aus dem Fonds pour l'Environnement.

Dat war net explizit genuch am Gesetz virgesinn, dofir sinn déi Remarquen do entspriechend eragefloss. Also nach eng Kéier de Rappel: 46,3 Milliounen aus dem Fonds pour la gestion de l'Eau an zwou Milliounen aus dem Fonds pour la protection de l'Environnement!

Wichteg ass awer och nach ze soen, dass dee Betrag, deen do ernimmt gouf, sech op e Präisindex vun der Konstruktioun mat der Valeur 725,25 zum 1. Oktober 2012 berifft.

Et war awer och wichteg, nach op ee Punkt anzegoen, wa mer iwwer Finanze schwätzen. Do huet e Member vun der Kommissioun drop higewisen, dass an dësem Projet selwer schonn eng ganz Rei vun Aarbechten duerchgefouert gi sinn. Déi Aarbechte belafe sech mëttlerweil op 5,5 Milliounen, e bësse méi. Dass déi awer schonn engagéiert goufe vun dem Syndicat an dass déi 46,3 Milliounen dat net beinhalten.

Dat heescht, et ass eng Fiche technique oder Fiche financière, déi integrale Bestand vun dësem Gesetz ass, wou ganz kloer drop higewise gëtt, dass u sech de Montant total, dee sech hei fir d'Sanéierung vun der Kläranlag ergëtt, 51,7 Milliounen ass. Do ginn déi 5,5 ofgezunn, déi schonn u sech an der Vergaangenheet vum SIDEN engagéiert goufen, soudass mer elo op dee Betrag vu 46,3 Millioune kommen.

Den 11. Dezember an dëser Kommissioun gouf ech dann zum Rapporteur ernannt. Mir hunn déi Ännerungen eestëmmeg, entspriechend dem Gesetz, duerchgeholl. Mir hunn d'Gesetz entspriechend och ugepasst, well déi Proposen och direkt vum Statsrot komm sinn, soudass net nach eng Kéier e Va-et-vient gemaach muss gi mat dem Statsrot.

Soudass och dann dëse Projet eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl gouf an ech bieden Iech, och dësem Projet kënnen zouzestëmmen. An ech géif och gläichzäiteg mäin Accord vun der grénger Fraktioun bäisteieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Rapporteur Henri Kox. Et ass elo un dem Här Schank, fir eis seng Vuen ze presentéieren. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV)*.- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt emol wollt ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Henri Kox, Merci soe fir säin detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Projet.

An Dir hutt héieren, am Rapport ass däitlech ginn, wéi noutwendeg datt et ass fir dëst Finanzéierungsgesetz, fir d'Upassungsaarbechten, d'Vergréisserungsaarbechten op der Bleesbréck, vun der Kläranlag Nordstad, wann een esou wëllt soen, fir déi esou séier wéi méiglech op an och iwwert den Instanzewee ze bréngen. A fir datt et selbstverständlech méiglechst ganz konkret och séier ka mat den Aarbechten um Site, um Terrain ugoen, vun der Bleesbréck.

Dës Urgence, de Rapporteur huet et gesot, steet natierlech och am Kontext vun deem Arrêt vun der Cour de justice, wou Lëtzebuerg zu verschiddene Sanktioune condamnéiert gouf. Mä ech mengen, d'Urgence ergëtt sech och aus dem Waasser- an Ëmweltschutz, dee mer jo eis méiglechst séier wënschen op ville Plazen hei am Land.

An duerfir ass et och gutt, datt déi viregt Regierung, an elo déi heite Regierung gekuckt huet, fir dëse Projet direkt a séier elo op den Instanzewee ze bréngen. An duerfir begréisst meng Fraktioun, datt mir haut och dëse Projet stëmme kënnen.

Déi Responsabel vum Ofwaassersyndikat SIDEN, deen iwwregens insgesamt 35 Gemenge regruppéiert, déi hu jo schonn däitlech gemaach, datt, soubal d'Autorisatiounen all virleien, d'Ausschreiwunge kënne gemaach ginn, fir dann och de Projet an deene beschten Délaie kënnen ze realiséieren. An ech mengen, si sinn déi Éischt, déi 35 Gemengen, déi en Intérêt drun hunn, datt de Projet realiséiert gëtt an datt se wëllen de Projet och méiglechst séier fäerdeg gesinn.

D'Infrastrukturen op der Bleesbréck sinn natierlech an deene vergaangene Joren ëmmer erëm ugepasst ginn, entspriechend der Populatioun, déi gewuess ass, virun allem am Norden, an der Nordstad, mä awer och an deenen Uertschaften, déi no an no bäikoumen. Mä et ass net nëmmen d'Populatioun, déi gewuess ass, och déi ekonomesch Aktivitéiten hunn zougeholl.

Wann ech kucken, datt d'Zones d'activités gewuess sinn, datt der bäikomm sinn, a wann ech de Plan sectoriel «Zones d'activités» gutt am Kapp hunn, da kommen der nach derbäi, Verschiddener. Ënner anerem déi vum Fridhaff, den ZANO, wat, mengen ech - ech kucken de Claude Haagen - eng 45 Hektar insgesamt wäerten duerstellen, déi zousätzlech dann och an d'Bleesbréck herno wäerten ausschëdden.

An eleng wann een d'Einwohnergleichwerte kuckt, an de Rapporteur huet se gesot, 130.000 Unitéiten, da gesäit een, wéi wichteg déi Anlag ass, net nëmme fir d'Nordstad oder den Norden - kann ee roueg soen -, mä och fir d'Waasserqualitéit vun der Ënnersauer, wat jo e wesentlechen Aspekt ass. Also eng Kläranlag, déi wichteg eigentlech ass fir eist Land.

Wann een d'Chronologie kuckt vum Dossier Kläranlag Bleesbréck, da fält engem natierlech op, datt een herno ka soen: „Majo, et hätt alles méi séier a besser kënne geschéien." Dann däerf een awer och déi extrem Komplexitéit an déi grouss Technicitéit, déi deen Dossier huet, net ënnerschätzen!

An et sinn zum Beispill eng ganz Partie Diskussioune ginn, fir méiglechst prezis och déi noutwendeg Sanéierungscapacitéit ze fixéieren, well dat ass jo e wesentlechen Aspekt. „Do kann een net einfach draschloe wéi d'Sau an de Weesbräi", wéi mir am Norde soen, mä et muss ee prezis definéieren, fir datt herno de Prozess och vun der Sanéierung fonctionnéiert.

An duerfir sinn eng Partie Simulatioune gemaach ginn, eben och am Kontext net nëmme vun der Bevëlkerung, déi dat ugeet, mä och am Kontext vun den ekonomeschen Aktivitéiten, déi an deenen nächste Méint a Joren an der Nordstad a ronderëm d'Nordstad sollen derbäikommen.

Esou eng Diskussioun, just fir dat Beispill ze soen, war och d'Luxlait, wou laang diskutéiert gouf: Mécht d'Bleesbréck déi Sanéierung oder mécht d'Luxlait se selwer? An Dir wësst, wéi et ausgaangen ass, datt schlussendlech dann d'Luxlait selwer déi Sanéierung da bei sech elo iwwerhëlt.

Ben, onofhängeg dovunner, wat ee bei dësem Projet Kläranlag oder bei deenen anere Projete vu grousse Kläranlagen hätt kënne méi séier oder besser maachen an der Vergaangenheet, fir eis och a Conformitéit vun der Direktiv '91/271 ze setzen, sinn an deene leschte Joren awer enorm Ustrengunge gemaach gi fir eng

modern Ofwaassersanéierung hei zu Lëtzebuerg. D'Gemengen hunn enorm vill gemaach. Bei de Gemengen hunn ech elo keng Chifferen, mä do si vill Suen investéiert ginn a kleng an a grouss Kläranlagen.

Mä wann ech kucken, wat déi successiv Regierungen investéiert hunn, da waren dat Enn den 90er Jore bis 2004 an der Moyenne iwwer 20 Milliounen Euro; vun 2004 bis haut waren dat an der Moyenne 53 Milliounen Euro; 2013 waren dat tëschent 60 a 70 Milliounen Euro. Just fir och awer eng Kéier deen Impakt ze soen, wéi gesot, nieft all deem, wat och d'Gemengen an d'Ofwaassersanéierung an der Vergaangenheet gestach hunn.

D'Chronologie vum Projet Bleesbréck weist deemno, datt vill successiv Etappen hu misse geholl ginn, fir datt mer haut de Mëtteg hei an der Chamber dee Projet de loi kënne stëmmen, andeems mer de Stat autoriséieren, um Ausbau an der Moderniséierung vun der Kläranlag Bleesbréck ze participéieren.

Wichteg vläicht nach ee Saz zum Schluss, dat ass awer och vum Rapporteur gesot ginn, datt ech wollt preziséieren, datt de SIDEN an de leschte Joren eng Partie Moossnamen ebe geholl huet, déi déi Sue kascht hunn, déi virdru gesot gi sinn, 5,5 Milliounen, fir d'Ofwaasserqualitéit um Site selwer ze verbesseren.

An domat wollt ech dann, ganz zum Schluss, den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Schank fir déi och wichteg zousätzlech Erklärungen zu dësem wichtege Projet. Ech wollt dann elo d'Wuert ginn dem Här Roger Negri als nächstem Riedner.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Président-rapporteur Henri Kox Merci soe fir seng exzellent Rapporten, schréftlech wéi mëndlech.

Als LSAP-Fraktioun wäerte mir dee Projet herno stëmmen. Dofir wëll ech mech just op e puer Bemierkungen a Froen un d'Regierung beschränken.

Fir d'Éischt wëll ech nach emol, wéi de Rapporteur dat och scho gesot huet, drun erënneren, dass déi entspriechend Direktiv den 13. Mee 1994, also fir propper Baachen a Flëss hierzestellen, an nationalt Lëtzebuerger Recht ëmgesat ginn ass. Dat si quasi 20 Joer! An datt mer elo als Land fir d'Netanhale vun dëser Direktiv bestrooft gi mat zwou Milliounen Euro Forfait an 2.800 Euro Astreinte pro Dag bis déi Kläranlag vun der Bleesbréck gebaut gëtt an duerno nach sechs Méint bis den Délai de finition och riwwer ass. Bon, dat ass schonn e relativ staarkt Stéck, wouriwwer mer net brauchen houfreg ze sinn. Bien au contraire!

Dofir wëll ech den Här Statssekretär Camille Gira froen, wéi wäit den Dossier an der Prozedur selwer ass. Gëtt zum Beispill dru geduecht, fir d'Aarbechte méi zügeg ze realiséieren, fir domat eventuell d'Strof fir eist Land ze reduzéieren? Bei engem Gesamtinvest vun 81 Milliounen, si jo scho ronn, wéi gesot ginn ass, 5,5 Millioune vun dem betraffene Kläranlagesyndikat SIDEN bezuelt ginn. An et bleiwen der nach eng ronn 30 Millioune fir de SIDEN selwer elo ze bezuelen.

Mä dës Fraisë fale jo awer am Endeffekt op d'Gemengen, op déi betraffe Gemenge vun deem Syndikat do zréck. An hei ass d'Fro: Wéi wäit sinn d'Gemengen, vu dass mer elo an enger Urgence sinn, hir Invester an hirer Mehrjahresplanung do drop preparéiert? Bestinn do scho vläicht Detailer, fir dass dat herno och kann esou bezuelt ginn? A wat fir eng Form vun Opschlësselung et eventuell do scho gëtt.

Dann ass déi Fro: Wie bezilt am Endeffekt déi Astreinte journalière, wou mer jo ugesicht ginn, vun 2.800 Euro pro Dag? Dat hänkt jo deelweis och dovun of, wéi laang dat dauert. Dat heescht, dat hänkt vun der Gestioun vum Chantier vum SIDEN of. Do stellt sech also d'Fro, ob do e gewëssene Schlëssel kënnt, wat de Stat an eventuell de Syndikat do bezilt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat bréngt een einfach zur Fro, ob et net géif an där Saach Sënn maachen, fir eventuell d'Cour des Comptes dermat ze beoptragen, fir an dësem Sënn eng Analys ze maachen, dass et herno net zu onnëtze Streidereie kéint kommen.

An deem Sënn géif ech den Accord vu menger Fraktioun ginn zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och Iech, Här Negri. Nächste Riedner ass dann den honorabele Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, u sech huet dëse Projet jo zwee ganz interessant Aspekter: Deen Éischten ass deen, datt et natierlech ëm den Ausbau an d'Vergréisserung vun enger wichteger Kläranlag geet. An deen Zweeten ass deen, datt et deen éischte Waasserschutzprojet ass zënter 1999, deen net méi ënnert der Tutelle vum Innenministère steet, wat jo u sech och eng ganz grouss an eng ganz wichteg Neierung ass.

Ech mengen, mir sinn eis all eens heibannen, déi sech e bësse mat Gewässerschutz ofginn, datt d'Kläranlag Bleesbréck natierlech enorm vill Defiziter opzeweisen huet - ënner anerem ass dat hei jo schonn erkläert ginn -, bedéngt och duerch déi enorm Entwécklung vun deem ganze Ballungsgebitt do. An dofir ass et och net méi wéi richteg, datt elo d'EWG-Zuel op 130.000 eropgesat gëtt.

Et ass och bekannt, datt d'Eliminatioun vun de Stéckstoffer ee vun deene ganz grousse Problemer de Moment vun där Anlag do ass. An ech wëll och dorop hiweisen, datt „die deutsche Vereinigung für Wasserwirtschaft", huet emol eng Kéier och, an dat ass nach net allze laang hier, eng Bewäertung iwwert d'Réckstänn vun där Kläranlag matgedeelt, an do huet se vu mëttelméissege Pollutiounsréckstänn geschwat. Och dat ass jiddefalls de Beweis, datt déi Kläranlag, de Moment jiddefalls, wäit ënnert deenen noutwendege Capacitéite fonctionnéiert.

Et ass natierlech ze bedaueren, an ech mengen, dat soll awer och hei éierlech gesot ginn, datt dee Projet awer dach enorm Retarde bei der Ëmsetzung kritt huet. Ech erënneren drun, datt zum Beispill 1991 den deemolegen LSAP-Deputéierte Lucien Lux am Juli eng Question parlementaire un den deemolegen Emweltminister Alex Bodry gestallt huet, wou en da wollt och emol Erklärunge kréien, wéi et da mat der Verbesserung vun der Kläranlag Bleesbréck wär. An deemools ass da gesot ginn - dat ass awer elo net hei polemesch gemengt -, dat wär an der Etüd an dat géif net méi laang daueren, bis datt dee Projet géif definitiv an där Envergure ëmgesat ginn. Bon, entre-temps sinn 22 Joer an d'Land gezunn a mir musse feststellen, datt mer elo endlech op der Zillinn ukomm sinn, datt de Projet och kann da realiséiert ginn.

Et sinn natierlech och eng Rei aner Ursaachen, déi dozou bäigedroen hunn, firwat datt de Projet net esou séier konnt ëmgesat ginn; de Marco Schank ass schonn op deen een oder deen aneren agaangen. Ech wëll net hei nach eng Kéier drop zréckkommen, ob och eng Buvette Ursaach war, firwat datt elo dee Projet retardéiert ginn ass. Ech mengen, dat soll net onbedéngt elo hei thematiséiert ginn. Wat wichteg ass, datt elo endlech emol de Projet dann och hei kann definitiv ëmgesat ginn.

Et muss een natierlech eppes hei besonnesch ënnersträichen: Et gëtt jo ganz vill Leit an eiser Gesellschaft, déi ëmmer eng negativ Approche vis-à-vis vun Europa hunn. Mä loosse mer mol ganz éierlech sinn, wann et Europa net géif ginn, a wann et net déi Gäissel vun Europa géif ginn, da fäerten ech ganz, da wier d'Situatioun vun eise Gewässerleef nach méi schlecht! An och dat soll emol eng Kéier kloer an däitlech hei ënnerstrach ginn.

An et ass awer net onbedéngt och eng gutt Bewäertung fir eist Land, wann Europa op eemol muss d'Gäissel huelen a soen: „Hei, Dir hutt nach do an do Defiziter an da gitt Iech elo emol drun, och dat ëmzesetzen." An an deem Sënn, dat kléngt elo vläicht e bësse kontradiktoresch, mä et muss een och souguer op eng Manéier frou sinn, datt mer veruerteelt gi sinn, datt elo emol eng nei Dynamik kënnt, datt neien Drock kënnt, och wann et ganz, entschëllegt deen Ausdrock hei, e bësse lamentabel ass, datt e Land wéi Lëtzebuerg, wat jo awer nun, naja, net onbedéngt hannen op der Lëscht steet, wann et ëm d'Capacités financières vun den EU-State geet, datt dat muss veruerteelt ginn, fir endlech emol déi noutwendeg Schrëtt ze ënnerhuelen.

A wa mer vun Europa schwätzen, da muss een natierlech besonnesch awer och op déi EU-Waasserrahmen-Richtlinn hiweisen. Dat ass eng ganz wesentlech Richtlinn, déi och Gott sei Dank duerch d'Gesetz jo vun 2008 ëmgesat ginn ass. A virun allem natierlech och, an et ass hei schonn e puermol vu menge Virriedner ugedeit ginn, dat ass dee berühmt-berüchtegten Arrêt vun der Europäescher Cour de justice vum leschten 28. November, nodeems mer jo dann elo definitiv och veruerteelt goufen, wéi gesot, wat net onbedéngt eng Renommée fir eist Land duerstellt.

Dëse Gesetzesprojet gesäit jo, an dat ass jo och e bësse speziell fir Kläranlagen (veuillez lire: fir e Kläranlageprojet), e Projet, Ausgaben iwwert de Wee vun zwee Fonge vir. Engersäits, wat jo normal ass, iwwert de Fonds pour la protection de l'eau. Awer op där anerer Säit dann eben och iwwert den Emweltfong. An och do muss ee sech awer munch Froe stellen, wéi et méiglech awer ass, datt eng Verwaltung, fir d'Ponts & Chaussées hei net mam Numm ze nennen, datt déi dann awer jorelaang einfach esou Saachen deponéiert huet, wuelwëssend, datt dat jo awer géif Problemer mat sech brénge.

Datt mer haut mussen zwou Milliounen zousätzlech investéieren, fir d'Sanéierung vun engem Site virzehuelen, och dat werft Froen op. An ech hoffen awer, datt och esou Saachen an Zukunft der Vergaangenheet wäerten awer ugehéieren.

Ee Volet, deen net hei ugeschnidde ginn ass - ech hat dat zwar och kuerz an der Kommissioun ugeschnidden -, an zwar geet et do ëm Réckstänn vu Medikamenter an eisen Ofwässer. Dat ass e Problem, deen ëmmer méi eng grouss Envergure kritt. An eng lescht Etüd aus Däitschland seet zum Beispill, datt europawäit ka festgehale ginn, datt ronn 3.000 Medikamenteréckstänn an eisen Ofwässer festgestallt gi sinn. Do sti mer also virun enger ganz grousser Erausfuerderung, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, europawäit, weltwäit kann ee soen.

Et ass eng Problematik, déi jo och zu enger genetescher Pollutioun vum Fëschbestand ka bäidroen an och nach aner Problemer wäert mat Sécherheet generéieren. An dowéinst, wéi gesot, ass dat een Aspekt, dee mer awer kënnen an der Klärtechnik, och hei zu Lëtzebuerg, an Zukunft net méi ignoréieren. Et ass also wesentlech, datt mer dat och zur Kenntnis huelen, datt mer kucken, wat entwéckelt sech um internationalen Niveau an der Klärtechnik, fir dann och, wéi gesot, deen Aspekt an Zukunft méi ze considéréieren.

Ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee schonn am Ufank hei steet vun enger neier Legislaturperiod an et schwätzt een iwwer esou ee wichtege Projet, wäert et jo och erlaabt sinn, vläicht e puer Reflexiounen ze maachen iwwert déi nei Gewässerschutzpolitik, déi elo an Ugréff geholl gëtt.

Wat sécher ass, och wann een net onbedéngt elo sech am Detail mat eise Gewässerleef, mat der Qualitéit vun eise Gewässerleef ofgëtt, esou ass et falsch, d'Bild ze verschéineren! Neen, mir hu ganz seriö Problemer nach mat de Gewässer hei zu Lëtzebuerg. Een, deen de Contraire seet, dee seet net d'Wourecht. An dowéinst ass et also wichteg, datt eng nei Dynamik och an d'Gewässerschutzpolitik kënnt. An ech wëll dat nach eng Kéier hei betounen, an déi nei Regierung ass och ze félicitéieren, datt se dee wesentlechen, dee wichtege Schrëtt ënnerholl huet, datt se d'Waasserwirtschaftsamt, wat ni an den Intérieur gehéiert huet, (veuillez lire: datt se d'Waasserwirtschaftsamt an den Ëmweltministère transféréiert huet).

1999, wéi mer et hei kreéiert hunn - a wann ech hei duerch d'Reie kucken, si jo nach eng Rei bekannte Gesiichter hei -, ware mer gréisstendeels natierlech zefridden, datt endlech e Waasserwirtschaftsamt geschafe ginn ass. Mä mir waren awer gläichzäiteg zu enger ganzer Rei och onzefridden, well et net an dee richtege Ministère komm ass. Firwat, dat wësse mer och, mä ech wëll net méi an d'Vergaangenheet wulle goen. Mä déi Leit, déi op dëser Säit sëtzen, wëssen d'Ursaach minimum esou gutt wéi ech. An dofir sinn ech besonnesch frou, an ech félicitéieren nach eng Kéier déi nei Regierung, dass se dee Courage huet.

Et muss een och soen, dozou gehéiert jo awer och e gewëssene Courage. Hei maache mer en Transfert vun enger Verwaltung, déi esou implantéiert war an engem Ministère aus enger Rei vun Ursaachen, déi transféiere mer elo riwwer an en anere Ministère. Dat wäert och net esou vun haut op muer goen, mä et ass e wesentlechen, et ass e wichtege Schrëtt, an ech sinn och iwwerzeegt, datt dat och wäert ouni Zweifel zu enger gewëssener Verbesserung bäidroen.

Wann et mer erlaabt ass, ee kuerzt Beispill ze ginn, an ech huelen dann d'Kolleegin Josée Lorschée hei als Témoin. Mir si jo de Moment an eiser Gemeng amgaang, e ganz wichtege Projet vu Renaturéierung ze maache vun der Uelzecht. A wat musse mer feststellen? Mir sinn elo iwwer zwee Joer amgaang, mir si keng dräi Millimeter weiderkomm, ënner anerem well zwou Verwaltungen zwou kontradiktoresch Approchen hunn. Dat däerf et awer net méi sinn!

An dowéinst hoffen ech och, datt elo duerch déi Zesummeleeung en neien Esprit an der Gewässerschutzpolitik hei zu Lëtzebuerg wäert ouni Zweifel entstoen. An datt mer, wéi gesot, nach grouss Retarden hei hunn, do ass guer keen Zweifel. An ech zitéieren hei zum Beispill aus dem Rapport 2012 - also et ass elo net, datt een hei einfach nëmme selwer Bewäertungen ofgëtt - aus dem Intérieur, wou dann do steet: «Il y a lieu de noter que de nombreuses stations d'épuration reçoivent des charges hydrauliques trop importantes. Ces surcharges sont dues, d'une part, à des équipements épuratoires non adaptés à l'évolution croissante de la population et, d'autre part, à des réseaux de collecte vétustes transportant trop d'eau claire parasite.» Ech mengen, deem ass näischt hinzuzefügen. Dat ass eng wesentlech Autokritik. An ech mengen, och dat soll eis am Fong dozou animéieren, fir eng verstäerkte Gewässerschutzpolitik an d'Wee ze leeden.

De Marco Schank, an dat ass guer net polemesch gemengt, den Här Schank huet natierlech engersäits drop higewisen, wéi vill an deene leschte Joren investéiert ginn ass. Dat ass richteg. Wann een d'Zuelen zwar e bësselche vun enger anerer Säit analyséiert, da gesäit een, datt awer oft d'Kreditter, déi virgesi waren, net an deem Mooss ëmmer benotzt gi sinn. Ech soen dat emol einfach esou faktuell hei. 2010 zum Beispill ware 75,3 Millioune virgesinn, et sinn der 56,5 investéiert ginn. 2011 waren der souguer nach manner investéiert gi wéi déi, déi virgesi waren. Et waren der 86,6 virgesinn, et sinn der 50,4 investéiert ginn. Einfach nëmmen emol esou. Ech mengen, dat si Fakten, wat awer och e bësselchen eppes zréckgëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer schonn iwwer eng effikass Gewässerschutzpolitik schwätzen, da komme mer awer och net derlaanscht e Wuert ze verléieren um Niveau vum Logement. Et ass ganz kloer, datt dës Regierung sech zum Zil gesat huet, wat och richteg ass, datt mer mussen zousätzlech bauen, datt mer méi séier musse bauen. Mä da musse mer awer och deen aneren Aspekt mat considéréieren. Zousätzlech bauen heescht awer och zousätzlecht Ofwaasser klären. An do maachen ech en Appell un, praktesch kann ech bal soen, eis heibannen, et si jo nach ëmmer vill Kommunalpolitiker hei, virun allem un d'Gemengen, datt een an Zukunft, wann en neien, gréissere Lotissement virläit, datt een awer virun allem sech och Gedanke mécht, wat fir eng Konsequenz huet dat fir d'Charge polluante herno, well jo awer déi Kläranlage mussen och deementspriechend déi néideg Capacitéiten opweisen.

Een anere wesentleche Punkt, wa mer vu Gewässerschutz schwätzen, ass natierlech och d'Renaturéierung vun eise Gewässerleef. Och do muss ee feststellen, datt nach ëmmer (veuillez lire: datt nach ëmmer gesënnegt gëtt). An ech kéint och do erëm e Beispill aus menger Géigend soen, et ass zwar méi no bei Diddeleng, mä bon, ech ginn elo net op den Détail hei an, mä do ass och geplangt, eng Baach ze renaturéieren. Wéi mer déi éischt Pläng gesinn hunn, do hu mer eis och munch Froe gestallt. An, Här Statssekretär, ech mengen, Dir sidd jo entre-temps am Bild, wier ech frou, wann och do emol vläicht géif e bësselchen awer eng aner Approche kommen.

Wat ass eng Renaturéierung? Eng Renaturéierung ass net einfach e Gewässerlaf, deen duerch e Rouer gelaf ass, niewendrun an en anere Rouer ze leeën, dee vläicht en hallwe Meter méi breet ass. Well ech mengen, och do läit nach ganz vill Potenzial, fir a sech d'Qualitéit vun eise Gewässer ze verbesseren.

E leschte Punkt nach, an dat geet nach op eng Décisioun vun där leschter Regierung zréck, wou u sech jo nei Parametere festgeluecht gi sinn, inwiefern datt an Zukunft d'Gemenge respektiv d'Gemengesyndikater kënnen op Subventioune vum Stat zréckgräifen. Déi si jo dann zréckgefuer ginn, ënner anerem zum Beispill vun 90% op 75%, wann et sech ëm netprioritär Projeten handelt. Dat ass engersäits ze verstoen, mä anerersäits wëll ech awer drop hiweisen, ech weess net, ob et richteg ass, an der Philosophie weiderzeliewen, datt an Zukunft

exklusiv d'Gemenge respektiv d'Gemengesyndikater sollen d'Kompetenz hunn an der Klärung vun eisen Ofwässer.

Well doduerch kann nämlech en Ongläichgewiicht entstoen, andeems datt mer engersäits de Syndikat X hunn, deen elo déi néideg Investissementer mécht en amont. Mir hunn awer en aval de Syndikat Y, deen awer vläicht net an deem Mooss déi Aarbechte mécht. An dann hu mer am Endeffekt net ganz vill fir de Floss geschafft, esou datt ech awer trotzdeem, net warnen, mä awer trotzdeem wëll drop hiweisen, datt et liicht geféierlech ass, wa mer lues a lues all d'Responsabilitéiten op d'Gemenge respektiv d'Gemengesyndikater ofdrécken.

D'Gewässerklärung ass nach wie vor mat Sécherheet awer och e wesentleche Bestanddeel vun enger staatlecher Aufgab, an dat kann natierlech nëmmen zesumme mat de Gemenge geschéien, respektiv mat de Gemengesyndikater. Mä de Stat kann op kee Fall hei ganz aus senger Verantwortung entlooss ginn.

Wéi gesot, nach eng Kéier, mir als Demokratesch Partei sinn natierlech houfreg, datt dee Projet de loi esou séier op den Ordre du jour komm ass. Dat erlaabt mer awer och dem Rapporteur, dem Henri Kox, Merci ze soen, souwuel fir säi schréftleche wéi och fir säi mëndleche Bericht. Et ass e ganz wichtege Projet, dee mer haut stëmmen, an et ass evident, datt d'DP d'Zoustëmmung dozou gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Graas. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Henri Kox als Rapporteur Merci soen. Ech mengen, de Rapporteur huet de Projet an all senge Facettë ventiléiert an analyséiert. An ech mengen, mir sinn eis heibannen eens, datt et e wichtege Projet ass an datt et héich Zäit ginn ass, datt mer dee Projet kënnen heibanne stëmmen.

An deene leschte Joren hu mer regelméisseg heibanne Projete gestëmmt, wat d'Kläranlagen-, d'Ofwässersanéierung ubelaangt, an ech mengen, déi Projete sinn am Prinzip och, esou wäit ech kann zréckdenken, ëmmer eestëmmeg heibanne gestëmmt ginn, wat och beweist, datt d'Parlament sech global senger Responsabilitéit do bewosst ass.

Et muss een allerdéngs wëssen, datt dat op eng Direktiv zréckgeet vum Joer 1991, also scho méi wéi 20 Joer, wou mer am Fong iwwer Europa, an dat hunn och scho Virriedner hei gesot, am Fong forcéiert gi sinn, Gott sei Dank kann een haut soen, fir eis Ofwässer, fir déi ze klären. An et muss ee sech haut d'Fro stellen, wann ee weess, datt déi Direktiv iwwer 20 Joer al ass, an datt Lëtzebuerg nach huet missen ugesicht ginn, wann och schonn iwwer Joren déi Prozedur leeft, an datt mer souguer hu misse condamnéiert ginn, fir bis an d'lescht Instanz ze reagéieren, da kéint ee sech haut nodréiglech d'Fro stellen: Wéi wäit wiere mer haut an der Klärung vun den Ofwässer, wa mer déi europäesch Direktiv 1991 net kritt hätten? Wann een als Land schonn iwwer 20 Joer brauch, fir eng Direktiv an d'Praxis ëmzesetzen, mat der Drohung vu Strofen, wat wier geschitt, wa mer dat net hätten?

An hei ass ee vun deene Punkten, mengen ech, wou ee muss soen, Gott sei Dank hu mer Europa, dat eis an esou Saache forcéiert, well soss wiere mer sécherlech haut net esou wäit, wéi mer sinn. An et ass am Fong en Aarmutszeugnis fir e Land wéi Lëtzebuerg, wann et och haut de Fall net méi ass, mä wat an deene méi wéi 20 Joer eng grouss Period hat, wou mer quasi am Geld geschwomme sinn, et awer net fäerdegbruecht hunn, fir dat Geld richteg ze investéieren. Mir hunn, op gutt Lëtzebuergesch gesot, vill Blödsinn an deenen 20... An onnëtz Saachen hu mer investéiert, an esou wichteg Saache wéi déi heiten, déi si mat deene verschiddensten Argumenter zréckgesat ginn.

Et ass och dacks gesot ginn, dat géif un de Gemengen oder un de Syndikater leien. Ech géif soen, aus eegener Erfahrung, datt dat net de Fall ass. Mir wësse jo awer, datt d'Gemengen oder d'Syndikater am Prinzip bis elo mat 10% nëmmen un den Investitioune bedeelegt waren, de Stat mat 90%. An déi 10% ware fir déi wéinegst Gemengen oder Syndikater eng Ursaach, fir e Projet net ze bauen. Mä déi meescht Gemengen, déi hu jorelaang drop gewaart, fir de Feu vert ze kréie vum Ministère, fir de Projet ze realiséieren, well de Stat eben zu deem Zäitpunkt net d'Suen hat, fir seng Obligatiounen ze finanzéieren. An et war jo och net méiglech fir Gemengen oder fir Syndikater, fir am Fong 100% ze finanzéieren, an dann hätte se misse jorelaang drop waarden, fir déi 90% zréckzekréien.

Ech hu selwer iwwer Jorzéngten un esou engem Projet an enger Gemeng geschafft. A mir hunn ëmmer nëmmen a genau esou séier, wéi de Stat eis d'Suen zur Verfügung gestallt huet, esou séier hu mer de Projet realiséiert. Et huet ni un de Gemengen oder un de Syndikater geleeën, mä et huet ëmmer un dem Finanzéiere vun deem groussen Deel vun 90% gehaangen, wat vum Stat ass.

Dat heescht, hei hu mer eng Responsabilitéit, déi iwwer 20 Joer um nationalen Niveau louch, wou net déi néideg Kreditter zur Verfügung gestallt gi sinn, fir datt mer d'Land flächendeckend konnte mat deene Kläranlagen ausstatten, wéi dat muss sinn.

An elo hu mer eben en Uerteel kritt, wou Lëtzebuerg condamnéiert ginn ass fir e Forfait vun zwou Milliounen Euro a vun 2.800 Euro den Dag. Dat ass, menger Meenung no, eng Katastroph! Wa mer wëssen, wéi vill Geld datt mer elo als Land mussen hei Dag fir Dag als Strof bezuelen.

An do gëtt net genuch iwwert d'Responsabilitéit diskutéiert, wien duerfir responsabel ass. Wien iwwerhëlt déi politesch Responsabilitéit fir dat Uerteel? An dat sinn am Fong alleguerten déi, déi an där ganzer Zäit an der Responsabilitéit waren! Déi missten elo opstoen a soen: Dat doten ass eis Responsabilitéit, mir iwwerhuelen déi fir dat, wat de Stat elo muss iwwer all déi Méint a Joren als Strof bezuelen.

An ech hätt och an deem Zesummenhang eng Fro un den Här Statssekretär, ob scho gerechent ginn ass, wéi vill datt dat global ausmécht, wat de Lëtzebuerger Stat wäert do misse bezuelen. De Stat wäert jo wëssen, wéini ongeféier se rechnen, mat den Infrastrukture fäerdeg ze sinn, a wéini deen Dag dann ongeféier wier, wou de Lëtzebuerger Stat déi Suen dann net méi muss als Strof bezuelen.

Et gëtt ëmmer diskutéiert bei de Leit dobaussen: Wie bezilt dat dann elo? Ass dat de Stat, deen déi Strof do bezilt? Oder ass et d'Gemeng oder dee Syndikat, deen déi Kläranlag net gebaut huet?

Ech hunn Iech elo grad gesot, datt déi Responsabilitéit an der Vergaangenheet menger Meenung no nach ëmmer - d'Ursaach - beim Stat war. Et kann een natierlech och soen, dee Syndikat oder déi Gemengen hätten och kënnen den néidegen Drock maachen oder e Schrack no vir maachen, da wier de Projet och vläicht realiséiert ginn. Mä ech soen, et ass weder de Stat nach ass et d'Gemeng oder de Syndikat, dee se bezilt. Dee se bezilt, dat sinn d'Steierzueler!

Dat sinn d'Steierzueler, déi mussen déi Strof hei bezuelen, well iwwer Jorzéngten déi zoustänneg Regierung an déi zoustänneg Ministere versot hunn, eng Ofwaasserpolitik ze maachen, déi konform zu eisen europäeschen Engagementer war, déi mer mat der Direktiv vun '91, déi mer '94 ëmgesat hunn, geholl hunn!

Do muss een also soen, déi Strof, déi hei geholl gouf, do gëtt et Käpp mat Nimm drop, déi an deenen 20 Joer responsabel waren. Vill vun deene sinn haut nach heibannen. A wann ech géif soen, déi sollen elo emol alleguer opstoen, déi déi politesch Responsabilitéit iwwert déi Strof hunn, ech sinn iwwerzeegt, Här President, da stinn der genausou vill do, wéi ech. A vu datt ech net déi Responsabilitéit ze droen hunn, ier déi aner opstinn, ginn ech mech setzen.

(Hilarité)

M. le Président.- Domat wäre mer bal um Enn. Mir hunn nach een ageschriwwene Riedner, dat ass den Här Justin Turpel. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu véier Bemierkungen zu deem Projet do ze maachen.

Déi éischt Bemierkung ass déi: Mir stëmme fir dee Projet. Aus där ganz einfacher Ursaach, well dat muss gemaach ginn. Dat ass noutwendeg an dat ass och richteg, datt de Stat sech dorunner bedeelegt. Mir sinn och d'accord, datt déi Bedeelegung 90% fir d'Kläranlag bedréit an 100% fir den Assainissement.

D'zweet Bemierkung: De Vote derfir gëtt awer keng Dispens, fir ze kucken, wat d'Ursaache si vun deem Retard. Dat Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff war een ugekënnegt Uerteel. Ech kéint elo Question-parlementairë vun 2006 an esou weider dozou widderhuelen, mä elo läit et vir: zwou Millioune plus 2.800 Euro den Dag, wat nach eng Kéier ronn eng Millioun d'Joer ausmécht, wou et da wichteg wier, ze wëssen, wéi laang leeft dat.

Mir wëssen och, datt dat Uerteel net nëmme wéinst der Bleesbréck ass. Dat Uerteel ass och wéinst der Stad Lëtzebuerg. Urspréinglech war och Déifferdeng nach mat am Coup. Déifferdeng kënnt just mat eraus, well se soen, se géife sech den 1. Januar 2014 u Péiteng uschléissen.

An et wier wichteg, et muss een och wëssen, datt déi Strof sechs Méint méi laang leeft wéi d'Mise en conformité, wann ech dat richteg verstanen hunn. Do kann de Statssekretär eis driwwer opklären. Et wier wichteg, fir ze wëssen, wéi laang datt déi Strof do leeft.

Ech hunn an där Kommissioun, an där ech Member sinn, d'Ursaache gefrot. Eng Chronologie vun den Ursaachen, wéi et dozou konnt kommen. Ech krut ee Relevé, oder d'Membere vun der Kommissioun hunn ee Relevé kritt, wou dropstoung, wat geschitt ass. Net d'Ursaachen, mä wat wéini gemaach ginn ass. Net, wat net gemaach ginn ass, mä wat gemaach ginn ass. An dee Relevé, dee geet un 2003.

Mir kruten och mëndlech verschidden Erklärungen iwwert d'Schwieregkeet fir festzeleeën, wéi vill Einwohnerwäerter datt et wieren, iwwert d'Schwieregkeet fir erauszefannen, ob Luxlait misst eng eege Kläranlag hunn oder net, déi se finalement elo huet, iwwert d'technesch Schwieregkeeten.

Mä et sinn och Saache gesot ginn, déi net stëmmen, wou mer eis vergewëssere gelooss hunn an der Kommissioun, datt se net stëmmen, wéi déi berühmten Diskussioun iwwert déi Buvette, wat näischt aneschters ass wéi - wann ech dat richteg verstanen hunn - ee Réfectoire fir 60 Aarbechter, déi do schaffen. An ech hoffen, datt déi Aarbechter dee Réfectoire kréien. A wann en elo am Projet net mat dran ass, da misst dat ganz schnell nogeholl ginn.

Mä wat vun 1991 respektiv vu '94, wou mer de Règlement grand-ducal geholl hunn iwwert d'Ëmsetzung vun der 91er Direktiv, bis 2003 geschitt ass, do ass „das große Schweigen". Manifestement ass do net dat geschitt, wat hätt sollen oder wat hätt missen.

De Jean-Marie Halsdorf sot an der Kommissioun, jiddweree wier schold, an hien hätt keng Loscht, fir do méi driwwer ze schwätzen. Ech mengen, et gëtt een Accord an der Kommissioun, ausser mir, fir ze soen: Kommt, mer kucken net, wie schëlleg ass! Ech wéisst awer gären, wéi et dozou komm ass. An ech kann net akzeptéieren (veuillez lire: verhënneren), datt dee Gedächtnisschwund, deen hei virläit, datt dee mech fatal erënnert un ee grousse Prozess, deen de Moment amgaang ass!

Ech krut och versprach, an duerfir féieren ech dat och elo net méi wäit aus, datt an enger vun deenen nächste Kommissioune (veuillez lire: Sitzunge) vun der Ëmweltkommissioun eng Diskussioun géif entstoen iwwert dee Relevé an iwwert d'Ursaachen, déi dozou gefouert hunn.

Ech wëll iwwregens soen, déi nämlecht Diskussioun féiere mer an der Stad, wou de Projet de loi fir de Kollekter ze bauen 2003 déposéiert ginn ass, a wou ech eng Ufro am Gemengerot gemaach hunn, fir och do d'Ursaachen, d'Chronologie vun den Evenementer vun den Ursaachen, firwat datt et do zu Retarde komm ass... Wou et och objektiv Ursaache gëtt, wéi Failliten an esou weider, mä awer net nëmmen. 1991 bis 2003 ass ee laangen Dag, an do bleift munches ze klären!

Drëtt Bemierkung: Et gëtt nach eng Rei wäiss Flecken op der Kaart vun de Kläranlagen, esou wéi se gebraucht ginn. Ech schwätzen elo net vun deenen, déi ënner EU-Recht falen, well se iwwer 10.000 Einwohner wäerte sinn, mä ech schwätze vun deenen, déi drënner sinn. An et brauch een nëmmen de Rapport ze huele vum Ëmweltministère an ze liesen, datt do drënnerfalen: Mondorf, Elweng, Kënzeg, Jonglënster, Tënten, Waldbëlleg an esou weider an esou fort. An och do stellt sech d'Fro: Wéini gëtt dat gemaach?

(Interruption)

An déi lescht Fro, déi ech an der Kommissioun gestallt hunn, wou ech nach keng Äntwert konnt drop kréien, an de Statssekretär och gesot huet, hie kéint de Moment net drop äntwerten - vläicht kréie mer se haut beäntwert -, dat ass d'Fro a Bezuch op d'Gesetz, iwwert d'Waassergesetz vum 19. Dezember 2008, wat de Gestehungspräis ugeet, dee seet, datt d'Taxen, déi gefrot ginn, dee reelle Käschtepunkt mussen decken, «l'ensemble des charges...» an esou weider.

D'Fro ass déi: Sinn dat 100% vun den urspréngleche Käschten, oder sinn et déi 10%, déi bleiwen, wann de Stat seng Subventioun ginn huet? Wann et nämlech 100% sinn, da ginn do erëm eng Kéier d'Bierger an d'Stéit bei d'Lisette gelooss, wéi bei der Strof. Da bezuele se duebel: eng Kéier iwwert d'Steieren an eng Kéier iwwert d'Taxen. Soudass ech hoffen, datt et nëmmen déi 10% sinn. Mä d'Äntwert ass bis elo ausbliwwen, an ech ginn dovunner aus, datt mer déi Äntwert elo kréien.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Turpel. Domat wär d'Diskussioun eriwwer an ech géif dem zoustännege Statssekretär, dem Här Camille Gira, d'Wuert ginn. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Alleréischt wëll ech hei och am Numm vun der Regierung ganz häerzlech Merci soen. Merci dem Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, deen esou gutt an esou detailléiert war, dass ech zum Projet selwer eigentlech net méi allze vill muss soen. Merci awer och fir d'Unanimitéit zu dësem Projet.

Mä Merci awer virun allem, dass déi nei Chamber, kaum dass se zesummegesat war, esou séier dëse Projet zur Ofstëmmung bruecht huet. Ech kann et ëmmer nëmme widderhuelen, Dir kennt d'Situatioun esou gutt ewéi ech: Eng Strof, e Forfait vun zwou Milliounen Euro, déi sinn emol fälleg. An dann, fir dat ze preziséieren, déi 2.800 Euro lafe vum Dag vum Uerteel un, also viru ronn 14 Deeg.

Ech si gefrot gi vum Här Gibéryen, op wat dat Ganzt kann dann erauslafen. Dat ass natierlech elo schwéier ze soen. Dat hänkt elo ganz staark dovun of, wéi séier dass de Projet vun der Stad Lëtzebuerg fäerdeg ass a wéi séier dann duerno de Projet vun der Bleesbréck fäerdeg ass. Wann dat antrëfft, wat déi zwee Maîtres d'ouvrage eis soen, da kënnt Der ongeféier mat nach eng Kéier zwou bis dräi Millioune rechnen.

Et ass och esou, dass déi 2.800 Euro proportionell sinn. Mir ginn dovun aus, dass Beggen/Bouneweg vläicht an der Mëtt vun 2015 konform sinn. An da gëtt während sechs Méint gekuckt, ob déi Kläranlag och déi Wäerter, déi Aflosswäerter respektéiert. A wann dann nodréiglech festgestallt gëtt, dass déi sechs Méint scho konform waren, dann hält dee Moment déi proportionell Strof, déi mat den Einwohnergleichwerter vun där Kläranlag ze dinn huet, op.

Elo muss een awer wëssen, dass dat ronn en Drëttel ass vun den Einwohnergleichwerter an dass déi aner zwee Drëttel Bleesbréck sinn. Also wa Bouneweg éischter fäerdeg ass, da kënnt Der ongeféier 900 bis 1.000 Euro ofrechnen. Déi aner lafe bis zum Schluss, bis d'Bleesbréck fäerdeg ass.

Mir si ganz frou, dass dee Projet elo kann esou séier gestëmmt ginn, well all Dag - all Dag! -, dat hutt Der matkritt, Dir Dammen an Dir Hären, dee mer spueren, dat ass also boer Mënz. Mir wollten heimat och e staarkt Signal un d'Kommissioun op Bréissel schécken, fir ze weisen, dass dës Regierung alles wëllt maachen, fir esou séier wéi méiglech konform ze sinn.

Mir gesinn dat hei awer och als e kloert Signal un de Bedreiwer, den Ofwaassersyndikat, dass elo wierklech keng Ursaach méi do ass, fir net virunzemaachen.

Et ass awer ganz kloer esou, an dat ass hei e puermol gesot ginn, dat hei ass e Finanzéierungsgesetz. Nach bleift de SIDEN de Maître d'ouvrage. Et ass natierlech un hinnen, ze kucken, dass se esou séier wéi méiglech virukommen. Mir wäerte vum Ministère aus alles maachen, fir dass déi néideg Autorisatiounen - wou en Deel schonn do ass, anerer sinn um Lafen; do waren dës Woch nach Gespréicher tëschent dem Ministère an dem SIDEN -, dass dat esou séier wéi méiglech ka virugoen. Mä duerno muss awer de Syndikat selwer alles maachen, fir esou séier wéi méiglech fäerdeg ze ginn.

An dann, wat d'Cour des Comptes ubelaangt, kann ech Iech soen, dass ees wéi ees e Rapport vun der Cour des Comptes iwwer sechs vergaange Kläranlagen ënnerwee ass. Ech hunn deen nach net gesinn. Ech hu mer just vum Ministère soe gelooss, dass deen do ass.

An dat wier och vläicht e gudde Moment, Här Turpel, dass mer dann net nëmme géifen iwwert déi eng oder déi aner Kläranlag schwätzen, mä wann de Rapport vun der Cour des Comptes wierklech do ass an dee kontradiktoreschen Hin an Hier tëschent de Ministèrë fäerdeg ass, géif ech proposéieren, dass mer dann nach eng Kéier an der Emweltkommissioun generell iwwert déi ganz Problematik schwätzen, firwat et ëmmer erëm an deem Beräich zu Retarde kënnt.

An da kann ee jo och spezifesch iwwert déi zwou Kläranlagen, déi Dir spezifesch opgeworf hutt, kann een da gären och nach méi an den Detail goen. Ech kennen awer, wéi gesot, deen Inhalt nach net. Wann déi Prozedur ofgelaf ass, da wäerte mer eis eng Kéier bei Iech mellen.

Mä, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet jo net nëmmen ëm d'Suen! Et ass elo schrecklech vill iwwert d'Sue geschwat ginn, déi mer musse bezuelen. Ech wier frou gewiescht, wa mer grad esou vill iwwert den Emweltschued, deen hannert deene Sue steet, géife schwätzen.

Well Bréissel veruerteelt eis jo net, well et hinnen op eemol agefall ass '91, et misst ee Kläranlage bauen. Mä mir gi veruerteelt, well mer d'Kläranlagen net konform hunn, well mer d'Flëss an engem katastrophalen Zoustand loossen! An ech mengen, dat ass eigentlech nach vill méi schlëmm, wéi déi Suen, déi mer mussen op Bréissel bezuelen.

Ech kéint elo hei probéieren, e laangen Exkurs ze maachen, wéisou mer 22 Joer no der Kläranlagendirektiv nach ëmmer net konform sinn. Dat géif meng Zäit sprengen. Ech mengen awer och, och bei aller Pertinenz, eng gewësse Vergaangenheetsbewältegung ze maachen. Mir wëllen awer als nei Regierung an deem Dossier hei virun allem no vir kucken. Dat ass elo dat, wat fir eis zielt.

Dir erlaabt mer awer trotzdeem, eng Rei allgemeng Bemierkungen zu den Ursaache vun dëser bedauerlecher Situatioun ze maachen. An ech géif ganz gäre vläicht bei där enger oder anerer Ursaach e Verglach maache mat engem anere Beräich aus der Ëmweltpolitik, deen ech speziell gutt kennen, mä vill vun Iech och, dat ass d'Offallpolitik.

Dir hutt nach ni héieren, dass mer an der Offallpolitik e Problem hate mat der Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven! Jo, ganz oft kënne mer als Lëtzebuerg souguer soen: „Mä do si mer scho ganz gutt!"

Dir hutt vläicht matkritt, dass déi nei Ëmweltministesch fir d'Éischt op Bréissel war, an do war déi Direktiv ënnerwee mat de Plastikstuten, fir déi vläicht ze reduzéieren an Europa. Du konnt se ganz houfreg sinn - dat ass elo net hire Mérite an net där neier Regierung hire Mérite gewiescht, mä deene vu virdrun - a soen: „Mä dat, wat Dir hei wëllt maachen, dat ass zu Lëtzebuerg längst de Fall. Mir hu praktesch d'Plastikstuten an de klengen a groussen Épicerien ëm 90% reduzéiert."

Ech ginn Iech aus mengen Aen, aus menger Analys e puer Ursaachen, firwat mer an déi bedauerlech Situatioun komm sinn:

Déi éischt ass, dass déi jeeweileg Regierungen, wéi déi Direktiv komm ass, net derfir gesuergt hunn, dass déi néideg Strukturen en place gesat gi sinn. Et ass hei gesot ginn: „Dat si Milliarden Ausgaben, esou Kläranlagen, Kollekteren! An de Gros vun deene Gemenge sinn iwwerfuerdert." An et huet éischtens éiweg gedauert, bis déi Syndikater en place waren. A souguer haut, an dat ass och schonn erwähnt ginn, gëtt et nach ëmmer wäiss Flecken op der Landkaart!

Wann ech do den Offallberäich huelen, 1981, wou déi éischt Direktiv komm ass vu Bréissel, war den deemolegen, e war nach net Ëmweltminister, mä de Précurseur am Ëmweltberäich, de Josy Barthel, ass higaangen an huet direkt Drock op d'Gemenge gemaach. En huet gesot: „Dir musst elo all Är Tippen zoumaachen. A wann Dir net an e puer Joer an engem Offallsyndikat sidd, da kritt Der eng ganz Rei Subsiden net méi gemaach!" Ech mengen, dat war méi eng wäitsiichteg an och méi eng contraignant Politik.

Zweetens, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hu mer déi richteg Präisser net verrechent am Ofwaasserberäich. Et huet bis 2008 gedauert, bis an deem Land hei, wou d'Nopeschlänner scho längst käschtendeckend Präisser am Waasser, am Ofwaasserberäich haten, bis iwwerhaapt iwwer käschtendeckend Präisser geschwat ginn ass! A well dat Waasser an dat Ofwaasser jo och näischt kascht huet, oder mer hu gemengt, et géif näischt kaschten, war et keen Thema bei de Gemengen a bei de Gemengesyndikater.

An op där anerer Säit war et och schwiereg, an de Gast Gibéryen huet dat gesot, besonnesch fir kleng Gemengen, iwwerhaapt esou Projeten unzegoen. Well souguer déi 10%, déi d'Gemengen hu misse bréngen, hu se, well mer keng käschtendeckend Ofwaassertaxen haten, praktesch alles „en apport en capital" misse bréngen aus hirem normale Budget, wat déi meescht dann och iwwerfuerdert huet.

Och do kann ech awer vergläiche mam Offallberäich. Do gëtt et schonn, zumindest an eenzelne Syndikater, zënter den 90er Jore käschtendeckend Präisser fir déi grouss. An domadder sinn déi grouss Infrastrukture finanzéiert ginn.

Ech kann Iech e Beispill aus mengem fréiere Liewen als President vum SIDEC hei zitéieren: Déi ganz Deponie, déi ganz Infrastrukture fir 55 Gemengen, do si 40 Milliounen Euro investéiert ginn. Wësst Der, dass do net eng Gemeng een Euro „apport en capital" huet misse bréngen? Firwat? Mä well mer zënter den 90er Jore käschtendeckend Taxe gefrot hunn, domadder Reserven ugeluecht hunn an domadder och konnten déi néideg Infrastrukture finanzéieren, fir konform ze sinn zu deene jeeweilegen EU-Direktiven, déi komm sinn!

Dat kléngt dann heiansdo am Ufank, wéi wann dat méi deier wier fir d'Bierger an d'Biergerinnen. Haut gesi mer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass dat hei vill méi deier gëtt an dass mer hei onnëtz Geld op Bréissel mussen iwwerweisen.

Drëtt Ursaach: Mir hunn de Pollueur-payeur net seriö ugewannt. An ech bedaueren, dass bei der Loi-cadre 2008 eng politesch Décisioun geholl ginn ass, d'Taxes de rejet, déi d'Gemengen un de Stat mussen offéieren, fir all Gemeng d'selwecht ze maachen, wat eigentlech pervers ass. Dat heescht, déi Gemengen, déi keng Kläranlagen hunn, hu vill manner Fraisen, brauchen awer net méi eng héich Taxe de rejet un de Stat ofzeféieren. Et ass eigentlech paradox.

Dat huet deemools bei där Majoritéit kee Konsens fonnt. Ech fannen dat net gutt, well domat huet d'Regierung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sech praktesch all Drockmëttel geholl, fir par rapport zu de Gemengen an de Gemengesyndikater Drock auszeüben.

Véiertens, an dat ass scho gesot ginn, ech stinn och dozou, hunn och zu deene gehéiert, déi dat deemools scho prophezeit hunn, dass et e Feeler war, d'Waasser an d'Kompetenz vum Innenministère ze setzen. Dat huet emol näischt mat deene jeeweilege Persounen ze dinn, déi do an deem Ministère waren, mä dat war strukturell ganz einfach e Feeler.

A fënneftens an net déi lescht Ursaach, ass en typescht Beispill, wéi an der Vergaangenheet d'Récksäit vun der Wuesstumsmedail net considéréiert ginn ass. Wann een all Joers Dausenden Aarbechtsplaze schaaft a wann all Joers Dausenden nei Leit op Lëtzebuerg kommen, dann däerf ee sech net nëmme freeën iwwert déi zousätzlech Steiere fir de Stat, déi supplémentaire Cotisatioune fir d'Kranken- a Pensiounskeesen, neen, da muss een och Crèchë bauen, Schoule plangen a Kläranlagen eventuell vergréisseren!

An, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Regierung huet sech fest virgeholl, an dësem Kontext eng Rei Saachen ze verbesseren. De Koalitiounsprogramm ass schonn ugeschwat ginn. Mir hu ganz kloer an och unanime décidéiert, d'Waasser erëm dohin ze bréngen, wou et higehéiert, nämlech an den Ëmweltministère. An ech kann den Här Graas berouegen: Net méi spéit wéi d'lescht Woch, wéi déi eenzel Direktioune vun de Verwaltunge bei eis komm sinn op de Kierchbierg, hu mer de Problem ugeschwat, fir ze soen, et kann elo net sinn, dass dräi verschidden Acteure bei d'Gemenge ginn an ënnerschiddlech Konzepter hunn, fir Baachen a Flëss ze renaturéieren.

Do ass eng Kéier d'Natur- a Bëschverwaltung; do ass awer och eng Kéier d'Waasserverwaltung an heiansdo sinn dann och nach d'SICONAen, déi bei d'Gemenge ginn, an deemno wéi sinn do dräi verschidde Konzepter. Si hunn e kloren Optrag kritt, prioritär derfir ze suergen, dass deemnächst eng kloer Vue ass, wat eng Renaturéierung vun enger Baach bedeit. An dat soll och esou séier wéi méiglech koordinéiert ginn, dass esou ënnerschiddlech Approchen net méi virkommen.

Zweetens, wat mer wëllen ënneren: Mir wëllen, dat hutt Der matkritt am Koalitiounsaccord, e generellen Nohaltegkeetscheck aféiere bei gréissere Projete vun der Regierung, fir dass eben och d'Récksäit vun der Medail vun eenzelne Projete gekuckt gëtt, an net nëmme gekuckt gëtt, wat vu Steieren a Cotisatiounen erakënnt, mä wat dann och eventuell negativ Effeten op d'Ëmwelt an aner Beräicher am Statsbudget sinn.

Drëttens wëlle mer derfir suergen, an ech freeë mech all Dag, wann ech d'Rapporte vun de Gemenge liesen, dass awer lues a lues erkannt gëtt, dass et éischtens méiglech ass, dass et kee Biergerkrich an enger Gemeng gëtt, wann ee käschtendeckend Taxen aféiert, an dass zweetens genau domadder déi Suen an de Gemengebudget fléissen, fir dann och déi Dépensë fir Kollekteren a Kläranlagen ze maachen. An dofir wäerte mir och derfir suergen, dass den harmoniséierte Waasserpräis, mengen ech, dee korrekt ass, net méi héich ass wéi siwen Euro fir d'ganzt Land. Do ass jo schonn deene ländleche Raim Rücksicht gedroe ginn, mengen ech, an do wëlle mer och derfir suergen, dass dee lues a lues iwwerall agefouert gëtt.

A véiertens, an domat kann ech och op e puer Froen äntwerten: Et steet och am Koalitiounsaccord, dass mer eng Diskussioun als Regierung wëlle féiere mat de Gemengesyndikater, fir da genee och emol eng Kéier d'Kompetenzen tëschent dem Ministère, tëschent der Waasserverwaltung an de Syndikater ze féieren. Mir mussen évitéieren, an Zäite vu knappe Keesen, dass mer do double emploi maachen. An an deem Kontext wäerte mer och da mat deene Gemenge schwätzen, déi elo nach als wäisse Fleck op där Ofwaasserkaart sinn. An ech hoffen, dass mer och do eng Entente fannen, fir dass déi och an deen een oder deen aneren Ofwaassersyndikat wäerte goen.

A fënneftens: Wa mer net vun der Plaz kéimen, dann, mengen ech, misst een och kënnen nodenken, ob een déi Taxe de rejet, déi un de Verschmotzungsgrad de Moment net gebonnen ass, ob een net esou wäit sollt higoen an d'Gesetz erëm änneren an derfir suergen, dass, wa Gemenge wierklech do wären, wou manifestement Blocagë wären, dass een do géif higoen a wierklech erëm d'Welt op d'Féiss stellen an dass déijéineg méi eng héich Taxe de rejet misste bezuelen, wéi déi, déi hir Hausaufgabe gemaach hunn an deenen hir Kläranlage konform sinn.

Domat, Här President, menge mer am Beräich Ofwaassergestioun endlech zu definitiven an nohaltege Léisungen ze kommen.

Mä mengt awer net, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat wiere mer am Waasserberäich iwwert de Bierg! Nach laang net! Ech wëll lech soen, dass bei enger zweeter Direktiv, déi och vun ´91 ass, nämlech déi iwwert d'Nitrater, eng zweet Saisine ass vun der Kommissioun. A mer riskéieren och do veruerteelt ze ginn! An dofir hu mer och do elo alles an d'Wee geleet, an net méi spéit wéi muer de Moien ass e Règlement grand-ducal oder en Avant-projet de règlement grand-ducal am Regierungsrot. An ech hoffen, dass domadder endlech d'Kommissioun Rou gëtt, well soss blitt eis, an deem Kontext, datselwecht!

An och bei der Waasserdirektiv huet eng vun den Ursaachen dofir, dass nëmme 7% vun de Baachen a Flëss, de Moment, an engem gudden Zoustand sinn, och mat den Nitrater, mat der Auswäschung vun der Landwirtschaft ze dinn. An deen neie Landwirtschaftsminister a mir als Ëmweltministère wäerten alles drusetzen, an deem do Beräich op jidde Fall, dass eisen Nokommen net deeselwechte Misär blitt an do vläicht nach méi massiv Strofe misste bezuelt ginn.

Op jidde Fall, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci villmools fir Är Diligence. A mir si frou, dass mer, wann dat Gesetz hei unanime gestëmmt gëtt, scho muer kënnen de Communiqué op Bréissel schécken, fir ze soen, dass mer alles wäerten drusetzen, fir, no 22 Joer, esou séier wéi méiglech mat där Direktiv do konform ze sinn.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Statssekretär Camille Gira. Ech hunn nach eng Wuertmeldung.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Parole après ministre. Kann ech…

M. le Président.- Jo.

M. Justin Turpel *(déi Lénk)*.- Kann ech eng Prezisioun kréien zu der Fro vum Amortissement respektiv zum Käschtendeckungspräis, wat d'Subventiounen ugeet, ob se do mat dra sinn oder net?

Merci.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Also, ech kann Iech keng Äntwert ginn op déi Problematik vum Amortissement. Do si scho mam Virgänger, am Intérieur, Diskussioune gelaf mat den Ofwaassersyndikater. Gitt eis eng Chance. Mir sinn, mengen ech, elo aacht oder zéng Deeg do. Dee Problem wäerte mer ugoen. An ech hoffen, dass, wa mer eng Kéier iwwert dee Rapport vun der Cour des Comptes schwätzen, dass mer do scho weider sinn an Iech konkret Äntwerte kënne ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mer ginn zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6580 iwwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6580 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6580 ass unanime mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Émile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen) et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Nächste Punkt vum Ordre du jour ass d'Diskussioun vum Projet de loi 6594, eng Ofännerung vum Code du Travail. Den Här Georges Engel ass Rapporteur. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

7. 6594 - Projet de loi portant modification

1. de l'article L. 122-10 du Code du Travail;

2. de l'article 1er de la loi modifiée du 3 août 2010

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;

2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;

3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant:

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;

3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Merci der Kommissioun fir d'Versteesdemech fir dat séiert Aberuffe vun enger Sitzung an och, datt se mech Rapporteur gemaach huet vun deem Projet de loi, deen de Minister Nicolas Schmit den 19. Juli 2013 déposéiert huet. Et leien Avise vir vun der Chambre des Salariés, vun der Chambre de Commerce, vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics an natierlech och vum Statsrot. De Projet de loi gouf duerch en Amendement gouvernemental eng zweete Kéier vum Statsrot aviséiert.

D'Gesetz, iwwert dat mer haut ofstëmmen, huet eng gewëssen Urgence, well mer soss ab dem 1. Januar an e Vide juridique kéinte falen. Et besteet aus zwee Voleten.

Deen éischte Volet handelt ëm den Artikel L. 122-10 vum Code du Travail. Dee soll dem Avis motivé vun der Europäescher Kommissioun Rechnung droen, laut deem Lëtzebuerg d'Direktiv 1999/70 net vollstänneg ëmgesat huet.

An deem Sënn gëtt een Abschnitt bäigesat. Dëse féiert eng Obligation d'information vun alle Salariéen an, déi e befristeten Aarbechtskontrakt - also en CDD - hunn, am Fall wou de Betrib e Poste mat engem onbefristete Kontrakt géif fräimaachen oder dee géif fräiginn.

De Statsrot ass ausserdeem der Meenung, datt Lëtzebuerg déiselwecht Direktiv nëmmen zum Deel ëmgesat huet, well et hei keng anstänneg Protektioun vun de Salariéë géigeniwwer ze heefegen Erneierunge vun CDDe gëtt.

Et geet hei haaptsächlech ëm d'Professeren an d'Chercheure vun der Uni an déi Leit, déi am Beräich vun dem Art du spectacle schaffen. D'parlamentaresch Kommissioun weist hei op eng Prise de position vun der leschter Regierung hin, déi dës un d'EU-Kommissioun adresséiert hat. Do stoung dran, dass eng abusiv an heefeg Uwendung vun den CDDen fir Enseignants et Chercheurs an der Uni ausgeschloss wier, well se just en CDD mat enger Maximaldauer vu 60 Méint kënne kréien. Do sinn d'Verlängerungen dann inclus. Dëst entsprécht iwwregens och dem Wonsch vu ville Chercheuren, wou et Usus u sech ass, datt si sech just fir eng bestëmmten an zäitlech begrenzten Zäit an enger Uni engagéieren.

Wat d'Intermittents du spectacle ugeet, sou huet d'Regierung drop higewisen, datt et am Secteur duerch d'Natur vum Beruff dozou gehéiert, en CDD ze kréien, well d'Engagementer bal ëmmer temporärer Natur sinn. Ausserdeem sinn am Gesetz iwwert de Statut vum Artist, deem neie Gesetz, eng Rei vu Mesures sociales virgesinn, notamment, dass se méi séier Zougang zum Chômage kréichen.

Deen zweete Volet vun deem virleiende Gesetzestext betrëfft d'Verlängerung vu verschiddenen temporäre Moossnamen am Aarbechtsrecht. Dës sollen Enn Dezember dëst Joer auslafen a ginn duerch deen heite virleiende Gesetzestext bis den 31. Dezember 2015 verlängert. Et handelt sech ëm Dispositiounen zu der Indemnisation du chômage complet an der Indemnisatioun vum Chômage partiel.

Dës Moossname sinn an der Kris agefouert ginn am Gesetz vum 17. Februar 2009 an haten als kloer Zilsetzung, d'Beschäftegung ze erhalen an d'Betriber ze ënnerstëtzen. An d'Zréckgräifen op d'Kuerzaarbecht huet sech hei als e ganz effikasse Moyen erwisen, fir Massenentloossungen ze verhënneren an och weider op forméiert Personal kënnen ze zielen.

Dës temporär Moossname sollen auslafen, soubal d'Wirtschaft nees unzitt, mä si hunn iwwert déi lescht Joren awer nach missen e puermol verlängert ginn. Och wann déi lescht Previsioune vum Statec no enger Croissance vun zirka 2,7% am Joer fir 2014 ausgesinn, sou gëllt et awer hei virsiichteg ze sinn, well Enn November hunn nach 41 Betriber eng Demande op Kuerzaarbecht gestallt, wat weist, datt verschidde Betriber nach ëmmer Schwieregkeeten hunn.

Well d'Wirtschaft nach net esou richteg dréit, sollen dës Krisemoossnamen hei nach eemol ëm zwee Joer verlängert ginn, bis den 31. Dezember 2015.

Hei gouf et och eng Partie Kritike wéinst dëse Verlängerungen. De Statsrot huet Bedenken, wat eng weider Verlängerung vun deene Moossnamen ugeet, ausgedréckt. En huet virgeschloen, d'Dispositioun direkt vum Code du Travail ze änneren, quitte datt een dann am Fall, wou d'Wirtschaft erëm unzitt, op déi viregt méi restriktiv Mesuren zréckkomme soll.

Do muss een ënnersträichen, datt d'Commission du Travail et de l'Emploi d'Regierung scho gefrot hat, am Gesetz vum 31. Juli 2012 eng aner Léisung amplaz déi konstant Verlängerungen ze fannen an och eng Analys vun de Käschten a vun der Effikassitéit vun dëse Moossnamen ze maachen. Déi politesch Revirementer awer vun deene leschte Méint hunn dës Analys net méiglech gemaach, an esou huet eng séier Léisung misse fonnt ginn. Fir elo eben e Vide juridique ze verhënneren, ass also ausgemaach ginn, eng allerlescht, eng ultime Verlängerung zu deene Moossnamen ze maachen.

Hei ass e Gesetz, wat am Intérêt vun de Leit awierkt, déi an engem Betrib schaffen, deen duerch déi wirtschaftlech Situatioun hei am Land Schwieregkeeten huet. Et wierkt géint Massenentloossungen an erlaabt et och weiderhin, op gutt forméiert Personal zréckzegräifen.

An der Kommissioun war eng breet Majoritéit fir dëse Projet de loi, et gouf eng Abstentioun.

Haut ass och nach eng Dépêche erausgaangen un de President vum Conseil d'État. Ech wollt Iech dat dofir och soen, dass et an deem Text eng Erreur matérielle gëtt, déi sech vun Ufank un an den Text geschlach hat, déi weder der Kommissioun nach dem Statsrot opgefall war, a wou dann am Artikel 3 en „Éischtens" gefeelt huet. Et ass en „Zweetens" dran an den „Éischtens" huet awer gefeelt. An ech wollt Iech dat richtegkeetshallwer dann och matdeelen. Mä et ännert näischt un der Essenz vun dësem Gesetz.

Ech ginn domadder den Accord vun der sozialistescher Fraktioun, bieden Iech, dat Gesetz hei matzestëmmen, a soen Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn hei e Modell 1 ausgewielt. Ech wäert dann also als CSV-Vertrieder 33 Minutten hunn, fir kënnen elo zu deem Projet hei ze schwätzen, brauch déi awer net, well et éischtens nach e Projet ass, dee mer am Joer virdrun als Regierung erabruecht hunn. Mir stinn och zu deem Projet, well e wichteg Mesurë beinhalt, fir ebe kënne grad a schwéiere wirtschaftlechen Zäiten den Aarbechter méi Rechter ze ginn an hinnen, de Betriber, méi Sécherheet och ze ginn. Datt mer also kënne géint de Chômage hei kämpfen.

Zweetens och, well et e grousse Konsens gëtt an der Kommissioun fir deen heite Projet, dass mer also eis eens sinn, datt e wichteg ass. An drëttens, well de Rapporteur, de Georges Engel, och elo schonn alles in extenso hei beschriwwen huet, ëm wat et hei geet, an ech em villmools Merci soen och fir dee Rapport, deen e gemaach huet, souwuel dee schréftleche wéi dee mëndlechen.

Deen eenzege Bémol, an dat huet de Georges Engel jo och bruecht, ass dee vum Statsrot, deen ebe gesot huet, datt et effektiv net gutt ass, ëmmer erëm mat temporäre Mesuren ze kommen, aus engem juristesche Grond, well eben eng gewësse Sécurité juridique domadder net ginn ass. Mä op där anerer Säit versteet een awer och, firwat dat gemaach ginn ass vun der Regierung. Well et drëms geet, ebe fir elo an onsécheren Zäiten de Betriber d'Méiglechkeet ze ginn, awer kënnen hir Leit ze halen an net ze entloossen.

Bon, mir waren eis an der Kommissioun eens, datt mer géifen eben elo nach eng Kéier dat akzeptéieren, a mir gi mat op de Wee, déi nei Regierung och ze encouragéieren, ze kucken, ob et dann do eng Méiglechkeet gëtt, fir an Zukunft vläicht e bësse méi dann eng Mesure ze fannen, déi méi Rechtssécherheet verschaaft. Also dat ass deen eenzege Wonsch, dee mer da géife mat op de Wee ginn. Fir soss soen ech dann den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem heite Projet.

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes. Nächst Riednerin ass d'Joëlle Elvinger vun der DP. Madame Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass scho bal eng Traditioun, eng dach éischter bedauerlech Traditioun, dass mir zënter 2009 regelméisseg Joer fir Joer de Code du Travail ëmänneren, fir zäitlech begrenzte Mesurë géint de Chômage ze verlängeren oder auszedehne respektiv nei Mesuren ze schafen. Et ass alles aneschters wéi eng flott Traditioun, well et sech ëm Mesuren handelt, déi versichen, d'Effete vun der Kris ofzefiederen, déi eist Land nach ëmmer am Grëff huet.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et selbstverständlech, dass mir nach eemol Moossnamen, déi dozou bäidroe sollen, de Betriber, déi a Branchë schaffen, déi vun der Kris zolidd gerëselt goufen a vum Chômage partiel betraff sinn, finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen, zoustëmmen. Dofir si mir bereet, nach eemol der Verlängerung vun dëse Krisemoossnamen zouzestëmmen. Domat konnten an der Vergaangenheet a kënnen och an Zukunft Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg erhale ginn.

Dat Gesetz, dat mir haut stëmme wäerten, verlängert jo fir zwee Joer, wéi ech schonns gesot hunn, ënner anerem eng ganz Partie Mesuren, déi schonn an de Joren 2009, 2010, 2011 an 2012 gestëmmt gi waren. Ech wëll elo net nach eng Kéier op all déi eenzel Mesuren agoen, well dat gouf an der Vergaangenheet scho genuch gemaach. Ausserdeem huet dat de Rapporteur Georges Engel och schonn a sengem exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport gemaach, fir dee mir him villmools Merci soen.

Ech wëll awer och drop hiweisen, dass dës Mesuren eppes kaschten! An der Fiche financière, déi mam Projet de loi déposéiert ginn ass, ass vun 28,5 Milliounе Rieds fir d'Joer 2012 a vun 30 Milliounе fir d'Joer 2013. Den Erhalt vun Aarbechtsplazen ass net zum Nulltarif ze kréien. Op dësem Wee sinn d'Suen awer besser investéiert, wéi an all Mesures pour l'emploi.

Här President, wat eis als Demokratesch Partei awer gradesou wichteg ass, ass, datt all Hiewelen a Bewegung gesat ginn, fir d'Demandeurs d'emploi a Brout an an Aarbecht ze bréngen. Dofir si mir frou, dass d'Regierung gewëllt ass, d'Reform vun der ADEM virunzefëieren. Mir si frou, dass d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet eng politesch Prioritéit bleift. Well hannert deene plakegen Zuele verstoppt sech all Kéiers e perséinlecht Drama, e perséinlecht Schicksal, an dat souwuel fir den eenzelne Betraffene wéi a ville Fäll och fir seng ganz Famill.

Ganz speziell läit eis de Jugendchômage um Häerz. D'Jugendaarbechtslosegkeet ass a muss de Schwéierpunkt vun eiser Beschäftegungspolitik bleiwen. Och wa mer hei zu Lëtzebuerg keng Explosioun wéi a verschiddene südeuropäesche Länner vun dësem Phenomeen hunn, sou ass et wichteg, d'Grënn vum Jugendchômage genau ënnert d'Lupp ze huelen an effikass ze bekämpfen.

Näischt ass méi schlëmm fir eng Gesellschaft, wéi wann hir jonk Leit keng Aarbecht fannen. Do geet d'Selbstwäertgefill vun enger ganzer Generatioun verluer, an dat biergt soziale Sprengstoff an Ongerechtegkeeten, déi mir net einfach esou dierfen hinhuelen. Mir kënnen, jo mir däerfe keng verluere Generatioun erlaben!

Wa mir de Problem vum Jugendchômage effektiv wëllen ugoen, musse mer en un der Wuerzel upaken. Un der Wuerzel heescht an der Schoul! Also an enger besserer Ausbildung a Bildung fir eis Jonk. Hei hapert et awer virun allem an der Beruffsausbildung, wou de Moment nach villes schif- a falschleeft! Hei gëllt et, séier ze handelen. A mir ware frou, ze héieren am Statsminister senger Deklaratioun, dass d'Beruffsausbildung eng vun deene grousse bildungspolitesche Prioritéite vun där neier Regierung soll duerstellen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Elvinger. D'Wuert huet sech gefrot d'Madame Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Jo, just zwee Wierder, fir dem Rapporteur Merci ze soen a fir ze soen, datt déi gréng Fraktioun dëse Projet wäert stëmmen, mat enger Remarque.

Mir hunn effektiv och all déi aner Joren ëmmer bemängelt, datt dat Mesurë sinn, déi vu Joer zu Joer ëmmer weider matgeholl gi sinn. Elo hu mer effektiv zwee Joer Zäit, fir dat ze maachen, wat mer eis och virgeholl hunn, nämlech déi eenzel Mesuren ze evaluéieren, dat ze halen, wat gutt ass, dat ze stabiliséieren, wat gutt ass, dat ze adaptéieren, wat adaptatiounsnoutwendeg ass, an déi Mesuren, déi mer vläicht - Gott sei Dank! - dann net méi géife brauchen oder déi vläicht net an der Evaluatioun esou gutt ofgeschnidden hunn, déi da vläicht éischter net méi weiderzefëieren.

Soudatt dat hei elo wierklech e Projet ass mat senger temporärer Adaptatioun, déi eis Zäit léisst, fir dat ze maachen, wat mer ons oder wat d'Regierung sech am Regierungsprogramm virgeholl huet.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Leschte Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dee Projet de loi hei gesäit jo bekanntlecherweis dräi Mesurë vir. Zwou sinn eng Fortsetzung vun de Krisemoossnamen, déi Enn vun dësem Joer ausgelaf wieren; fir weider zwee Joer gi se fortgesat. Dat betrëfft éischtens de Chômage partiel, dat heescht, d'Indemnisatioun vun de Salariéen, déi an esou engem Chômage partiel sinn, wou, wéi et am urspréngleche Text war, déi éischt 16 Stonne vum Chômage partiel zu Laaschte vun de Patrone gaange sinn, wou awer 2009 beschloss ginn ass, an dat gëtt elo prorogéiert bis 2015, dass se zu 100% vum Stat iwwerholl ginn.

Eng weider Moossnam ass, dass keng Subventiounen ausbezuelt solle ginn - esou gesäit den Text et vir vum Gesetz urspréngleche rweis -, wann Aarbechtszäitreduktioune virleien, déi méi wéi 50% ausmaachen. Och do ass eng Derogatioun geschafe ginn am Intérêt vun deene Betriber, déi déi Aarbechtszäitreduktioune virhuelen. Bis elo war et vun 2009 un, leeft elo weider bis 2015.

An dann eng zweet Mesure, dat betrëfft d'Chômage-Indemnitéite fir d'Leit also, déi am Chômage sinn, wou eng Senkung vu Plaffongen urspréngleche virgesi war, déi awer elo, wéinst der Krisesituatioun, solle bleiwen.

Déi drëtt Moossnam ass eng Äntwert op eng Mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun wéinst der Netëmsetzung vun engem Deel vum Accord vun den europäesche Sozialpartner iwwert d'Deelzäitaarbecht. An déi Ëmsetzung, déi elo endlech geschitt, mécht et da méiglech, dass an de Betriber d'Leit, déi en CDD hunn, iwwerhaapt emol informéiert ginn, wann eng Plaz an engem CDI opgeet.

An am Fong geholl gëtt domat de Prinzip aus dem Code du Travail bestätegt, dass den CDD eng Ausnahm ass par rapport zum CDI. Dat ass deen allgemenge Prinzip, deen domadder endlech och iwwer esou eng Mesure, déi natierlech net ganz wäitgehend wäert sinn, well et nëmmen eng einfach Informatiounsflicht natierlech ass, hei ëmgesat gëtt.

Wat d'Krisemoossnamen ugeet, sou hu mir eis ëmmer bei deenen enthalen, aus enger ganz einfacher Ursaach: Éischtens kënne mer net dergéint sinn, well et betrëfft d'Salariéen, déi dovunner profitéieren. Déi kréie Chômagegeld bezuelt, déi kréien och Geld bezuelt, wann hire Betrib am Chômage technique ass.

Zweetens muss een awer och wëssen, dass d'Fro vun der Verantwortung vun de Patronen an esou Fäll gestallt bleift. Zum Beispill iwwert de Wee vun engem Krisefong, dee kéint vun der Gesamtheet vun de Patronen ugeluecht ginn, fir wann esou Situatioune sech bei engem Deel vun de Betriber stellen.

Oder zum Beispill doduerch, dass d'Cotisatioun fir de Fonds pour l'Emploi, déi jo virun enger Rei vu Joren op null gesat ginn ass, erëm agefouert gëtt an also do och d'Patronat géif responsabiliséiert gi fir de Chômage.

Et ass einfach, ëmmer zréckzegräifen op de Stat, an da gläichzäiteg ëmmer ze soen, et missten ze vill Steiere bezuelt ginn an d'Steiere missten erofgesat ginn!

Mir si mat der Ëmsetzung vun der Direktiv hei d'accord; déi Moossnamen, déi ech elo just genannt hunn.

Wat d'Uni Lëtzebuerg awer ugeet a wat d'Recherche ugeet, do deelen ech allerdéngs net dem Rapporteur seng Meenung. Ech bleiwen do der Meenung, dass d'CDDe bei der Universitéit an och an de Centres de recherche, och well se gebonne sinn u begrenzte Finanzéie-

rungsmoossnamen, dat vun der Europäescher Unioun, déi domadder zesummenhänken, dass déi problematesch bleiwen an dass se och a ganz ville Fäll net gewënscht sinn.

Ech mengen net, dass et esou ass, dass vill Chercheure guer net wëllen, dass hiren CDD prolongéiert gëtt. Ech mengen, dass vill Leit frou wieren, wa se eng méi geséchert Aarbechtsplaz, och an deem Beräich, hätten a wann et net géif zu där akademescher Précaritéit kommen, déi awer och eng Realitéit ass.

Ech mengen, Dir hutt elo eraushéieren aus mengen Erklärungen, dass mir eis wäerte bei deem Gesamtprojet hei enthalen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Domat huet d'Regierung d'Wuert, den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Merci, Här President. Ech soen emol fir d'Éischt dem Rapporteur Merci an all deenen, déi och dësem Projet hir Zoustëmmung ginn.

Ech wëll just zwou Remarquë maachen iwwert de Provisorium: Ech mengen, déi Mesuren hei, déi situéiere sech an engem ganz klore Kontext, an dat ass de Kontext vun enger Kris. De Kontext, wou op eemol Leit méi laang am Chômage bleiwen, wéi se virdru bliwwe sinn.

Mir hunn zum Beispill elo 2.800 Leit, déi tëschent engem Joer an zwee Joer schonn am Chômage sinn. An dat hei ass d'Äntwert, fir deene Leit d'Méiglechkeet ze ginn, e bësse méi, e bësse bessere Chômage ze behalen.

Ech kéint mer jo och virstellen, ech hoffen op jidde Fall, datt iergendwann d'Situatioun sech verbessert an datt mer dann erëm an déi normal Situatioun vun de Seuilen, wat d'Indemnisatioun vum Chômage ubelaangt, géifen zréckkommen. Mä soulaang eben de Chômage sech iwwert d'Durée ëmmer méi verlängert, ass dat hei jo eng Äntwert op déi Situation de crise.

An dat, wat de Chômage partiel ubelaangt, ass genau déi nämlecht Situatioun. Och do ass de Problem, datt éischtens d'Zuel vun den Entreprisen, déi am Chômage partiel sinn, erëm eropgaangen ass an datt mer e spezifesche Problem hu vun Entreprisen, déi a strukturelle Schwieregkeete sinn, wou also e Chômage partiel wéinst strukturelle Problemer ass.

An ee Secteur, deen direkt betraff ass, dee kenne mer, mir schwätze vill momentan dovun, dat ass d'Sidérurgie. Wa mer also déi heite Situatioun, déi mer jo nëmme fir ee Joer verlängeren, andeem déi Situatioun och deem Rechnung dréit, well mer en Accord hu mat de Sozialpartner an deem Secteur, soll een ebe grad net dat definitiv maachen, mä kucken, wéi an deene Beräicher d'Situatioun evoluéiert. A mir hoffen alleguer - mir hoffe jo alleguer -, datt mer progressiv aus där Kris hei erauskommen an datt mer dann erëm op méi normal Instrumenter kënnen zréckkommen.

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechtsminister.

Domat si mer um Enn vun der Diskussioun an ech géif de Vote iwwert de Projet de loi 6594 lancéieren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6594 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass amgaangen. D'Procuratioun.

Huet jiddwereen ofgestëmmt? Dat schéngt de Fall ze sinn. Enn vum Vote.

De Projet de loi 6594 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Émile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen) et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech ginn dovun aus, dass déi Abstentioune motivéiert gi sinn.

Domat ass dee Projet ugeholl an ech géif d'Chamber froen, ob se d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete konstitutionelle Vote ze ginn.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou beschloss.

Mir géifen dann zum nächste Projet de loi kommen. Dat ass de Projet de loi 6606, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Ënnerstëtzung am Beräich vum Développement rural. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell geregelt an de Rapporteur, den Här...

Plusieurs voix.- Mertens!

M. le Président.- ...den Här Mertens, huet d'Wuert.

Merci. Merci och fir d'Gedold.

8. 6606 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

M. Edy Mertens *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, iwwert dee mer elo de Mëtteg hei schwätzen, ass den 30. August d'lescht Joer vum deemolege Landwirtschaftsminister déposéiert ginn. Et geet dobäi ëm Ännerunge vum Agrargesetz, wéi et den 18. Abrëll 2008 festgehale gouf.

D'Lëtzebuerger Bauerenzentral huet hiren Avis den 29. Juli dëst Joer publizéiert. Den Avis vun der Landwirtschaftskummer ass den 8. August 2013 komm. De Statsrot huet säin Avis de 24. September 2013 erausginn.

De 26. September huet déi zoustänneg Kommissioun de Gesetzesprojet an den Avis vum Statsrot analyséiert. D'Regierung huet den 18. November 2013 Amendementer un de Statsrot weiderginn, deen dunn de 26. November säin Avis complémentaire dozou ginn huet. Dësen Avis huet sech d'Kommissioun den 10. Dezember ugekuckt. De Rapport ass dunn den 12. Dezember an der Kommissioun eestëmmeg ugeholl ginn.

Här President, eis Landwirtschaft steet fir qualitativ héichwäerteg Produiten a fir d'Erhale vun eiser Natur, mä och fir en nohaltegen Ëmgang mat eise Ressourcen. D'Agrargesetz stellt sécher, dass eis Baueren hir Aarbecht mat der néideger Ënnerstëtzung ugoe kënnen.

Et ass awer elo esou, dass dës Subsiden um Enn vun dësem Joer auslafen, well et zu Retarde bei der Ausschaffung vun der europäescher Gesetzgebung komm ass. Well eis Mesuren, fir d'Baueren ze ënnerstëtzen, awer op dëser opgebaut sinn, sti mer ouni Interventioun vum Législateur virun engem Vide juridique. Mir mussen also sécherstellen, dass eis Baueren och am nächste Joer Rechts- a Planungssécherheet hunn an domadder hir Aktivitéit esou weiderféiere kënne wéi bis elo.

De Mëtteg geet et elo drëms, dem Législateur et ze erlaben, verschidde Mesurë vum aktuellen Agrargesetz an der Zäit ze verlängeren. Den Artikel 63 vum Agrargesetz gesäit vir, dass d'Mesurë vum Gesetz eng Lafdauer vu siwe Joer hunn, an dat vum 1. Januar 2007 un. Dat heescht, dass mer ab dem 1. Januar d'nächst Joer - a wéi Der all wësst, ass dat geschwënn, a knapps zwou Wochen - keng legal Basis méi hunn, fir eise Baueren hir Hëllefen ausbezuelen ze kënnen. De Législateur ass an deem Sënn gefuerdert, ze reagéieren, an dat nach virum Enn vun dësem Joer. Verschidde Mesurë sollen also an der Zäit verlängert ginn.

Här President, d'Landwirtschaftskummer war an hirem Avis domadder averstanen, verschidden Dispositioune vum Agrargesetz ze verlängeren. Si huet awer drop higewisen, dass d'Mesurë vun den Artikele 36 a 37 och ëm sechs Méint verlängert sollte ginn. Dës Artikele schreiwe steierlech Virdeeler fir jonk Baueren, wa si eng Entreprise ufänke wëllen, vir. Well am Gesetzesprojet d'Mesuren aus den Artikelen 9 bis 11 ëm sechs Méint verlängert solle ginn, déi sech ebenfalls mat der Nidderloossung vun de jonke Bauere beschäftegen, sollten also och dës Artikele genausou ëm sechs Méint verlängert ginn.

Dëser Fuerderung ass d'Regierung an hiren Amendementer nokomm. Och huet dësen Avis virgesinn, fir d'Mesuren aus dem Artikel 21 ze verlängeren. Dës betrëfft d'Entreprises de transformation et de commercialisation.

Am Avis vum Statsrot goufen haaptsächlech zwou Froen opgeworf. Zum enge wollt de Statsrot wëssen, awéiwäit dëse Gesetzesprojet mat der europäescher Gesetzgebung kompatibel wier, an zum aneren huet de Statsrot méi Informatioune verlaangt, wat d'Ënnerscheeder an der Zäit vun der Verlängerung uginn. Hien huet sech gefrot, firwat een net d'Mesurë vun all deenen opgezielten Artikelen ëm zwielef Méint verlängere kéint.

Am Avis complémentaire ass de Statsrot nach eng Kéier op déi zwou Froen aus sengem éischten Avis agaangen. D'Explikatiounen am Zesummenhang mat der Fro vun der Kompatibilitéit mat der europäescher Législatioun goufen als ongenügend ugesinn. De Statsrot huet an där Matière der Chamber d'Appréciatioun iwwerlooss.

Wat déi selektiv Approche ugeet, do huet de Statsrot déi weider Explikatiounen ugeholl. Dës Ënnerscheeder nämlech an der Zäit vun der Verlängerung sinn néideg, fir ze vermeiden, dass mer ab dem November 2014 ee Konflikt mat der „block exemption" bei de Statsbäihëllefe kréien, déi Lëtzebuerg vun der Europäescher Kommissioun am Zesummenhang mat den Investitiounsmesuren zougesprach kritt huet. An, anere Wierder gesot, mir kënnen net eng Hëllef bis Enn 2014 lafe loossen, wa se ab November hire legale Status verléiert.

Här President, ech ginn elo dee virleienden Text duerch a ginn op déi eenzel Artikelen an.

Zum Titel ass ze soen, dass de Statsrot am Avis een aneren Titel virgeschloen hat, ënnert der Hypothees, dass all d'Mesuren aus deenen opgezielten Artikele fir zwielef Méint verlängert géife ginn. Well dat jo awer net de Fall ass, bleift et beim Titel, esou wéi de Gesetzesprojet dat beim Dépôt virgesinn hat. Domadder war de Statsrot am Avis complémentaire och d'accord.

Deen éischten Artikel vum Gesetzesprojet lëscht fir d'Éischt déi Artikele vum Agrargesetz op, deenen hir Mesurë fir sechs Méint verlängert solle ginn. Dat si folgend: Investitiounssubsiden, dat ass den Artikel 3 bis 8; Subside fir Jongbaueren, Artikel 9 bis 11; steierlech Erliichterunge bei verschiddenen Transaktiounen, 12 an 13; Subside fir lokal Veräiner, Artikel 15, an eben déi steierlech Virdeeler fir jonk Baueren, wa si eng Entreprise wëllen ufänken, dat sinn déi Artikele 36 a 37.

Da lëscht den Artikel 1 vum Gesetzesprojet déi Artikelen op, deenen hir Mesurë fir zwielef Méint verlängert solle ginn. Dat ass d'Hëllefe wat d'Chargë vun de Fraisë bei der Entraide uginn, Artikel 14 vum Agrargesetz; Subside fir d'Verbesserung vun der Beruffsausbildung, Artikel 17; a fir déi landwirtschaftlech Vulgarisatioun a Recherche, Artikel 18; Hëllefe bei der Berodung, Artikel 19; d'Indemnité compensatoire, Artikel 24; Hëllefe bei der Opstellung vu Programmer fir d'Biodiversitéit ze erhalen, Artikel 26; d'Subside fir Restrukturatioun an der Rekonversioun vu Wéngerten, Artikel 31; Hëllef fir d'Sylviculture, also de Bësch, Artikel 32 bis 34; an déi bestehend Subsiden am Kader vun de Mesures agri-environnementales, dorënner och d'Landschaftsfleegeprime, wéi den Artikel 25 dat virgesäit, an déi den 31. Dezember 2013 och auslafen.

Den éischten Artikel vum virleiende Gesetzestext gesäit da vir, dass d'Modalitéiten, wat d'Recevabilitéit vun den Demandë fir dës Subsiden ugeet, duerch e Règlement grand-ducal festgehale ginn. Dëse kann och een Datum als Délai vun der Recevabilitéit vun der Demande virgesinn, dee virun dem Datum vum Auslafe vun der Mesure ass. Souwuel am Avis wéi am Avis complémentaire steet de Statsrot dëser Formulatioun kritesch géigeniwwer.

Den zweeten Artikel vum Gesetzesprojet, wéi en am August déposéiert gouf, huet den 1. Januar 2014 als Datum genannt, op deem dat neit Gesetz a Kraaft triede soll. Dësen Artikel ass awer ewechgefall, well de Statsrot dësen am aktuelle politesche Kontext als iwwerflësseg ugesinn huet.

De viregten Artikel 3 gëtt also elo den Artikel 2 vun dësem Gesetzesprojet. Dëse gesäit vir, dass d'Règlements grand-ducaux, déi fir d'Exekutioun vum Agrargesetz an der Vergaangenheet geholl gi sinn, weider a Kraaft bleiwen, ënnert der Konditioun, dass se net inkompatibel mat den Dispositioune vum virleiende Gesetzesprojet sinn.

Här President, ech wëll dann op dëser Plaz souwuel deem fréiere wéi och deem jëtzege Landwirtschaftsminister Merci soe fir déi gutt an effikass Zesummenaarbecht mat der Chamber, déi et eis erlaabt, dëse Gesetzesprojet nach dëst Joer abauen ze loossen.

Dat gesot, a mat der Hoffnung, dass d'Chamber dësem Gesetzesprojet hir breet Zoustëmmung ausschwätzt, bréngen ech heimadder och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleienden Text.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Mertens. Nach eng Kéier, entschëllegt fir mäin Zécken. Dir waart en Affer gi vun der moderner Technik copy-paste. Et war ee Rapporteur hei niddergeschriwwen, wou ech mer net konnt virstellen, dass en et zu dësem Projet wär. Dat war de Georges Engel. Här Mertens, nach eng Kéier...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Traut Der mir dat net zou?

Une voix.- Jo!

M. le Président.- Dach. Mä ech ginn Iech an eng aner Regioun vum Land sichen. Iwwregens: Schéin, dass d'„Woschen" erëm hei sinn!

(Hilarité)

Dann zu den ageschriwwene Riedner: Éischt Riednerin ass d'Madame Martine Hansen. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6606, iwwer - vereinfacht gesot - d'Verlängerung vum aktuellen Agrargesetz, wat den 31.12.2013 ausleeft, ass eng absolut Prioritéit fir d'CSV-Fraktioun.

Sou wéi schonn d'Agrargesetz vun 2007 bis ´13 net konnt mat Zäit fäerdeg sinn, sou ass och dat neit Agrargesetz vun 2014 net mat Zäit fäerdeg. Eng Verlängerung vum bestehenden Agrargesetz ass also éischtens absolut erfuerderlech an zweetens absolut dréngend erfuerderlech.

Mir kéinten elo laang diskutéieren, firwat eenzel Moossnamen net verlängert gi sinn, firwat aner Moossname fir sechs Méint verlängert gi sinn an anerer och nach fir zwielef Méint verlängert gi sinn. Dat maache mer awer net, well mer gären hätten, datt d'Baueren esou séier wéi méiglech Gewëssheet kréien.

Mir begréissen ausdrécklech, datt d'Avantages fiscaux am Kader vun der Installéierung vun de jonke Baueren nach nodréiglech bei der Verlängerung mat berücksichtegt gi sinn. An aus dëse verschiddene Grënn gëtt d'CSV-Fraktioun hiren Accord zu dësem Projet de loi.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der CSV-Fraktioun wëll ech awer nach ausdrécklech drop hiweisen, datt deen neie PDR an dat neit Agrargesetz an den éischte Méint vum nächste Joer fäerdeggestallt musse ginn. Eis Baueren, Wënzer, Gäertner, eise ländleche Raum, eis Veraarbechtungsbetriber - déi sinn iwwregens net mat bei der Verlängerung berücksichtegt - brauche Planungssécherheet. Well och wann ee ka retroaktiv op den 1. Januar 2014 Saachen ausbezuelen, wat jo virgesinn ass, esou ass et awer leider net méiglech, retroaktiv ze plangen an nach vill manner retroaktiv ze handelen.

D'Betriber mussen awer fir hir Zukunft plangen. An dat geet nëmmen, wann ech dat kann esou ausdrécken, „wann een d'Konditioune vun der Stee kennt". Si musse wëssen, wat déi laut Regierungserklärung vum leschten Dënschdeg „modern Weeër fir d'Landwirtschaft" sinn, a wéi enger schwiereger Transformatiounsphas eis Landwirtschaft sech am Moment befënnt respektiv wouhinner datt se sech missten transforméieren, wéi déi vun Iech beschriwwe modern, performant an innovativ Landwirtschaft soll ausgesinn a virun allem, wéi eng Auswierkungen dës Punkten op dat neit Agrargesetz sollen hunn.

Dofir - nach eemol - muss dat neit Agrargesetz séier fäerdeggestallt ginn a mir wënschen eis

eng lafend Informatioun a Kommunikatioun mat de Concernéierten am Allgemengen an awer och mat der concernéierter Chambers-kommissioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Martine Hansen. Nächste Riedner ass de Frank Arndt. Här Arndt, Dir hutt d'Wuert.

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun allem emol Merci dem Rapporteur Edy Mertens fir deen ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport, deen en eis hei ofginn huet.

Et ass ee wichtegen Text fir d'Landwirtschaft, dee mir haut an der Chamber hei stëmmen. Deen ass och vum Statsrot... Se ware fläisseg a si hu wierklech vill dru geschafft, an et ass ee vun deenen éischten Akten hei vun där neier Chamber.

Ech wëll awer och dem fréiere Minister Schneider Romain Merci soen, well hien dësen Text schonn am Viraus geplangt huet an anticipéiert huet, deen direkt den 1. Januar dann och kann ëmgesat ginn, wa mer en dann elo stëmmen.

Zum Inhalt vum Gesetzestext: D'Loi agraire, déi fir siwe Joer virgesi war, déi muss verlängert ginn, well mir soss d'Bäihëllefen no dem Délai vum 31. Dezember 2013 net méi ausbezuele kënnen. Wichteg ass, datt Iwwergangsléisunge fir verschidden Investissementsbäihëllefen, Hëllefe fir jonk Baueren an aner Hëllefen, déi zum Beispill d'Weiderbildung, d'Recherche an d'Biodiversitéit betreffen, fonnt goufen.

D'Baueren, d'Wënzer an de Gaardebau brauche Planungssécherheet. Mir brauchen och fir an Zukunft eng staark, nohalteg, leeschtungsfäeg Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg. Awer och ee wichtegen Text fir eis Wirtschaft ass et eben, fir d'Aarbechtsplazen ze schafen a virun allem och ofzesécheren. Et gëllt awer och, nei Défien an der Zukunft ze bewältegen, wéi zum Beispill nach méi Liewensmëttel, d'Sécherheet, den Naturschutz, Landschaftsschutz, Biodiversitéit a Waasserschutz.

Mä wéi Der wësst, ass d'Verlängerung vum Agrargesetz een Deel vun der Landwirtschaftspolitik. Déi nei PAG, also déi gemeinsam EU-Agrarpolitik, ass an hirer Fäerdegstellung fir d'Period 2014-2020. Dat Ëmsetzen, wat mer musse maachen, de PDR maachen a vu Bréissel accordéiert ze kréien, dann d'Agrargesetz hei am Parlament ze diskutéieren an ze stëmmen.

Dofir ass dat Verlängerungsgesetz wichteg, fir déi Zäit ze iwwerbrécken an net e Vide entstoen ze loossen. An deem Sënn gëtt d'sozialistesch Fraktioun den Accord zu dësem Text a wäert den Text och stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och, Här Arndt. Ech hunn eng Wuertmeldung nach vum Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- D'Riedner, mengen ech, hunn alles gesot. Ech wëll dem Rapporteur dann och nach eng Kéier vu menger Säit aus Merci soen. An ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. le Président.- Merci. Ech mengen, domat wäre mer um Enn vun der offizieller Riednerlëscht an d'Regierung huet d'Wuert. Här Landwirtschaftsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt mer d'Verlängerung vum Agrargesetz haut kënne stëmmen. Eng Verlängerung, déi noutwendeg ass, net well déi viregt Regierung geschlof hätt, net well dës Regierung net aus de Startbléck erauskéim, mä ganz einfach well et Retarde gëtt beim Ausschaffe vun de reglementareschen Texter vun der neier PAC, déi et als Basis fir déi national Législatioun gëtt.

Net méi spéit wéi gëschter sinn déi véier reglementaresch Texter um Conseil Agriculture ugeholl ginn an d'Texter vun den Actes délégués wäerten an deenen nächste Woche kommen an eréischt dann ass et am Fong méiglech dat, wat d'Madame Hansen gefrot huet, fir de PDR auszeschaffen, op dee sech dann dat neit Agrargesetz grefféiert.

Erlaabt mir och, dem Rapporteur Merci ze soe fir säi prezise mëndlechen a schréftleche Rapport, soudatt ech am Fong net weider brauch op d'Gesetz anzegoen. Merci och alle Kommissiounsmembere fir hir Bereetschaft an hire staarke Wëllen, dëst Gesetz nach termingerecht virum 31.12. ze stëmmen. Merci och där viregter Kommissioun, déi am Fong geholl de Gros vun der parlamentarescher Aarbecht gemaach huet.

Ee besonnesche Merci awer mengem Virgänger, dem Romain Schneider, deen am Fong geholl dëst Gesetz op d'Schinne gesat huet an deen am Fong geholl dee gréisste Mérite dorunner huet, datt mer d'Gesetz kënnen termingerecht presentéieren.

Wa mer d'Landwirtschaft zu engem modernen, performanten an innovative Pilier - fir d'Wierder vun der Madame Hansen ze zitéieren - vun eiser Ekonomie wëllen entwéckelen, da brauche mer kloer politesch Signaler. Ech mengen, dofir ass et am Fong geholl wichteg, datt mer am Fong geholl eis Hausaufgabe maachen. A mir wäerte jiddefalls probéieren, de PDR esou séier wéi méiglech ze presentéieren, mat deene verschiddene Milieuen duerchzediskutéieren, a mir wäerte jiddefalls, esou wéi dat gewënscht ass, lafend och déi zoustänneg Kommissioun informéieren a mat hir doriwwer diskutéieren.

Ech freeë mech jiddefalls op all dës Erausfuerderungen a si voll motivéiert, fir dës Défien unzegoen. Ech soen alle Riedner villmools Merci a soen Iech elo scho Merci fir eng grouss Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Etgen. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6606.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6606 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Oh là là, et geet wéi de Blëtz. D'Procuratioun.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet 6606 ass mat 58 Jo-Stëmmen an zwou Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Serge Wilmes), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen) et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete konstitutionelle Vote ze ginn?

(Assentiment)

Ech soe Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mer géifen zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, der Designatioun vun engem President a vu véier Membere vum Centre pour l'égalité de traitement.

9. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement

No den Dispositioune vun den Artikelen 135 an 136 vum Chambersreglement huet d'Presidentekonferenz eng Kandidatelëscht arrêtéiert, déi un d'Deputéiert verschéckt ginn ass an déi och haut nach eng Kéier mam aktuellste Stand verdeelt ginn ass. Mir wielen e President a véier Memberen.

Vote pour le poste de président du Centre pour l'égalité de traitement

Fir d'Presidentschaft hu mer zwou Kandidaturen, déi vum Här Mario Huberty an déi vum Här Charel Schmit.

Den Artikel 137 vun eisem Reglement seet, dass d'Ofstëmmung geheim ass an dass d'Procuratioun net zougelooss ass. De Kandidat, dee gewielt gëtt, muss déi absolut Majoritéit vun de Stëmmen hunn. Déi ongëlteg an déi wäiss Stëmmziedelen zielen net mat. Mir brauchen nach e bësse Gedold fir dës Prozedur.

Mir géifen dann elo fir d'Wiel vum President d'Stëmmziedelen ausdeelen.

Dir wësst, vu dass nëmmen een ze wielen ass, ass och nëmmen een unzekräizen. Ech wäert, wann Der den Ziedel ausgefëllt hutt, de Vote nominal misse maachen. Dat hunn ech esou gesot kritt an dat ass dann och esou. Et ass e bësse méi laangwiereg, mä wat si muss, dat ass!

Dir maacht mer en Zeechen, wann Der esou wäit sidd. Et sinn der nach e puer ënnerwee. D'Stëmmziedele si verdeelt an ech ginn och dervun aus, dass déi éischt am Alphabet och schonn ausgefëllt hunn. Ech ruffen dann déi eenzel Membere vun der Chamber op.

Une voix.- Hei feelt nach e Stëmmziedel, Här President.

M. le Président.- Et feelt nach een. Dem Här Mertens säi Stëmmziedel feelt nach.

Wéi ass et mat den Urnen? Si se prett?

Appel nominal

Mir ënnerbriechen d'Sitzung fir dräi Minutten, fir auszezielen.

(La séance publique est suspendue à 18.20 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 18.24 heures.)

Op den Här Huberty fale 40 Stëmmen, op den Här Charel Schmit zwielef. Zwee Blancen. Sechs Leit hunn net mat ofgestëmmt, soudass de Kont richteg ass.

Domat wär den Här Huberty als President vum Centre pour l'égalité de traitement gewielt a mer ginn direkt zu deem nächste Vote iwwer.

Et si fënnef Kandidate fir véier Posten a mer musse fir all Posten eenzel ofstëmmen.

Also, et gëtt all Kandidat eenzel gewielt. Mir mussen nach véiermol ofstëmmen an däerfen all Kéiers nëmmen eng Stëmm ginn.

Dat hei ass ee vun deenen éischte Chantieren, déi mer wäerten upaken.

Also, et ass all Kéiers een ze wielen op der Lëscht vun deene fënnef an deen, deen d'absolut Majoritéit huet, deen ass da gewielt an da gi mer zum nächsten Tour.

Also, vläicht eng Explikatioun, firwat dass den Här Schmidt nach op deem heiten Ziedel drop ass. Den Här Schmidt war Kandidat entweder fir President oder fir Member. A well mer en net gewielt hunn als President, ass en automatesch Kandidat fir Member. Dofir ass en och dës Kéier nach am Tour dran. Deen nächsten, deen elo gewielt gëtt, fält ewech an da sinn et nach véier Kandidate fir dräi Posten. Elo sinn et fënnef Kandidate fir véier Posten a mir wielen een.

Une voix.- Mir brauchen nach e puer nei Ziedelen.

M. le Président.- Et sinn nach e puer nei Ziedelen, déi gebraucht ginn.

Vote pour le poste de premier membre du Centre pour l'égalité de traitement

Si mer prett?

(Assentiment)

Appel nominal

Domat wär och deen heiten Tour ofgeschloss a mir géifen d'Sëtzung erëm eng Kéier kuerz ënnerbriechen.

(La séance publique est suspendue à 18.32 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 18.36 heures.)

D'Sëtzung ass erëm op.

Bei der zweeter Ofstëmmung ass folgend Resultat erauskomm: Den Här Hurst ass mat 47 Stëmmen, bei 54 Votanten, gewielt. Als Zweeten ass erausgaang den Här Charel Schmit mat 7 Stëmmen.

Mir géifen dann direkt zum nächsten Tour iwwergoen. Et bleiwen nach véier Kandidate fir dräi Posten. Et ass all Kéiers nëmmen een ze wielen.

Vote pour le poste de deuxième membre du Centre pour l'égalité de traitement

Da géif ech bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen. D'Maschinn leeft nach, et dauert nach eng Sekonn.

Sou, d'Stëmmziedele sinn amgaang ausgedeelt ze ginn. Wéi ass et mat dëser Säit?

Ech ginn dervun aus, dass jiddweree säi Stëmmziedel huet a mir géifen dann déiselwecht Operatioun nach eng Kéier maachen. Ech gesinn, dass mer esou lues Routine kréien.

Appel nominal

D'Sëtzung ass ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 18.43 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 18.45 heures.)

D'Sëtzung ass erëm op.

Mir hunn d'Resultat vun dësem Tour: Gewielt ass, mat 32 Stëmmen, de Paul Kremer, virum Charel Schmit mat 20 Stëmmen an der Madame Maquil mat 2 Stëmmen. D'absolut Majoritéit louch bei 28.

Vote pour le poste de troisième membre du Centre pour l'égalité de traitement

Mir mussen ëmmer nei Stëmmziedele maachen, vu dass een ewechfält. Nach e bëssche Gedold.

D'Stëmmziedele sinn ënnerwee. Ech menge mer misste prett sinn.

Appel nominal

Huet jiddweree säin Ziedel ofginn?

D'Sëtzung ass ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 18.52 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 18.54 heures.)

An dësem Tour ass d'Madame Maquil mat 46 Stëmme gewielt. Hannendrun déi Häre Schmit a Remakel mat 6 respektiv 2 Stëmmen. Wéi virdru war erëm eng Kéier d'absolut Majoritéit bei 28.

Domat ass d'Madame Maquil als drëtt Kandidatin gewielt.

Vote pour le poste de quatrième membre du Centre pour l'égalité de traitement

A mir géifen zum leschten Tour iwwergoen, wou nach d'Wiel tëschent zwee Kandidate fir ee Posten ass.

Sidd Der prett? D'Urne sinn ënnerwee.

Appel nominal

D'Wahlgeschäft ass sougutt wéi ofgeschloss. Dofir ënnerbrieche mer d'Sëtzung nach eng Kéier kuerz.

(La séance publique est suspendue à 19.00 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 19.03 heures.)

Ech géif d'Sëtzung erëm opmaachen.

Am leschten Tour ass de Raymond Remakel mat 33 Stëmme gewielt ginn, an de Charel Schmit huet der 21 kritt. 28 waren der noutwendeg gewiescht, fir d'absolut Majoritéit ze hunn, soudass mer eise Vote elo ofgeschloss hunn. An ech wär da frou, wa mer nach eng Kéier kéinten d'Nimm vun deene Gewielten en bloc ginn.

Also, als President ass gewielt ginn: de Mario Huberty. An als Membere si gewielt: de Patrick Hurst, de Paul Kremer, d'Annemie Maquil an de Raymond Remakel.

Ech géif Iech villmools Merci soe fir d'Gedold, mir si bal um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

10. Discours de fin d'année de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn um Enn vun eiser leschter ëffentlecher Sëtzung vum Joer 2013 ukomm an ech wëll allen Deputéiertekolleegen, de Leit vum Generalsekretariat, eisem Personal, de Mataarbechter aus dësem Haus, aus de Fraktiounen an natierlech der parlamentarescher Press en häerzleche Merci soen.

No deene leschte Wochen a Méint, déi gefëllt ware mat Aarbecht, Diskussiounen, Opreegung

an Emotiounen, sinn ech frou, datt mir alleguer elo e puer Deeg zur Rou wäerte kommen an duerno mat neier Motivatioun erëm urappen. Fir 2014 wënschen ech eis alleguer eng zolidd Gesondheet an eng gutt Dosis Optimismus. D'Chancen, gleeft mer et, si grouss, dass dat neit Joer a villen Hisiichte besser gëtt wéi dat lescht schwéiert an déi lescht schwéier Joren.

Meng beschte Wënsch ginn natierlech och un d'Membere vun der Regierung a vun deenen aneren Institutiounen, déi un der legislativer Aarbecht bedeelegt waren. All deene Leit, déi eis nolauschteren oder nokucken, wënschen ech ganz schéi Chrëschtdeeg, alles Guddes a virun allem eng gutt Gesondheet. Maacht et gutt a passt op lech op! Merci.

Domat ass eis ëffentlech Sëtzung um Enn. Merci villmools.

(Fin de la séance publique à 19.06 heures)

SÉANCE 6

MARDI,
21 JANVIER 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Octroi du titre honorifique à d'anciens députés
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
- *M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président*

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n°1 du 17 janvier 2014 de Mme Anne Brasseur relative au conventionnement du culte musulman, adressée à M. le Ministre des Cultes
- *Mme Anne Brasseur - M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes*

Question n°2 du 21 janvier 2014 de M. Claude Wiseler relative aux récentes déclarations du Président américain Barack Obama au sujet des programmes de surveillance des services secrets américains, adressée à M. le Premier Ministre
- *M. Claude Wiseler - M. Xavier Bettel, Premier Ministre*

Question n°3 du 20 janvier 2014 de M. Marc Angel relative au site du château Mansfeld à Luxembourg-Clausen, adressée à Mme la Ministre de la Culture
- *M. Marc Angel - Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture*

Question n°4 du 21 janvier 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au forfait d'éducation, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- *M. Fernand Kartheiser - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question n°5 du 21 janvier 2014 de M. Claude Adam relative à l'avenir de la station de radio «ARA», adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre des Communications et des Médias
- *M. Claude Adam - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias*

Question n°6 du 21 janvier 2014 de M. Gilles Roth relative aux hausses annoncées des différents taux de TVA, adressée à M. le Ministre des Finances
- *M. Gilles Roth - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

Question n°7 du 20 janvier 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'éventuelle fermeture de bureaux de la Poste, adressée à M. le Ministre de l'Économie
- *M. Alexander Krieps - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

Question n°8 du 21 janvier 2014 de M. Serge Urbany relative à la récente étude de l'ONG Greenpeace en relation avec des substances toxiques relevées dans les vêtements d'enfants, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs
- *M. Serge Urbany - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*

Question n°9 du 21 janvier 2014 de M. Franz Fayot relative au début de construction de la nouvelle Bibliothèque Nationale au Bricherhaff à Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Franz Fayot - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°10 du 21 janvier 2014 de M. Marc Spautz relative aux changements éventuels qui pourraient toucher le système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- *M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question n°11 du 21 janvier 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *Mme Martine Hansen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

6. 5974 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de mettre en œuvre le Règlement (CE) n°1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC)
- *Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden*
- *Discussion générale: M. Guy Arendt, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. Franz Fayot*
- *M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6559 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif
- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen*
- *Discussion générale: Mme Nancy Arendt, M. Eugène Berger, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Romain Schneider, Ministre des Sports (M. Fernand Kartheiser et Mme Nancy Arendt posent des questions)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6590 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'assistance alimentaire, faite à Londres, le 25 avril 2012
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres; M. André Bauler, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sëtzung op.

Fir unzefänke wéilt ech un d'Regierung d'Fro stellen, ob se eis Kommunikatiounen ze maachen huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister.

1. Octroi du titre honorifique à d'anciens députés

Ech wollt da vun der Geleeënheet profitéieren, fir lech ze informéieren, dass a senger Réunioun vum 12. Dezember 2013 de Bureau opgrond vun den Artikelen 198 an 199 vum Chambersreglement virgeschloen huet, dem Här Lucien Weiler den Éierentitel Président d'honneur zouzëerkennen. De Lucien Weiler huet dat largement verdéngt.

An därselwechter Réunioun huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 197 an 199 vum Chambersreglement virgeschloen, folgende fréieren Deputéierten den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouzëerkennen: dem Här François-Biltgen, dem Här Fernand Boden, dem Här Lucien Clement, dem Här Jean Colombera, der Madame Mady Delvaux-Stehres, dem Här Fernand Diederich, der Madame Christine Doerner, dem Herr Ben Fayot, der Madame Marie-Josée Frank, dem Här Norbert Haupert, dem Här Jacques-Yves Henckes, dem Här Jean-Pierre Klein, dem Här Lucien Lux, der Madame Martine Mergen, dem Här Jean-Paul Schaaf, dem Här Ben Scheuer, dem Här Roland Schreiner, dem Här Carlo Wagner, dem Här Robert Weber an dem Här Raymond Weydert.

Ass d'Chamber mat dëse Virschléi averstanen?

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Dann ass dat…

(Interruption)

Mir hunn e Problem mat der Anlag. Da muss ech de mobile Mikrofon huelen.

Dann ass dat esou décidéiert.

Dem neien Éierepresident an deenen neien Éierendeputéierte géif ech mer erlaben, am Numm vun eis alleguer eis Félicitatiounen auszedrécken an eisen häerzleche Merci fir hiren Engagement.

2. Communications

Ech wollt der Chamber folgend Kommunikatioune maachen:

1) Éischtens ass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi an der Administration parlementaire déposéiert goufen, ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

3) Op Ufro vun der Regierung ass iwwert den Arrêté grand-gucal de retrait vum 30. Juli 2013 de Projet de loi 6360 iwwert d'Aféiere vun engem Statut iwwert déi touristesch Ënnerbréngungsméiglechkeete vum Rôle gestrach ginn.

De 16. Januar huet doriwwer eraus d'Madame Viviane Loschetter hir Proposition de loi 6115 iwwert d'Fraequoten op de Wahllëschte vum Rôle zréckgezunn - awer net d'Objektiver.

(Hilarité)

4) Den 13. Januar huet d'Associatioun vun de Patiente mat chronesche Schmäerzen (ALPADOC) d'Petitioun 327 iwwert d'Unerkenne vun der Schmäerztherapie zu Lëtzebuerg eragerecht.

Communications du Président - Séance publique du 21 janvier 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6631** - Projet de loi portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.12.2013

***6632** - Projet de loi portant transposition de l'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et portant modification 1. de la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.12.2013

***6633** - Projet de loi portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.12.2013

***6635** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 25 mai 2011*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

***6636** - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), fait à Genève, le 8 décembre 2005*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

***6637** - Projet de loi portant approbation*

- des amendements apportés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010 à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite

- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

***6638** - Projet de loi portant approbation de l'Accord interne entre les Représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité de fonctionnement de l'Union européenne, fait à Luxembourg et à Bruxelles, les 24 juin et 26 juin 2013 respectivement*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

***6639** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 7 juin 2013*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

***6640** - Projet de loi portant approbation*

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,

- du Premier Protocole additionnel au Règlement général,

- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,

signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

***6641** - Projet de loi portant modification de l'article 491 du Code pénal*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 24.12.2013

***6642** - Projet de loi*

- portant transposition de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.01.2014

***6643** - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.01.2014

***6644** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux droits des sensibilités politiques et des députés*

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, M. Alex Bodry, Député, Mme Claudia Dall'Agnol, Députée, M. Gast Gibéryen, Député, M. Max Hahn, Député, Mme Viviane Loschetter, Députée, M. Serge Urbany, Député, le 10.01.2014

***6645** - Projet de loi relatif à la promotion du transport combiné*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 13.01.2014

***6646** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la santé et la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un Centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique*

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 15.01.2014

***6647** - Projet de loi modifiant les articles 15 (2) et 16 (2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 17.01.2014

***6648** - Projet de loi portant création d'un lycée militaire d'enseignement secondaire à Ettelbruck*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 17.01.2014

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 30 juillet 2013 le projet de loi n°6360 relatif à l'institution d'un statut d'hébergement touristique a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 6 août 2013.

Le 16 janvier 2014 Mme Viviane Loschetter a retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés sa proposition de loi n°6115 modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes.

4) La pétition n°327 pour la reconnaissance de la thérapie de la douleur au Luxembourg a été introduite en date du 13 janvier 2014 par l'Association des patients à douleurs chroniques (ALPADOC).

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Da sinn eis eng Rei vu Modifikatiounen an de Chamberskommissiounen an an den internationale parlamentareschen Delegatioune matgedeelt ginn.

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, huet d'LSAP-Fraktioun duerch hire Bréif vum 8. Januar 2014 ugefrot, dass den Här Georges Engel d'Madame Claudia Dall'Agnol an der Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports all Kéier fir de Punkt vum Projet de loi 6469 iwwert d'Patienterechter a -flichte kann ersetze bis un d'Enn vun der Prozedur.

Duerch hire Bréif vum 21. Januar huet d'LSAP-Fraktioun ugefrot, dass den Här Alex Bodry d'Madame Tess Burton an der Commission de l'Économie all Kéier fir de Punkt vum Projet de loi 6478 iwwert de Code de la consommation ersetze ka bis un d'Enn vun där doter Prozedur.

D'DP-Fraktioun huet duerch hire Bréif vum 17. Januar 2014 folgend Ännerung an der d'Zesummesetzung vun der Commission du Développement durable a vun der Commission de l'Environnement proposéiert: An der Kommissioun vum Développement durable ersetzt den Här Gusty Graas den Här Eugène Berger, an der Émweltkommissioun ersetzt den Här Eugène Berger den Här Gusty Graas.

Ass d'Chamber mat deene Modifikatiounen averstanen?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ugeet, huet d'Fraktioun vun deene Grengen ugefrot, dass den Här Claude Adam Suppléant an der Benelux-Delegatioun gëtt.

D'Sensibilité politique déi Lénk huet folgende Virschlag proposéiert, wat d'Zesummesetzung vun der COSAC-Delegatioun ugeet: Do ersetzt den Här Justin Turpel den Här Serge Urbany.

Wat d'Delegatioune vun der Assemblée parlementaire de la Francophonie an der Union interparlementaire ugeet, ginn déi traditionellerweis am Bureau zesummegesat.

A senger Réunioun vum 17. Januar huet de Bureau fir d'Delegatioun vun der APF - Francophonie folgend Zesummesetzung zréckbehalen: de Chamberspresident, da fir d'CSV den Här Michel Wolter, deen och Trésorier vun dëser Institutioun ass; derniewent den Här Claude Wiseler; fir d'DP d'Madame Anne Brasseur; fir d'LSAP den Här Alex Bodry a fir déi gréng d'Madame Viviane Loschetter.

A wat d'Zesummesetzung vun der Delegatioun bei der UIP ugeet, ass zréckbehale ginn, dass de ganze Bureau zur Delegatioun gehéiert.

Ech froen d'Chamber, ob si mat dëse Virschléi d'accord ass.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Da komme mer zum Ordre du jour. An hirer Réunioun vum 16. Januar huet d'Presidentekonferenz fir haut folgenden Ordre du jour virgeschloen:

éischtens eng Froestonn, wou mer och den Akzent op d'Froestonn leeën; de Projet de loi 5974, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Sociétés commerciales - Riedezäit nom Basismodell; de Projet de loi 6559 iwwert d'Subventioun vum 10. Fënnefjoresprogramm vun de sportlechen Équipementer - do ass de Riedemodell nom Modell 1; a schliesslech de Projet de loi 6590, eng Konventioun iwwert d'Ernährungshëllef, dës Kéier nom Basismodell.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

(La séance publique est interrompue à 14.43 heures pour cause de problèmes techniques de sonorisation.)

* * *

(La séance publique reprend à 15.10 heures.)

D'Sëtzung ass erëm op.

Mir wollten eis entschëllege fir déi technesch Pann. Wéi Der wësst, ass eng global Revisioun vun der Anlag gemaach ginn, alles revidéiert. Den Toun soll eigentlech besser sinn, mä dat kënnt vir. Dofir Merci fir Är Gedold. Merci och fir d'Gedold vun de Leit dobaussen. Mir géifen da virufuere mat eiser Sëtzung vun de Mëtteg, mat der Froestonn.

5. Heure de questions au Gouvernement

Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet all Deputéierten, deen intervenéiert bei der Froestonn, zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze développéieren. D'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Wéi Der wësst, wiessele sech Majoritéit an Oppositioun bei de Froen of.

Als Éischt kënnt d'Madame Anne Brasseur mat der Fro N°1, déi de Conventionnement mat der Muslim-Communautéit betrëfft. D'Fro riicht sech un de Ministre des Cultes. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°1 du 17 janvier 2014 de Mme Anne Brasseur relative au conventionnement du culte musulman, adressée à M. le Ministre des Cultes

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro stellen un den Här Statsminister, mä a senger Qualitéit als Ministre des Cultes. Wéi mer all wëssen, ass déi zweetgréisst Communauté religieuse hei zu Lëtzebuerg déi musulmanesch Communautéit, déi sech och zesummegeschloss hunn an engem Groupement, well déi hu jo a sech keng Hierarchie, fir dass de Stat een Interlocuteur huet.

Dat wor eng Konditioun, déi hinne virgeschloe ginn ass vum Virvirgänger vun deem jetzege Kultusminister, nämlech vum Här Biltgen, deen och en Expertebericht ugefrot huet, fir ze kucken, wéi an Zukunft och d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Communautés religieuses solle sinn.

D'musulmanesch Communautéit huet Ärem Virgänger, nämlech dem Här Jean-Claude Juncker, e Bréif geschriwwen am Mee. Si hunn dat duerno rappeléiert, well se keng Äntwert kruten. An aus deem Bréif geet wierklech ervir, dass do Onrou ass an där Communautéit, well se keng Äntwert kréien. An hir éischt Demande, déi wor vun 2003, fir e Conventionnement mam Stat ze kréien.

Elo meng Fro un d'Regierung - ech weess jo, dass gekuckt gëtt, fir dee ganze Conventionnement op de Leescht ze kréien -, mä wat ee ka maachen, fir dëser Communautéit, déi, an ech widderhuelen et, déi zweetgréisst Communauté religieuse hei am Land ass, fir deenen entgéintzekommen. An ech wollt och de Kultusminister da froen, ob e bereet ass, déi Leit a kierzester Zäit ze gesinn, fir do zesumme Léisungen ze fannen.

Ech soen Iech Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den Här Kultusminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Ministre des Cultes*.- Här President, ech wëll fir d'Éischt der Madame Brasseur Merci soe fir déi Fro. Ech muss och soen, dass mer den Dossier viru Kuerzem jo an engem Zeitungsartikel ze liese kritt hunn, wou drastoung, dass d'Schura justement géif de Stat usichen, well se der Meenung wier, dass se net gerecht géif behandelt gi vis-à-vis vun deenen anere Culten, déi hei am Land sinn.

Ech hunn haut, bis den Dag vun haut, also wéi ech elo fortgaange sinn op jidde Fall, net vun engem Dierwiechter eng Assignatioun kritt, fir lech elo kënnen ze soen, dass dat elo schonn direkt de Fall wier, dass mer elo schonn ugesicht gi wieren.

Tatsächlech si Courriere gemaach ginn am Mee, am Juni an och am Oktober 2013. A wann een dann esou kuckt, da géif ee mengen, dass et schonn e ganz alen Dossier wär vun 2003, wéi och déi éischt Diskussiounen zesummekomm sinn.

Mä Dir musst och wëssen, dass an der Tëschenzäit et ganz wichteg war, dass och déi Communautéit organiséiert ginn ass, well dat och eng vun de Konditiounen ass, déi bei eis beim Conventionnement virgesi sinn. An de Regierungsrot huet de 6. Juli 2007 fir d'éischte Kéier gesot, dass en och mam Prinzip vun engem

Conventionnement mat der musulmanescher Communautéit averstane wär, awer, wéi gesot, dass se sech misst organiséieren.

D'Schura ass dunn organiséiert ginn, wat den Organe représentatif ass vun der Communauté musulmane. An déi ass eréischt 2011 zu Pabeier komm an eréischt zustane komm. An déi huet du vun deenen aacht Moscheeën, déi mer hei am Land hunn, der och sechs vertrueden.

Dunn ass gekuckt ginn: Wat muss dann elo gemaach ginn? A sauf erreur de ma part ass och am Abrëll 2013 vun der Institutiounskommissioun gesot ginn, dass een am Moment keng nei Konventioune soll mat Communauté-religieusen ënnerschreiwen, well och déi ganz Diskussioun do mat deem Rapport war, deen och beoptragt gi war vun der Regierung, fir justement iwwert d'Reliounen och eng Etüd ze maachen.

Bon, mir sinn elo Januar 2014. An elo ass d'Fro: Wéi solle mer weidermaachen? Mir hu keng honnertdausend Méiglechkeeten.

Et ass déi eng, wou ee seet: Mir musse kucken, wéi een der zweetgréisster Communautéit hei am Land kann op där Basis, esou wéi déi aner Communautéiten och finanzéiert ginn, entgéintkommen. Dat ass déi eng Méiglechkeet.

Déi aner Méiglechkeet ass, dass ee seet: Dës Regierung wëllt jo... ass éischter der Meenung, dass ee soll am Moment keng nei Conventionnementer maachen, well mer jo och schonn ugekënnegt hunn, dass mer keng nei Conventionnementer... dass mer déi al Conventionnementer wëllen dénoncéieren an och op nei Pratiquen agoen.

Ech muss Iech soen, dass de Regierungsrot elo nach net driwwer diskutéiert huet, a wéi eng Richtung dass e wëllt goen, ob en éischter seet: Elo en attendant musse mer där Communautéit entgéintkommen, well se déi Konditioun erfëllt, déi säit 2007 och gefrot ginn ass. Oder si mer der Meenung, dass ee soll elo direkt Konventiounen dénoncéieren, obwuel ee muss direkt wëssen - an ech weess, dass hei déi Konstitutionalisten et och wëssen -, dass ganz vill vun deene Froe vu Conventionnementer mat de Relioune verfassungsméisseg reglementéiert sinn, dat heescht, dass een net kann einfach als Regierung soen: Mir dénoncéiere se.

Dowéinst wéilt ech och an deenen nächste Conseilen - Regierungsconseilen - mat de Kolleegen iwwert deen dote Sujet diskutéieren, fir ze kucken, a wéi eng Richtung et soll goen. Mä wéi Der wësst, steet och an der Regierungserklärung, dass de Stat éischter der Meenung ass, dass e sech soll vun de Reliounen zréckzéien, wéi elo nei Konventioune wëlle mat neie Communautéiten ze maachen.

Mä Dir hutt et och virdru gesot, et ass e Pied d'égalité. Dee muss och an dësem Land zielen. An dofir wäerte mer an deenen nächste Wochen driwwer diskutéieren, an dann, soubal mer d'Décisioun och geholl hunn, Madame Brasseur, Iech déi matdeelen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Premierminister.

Mir kommen dann zur Fro N°2, d'Fro vum honorabelen Här Claude Wiseler un de Premier iwwert déi rezent Deklaratioune vum amerikanesche President zu den Iwwerwaachungsprogrammer vun den USA. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°2 du 21 janvier 2014 de M. Claude Wiseler relative aux récentes déclarations du Président américain Barack Obama au sujet des programmes de surveillance des services secrets américains, adressée à M. le Premier Ministre

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Wéi am Juni 2013 déi Révélatioune komm sinn, vun dem „Washington Post" op där enger Säit, vum „Guardian" op där anerer Säit, iwwert dee geheimen amerikaneschen Oflauschterprogramm, war d'Onverständnis an der Welt an haaptsächlech an Europa extrem grouss. An och wann déi amerikanesch Autoritéite versicht hunn, déi Saachen erofzespillen, sinn an deene leschte Méint ëmmer weider Detailer vun dësem Iwwerwaachungsprogramm un d'Liicht komm. An den Héichpunkt war sécher de Fait, datt révéléiert ginn ass, datt déi däitsch Kanzlerin säit Joren ofgelauschtert gëtt.

Dat huet et a sech mat sech bruecht, datt den Europäesche Conseil am Oktober 2013 dat op säin Ordre du jour gesat huet an och eng Deklaratioun gemaach huet, wou en ënnerstrach huet, datt e Partenariat tëschent de Länner ëmmer misst a sollt am Respekt an am Vertraue béidersäits gemaach ginn. En huet zwar och ervirgestrach, datt d'Renseignementer e vitaalt Element am Kampf géint den Terrorismus wären. Nach ass dat Vertrauen tëschent Partner an de Vierdergrond gestallt ginn.

An do wëll ech zitéieren een Extrait aus deem Conseil, dee folgendermoosse laut: «Les chefs d'État et de gouvernement ont pris note de l'intention de la France et de l'Allemagne de demander des discussions bilatérales avec les États-Unis avec l'objectif de trouver avant la fin de l'année un accord sur les relations mutuelles dans ce domaine. Ils ont noté que les autres pays européens seront invités à rejoindre l'initiative.»

Weiderhin ass och geschwat gi vun der Existenz vun engem Groupe de travail, wou d'Unioun an d'Vereenegt Staten iwwert d'Protection des données matenee schwätzen, a gefrot ginn, datt esou schnell wéi méiglech an deem Kontext och géif weidergefuer ginn. Et ass vill Drock opgebaut ginn, a virun e puer Deeg huet den amerikanesche President och ugekënnegt, datt d'Aktivitéite vun der NSA géifen agegrenzt ginn an eng laang Ried mat Detailer doriwwer gehalen. An d'Reaktioune vu féierende Politiker aus der EU ware ganz ënnerschiddlech.

Duerfir wëll ech e puer Froe stellen.

Déi éischt ass: Wéi schätzt de Premierminister déi rezent Aussoen iwwert dëse Sujet vum amerikanesche President an?

Déi zweet ass: Kann de Premierminister eis soen, ob hie sengen däitschen a franséischen Homologen d'Ënnerstëtzung zougesot huet, wat hir Initiativ, déi ech virdrun zitéiert hunn, ubelaangt, wéi dat aus der Deklaratioun vum 24. Oktober 2013 ervirgeet? A goufen do scho Fortschrëtter erziilt?

Déi drëtt Fro, dat ass: Wou stinn d'Verhandlunge mat den USA, wat de Safe-Harbor-Ofkommes, dat heescht den Dateschutz ugeet?

An déi lescht Fro, dat ass: Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zur Iddi vun engem schrëftlechen No-Spy-Ofkommes tëschent den USA an der EU, esou wéi deen an der Lescht diskutéiert ginn ass?

Villmools Merci fir Är Äntwerten.

M. le Président.- Merci dem Här Claude Wiseler.

Här Wiseler, d'Auer ass bei zwou Minutte 50 stoe bliwwen. Ech mengen, et ass heiansdo gutt, wann een de Feeling vun der Zäit kritt, an ech kann Iech e Lidd dovu päifen. Den Här Premier huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre*.- Här President, wann Der erlaabt just? Ech wëll net hei engem soen, wéi e seng Froen ze stellen huet. Mä wann den Här Wiseler mech hei freet, wéi et mat Däitschland, wéi et mat Frankräich, wéi et mat hei a wéi et mat do ass, an awer seng Fro einfach seet: «J'aimerais lui poser une question concernant les récentes déclarations du Président Barack Obama au sujet des problèmes de surveillance des services secrets américains», wier ech frou, wann Der wierklech ganz prezis - Dir stoungt jo och eng Kéier hei, Här Wiseler -, wann Der ganz prezis Froen ze stellen hutt, iwwer wéi eng Konventioune wou gemaach gi sinn, dass Der och déi dann am Viraus vläicht kënnt stellen. Dat erlaabt dann dem Minister, Iech méi komplett op Är Fro och ze äntwerten.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Vu datt mer dat heiansdo gesot hunn, hutt Dir et jo duerno ëmmer gemaach.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre*.- Mir hunn et ëmmer gemaach. Dowéinst wier ech och frou, wann dann Är Fraktioun dat an Zukunft och géif maachen.

(Interruption)

Neen, also, wéi gesot, hei si Froe gestallt ginn. Ech muss Iech soen, dass iwwert de Conseil och vum Oktober doudsécher den Här Wiseler säin Noper ka froen, fir ze wëssen, wat ganz genau do dat wollt heeschen, well leider sinn ech eréischt am Conseil vum Dezember derbäi gewiescht, wou deen heiten Dossier net e Sujet war.

M. Jean-Claude Juncker *(CSV)*.- Ech leider net.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre*.- Jo. Mä Dir waart...

M. le Président.- Den Här Statsminister huet d'Wuert a soss keen aneren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre*.- Dee vum Oktober, mat deenen Engagementer, déi geholl gi sinn, kann ech mer virstellen, dass do den Här Wiseler am beschte säin Noper freet, dee kann da wëssen, wat ganz genau diskutéiert ginn ass.

Mä, wéi gesot, elo dat, wat immens wichteg ass, dat ass jo ze wëssen - an dat huet och de SREL der Kommissioun scho gesot an der Regierung och bestätegt -, dass se net mat der NSA zesummegeschafft hunn. De SREL wosst och näischt vum Programm „PRISM", dee jo d'Amerikaner gemaach hunn, bis dass den Edward Snowden jo déi ganz Informatiounen och matgedeelt huet am Juni 2013. Dofir kënne mer och net de Virworf gemaach kréien, mir hätten op jidde Fall do eng Roll matgespillt.

Mir hunn den Amerikaner an den Englänner och geschriwwen, well Dir hutt eis déi Fro jo och gestallt, fir ze wëssen, wéi eng Informatiounen hei iwwer Lëtzebuerg erausgaange sinn. Mir kruten do - a virun allem duerch déi Informatiounen, déi do duerch „El Mundo" och diffuséiert gi sinn - jo verschidde Virwërf gemaach. Ech kréien tatsächlech gesot, dass mer vun den Amerikaner a vun den Englänner Äntwerte kritt hunn, mä déi zimlech évasives waren. Dat ass de Prinzip vu Geheimdéngschter, dass déi net ëmmer ganz prezis hei, an deem heite Kontext, eis soen, wéi eng Aktivitéite se wou och maachen.

Dir hutt mer och d'Fro gestallt, wéi et wier mat deenen däitschen a mat deene franséische Kollaboratiounen, déi mer elo hätten iwwert déi Kommissioun, déi sollt jo geschaf ginn. Ech gesinn d'Madame Merkel an zwou Wochen, da wäerte mer och doriwwer diskutéieren. Ech mengen, Dir hutt se och selwer zitéiert, dass d'Madame Merkel hei Victime ginn ass vun Écoutë vun engem auslänneschen Déngscht. Ech muss Iech soen, dass ech dat och inakzeptabel fonnt hunn. An ech mengen, dass och de Conseil am Oktober, deen dat och condamnéiert huet, an déi richteg Richtung gaang ass.

Dass mir eleng elo als Lëtzebuerger den Amerikaner soen, Dir däerft dat net méi maachen, mengen ech, huet wéineg Afloss. Ech sinn der Meenung, dass et hei wichteg ass, dass ee wierklech och an engem nächste Conseil zesummen Décisiounen hëlt an dass och um Niveau vun de Geheimdéngschter an Europa doriwwer diskutéiert gëtt, wéi déi Zesummenaarbecht kéint si mat deene Länner, virun allem, wou mer „ami" sinn.

Et si verschidde Länner, wou mer jo och op militäreschem Niveau zesummeschaffen. An ech mengen, et wier net opportun, wann een d'Gefill hätt, dass een am Fong hannergaange géif ginn an dass d'Informatiounen, wou een am Fong net mengt, dass se sollte gesammelt ginn, awer gesammelt ginn.

Wéi gesot, mat de Fransouse musse mer och Kontakt ophuelen an deem dote Kontext. Ech soen Iech just, dass ech nach keng Diskussiounen, weder mat dem Här Hollande nach mat der Madame Merkel, an deem dote Kontext hat. Mä ech mengen, dass een Zeeche vun Europa immens wichteg ass, dass mer och eng Deklaratioun hunn, déi mer gemeinsam maachen, déi och op déi dote Problematik ageet.

Ech soen et nach eng Kéier: Et kann net sinn, dass een op där enger Säit seet, mir kollaboréieren, an op där anerer Säit deen aneren espionnéiert. Dat ass inakzeptabel!

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister.

Mir kommen zu der Fro N°3 vum honorabelen Här Marc Angel un d'Kulturministesch iwwert d'Mansfelder Schlass. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°3 du 20 janvier 2014 de M. Marc Angel relative au site du château Mansfeld à Luxembourg-Clausen, adressée à Mme la Ministre de la Culture

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, ech wollt hei e puer Froe stellen am Kontext vun deem Terrain oder deem Site a Clausen, wou fréier d'Mansfeld-Schlass stoung a wou och archäologesch Fouillë stattfonnt hunn an och iwwert d'Zukunft vun deem Site e puer Erklärunge kréien.

2007, am Kader vum Kulturjoer, hate mer do eng grouss Ausstellung am Musée, déi och e grousse Succès kannt huet. An Dir wësst, dass de Pierre-Ernest de Mansfeld am Joer 1545 Gouverneur vum Duché de Luxembourg gouf an dat ënnert dem Keeser Charles Quint. De Mansfeld war ee vun deene wéinege grousse Personnagen, déi eis Stad marquéiert hunn, andeems en och net militäresch Gebaier gebaut huet. A vum Joer 1563 bis 1604 gouf dat grousst Schlass mat Park an Déieregaart a Clausen erriicht.

Ech mengen, do sinn och am Kader vum Kulturjoer grouss Fouillë gemaach ginn an interessant Beschreiwunge vun deene Fouillë kann een an engem immens interessanten Ouvrage vum Jean-Luc Mousset noliesen aus dem Joer 2007. An do sinn eng ganz Rei Bauwierker fräigeluecht ginn, fonnt ginn, Fontainen, Reschter vu Fassaden an esou weider. Ech hunn elo keng Zäit, fir dorobber anzegoen.

An ech sinn och iwwerzeegt, dass, wann déi Fouillë weidergefouert gi wären, nach ganz flott Elementer do fonnt gi wären. Ech erlabe mer dofir, der Ministesch véier prezis Froen ze stellen:

Éischtens: Firwat sinn déi Fouillë géint 2007 gestoppt ginn, a gedenkt de Ministère dës Fouillen erëm weiderzefëieren?

Zweetens: Wéi ass et mat der Mise en valeur an der Accessibilitéit fir de Public vum Site selwer a vun deem, wat fonnt ginn ass? A gëtt et eng Volonté politique, fir dat alles ze sauvegardéieren an en valeur ze setzen? A wéi ass et mat de Mesures de sauvegarde, fir dass déi Degradatioun net weidergeet vun deem, wat fonnt ginn ass?

En drëtte Volet vu Froen: Wéi lafen d'Verhandlunge mat der Stad Lëtzebuerg, déi Propriétaire ass vun deem Terrain, fir den Terrain ze kafen? An do kann ee sech d'Fro stellen, ob een dat iwwerhaapt muss, ob een net kann e gemeinsame Projet mat der Gemeng Lëtzebuerg maachen. Dofir wollt ech wëssen, wéi de Stand vun de Pourparlers mat der Gemeng ass.

An déi lescht Fro: Ass de Site an dat, wat fonnt ginn ass, ass dee Site protegéiert, dat heescht klasséiert, fir dass näischt dem Bagger do kann zum Affer falen? An, falls dat net klasséiert wär, gedenkt Dir dat ze maachen?

Als Konklusioun wollt ech soen, dass de Mouvement écologique net méi spéit wéi gëschter oder haut de Moien eng Pressekonferenz hat, och iwwert dee Site, an ech deelen d'Meenung vum Mouvement écologique, dee seet, dass eng intelligent Valoriséierung vun deem Areal aus urbanistescher, mä och aus kulturhistorescher Siicht grouss Chancë biergt, net nëmme fir nei ëffentlech Fräiraim an der Siicht vum Denkmalschutz ze schafen, mä och fir do op deem Site, wou näischt Wäertvolles steet, Wunnengen ze bauen.

Ech soen Iech schonns am Viraus Merci fir Är Opmierksamkeet. Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Marc Angel.

Och him wëll ech soen, dass e bei zwou Minutten an eng hallef gelant ass. Wa mer alleguerten d'Froe wëllen duerchkréien, wëll ech ëm e bëssche Disziplin bieden. Domat huet d'Madame Kulturminister d'Wuert, d'Madame Nagel.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture*.- Merci, Här President. Véier Minutten, hu mer gesot kritt. Natierlech géif et elo och wierklech de Rahme sprengen, wann ech géif op dee ganzen Historique zréckgoen. Ech géif Iech schonn am Ufank proposéieren, wann dat gewënscht wier, wann d'Kulturkommissioun eng Kéier gären eng Visite des lieux géif maachen a vu mengen zoustännege Leit an deenen zwee Ministèren, Kultur a Logement, Explikatioune wëllt kréien, mir sti ganz gäre bereet, fir iwwert dee ganz flotte Site an iwwer wat alles do nach wäert kommen an Zukunft Iech Ried an Äntwert ze stoen.

Et ass gesot ginn hei vum Här Angel, et ass de Site vum Mansfeld. D'Schlass „La Fontaine" zu Clausen, mat sengem Park ronderëm, dee gebaut ginn ass 1563 bis 1604 vum spuenesche Gouverneur Pierre-Ernest de Mansfeld, war e Gebai awer, dat ganz séier zerfall ass. D'Schlass mat de Gäert woren deemools am Renaissance-Stil gebaut ginn a woren zimlech avantgardistesch fir hir Zäit.

Wat ass nach haut vum Schlass ze gesinn? Iwwerreschter vum Buer St-Pierre, Iwwerreschter vum Buer Vénus, Stécker vu Figurinnen, d'Mauere vum Palais selwer, virun allem d'Südsäit vun der Grande Galerie a verschidden Elementer am Gaart.

Ech fänke mat der Stad Lëtzebuerg un. D'Stad Lëtzebuerg ass Propriétaire vun engem groussen Deel vun den Terrainen, déi kaaft gi sinn

1987, 2002 an 2003. Am Ganzen ass deen Terrain 1 Hektar 30 Ar a 87 Centiare grouss. An d'Iddi war ëmmer vun der Stad Lëtzebuerg, fir eng Zentralschoul fir Clausen ze bauen. Déi Iddi ass awer 2006 fale gelooss ginn, well eben zu deem Zäitpunkt d'Fouillen um Terrain ugaange sinn a well et quasi onméiglech war, fir ze wëssen, wéi laang déi Fouillë géifen daueren, an dann esou e Projet vun enger Zentralschoul komplett géif, déi Iddi géif hifälleg ginn.

2007 freet d'Stad Lëtzebuerg beim Finanzministère, ob se net un den Terrainen interesséiert wieren. An de Juni 2012 widderhuele se nach eng Kéier hir Demande a soen awer och, datt se kee Problem hätten, fir e soziale Wunnengsbau ze ënnerstëtzen, wat se och dem Fonds du Logement matgedeelt hunn. Am Februar 2012 freet dann och de Fonds du Logement nach eng Kéier, ob d'Sessioun vum Site un de Stat nach ëmmer aktuell wär, wat d'Stad dann och den August 2013 dem Fong nach eng Kéier confirméiert huet. Och freet d'Stad Lëtzebuerg, ob de Fonds du Logement e Projet ausgeschafft hätt a wéi e gedenkt dee Projet ze realiséieren.

Op d'Ufro vum Fonds du Logement et de l'Habitat huet Luxconsult op eng Réunioun sur place den 13. Januar dëst Joer elo invitéiert, wou och all concernéiert Parteien derbäi woren. D'Stad Lëtzebuerg war vertrueden, de Fonds du Logement, den SSMN, den MNHA, de Musée naturel an de Centre national vun der Recherche archéologique.

Et ass och zu deem Zäitpunkt gekuckt ginn, wat fir ee Potenzial dee ganze Site huet, fir nei kënne bebaut ze ginn. An et ass och zu deem Zäitpunkt scho gesot ginn, den 13. Januar, fir eng nächst Réunioun festzehalen de 25. Februar.

Net méi spéit wéi de Moien hunn ech matgedeelt kritt, datt de Comité directeur vum Fonds du Logement den Accord ginn huet, e Concours d'idées ze lancéieren. De Bureau d'études Luxconsult bereet de Concours elo vir. An da kann deen an deenen nächsten dräi Méint lancéiert ginn, wat eng flott Saach ass a wou een dann awer wierklech scho weess vläicht, a wat fir eng Richtung dee ganze Site an déi Projeten, déi virgesi ginn, wäerten an Zukunft an der Form och ugeholl ginn.

Selbstverständlech ass vu Sites et Monuments gefrot ginn, fir et op den Inventaire ze setzen. An dat muss awer an all deem Projet do respektéiert ginn. An do ass och virgesinn, datt dat soll an Zukunft och respektéiert ginn, well et ass wierklech e Site, deen derwäert ass, fir dat och ze schützen. Et gehéiert méi wéi sécher zum Patrimoine vun eiser Geschicht vun der Stad Lëtzebuerg.

Och ass awer ze soen, datt de Fonds de rénovation de la Vieille Ville inoffiziell mam Dossier eng Kéier saiséiert ginn ass, well dee vill Erfahrunge mat Projeten huet, wou et och drëms geet, d'historesch Bausubstanz mat neie Projeten ze verbannen. De Fong kéint hei och d'Roll vum Promoteur spillen. Déi Iddi ass nach ëmmer am Gespréich an do sinn och nach ëmmer Diskussiounen, déi lafen. Dat heescht, et sinn am Fong zwou Pisten op, fir kënnen do e ganz flotte Projet zesummen och ze realiséieren.

Et ass net virgesinn, déi al Bausubstanz komplett ofzerappen, mä se soll an deen neie Projet agegliddert ginn, esou wéi dat och schonn op anere Plazen am Land gemaach ginn ass. An dëst gëllt net nëmme fir de Site vum Schlass Mansfeld, mä och wat d'Maison Fischer aus dem 18. Jorhonnert, déi haut dosteet, ugeet, wou deemools en Deel vum Mansfeld sengem Palais och stoung.

Och ass e Kompromëss duerchaus méiglech, fir...

M. le Président.- Madame Minister, d'Zäit leeft lech fort.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture*.- Jo.

...verschidden Elementer am Gaart ze erhalen.

Ech wollt just soen, datt scho ganz vill dru gemaach ginn ass. Déi archäologesch Fouillen, fir do nach drop ze äntwerten, sinn nach net ofgeschloss. Déi wäerten och virugoen, well de Centre national vun der Recherche archéologique leet grousse Wäert drop, datt den Esprit du lieu net verluer geet.

Ech wollt ganz zum Schluss awer och nach soen, datt wierklech och ganz vill vum Kulturministère schonn all déi Joren investéiert ginn ass. D'Stabilisatioun an d'Protektioun vum Site tëschent 2001 an 2013: 358.306 Euro, am Budget 2014 si 26.900 Euro virgesinn. D'Mesures d'urgence, déi musse getraff ginn 2014: 145.000 Euro. An de Budget Locatioun an Démontage vun der Structure de protection: 37.000 Euro. An de Contrat de location fir d'Gerüst leeft Enn 2014 of. Do muss esou séier wéi méiglech och eng Décisioun getraff ginn.

Schued. Et ass eriwwer. Merci.

(Hilarité)

M. le Président.- Et war schonn zwou Minutten 20 eriwwer, Madame Nagel.

(Hilarité)

Mä vu dass et Är éischt Nagelprouf war,...

(Brouhaha et hilarité)

...war ech, grad wéi bei de Kolleegen, e bësse méi large. Dir kënnt lech awer drop verloossen, dass mer ab nächster Kéier e bësse méi streng ginn.

Mat der Fro N°4 un d'Familljeministesch wëllt den honorabelen Här Kartheiser Informatiounen iwwert de Forfait d'éducation, op Lëtzebuergesch d'Mammerent.

- Question n°4 du 21 janvier 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au forfait d'éducation, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten a leschter Zäit e puer Deklaratioune vun der Regierung héieren iwwert d'Thema Mammerent. Den Här Premierminister huet op der Televisioun gesot, datt en eventuell iwwert d'Opportunitéit vu Cumule kéint nodenken. D'Madame Minister Cahen hat gemengt, datt et eng Fro wär, ob een net d'Mamme misst encouragéieren - dat wier d'Intentioun vun der Regierung -, fir schaffen ze goen.

Alles dat stellt eis also direkt Froen iwwert d'Zukunft vun der Mammerent. An dat ass och schonn déi éischt Fro un d'Regierung: Wat gedenkt elo d'Regierung an deem Dossier Mammerent ze maachen?

An déi zweet Fro, déi ass op d'mannst gradesou interessant, wéinstens an eisen Aen, nämlech dat ass déi vun der Équitéit an deem Ganzen. Well Dir erënnert lech, datt an der leschter Legislaturperiod schonn d'Mammerent vu 60 op 65 Joer - de Bezuchsalter - eropgesat gouf. An dat ass u sech näischt aneschters wéi eng Injustice gewiescht géintiwwer deene Mammen, déi net eng eege berufflech Carrière an net eege Pensiounsusprech haten, géintiwwer deenen, déi awer schaffe gaange sinn.

Firwat? Ma well am Calcul vun der Rent, wann een en eegent Renterecht huet, och dee Forfait mat dran ass, deen d'Regierung als Salariatspartie weiderbezuelt huet fir déi Mammen, also u sech d'Babyjoren. A vun deene kënnen déi Mamme profitéieren, déi eege Pensiounsrechter hunn. Während den Ausgläich dofir, d'Mammerent eben, op zwou Manéieren net matgezunn huet: engersäits duerch d'Unhéijung vum Bezuchsalter an op där anerer Säit eben op d'Fro, wéi dat an Zukunft iwwerhaapt nach deene Mamme soll zeguttkommen - oder Pappen, a gewësse Fäll -, déi ebe sech selwer ëm d'Erzéiung vun de Kanner këmmeren.

Also eis Fro un d'Regierung: Wat huet d'Regierung wëlles mat der Mammerent? An ass de Principe d'équité garantéiert tëschent deenen, déi eege Pensiounsusprech hunn, an deenen, déi déi net hunn?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert huet d'Madame Familljeministesch, d'Madame Corinne Cahen. Madame Familljeministesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools Merci, Här President. Den Ament ass et esou, dass d'Regierung, d'Koalitioun natierlech all d'Mesuren, d'Aktiounen an all d'Aktivitéiten analyséiert a kuckt, ob se konform si mat de generelle politeschen Orientatioune vun dëser Regierung. Mir wëlle virun allem gesinn, ob all déi Mesuren hir eigentlech Ziler och erreechen an ob d'Moyenen adaptéiert sinn a richteg benotzt ginn.

D'Mammerent gehéiert natierlech zu deenen Allocatiounen. An dofir gëtt natierlech och d'Mammerent de Moment analyséiert, wat mer maachen zesumme mam Minister vun der Sécurité sociale.

Méi kann ech am Fong elo am Moment net soen dozou, well d'Mammerent, wéi gesot, ee vun deene Punkten ass vun all deene Mesuren, vun deem ganze Package, déi den Ament ebe gekuckt ginn.

D'Fro war och relativ kuerz, mä natierlech si mir fir eng absolut Egalitéit. Ech géif dat net Équitéit, mä Egalitéit nennen tëschent Mann a Fra. Dat ass ons ganz wichteg. A mir wëllen och keen elo encouragéieren, schaffen ze goen. Mir wëlle virun allem awer d'Leit encouragéieren, vläicht de Lien mat der Aarbechtswelt awer e bëssen ze behalen, och en vue fir wann d'Kanner net méi doheem sinn. Voilà!

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch.

An der Fro N°5 riicht den honorabelen Här Claude Adam sech un de Premier- a Kommunikatiounsminister a wëllt méi iwwert d'Zukunft vu Radio «ARA» wëssen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°5 du 21 janvier 2014 de M. Claude Adam relative à l'avenir de la station de radio «ARA», adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre des Communications et des Médias

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Här Premierminister a Medieminister, Kommunikatiounsminister, wann een d'Geschicht vum Radio «ARA» kennt, da weess een, datt souwuel an der Vergaangenheet wéi och an der Zukunft d'Liene vun deene Gréngen an d'Sympathië ganz staark un dee Sender gebonne sinn. Duerfir deet et eis ëmsou méi wéi, wann, wéi dat elo an der Lescht bekannt ginn ass, de Radio «ARA» gréisser Problemer huet.

Déi gréisser Problemer si séier résuméiert: Zënter ongefeier Mee 2013 ass den Empfang vum Radio «ARA» ganz staark gestéiert. En ass gestéiert duerch e Radio aus der Belsch, dee vun den Ardennen aus sent. Duerfir gëtt et ëmmer méi schwéier, oder duerfir ass et elo laang Zäit schwéier ginn, fir de Radio «ARA» ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg ze empfänken. An dat mécht dem Radio éischtens d'Fonctionnéiere schwéier, an zweetens och d'finanziell Situatioun fir de Radio gëtt ëmmer méi schwiereg, soudatt dee Radio eventuell géif riskéieren, ze verschwannen.

Den Ursprong vun de Frequenzpoblemer läit an den 80er Joren, wou déi international Verdeelung vun de Frequenze festgeluecht ginn ass fir all Land. An deen Accord gëllt nach ëmmer. An zënterhier gëtt et just eng Ëmkodéierung vu Frequenzen innerhalb vun de Länner oder och tëschent Länner, mä dat ass all Kéiers op eng Basis vun donnant-donnant.

Ech ginn elo net an, an där kuerzer Zäit, op d'Liberaliséierungsgesetz vun 1991. Ech wëll awer kuerz och iwwer méiglech Léisungsproblemer schwätzen.

Ech mengen, de Radio «ARA» huet drop higewisen, datt et fir si eng méiglech Léisung wier, fir eng Frequenz vun engem anere Sender eventuell kënnen ze kréien, déi anscheinend net benotzt gëtt. Dat wier schonn emol interessant, ob dat eng méiglech Léisung ass.

Duerfir, Här Minister, un lech d'Fro: Wat sinn d'Démarchen, déi d'Regierung och schonn zënter dem leschte Joer, also déi Regierung virun lech, gemaach huet, fir mat deem Problem ëmzegoen, an och déi den ILR gemaach huet? Wat ass am leschte Joer geschitt?

Wat si méiglech Initiativen, déi Dir wëllt huelen, eventuell och mat der belscher Regierung? Ass et méiglech, do en Accord ze kréien? Wat sinn Är Proposen, fir dee Problem hei op méiglechst kuerz Dauer kënnen ze léisen?

Ech soen lech Merci fir Är Äntwerten.

M. le Président.- Merci och dem Här Adam. Den Här Premier- a Kommunikatiounsminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias*.- Merci, Här President. Ech soen och dem Deputéierten Adam Merci fir dës Froen.

Sou wéi hien et gesot huet, huet de Radio «ARA» suite zu den Appels vu Kandidaturen aus dem Joer '92 vun der Commission indépendante de la radiodiffusion an ënnert der Gesellschaft Alter Eco dunn déi éischt Frequenze kritt. Et woren der zwou deemools: 103,3 an 105,2.

Dir wësst jo, dass och déi ganz Frequenze vun de Radioen international geregelt sinn. Dat ass de Plan de Genève, nennt een dat, dee '84 geholl ginn ass bei der UIT an deen och genau regelt, wéi d'Radiosfrequenze kënne gemaach ginn.

Tatsächlech ass de Radio «ARA», esou wéi ech virdru gesot hunn, mat der Frequenz 103,3 - dat ass déi Frequenz, déi se haut benotzen -, mä si hunn och nach eng zweet - 105,2 - a si hunn nach eng zousätzlech bäikritt, dat ass de 87,8. Dat ass déi drëtt Frequenz, déi se bäikritt hunn. A bei 103,3 ass elo NRJ aus der Belsch, déi vu L'Église aus den Ardennen hir Masten installéiert hunn a vu L'Église déi Strahlungen hei zu Lëtzebuerg verschidden Interferenzen hunn.

De Problem, deen awer do ass, mir hunn och bei de Belsch intervenéiert, ass, dass déi eis soen, dass se, wa se de Poteau vu L'Église méi schwaach géifen astellen, de Problem wier vu ganz anere Radioen, déi net op dëse Frequenze sinn. An dass dann de Risque och wär, dass déi aner Radioen doduerjer kéinte leiden.

(Interruption)

Mir hunn och e Kontakt opgeholl. Den ILR huet mat de belschen Homologe geschwat, fir ze kucken, ob do näischt ze maache wier. An déi Äntwert, déi ech lech ginn hunn, hunn d'Belsch eis ginn, fir ze soen, et wiere Répercussiounen op aner Radioen, a si sinn net gewëllt elo, fir do eppes ze änneren.

De Radio «ARA» huet och e Courrier gemaach un d'ALIA, déi elo fest besat ginn ass mam Här Hoscheit un hirer Spëtzt, deen och an d'Compositioun, wou mer elo déi lescht Propositioun vum ORK nach kritt hunn, konnte mam leschte Regierungsrot definitiv besetzen. An ech gesi keng honnertdausend Méiglechkeeten, Här Adam.

Déi éischt ass, dass ee sech géif eenegen, fir op dem 87,8 an Zukunft auszestrahlen. Dat wier eng Méiglechkeet. Wéi gesot, et ass keng Garantie, dass ni méi duerno e Problem géif kommen. Mä et ass dat, wat op jidde Fall eis Servicer géife préconiséieren.

Mä ech géif elo virun allem préconiséieren, dass déi nei ALIA, de Service vun de Medien a vun der Kommunikatioun, an d'ILR zesumme mam Radio «ARA» sollen zesummekommen. Dee Problem ass elo eréischt wierklech akut ginn, an ech mengen, och duerch... Ech muss lech soen, dass dat eppes war, wou keen ni virdrun driwwer diskutéiert hat. An dass ech och gëschter an der Belsch jo war an och mat eise Servicer diskutéiert hunn, wéi mer doriwwer kéinte mat de belschen Autoritéiten diskutéieren. An do krute mer, wéi gesot, vum ILR bestätegt, dass déi scho mat de Belsch diskutéiert haten.

Dofir, ech préconiséieren, dass déi staatlech Säiten, also de Service des Médias et des Communications, den ILR, d'ALIA, zesumme mam Radio «ARA» géifen zesummekommen. Et gëtt keng honnertdausend Méiglechkeeten. Entweder et bleift esou oder et misst een eng aner Frequenz huelen. Ech kann net de Belsch soen, wat se dierfen oder wat se net dierfen, wann et virun allem konform ass zu internationale Konventiounen.

M. le Président.- Merci dem Här Premier- a Kommunikatiounsminister.

Déi nächst Fro vum honorabelen Här Gilles Roth riicht sech un de Finanzminister. Den Här Roth wëllt Detailer wëssen iwwert déi ugekënnegt TVA-Erhéijung. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°6 du 21 janvier 2014 de M. Gilles Roth relative aux hausses annoncées des différents taux de TVA, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Regierungserklärung gouf et virun engem gudde Mount eigentlech keng weider Prezisiounen iwwer eng méiglech TVA-Erhéijung. Den Här Bettel huet am Kontext vun de Statsfinanzen an der Budgetskonsolidéierung éischter vun „Kassensturz", „Screening vun Ausgaben" an „zero-based budgeting" geschwat. Steiererhéijunge sollten eigentlech als lescht Mëttel a Betruecht gezu ginn.

De Finanzminister huet du virun enger Woch, iwwregens op Nofro vun der CSV hin, an der zoustänneger Chamberskommissioun d'Kaz aus dem Sak gelooss an eng Erhéijung vun der TVA an Aussiicht gestallt.

Am Sënn vun der Transparenz an der Prévisibilitéit vun der Steierlandschaft, fir déi déi nei Regierung, iwwregens zu Recht, wëllt antrieden,

mä och am Geescht vun der Planungssécherheet vu ville Betriber an Zegdausende Privatstéit hei am Land wëll ech duerfir eigentlech méi kloer Äntwerte vum Finanzminister op folgend Froen:

Éischtens, bleift de superreduzéierten TVA-Saz vun 3% an dem Horesca-Beräich, ënner anerem bei de Caféen an de Restauranten, bestoen oder net?

Zweetens, gëtt den Zwëschen-TVA-Saz vu 6% an d'Luucht gesat? A wa jo, ëm wivill? A falen dorënner och Produkter wéi de Gas an d'Elektresch?

Drëttens, geet de sougenannten „Parking"-TVA-Saz vun 12% an d'Luucht? A wéi verhält sech do d'TVA op den Heizuelech?

Véiertens, op wat fir engem konkreten Datum sollen dann déi geplangten TVA-Erhéijungen a Kraaft trieden?

Fënneftens, mat wat fir engem Steiergewënn huet d'Regierung déi geplangten TVA-Erhéijungen geschat?

Sechstens a leschtens, wéisou kënnt d'Regierung no engem Mount Amtszäit, an nodeems si während dräi Méint eigentlech net midd ginn ass, ze soen, fir d'Éischt géif gespuert ginn, dann elo schonns ee Mount no hirer Vereedegung zur Konklusioun, dass et muss zu enger TVA-Erhéijung kommen?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Roth. Den Här Finanzminister huet d'Wuert. Här Finanzminister, wann ech gelift.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech emol ganz kloer hei soen, dass déi Erhéijung vun der TVA mam Budget vun 2015 ze dinn huet. Ech erkläre mech.

Et ass jo kee Geheimnis, dass mer wéinst de Perten am Commerce électronique e Lach an de Budget 2015 kréien, dat riseg ass. An et ass aus deem Grond, dass mer mussen 1,5 Milliarde fannen. An déi kënne mer net aneschters fannen, wéi wa mer och géifen d'TVA erhéijen.

Dofir Äntwert op Är Fro: D'TVA-Erhéijung gëtt net gemaach, fir de Budget vun 2014 ze équilibréieren, well d'Prioritéit vun der Regierung ass, um 2014er Budget de Gros vun den Efforte mat Reduktioune vun den Dépensen ze maachen. An där Hisiicht bleiwe mer kohärent mat deem, wat am Regierungsprogramm steet.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Zu den Tauxe kann ech Iech partiell äntwerten. Ech kann Iech net komplett äntwerten, well d'Regierungsdiskussioun nach net stattfonnt huet. Mir sinn amgaangen, déi ze preparéieren, an dat wäert an deenen nächste Wochen an de Regierungsrot kommen, soudass meng Kolleegen nach net informéiert sinn, a souguer ech sinn nach an der Aarbechtsphas.

Ech kann Iech awer soen, dass den Taux superréduit vun 3%, wéi och ugekënnegt, wäert bleiwen. Ech kann nach net op déi Fro äntwerten, déi Der gestallt hutt iwwert de Secteur vun der Hôtellerie/Restauratioun, well doriwwer hu mer nach net geschwat.

D'Aarbechtshypothees ass, dass déi aner Tauxen 2% an d'Luucht ginn. Den Taux vu 15 geet ganz bestëmmt 2% an d'Luucht. An d'Aarbechtshypothees ass, dass déi aner Tauxen, dee vu 6 a vun 12, och géifen 2% an d'Luucht goen.

Ech wéilt nach dozou ajoutéieren, dass déi Augmentatioun vun der TVA och en ligne ass mat de Recommandatiounen, déi d'Kommissioun der Regierung gemaach huet am Programme de réforme. Am Mee/Juni 2013 ass eng Recommandatioun vun der Kommissioun komm, fir ze soen, dass Lëtzebuerg soll den Taux normal vu 15% ausweiden, well mir eent vun deene Länner sinn, wou deen Taux am dënnste gesat ass. Dofir leie mer mat där Approche, mengen ech, op enger ganz kohärenter Linn mat de Recommandatioune vun der Kommissioun.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Merci och dem Finanzminister.

Mat där nächster Fro riicht sech den honorabelen Här Alexander Krieps un de Minister vun der Ekonomie a wëllt Detailer wëssen iwwert d'Schléissung oder déi eventuell Schléissung vu verschiddene Postbüroen. Här Alexander Krieps, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°7 du 20 janvier 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'éventuelle fermeture de bureaux de la Poste, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Alexander Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, meng Fro, wann ech elo zréckkucken op déi viregt Froen alleguer vum Geheimdéngscht, iwwert de Pierre-Ernest de Mansfeld, déi fält e bëssen of. Mä déi ass mer e Sonndeg mat op de Wee gi ginn, vun enger ganz sympathescher Dëschnopesch, déi sech Suerge gemaach huet iwwert d'Désertification administrative am Land. An do hunn ech hir gesot, mir wären zwar nach net am Larzac, mä ech géif dann de Minister froen, well si envisagéiert hätten, et géife Postbüroen zougemaach ginn am Land, wéi dat da géif virugoen. Dofir wollt ech dem Minister déi Fro stellen.

Ech wollt him och d'Fro stellen - ech hu gëschter Owend emol am Télefonsbuch gekuckt, wéi vill Postbüroe mer am Land hunn: Dat sinn der 106 an zwielef Postshopen a Packupstatiounen, an am Géigesaz zu där Damm hire Behaaptungen hu mer 51 Büroen am Éislek an am Osten; et ass also net, wéi wann déi ënnerbesat wären -, d'Fro ass also, Här Minister, ob Der an Zukunft, wa Rationalisatioune kéimen, an an deem Wuert „Rationalisatioun" ass jo och déi Racine Ratio/Vernunft, kucke géift, ob Der d'Postbüroen an de Garen installéiere géift, och am Éislek zum Beispill. Ëmgedréit ass et méi schwiereg, fir d'Gare an de Postbüro ze huelen.

(Hilarité)

An da géif ech mengen…

(Brouhaha)

Neen, dat ass eng ganz seriö Fro.

Aner Verwaltunge si jo ënner Ëmstänn och betraff vu Reduktiounen, haaptsächlech an de ländleche Géigenden. Dat ass meng Fro. Merci fir Är Äntwert, Här Minister.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem honorabelen Här Alexander Krieps. D'Wuert huet den Ekonomiesminister, den Här Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zur Fro vum honorabelen Deputéierten ass Folgendes ze soen: Also mir brénge keng Garen an d'Postbüroen, fir dat Gerücht direkt emol aus der Welt ze schafen - doriwwer eraus wär et dann och um Här Bausch ze äntwerten.

Et ass esou, dass d'Post amgaangen ass, e Gesamtkonzept ze erstellen, wat hire Service iwwer Land ugeet. Et ass de Moment néierens virgesinn, fir iergendeng Postagence zouzemaachen. Fir d'Éischt gëtt e Konzept erschafft, an d'Iddi vun deem Konzept ass ebe just, fir de Service um Bierger ze verbesseren an net de Contraire.

Dir wësst, dass mer de Moment eng ganz Rei Postbüroen uechtert d'Land hunn, déi nëmme stonneweis op hunn, wat net onbedéngt deene Leit zupasskënnt, déi schaffe ginn, déi also ëmmer dann, wann déi Postbüroen op sinn, meeschtens keng Zäit hunn, fir dohinner ze goen.

Also d'Iddi ass elo, e Gesamtkonzept ze erstellen, wéi mer de Service verbessere kënnen, wéi mer d'Éffnungszäite verbessere kënnen. An d'Stäerkt vun der Post ass ebe just déi, fir iwwert de ganzen Territoire verdeelt ze sinn an net de Contraire. Dofir ass eigentlech net ugeduecht, fir Büroen zouzemaachen, mä fir eng méi optimiséiert Verdeelung an och en optimiséierte Service dem Bierger unzebidden.

An do wäerte mer am Laf vun dësem Joer e Konzept kréien an dat kënne mer da ganz gären eng Kéier zesummen an der zoustänneger Kommissioun diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Ekonomiesminister.

Mir kommen zu der nächster Fro. Et ass d'Fro vum honorabelen Här Serge Urbany un de Landwirtschaftsminister iwwert de rezente Rapport vu Greenpeace iwwert déi toxesch Substanzen a Kannerkleeder. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°8 du 21 janvier 2014 de M. Serge Urbany relative à la récente étude de l'ONG Greenpeace en relation avec des substances toxiques relevées dans les vêtements d'enfants, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Effektiv huet Greenpeace an enger rezenter Etüd Gezei ënnersicht - och dorënner Kannergezei, wat vill op europäesche Mäert, iwwregens och zu Lëtzebuerg, ugebuede gëtt -, fir ze kucken, wat fir toxesch Substanzen doran enthale sinn. An déi Resultater dovunner sinn anscheinend zimlech desastréis a goufen och an der internationaler Press kommentéiert.

Och wann et zu deene meeschte vun deene Substanzen, déi hei am Spill sinn, scho Regulatiounen an Europa gëtt, mengen ech, weist dat just, dass déi Regulatiounen nach net wäit genuch ginn. Zum Beispill eng vun deene Substanzen, sougenannte Phthalaten, déi och zum Beispill e Risiko vun der Onfruchtbarkeet kënnen erhéijen, sinn zwar an der EU a Kannerspillsaache verbueden, awer net zum Beispill a Kannerkleedung. An ëm déi handelt et sech hei. Verschidde Produiten, déi an der EU verbuede sinn, kënnen awer eventuell als importéiert Produiten hei ze fanne sinn.

Dofir meng Froen un den Här Minister: Wéi stellt d'Lëtzebuerger Regierung sech vir, Kanner awer och Erwuessener virun esou toxesche Stoffer an der Kleedung preventiv a wierksam ze schützen? Wéi wäit geet do den nationale Spillraum vun der Regierung? Awéiwäit wëllt se dee Spillraum notzen?

Wat fir Test- a Kontrollmechanisme gëtt et hei am Land? Wéi kënnen déi an esou Fäll agesat ginn?

A wéi steet d'Regierung zu weideren, méi restriktiven a méi strengen Dispositiounen, déi och zu Verbueder kënne féieren, vun esou gefäierleche Stoffer a Kleeder, souwuel hei am Land wéi och an Europa am Kader vun der europäescher Reglementatioun? A wat fir Moossname si konkret do an Zukunft geplangt?

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Den Här Landwirtschafts- a Konsumenteschutzminister, den Här Etgen, huet d'Wuert.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*.- Merci villmools, Här President.

Déi Etüd, vun där den Här Urbany geschwat huet, ass haut virun aacht Deeg publizéiert ginn, de 14. Januar. 82 verschidde Produkter, déi iwwer zwielef verschidde Marke verkaaft ginn, waren hei viséiert. An do waren dann awer esou bekannt Marken derbäi wéi American Apparel, C&A, Disney, Primark, Uniqlo, Adidas, Li-Ning, Nike, Puma a Burberry.

D'Regierung huet déi Etüd zur Kenntnis geholl. Déi Substanzen, déi vun der Etüd viséiert sinn a sech an den analyséierte Kleeder erëmfonnt hunn, sinn zum Deel sougenannt „perturbateurs endocriniens". Dat heescht, et si Substanzen, déi staark mat dem mënschlechen Organismus interagéieren - an den Här Urbany huet och dorop higewisen -, zum Beispill Problemer um Niveau vun den Hormoner, vun de Schilddrüsen an esou weider.

Déi communautaire Texter, déi hei a Kraaft sinn, an do besonnesch REACH, bidden ee gëeegenten Outil fir d'Gestioun vun de Risiken an de chemesche Substanzen. Dësen Outil gëtt och regelméisseg à jour gesat an adaptéiert.

Et ass ee Beräich, wou bis elo nach eng Partie Ministèren hei am Land Kompetenzen hunn, notamment den Ëmweltministère, de Gesondheetsministère an de Wirtschaftsministère, déi awer an der Zukunft ënner engem Daach, dem Verbraucherschutzministère, solle koordinéiert ginn.

Um Lëtzebuerger Niveau si bis elo nach keng Kontrollen an dësem speziell viséierte Beräich ënnerholl ginn. Et ass awer kloer, datt d'Regierung dësen Dossier mat ganz vill Opmierksamkeet wäert suivéieren an och déi néideg Mesurë wäert an d'Weeër leeden, fir dës Produiten aus dem Verkéier ze zéien, wa se deene betreffende Reglementer net entspriechen.

Ech mengen, wat elo de preventive Beräich ubelaangt, ass jiddefalls och hei den Opruff un d'Konsumenten, sech virum Kaf vun esou Produiten iwwer méiglech Nuisancen ze informéieren. Zum Beispill kann een dat maachen um Internetsite www.reach.lu, wou eng ganz Rei Informatiounen zu dësem Thema stinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Villmools Merci dem Här Landwirtschafts- a Konsumenteschutzminister.

Als Nächsten ass et um Tour vum Här Franz Fayot, dee vum Nohaltegkeetsminister méi iwwert de Bau vun der neier Nationalbibliothéik op Bricherhaff wëllt wëssen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°9 du 21 janvier 2014 de M. Franz Fayot relative au début de construction de la nouvelle Bibliothèque Nationale au Bricherhaff à Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den deemolege Statsminister huet de 5. Mee 2010 am État de la nation deklaréiert, dass d'Regierung sech géif engagéiere fir d'Konstruktioun vun enger neier Nationalbibliothéik. Deemools ass och schonn de Site genannt gi vun der Nationalbibliothéik: Dat sollt um Lieu-dit „Bricherhaff" um Kierchbierg sinn.

An den Här Juncker huet och deemools den Ufank vun den Aarbechte genannt, dat sollt…, oder plutôt souguer d'Date d'achèvement vun der Bibliothéik, déi sollt 2014 gebaut ginn. D'Gesetz, wat de Bau vun där neier Nationalbibliothéik dunn approuvéiert huet, ass dunn och 2013 ugeholl gi vun dëser Chamber, méi prezis den 18. Abrëll 2013.

Wéi mer alleguer wëssen, platzt eis Nationalbibliothéik, eis aktuell Nationalbibliothéik aus allen Néiten, wéi d'ailleurs och d'Archiven, d'Nationalarchiven - mä dat ass eng aner Fro, en anere Problem. An et gëtt haut nach méi wéi virun dräi, véier Joer e reelle Besoin, fir dass déi Nationalbibliothéik do kënnt.

Meng Fro dohier un de Bauteminister ass eng einfach: Wou si mer dru mat deem Bau? Dat ass jo e Projet, deen à maturité ass, dee ka gebaut ginn. Sinn d'Ausschreiwunge gemaach ginn? A wéini kënne mer mam Ufank vun den Travaux do rechnen?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech wollt och dem honorabelen Här Fayot Merci soe fir déi Fro. De Bau dovunner ass och ganz am Timing. Déi éischt Aarbechten hunn ugefaangen elo Enn Dezember, ufanks Januar, an zwar andeem den Terrain um „Bricherhaff" preparéiert gëtt. Et ass eng éischt Soumissioun, déi dréit sech ëm d'Installatioun vum Chantier an den Traitement vun den Décheten, déi ass och schonn um Lafen, déi ass den 2.1. och ofgeschloss ginn. Dat heescht, du krut de Ministère eng Propos gemaach vun der Adjudicatioun, an d'Aarbechten dovunner wäerten de Mäerz 2014 ugoen.

Et ass eng zweet Soumissioun, déi ass um Lafe respektiv och ofgeschloss. Do ass den 21. Januar d'Ouverture gewiescht vun der Soumissioun, an et gëtt gerechent, datt d'Aarbechte vun den Terrassementer uginn Abrëll, Mee dëst Joer, dat heescht an een, zwee, dräi Méint, an datt déi bis Enn 2014, Ufank 2015 daueren.

An da kënnt eng drëtt Soumissioun, dat ass de Gros œuvre. Do ass d'Finalisatioun vum Bordereau fir de Gros œuvre amgaang. Do ass fir de Mäerz 2014 virgesinn, datt dee steet. An da gëtt d'Soumissioun lancéiert am Mee, Juni 2014, also dëst Joer, soudatt d'Aarbechte vum Gros œuvre punkt- an timingsgeméiss 2015 kënnen ugoen. Wann alles normal klappt, am Kader vum Bau - et ware véier Joer Bauzäit virgesinn -, da wäert déi nei Nationalbibliothéik 2018 fäerdeg sinn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här François Bausch.

Als Nächste kënnt den honorabelen Här Marc Spautz. Hie riicht sech mat enger Fro un d'Madame Familljeministesch a wëllt méi iwwert d'Ännerunge bei de Familljenzoulage wëssen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°10 du 21 janvier 2014 de M. Marc Spautz relative aux changements éventuels qui pourraient toucher le système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch huet d'Madame Familljeministesch um Radio an och an der Press d'Iddie virgestallt, wéi et soll mat de Familljenzoulage weidergoen. Et war een e bëssen iwwerrascht, well mer jo verstanen

haten, et géif fir d'Éischt e Screening gemaach gi vun de Finanzen, ier och géif geschwat gi vun Aspueren. Bei deene Saachen ass och gesot ginn, dass ee sech ka virstellen, och an der Familljepolitik, dass een do Spuermoossname ka maachen.

Ass de Screening scho fäerdeg, dass een elo scho kann op déi Spuermoossnamen ausgoen? Oder wéi ass déi Virgoensweis ze erkläre vun der Familljeministesch? Oder steet déi net e bëssen am Géigesaz zu där Politik, déi den Här Berger gëschter op der Pressekonferenz oder um Neijoersempfang vun der DP gesot huet, dass fir d'Éischt alles misst iwwerschafft ginn an alles misst gekuckt ginn, ier ee kéint kucken, a wat fir eng Richtung et geet, an et misst een alles eng Kéier op null setzen?

Déi Pisten, déi elo diskutéiert ginn, wat d'Kannergeld ubelaangt, also d'Familljenzoulagen allgemeng, ginn déi eleng gekuckt? Ginn déi gekuckt zesumme mat der Steierreform, déi den Här Gramegna jo soll ausschaffen? Ginn déi zesumme gekuckt mam Chèque-service, wat den Här Meisch jo nach muss ausschaffen?

A ginn déi och zesumme gekuckt mat de Wunnengsbauprimen, well et jo och drëm geet bei de Kanner, well jo och d'Kannerzuel do eng grouss Influenz huet op dat, wat am Logement geschitt? Gëtt dat och am Zesummenhang gekuckt mat de Primë bei de Prêten, bei deene jo och d'Kanner mat berücksichtegt ginn? Ass dat e ganze Package, deen do kënnt? Well eleng mat der Ukënnegung vun engem Punkt kann dat e bëssen zur Veronsécherung féieren.

Et ass des Weidere gesot ginn, et misst vereinfacht ginn, wéinst de Frontalieren. Ech menge jo awer, dass och Frontalieren, wann en neie System do ass, nach ëmmer hiren Ausgläich kréien, dass et nach ëmmer esou ass, dass a Frankräich ee fir dat éischt Kand näischt kritt an eréischt ab deem zweete Kand eppes kritt, an Däitschland erëm eng aner Moossnam ass an an deenen aneren europäesche Länner erëm aner Moossname sinn.

Gëtt dat ofgeännert? Oder wann ee schwätzt vu Vereinfachung, wéi kann een dat maachen? Well op déi Législatioun huet Lëtzebuerg jo keen Afloss, well déi gëtt vun deene jeeweilege Länner bestëmmt.

D'selwecht kann een déi Fro stellen an och de Statsminister hat mir op eng Question parlementaire geäntwert, en hat sech do op den OECD-Bericht vun 2011 beruff, deen den Här Lux schonn eng Kéier am Budgetsrapport, deen hie gemaach huet, zitéiert hat. Mä ech wollt do froen, ob d'Regierung och zwou aner Etüden awer gekuckt huet: «Les enfants pauvres au Luxembourg» vun 2003 an «Tensions financières et nombre d'enfants dans le ménage: quel lien?» vun 2011?

Wann een nämlech seet, dass d'Kannerzuel keen Afloss huet op de Budget vun enger Famill, sinn dat dofir Froen, vun deenen ech weess, dass d'Madame Ministesch elo net kann an den Detail goen, mä wou et awer net schlecht wier, wa mer op d'mannst géife gesot kréien, a wat fir eng Richtung et geet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Kolleeg Spautz. Och just pour information, Dir loucht bei zwou Minutte 50. D'Zäit vergeet ganz séier.

(Brouhaha)

D'Familljeministesch huet d'Wuert.

Une voix.- Siwe Méint waren och séier erëm!

(Hilarité)

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools Merci, Här President. Merci fir d'Fro.

Wéi mer scho gesot hunn: Mir kucken d'Kand global. Dat ass jo och e bësselchen dat, wat Dir gefrot hutt. Mir wëllen d'Entwécklung vum Kand an de Mëttelpunkt stellen a mir wëlle virun allem och d'Startchancë vun de Kanner am Liewe verbesseren. Dofir hate mer natierlech an dëser Koalitioun och gesot, mir géifen d'Geldleeschtungen eventuell erofsetzen an d'Betreiung dann awer méi grousssschreiwen. Mä dat sinn alles Saachen, déi mer am Moment amgaange sinn ze kucken.

Mir wëllen natierlech och eng selektiv Politik maachen, well mer virun allem d'Kanneraarmut weiderhi wëlle bekämpfen, wat ons ganz wichteg ass. An natierlech ginn den Ament divers Rechnunge gemaach, wéi mer dat och scho gesot hunn.

Deemno ass de Screening natierlech nach net fäerdeg, mä Dir wësst et gradesou gutt wéi ech, dass do scho ganz vill Chifferen awer um Dësch leien, déi een eben einfach esou kritt an déi een dann op eemol kennt, iwwert déi een dann och scho sech konnt seng Iddi maachen.

D'Thema ass natierlech komplex, a wéi Der richteg och schonn d'lescht Woch gesot hutt, ass et natierlech wichteg, dat Ganzt a senger Globalitéit ze kucken, d'Kand a senger Globalitéit. An dozou gehéieren net nëmmen d'Allocatiounen, mä dozou gehéieren eben och nach aner Saache mat derbäi.

Iwwregens hat déi viregt Regierung mat Iech, Här Spautz, och ugekënnegt, si wéilt d'Transferts familiaux méi selektiv gestalten, a mir sinn eben elo amgaangen ze analyséieren, wéi een dat ka maachen, andeems mer eben dann d'Kand an den Zentrum vun eise Beméiunge stellen.

D'Familljepolitik muss global gekuckt ginn, horizontal och an der Regierung, an dat ass eben dat, wat mer amgaange sinn ze maachen. Dir verstitt, dass mer ons den Ament awer nach weider vertraut maache mat de Chifferen, dass mer eis iwwerleeën, wéi een de System méi effikass virun allem ka maachen a wéi een en un d'Zäit vun haut kann upassen, wat ons wierklech extrem wichteg schéngt, och en vue vun den nächste Joren, fir eng Politik ze maachen, déi déi nächst Joren och wierklech Kapp a Schwanz huet.

Wat eventuell Changementer ugeet, do gëtt et haut net méi Informatioune wéi d'lescht Woch. Dir hutt déi Etüden ugeschwat. Jo, déi hunn ech gesinn. Ech hunn och aner Etüde gesinn a gelies. Et gëtt immens vill Etüden. Mä do geet et eben am Moment drëm, effektiv se alleguer ze kucken a sech e Bild ze maachen, e globaalt Bild eben am Sënn vum Kand, am Sënn vun de Familljen, fir dass mer do eng Politik kënnen op d'Bee stellen, déi wierklech gutt ass fir elo an och fir déi Joren, déi kommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch.

Eigentlech wäre mer elo um Enn vun eiser Froestonn ukomm. Mä vu dass ech net esou streng war mat deenen eenzelnen Intervenantë bei där éischter Ronn, géif ech Iech bieden, déi Froestonn ëm eng Fro ze verlängeren an der honorabeler Madame Martine Hansen d'Wuert un den Nohaltegkeetsminister iwwert de Bau vun enger Akerbauschoul zu Gilsdref ze ginn. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°11 du 21 janvier 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hunn den 18. Dezember eng Fro iwwert de geplangten Neibau vun der Akerbauschoul un den Här Minister Bausch an un den Här Minister Meisch gestallt. Fir d'Fro kënnen ze beäntwerten, ass den Häre Ministeren eng Verlängerung bis den 18. Februar accordéiert ginn. Ëmsou erstaunt war ech, wéi ech e Freideg scho konnt an der Lëtzebuerger Press liesen, datt den Här Minister Etgen gesot hätt, datt de Standuert Gilsdref fir de Bau vun der Akerbauschoul a Fro gestallt wär respektiv guer net méi a Fro kéim.

Duerfir elo meng Fro un Iech, Här Minister Bausch: Kënnt Dir d'Ausso vum Här Minister Etgen bestätegen? Kënnt Der bestätegen, datt d'Regierung dëse Site an déi fäerdeggestallte Pläng erëm a Fro stellt?

An deem Zesummenhang wëll ech gären un e puer Saachen erënneren.

Éischtens, de Site, d'Fläche si kaaft.

Zweetens, d'Pläng si fäerdeg.

Drëttens, de Bau ass, wann d'Regierung eng nohalteg Ausbildung, och fir eis Jugendlech am grénge Secteur, fir wichteg emfënnt, absolut dréngend noutwendeg.

Véiertens, dat Ganzt - de Landkaf, d'Etüden, d'Pläng - huet scho knapps eelef Millioune kascht. Mir hu virdrun iwwert d'Allocations familiales geschwat. Ech hunn dat kuerz ëmgerechent, dat entsprécht 59.500 Méint Kannergeld fir ee Kand. Kënne mer dës Suen zur Fënster erausgeheien?

Fënneftens, um Site „Kréiwénkel" zu Gilsdref ass genuch Plaz, fir dee ganze Kompetenzzentrum Landwirtschaft ze bauen, wat, wann ech d'Press richteg verstanen hunn, Der jo och gären hätt. An och do ware scho Pläng fäerdeg.

An elo meng lescht Fro: Här Minister, kënnt Der bestätegen, datt de Site „Walebroch" an de Site „Laduno", déi zum Deel wéinst der Gréisst vun de Fläche scho viru bal zéng Joer vun de Responsabele vum Aménagement du Territoire net zréckbehale gi sinn, elo erëm an der Diskussioun sinn?

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha et hilarité)

M. le Président.- Merci der Madame Hansen. Domat huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. An och Merci fir déi Froen.

Déi Drénglechkeet, déi d'Madame Hansen hei un den Dag geluecht huet fir de Bau vum Lycée agricole, déi geet schonn 21 Joer, well esou laang ass de Lycée agricole schonn an der Diskussioun. Dat heescht, dat, wat elo als e grousse Drock duergestallt gëtt, muss ech soen, datt eng Regierung, déi elo e Mount am Amt ass, datt déi hei reprochéiert kritt, wéi wa se wéilt e Projet verschleefen, dee virdrun 21 Joer net gemaach ginn ass, dat fannen ech e bësselchen eng komesch Aart a Weis, Madame Hansen, et deet mer leed, fir ze argumentéieren. Mais soit.

(Interruptions diverses)

Mais soit.

Ech wollt Iech just soen, datt et natierlech net drëms geet, fir hei eelef Milliounen, déi schonn engagéiert sinn, zu der Fënster erauszegeheien. Iwwregens sinn dovunner siwe Millioune fir d'Terrainen, déi kaaft gi sinn. Do kann ee mat deenen Terrainen eventuell, wann ee wëllt eppes aneschters bauen, jo och eppes aneschters maachen. Ech mengen, et ass jo net, datt déi Terraine verluer wären.

Dat Zweet ass awer esou, datt ee muss kucken an ofweien a Fonctioun vun deem, wat do soll gebaut ginn, ob ënnert dem Stréch jee nodeem, wat ee baut, emol den Terrain ausgerechent, dee kaaft ginn ass, et net méi bëlleg gëtt, op enger anerer Plaz trotzdeem ze baue wéi hei. Dat ass mindestens eng Iwwerleeung wäert, déi ee kann ustellen.

Drëttens wëll ech Iech soen, dee Site, deen ass landesplaneresch extrem contestéiert gewiescht! Dat wësst Dir genausou gutt wéi ech och. Et ass iwwregens och hei an der Chamber keng Unanimitéit gi beim Vote vun dem Lycée agricole. D'Demokratesch Partei a meng Fraktioun hunn deemools dergéint gestëmmt. A bei der LSAP gëtt et mindestens op kommunalem Niveau eng Gemeng, dat ass d'Gemeng Dikrech, déi ganz grouss Bedenken huet par rapport zum Projet.

Et ass jo net esou, wéi wann dee Projet hei elo comme une lettre à la poste iwwerall duerchgaange wier an néierens contestéiert gi wier. An och an der Landesplanung, aus landesplanerescher Siicht, ass en extrem contestéiert do, wou en ass.

An et gëtt och vläicht eventuell, an dat wëll ech Iech soen, besser Léisungen. Wann ech soen, vläicht eventuell, dann heescht dat natierlech net, datt mer décidéiert hunn, definitiv dat, wat déi viregt Regierung elo emol festgehalen huet, guer net ze maachen. Mä et muss awer méiglech sinn, eng kritesch Bestandsopnahm vun eppes ze maachen.

An déi kritesch Bestandsopnahm ass amgaangen. Et ass och dowéinst, firwat ech d'Verlängerung vum Délai gefrot hunn op den 18. Februar, déi mer och dankenswäerterweis vun der Chamber kritt hunn. Et ass en Aarbechtsgrupp agesat, wou ech selwer dra sinn, wou de Landwirtschaftsminister dran ass an och den Éducatiounsminister.

Ech hunn och d'Landesplanung beoptragt, fir mer en detailléierten Avis, eng Bestandsopnahm ze beschreiwen nach eng Kéier vun der ganzer Situatioun. An da wëlle mer a Rou bis den 18. Februar dat alles duerchkucken. An dann den 18. Februar kritt Der selbstverständlech, wéi dat sech gehéiert, vu mir och schréftlech déi néideg Äntwerten.

Sollt d'Regierung décidéieren, op een anere Wee ze goen, da wëll ech Iech elo scho soen, datt déi dräi Ministeren direkt deen Dag duerno an d'Chamberskommissioun wäerte kommen, fir Iech ze presentéieren, a wéi eng Richtung et eventuell da geet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Domat wäre mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mer ginn iwwer zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour. Et handelt sech ëm de Projet de loi 5974, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Sociétés commerciales. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Dat heescht, de Rapporteur huet zéng Minutten, déi véier Fraktioune jee fënnef an d'Vertrieder vun deenen anere Sensibilitéiten am Moment nach dräi an zwou Minutten. D'Regierung huet der zéng. Mä mir sinn haut, vu dass mer een Dag méi spéit un de Reglement kommen, net gradesou streng wéi mer dat sollte sinn.

Et hu sech ageschriwwe bis elo: den Här Guy Arendt an den Här Roy Reding. D'Wuert huet elo den honorabele Rapporteur, den Här Léon Gloden.

6. 5974 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de mettre en œuvre le Règlement (CE) n°1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC)

Rapport de la Commission juridique

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Mëtteg stëmme mer de Projet de loi 5974 betreffend d'Mise en œuvre vum europäesche Reglement vum 22. Juli 2003 iwwert d'Société coopérative européenne.

Firwat e Projet de loi, wa mer en europäescht Reglement hunn? Dëst Reglement gesäit vir, datt d'Memberstaten eng Rei Optiounen hunn an eng Rei Décisioune mussen huele fir d'Ëmsetzung vun der Société coopérative européenne an déi national Législatioun. Duerfir musse mer e Projet de loi hei stëmmen, obwuel e Reglement virläit.

Wat ass eng Société coopérative?

An enger Société coopérative liwweren d'Memberen hir Wueren an dës Kooperativ oder investéieren an dës Gesellschaft. En Contrepartie gi se um Benefiss vun der Kooperativ bedeelegt. Hei am Land kann een als Beispiller d'Raiffeisen Wueregenossenschaft oder d'Coopérative vu Bouneweg - déi Lescht, déi gëtt jo elo an e Supermarchésgrupp integréiert - zitéieren. Fir e Beispill vun der Musel ze huelen, kann een d'Genossenschaftskellereie vu Vinsmoselle zitéieren.

Ech ënnersträichen, datt dëse Projet de loi keng Inzidenz op déi einheimesch Kooperativen huet.

Wat ass also de But vun dësem Reglement?

Et geet drëms, d'Égalité des conditions de concurrence tëschent den Entreprises coopératives an anere Gesellschaftsformen um europäesche Marché ze garantéieren. Et ass e Fait, datt d'Société coopérative laang net esou verbreet ass wéi aner Gesellschaftsformen, wéi zum Beispill eng S.A. oder eng S.à r.l., wat déi gängeg Gesellschaftsforme sinn, fir e Betrib oder eng Aktivitéit auszeüben.

Wat sinn d'Haaptcharakteristike vun enger Société coopérative européenne?

Si huet d'Personnalité juridique wéi all déi aner Gesellschaftsformen, gëtt duerch Notärsakt gegrënnt, muss e Mindestkapital vun 30.000 Euro hunn an hiert Kapital souwéi hir Membere si variabel. D'Membere mussen entweder Client vun der Kooperativ sinn, do schaffen oder Fournisseur sinn.

D'Statute vun enger Société coopérative européenne kënnen awer och virgesinn, datt Persounen, déi just Investisseur sinn, Membere vun esou enger Kooperativ kënne ginn, an dës Optioun zitt Lëtzebuerg duerch dëse Projet de loi.

Eng Société coopérative européenne ka gegrënnt gi vun op d'mannst fënnef Persounen, déi an zwee verschidden États membres wunnen, oder vu fënnef Persounen a Gesellschaften, déi an zwee verschidden États membres wunnen oder sech niddergelooss hunn, oder duerch Fusioun vu Kooperativen, déi an op d'mannst zwee États membres hire Siège oder hir Administration centrale hunn.

Dëse Projet de loi gesäit vir, datt eng Gesellschaft, déi hir Administration centrale net um

Territoire vun der Europäescher Unioun huet, Membre fondateur vun enger Société coopérative ka ginn, wann dës Gesellschaft ënnert dem Recht vun engem Memberstat gegrënnt ginn ass, wou hire Siège statutaire ass a se och e Lien effectif et continu mat der Wirtschaft vun dësem État membre huet.

D'Benefisser ginn distribuéiert opgrond vun de realiséierten Aktivitéite vun der Kooperativ. Am Kader vun enger Dissolutioun geet den Aktiv net an d'Reserven, mä am Prinzip un eng Kooperativ, déi deeselwechten Objet poursuivéiert wéi déi Kooperativ, déi opgeléist gëtt. D'Reglement gesäit e Système moniste mat engem Verwaltungsrot oder e Système dualiste mat engem Directoire an engem Conseil de surveillance vir. Den Directoire féiert déi dagdeeglech Geschäfter an de Conseil de surveillance iwwerwaacht d'Gestioun vum Directoire.

D'Auteure vum Projet de loi wollten d'Optioun vum Système dualiste och fir déi einheimesch Kooperativen aféieren. Opgrond vum Avis vum Statsrot vum 5. Februar 2013 huet d'Kommissioun beschloss, de Système dualiste net op d'Kooperativen, déi ënner lëtzebuergeschem Recht bestinn oder kreéiert ginn, auszeweiden. Dofir gëtt dëse Projet de loi net an d'Dispositioune vun der Sektioun 6 iwwert d'Kooperativ am Gesellschaftsrecht vun 1915 integréiert, mä ënnert dëser Sektioun 6 kënnt eng nei Soussection, déi heescht: „des sociétés coopératives européennes".

D'Kommissioun huet op dësem Punkt de Statsrot suivéiert, well jo och déi grouss Reform vum Gesellschaftsrecht vun 1915 zurzäit a Preparatioun ass an een elo net wëllt zweespureg fueren.

D'Responsabilitéit vun de Verwaltungsmembere vum Directoire oder vum Conseil de surveillance ënnerläit den normale Regelen, wéi se an eisem Gesellschaftsrecht virgesi sinn. Ënnert dem lëtzebuergesche Recht kann eng Kooperativ entweder ënnert der Form vun enger S.à r.l. oder enger S.A. gegrënnt ginn. De Prinzip bei enger Société coopérative ënner lëtzebuergeschem Recht ass d'Responsabilité illimitée. Bei enger Société coopérative européenne ass de Prinzip d'Responsabilité limitée.

Eng speziell Fro stellt sech fir Lëtzebuerg, ob eng Société coopérative, déi ënnert der Form vun enger S.A., a méi spezifesch ënnert der Form vun enger Société d'épargne-pension à capital variable, wéi d'Gesetz vum 13. Juli 2005 et virgesäit, eng Société coopérative européenne ka ginn. Esou eng Gesellschaft ass eng Kooperativ, mä eng Rei vun Dispositioune vun der Société anonyme conciliéiere sech net forcément mat dem europäesche Reglement. D'Reglement schwätzt vu Parten. Bei enger S.A. schwätze mer vun Aktien.

D'Aktie vun enger SEPCAV sinn net cessibel vis-à-vis vun Tiers. D'Reglement gesäit vir, datt ënner verschidde Konditiounen d'Partë kënnen un Drëtter iwwerdroe ginn. D'Aktie vun der SEPCAV hu keng Valeur nominale, woubäi d'Partë vun enger Société coopérative européenne eng Valeur nominale hunn.

Des Weidere sinn duerch dëse Projet de loi eng Rei vun de Fonctionnementsregele vun der Société coopérative preziséiert ginn.

Laut Reglement huet all Member vun enger Société coopérative européenne eng Stëmm. Mä d'Memberstate kënne virgesinn, datt d'Statute Votes pondérés kënne fixéieren. Dës Optioun zéie mer duerch dëse Projet de loi. Sou kann e Member ee proportionellt Stëmmrecht zu senger Participatioun un den Aktivitéite vun der europäescher Kooperativ kréien, ouni datt d'Participatioun sous forme de contribution am Kapital berücksichtegt gëtt. Sou ee Member kann awer net méi wéi fënnef Stëmme kréien. Dëse Stëmmmodus kann och net méi wéi 30% vun de gesamte Stëmmen ausmaachen.

D'Membere vun enger Société coopérative européenne, déi am Domaine financier oder am Domän vun den Assurancë gegrënnt gëtt, kënnen och e Stëmmrecht proportionell zu hire Participatiounen un den Aktivitéite kréien. Hei kann hir Participatioun um Kapital mat a Betruecht gezu ginn. Esou ee Member kann awer net méi wéi fënnef Stëmme kréien oder dëse Stëmmmodus kann net méi wéi 20% vun de Gesamtstëmmen ausmaachen.

Ofschléissend ass nach ze preziséieren, datt d'Reglement Regele fir all Etapp vum Liewe vun enger Société européenne coopérative virgesäit, dat heescht vun der Grënnung bis zu der Liquidatioun iwwer Fusioun oder Transfert vun esou enger Kooperativ.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gloden. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den Här Guy Arendt.

Discussion générale

M. Guy Arendt *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wéilt ech dem Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, an dësem relativ techneschen Dossier, Merci soen.

D'Kooperative schreiwe sech ënner anerem an d'Économie solidaire, déi eis Regierung, genausou wéi déi viregt Regierung, ënnerstëtze wëllt, an. Am Regierungsprogramm steet ënner anerem: «Le dynamisme de ce secteur dépendra en premier lieu de l'engagement des citoyens, des associations et des entreprises.» Fir deen Dynamismus kënnen ze entwéckelen, brauchen d'Bierger an déi Gesellschaften awer och déi néideg Moyenen. Mat der Transpositioun vun dësem Reglement, an ech wëll net méi op den Detail agoen, firwat dass mer dëse Projet de loi iwwert... dass mer dëst Reglement iwwer e Projet de loi an eist Recht ëmsetzen, kréie si e weideren Outil an d'Hand, fir dat ze maachen.

D'Kooperative kënnen elo och iwwer eis Grenzen eraus Kooperatiounen agoen. Bis ewell huet dat eng Partie juristesch an administrativ Problemer opgeworf a mat sech bruecht. Och wann déi bestehend Kooperativen net onbedéngt elo hir Aktivitéiten op d'Ausland ausweide wäerten, esou besteet awer elo d'Méiglechkeet fir nei Kooperativen, dat ze maachen, an awer och fir aner europäesch Kooperativen eventuell eng Kooperatioun mat enger Lëtzebuerger Kooperativ anzegoen.

Ech wéilt awer och nach op eng Remarque, déi de Statsrot gemaach huet, agoen, an zwar huet déi héich Kierperschaft ervirgestrach, datt de Choix an där Manéier, iwwert de Wee vun engem Reglement ze légiféréieren, net anodin ass. Fir de Statsrot schéngt de Wëlle vun den europäeschen Institutioune kloer deen ze sinn, fir eng wäitgehendst homogen Reglementatioun an deem Domän ze garantéieren.

E féiert säi Gedanken awer virun a stellt fest, et kéint jo och emol sinn, datt déi Bestriewunge sech eventuell op all déi annexéiert Domänen, wéi zum Beispill den Droit de la concurrence, den Droit de la faillite an, wie weess, souguer vläicht op den Droit fiscal an den Droit pénal spécial bezéie kéinten. Dat, mengen ech, soll een am A behalen a sech iwwerleeën, wéi een, le moment venu, dorobber reagéiert.

Ech wéilt awer och nach eng lescht ofschléissend Bemierkung maachen, wann ee feststellt, dass d'Reglement vun 2006 datéiert, de Projet de loi Enn 2008 déposéiert ginn ass a mir haut am Januar 2014 eréischt doriwwer entscheeden. Ech sinn der Meenung, dass mer an Zukunft, fir eng Insécurité juridique ze vermeiden, méi schnell op eventuell esou Reglementer musse reagéieren, wann d'États membres verschidde Méiglechkeeten hunn, Adoptiounen oder Optiounen ze huelen.

Fir de Rescht wéilt ech dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Guy Arendt. Den Här Reding war als Éischten ageschriwwen, mä d'Madame Loschetter huet mer d'Wuert gefrot, fir den Accord vun der Fraktioun ze bréngen. Wann Der e bësse Gedold nach hutt, Här Reding. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Jo, genau dat, Här President, den Accord net nëmme vun der grénger Fraktioun, mä virun allem fir dem Här Gloden Merci ze soe fir dee schréftleche Rapport, dee praktesch fäerdeg war an dee mer konnten direkt hei presentéieren, awer och fir dee mëndleche Rapport vun haut de Mëtteg.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Domat hätt den honorabelen Här Roy Reding d'Wuert. Här Reding, wann ech gelift.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wollt dem Kolleeg Gloden Merci soe fir deen exzellente Rapport. Ech fannen dat eng ganz flott Saach, wat mer an der Commission juridique maachen, datt e Rapporteur net onbedéngt muss vun enger Majoritéitspartei sinn, datt mer eis do wëllen ofwiesselen. Dat ass eppes, wat ze begréissen ass an dat sollt vläicht och an aner Kommissiounen emol gemaach ginn.

Dem Guy Arendt soen ech net Merci, well en huet mer zwee Theme geklaut, op déi ech wollt agoen. Mä dat weist just, datt mer op enger Linn leien.

Déi ganz... wourop de Guy Arendt mat Recht opmierksam gemaach huet, ass déi Tendenz vun der Europäescher Unioun, vun der Kommissioun virun allem, fir sech a Saachen anzemëschen, fir déi se u sech net do ass. An déi Bedenke si ganz gerechtfertegt. Hei gëtt sech an den Droit des sociétés agemëscht säit 2000, de Conseil vun Nice, mam Prétexte, dat géif d'Mobilitéit vun de Firmen an Europa verbesseren. Datt dat net esou ass, gesi mer mat engem extrem techneschen, komplizéierten Text hei.

A virun allem, mir gesinn et och an der Praxis. Wa mer op d'Sociétés européennes am Allgemengen aginn, déi jo ënnert der Form vun der S.A. bestinn, säit 2004 stelle mer fest, datt et a ganz Europa der haut 900 gëtt. Ganzer 900! Vun deenen 900 sinn déi grouss Majoritéit sougenannten „Shelf Gesellschaften". Dat heescht, Vorratsgesellschaften, déi an der Tschechei gegrënnt goufen, déi awer nach net aktiv sinn, déi nach kengem gehéieren.

Et gëtt natierlech och aner Beispiller, et gëtt nennenswäert Sociétés européennes, och dat däerf een net verhehlen, ech denken do un d'Allianz, BASF, MAN a Strabag. Mä dat si ganz, ganz wéineg Beispiller fir jo awer eppes, wat eis trotzdeem relativ vill Opwand kascht.

Déi heite Société coopérative européenne, déi gëtt et säit August 2006. Dat heescht, säit August 2006 hätt eng Société coopérative européenne sech kënnen hei zu Lëtzebuerg am Handelsregëster aschreiwen, well dat Reglement jo d'application immédiate ass. A wësst Der, wéi vill sech der ageschriwwen hu säit 2006? Keng eenzeg. Keng eenzeg! Voilà. Sou vill zu Sënn an Onsënn vun esou Reglementatiounen.

Wa mer also elo no méi wéi siwe Joer dat heite maachen, fir dat ëmzesetzen, da si mer awer d'accord als Fraktioun mat deem Text, aus deem einfache Grond, well d'Reglement eis 21 Optioune ginn huet, wou ee kann an déi eng oder an déi aner Richtung goen. A mir hunn dat gemaach. Mir hunn néng vun deenen 21 Optiounen exercéiert, an ech denken, dat war zum Wuel vun eiser Plaz.

Dofir: Jo, zum Text, awer Neen am Häerz, well et e Beispill ass vun opwendeger an onnéideger Bréisseler Bürokratie.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Reding. Ech hunn dann d'Wuertmeldung nach vum Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech géif och just gären dem Här Gloden villmools Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Eis Fraktioun huet net weider vill dozou ze rajoutéieren an ech géif dofir gären den Accord gi vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Merci och dem Här Fayot. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss an den Här Justizminister, den Här Félix Braz, huet d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Ech wëll och als Éischt dem Léon Gloden Merci soe fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. Net nëmmen dofir, och fir déi Aarbecht, déi en op deem heite Projet gemaach huet, schonn an der viregter Legislatur an der Commission juridique.

Et ass en technesche Projet, dee vläicht net dee Projet ass, deen zu groussen, begeeschterte Riede féiert an och net zu groussen emotionale Wallungen. Mä e muss gemaach ginn. An ech mengen, den Här Gloden huet dat, fir meng Begréffer, ganz, ganz exzellent gemaach. An ech wëll him dofir nach eng Kéier Merci soen, och elo als zoustännege Minister.

Ech ginn och dem Här Reding recht, wann e seet, dass déi Praxis, déi d'Commission juridique elo probéiert unzefänken, nämlech déi, datt net nëmme Majoritéitsdeputéierte Rapporte solle maachen, dass ech déi och ausdrécklech ënnerstëtzen. Hei si mer natierlech an engem Fall, wou de Rapporteur schonn an der viregter Legislatur designéiert gi war. Mä mir wäerten awer och hoffentlech an Zukunft erliewen, dass Deputéierten och aus Fraktiounen a Parteien, déi net an der Majoritéit sinn, Rapporte wäerte maachen.

An ech mengen, dass dat och eng anstänneg Form ass, eng zäitgeméiss Form ass, fir parlamentaresch Debatten ze organiséieren. Net no där klassescher Ligne de partage tëschent Majoritéit an Oppositioun, mä an engem anere Geescht. Op jidde Fall, mengen ech, ass an der Commission juridique, ënnert der Présidence vun der Madame Loschetter, dee Geescht definitiv do.

Et ass bemängelt ginn, dass dëst Reglement laang gebraucht huet, bis et vollstänneg ëmgesat war. Ech mengen, dass dat net falsch ass. Allerdéngs ass et net de Feeler vun der Regierung, och net vun der viregter oder vum Parlament. Et muss ee constatéieren, de Statsrot hat och vläicht dofir seng Grënn, dass den Avis beim Statsrot laang gebraucht huet. Deelweis kann een et verstoen. Dat hei ass bestëmmt net en ultraprioritäre Projet. Mä trotzdeem ass et awer e relativ laangen Délai.

An ech mengen, dass mer elo zu engem Ofschloss kommen, ass sécher e laange Wee gewiescht. Mä op där anerer Säit, an dat huet den Här Reding och gesot, et ass net esou, dass den Andrang terribel grouss gewiescht wär. Mir hu bis haut keng Société coopérative européenne, déi sech bei eis am Regëster, am Handelsregëster ageschriwwen huet. Dat ass deen ee Constat, deen ee muss maachen.

Et hätt awer kënne sinn, an de Fait, dass mer keen Text bis haut hunn, hätt awer net verhënnert, well d'Reglement directement applicable ass, hätt also sech eng Société coopérative européenne bei eis beim RCS gemellt, da wier se selbstverständlech ageschriwwe ginn, soudass och deen elo spéiden Emsetzungsdélai an der Praxis kee Problem geschaf hätt. A vläicht war dat och beim Statsrot ee vun de Grënn, firwat dass de Projet e bësse méi no hanne gerutscht ass.

Ech wëll just nach eng Kéier rappeléieren, dass mer hei zu Lëtzebuerg am Moment 122 immatrikuléiert national Sociétés coopératives hunn, haaptsächlech am Beräich vun der Agrikultur, och vun der Vitikultur an och am Beräich vun deem, wat een nennt vun der Épargne.

Wann Dir sot, de Projet hätt net vill Sënn, well bis elo nach keng europäesch Société coopérative sech bei eis enregistréiere gelooss huet, ass dat awer nëmmen d'Halschent vun der Realitéit. Déi aner Halschent kéint jo och ginn, dass eng national Société coopérative sech dësen Text, deen och elo preziséiert ass an domadder och all Insécurité juridique ewechhëlt, dass also vläicht eng national Société coopérative sech elo géif inspiréiert spieren, fir iwwert déi national Grenze vu Lëtzebuerg eraus aktiv ze ginn an Europa. An ob dat eppes gëtt, dat gesi mer dann.

Dofir mengen ech, ass et e bësse verfréit, fir elo schonn ze soen, dat hei wär eng onsënneg Gesetzgebung an eng onsënneg Reglementatioun. Dat gesi mer eréischt an e puer Joer. An ech denken, dass déi, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, dësen Text op jidde Fall mat Opmierksamkeet wäerte liesen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci, och fir d'Zoustëmmung zu dësem Text.

M. le Président.- Merci och dem Här Justizminister.

Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen iwwert de Projet ukomm. An ech géif dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5974 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. D'Procuratioune si gelaf. De Vote ass ofgeschloss.

Um Vote hu sech 59 Deputéierte bedeelegt, 59-mol mat Jo ofgestëmmt. Domat ass de Projet mat der Unanimitéit vun deenen, déi ofgestëmmt hunn, akzeptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

M. Serge Urbany.

Ech géif d'Chamber da froen, ob se d'accord ass, fir de Projet vum zweete verfassungsméissege Vote ze befreien?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Merci.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi N°6559 iwwert den zéngte Fënnefjoresprogramm fir d'Subventioun vun de sportlechen Équipementer.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif Iech elo erspueren, wéi vill Riedezäit déi eenzel Fraktiounen hunn. Dir wësst dat. De Rapporteur huet 15 Minutten Zäit fir säi Rapport. An ech ginn dann direkt d'Wuert weider un d'Madame Rapportrice. Bis elo sinn den Här Arendt, den Här Berger, d'Madame Lorsché an den Här Kartheiser ageschriwwen.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- D'Madame Arendt!

M. le Président.- Entschëllegt! Mä vu dass mer der zwee hunn. Ech sinn ontréischtlech: d'Madame Nancy Arendt. Entschëllegt.

D'Rapportrice, d'Madame Hemmen, huet d'Wuert.

7. 6559 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Projet de loi 6559 geet et drëms, fir dem Sport eng Zomm vu ronn 100 Milliounen Euro zur Verfügung ze stellen, fir iwwert déi nächst fënnef Joer, an dat bis den 31. Dezember 2017, Finanzementer an och Subventioune fir de Bau vun neien oder awer d'Ënnerhalen an d'Moderniséierung vu bestoende Sportinfrastrukturen ze garantéieren. Mir schwätzen hei vum zéngte Fënnefjoresplang.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Vläicht e puer Wuert zum Historique. D'Traditioun vun de Fënnefjoresplänge huet hir Originen am Budgetsgesetz vun 1967, wou festgehale gouf, dass e spezielle Fong geschafe géif, de Fonds d'équipement sportif national, wou déi Zommen drakommen en vue vun der Realisatioun vun engem nationale Sportsprogramm a puncto Équipementer. Mam Gesetz vum 11. November 1968 gouf dunn den éischte Fënnefjoresplang Realitéit, mat engem globale Montant déi Zäit vun 120 Millioune Lëtzebuerger Frang.

D'Motiver an och d'Argumentatioune vum deemolege Projet de loi 1317 sinn eigentlech och nach déiselwecht wéi haut. Et gouf sech baséiert op déi opfalend Frequenz vun Haltungsschied, de Manktum u physescher Resistenz bei jonke Leit, d'Heefegkeet vun den Häerz-Kreeslaf-Erkrankungen an och dem nervöse Stress bei den Erwuessenen.

Dat eleng sollt och drop schléissen, dass de Pouvoir public de Bierger all Mëttele sollt zur Verfügung stellen, fir sportlech aktiv ze ginn oder awer fir sportlech aktiv ze bleiwen.

Eng Enquête, déi 1961 realiséiert gouf, huet du gewisen, dass eis Sportsinfrastrukture bäi Wäitem net géifen duergoen. An et wier och dréngend néideg, en nationale Réseau en place ze setzen.

An enger éischter Phas sollten déi Fënnefjoresplänge sech op eng Durée vu ronn 20 Joer beschränken. Mä och duerno sollt den Elan awer net ofgebremst ginn. D'Popularitéit vum Sport, grad wéi weider Besoinen un Infrastrukturen, sief et op lokalem, regionalem oder awer nationalem Plang, hunn zu der Weiderféierung vun de Fënnefjoresplänge gefouert.

Haut… Abee haut si mer bei der Diskussioun vum zéngte Joresplang, wat jo ganz kloer drop hindeit, dass d'Besoine bäi Wäitem net ofgeholl hunn.

Erënnere mer drun, dass eleng d'Populatioun vun 1991 bis 2011 ëm ronn 127.000 Leit an d'Luucht gaangen ass, mat eleng an der Stad engem Zouwuess vu 17.500 neie Bierger. Eis Populatioun gëtt och méi al, si bleift méi laang aktiv a si erfuerdert och esou erëm nei Besoinen am Pensiounsalter.

Och wann d'Unzuel vun de Schüler am Fondamental méi oder wéineger stabel bleift, esou gëtt et awer eng signifikativ Hausse am Postprimaire mat ronn 8.100 Schüler méi vun 1991 bis 2011. Méi Schüler engersäits, an dann awer och eng méi laang an obligatoresch Schoulzäit setze weider sportlech Infrastrukture viraus.

De Kompetitiounssport huet net nëmmen en Opschwong kritt, mä huet sech och a verschiddenen Diszipline professionaliséiert. Déi international Participatiounen erfuerderen héichwäerteg Trainingsméiglechkeeten an domat och déi néideg Infrastrukturen.

Onnëtz, Iech op dëser Plaz ze soen, wéi wichteg de Sport fir eis Gesondheet a fir d'allgemeng Wuelbefannen ass, besonnesch elo am Zäitalter vun der Sédentaritéit, vum ongesonden Iessen a mat deenen domat verbonnene Krankheete wéi Iwwergewiicht, Diabetes, Häerzproblemer a villes méi.

An deem Kontext gouf jo och de Plan d'action national „Gesond iessen, méi bewegen" ausgeschafft, dee sech iwwert déi ganz Populatioun erstreckt, vun de Kanner an de Crèchen iwwert d'Schoulen, d'Sportsclibb, den drëtten Alter, de Sport am handicapéierte Beräich an esou weider. Och den zéngte Fënnefjoresplang mat all senge Projete sollt am Kader vun dësem globale Sportskonzept gesi ginn.

D'Servicer vum Aménagement du Territoire hu mat Recht drop higewisen, dass zentral Sitë fir d'Sportsinfrastrukture solle privilegéiert ginn, fir esou den Accès mam ëffentlechen Transport beschtméiglech ze garantéieren. Privilegéiert ginn awer och d'Infrastrukture bei de Schoulen an de Centres d'accueil fir déi kleng Kanner. Partenariater an och Synergien tëschent de Gemengen ënner sech oder och mam Stat sollen a Betruecht gezu gi fir déi käschtenopwendeg Baute vu Piscinen oder och soss Équipementer, déi souwuel fir den Enseignement wéi och fir de Public geduecht ginn.

Ech wéilt Iech awer dann och op dëser Plaz op d'Kaarte verweisen an der Annex vum Gesetzesprojet, déi e gudden Abléck ginn op d'Repartitioun vun de verschiddenen Infrastrukturen hei am Land.

Wat ass dann elo geplangt?

Abee, verschidde Projete goufen nach vum néngte Fënnefjoresplang mat eriwwergeholl, anerer si schonn eragereecht ginn, mä am grousse Ganze kann een elo déi folgend Opzielung emol esou previsionell an och hypothetesch gutthalen:

Siwe Piscinen, zwee national Zentren, een nationale Fechtzentrum, een interkommunale Liichtathletikszenter, sechs Fussballsterrainen - mat deem nationale Fussballsstadion abegraff -, sechs Vestiairen, néng Multisportshalen, dräi Sportszentren, zwee Sportssäll, zwielef Sportshalen, eng Tennishal, ee Gymnastikssall, een Hangar fir d'Sportsfligerei an nach eng ganz Partie aner Sportsplazen.

Wat elo den nationale Fussballsstadion ugeet, wéilt ech op dëser Plaz op d'Urgence hiweisen, déi viru Kuerzem nach vun der UEFA rappeléiert gouf, e Fussballsstadion normgerecht ze équipéieren, fir och weiderhin nach d'Méiglechkeet ze hunn, fir bei eis international Matcher ze spillen. Ech erënneren, dass dat bis elo just méiglech war, well mer mat enger spezieller Derogatioun gefuer sinn, déi just eis FLF kritt hat. Op nationalem Niveau hu mer et deemno hei mat enger absoluter Prioritéit ze dinn.

De Sportsministère, zesumme mat der FLF, hunn am November 2012 décidéiert, fir d'Virbereedungsaarbechten unzegoen a fir den aktuelle Site vum Stade Josy-Barthel ze moderniséieren an dorauser dann den neien nationale Fussballsstadion ze schafen (veuillez lire: maachen); eng Décisioun, déi och am neie Regierungsprogramm festgehale gouf. Par rapport zum urspréngleche Projet, deen 2009 geplangt war, huet dës Solutioun de Virdeel, dass mer besonnesch elo an deene méi schwierege budgetären Zäiten déi noutwendeg Ëmännerungen an och d'Exigenze vun der UEFA mat engem räsonabelen Investissement an och méi kuerzfristeg kënnen ugoen.

Déi existent Sportsinfrastrukture fir d'Liichtathletik wäerten am Kader vun dësem Projet wuel verschwannen a ginn dann um INS ënnerbruecht. Och hei ass eng gréisser Renovatioun virgesinn, fir souwuel de Besoine vun der FLA wéi och dem Sportslycée an dem CSL gerecht ze ginn.

De Projet vum Velodrom ass elo net direkt an dësem zéngte Fënnefjoresplang verankert. Den initiale Site zu Zéisseng, dee schonn 2006 iwwer e Règlement grand-ducal festgehale gouf, sollt sech am Nachhinein awer net esou eegnen, soudass de Projet reportéiert gouf. D'Gemeng Mondorf ass mëttlerweil déi eenzeg Kandidatin, fir esou eng Infrastruktur opzehuelen. A virum Hannergrond vun den aktuelle budgetäre Contraintë soll dann elo gekuckt ginn, ob de Bau vun enger iwwerdeckter Vëlospist kéint realiséiert ginn am Zesummenhang mam Projet vum neie Mondorfer Lycée.

Mä nieft der Planifikatioun vun den neien Infrastrukturen an Équipementer ass awer och d'Erhale vun allem, wat schonn en place ass a wat am Kader vun de viregte Fënnefjoresplänge realiséiert gouf, ganz wichteg. E Listing gëtt Opschloss iwwert déi ufalend Renovatiounsaarbechten, déi dann opgrond vun engem groussherzogleche Reglement autoriséiert ginn.

Nei an dësem Fënnefjoresplang ass och de Finanzement vun enger Base de données iwwert d'Sportsinfrastrukturen. Op Urode vun der Comexbu, der Commission du Contrôle de l'exécution budgetaire hei an der Chamber, an no de Kontrolle vun der Cour des Comptes wäert elo an Zesummenaarbecht mam SIGI, dem Syndicat intercommunal de Gestion informatique, en Inventaire opgestallt ginn iwwer sämtlech Sportsinfrastrukturen am Land, sief et op staatlechem oder awer op kommunalem Plang.

Hei geet et zum engem drëms, fir d'Repartitioun vun den Infrastrukturen am Land ze dokumentéieren am Sënn vun enger beschtméiglecher Planifikatioun, mä do dernieft soll dësen Outil awer och d'Gestioun an de Suivi vun den Investissementer méi effikass maachen. D'Bierger wäerten doduerch dann och d'Méiglechkeet kréien, fir sech besser ze informéieren, wou a wéini si hire Sport kënne praktizéieren.

Wat elo de Montant ubelaangt vun dem zéngte Fënnefjoresplang: Abee, déi finanziell Enveloppe war 2008 op ronn 110 Milliounen Euro festgehale ginn an d'Projete fir den néngte Fënnefjoresplang hunn 90 Milliounen erfuerdert.

Opgrond vun de realisteschen Donnéeën, déi aktuell ausgeschafft goufen, ass d'Enveloppe fir den zéngte Fënnefjoresplang elo liicht méi déck, an nodeems se an der jetzeger Krisesituatioun an opgrond vun den ugestriefte Spuermoossnamen no ënne revidéiert gouf, ass se, vun den initialen 120 Milliounen Euro, dann elo schlussendlech op ronn 100 Milliounen Euro fixéiert ginn. Wat den Délai vum zéngte Fënnefjoresplang ugeet, esou erstreckt dee sech vum 1. Januar 2013 bis op den 31. Dezember 2017.

Et bleift awer nach ze soen, dass onofhängeg vun dësem zéngte Fënnefjoresplang aner Sportséquipementer an Infrastrukture kënnen décidéiert an och finanzéiert ginn am Kader vu spezielle gesetzlechen Autorisatiounen; besonnesch déi am Beräich vun de Lycéeën, déi jo alleguerten eng Sportshal a verschiddener och souguer eng Piscine geplangt hunn. An an deem Kontext kann een och nach vum Site Belval schwätzen, wou och hei e Sportscampus wäert realiséiert gi fir d'Studenten an och soss Schoulen an d'Bierger aus der noer Ëmgéigend.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, op dëser Plaz awer nach eemol ze betounen, wéi wichteg et ass, fir de Sport weider ze ënnerstëtzen. D'Investissementer, déi iwwert dëse Fënnefjoresplang duerchgefouert wäerte ginn, schafen oder awer verbessere souguer nach d'Konditiounen, déi et de Leit erméiglechen, fir Sport ze maachen. Dat kënnt dem Wuelbefanne vu jiddwer Eenzelnen natierlech zegutt, mä et ass och ekonomesch gesinn e preventivt Investissement an d'Gesondheet vun der Populatioun.

Gläichzäiteg ass et awer och ganz kloer, dass och hei de Mot d'ordre vum „utile et nécessaire" muss gëllen: dat heescht, räsonabel an dann awer och nohalteg investéieren, soudass d'Infrastrukture funktionell sinn an och optimal kënne genotzt ginn, esou vill an esou gutt wéi méiglech a vun engem méiglechst breeden a grousse Public. Och den Exposé des motifs vum Projet de loi betount dës Aspekter, an ech denken, dass mat deene Virgabe jiddweree misst kënne mat dësem Projet averstane sinn.

Zum Ofschloss dann awer natierlech nach den Avis vum Statsrot zu dësem Gesetzesprojet. Hei beruffen ech mech op den Avis, deen den 12. Juli 2013 erakomm ass a wou eigentlech bedauert gëtt, dass keen État des lieux oder awer soss eng Analys vun de viregte Fënnefjoresplänge gemaach gouf.

Wat elo de Projet vum nationale Fussballsstadion, dem Velodrom an och dem neie Liichtathletikszenter ugeet, esou ass d'Fro gestallt ginn, ob et net derwäert wier, fir eng Etüd ze maachen am Hibléck op ee gemeinsame Site fir dës dräi Infrastrukturen.

De COSL huet de 7. Juni 2013 säi positiven Avis eragereecht a begréisst, dass an dësem Fënnefjoresplang regional Opbesserunge geplangt sinn, grad ewéi och d'Erhalen oder d'Renovatioun vun de bestehende Gebailechkeeten. De COSL bedauert, dass de Projet Velodrom reportéiert gëtt, mä e kuckt awer ganz positiv op de Projet vum nationale Fussballsstadion Josy-Barthel, dee wéinst der Urgence séier sollt ugefaangen a fäerdeggestallt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wäit also zu der Presentatioun vum Gesetzesprojet 6559, wou ech nach ka soen, dass de schréftleche Rapport à l'unanimité vun alle Parteien an der leschter Kommissiounssëtzung approuvéiert gouf.

Heimadder wéilt ech dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Madame Hemmen, fir deen interessanten a breetgefächerte Rapport, wou Der sämtlech wichteg Secteure vum Sport hei fir eis beliicht hutt. Mir hänken - jiddefalls de Gros vun de Leit heibannen, déi hänken - mat Häerz a Séil um Sport, deen extrem wichteg ass fir eis alleguerten, mä och haaptsächlech fir ons Kanner. Mir soen ëmmer „fit for health, fit for competition" an „fit for fun"! Ech mengen, dat gëllt fir eis alleguerten, an dofir solle mer och ganz vill dru schaffen, dass mer deen interessante Fënnefjoresplang hei gutt iwwert d'Bühn kréien.

Elo eng Spëtzesportlerin an engagéiert Deputéiert: d'Madame Nancy Arendt, épouse Kemp - fir et elo richteg ze soen -, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, fir unzefänke wéilt ech der Rapportrice, der Madame Cécile Hemmen, e grousse Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport an awer och fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun.

Ëm 400 viru Christus huet de griicheschen Dokter Hippokrates scho Folgendes festgestallt: „Wenn wir jedem Individuum das richtige Maß an Nahrung und Bewegung zukommen lassen könnten, hätten wir den sichersten Weg zur Gesundheit gefunden."

A wat virun iwwer 2.000 Joer richteg war, dat stëmmt haut méi wéi jee! Mir liewen an engem Zäitalter, wou d'Leit ëmmer méi duerch sougenannten „Zivilisatiounskrankheeten" geplot ginn, oft well se ze vill sëtzen, sech net genuch bewegen a schlecht an ongesond iessen an drénken. Besonnesch déi Jonk wuessen haut an enger Welt op, déi anescht ass wéi déi, an där mir - op alle Fall déi meescht vun eis heibannen - grouss gi sinn.

Déi méi héich Unzuel vu Leit, déi bei eis wunne kommen, dat méi dicht Verkéiersopkommes an de Stied an an den Dierfer bréngen et mat sech, datt d'Kanner sech méi ageschränkt an hirem direkten Ëmfeld bewegen an dobausse spille kënnen. Derbäi kommen dann och nach déi nei Kommunikatiounstechnologien, d'Medie souwéi och déi technesch flott modern Computerspiller, déi d'Kanner an hire Bann zéien. Et ass och fir d'Elteren oft méi einfach a méi sécher, se dobannen op der Couche ze beschäftegen, verglach mam Opwand an dem Engagement, deen et bedeit, fir eng aktiv sportlech Betätegung ze garantéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, hautdesdaags weess jiddwereen, datt de Sport an eng gutt Ernährung vill zu engem laangen a gesonde

Liewe bäidroen. D'Politik ass sech dëser Tatsaach och scho bewosst an et ginn zënter Jore scho regelméisseg Initiative lancéiert, fir d'Populatioun ze motivéieren, e gesonden Train de vie ze féieren. D'Regierung huet dowéinst och virun e puer Joer schonn zesumme mam Comité olympique den nationalen Aktiounsplang „Gesond iessen, méi bewegen" ausgeschafft, deen an deenen nächste Joren nach weider soll développéiert ginn. An dat fënnt komplett d'Ënnerstëtzung vun der CSV-Fraktioun.

D'Utilitéit vum Sport ass haut vu kengem méi contestéiert a gëtt staark gefërdert. Esou eng Politik bréngt natierlech mat sech, datt ee muss an de Sportséquipement an an d'Sportsinfrastrukturen investéieren. An aus dësem Grond stëmme mer dann haut iwwert den zéngte Fënnefjoresprogramm „Équipements sportifs" of.

De Projet war vun der aler Regierung déposéiert ginn an ass duerch d'Neiwahlen a Verzuch geroden. Dofir besteet och eng gewëssen Urgence, well verschidde Projete virun allem an de Gemenge scho méi wäit fortgeschratt sinn an op hir Realisatioun an op hire Finanzement waarden. Et handelt sech ëm regional, lokal an national Projeten, déi vum Plan quinquennal betraff sinn. A fir datt d'Subside kënne bezuelt ginn, ass et nun eemol néideg, datt de Fënnefjoresplang en vigueur ass.

De Plang trëtt iwwregens réckwierkend op den 1. Januar 2013 a Kraaft, wa mir deen dann haut unhuelen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, den zéngte Fënnefjoresplang vun de Sportsinfrastrukture gesäit e Gesamtbudget - d'Madame Rapportrice huet et scho gesot - vun 100 Milliounen Euro vir. Heimadder ginn eng sëlleche Projete realiséiert, beschtméiglech opgedeelt uechtert d'Land, well et och wichteg ass, datt d'Infrastrukture fir all d'Awunner vum Land gutt a séier accessibel sinn. Et däerf een de Leit et net ze schwéier maachen, hirem Sport nozegoen.

Ech wëll net ze vill an den Detail vum Projet agoen, well dëst jo scho ganz explizit d'Madame Rapportrice gemaach huet. Ënnert deene sëlleche Projeten, déi solle realiséiert ginn, kënnt Der lech jo bestëmmt virstellen, datt ech mech besonnesch iwwert déi siwe Piscinë freeën. D'Kanner léieren nun eemol just am Waasser schwammen, soudatt mer net laanscht d'Piscinë kommen, och wann dës an hirer Realisatioun an an hirem Entretien méi deier si wéi aner Infrastrukturen an dowéinst oft an der Kritik stinn.

Ech wollt och hei drop hiweisen, datt een et momentan als Otto Normalverbraucher net einfach huet, eng Piscine ze fannen, fir zum Beispill moies schwammen ze goen, well quasi all Piscine vun de Schoulen ausgelaascht ass. Dat ass jo och gutt esou, d'Schoulkanner solle jo och schwamme léieren! Et beweist awer op där anerer Säit, datt nach Schwämmen néideg sinn, fir dës extrem schounend a gesond Sportaart auszeüben. Esou ass d'Schwammen eng vun deenen eenzege Sportaarten, déi verschidde Leit mat kierperlecher Aschränkung iwwerhaapt nach ausübe kënnen. Ech hoffen, oder mir hoffen, datt dës siwe geplangte Piscinen dës Situatioun dann an Zukunft verbessere wäerten.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ënnert deene fënnef Installatiounen, déi en nationalen oder regionalen Intérêt hunn, fanne mer op éischter Plaz de Fussballsstadion. D'Diskussioune ronderëm de Fussballsstadion ware jo iwwer laang Joren eng „never-ending story". Dowéinst ass et gutt - an d'CSV begréisst et ausdrécklech, och vum Käschtepunkt hier -, datt elo de Stade Josy-Barthel an en nationale Fussballsstadion ëmgebaut gëtt. De Projet erfëllt och sämtlech UEFA-Kritären a puncto Sécherheet, Zuschauerzuelen an Accueil, Raimlechkeete fir d'Press a Pressekonferenzen oder Méiglechkeeten, fir Dopingstester duerchzeféieren, fir der just e puer ze ernimmen.

Wa mir dat net maachen, entzitt d'UEFA eis d'Méiglechkeet, fir d'Lännermatcher hei am Grand-Duché ze spillen. Bis elo ass dat ëmmer nach just duerch eng Derogatioun gaangen, déi d'FLF kritt huet. De Minister huet eis an der Kommissioun och informéiert, datt am Stade Josy-Barthel awer och Rugbymatcher kënne gespillt ginn, an dat zur grousser Zefriddenheet - en ass elo net heibannen - vum Kolleeg Krieps.

Dat ass jo och am Ausland oft de Fall, bei de Fransousen an och an England, wou d'Lännermatcher vun deenen zwou Sportaarten harmonesch an engem Stadion geplangt a koordinéiert matenee fonctionnéieren.

Elo kënnt den Här Krieps eran. Elo hunn ech grad vun Äre Rugbys...

(Interruption)

Voilà!

(Hilarité)

Well d'Liichtathletiksinfrastrukture wéinst den noutwendegen Transformatiounen um Stadion allerdéngs ewechfalen, ass virgesinn, datt dowéinst d'Anlagen um INS solle renovéiert ginn. Dëst ass wuel am Sënn vun der Liichtathletik ze begréissen, an awer werft dëse Projet Froen op. Mir wësse jo awer, datt, wa mer dem internationale Standard gerecht wëlle ginn, mir iwwer aacht Couloire verfüge mussen amplaz vun deene sechs, déi mer do hunn.

Ass de Site an dësem Sënn iwwerhaapt nach ausbaufäeg, ouni do musse Gebaier op eemol ewechzerappen, wat eng Käschtenexplosioun eventuell mat sech géif bréngen, och wat d'Vergréisserung vun den Tribünen ubelaangt, déi jo virgesi si fir 600 Leit?

Ech verstinn och de Räsonnement net, fir iwwerhaapt eng Tribün dohinner ze aménagéieren, wa souwisou den Terrain nëmme fir Trainingszwecker a regional Kompetitiounen a Fro kënnt.

Ech huelen un, datt Dir dat jo an enker Zesummenaarbecht mat der FLA gemaach hutt, net datt mir an e puer Joer awer dem Besoin musse nokomme vun engem nationale Liichtathletikszenter, deen den internationale Standarden entsprécht mat allem, wat och derbäigehéiert.

(Interruption)

Wéi soll de Parkingsproblem ronderëm den INS geléist ginn, wa mer wëssen, datt de Site elo schonn duerch de Sportslycée eleng zu Spëtzenzäiten iwwerlaascht ass, souguer mat Stopp „kiss and go", wann een d'Kanner just do ofsetzt oder siche kënnt?

De Minister huet jo do an der Kommissioun och vag drop geäntwert mat engem Ausbau vum Stopp „kiss and go". Well et ass jo awer en Ënnerscheed, Här Minister, ob een d'Kanner do just ofsetzt, fir se an d'Schoul ze féieren, oder dobleift, fir eventuell gären ze kucken, wa se trainéieren oder och eng Course lafen.

Dëse Parkingsproblem gëllt jo net nëmme fir dëse Site, mä och fir den nationale Fussballsstadion. Mir wären dofir schonn interesséiert ze wëssen, wéi de Sportsminister sech konkret virstellt, dëse Parkings- a Verkéiersproblem souwuel um Cents wéi och op der Areler Strooss ze léisen. Et muss ee jo bedenken, datt op esou engem internationale Fussballsmatch bis zu 9.000 Leit solle kënnen empfaange ginn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, an Zäiten, wou d'Finanzen net gutt sinn an de Rimm méi enk muss geschnallt ginn, sinn 100 Milliounen Euro vill Geld. Wéi dëse Projet vun der aler Regierung ausgeschafft an déposéiert ginn ass, war scho kloer, datt sech op de strikte Minimum muss reduzéiert ginn. Et muss ee sech der Decken no strecken. Méi cibléiert Investissementer mat manner Suen a méi effikass an och fonctionnel bauen, heescht et.

Wat elo d'Verdeele vun de Subsiden ugeet, sou hat de Minister bis elo ëmmer d'Méiglechkeet, de Gemengen an de Federatiounen en zousätzleche Subsid ze ginn. Am Artikel 4 vum Text vum Projet de loi 6559 ginn elo d'Gemengen net méi genannt. Just nach d'Centres nationaux ginn opgezielt. An anere Wierder also: just nach d'Federatiounen.

Dëst ass natierlech keng einfach Situatioun fir d'Gemengen, well si an Zukunft net méi wéi virdrun an eenzelne Fäll op zousätzlech Subside kënnen zréckgräifen. An datt dës Aschneidunge virun allem bei méi klengen a méi aarme Gemenge sech bemierkbar maachen, ech mengen, dat ass evident. Duerch dëse méi neien, méi exakte Bäihëllefssystem sinn d'Gemengen opgefuerdert, an Zukunft anescht ze plangen, fir sech eventuell och, esou de Minister, ze schütze virun eventuellen onnéidegen Installatiounen oder Luxusdérivë bei Projeten.

Madame Presidentin, ee vun den Haaptobjete vum virleiende Gesetzesprojet ass d'Schafe vun enger Banque de données de l'infrastructure sportive nationale. Unhand vun dësem Inventär vu sämtleche Sportsinfrastrukturen am Land an och der Informatioun iwwert d'Benotzung kann an Zukunft besser a méi effikass geplangt ginn an domadder och gespuert ginn.

Och wann a sengem Avis de Statsrot drop hiweist, datt de Passus zur Banque de données kéint aus dem Projet gestrach ginn, well keng Données à caractère personnel viséiert sinn an domadder keng Autorisatioun duerch e Gesetz néideg ass, kënne mir d'Konklusioune vun der Sportskommissioun zu dësem Punkt awer novollzéien a weisen an dësem Sënn op d'Versécherung vum Sportsminister hin, deen zoustännege Règlement grand-ducal an eiser Kommissioun duerchzediskutéieren.

Et sief awer drop higewisen, datt och wierklech muss garantéiert sinn, datt dës Datebank just Informatiounen iwwert d'Infrastrukture sammelt a keng Donnéeën iwwert d'Utilisateure vun dësen Infrastrukturen.

Mir wollten awer op dëser Plaz d'Schafe vun esou enger Base de données ausdrécklech begréissen. Dës Datebank bréngt déi néideg Informatiounen, méi Transparenz, eng besser Gestioun, e gudden Iwwerbléck doriwwer, a welcher Phas e Projet drun ass, och wat säin Amortissement ubelaangt, souwéi och eng administrativ Vereinfachung fir d'Gemenge mat sech. Besonnesch luewenswäert fanne mir, datt dës Datebank sech och un de grousse Public wennt, dee sech doriwwer informéiere kann, a welchen Infrastrukture wou a wéini säi Liiblingssport bedriwwe ka ginn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll net vergiessen, an dësem Kontext ass och den Zougang u sech zu de sportlechen Infrastrukturen ze erwähnen. Zu Lëtzebuerg si mer jo an der glécklecher Situatioun, datt d'Veräiner an d'Federatiounen allermeeschtens gratis Accès hunn an d'Halen, op d'Terrainen, Piscinen, déi och vun de Schoule genotzt ginn. Dës Gratuitéit vun den Infrastrukture ass leider net an all Land esou ginn, soudatt am Ausland scho vill Veräiner et ganz schwéier hunn. Mir sinn zu Lëtzebuerg zimlech verwinnt an dëser Hisiicht.

An dach ass och hei net alles optimal. Esou ass den Zougang zu sportlechen Infrastrukturen och net ëmmer garantéiert zum Beispill an de Schoulvakanzen, an dëst meeschtens duerch Personalmangel. Dëst ass virun allem fir den Héichleeschtungssportler e grousse Problem. Et ass un der Politik, sécherzestellen, fir hei no Léisungen ze sichen, fir kënnen déi sëllech deier a ganz gutt ageriichte Sportsinfrastrukturen och wierklech accessibel ze maache fir eis beschte Sportler.

An dësem Kontext gouf jo och schonn an Zesummenaarbecht mat dem Aarbechtsministère e Projet pilote gestart. A mir hoffen dann, datt deen och weider ausgebaut gëtt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Och wat d'Prestatioune vun dësen Infrastrukturen ubelaangt, héiert een ëmmer méi oft, datt verschidde vun dëse Servicer, zum Beispill den Tableau de chronométrage fir eng Kompetitioun oder de Chlor, un d'Veräiner an d'Federatiounen ewell verrechent ginn, déi eigentlech ëmmer zum Gesamtpaquet gehéiert hunn. Hei entwéckelt sech e schläichenden zousätzleche Käschtepunkt, dee verschidde Veräiner a Federatiounen net droe kënnen an deen eng weider Belaaschtung bedeit, virun allem fir déi Sportaarten, déi net finanziell esou déck do sinn. Oft mam Resultat, datt Leit, déi sech do bénévole engagéiere fir eis Kanner, duerch dës zousätzlech finanziell Belaaschtungen esou dee leschte Mutt geholl kréien, fir nach eppes ze organiséieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et läit mer um Häerz, vun der Wichtegkeet vun deem ze schwätzen, wat innerhalb vun dëse Sportsinfrastrukture geschitt, déi haut zur Debatt stinn. D'Gebaier sinn dat eent. Dat, wat all Dag dran ofleeft, dat ass dat anert.

Fir datt an eise Veräiner a Federatiounen dësen dagdeeglechen Effort vun deene sëlleche Bénévolen och weiderhi kann a wäert geleescht ginn, musse mer och weiderhin dréngend Initiative starten, fir de Bénévolat ze fërderen an ze stäerken. Esou ass et awer un der Politik, ze kucken, d'Weichen esou ze stellen, datt de Bénévolat méi attraktiv gëtt an datt d'Leit Loscht kréien, sech ze engagéieren.

Ech wollt an dëser Hisiicht froen, wat d'Regierung gedenkt zousätzlech an deenen nächste Joren ze ënnerhuelen, well de Regierungsprogramm ass do zimlech vag.

Gesäit de Minister eng Chance, de Volontariat an e gesetzleche Kader eventuell eranzehuelen? Eng vun de viregte Moossname war jo, de Bénévole vum Joer ze sichen. Bréngt esou eng Initiativ den néidege Schub an hutt Der wëlles, dës esou wichteg Éierung fir vill Engagéierter am Sport an dësem Format weiderlafen ze loossen oder eventuell ze iwwerdenken?

Hätt een hei net besser, de proposéierte Leit fir hire laangjährege Engagement e Cadeau ze maachen an hir Mériter virun allem ervirzestrëi-chen, wéi éischter no subjektive Kritäre just een eenzelnen oder zwee, dräi Gewënner ze nennen?

Et huet een heiansdo d'Gefill, datt et souguer méi op d'Zesummesetzung an d'Qualitéit oder besser gesot d'Konscht vun der Presentatioun vum Curriculum vitae ukënnt, deen déi zoustänneg Federatioun eragëtt, wéi op dat, wat do all Eenzelne vun hinne fir säi Land a fir säi Sport jorelaang geleescht huet,…

Une voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- …a wou der méi mat enttäuschte Gesiichter heemginn, wéi ee mengt. Mir froen eis hei, ob e sportlecht Klassement net hei awer op der falscher Plaz ass fir dëst esou gutt a wuelgemengtent Konzept oder Iddi.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et läit menger Partei no, nach méi allgemeng op déi dräi Volete vum Sport - de Kompetitiounssport, de Schoulsport an de Fräizäitsport -anzegoen, déi fir eis, ech betounen dat, allen dräi gläich wichteg sinn. A mir mussen och an déi allen dräi weider investéieren.

De Leeschtungssport ass ganz kloer d'Aushängeschëld, duerch dat déi Jonk oft motivéiert ginn, de Sport ze bedreiwen. Héichleeschtungssportler si Virbiller fir eis Kanner. Si kucken op zu hinnen, renne mat de Fändelen hannendrun a wëllen esou ginn oder si wéi si. Dofir ass et och wichteg, datt se sech wéi Virbiller behuelen.

Lëtzebuerg huet en Numm am Sport kritt a sech op d'Weltkaart vu verschidde Sportaarte placéiert an esou Opmierksamkeet op eist Land gelenkt. Dës Dimensioun vum Sport muss weider gefërdert ginn, well si ka fir eist Land vill bewegen. Net nëmmen, wat den Nationalstolz an den Zesummenhalt ubelaangt, mä virun allem, well eis beschte Sportler de Bléck op eist Land zéien.

Wat de Schoulsport an de Sport loisir ubelaangt, bleift et virun allem déi preventiv Dimensioun, déi d'Madame Rapportrice schonn ënnerstrach huet. All Etüde weisen, datt eng Erzéiung mat Sport a Bewegung sech positiv op dat ganzt Liewen an d'Gesondheet auswierkt, datt se an all Alter d'Leit méi gesond hält an datt och besonnesch am Alter eng sportlech Aktivitéit souwuel de Kierper wéi och de Geescht fit hält.

An de Schoule kréien d'Kanner oft den éischte Goût dovunner, wat de Sport ass, a si léieren d'Sportaarte kennen. Leider ass et oft esou, datt haut verschidde Kanner elementar Bewegungsofleef net méi kënnen, well se net allze oft d'Méiglechkeet kréien, sech sportlech ze betätegen, an dëst aus den ënnerschiddlechste Grënn.

Vill Kanner sinn nieft der Schoul a Kannerbetreiungsinfrastrukturen ënnerbruecht. Dëst erfuerdert e Sportskonzept, dat dëser Situatioun Rechnung dréit. Mir fannen et wichteg a richteg, datt eis Regierung sech virgeholl huet, am Beräich vum Schoulsport d'Léier- an d'Betreiungspersonal am Sport besser ze formëieren, an datt elo méi a besser Initiative fir déi motoresch a sportlech Entwécklung vun de Kanner a Jugendleche geholl solle ginn. Dat kënne mir als CSV nëmmen ënnerstëtzen a fannen dës Initiativ ganz luewenswäert.

Ganz interessant ass och de Plang, fir d'Programmer an d'Horairë vun de Sportsstonnen an der Schoul an ausserhalb an de Betreiungsinfrastrukturen ze optimiséieren. Mir froen eis just, wéi dëst genee soll an der Praxis, virun allem wat d'Schoul ubelaangt, ëmgesat ginn, well an der Theorie héiere sech déi Saachen nämlech ëmmer ganz flott un; an der Praxis gëtt et dann awer oft méi schwiereg, fir och Tate folgen ze loossen.

Här President, all Mënsch gëtt sech ëmmer méi bewosst, datt mir nëmmen ee Kierper hunn, op dee mer oppasse mussen oder besser gesot däerfen. Och de Sport am Alter hëlt ëmmer méi zou. Sport ze maache verhëlleft deenen Eeleren zu engem gudde Kierpergefill an enger gudder Fitness am héijen Alter.

Esou kann ee scho bal soen, datt zurzäit zu Lëtzebuerg eng nei Kultur vu Sport a Wuelbefannen entsteet. Dëst ass ze begréissen a gëtt en plus och ëmmer méi en ekonomesche Facteur. Zum Beispill duerch déi sëlleche Sportsgeschäfter, d'Entwécklung an der Ernährungswëssenschaft an dësem Gebitt, riseg Sportsevenemen-

ter, déi Touristen op Lëtzebuerg lackelen, déi ëmmer méi heefeg Fitnesszentren a Wohlfühltempelen, gradesou wéi déi rasant Entwécklung vun der Zuel vum Personal Trainer. Dëst wäert an Zukunft net ofhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn um Enn vu mengen Ausféierungen ukomm. D'CSV-Fraktioun wäert dësem Projet, Madame Rapportrice, selbstverständlech zoustëmmen, wéi se et och schonn an der Kommissioun gemaach huet, well et e wichtegt Gesetz ass fir de Sport an eisem Land, deen déi néideg Infrastrukture brauch, fir gutt kënnen ze fonctionnéieren.

Méi wichteg ass awer, an ech sinn elo just dorobber agaangen, dat, wat an den Infrastrukture stattfënnt. D'Infrastruktur, d'Schuel, dat ass dat eent. D'Fëlle vun deem, wat do gemaach gëtt, d'Freed um Kierper an un der Bewegung, wéi de Sport betreit gëtt, wat trainéiert, wéi gelidden, geschweesst a gestridde gëtt, alles am Respekt vum Géigner an am Fairplay, d'Häerz also vun der Infrastruktur, dat ass dat anert.

Et ass un der Politik, sécherzestellen, datt d'Konditioune geschafe ginn, fir datt dës Sportsinfrastrukturen optimal genotzt kënne ginn a mat Liewe gefëllt kënne ginn. An allgemeng brauche mer hei zu Lëtzebuerg eng Politik, déi Loscht a Freed um a fir de Sport vermëttelt. Vive de Sport!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a gi selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Arendt. Als nächste Riedner wär den Här Eugène Berger um Tour. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt och direkt der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierlechen éischte Bericht hei an der Chamber. Dee war exzellent, an ech hoffen, datt mer nach vill Rapporte vun hir wäerten hei héieren.

Bon, et ass haut e bëssen en Anniversaire. Et ass den zéngten Anniversaire vum Fënnefjoresplang. An et ass och e bëssen Traditioun hei an der Chamber, datt da sportlech engagéiert Politiker defiléieren hei op der Tribün, fir eng Rei Remarquen ze maachen zu deem Plang. Gradesou wéi meng Virriednerin Nancy Arendt, déi schonn eng ganz Rei Facettë vum Sport ugeschwat huet a praktesch ganz komplett war, soudatt et da schwéier ass natierlech, duerno och als Sportler do nach vill bäizefügen.

Ech wéilt awer trotzdeem zwou, dräi méi generell Remarquë maachen um Ufank; fir d'Éischt, fir op d'Wichtegkeet vum Sport an eiser Gesellschaft awer méi generell hinzeweisen. Ech mengen, de Sport ass wichteg am Bezuch op d'Gesondheet. Een, dee Sport mécht, dee sech beweegt, dee gëtt net esou schnell krank. Deen huet eppes, wat e ka fir säi Kierper maachen, fir dee fit ze halen. Dat ass och am Sënn vun der Preventioun. Dat ass och am Sënn am Endeffekt, fir Suen ze spueren, well dann och eis Krankekeese manner schnell belaascht ginn.

Sport ass awer net nëmmen eppes, wat dem Kierper eppes bréngt. Sport ass och eppes, wat dem Geescht eppes bréngt. Ech mengen, datt een och kann duerch de Sport, an ech mengen, dat si ganz vill Mënschen, net nëmme Spëtzesportler, mä och Breedesportler, déi eigentlech den Épanouissement personnel, also déi perséinlech Entfalung dobäi sichen.

Dat kann zum Beispill sinn, datt een einfach en Ausgläich sicht, wann een en haarden Aarbechtsdag huet, wann ee Stress hat. Dat kann awer och sinn, datt ee sech wëllt selwer verwierklechen, op egal wat fir engem Level. Mir kennen ëmmer méi Leit, déi zum Beispill sech als Zil huelen, eng Kéier e Marathon ze lafen an dorunner kënne schaffen, fir einfach och esou een Zil kënnen ze realiséieren, sech selwer Ziler ze setzen, sech selwer kënnen ze realiséieren.

Dat huet och eppes mat Unerkennung ze dinn. Bei de Spëtzesportler natierlech, déi wëllen e Resultat hunn, déi sech doduerjer dann och kënne confirméiert fillen duerch all déi Ustrengungen, déi Trainingen, déi se gemaach hunn, mä awer och wéi gesot bei deem Eenzelnen, deen de Sport op engem méi niddrege Level mécht. Dat kann also och beim Fräizäitsport erreecht ginn.

Natierlech huet de Sport och eng sozial Komponent. An de Veräiner, op anere Plaze komme Sportler zesummen, léiere sech kennen, et gi Brécke gebaut. Ech denken do besonnesch och un déi Aspekter vun der Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger, wat ganz oft den Ufank fënnt an engem Sportsveräin. Mir hu ganz vill, ech denken zum Beispill u Fussballsveräiner, wou ganz vill Integratiounsaarbecht am Endeffekt an deem Sënn gemaach gëtt.

Sport huet och eng ekonomesch Komponent, dat wësse mer alleguerten, mat all deene Produiten, déi op de Marché komme fir d'Sportler, mat Mënschen, déi vum Sport liewen, well se Profisportler sinn oder well se an deem Business schaffen. Dat kreéiert Aarbechtsplazen. Do ginn also ganz vill Suen och ëmgewälzt. Wann ech nëmme gëschter huelen, do hunn ech héieren, datt eng Olympiad - also d'Wanterspiller vu Sotschi - 36 Milliarde kaschten. Dat heescht, do ass also och ganz vill vum Geld, wat duerch de Sport an Ëmlaf ass.

An et wär eigentlech interessant, fir och eng Kéier emol déi Fro hei zu Lëtzebuerg ze stellen. Ech froen also de Minister, e muss se haut net beäntwerten, ech soen einfach, et wier interessant, eng Kéier nämlech déi Fro ze stellen, wéivill de Sport hei zu Lëtzebuerg zum PIB bäidréit.

Et gëtt natierlech och Problemer, an ech wëll emol soen an eiser Gesellschaft, well net genuch Sport gemaach gëtt. Et sinn Etüden, déi gemaach gi sinn. Et héiert een et jo ëmmer erëm. Och nach virdrun ass et scho gesot ginn, datt mer anscheinend eis net méi genuch bewegen an eiser Gesellschaft. Dat fänkt bei de Kanner un, well se net méi zefouss an d'Schoul ginn, mä dohinnergefouert ginn, sief dat mam Bus, vun den Elteren, sief dat, datt se duerch Computer, Fernseh an esou weider net méi genuch vläicht am Alldag sech bewegen. Dat ass och bei Erwuessener, gëtt gesot, de Fall, datt se eben och do eng Liewensweis hunn, déi net méi op Bewegung ausgebaut ass.

Ech muss zwar soen, ech hunn heiansdo meng Douten iwwert déi Etüden. A wann ech och a mengem perséinlechen Ëmfeld kucken, meng perséinlech Erfahrung kucken, muss ech soen, hautdesdaags kennen ech a mengem Frëndeskrees der méi wéi jee, déi elo Sport maachen oder déi, loosse mer emol soen, sportlech aktiv sinn, méi wéi fréier, déi op eemol ufänken, net nëmme wéinst der Midlife-Crisis, mä einfach esou. Déi fänken un, Marathon ze lafen, an de Fitnessclub ze goen asw. An och bei de Kanner. Ech kenne vill Elteren, déi sech bekloen, datt se soen: „Ech ginn net fäerdeg, Taxi ze spillen, well um véier Auer muss en nach an de Fussball an um sechs huet en awer och nach en Tenniscours.", an esou weider.

Also, meng perséinlech Erfahrung ass, ech froe mech, ob dat wierklech effektiv an der Realitéit esou ass, wéi et duergestallt gëtt, an datt mer haut op alle Fall sécher net méi schlecht wéi fréier sinn. Mä au contraire, wann ech kucken, wéi ech an d'Primärschoul gaange sinn, datt do vill manner Méiglechkeete waren, vill manner Sport gemaach ginn ass.

Ech sinn op d'Wiss mat de Kolleege Fussball spille gaangen, wou mer zwee Poteauen dohinnergestallt hunn, oder an de Bësch lafe gaang sinn, klammen oder soss eppes gemaach hunn, an datt eigentlech also haut d'Situatioun, déi esou schlecht duergestallt ginn ass, am Endeffekt net esou schlecht ass, a fréier effektiv vläicht manner Bewegung do war. An dat war och d'Origine vun deene Fënnefjorespläng, wann een dat noliest.

D'Madame Rapportrice hat dat jo och kuerz erwähnt an hirem Rapport, datt dat eigentlech eng vun den Ursaache war, fir esou e Plan quinquennal anzeféieren, datt dat eigentlech war, well deemools festgestallt gi war, dat war 1968, datt net genuch Bewegung, net genuch Sport géif (veuillez lire: géif an eiser Gesellschaft) gemaach ginn.

Ech mengen, sécherlech bleiwen nach eng Rei Efforten awer ze maachen, fir nach méi Leit zu der Bewegung an zum Sport ze kréien. Een Element, fir dat ze maachen, ass natierlech och a mengen Aen, als fréieren Enseignant, de Schoulsport, datt een do ganz vill Saache ka mat op de Wee ginn. Do kann ee ganz vill scho maachen.

Haut net nëmme Schoulsport, mä ech géif soen, och all Maison relais an all déi Infrastrukturen, déi elo an engem Ganzen och mat dem Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse verbonne sinn. An och meng Virriednerin huet jo op d'Wichtegkeet do higewisen, datt een do net den Zuch verpasst a wierklech vun Ufank u kuckt, an deenen Infrastrukturen en adequate Sport oder Sportenseignement oder - wéi soll ech soen? - eng Approche zum Sport do och ze vermëttelen.

An dann natierlech, fir datt een d'Leit zum Sport kritt, sinn natierlech och d'Infrastrukture wichteg. An da kommen ech dann och zum Projet de loi hei. Et kann ee sech natierlech froen, ech och als Budgetsrapporteur, wahrscheinleche Budgetsrapporteur vun 2014… Entschëllegt, Här President, ech wëll där Saach net virgräifen!

M. le Président.- Kee Problem.

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Et kann ee sech froen, an Zäiten, wou soll gespuert ginn: 100 Milliounen, dat ass e gudde Batz Geld. Ech muss awer soen, wa meng Informatioune richteg sinn, waren au départ eppes 120 Milliounen am Gespréich. A wa meng Informatioune richteg sinn, huet de Sportsminister och do schonn awer dee Virsaz, fir ze spueren, ugesat a schonn 20 Millioune gestrach, ier de Projet iwwerhaapt an d'Chamber komm ass.

Ech mengen, dat ass e gudden Effort. Bon, et kann een och elo soen, et ass net onbedéngt ginn, datt herno all déi Suen ausgi ginn. Et muss een och vläicht soen, datt een en cours de route bei deene Projeten, déi elo emol programméiert sinn, datt een do nach vläicht ka kucken, ob do, op där enger oder anerer Plaz, e bësse Sputt dran ass.

Well et ass jo esou, datt mer an der Vergaangenheet, muss ee soen, awer ëmmer -jo! -, kommt, mir soen, gären am Luxus gebaut hunn, bei eise Sportsinfrastrukturen. Ech als President vun enger Federatioun, wa mir emol hei zu Lëtzebuerg regional, international Kompetitiounen organiséiert hunn, an da si Sportler aus dem Ausland heihinnerkomm, déi sinn an d'Vestiairë komm, déi sinn op aner Plaze komm, déi éischt Kommentare waren net „wéi schwéier gëtt haut d'Kompetitioun", déi éischt Kommentare waren: „Dir hutt awer hei schéi Vestiairen. Dir hutt awer hei schéin Anlagen."

Also, och do: Sécherlech muss een eng Rei Saachen uerdentlech maache bei de Sportsinfrastrukturen, mä datt een och do kuckt, net onbedéngt mussen d'Ham an der Mëllech ze kachen an déi schéinste Plättercher iwwerall an de Vestiairen ze hunn, datt een do och vläicht déi eng oder déi aner Milliounë kann ënnert dem Stréch spueren.

An dofir ass jo och dat neit Element vun den Datebanken, fannen ech, en interessanten Aspekt, net nëmmen och fir d'Informatioun vun de Bierger, mä virun allem och als Instrument vun deem Screening, dee mer elo wëlle maache mat den Analyse vun der Bestandsopnahm, datt also och déi Datebank do hire Sënn ka maachen.

Et ass och scho virdru gesot ginn: D'Infrastrukture si gutt. D'Coque ass, eigentlech am duebele Sënn och, eis „Coque". Mä natierlech ass och (veuillez lire: ass och dat, wat bannendra geschitt,) den Encadrement immens wichteg op allen Niveauen, beim Spëtzesport an och beim Breedesport.

An dat ass eng Problematik hei zu Lëtzebuerg, muss ee soen, besonnesch, wat de Breedesport ubelaangt oder och eben den net ganz ieweschte Level vum Spëtzesport, datt mer ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, Bénévoler ze fannen oder iwwerhaapt Trainer, qualifizéiert Trainer ze fannen, fir dat ze encadréieren. An do sinn an der Vergaangenheet jo Aktioune gestart ginn. Och meng Virriednerin war schonn dorobber agaangen. Et wier vläicht gutt eng Kéier, wann een do kéint e Bilan maachen a kucken, wat een awer nach kéint verbesseren, fir ebe méi Leit fir de Bénévolat ze gewannen an eventuell och méi Trainer erëm ze gewannen.

Souwäit ech am Bild sinn, sinn déi eng oder déi aner Saachen, déi um Niveau vun der ENEPS gemaach ginn, fir d'Formatiounen e bëssen, zum Deel, nei ze strukturéieren, fir de Leit et ebe méi attraktiv ze maachen, fir op dee Wee ze goen.

En anere Problem wëll ech awer och kuerz uschwätzen, dat ass dee vun dem Accès zu de Sportsanlagen, déi mer hei am Land hunn. Mir hu ganz vill Anlagen, déi gutt sinn, besonnesch och um kommunale Plang, mä wou awer ëmmer erëm Schwieregkeete sinn an och Kloe kommen, datt net, ech wëll net soen, zu all Moment, mä et awer oft schwiereg ass, fir regelméisseg kënnen dohinnerzegoen, déi ze benotzen, Infrastrukturen, déi mat ëffentleche Gelder gebaut gi sinn, an/oder heiansdo guer net ze benotzen.

Ech huelen ee konkret Besipill: A menger Gemeng ass eng sougenannten „interkommunal" Schoulpiscine, déi natierlech prioritär fir de Schoulsport ass, mä wou awer ganz vill Plagë sinn, wou déi Piscine eidel ass a ganz vill Bierger aus der Gemeng zum Beispill wéilten dohinnergoen an einfach gesot gëtt: „Jo, mir hunn da kee Schwammmeeschter." Mä kéint een dann awer net do ëmgedréit soen: „Ma, déi Leit, da bezuelen déi eppes. Jiddwereen ass och prett, an dat soll jo net gratis sinn, fir dann an déi Piscine ze goen." An da kéint ee jo mat deene Sue Leit astellen an et géif ee souguer Aarbechtsplazen doduerjer kreéieren.

Soudatt een also dat wierklech muss kucken, datt déi Infrastrukturen net nëmmen um kommunale Plang, mä och um nationale Plang, och an de Schoulen, a villen ëffentleche Schoulen, datt een déi besser zougänglech mécht, well jo eben déi Infrastrukturen en Outil sinn, fir d'Leit och zur Bewegung ze invitéieren. An och do wier et vläicht gutt, datt een do Pisten opzeechent oder sech wierklech do virhëlt, fir dat ze verbesseren.

Heiansdo scheitert et och u klenge Saachen. Ech kenne Fäll, ech wëll dat hei net ze vill développéieren, ech schwätzen elo eigentlech och als President vun enger Federatioun, do ass eng Klammmauer, déi an enger Hal ass, déi zu enger Schoul gehéiert, souguer fir mech war et an deene leschten zéng Joer net méiglech, eng Kéier op där Mauer klammen ze goen, well do ee Prof oder zwee Proffe gemengt hunn, dat wier net méiglech. Et kann net sinn, datt e Prof décidéiert, wou hei am Land mat ëffentleche Gelder finanzéiert Infrastrukturen dierfe benotzt ginn oder net.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP)*.- En anere Problem, deen ech och wëll kuerz opwerfen, dat ass, wa mer Gebaier musse renovéieren, och nei bauen natierlech, wat mer an där leschter Zäit hunn, an et si jo eng Rei Halen, Sportsinfrastrukturen, bei deenen dat muss geschéien, datt do ëmmer méi Sécherheetsnormen oder eng Rei Norme mussen agehale ginn, bei deenen ee sech awer och heiansdo freet, wou nach de gesonde Mënscheverstand ass. Dat ass, muss ech soen, iwwregens och net nëmme bei Sportsinfrastrukturen, mä och bei aneren ëffentlechen Infrastrukturen.

Mir hunn zum Beispill an de Gemengen, datt Gebaier, Jugendhaiser, wat weess ech, viru fënnef Joer gebaut gi sinn, no de leschte Standarden, mat deem leschte Schnickschnack, och ofgeholl gi sinn, an da kënnt zwee Joer duerno d'ITM a seet: „Hei ass alles net richteg. Hei musst Der elo nach eng Kéier vu vir ufänke bei den Dieren, bei iergendenger Trap." An hei an do. Dat kascht en Heedegeld. Et kascht en Heedegeld. An do muss een awer och eng Kéier kucken, dat huet eppes mat Simplification administrative ze dinn, wat een domadder (veuillez lire: mat der Approche) mécht.

Mir mussen hei zu Lëtzebuerg natierlech all Sécherheetsnormen anhalen. Mä ech hunn d'Impressioun, datt mir hei zu Lëtzebuerg bal eng Insel sinn, datt déi Normen, déi mir hei vun der ITM opgedroe kréien, zum Deel, datt et déi nëmmen hei zu Lëtzebuerg gëtt an nach vläicht um Mars, mä néierens anzwousch aneschters um Planéit.

An dat ass och ganz vill e Käschtefacteur, datt een also bei all deenen Normen do d'Ham an der Mëllech kacht. Ech froe mech, wéi et eigentlech fréier méiglech war, datt d'Mënschheet an och d'Sportler iwwerlieft hunn a Sportshalen, déi wahrscheinlech dann ni no iergendenger richteger Norm fonctionnéiert hunn.

Datselwecht, muss ech soen, ass och de Fall e bësse fir déi international Normen, déi mer vu Sportsverbänn oder vun der EU opgedroe kréien, déi, ech muss soen, dat war jo och net onbedéngt flott, wann een do gesinn huet, wéi zum Beispill den Här Platini eis do bal virgefouert an eis de béise Fanger gemaach huet a gesot huet, wat mer alles do misste maachen. Dat hätt ee kënnen e bësse méi op eng aner Aart a Weis maachen. Mä datt eigentlech anerer eis diktéieren, wat mir mat den ëffentleche Sue musse maachen, d'accord, datt ee muss do enger Rei Normen entspriechen, mä awer dat kéint een och op eng aner Aart a Weis maachen.

Bon, ech kommen dann zum Schluss och natierlech net derlaanscht, fir iwwert de Fussballsstadion kuerz ze schwätzen. Bon, verzeit mer, wann ech och als Réiserbänner nach eng Kéier ganz kuerz ee Saz soen zu deem Projet, deen näischt ginn ass. Ech soen, glécklecherweis ass…

(Interruption)

…deen näischt ginn.

Wierklech, dee Projet (veuillez lire: dee Projet Léiweng), dat war en absurde Projet, aus landesplanerescher Siicht hier virun allem. Ech mengen, dat wier e risegen Transportproblem ginn, a vun der Liewensqualitéit an der Gemeng hier war dat wierklech kee gudde Projet. En hätt och dem Sport an dem Usinn vun dem Sport näischt gedéngt.

Ech si wierklech frou, datt dee Projet ad acta geluecht ginn ass, deen och eventuell hätt kënnen am Nachhinein vläicht finanziell Schwieregkeete bréngen, wann ee gesäit, datt déiselwecht Promoteuren op anere Plaze finanziell Schwieregkeeten zum Deel hunn, och wa se an de Sportberäich wéi an eng Vëloséquipe zum Beispill investéiert hunn.

(Interruption)

Déi Solutioun, déi elo fonnt ginn ass, déi fënnt eis voll Ënnerstëtzung. Dat ass d'Renovatioun, eng déif gehend Renovatioun vun dem Stadion Josy-Barthel an der Stad. Dat ass eng gutt Solutioun, well een do natierlech de Fussball kann organiséieren och no den internationalen Normen, déi gefrot sinn, natierlech och de Rugby, wou ech frou sinn, datt och de President vun der Rugbysfederatioun deem ganz zoustëmmt.

Dann natierlech ass och am Raum, datt een do nach aner Evenementer kéint organiséieren, datt do also och méi eng villfälteg oder eng multimodal Utilisatioun vun deem Fussballsstadion da ka vustattegoen. Ech mengen, et ass virun allem awer wichteg, datt mer elo do - et si jo schonn eng Rei Réunioune gewiescht - wierklech virumaachen an deem Dossier, datt deen endlech zu Enn ka gefouert ginn, datt do, wann nach Décisiounen opstinn, déi wierklech sollen an deenen nächste Woche geholl ginn, datt een do dann och mat den Aarbechte kann ufänken an datt dee Projet da schnell ka realiséiert ginn.

Voilà, dat gesot, déi puer Remarquen, wëll ech dann d'Zoustëmmung awer och vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet ginn. Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Berger. Als nächst Riednerin huet d'Madame Josée Lorsché d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Lauter Sportler.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, am Laf vun de leschte Joren hate mir eigentlech nëmmen eemol d'Chance, an der Chamber iwwer Sport ze schwätzen. Dat war bei der Kreatioun vum Sportslycée, wou et eigentlech drëms gaangen ass, jonke Sportler gutt Bedéngungen ze schafen, fir Sport a Schoul optimal mateneen ze verbannen.

De Leeschtungssport ass e ganz wichtege Volet am ganze Beräich vum Sport. En huet vill positiv Dimensiounen a mir stellen en net a Fro. Mä ech mengen, haut geet et ëm vill méi. Et geet ëm eng global Sportspolitik fir eist ganzt Land, déi net eleng aus der Förderung vu jonke Sportstalenter besteet, mä déi ganz aner Missiounen ze erfëllen huet.

Här Minister, als Gréng si mir frou, datt déi nei Regierung dat och esou gesäit an datt se der Sportspolitik an Zukunft méi Bedeitung wëllt ginn. En éischte Schrëtt ass jo scho gemaach. De Sport ass an engem eegene Ministère doheem an net méi a senger klenger Nisch vum Département ministériel. Dee Changement begréisse mir, net nëmme wéinst sengem symbolesche Charakter. En eegene Ministère huet och méi Autonomie a méi Visibilitéit.

E weidert positivt Signal ass natierlech dat, datt dëst Gesetz zu deenen éischte Gesetzer gehéiert, wat mer no de Wahlen hei virleien hunn - mir kënnen haut driwwer ofstëmmen -, wat de Wee fräi mécht, fir ze investéieren a fir konkret ze schaffen. Op d'Geschicht vun de Fënnefjorespläng vum Sport ass d'Madame Hemmen agaangen, ech wëll elo net drop zréckkommen. Hir awer e grousse Merci fir hiren detailléierte Rapport.

Fir d'Éischt e puer allgemeng Iwwerleeungen iwwert d'Sportspolitik an eisem Land.

Un éischter Stell wënschen ech dem Här Schneider natierlech weiderhi vill Ausdauer an deem Job, well et brauch ee se. Dir braucht se doudsécher, fir déi Ziler ze erreechen, déi am Koalitiounsprogramm festgehale gi sinn. A mir sinn och iwwerzeegt, datt Är Regierungséquipieren lech net am Ree stoe loossen, wann et heescht, zesummenzeschaffen an d'Kompetenzen ze bündelen. Et ass nämlech do, wou de Schong an der leschter Zäit oft gedréckt huet.

De Plan d'action „Gesond iessen, méi bewegen" war eng ganz gutt Initiativ. Et war awer just déi eenzeg Initiativ, mat där versicht ginn ass, méi Ressorten zesummenzebréngen an zesummenzeschaffen. Mir si frou, datt an Zukunft esou Synergien d'Regel wäerte ginn.

Esou soll zum Beispill d'Zesummenaarbecht tëschent dem Sportsministère an dem Éducatiounsministère verbessert ginn. Dat ass och haaptsächlech dowéinst wichteg, well am Éducatiounsministère neierdéngs och de Volet „enfance et jeunesse" ënnerbruecht ginn ass an domat wichteg Zilgruppe regruppéiert sinn. Ech wäert nach drop zréckkommen a wéilt awer fir d'Éischt nach eppes iwwert de Familljeministère soen.

An deem Ministère geet et ëm méi. Et geet, éischtens, ëm déi eeler Generatioun, fir déi de Sport natierlech eng vital Aufgab huet, och eng sozial a gesondheetserhalend Funktioun. Souwuel am Regierungsprogramm wéi och an dësem Projet de loi gëtt den drëtten Alter zimlech oft erwähnt. An et ass un der Regierung natierlech elo, fir déi Aussoen a Musek ëmzesetze respektiv a Sport, a konkrete Sport, wou d'Regierung eis voll Ënnerstëtzung wäert kréien.

En zweete Volet, deen am Familljeministère ënnerbruecht ass, ass dee vun der Integratioun vun eisen net lëtzebuergesche Matbiergerinnen a Matbierger. Zu Lëtzebuerg ginn et sécherlech eng ganz Rei Politiker, Organisatiounen a Bénévoler, déi eng ganz gutt Aarbecht leeschten um Terrain. Mir denken, datt grad am Sport sech eng weider Chance bitt, fir d'Integratioun op eng spilleresch an informell Manéier weiderzedreiwen. Dofir si mir der Meenung, datt all Effort an deem Beräich sech wäert lounen.

En drëtte Volet, deen dem Familljeministère ënnersteet, ass dee vun der Inklusioun vu behënnerte Mënschen. Den Artikel 30 vun der UN-Konventioun vun de Rechter vun de behënnerte Mënschen, déi Lëtzebuerg am Joer 2011 ratifizéiert huet, schreift ausdrécklech vir, datt déi behënnert Leit eng gläichberechtegt Participatioun um Sport sollen erlaabt kréien. Eng gutt Accessibilitéit ass net alles. Déi gëtt an eisem Land op ville Plaze garantéiert, a mir schaffen drop hin, datt all nei Infrastrukturen accessibel wäerte sinn.

Dem Geescht vun der UN-Konventioun no missten déi betraffe Mënschen awer zum Beispill de Choix hunn, ob se an engem homogene Sportsgrupp, e Behënnertesportsgrupp wëllen hire Sport bedreiwen oder léiwer an engem traditionelle Veräin. Dee Choix hu se meeschtens net, well en einfach nach un de Strukture scheitert. Et ass net de Wëlle vun de Veräiner, dee se zréckhält, mä et läit dorun, datt kee Fachpersonal zur Verfügung steet, dat deen néidegen Encadrement ka garantéieren.

Mir mengen, datt um Niveau vun der ENEPS do eng Rei Formatioune kéinten ugebuede ginn oder ausgebaut ginn, fir den Encadrement vu Leit mat spezifesche Besoinen eben ze garantéieren. Och déi Thematik kann an deenen nächste Joren an Ugréff geholl ginn, op Basis erëm vum Regierungsprogramm, wou ech wéilt drop hiweisen, datt deen op verschiddene Plazen op d'Ëmsetzung vun der Behënnerterechtskonventioun hiweist.

Dann e Wuert zum Ministère vum Développement durable, deen an Zukunft, hoffen ech, méi eng grouss Roll ze spille kritt wéi an der Vergaangenheet. Nei Sportsinfrastrukturen hunn nämlech och mat Landesplanung ze dinn. Dat hu mer an der Lescht gesinn, Stéchwuert Fussballsstadion, deen och den Här Berger jo scho genannt huet. „Fussballsstadion mat Akafszenter an engem Iwwerschwemmungsgebitt op der grénger Wiss", ass déi Zäit gesot ginn.

Am Kader vun der Diskussioun iwwert dee leschte Plan quinquennal huet den deemolege Sportsminister de Projet Léiweng hei an der Chamber mat grousser Begeeschterung als rise Fortschrëtt duergestallt. Iwwert d'Ëmweltproblematik an den noutwendege Bau vun neien an extrem deiere Stroossen, Zoufahrtsstroossen op de Site, huet en eigentlech kee Wuert gesot. Am neie Plan quinquennal, ëm deen et haut geet, huet dee Projet der Vernunft Plaz gemaach, an dat begréisse mir. Esou Fehlplanunge sollen an Zukunft verhënnert ginn.

Sech als Stat blannemännerchers an d'Hänn vun engem Privatpartner ze ginn, just well en am Besëtz vun engem zesummenhängenden Terrain ass, wéi am Joer 2008 hei gesot ginn ass, war definitiv de falsche Wee! Dat huet sech an deene leschte Joren erausgestallt. Den Alternativ-Projet mat der Renovéierung vum Stade Josy-Barthel op der Areler Strooss ass souwuel finanziell wéi och landesplaneresch vertrietbar. A mir stinn als Gréng och voll hannert deem Projet.

Dernieft wëll ech awer och de Klimaschutz erwähnen. Och dee soll an der Sportspolitik zum Droe kommen. Beim leschte Plan quinquennal ass mer ee Wuert opgefall: d'Motocrosspist zu Goesdorf. Ech hu vollt Verständnis fir all Unhänger vu Motocross, muss mer awer d'Fro erlaben (veuillez lire: d'Fro muss awer erlaabt sinn), ob de Bau vun enger Motocrosspist an der schéiner Géigend beim Stauséi hätt misse Prioritéit hunn an engem Land, wat senge Klimaschutzziler meilewäit hannendruleeft. Mir mengen dat net. Eis hätt eng Vëlospist eigentlech besser gefall.

Zwee aner an och wichteg Ressorten, déi am Kontext vun der ministerieller Zesummenaarbecht nach kéinten erwähnt ginn, sinn natierlech déi vun der Santé an déi vun der Sécurité sociale. De preventiven Afloss vum Sport op den Organismus vum Mënsch ass onëmstridden a längst eng wëssenschaftlech Evidenz. Meng Virriedner a Virriednerinne sinn drop agaangen.

Wat d'Mënsche sech manner bewegen, wat se méi ufälleg gi fir Krankheeten. D'Resultat si Krankmeldungen iwwer laang Zäiten op der Aarbechtsplaz. Leider hëlt den Absentéismus opgrond vu Krankheet permanent zou a kascht de Sozialsystem ëmmer méi Geld. Dat geet aus enger Etüd ervir, déi vum CEPS/Instead gemaach ginn ass an déi och weiderhin aktualiséiert gëtt. Wahrscheinlech méi Geld, wéi dee beschte Sportsprogramm ka kaschten a wéi déi bescht Infrastrukture jee kéinte kaschten!

Dofir eis Suerg, datt Spuermoossnamen am Sport net onbedéngt gewënnbréngend wieren, mä de Statsfinanzen, ënnert dem Stréch, méi kéinte schuede wéi notzen. Spueren däerf een an eisen Aen héchstens um Luxus!

Spueren däerfe mir virun allem net bei de Kanner, wou d'Noutwendegkeet vun der Bewegung am gréissten ass. E Kand brauch Bewegung esou néideg wéi d'Loft, fir ze ootmen an d'Waasser fir ze drénken. D'Madame Arendt huet et op méi eng edel Manéier ausgedréckt mat hirem Zitat, mä et heescht eigentlech datselwecht. Regelméisseg a vielseiteg Bewegung kënnt jo net nëmmen de Kanner hirer kierperlecher Entwécklung zegutt, vill Bewegung a vill verschidde Bewegungsforme förderen och déi emotional Intelligenz, d'Konzentratioun an d'Léierfäegkeet vun de Kanner, virun allem am Beräich vun der raimlecher Wahrnehmung a vum mathemateschen Denken, a sinn eigentlech déi bescht Preparatioun op en erfollegräiche Schoulparcours.

Aus deem Grond si mir frou, datt d'Sportsaktivitéiten an de Crèchen, de Maisons relais, an de Grondschoulen am Exposé des motifs explizit erwähnt ginn. Et ass och wichteg, déi Aktivitéiten auszebauen, well d'Kanner ëmmer méi Zäit an deene Strukture verbréngen.

Natierlech stellt sech och d'Fro vum Encadrement vun de Kanner. Déi Fro ass an der Kommissioun opgeworf ginn. Et ass gefrot ginn, ob net och Sportsproffe sollten an deene Strukture schaffen. Dat ass eng Fro, déi mir eis net direkt stellen, well mir der Meenung sinn, datt fir d'Éischt soll gekläert ginn, wéi eng Kompetenzen déi Leit mussen hunn, wa se d'Kanner sportlech encadréieren.

E sportleche Parcours hannert sech ze hunn, en Héichleeschtungssportler gewiescht ze sinn oder d'Regele vun all Sportsaart ze kennen, geet sécherlech net duer. Pädagogesch a psychomotoresch Fachkenntnisser sinn eiser Meenung no méi wichteg, vill méi wichteg, well et bei klenge Kanner virun allem ëm eng ganzheetlech informell a kandgerecht Erzéiung geet an net ëm grouss Leeschtungen.

An eisen Ae wier et dofir un der Zäit, Här Minister, de Beruffsprofil vum Personal an deene Strukturen nach eemol ganz genee ënnert d'Lupp ze huelen, ëmsou méi, well den Ausbau vum Sport am Kader vum Plan d'encadrement périscolaire zu den Haaptprioritéite vun de Gemenge gehéiert. Am Kontext vun deem Ausbau begréisse mir natierlech, datt interkommunal Sportservicer sollen entstoen, déi och am Regierungsprogramm erwähnt sinn, an datt d'Gemenge weiderhin op staatlech Bäihëllefe kënnen ziele beim Ausbau, beim Neibau a bei der Renovatioun vu multifunktionelle Sportsinfrastrukturen.

Natierlech fält d'Geld net vum Himmel a scho guer net an dësen Zäiten. Dowéinst muss et méi wéi jee drëms goen, d'Geld esou effikass wéi méiglech anzesetzen a mat manner Geld méi ze maachen, wéi Dir et och an der Kommissioun ausgedréckt hutt.

Fir dëse Fënnefjoresplang stellt d'Regierung 100 Milliounen zur Verfügung, 100 Milliounen Euro, net aler Frang, déi zu engem Deel dem Kompetitiounssport sollen zeguttkommen, zum aneren Deel dem Schoul-, dem Fräizäitan dem Breedesport. Dee Budget vun 100 Milliounen heescht awer nach laang net, datt an den nächste Joren nëmmen 100 Milliounen an de Lëtzebuerger Sport investéiert ginn. Et sinn der bedeitend méi!

En zousätzleche Batz vun Dépensen, an dat ass en zolitte Batz, fält un d'Gemengen an un d'Gemengesyndikater, déi an dëser Diskussioun oft vergiess ginn. D'Sportsinfrastrukture fir d'Grondschoulen, d'Veräiner an den net formaliséierte Breedesport stinn ënnert der Responsabilitéit vun de Gemengen a mussen och vun hinne géréiert an ënnerhale ginn. Well d'Fonctionnementskäschte vun deenen Infrastrukturen net vum Stat subventionéiert ginn an eng héich Dépense op Jorzéngte sinn, kommen d'Gemenge virun allem a wirtschaftlech schwieregen Zäite schnell a Bedrängnis.

Beispillsweis leien d'Fonctionnementskäschte vun enger mëttelgrousser Schwämm bei 1,5 Milliounen Euro d'Joer, wat, op 20 Joer héichgerechent, 30 Millioune ginn, an dat emol ouni der Evolutioun vum Index Rechnung ze droen. Dat sinn natierlech Chifferen, déi d'Gemengen an hirer Finanzplanung net einfach esou ewechstiechen.

Fir finanziell Enkpäss ze vermeiden a fir och strukturell déi néideg Décisioune kënnen ze treffen, brauch all Gemeng eng gewësse Planungssécherheet. Och wann den Ausdrock „Fënnefjoresplang" op éischter en totalitäert Virgoe vum Stat kéint schléisse loossen, esou ass dës Fro awer hei net ze fäerten. Déi Suerg ass net begrënnt. De Fënnefjoresplang ass éischter en Instrument, wat déi néideg Planungssécherheet ebe just garantéiert.

Et ass en Instrument, wat sech jo säit 1968 bewährt huet. Zu Lëtzebuerg bewährt sech net alles esou laang! Et entsteet an enker Partnerschaft mat de Federatiounen, mam Comité olympique an zum Deel eben och mat de Gemengen. Et féiert dozou, datt kee Wildwuchs queesch duerch d'Land entsteet, mä en Netz vun Infrastrukturen, déi engersäits de Besoine vun den eenzelne Sportsaarte Rechnung droen an anerersäits awer och dem massive Bevëlkerungswuesstum an de steigende Schülerzuelen, déi mer jo kennen.

Et ass dofir kee Wonner, datt dëst Gesetz net nëmme vun der Sportswelt mat vill Spannung erwaart gëtt, och de Gemengesecteur ass... de Fënnefjoresplang, deen ass him ganz wichteg, well e wëllt wëssen, wou e mam Stat drun ass a wéi héich d'Bäihëllefe wäerte sinn.

Da kënnt en zousätzlecht Planungsinstrument derbäi mat dësem Gesetz, dat ass d'Banque de données vun den Infrastrukturen, déi jo nei geschafe wäert gi mat dësem Gesetz, ebe fir d'Éischt emol finanzéiert, éier dann de geneeën Inhalt wäert definéiert ginn. Et ass en informateschen Outil, deen d'Gestioun vun Infrastrukture vereinfache soll an d'Dépensë soll méi prévisibel maachen.

An deem Sënn suergt déi nei Datebank net nëmme fir méi Kloerheet an Transparenz, se ass och eigentlech e wichtegt Zousazinstrument zu der Finanzplanung, déi an de Gemenge stattfënnt. Dee Moment kënnen d'Budgete méi realitéitsno opgestallt ginn, wat een och als Gemengepolitiker begréisse kann.

D'Banque de données wäert och der Ëffentlechkeet zougänglech sinn, wat gutt ass, an deem Beräich, wou d'Leit sech kënnen informéieren, wat, wou a wéini stattfënnt vu sportlechen Aktivitéiten a wou se sech kënne betätegen. Et ass och e gutt Instrument am Hibléck op eng rationell Approche vun de Renovatiounen. Se soll prezis Informatioune liwweren iwwert de Grad vum Amortissement a vum Alter vun all Installatioun am Land.

Vill Infrastrukture sinn natierlech während dem Bau-Boom vun de 70er Joren entstanen, si mëttlerweil veraltert an energieméisseg eigentlech eng Katastroph. Dowéinst ass et logesch, datt d'Renovatiounsprojete vu Joer zu Joer zouhuelen. Fir datt déi seriö geplangt kënne ginn, muss natierlech am Virfeld eng Bestandsopnahm vum Alter a vum Zoustand virleien.

Wat mir bedaueren, ass, datt déi Bestandsopnahm net scho laang gemaach ginn ass, well ee jo weess, datt a ville Gemenge schonn den Zou-

stand vun de Gebailechkeete relativ degradéiert ass a wou akut Renovatiounen ustinn. Dat ass dann och de Grond, firwat de Statsrot sech e bësselche méi kritesch zu Wuert gemellt huet. En huet bemängelt, datt feelend Donnéeën eigentlech keng Analys erlaabt hunn. En huet mat Recht drop higewisen, datt de Fënnefjoresplang keng Flucht no vir soll sinn, mä datt och d'Konklusiounen aus der Vergaangenheet musse gezu ginn. An ech hoffen, datt et dat ass, wat mer dann a fënnef Joer kënne maachen, wann d'Banque de données da bis en place ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Konklusioun, déi mir als Gréng wëllen zéien, bezitt sech elo net direkt op dem Statsrot säin Avis an och net op den Detail vun all Projet, déi virgestallt ginn. Eis Konklusioun ass vläicht e bësselche méi gréng ugehaucht. Mir sinn eis scho bewosst, datt eis Gesellschaft méi Bewegung brauch, an datt d'Bewegung e Raum brauch, an deem se stattfanne kann. Dofir ënnerstëtze mir de Fënnefjoresplang voll a ganz.

Nieft de genormten Infrastrukture ginn et awer nach aner Plazen, déi genotzt kënne ginn, fir sech ze bewegen. Dat sinn d'Fräizäitanlagen, wéi eis Parken, d'Schoulhäff, d'Vëlosweeër, d'Spadséierweeër, d'Spillplaze fir d'Kanner, d'Skateboardpiste fir déi Jugendlech a wat net nach alles. Dat ass awer och d'Natur mat hire Feldweeër, hire Bëscher a Wisen a Séien. Och am Stauséi kann ee schwammen, wann een net an enger Schwämm ass.

Wat mir déi Liewensraim besser schützen, wat mir méi Raum fir d'Bewegung halen. An deem Sënn hoffen ech op eng gutt Natur, fir sech dran ze bewegen.

An deem Sënn soen ech Iech och villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. An als leschten agedroene Riedner, den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een nëmme siwe Minutten huet, wéi mir elo, da muss ee sech an der Begeeschterung fir de Projet heiansdo kënne méi kuerzfaassen. Dofir vu menger Säit emol e Merci un d'Madame Rapportrice fir e ganz komplette Rapport. An ech muss soen, datt ech mech bei bal allem, wat meng dräi Virriedner bis elo gesot hunn, wat dat Wichtegt an dat Nëtzlecht vum Sport ugeet an dat Gesond, nëmme kann uschléissen.

Ech wëll also dat elo net nach eng Kéier widderhuelen, mä ech wëll déi Zäit, déi mer elo hunn, profitéieren, fir meng Oppositiounsaarbecht ze maachen a vläicht dem Här Minister, der Regierung e puer méi kritesch Froen ze stellen iwwert dëse Projet, wat e puer Volete vum Finanzement ugeet.

Dir hutt jo gesot, Här Minister - oder de Rapporteur; ech mengen, Dir selwer kritt nach d'Wuert -, mä d'Madame Rapportrice huet jo och gesot, dat sinn 100 Milliounen elo, déi mer do investéieren, an et wär e Spuereffort gewiescht, well et wär am Ufank op 120 Milliounen ugesat gewiescht.

Dofir ass meng Fro un Iech: Wat sinn dann déi 20 Milliounen, déi Der agespuert hutt? Wéi eng Projeten hutt Der dann elo net zréckbehalen? A wat fanne mer vun deene Projeten, déi Der net zréckbehalen hutt, dann iwwer Spezialgesetzer eventuell erëm an deenen nächste Joren? An ënnert deem Strëch, wa mer déi fënnef Joer hanner eis hunn, ass da wierklech gespuert ginn?

Et ass eng wichteg Fro an, ech mengen, och eng berechtegt Fro. Et ass net, datt een d'Wichtegkeet vum Sport domadder a Fro stellt, mä wann an anere Ministèren zum Deel drastesch gespuert gëtt, datt mer gesinn, datt Sozialofbau kënnt, datt d'Steieren erhéicht ginn, datt d'Familljenzoulage gekierzt ginn, dann ass et och legitim, fir ze froen, wéi eng Kontributioun an Arem Ressort zu deem gemeinsame Spuereffort bruecht gëtt.

Eng zweet Fro, déi ech wéilt da stellen och, dat ass: Wéi eng Kritären huelt Der fir Är Subsiden? Sidd Der bereet, déi Politik ze iwwerpréiwen? E Virriedner hat geschwat vun de Gemengen, mä och: Wat fir eng Kritären huelt Dir, fir ze décidéieren, ob e Projet kann ënnerstëtzt ginn?

Dat heescht, riicht Der Iech no de Besoinen oder no den Devisen, no de Käschtepunkten? Et ass besser, sech no de wierkleche Besoinen ze riichten, fir eben all Exzesser an de Luxus vu vireran ze verhënneren.

Mir haten net vill gutt Erfahrungen an deene leschte Jore mat enger Bedeelegung vum private Secteur u Sportsinfrastrukturen, dat ass richteg. Trotzdeem gëtt et Iwwerleeungen an Arem Ministère, fir vläicht an eenzelne Projeten mat dem private Secteur zesummenzeschaffen. An denkt Der a verschiddene Sujeten oder verschiddenen Infrastrukturen och direkt mat un eng touristesch Notzung, eventuell iwwert d'Land eraus, vun eenzelnen Infrastrukturen?

Da muss ech soen, déi Diskussioun ëm d'Parkplazen, déi ass relativ schwéier nozevollzéien. Wann een hei an der Stad oder op anere Plaze grouss sportlech Infrastrukture mécht, wou och grouss Evenementer a grousser Zuel solle stattfannen, fir se iergendwéi ze amortiséieren oder vläicht souguer ze rentabiliséieren, dann ass et schwéier, vu vireran den Aspekt vun de Parkplaze wëllen auszeklameren an nëmmen op den Transport public ze verweisen.

Ech mengen, datt dat eng Méiglechkeet oder besser e Wee ass, deen d'Regierung eis do opzeechent, dee bei groussen Evenementer chaotesch Verkéierszoustänn ka provozéieren, an dofir wär et vläicht gutt, och hei e klärend Wuert iwwert d'Noutwendegkeet oder de Verzicht vun der Säit vun der Regierung op Parkplazen ze héieren. Op jidde Fall, ech mengen, et muss een, wann een esou Projete plangt, verantwortungsvoll vu vireran do virgoen.

Wat mech awer elo nach méi beschäftegt, Här Minister, dat ass déi Iddi vun der Base de données. Déi Base de données, déi hei an deem Gesetz steet, an déi net misst an deem Gesetz stoen, do huet de Statsrot vollkomme recht, well wann dat elo net géif drastoen, da wär vläicht keng Finanzéierungsbasis an dësem Gesetz, mä et kéint een ëmmer iwwer e Budgetsgesetz oder en anert Gesetz eng legal Basis dofir schafen.

Meng direkt Virriednerin huet gesot, elo géife mer emol de Finanzement regelen, dann iwwert den Inhalt schwätzen. Mä den Inhalt ass ebe just dat, wat mech net iwwerzeegt. Ech hunn Äert Gesetz do zimlech genee gekuckt, an da kucken ech, wat dann elo déi Base de données do soll leeschten. Do soll zum Beispill eng Kartografie vum Sport gemaach ginn, esou wéi wa mer nach keng hätten.

An Ärem eegene Gesetz hu mer hei eng Kaart vun de Centres nationaux et infrastructures étatiques, piscines couvertes, halls des sports, multisports, halls des sports de la ville de Luxembourg, terrains de football - gazon naturel, terrains de football - synthétique, halls de tennis couverts, stades d'athlétisme, an ech sinn iwwerzeegt, an Ärem Ministère sinn där Kaarten nach méi, an da froen ech mech: Firwat brauche mer e Gesetz, fir Kaarten iwwer sportlech Infrastrukturen ze zeechnen, wa mer esou wäit alles hunn, wat mer brauchen? Wéinstens schéngt dat de Fall ze sinn.

An da liesen ech an Ärem Gesetz, datt d'Leit sech kéinten duerch esou eng Base de données e besseren Iwwerbléck verschafen, wou se hire Sport kënne maachen.

Elo kucken ech, wat Äre Ministère publizéiert: Sport.lu, dann de Calendrier du sport-loisir. Ech schloen iergendeng Säit emol op hei, da liesen ech, datt een hei ka fir Mamm, Papp a Kand bis véier Joer am Hall omnisport zu Gosseldange vun 9.45 bis 11.00 Auer Sport maachen. Dat ass eng gutt Informatioun. A mengen Ae geet dat schonn duer. An dat iwwer ech weess net wéi vill Säiten, 384, neen, 448 Säiten, an där Gréisstenuerdnung detailléiert Informatiounen iwwert d'Sportsméiglechkeeten hei am Land. A wann et dat gëtt an et gëtt déi Kaart, da froen ech mech, firwat mer mussen hei eng Base de données opstelle fir Saachen, déi et alt wéinstens an deene wichtegsten Aspekter scho laang gëtt.

An da froen ech Iech, Här Minister - well dat war mer net esou ganz ersiichtlech: Wat kascht dann déi Base de données? Wat soll dat do kaschten, fir eppes, vun deem d'Utilitéit awer op jidde Fall emol a priori, soe mer emol, net direkt iwwerzeegend ass.

Da sot Der, et géif eng Simplification administrative domadder agefouert ginn duerch déi Base de données. Ech hunn dat gelies, och mam A vun engem fréiere Beamten, ob dat do da mech elo géif iwwerzeegen als Simplification administrative, an ech muss soen, et huet mech net iwwerzeegt.

Wann ech do liesen: «pendant la phase de construction des projets (…) un processus automatisé…» - ob dat elo gutt ass! - «…qui permettra d'enregistrer étape par étape l'évolution du projet et d'en assurer un suivi permanent jusqu'à la libération des fonds…», fir mech ass dat do, also als fréiere Finanzdirekter, e vollkomme redundante Prozess mat deem, wat souwisou gemaach gëtt bei all Bauprojet, ouni datt et mir géif aliichten, wou do d'Plus-value vun esou engem Projet oder vun esou enger Prozedur wier, déi hei zousätzlech soll agefouert ginn an där hir Zouverlässegkeet a priori och net evident schéngt.

An, kuerz gesot, Här Minister, mir wären Iech ganz dankbar, bei aller Begeeschterung fir de Sport: Mä firwat déi Base de données do, wou do d'Plus-value soll leien, wat déi do soll kaschten a wat se am Vergläich zu deem, wat schonn existéiert an eigentlech ganz gutt fonctionnéiert an zur Zefriddenheet vu ville Leit fonctionnéiert, wat dat do soll méi bréngen?

Dat gesot, Här Minister, d'ADR ass wéi déi aner Parteien, ech hat et hei um Ufank betount, iwwerzeegt vun der Wichtegkeet vum Sport. Si begréisst och déi Approche vun de Plans quinquennaux, fir eng Planifikatioun iwwer e puer Joer ze erméiglechen.

Mä d'Fro, déi am Ableck an der politescher Aktualitéit am Raum steet, ass awer déi, wéi sech de Sportsministère och an déi allgemeng Spuerefforte vun dësem Land areit an ob net déi Dispositiounen hei am Gesetz, notamment iwwert déi Base de données, einfach superfétatoire sinn an eis an eng Richtung bréngen vun iwwerflëssegen neien administrative Laaschten.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Domat wäre um Enn vun eiser Ronn, an de Sportsminister, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports*.- Merci, Här President, fir d'Gedold; et ass e laange Wee bis heihinner. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot als Sportsminister deet dat gutt, datt een heiansdo nach kann opstoen. Et ass schonn hei ugeschwat ginn.

Bon, fir d'Éischt emol vu menger Säit aus e grousse Merci un d'Rapportrice fir dee flotte schréftlechen, mä virun allem fir dee ganz engagéierten an detailléierte mëndleche Rapport, dee se de Mëtteg eis hei ofgeliwwert hutt. E Merci geet awer och engersäits un all d'Memberen aus der Kommissioun, déi an dräi Sitzungen, mengen ech, dëse Projet begleet hunn, soudatt en am Endeffekt ee gëtt, deen eppes Ganzes kann duerstellen.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

Merci virun allem awer och, an dat ass eppes, dat mech wierklech méi wéi positiv, net iwwerrascht huet, mä eigentlech iwwerzeegt huet, datt mer eng Kommissioun hunn, déi fir de Sport denkt an déi virun allem net nëmmen d'Infrastrukture gesäit, mä virun allem d'ganz Sportspolitik hei mat integréiert. An all déi Interventiounen de Mëtteg si wäit erausgaang iwwert den Débat iwwert den zéngte Fënnefjoresplang, mä hunn eigentlech an de Vierdergrond gestallt d'Wichtegkeet vum Sport fir eis Gesellschaft. Ech kommen herno méi drop zréck, wat déi eenzel Impakter betrëfft.

Ech mengen, et war de Mëtteg och d'Chance an d'Geleeënheet, dës Plattform ze notzen, fir och eng Kéier de Regierungsprogramm am Volet Sport ze beliichten. Dat gouf gemaach vun den eenzelne Riednerinnen a Riedner. Dat ass och gutt an dat ass och flott esou.

An ech muss soen, datt ech zu 99% op där Linn leien, wéi si se och hei eriwwerginn hunn. All déi Punkten, déi se ugeschwat hunn, si wichteg Punkten, déi mer an eisem Regierungsprogramm stoen hunn. Et si Punkten, déi mer an deenen nächste Jore wëllen ëmsetzen. Et si virun allem eng ganz Rei vu Punkten, déi awer och an der Kontinuitéit sti vun deem, wat an de leschte fënnef Joer gemaach gouf.

An ech ginn eigentlech och dem Här Berger recht, wéi e gesot huet, datt mer ganz vill schwätzen iwwert d'Motricitéit, déi feelt, iwwer eigentlech de Manktum u Bewegung vu Leit, de Manktum vu Sport maachen. Ech muss soen, datt ech jo all Dag d'Chance hunn, zwou Stonnen Trajet ze hunn, leider, zwou Stonnen Trajet ze hunn, a wou ech ganz vill Leit gesinn, déi sech bewegen, sief dat am Goen, sief dat am Lafen, sief dat am Vëlofueren.

An och, wa mer déi eenzel Infrastrukture kucken, déi elo scho bestinn, gesi mer ganz vill Leit maachen, déi schwammen, déi turnen, déi an de Fitnesse sinn, déi an de Veräiner aktiv sinn, souwuel bei der Jugend wéi bei deenen a mengem Alter wéi och doriwwer eraus. An deem sougenannten „drëtten" oder dem „véierten" Alter gëtt ganz vill an der Bewegung gemaach. An ech muss soen, datt mer eigentlech eise Sport hei op eng richteg Schinn gesat hunn, fir zesummen ze probéieren, och ze motivéieren an effektiv sech méi ze bewegen.

Dee Motto, dee mer eis gesat haten, dat vum „gesond iessen, méi bewegen", wat jo een nationale Plang an där leschter Regierung gi war, nodeem et gestart gi war aus der Iddi vu véier Ministèren, ass dat och, wat mer mussen upaken. Mir wëssen, datt mer och hei nach ganz vill ze maachen hunn. Vun deene sechs Achsen ass de Moment eng Achs ëmgesat, an dat ass déi vun der Bewegung, déi ëmgesat ass. All déi aner Achsen, déi hannendru sinn, déi wäerten an déi mussen - déi musse kommen!

Dat am Viraus zu deem, wat mer haut eigentlech hei diskutéieren a wat mer ofstëmmen, an dat ass den zéngte Fënnefjoresplang, wat d'Sportsinfrastrukture vum Sport, d'Ënnerstëtzung also vun der Regierung vun deenen eenzelne Projete betrëfft. Infrastrukturen, déi sech areien an dat, wat d'Sportspolitik hei zu Lëtzebuerg als hir dräi Haaptpilieren och gewisen huet: deen éischte Pilier, dee vum Sport à l'école, deen zweete vum Sport-loisir an deen drëtte vum Sport de compétition.

Alles dat, mengen ech, wäert eis hëllefen, mat dësen Infrastrukturen, grad an dësen dräi Pilieren, virunzekommen. An eigentlech huet déi Kaart, déi den Här Kartheiser och zu Recht opgezeechent huet, wou ech herno wäert drop agoen, gewisen, datt mer sécher an deene leschte Jorzéngten iwwert déi néng Fënnefjorespläng, déi virdru waren, eng ganz Rei vu Vidë konnten opfëllen, mä datt nach ëmmer wäiss Flecken an eiser Landschaft sinn, déi mer elo kënnen, virun allem och duerch dës Investissementer, déi gemaach ginn, beliichten.

Dës Investissementer, zu Recht gesot, an dat soen ech bei all Ouverture, déi mer hu vun iergendenger Infrastruktur, Sportsinfrastruktur am Land: Mir hu jo an deene leschte Méint ganz vill gemaach, dann ass et richteg, wa mer hei 100 Milliounen investéieren. Wa mer soen, mir droe 25%, 35%, 50%, eventuell 70%, da bleift nach ëmmer dee gréisste Prozentsaz ze finanzéieren. An dee gëtt gemaach säitens de Gemengen, säitens Syndicatgemengen, déi och Prioritéiten an hire Gemengen, bei hire Bierger setzen, fir dem Sport hei zu Lëtzebuerg ze hëllefen, sech ze entwéckelen. An dat ass gutt an dat ass flott och esou. An ech muss soen, datt mer op Säite vun de Gemengen en exzellente Partner hei fonnt hunn, déi eis hëllefen, eis Sportspolitik de Bierger méi no ze brëngen.

Et gesäit een och, datt net nëmmen de Stat, mä virun allem d'Gemengen och erkannt hunn, datt et wichteg ass, an dëse Beräicher ze investéieren. An deene viregte Fënnefjorespläng gouf villes realiséiert, an et ass richteg, datt mer amgaang sinn, och eng Analys vun deenen néng Fënnefjorespläng ze maachen. Hei sinn déi meescht exekutéiert. Vum aachte Fënnefjoresplang stinn nach just een, zwee Projeten op. Am néngte sinn déi lescht amgaang fäerdeggestallt ze ginn.

Ech hunn an der Kommissioun versprach, datt mer, soubal mer de Bilan hunn, souwuel vum aachte wéi vum néngten, zréck wäerte goen, fir ze kucken: Wat gouf dann aus der initialer Iddi, wéi och hei, vun de Fënnefjorespläng an der Praxis ëmgesat? Wat ass dat, wat herno och déi eenzel Lëschte beinhalt huet a konkret ëmgesat gouf? A wéi sti mer elo par rapport zu deem, wat nach muss an deem zéngte Fënnefjoresplang realiséiert ginn?

Ma zu Recht, an dat ass leider virun allem och am Sport esou, soubal Milliounen investéiert ginn, da gi grouss Fragezeiche gemaach. Ech muss awer soen, datt et hei drëm geet, fir 100 Milliounen an d'Infrastrukture mat ze investéieren. An et ass richteg, wéi hei gesot gouf, vu Riedner... Déi Deputéierten, déi virdru mat an der Regierung waren, wëssen, datt am Kader vun där viregter Regierung, wou mer vu Spuermoossname geschwat hunn, dat Zil, dat ech eigentlech hat, fir dës Kéier 120 Milliounen ze investéieren, mam Finanzminister gekläert gouf, datt mer op 100 Millioune géifen erofgoen a virun allem géife probéieren - an dat äntwert op eng vun de Froen hei -, datt mer géife kucken, méi rationell ze bauen, méi zesummen, méi regional ze bauen.

Virun allem awer och kucken, déi eenzel Projeten esou ze begleeden, datt et Projete sinn, déi effektiv dat sollen duerstellen, wat et effektiv ass, an datt mer och solle virun allem déi Coûten esou festleeën, datt een effektiv an Zukunft ka soen: Wat heescht eng Dépense fir eng Sportshal, eng zweedeeleg? Wat heescht eng Dépense fir eng dräistelleg? Wat heescht eng Dépense an enger Schwämm? Wat heescht eng an engem Fussballsterrain? Datt mer also fest Coûten dropsetzen, op deenen dann eis Prozenter gemaach ginn.

Dat wäert eis ganz kuerzfristeg hëllefen, datt déi Coûte wäerten erofgoen. Well ech mengen, wann ech weess, datt e Plaffong gesat ass, op deem e Prozentsaz ass, da gëtt et net no uewen eng Explosioun. Soudatt mer et wäerte fäerdegbréngen, mat manner Suen op d'mannst datselwecht, ech géif souguer soe méi ze maachen, well ech, mengen ech, hei e Moyen kréien, wou mer effektiv och eng Responsabilisatioun vu méi Acteure kréien, souwuel vun deenen, déi plangen, wéi deenen, déi subventionéieren, wéi deenen, déi bauen. An dat Zesummespill wäert eis hëllefen, datt mer effektiv déi 100 Millioune säitens dem Stat och gutt a richteg wäerten investéieren.

Hëllefen dobäi wäert eis déi op e puer Plazen ugeschwaten Datebank, déi jo och a Fro gestallt gëtt. Eng Datebank, déi eng Zort Portail ass, déi wäert hëllefen, virun allem och de Gemengen, eng Kéier en Iwwerbléck ze kréien iwwer hir Infrastrukturen, déi se hunn. Et gouf ugeschwat: Wéi ass den Zoustand vun deenen? Dat hu mer alles net. Dat musse mer all Kéiers nofroen, musse mer op der Plaz kucken. Dat kréie mer heiriwwer. Mir kréien derniewent virun allem och e wichtege Facteur eriwwer, dee vun de Frais de fonctionnement, déi dorunner hänken, déi d'Gemenge solle wëssen.

An ech mengen, dat ass och eng politesch Aufgab vun der Regierung, fir d'Gemengen och ze schützen an dësem Volet an ze soen: Wann Der deen doten Invest maacht, dann heescht dat och iwwert déi nächst Joren déi do an déi do Frais de fonctionnement! D'Madame Lorsché huet d'Beispill vun de Schwämmen ugeschwat. Och hei also heescht et, eng schützend Roll, eng weisend Roll ze spillen, wat heescht bei engem Invest vun engem Coût, déi heiten ordinär Käschten, déi op deen ordinäre Budget vum Stat wäerten hikommen.

An hei hu mer eng ganz flott Datebank zesummegestallt, wou et hei, an dat gouf richteg erkannt, just ëm de Finanzement vun där geet. Ee Finanzement, deen ëm déi 200.000 Euro sech wäert belafen iwwert déi nächst Joren, mat deem ganze Suivi awer derbäi. Et ass net nëmmen d'Erstellen, mä et ass och de Suivi, dee realiséiert gëtt, an dat an Zesummenaarbecht mat dem Gemengesyndikat, dem SIGI, wou mer elo relativ kuerzfristeg an deenen nächste Wochen och eng Presentatioun vun dëser Datebank wäerte maachen, fir ze weisen, wat konkret dobäi erauskoum, a fir ze weisen, wat d'Plus-value effektiv vun dëser Datebank ass.

An ech mengen, wann een dat visuell gesäit, da gesäit een och, wéi gutt datt och dës Suen ugeluecht sinn. Dat wäert eis hëllefen, net nëmmen eng Dépense ze hunn, mä virun allem eng Moins-dépense ze hunn an deenen nächste Jore bei dem Invest vun de Sportsinfrastrukturen.

Et wäert derniewent virun allem awer och e wichtege Facteur eriwwerginn, dee vun der Transparenz, déi mer hu beim Ausgi vun eise Fongen. Hei wäerte mer genau gesinn, wou déi Suen investéiert sinn, wat d'Contrepartie vun de Gemengen ass an och, wat eng gewësse pluriannuel Finanzéierung ugeet respektiv Planungssécherheet gëtt an deenen nächste Joren, fir ze gesinn: Wéini musse mer wéi eng Sportsinfrastrukturen erëm ersetzen, déi effektiv virun enger Rei vu Jorzéngte gebaut gi sinn? Wéini fält et erëm un? Wéi musse mer also plangen, fir deen nächste Fënnefjoresplang opzestellen?

Ganz vill diskutéiert goufen an deem Kader vum zéngte Fënnefjoresplang ëmmer erëm dräi grouss Projeten, wat d'Sportsinfrastrukture betrëfft. De Vëlodrom gouf ëmmer erëm zitéiert, ee Projet, deen am aachte Fënnefjoresplang nach ass. Hei ass et richteg gesot ginn, datt mer plange mat der Gemeng Mondorf - dat am Kader vun dem Projet vum Lycée vu Mondorf - eng Plaz ze reservéieren, fir effektiv och hei erëm eng Kéier käschtegënschteg ze bauen a Synergien ze siche vun Infrastrukturen, déi do sinn, déi ounideem (veuillez lire: souwisou) gebaut ginn, déi do kënne genotzt ginn, an dann och hei d'Planung vun dësem Vëlodrom an deenen nächste Jore parallell zur Entstehung vum Lycée vu Mondorf, respektiv vun deem ganze Site, deen do ass, am Kader och vum Plan directeur do kënnen ëmzesetzen.

Wat den nationale Fussballsstadion betrëfft, mengen ech, huet jiddwereen hei eigentlech gesot, an dofir sinn ech och frou iwwert...

M. le Président.- Entschëllegt, Här Minister, den Här Kartheiser wollt Iech eng Fro stellen.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports*.- Kee Problem.

M. le Président.- Wann Dir d'accord sidd? Här Kartheiser, wann ech gelift.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports*.- Selbstverständlech. Dat erlaabt mir, eng Schlupp ze huelen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dat ass e gutt Beispill vun Zesummenaarbecht. Merci, Här President. Merci, Här Minister. Ech wollt Iech froen, elo wou Der vum Vëlodrom schwätzt: Mir hate jo festgestallt, datt eng Zomm vun aacht Milliounen nach disponibel wär am Kader. Am leschte budgetäre Kader vum Plan quinquennal sinn déi Rescht bliwwen. Mir hate jo och déi Diskussioun am Kader vun der leschter Legislaturperiod.

Dofir meng Fro: Wat maacht Der elo mat deenen aacht Milliounen, déi fir de Vëlodrom eigentlech nach missten do sinn? Sinn déi nach do? A wat geschitt mat deene Suen an nächster Zäit?

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports*.- Jo, ech mengen, déi Fro ass relativ einfach ze beäntwerten. Effektiv waren déi doten am Kader vum aachte Fënnefjoresplang an de Fonds d'équipement gespeist ginn. Vun deene Suen ass just een Deel fort, dat, wat d'Etüd betraff huet, wat de Bau vum Vëlodrom zu Zéisseng deemools betrëfft. Déi aner Sue si selbstverständlech nach do, an ech mengen, déi kommen additionnel zum Fong, dee mer de Moment hunn, derbäi. A wa mer dann de Vëlodrom bauen, wäerte mer selbstverständlech déi Suen och aus dem Fonds d'équipement huelen, fir kënnen dat ze realiséieren.

Mir sinn awer iwwerzeegt, datt mer déi Zomm, déi mer wahrscheinlech deemools haten, net wäerte brauchen, wa mer all déi Synergien hei kënnen notze bei dësem Bau vum Lycée. An ech mengen, do kënne mer dann, och opgrond vun där Aart Fonds, deen nach do ass, och wierklech dëse Vëlodrom dann an deem Moment bauen, am Kader, wéi gesot, vum Konzept vum Lycée zu Mondorf.

Da kommen ech vläicht virun zum nationale Fussballsstadion, deen hei ugeschwat gouf. An ech mengen, et ass richteg, datt vun alle Riedner ugeschwat ginn ass, datt mer hei eng Prioritéit dropgesat hunn als Regierung, dat virun allem wéinst der Nécessitéit, fir dës Installatiounen UEFA-konform ze maachen. Zweetens awer och, fir den Image de marque vu Lëtzebuerg dobaussen ze weisen a well mer effektiv, wat de Standard betrëfft an och wat d'Sécherheet betrëfft, ee vun de schlechteste Stadionen an Europa hunn, soudatt mer hei séier musse reagéieren. Hei ass e gewëssenen Zäitdrock do.

An ech mengen, Dir wësst, datt déi viregt Regierung - an déi nei Regierung huet am Regierungsprogramm dat iwwerholl -, datt mer de Moment zesumme mat der Stad Lëtzebuerg amgaang sinn ze kucken, wéi mer eng Modernisatioun vum Stade Josy-Barthel kënne maachen. D'Servicer vun der Stad Lëtzebuerg sinn amgaang ze kucken um techneschen Niveau, wéi engersäits sécherheetsméisseg an zweetens och verkéierskonzeptméisseg dësen Avantprojet, deen do ass, deen elaboréiert gouf vun der FLF an Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg an dem Sportsministère, och kann ëmgesat ginn. Mir wäerten eis duerno da gesinn a mir wäerten dann och en Timing op dës Aarbechte setzen, esou wéi et jo och hei ugeschwat ginn ass.

Derniewent de Liichtathletiksstadion, deen ugeschwat ginn ass. Ech mengen, mir wëssen, datt, wann déi Modernisatioun gemaach gëtt, et dann och usteet, datt de Liichtathletiksstadion gemaach gëtt, an datt virun allem probéiert gëtt, et och hei an der Stad Lëtzebuerg ze maachen. Och hei ass et esou, datt mer den INS erausgesicht hunn, fir e Projet dorobber ze setzen, dat opgrond vun engem Cahier des charges vun der FLA an och vum COSL.

Mir hunn e Projet elaboréiert, deen all deem Rechnung dréit, wat an deem Cahier des charges gefrot ginn ass, souwuel säitens den Zuschauer wéi och säitens de sanitären Anlage wéi och deenen eenzelne Raim, déi ee brauch, fir hei Kompetitiounen ofzehalen, Training, national Kompetitiounen an och international Kompetitiounen.

Mir hunn de Moment ee Projet elaboréiert an Zesummenaarbecht mat de Bâtiments publics, dee sech de Moment nach beleeft op sechs Couloiren. Mir wëssen, datt mer, wa mer a gewëssen international Sphäre wëllen eragoen, aacht Couloire brauchen. Dofir si mer de Moment nach eng Kéier amgaang ze analyséieren, ob et machbar ass, souwuel technesch wéi och finanziell, fir um INS aacht Bunnen ze aménagéieren.

Do wäert och dës Analys geschwë kommen, an da wäerte mer eis zesummesetzen an deem Aarbechtsgrupp, dee mer hunn, tëschent dem Ministère, tëschent de Bâtiments publics, tëschent der FLA an derniewent och dem COSL, fir och dëse Projet kënnen ze lancéieren.

Zum Schluss vläicht e puer Wierder, déi een och héieren huet an och vläicht e puer Remarquen op eng Rei vu Remarquen hei.

D'Madame Nancy Kemp-Arendt ass zu Recht op d'Fro agaangen - ech ginn net méi dorop an -, wéi si d'Sportspolitik gesäit. Ech gesi se genausou. Ech mengen, do leie mer op enger Wellelängt. An ech weess och, datt mer eng ganz Rei vun Efforten nach musse maachen.

Déi Remarque, wat d'Gemenge betrëfft, datt mer hei souzesoen dee Lastik net méi hunn, fir eigentlech ze zéie vu 35% an ze soen: Hei ass eng Gemeng, déi finanziell méi schwaach ass, op 40. Do geet eigentlech den Trend drop hin, och an dësem Kontext, fir méi regional ze bauen, fir méi zesummen ze bauen. An dann ass jo d'Ënnerstëtzung 50%, an do kann een, muss een dann net all Kéiers iwwert den... (veuillez lire: iwwert d'Prozenter 25, 35, 50) fueren, mä do huet ee fix Prozenter. Dat hëlleft also och eng gewësse Stabilisatioun am Management ze maachen, wat déi eenzel Projete betrëfft.

Wat déi zwee Projete betrëfft, souwuel de Liichtathletiksstadion wéi de Fussballsstadion, hunn ech gesot, datt mer selbstverständlech mat der Stad Lëtzebuerg ee Verkéierskonzept mussen ausschaffe fir déi zwee. An hei muss een e gutt Zesummespill hunn tëschent engersäits festem Parkraum, awer och virun allem enger Mobilitéit, déi een hibréngt mam ëffentlechen Transport, also ze kucken esou gutt wéi méiglech dës zwee Siten anzebannen an dat zweet Verkéierskonzept, dat hei steet.

Wat all déi Remarquë vun deenen Eenzelnen ugeet, wat de Schoulsport betrëfft, ginn ech lech recht. Hei musse mer, hei hu mer am Regierungsprogramm vill stoen. Dat musse mer an d'Praxis ëmsetzen, musse mer zesumme maache mat dem Éducatiounsministère, fir eng Rei vu Problemer, déi an deene leschte Joren, mengen ech, ëmmer erëm diskutéiert goufen,

och konkret ze léisen. An dat virun allem zu enger Förderung vun de Kanner am fréien Alter hi sech ze bewegen an eigentlech déi richteg, geziilten Ausbildung derniewent och ze hunn, fir dat ze maachen.

Wat de Bénévolat betrëfft, mengen ech, soll een elo emol eng Kéier eng Bilanzéierung maache vun all deem, wat gemaach ginn ass. Den „bénévole de l'année" wäerte mer viruféieren. Et ass jo esou, datt Der zu Recht sot, mir wielen der all Kéiers dräi eraus. Mä derniewent ass all Federatioun, déi een „bénévole de l'année" huet, dee geéiert gëtt. Dofir ass et scho richteg, datt sécher net jiddwereen ëmmer frou ass, wann en net den Éischten, Zweeten, Drëtten ass. Mä e kritt awer e Präis mat, well e jo de Bénévole ass. An och dat ass eng moralesch Unerkennung, déi hei geleescht gëtt.

Aner Aktiounen hate mer, wéi d'Formatioun an d'Traineren, wéi d'Ënnerstëtzung iwwer Pilotprojete vun de Bénévolen, wéi derniewent och Chèques-services, déi gespillt hunn. Mä ech mengen, datt d'Haaptzil muss dat sinn, datt an de Veräiner erëm de Geescht vun der Famill opkënnt. D'Familljen... dat Ganzt, datt ee Club eng Famill ass, wou jiddweree fir deeselwechte But schafft, wou ee sech wuelfillt, wou ee gären dohinnergeet.

An da vu mir aus nach ëmmer kloer de Message: Wien eng Kéier Sportler war, soll an Zukunft och Bénévole sinn. Well dat, wat de Sport em ginn huet, soll en dem Sport erëm zréckginn. Mir hunn et esou gemaach. An ech mengen, et soll een eng Rei vun aner Leit... An eng ganz Rei heibanne sinn der, déi et esou maachen. Ech mengen, dat soll och een Ureiz sinn, datt nach anerer dat an Zukunft kënne maachen.

Zum Schluss vläicht...

Ech gesinn, Här President, Merci fir Är Gedold, meng Zäit ass effektiv hei, meng Riedezäit ass ofgelaf. Vläicht...

M. le Président.- Här Minister, Dir kënnt och roueg zur Schlussfolgerung da kommen. Mä virdrun hunn ech awer eng Fro vun der Madame Arendt.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Här Minister, ech hat gefrot, wat de gesetzleche Kader betrëfft, ob dat eventuell eng Méiglechkeet wär, wann een e gesetzleche Kader fir d'Bénévolë géif envisagéieren. Dir waart net op d'Fro elo agaangen.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports*.- Jo. Also ech mengen, et ass esou, datt ech gesot hunn, datt mer fir d'Éischt ee Bilan maache vun den Aktiounen, déi gelaf sinn. Et muss ee kucken, wéi dat gewierkt huet. An da muss ee kucken, a wat fir enger gesetzlecher Rumm ee kann effektiv Bénévolen hëllefen.

Mir haten emol eng Kéier d'Iddi gehat vun Assurancen, déi eventuell kéinte spillen. Dat kéint eng Pist sinn. Mir haten d'Iddi, wat keng gesetzlech... iwwer Cartes bénévoles, déi sollten ausgestallt ginn, zum Beispill wéi Kaarten, déi an der Kultur bestinn, fir déi kënnen ze benotzen.

Alles dat si Pisten, déi mer amgaang sinn ze elaboréieren, virun allem awer ofzeschätzen a virun allem och finanziell ofzeschätzen, well do hänkt natierlech och ee gewëssen Impakt drun. Wa mer dat maachen, da musse mer eng Ëmschichtung an eisem Budget vum Ministère maachen. Mä awer mat Sécherheet ass de Bénévole wichteg a wäert och an Zukunft wichteg bleiwen.

Wann Der dann erlaabt, Här President, géif ech zu mengem Schluss kommen. Ech géif eigentlech op dat zréckgräifen, datt déi 100 Milliounen, déi hei investéiert ginn, sécher eng Dépense sinn. Mä op där anerer Säit sinn et awer och grouss Recetten, déi sech an enger Rei Beräicher zréckspigelen. Am Sport selbstverständlech. Dës Sportsinfrastrukture wäerten dem Sport hëllefen an deenen dräi Domänen: Sport à l'école, Sport-loisir a Sport de compétition.

Se wäerten awer och der Ekonomie hëllefen. A wann hei gefrot gouf de PIB eng Kéier vum Sport, do si mer amgaang, dës Analys ze maachen, sinn amgaang iwwert de Volet vum Compte satellite sport dat och hei zu Lëtzebuerg ze iwwerdroen. Dat virun allem ze iwwerdroen och mat Donnéeën, déi mer vum Statec kréien. Ech kann Iech awer Chifferen nennen - den Här Berger huet se gefrot hei an zitéiert, Dir hutt se och vläicht gelies. A Frankräich zum Beispill sinn 2% vum PIB direkt, déi aus dem Sport erauskommen. An derniewent ass do net agerechent dee ganzen Impakt vum Bénévolat.

Wa mer do nämlech d'Stonnen eng Kéier mat engem Stonneloun héichrechnen, gëtt deen Impakt riseg an da gëtt de PIB och vill méi grouss. Ech sinn iwwerzeegt, datt hei zu Lëtzebuerg mer net wäit vun deem, wann net vläicht souguer iwwert dësem Prozentsaz vum PIB eraus stinn.

Derniewent virun allem awer och dee ganzen Impakt, deen dee soziale Volet betrëfft. Déi ganz Integratioun, déi hei zitéiert gëtt. Dat si Wäerter, déi mer net kënne moossen, déi awer do sinn. Evident. Genausou gutt wéi an der Gesondheet mer manner Dépensë mussen a wäerte maachen. Och hei wäert ech d'Kap vum Sécurité-sociales-Minister kënnen opdoen, fir ze soen, déi Suen, déi mer an der Gesondheetskeess manner ausginn, déi hu mer hei am Sport eben investéiert.

Derniewent och den Tourismus, wou mer ganz vill, an dat virun allem och an deene leschte Joren, eng ganz Rei vu flotte Projeten zesumme gemaach hunn, wat deenen eenzelne Regiounen eppes konkret och wierklech erëmbruecht huet.

Alles dat, mengen ech, wäerten eng Rei Saache sinn, wou ech wëll drop hiweisen, datt déi Dépensen, déi mer am Sport hei gemaach hunn, souwuel spille fir de Sport, fir d'Ekonomie, fir den Emploi mat der Kreatioun vun Aarbechtsplazen, fir d'Gesondheet, fir d'Famill, fir d'Éducatioun a fir d'sozial Integratioun. An an deem Sënn soen ech alle Fraktioune Merci fir d'Zoustëmmung a freeë mech, fir zesumme mat de Gemengen dësen immens flotten a kompetitive Programm duerchzezéien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Och ech soen dem Sportsminister Merci, virun allem, wann e sech déi nächste Kéier un d'Zäit hält. Well déi ass ze moossen, Här Sportsminister.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports*.- Gutt.

M. le Président.- Kee Problem. Mir si jo haut alleguer e bësse méi flexibel, well et deen éischten Elan ass. Jo, ech hunn heiansdo héiere vu fréiere Kolleegen, dass ee Ministerkolleegen, wa se an engem gudden Développement sinn, net soll stoppen. Datselwecht gëllt fir d'Deputéiertekolleegen, wa se am Rahme bleiwen.

Ech soen Iech Merci an ech follegen direkt deenen, déi mer roden, mer sollen zum Vote iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6559 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. De Vote par procuration. Ech hu 57 Votanten. 57-mol Jo.

(Interruption)

Wie mengt, dass et net gaangen ass? Den Här Urbany, d'Madame Hetto. Mir kucken dat no. Merci.

De Projet de loi 6559 ass also à l'unanimité ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6559 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Ali Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Marc Angel), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

M. Serge Urbany.

An ech wollt Iech da froen, ob Der d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote gitt.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da géife mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6590. Do geet et ëm eng Konventioun iwwert d'Liewensmëttelhëllef. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgehalen. Den Här Rapporteur ass den Här Marc Angel. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wiseler, Graas, Adam, Kartheiser an Urbany. Den Här Marc Angel huet d'Wuert.

8. 6590 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'assistance alimentaire, faite à Londres, le 25 avril 2012

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet effektiv ëm d'Approbatioun vun enger Konventioun iwwert d'Assistance alimentaire, der Konventioun vu London vum 25. Abrëll 2012, déi am Fong eng ganz al Konventioun ersetzt, déi geheescht huet „relative à l'aide alimentaire" vun 1964.

Kuerz den Historique: Déi 64er Konventioun ass regelméisseg erneiert ginn all fënnef Joer vun 1967 bis 1990. Si ass adaptéiert ginn, awer d'Prinzipie sinn net geännert ginn. Déi lescht Adaptatioun war 1999, an d'Renégociatiounen, fir déi ze erneieren, déi si retardéiert ginn - déi Verhandlungen -, well am Kader vum Cycle vun Doha gemengt ginn ass vun der Welthandelsorganisatioun, dass een, wat d'Négociatiounen iwwert d'Agrikultur an d'Aide alimentaire ubelaangt, d'Resultater vun Doha misst ofwaarden. Do ass also näischt geschitt.

Am Joer 2010 huet dunn d'FAO décidéiert, dass déi Konventioun total inadaptéiert ass an dass se muss erneiert ginn, fir de Besoine vun der Aide alimentaire besser Rechnung ze droen, fir och d'Ursaache vun der Liewensmëttelonsécherheet ze attackéieren. An et ass fonnt ginn, dass déi Konventioun net nëmmen däerf d'Besoine vun der Aide d'urgence abegräifen an och dass déi Konventioun misst moderniséiert ginn, fir och kënnen nohalteg Léisungen ze proposéieren.

D'Experte vun der FAO hunn also eng nei Konventioun ausgeschafft, an där se effektiv dann déi Ursaache vun der Liewensmëttelonsécherheet attackéiert hunn. Déi nei Konventioun enthält och Moossnamen, fir d'Agrarproduktioun an de Südlänner virun allem ze steigeren, och fir déi sougenannten „circuits de commercialisation" besser ze verstäerken an och aner Schwächten an där Konventioun, vun där fréierer Konventioun opzehiewen, besonnesch, wat och de Kontabilitéitssystem ubelaangt, wéi déi Liewensmëttelhëllef quantifizéiert ginn ass.

Déi nei Konventioun reflektéiert awer wéi gesot eng moderniséiert Visioun. An et kann een et résuméieren: Virdrun ass vun der „aide alimentaire" geschwat ginn, elo gëtt vun der „assistance alimentaire" geschwat. An dat seet schonn eng gewësse philosophesch Ännerung an de Prinzipien, déi am Fong d'Plus-value vun dësem Projet sinn an déi och am Artikel 2 genau opgelëscht sinn.

An et ass och dat, wat mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, dass dat am Fong d'Plus-value ass vun där neier Konventioun, déi nei Prinzipien, déi opgezielt ginn. D'Aide soll méi effikass ginn, se adaptéiert sech also der Déclaration de Paris, déi mer all kennen an der Entwécklungszesummenaarbecht.

Et gëtt och de Prinzip vun der Responsabiliséierung grouss ënnerstrach; et gëtt op d'Sécurité alimentaire gepocht an och, dass déi Landwirtschaft an deene Länner muss rehabilitéiert an op Vordermann bruecht ginn.

Och den Informatiounsaustausch gëtt grousségeschriwwen. D'Cohérence des politiques, och ee vun deene groussen neie Prinzipien an der Entwécklungszesummenaarbecht, ass an dëser Konventioun zréckbehalen, a besonnesch d'Cohérence tëschent der Assistance alimentaire an den Instrumenter vu konnexe Politiken. An, wat - mengen ech - ganz wichteg ass: D'Prioritéit gëtt ënnerstrach, fir dass haaptsächlech Produkter op de Marchés locaux a régionaux an de Länner ronderëm do, wou Problemer sinn, kaaft ginn.

All Partei, déi dës Konventioun ënnerschreift a Partei dovunner ass, muss all Joers en Engagement, also eng Verflichtung huelen, dat nennt een dat sougenannten „engagement annuel minimum". Dëst Engagement muss da communiquéiert ginn dem Secrétariat général vun dëser Konventioun.

Wat d'Engagement vu Lëtzebuerg ubelaangt, dat kann ee genau noliesen am Exposé des motifs an och a mengem schréftleche Bericht. Ech wëll dat résuméieren: Lëtzebuerg ka bal all seng Kontributiounen, déi en an de PAM, also an de sougenannten „Programme alimentaire mondial" aschreift an och an de Fonds international de développement agricole an och deelweis Gelder, déi mer fir d'ONGe virgesinn, déi an der Liewensmëttelhëllef aktiv sinn, mir kënnen all déi Fongen an Engagementer gëlle loossen, fir dass mer deen Engagement minimal kënnen aschreiwen am Sekretariat an där Konventioun hei weiderschécken.

Déi Konventioun ass och um Niveau vun der Europäescher Unioun traitéiert ginn an diskutéiert ginn an engem informelle Conseil vun de Ministeren. An do ass gesot ginn, et soll een eng virsiichteg Haltung hunn. An zum Beispill huet d'Europäesch Unioun do 80% vun hirem Budget d'aide alimentaire ageschriwwen, wat se am Kader vun där Konventioun géife mellen.

Lëtzebuerg huet sech un där Recommandatioun inspiréiert, an och 80% vun onse Kontributiounen, déi mer an de PAM ginn, schreiwe mer dann do an. Et ass am Fong en initiaalt Engagement vu véier Milliounen Euro fir den Exercice 2013. A wann een d'Fiche financière kuckt, déi beim Projet ass, an ech zitéieren déi, dat si keng Suen, déi mer als supplementar mussen aschreiwen. Dat si Suen, déi souwisou am Budget virgesi sinn. Mä déi schreiwe mer elo an an dat Dokument, wat mer schécke bei dat Sekretariat vun där Organisatioun.

Ech wollt dem Minister just Merci soe fir seng Präsenz den 13. Januar an der Kommissioun, wou mer dee Projet méi am Detail presentéiert hunn, wou mer och eenzel Froen nach geklärt hunn. An dofir him schonn e grousse Merci an och de Membere vun der Kommissioun Merci, dass Der dee Rapport unanime ugeholl hutt. An ech huelen un, dass dat haut och de Fall wäert sinn.

Ech op jidde Fall soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll och ganz kuerz just dem Rapporteur Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi en hei gemaach huet. Déi Konventioun iwwert d'Assistance alimentaire ass effektiv säit 1967 eent vun de wichtegsten Instrumenter, déi mer hunn, fir déi Agrariwwerschëss vun eise Länner an déi en voie de développement eriwwerzesetzen.

Mir wëssen awer och, datt effektiv eng Rei Kritiken un deem Instrument do waren, well am Fong considéréiert ginn ass, datt et just Symptomer traitéiert huet an am Fong net déi richteg Léisunge méi fonnt huet.

Mir fannen, datt déi Renégociatioun hei, déi virun e puer Joer ofgeschloss ginn ass, déi also haut hei zu Lëtzebuerg ëmgesat gëtt, am Fong op e puer wesentlech Punkten, Dir hutt se all beschriwwen, haaptsächlech, datt d'Gouvernance verbessert gëtt, datt d'Transparenz wierklech ganz anescht gemaach gëtt an och de Fait, datt e Minimum..., datt minimum Participation-annuellë musse festgeluecht ginn - fir Lëtzebuerg véier Milliounen -, fanne mer och hei e richtege Wee, fir ze goen.

Ech wëll also einfach soen, datt et fir eis e gudde Projet ass, e wichtege Projet ass, an datt mer selbstverständlech mat deem Projet d'accord sinn. Mir wäerten e stëmmen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci och dem Här Wiseler. Als Nächsten huet d'Wuert den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wier frou, wann de Mikro e bësse méi haart géif agestallt ginn, well et ass jo onschwéier ze erkennen, datt ech e bësse Problemer mat der Stëmm hunn.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Ech mengen, och wann dee Projet hei e Modèle de base ass, esou ass et awer derwäert, datt ee sech e puer Reflexiounen iwwer e wichtegt Gesetz mécht, well ëmmerhi geet et jo awer ëm d'Bekämpfung vum Honger an der Welt, an et däerf een och net vergiessen, datt dës Konventioun u sech dat eenzegt juristescht Instrument ass, fir iwwerhaapt d'Aide alimentaire ze garantéieren.

Ech wollt a menger kuerzer Interventioun virun allem awer op ee Punkt agoen. Et ass scho kuerz hei ugeschwat ginn: Dat sinn déi Kritiken, déi awer an deene leschte Joren un dëser Konventioun geäussert gi sinn, an d'Fro, ob déi Konventioun hei wierklech muss ugepasst ginn.

An ech mengen, et kann een déi Fro direkt mat Jo beäntwerten, well déi Konventioun baséiert sech jo hei effektiv, wéi den Här Wiseler gesot huet, éischter op eng Symptombekämpfung. D'Zil muss natierlech sinn, fir deenen énnerentwéckelte Länner Moyenen ze ginn, fir am Fong geholl sougenannten „Selbsternährungsziler" kënnen ze erreechen. An dozou muss natierlech dann och en Ëmdenke kommen, wat eis Approche zu där ganzer Aide alimentaire ubelaangt.

Ech sinn do u sech direkt bei engem ganz wesentleche Punkt, an dat ass deen, datt nach ëmmer och Produkter, déi bei eis produzéiert ginn, datt déi mat Hëllef vun EU-Subventiounen an énnerentwéckelt Länner awer och exportéiert ginn. Ech wollt zum Beispill op d'Regioun vu Westafrika hiweisen, wou de Maart quasi iwwerschwemmt gëtt mat Pouleten, déi an eise Regioune produzéiert ginn, wat als Konsequenz natierlech huet, datt de lokale Maart sech do net kann entwéckelen an datt déi lokal Produzenten och do guer keng Chance hunn.

Et ass also wichteg, datt een déi Thematik vum Ofschafe vun den EU-Subventiounen usprécht. Ech wëll drop hiweisen, datt schonn 2004, wéi mer eng éischte Kéier dat Gesetz hei diskutéiert hunn, deemools schonn op déi Problematik higewise ginn ass. Déi deemoleg EU-Kommissäre Lamy a Fischler haten dunn awer schonn duerchblécke gelooss, datt sech op deem Niveau eppes géif änneren.

Ech weess net: Ass et Zoufall oder net? Mä net méi spéit wéi d'lescht Woch huet awer den aktuellen EU-Agrarkommissär, den Här Dacian Cioloş, op der Grénger Woch zu Berlin ugekënnegt, datt en u sech mat där Konkurrenz, déi artificiel ass, wéilt ophalen, datt en u sech net méi bereet ass, fir datt an Zukunft nach Produkter, déi an eise Regiounen hiergestallt ginn, beim Export nach géife subventionéiert ginn. Dat mécht plus ou moins 147, 148 Milliounen Euro aus. Dat ass ee ganz klenge Bestanddeel vum gesamten EU-Agrarbudget. Mä ech mengen, dat Zeechen, wat hei gesat ginn ass, ass awer ouni Zweifel ganz wichteg.

Da muss ee sech och d'Fro stellen, ob an Zukunft déi Hëllef sech exklusiv op d'Zurverfügungstellung vu Gelder soll limitéieren, ob net och soll versicht ginn, dat op aner Elementer - ech denken zum Beispill un d'Liwwere vu landwirtschaftleche Maschinnen, ech denken un d'Liwwere vu Som oder Dünger - auszedehnen.

Wann een e puer méi kritesch Bemierkungen iwwert déi Konventioun hei mécht, soll een awer hei ganz kloer énnersträichen, datt se awer och, trotz deene minimalen Adaptatiounen, eng Rei positiv Elementer erëm neierdéngs huet. Ech denke virun allem un d'Transparenz, well et och elo méiglech ass, datt déi Délibératiounen, déi vun deem Comité geholl ginn, asiichtbar sinn, a virun allem, well d'Société civile och kann dorunner bedeelegt ginn.

Fir eist Land ass et evident, datt mer eis dorunner bedeelegen. Ech wëll drun erënneren, datt mer och 2004 schonn deemools Hëllefe vu véier Milliounen Euro virgesinn haten. Deemools sinn allerdéngs zwou Milliounen direkt op de Cap-Vert gefloss. Elo hu mer wéi gesot erëm eng Kéier e Kredit vu véier Millioune virgesinn. Mir als Lëtzebuerg gi mat Sécherheet doduerch net méi aarm, mä awer vill, vill Regioune wäerten dovunner profitéieren. Et ass dat Mannst, wat mer als Lëtzebuerger Land kënne maachen.

Ech wëll an deem Sënn selbstverständlech och d'Ënnerstëtzung vun der DP zu dësem Gesetzesprojet bréngen, net ouni awer ofschléissend nach dem Rapporteur, dem Marc Angel, Merci ze soe fir säi flotte schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Graas. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam ageschriwwen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech fänken do un, wou mäi Virriedner opgehalen huet. Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll och den Accord an d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz bréngen.

Ganz interessant ass och den Historique vun deem Gesetz hei. Et gëtt opgewisen, datt mer ausgi vun enger Konventioun vun 1967, déi kritiséiert ginn ass - den Här Wiseler huet et och gesot - an déi sech weiderentwéckelt huet bis dann zu där Konventioun vun 2012, déi, déi mer haut virleien hunn an déi dann e Lëtzebuerger Gesetz gëtt.

Et gëtt eng Rei Ënnerscheeder vun dëser Konventioun par rapport zu där vu ´67. Et ass eng Reaktioun op d'Kritiken, déi komm sinn. Éischtens, de Sproochgebrauch. Mir hu ´67 nach vun enger „aide alimentaire" geschwat; haut schwätze mer vun enger „assistance alimentaire". Dat ass net just eng Moderniséierung, net just e Spill mat Begréffer, mä villméi en Ausdrock vun enger anerer Philosophie.

Et ass net méi just, schnell hëllefen, wou et brennt. Et ass och, fir d'Ursaache vun dem Honger an der Welt kënne mat der Wuerzel ze huelen an net just a kritesch Situatiounen anzegräifen a Pompjee ze spillen.

En zweete Punkt, wourobber hei Wäert geluecht gëtt, dat ass, datt déi Subventiounen net gebonne sinn un..., dat heescht, datt Hëllefsgidder net mussen onbedéngt an deem Land produzéiert ginn, wat d'Hëllef mécht. Ideal ass et nämlech, an dat huet och de Kolleeg vun der DP gesot, wa mer net duerch eist Agräifen d'regional Marchéé futti maachen. Mir mussen d'regional Marchéé schützen.

Do sinn an der Zäit effektiv vill Feeler gemaach ginn, wann duerch eis gutt gemengten Hëllef vun Iwwerschëss, déi bei eis produzéiert gi sinn, regional Marchéën zerstéiert gi sinn, wat mëttel- a laangfristeg komplett negativ Auswierkungen hat. De Risiko, deen ass mat dëser Konventioun erkannt, an deem probéiere mer, aus de Féiss ze goen.

En drëtte wichtege Punkt vun dëser Konventioun ass d'Transparenz an d'Abezéiung vun de Pays bénéficiaires. Dat ass net ëmmer einfach. E Bespill: Syrien. Da muss een och e Partner hunn, dee matspillt. Et ass awer als Prinzip wichteg a richteg.

An e véierte wichtege Punkt ass, datt dëst en Engagement, een Engagement annuel minimal ass, dee souwuel an Terme vu Quantitéit wéi och an Terme vu Valeur ausgedréckt ka ginn. An dëst Engagement muss dem Sekretariat och matgedeelt ginn.

Et gëtt eng virsiichteg Politik recommandéiert. Dat gëtt och vum Statsrot opgegraff, souguer a Fro gestallt. Vläicht kann de Minister nach e bësselchen drop agoen, firwat datt mer ebe just déi 80% wëlle festschreiwen.

Et kann een dat Ganzt natierlech och e bësse kritiséieren. Ech hu gesot, et ass eng flott Konventioun, eng richteg Konventioun. Op där anerer Säit kann een awer och soen: Et ass näischt Neies. Am Fong geholl verflichte mer eis zu deem, zu deem mer eis scho ganz laang verflichten. Dat geet och aus der Fiche financière eraus, an där drasteet: Majo, eigentlech huet dat Gesetz, wat mer hei stëmmen, wat vum Geescht hier positiv ass - dofir stëmme mer et mat -, mä eigentlech gi mer keng nei Verflichtung an. Mir probéieren, eis Verflichtungen zum Deel an eng méi gerecht Rumm, eng méi transparent Rumm ze setzen. Dat ass positiv.

Et bleift nach just ze soen, datt mer domat net all d'Problemer an der Welt léisen. Mir mussen an Zukunft vläicht méi wéi an der Vergaangenheet och de Lien maache mat där Agrarpolitik, déi mer bei eis an am Westen an an Europa an de westleche Länner maachen. Mir mussen och eng Diskussioun iwwer „biofuels" féieren. Dat gehéiert och alles dozou. Mä wéi gesot, den Accord zu dësem Gesetz wëll ech heimadder vun der grénger Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och am Numm vun der ADR en häerzleche Merci un den Här Angel fir, wéi ëmmer, e ganz, ganz kompletten a flotte Rapport.

Et wär vill ze soen zu dëser Konventioun. Mä ech wéilt eigentlech an Erënnerung bréngen, datt déi Haaptursaach fir den Honger an der Welt, dat ass net onbedéngt de Manktum u Produktioun. Et ass politesch Onrou, et ass Krich, et ass Korruptioun, et ass eng schlecht Gouvernance. An e Beispill, un dat mer eis erënneren, ass dat, wat a Somalia war nach viru Kuerzem, wou d'Hëllef vu lokale Milize gestoppt gouf. An dat ass eigentlech, wann ee kuckt, d'Haaptursaach vun enger Ernährungskatastroph läit dacks um politesche Plang, an net op engem reng technesch alimentäre Plang.

Ech soen dat hei besonnesch, well no mir kënnt nach ee Vertrieder vun der Lénker, dee wahrscheinlech d'Geleeënheet hëlt, fir de kapitalistesche System unzekloen. Et ass esou, datt déi sozialistesch Länner oder déi, déi a senger Richtung leien, souwisou ni kënnen Agrarhëllef leeschten, well déi Leit, déi do wunnen, leider näischt ze räissen an ze bäissen hunn.

An duerfir, sécher musse mir och an eise westleche Länner oppassen op e puer Saachen: Spekulatioun mat Liewensmëttel ass eppes ganz Onmoralesches. De Biosprit däerf net derzou féieren, datt mer wäertvoll Agrarflächen net méi fir landwirtschaftlech Produktiounen an enger Ernährungsoptik notzen. Mir mussen d'Ofholzung bekämpfen. Alles dat si richteg Elementer. Mä awer dach ass eise fräiheetleche System deen, deen d'Ernährung vun der Welt am beschte ka garantéieren. An et ass ëmmer erëm gutt, dat ze betounen.

Awer trotzdeem, richteg ass och ze warne virun e puer Entwécklungen, wéi genmanipuléiert Liewensmëttel, déi sech selwer net kënnen als Saatgut weiderféieren, an der Zäit, wou nei Ofhängegkeete kënne geschafe ginn. An et ass un eis all, mengen ech, fir dës Konventioun als Ureiz ze huelen, fir eng verantwortungsvoll Politik an all dëse Beräicher ze féieren. Awer keng utopesch, Här Urbany!

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech wär och ganz frou, wann den Här Kartheiser sech géif un d'Chamber adresséieren an net zu engem Preventivschlag géif aushuelen.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dee souz awer, dee souz, Här President!

M. le Président.- Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech menge just, dass en no hannen ausgeet.

Wann ech hei d'„Tageblatt" vun haut liesen - ech hu mer et elo dobausse geholl -, do ass ee groussen Titel dran, do steet dran am Wesentlechen, an et ass och en Artikel derbäi, dass d'Hëllefsorganisatioun Oxfam festgestallt huet, no enger Analys, dass 85 Leit - Leit! -, perséinlech Leit (veuillez lire: privat Leit) op der Welt esou vill Räichtum besëtze wéi déi aner, déi aarm Halschent vun der Mënschheet. Ech mengen, wann ee wëllt d'Ursaache vun der Aarmut an der Welt kucken, da kann ee se nëmme fannen an enger falscher Ëmverdeelung vum Räichtum. Dat ass déi alleréischt Ursaach.

Dass politesch Ursaachen eng Roll spillen, dass Onrouen a gewësse Géigende vun der Welt eng Roll spillen, dass och Korruptioun do eng Roll spillt, Korruptioun allerdéngs erëm eng Kéier am Interessi vun deene grousse Konzerner, déi an deene Länner do diktéieren, esou wéi se hei diktéieren, diktéiere se och do; an do gëtt et eng grouss Korruptioun. Ech wëll net dovunner schwätzen, wat et hei gëtt, mä mir hunn och Problemer genuch.

Op jidde Fall, Här President, laut dem leschte Rapport vun der Welternährungsorganisatioun FAO hunn am Zäitraum 2011 bis 2013 geschätzten 842 Milliounen Mënschen an der Welt u chronescher Ënnerernährung gelidden. Dat mécht ronn 12% vun der Weltpopulatioun aus. All drëtt an eng hallef Sekonn stierft op dëser Welt e Mënsch un Honger!

Et ass villes iwwert déi Konventioun hei gesot ginn, iwwer hir Urspréng 1967. Déi nei Konventioun vum Abrëll 2012 enthält wesentlech Fortschrëtter, wéi zum Beispill eng nohalteg Liewensmëttelhëllef, déi déi lokal Agrarproduktiounen net ënnerhieleche soll an, souwäit dat méiglech ass, Liewensmëttel an hir Zousätz och op lokalen a regionale Marchéé soll kafen, fir och d'Liewensmëttelautonomie vun deene betraffene Géigenden ze erhalen.

Dëst si sécherlech Fortschrëtter - et ginn och nach aner Fortschrëtter dodran -, déi mir och begréissen a mir wäerten dofir och dëst Gesetz hei ënnerstëtzen.

Et ginn awer natierlech och eng Rei Kritikpunkten, déi an dësem Accord festzehale sinn. Ech mengen, dass deen Accord hei ëmginn ass e bësse vun enger Aura vun Hypocrisie. Well et si jo grad déi ekonomesch Acteuren, déi ugesiedelt sinn an den industrialiséierte Länner, déi déi natierlech Ressourcen dacks an deene Länner do ausbeuten.

Et sinn d'Fräihandelsofkommessen, vun deenen och schonn hei geschwat ginn ass, déi d'Agrikultur an deene Länner futti maachen oder deelweis futti maachen. Et gëtt Phenomeener wéi „landgrabbing", wou international Konzerner agéieren au détriment vu lokalen Agrikulturen an déi Suen, déi se do gewannen, dann erëm eng Kéier investéieren op de Finanzzentren, wahrscheinlech och iwwregens hei zu Lëtzebuerg, an d'Spekulatioun vu Liewensmëttel. An do schléisst sech dann de Krees erëm.

Ech mengen, dass et och e Widdersproch ass, wann deen Text hei déi betraffe Länner encouragéiere wëllt, national Strategië géint d'Ursaache vum Honger ze entwéckelen, a gläichzäiteg steet hei kloer an deem Text, Artikel 3 - ech liesen en net vir -, mä den Artikel 3 seet ganz däitlech, dass d'Fräihandelsregele vun der Welthandelsorganisatioun OMC Virrang virun deene Regelen hei hunn. Dobäi setzt grad dës Konventioun op lokal Entwécklungen.

D'Ziler vun där Konventioun sinn och net contraignant vis-à-vis vun de Geberländer, déi sech iwwregens och an deemselwechten Artikel ausdrécklech d'Verhandlungsfräiheet an der OMC virbehalen. Dat heescht, virbehalen an der OMC, an der Welthandelsorganisatioun géint déi Prinzipien hei virzegoen an do Regelungen ze definéieren, déi dann dodriwwer stinn. An ech mengen, besser kann een déi ekonomesch Interessen net definéieren, déi hanner esou Konventioune stinn, esou luewenswäert se och sinn.

Iwwregens huet d'Europäesch Kommissioun - hunn ech och gelies, de Statsrot huet et kritiséiert, andeems en e bësse sarkastesch schreift, dës Haltung wier net konform zu den Hëllefsufroen aus den Nout leidende Länner - schonn hir Engagementer ganz kloer begrenzt.

Duerfir, Här President, ech menge wierklech, soulaang déi eigentlech Ursaache vum Honger an der Welt net resolut ugaange ginn, riskéieren esou Konventiounen awer nëmme schlussendlech eng Drëps Waasser op e waarme Steen ze sinn.

Ech soen Iech Merci.

Fënnef Minutten. Dat ass dach wonnerbar.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Urbany. Dir appréciéiert, dass mer dat neit Reglement schonn anticipéiert hunn. Ech wollt lech dat just bei där Geleeënheet soen a ginn dann d'Wuert weider un d'Regierung.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Merci, Här President.

Dir erlaabt, datt ech heibleiwen, fir vun deem neie Knäppchen hei ze profitéieren, fir dee vun hei eng Kéier ze notzen. Ech weess, Dir hat virauser net deen neie Knäppche probéiert, soudatt d'Anlag, déi en panne gefall ass, näischt domat ze dinn hat.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, datt mer gesetzlech dës Konventioun haut hei beschléissen. Ech géif fir d'Éischt emol e grousse Merci soen, souwuel un de Rapporteur, de Marc Angel, fir säi schréftlechen, mëndleche Rapport hei, mä virun allem och an der Kommissioun, wou en een exzellente Rapport gemaach huet iwwert den Inhalt vun dësem Text. Virun allem awer och der Kommissioun fir hiert flott Matschaffen an dësem Kader an och déi Impulser, déi hei eriwwerkomm sinn, déi ech zum Deel richteg fannen an zum Deel och ka matdroen.

Ech hu mech grad bei enger Rei vu Remarquen hei kënnen zréckfillen als Agrarminister, deen eng Rei Saachen, déi hei ugeschwat goufen, ëmmer matgedroen huet an och ëmmer mat verteidegt huet. An dee Moment, wou mer déi nei PAC entwéckelt hunn, d'PAC, déi vun 2014 u leeft, hu mer genau virun allem déi doten Ausriichtunge wëllen hunn, datt mer och hei an Europa eng Agrarpolitik maachen, déi natierlech och Rücksicht hélt op dee ganzen Développement durable, virun allem awer och op d'Impulser, wat d'Drëttlänner betréfft.

Derniewent, mengen ech, hu mer ëmmer opgepasst, datt mer virun allem och e Land wieren „sans OGM", souwuel wat den Ubau betréfft wéi och déi eenzel Liewensmëttel. Och dat ass eng Schinn, déi dëst Parlament zesumme mat der Regierung ëmmer gaangen ass.

Derniewent, mengen ech, ass et och wichteg, an ech hunn dat all Kéiers gesot, datt ech näischt méi haasse wéi Spekulatioun op Liewensmëttel, déi gemaach gouf an ëmmer erëm nach gemaach gëtt. An hei musse mer kucken, datt mer wierklech Regele kréien, fir deem ze entbannen. Well wa mer op enger Rei Punkten ëmmer erëm Explosiounen och op d'Präisser haten, da war et virun allem ëmmer erëm opgrond vu Spekulatioun, wou dat stattfonnt huet.

Zum Schluss muss ech soen, datt virun allem och an deem ganze Volet eng ganz Rei vun Accorde mat der FAO ëmmer gelaf sinn, wou een eng ganz Rei nei Piste konnt opzeechnen, wéi een effektiv och hei dës alimentär Hëllef an Drëttstaten, an ënnerentwéckelt State ka regelen.

Ech mengen, datt ee virun allem och hei richteg gewielt huet, datt ee vun der Aide alimentaire higeet zur Assistance alimentaire. Et geet drëm, datt mer net einfach en Iwwerschoss vu Güter zur Verfügung stellen, mä datt mer einfach de Länner erméiglechen, selwer dat kënnen ze erwirtschaften.

An ech mengen, et geet e bësse ganz genau och an d'Kooperatiounspolitik eran, souwuel vun de viregte Regierunge wéi och elo an der Kontinuitéit, virun allem do ze intervenéieren an der Éducatioun, an der Santé a virun allem am Développement local.

Dat heescht natierlech och, all Viraussetzung ze setzen, datt virun allem och op dem Terrain selwer Landwirtschaft ka bedriwwe ginn, fir ze kucken déi néideg alimentär Méiglechkeeten ze bidden, fir d'Bevëlkerung ze ernähren.

An deem Kontext ënnersträichen ech och déi wichteg Aufgab, déi virun allem hei déi eenzel Lëtzebuerger ONGe maachen, wa se an deene Länner aktiv sinn, fir och aktiv virun allem an der Landwirtschaftspolitik kënnen eng Hand mat unzepaken.

Ganz vill gëtt och ëmmer dacks hei verwiesselt, mengen ech, tëschent Aide oder Assistance alimentaire an Aide humanitaire. Ech mengen, eng Rei Exempelen, déi hei zitéiert goufen, gi ganz kloer an d'Aide humanitaire eran, do, wou mer mierken, datt et ëmmer méi wichteg ass a wou mer ëmmer méi Krisepunkten an der Welt kréien, wou dës Aide humanitaire ganz wichteg ass, ganz séier muss virukommen.

An ech mengen, mir kënnen als Lëtzebuerger Land eigentlech houfreg sinn, datt mer eent vun deene Länner sinn, déi dës Aiden nach ëmmer op engem gudden Niveau halen a virun allem och eisen 1% vum PIB, wat eisen APD betréfft, och kënnen halen. An och dobaussen, mengen ech, doduerch hëllefen, datt mer och international eppes zu engem flotten Équiliber an engem flotte Fridden an der Welt kënne bäisteieren.

Gewosst - an dat gouf richteg erkannt -, datt vill Problemer nëmme kënne geléist ginn, wa mer politesch Stabilitéit an deene Länner kréien. Dofir ass dat och eng vun deene wichtegen Aufgaben, déi an deem ganze Kader ze maachen ass.

Ech wéilt ofschléissend da Merci soe fir dee flotten Appui säitens dem Parlament a wënschen eis, datt dës Konventioun och soll dobäi hëllefen, datt deen Zweck, deem se déngt, och eriwwerkënnt, an datt mer och effektiv eng Verbesserung an deenen eenzelne Länner kënnen erbäiféieren.

Ech soe Merci, Här President.

wM. le Président.- Merci och dem Här Kooperatiounsminister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6590 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Huet jiddwereen ofgestëmmt? Dat ass de Fall. 59 Kolleegen hunn um Vote deelgeholl. De Projet de loi 6590 ass unanime mat 59 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Marc Hansen, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur);

MM. Claude Adam, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

M. Serge Urbany.

Ass d'Chamber och d'accord, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung vun haut a mir ginn eis Rendez-vous fir déi nächst ëffentlech Sëtzunge vum 4., 5. a 6. Februar. A selbstverständlech fir déi Kuerbelbootsch vu Kommissiounssëtzungen an deenen nächsten Deeg a Wochen. Merci villmools a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 18.51 heures)

Sommaire des séances publiques nos 5 et 6

Communication p. 37

Composition des commissions parlementaires p. 37

Ordre du jour p. 37

6571 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 37-40

6630 - Projet de loi

a) ayant pour objet

1. d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des mois de janvier à avril 2014, les dépenses figurant aux tableaux annexés à la présente loi;

2. d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2013 d'après les lois et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception;

3. de proroger certaines dispositions de la loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

b) portant modification de:

1. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

2. la loi modifiée du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;

3. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

4. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles p. 40-44

6580 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck p. 44-48

6594 - Projet de loi portant modification

1. de l'article L. 122-10 du Code du Travail;

2. de l'article 1er de la loi modifiée du 3 août 2010

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;

2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;

3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant:

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;

3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail p. 48-49

6606 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural p. 49-51

Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement p. 51

Discours de fin d'année de M. le Président p. 51

Octroi du titre honorifique à d'anciens députés p. 52

Communications p. 52-53

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 53

Ordre du jour p. 53

Heure de questions au Gouvernement

Question n°1 du 17 janvier 2014 de Mme Anne Brasseur relative au conventionnement du culte musulman, adressée à M. le Ministre des Cultes p. 53-54

Question n°2 du 21 janvier 2014 de M. Claude Wiseler relative aux récentes déclarations du Président américain Barack Obama au sujet des programmes de surveillance des services secrets américains, adressée à M. le Premier Ministre p. 54

Question n°3 du 20 janvier 2014 de M. Marc Angel relative au site du château Mansfeld à Luxembourg-Clausen, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 54-55

Question n°4 du 21 janvier 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au forfait d'éducation, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 55

Question n°5 du 21 janvier 2014 de M. Claude Adam relative à l'avenir de la station de radio «ARA», adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre des Communications et des Médias p. 55

Question n°6 du 21 janvier 2014 de M. Gilles Roth relative aux hausses annoncées des différents taux de TVA, adressée à M. le Ministre des Finances p. 55-56

Question n°7 du 20 janvier 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'éventuelle fermeture de bureaux de la Poste, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 56

Question n°8 du 21 janvier 2014 de M. Serge Urbany relative à la récente étude de l'ONG Greenpeace en relation avec des substances toxiques relevées dans les vêtements d'enfants, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs p. 56

Question n°9 du 21 janvier 2014 de M. Franz Fayot relative au début de construction de la nouvelle Bibliothèque Nationale au Bricherhaff à Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 56

Question n°10 du 21 janvier 2014 de M. Marc Spautz relative aux changements éventuels qui pourraient toucher le système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 56-57

Question n°11 du 21 janvier 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 57

5974 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de mettre en œuvre le Règlement (CE) n°1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC) p. 57-58

6559 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif p.58-65

6590 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'assistance alimentaire, faite à Londres, le 25 avril 2012 p. 65-66

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA MÉDIATEURE

Résumé de la présentation du rapport d'activité 2013 à la Chambre des Députés

Le jeudi, 16 janvier 2014, la médiateure du Grand-Duché de Luxembourg, Mme Lydie Err, a présenté le rapport d'activité 2013 de l'institution du médiateur devant la Chambre des Députés. Au cours de l'année dernière, 707 nouvelles réclamations effectives ont été introduites par rapport à 793 en 2012. L'écart entre le nombre de réclamations retenu dans les statistiques du rapport annuel, notamment 688, et le nombre de réclamations effectives s'explique par la nécessité de finaliser la rédaction du rapport annuel bien avant le 31 décembre pour permettre de le présenter en janvier. Afin de pouvoir inclure également les dossiers de fin décembre, la médiateure compte présenter le rapport annuel de 2014 plus tard en 2015.

Étant donné que «ce qui va mieux sans dire va mieux en le disant», l'avant-propos (R1 et suivantes) contient des réflexions relatives à la clarification des compétences du médiateur, et non des revendications en vue d'une extension de ses compétences. Il importe surtout de retenir explicitement que la mission de protection et de promotion des droits de l'Homme figure parmi les compétences du médiateur. L'article 2(1) de la loi organique du 22 août 2003 instituant un médiateur dispose clairement que celui-ci a pour obligation de veiller au respect des conventions, lois et règlements en vigueur. Il est évident que cette disposition inclut également la Constitution et les conventions internationales en matière de droits de l'Homme. S'il ne peut y avoir de doute à ce sujet, il serait logique, voire indispensable de préciser dans la loi que le médiateur est chargé de la promotion et de la protection des droits de l'Homme.

Confier la mission de protection et de promotion des droits de l'Homme au médiateur va par ailleurs de pair avec le projet de regroupement de l'institution du médiateur avec la CCDH, l'ORK et le CET dans une «Maison des Droits de l'Homme», les compétences de chacune de ces dernières organisations étant en effet différentes et complémentaires.

La médiateure se réjouit de constater que dans la grande majorité des cas, la collaboration avec les administrations publiques est bonne et que celles-ci donnent des réponses complètes et motivées.

Quelques exceptions se manifestent, par exemple par la contestation non justifiée des compétences de la médiateure (R2 et suivantes), tant par le SEBES que par le Fonds du Logement ainsi que par l'Administration des Bâtiments publics.

La médiateure tient à préciser qu'elle est habilitée à intervenir parallèlement à un recours juridictionnel et que le secret médical lui est inopposable. L'article 6 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur dispose que «Le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il demande la communication ne peut lui être opposé sauf en matière de secret concernant la défense nationale, de sûreté de l'État ou de politique extérieure.»

Une autre difficulté que la médiateure rencontre dans l'exercice de ses fonctions concerne des délais de réponse trop longs, notamment dans deux dossiers qui concernent à la fois le Ministère de l'Intérieur et le Ministère du Développement durable (R6). Ainsi, trois dossiers ont été envoyés par la médiateure vers la Cellule de facilitation relative aux autorisations dans les domaines de l'urbanisme et de l'environnement qui, à son tour, n'a pas non plus reçu de réponse.

Dans quelques rares exceptions, la médiateure n'a pas reçu de réponse sur le fond de l'affaire (p. ex. R9).

C'est surtout en réaction à ces collaborations plus problématiques que la médiateure tient à rappeler le but de la loi sur l'institution d'un médiateur de 2003, qui consiste notamment à optimiser le fonctionnement des administrations publiques. Les articles 4 et 6 de ladite loi énoncent l'obligation des administrations publiques de répondre aux questions posées par le médiateur dans les délais fixés par celui-ci et de faciliter la tâche du médiateur.

D'autre part, les différentes administrations communales ne se basent pas sur les seuls critères légaux pour refuser l'inscription de personnes au registre de la population (R10). Or, des droits importants sont attachés à cette inscription, qui donne accès aux documents d'identité, permet aux personnes de s'inscrire à l'ADEM et le cas échéant de percevoir des allocations diverses. La loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques qui entrera en vigueur en été 2014 au plan communal, règlera une bonne partie des problèmes concernant les inscriptions au registre de la population.

Par ailleurs, la médiateure a reçu quelques réponses correctes en droit, mais difficilement acceptables en pratique. Il en était ainsi, notamment dans le cadre de deux réclamations, respectivement à l'encontre de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (R4) et de l'Association d'assurance accident (R13).

Le présent rapport comprend une nouvelle recommandation concernant le délai de recevabilité de la demande d'achat rétroactif de périodes d'assurance (R19) ainsi qu'une nouvelle rubrique intitulée «avis et suggestions pratiques» (R19 et suivantes); ces suggestions permettent aux administrations de réagir très rapidement pour prévenir des problèmes identiques à l'avenir si cela est possible sans devoir changer la loi. Ces suggestions se rapportent aux sujets suivants: les prénoms germanisés, la procédure de demande d'aide financière pour études supérieures, l'amélioration de la procédure interne dans le cadre d'une demande de subventions (en matière agricole), la date de départ de la prise en charge par l'assurance dépendance, les réseaux d'aide et de soins financés par des deniers publics, l'information des assurés en matière de sécurité sociale, l'information des bénéficiaires d'une occupation temporaire indemnisée (OTI) ainsi que des chômeurs indemnisés dans un délai acceptable de la fin de leurs droits, l'accès de la CNPF aux données du Centre commun de la sécurité sociale ainsi que l'information améliorée par la CNPF sur les modalités du congé parental de parents de jumeaux.

Parmi ces suggestions pratiques, certaines ont été faites, acceptées et appliquées au courant de l'année, d'autres sont en attente d'être formalisées, soit par une instruction interne, soit par un règlement grand-ducal.

En se référant au programme gouvernemental, la médiateure constate que les priorités du Gouvernement par rapport à la réforme prévue de la loi sur l'institution d'un médiateur semblent coïncider avec les siennes. Parmi les projets envisagés dans le chapitre «Réforme et simplification administratives» du programme gouvernemental figure la mise en œuvre d'un code de bonne conduite administrative. La médiateure s'en réjouit et recommande l'application du code tel que présenté dans la recommandation 49 (R18) dans les meilleurs délais. Étant donné que la médiateure estime qu'actuellement les droits des personnes à besoins spécifiques ne sont pas suffisamment protégés dans le secteur privé, elle constate avec satisfaction que le programme gouvernemental prévoit que «le Gouvernement veillera à l'application de la protection des personnes à besoins spécifiques tant dans le secteur public que dans le secteur privé».

Elle espère que la réalisation des projets de réforme concernant l'institution du médiateur aboutira à court terme à une plus grande cohérence légale et à une plus grande efficacité en pratique.

Lydie Err
Médiateure
36, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. (00352) 26 27 01 01
Fax: (00352) 26 27 01 02

Avant-propos de la médiateure

L'institution du médiateur à la veille de son dixième anniversaire

En 2003, la loi sur l'institution d'un médiateur est entrée en vigueur; les bureaux ont été ouverts au public en mai 2004. Le service aura donc 10 ans d'existence en 2014. Cet anniversaire présente une occasion appropriée pour une analyse et l'identification de quelques améliorations possibles de la loi.

Je voudrais citer un extrait du programme gouvernemental concernant trois questions importantes concernant le médiateur:

«Le Gouvernement analysera la possibilité de réformer l'institution du médiateur, notamment en lui conférant la protection et la promotion des droits de l'Homme. Par ailleurs, il sera veillé à ce que tous les réclamants envers les établissements chargés de la gestion d'un service public et cofinancés par des deniers publics, reçoivent un traitement égal. Le Gouvernement veillera à l'application de la protection des personnes à besoins spécifiques tant dans le secteur public que dans le secteur privé.»

En raison de ce qui précède, je ne développerai pas autrement la question de la nécessité d'inclusion des établissements chargés de la gestion d'un service public dans les champs de compétence du médiateur, ni la nécessité de protection des droits des personnes à besoins spécifiques.

Tout d'abord, je voudrais développer les arguments de la nécessaire inclusion de la mission de protection et de promotion des droits de l'Homme dans la loi sur le médiateur avant d'aborder quelques autres questions de divers ordres.

Le médiateur et la question de la promotion et de la protection des droits de l'Homme

La mission d'origine du médiateur est l'application du droit des citoyens à une bonne administration tel qu'inscrit à l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Au cours de son existence, le médiateur était chargé initialement de l'unique mission de résolution alternative de conflits entre l'administration et ses administrés.

En 2011 il a été chargé du Contrôle externe des lieux privatifs de liberté (CELPL), c'est-à-dire d'une mission prévue dans un protocole facultatif se greffant sur la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

En 2012 le médiateur a été chargé de la mission de promotion et de protection des droits des personnes à besoins spécifiques.

Actuellement, le Gouvernement projette de confier au médiateur la fonction de rapporteur national sur la traite des êtres humains. Ce projet risque d'augmenter la confusion de la fonction du médiateur dans l'opinion publique.

Par ailleurs, il ne peut échapper à l'attention de personne que le projet de loi, revêtant un caractère urgent, pèche par une imprécision notoire quant aux compétences dudit rapporteur et par une absence totale de moyens humains et financiers mis à sa disposition pour exécuter la nouvelle tâche.

Quant aux compétences, il est essentiel que la loi précise que le secret des données du dossier ne peut être opposé au rapporteur. Il faut être conscient que le seul accès aux dossiers clôturés condamnera d'avance à l'échec toute institution qui serait chargée du rapport en question.

Il est évident que l'autorité à charger du rapport doit, pour pouvoir assurer le suivi des activités de lutte contre la traite, disposer par ailleurs de son propre personnel et travailler en équipe multidisciplinaire qui n'existe pas au sein de la médiature.

L'article 2(1) de la loi organique du 22 août 2003 instituant un médiateur dispose clairement que celui-ci a pour obligation de veiller au respect des conventions, lois et règlements en vigueur. Il est évident que cette disposition inclut les conventions internationales en matière de droits humains.

S'il ne peut y avoir de doute à ce sujet, il serait logique, voire indispensable de préciser dans la loi que le médiateur est chargé de la promotion et de la protection des droits de l'Homme.

C'est à bon escient que l'ancien Commissaire européen aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Monsieur Thomas Hammarberg, a déclaré que:

«Les médiateurs sont les principaux défenseurs des droits de l'Homme - leur indépendance doit être respectée».

Dans son «point de vue», l'auteur, spécialiste en droits humains, a précisé que:

«L'institution du médiateur présente une grande diversité, certains médiateurs mettent l'accent sur la violation des droits civils des citoyens, d'autres sur les cas de mal administration (...) ces modèles reflétant des contextes nationaux (…) L'une des leçons est l'importance majeure de l'indépendance. L'indépendance est également un élément essentiel des Principes de Paris, adoptés à l'occasion d'une rencontre internationale et approuvés ultérieurement par l'Assemblée Générale des Nations Unies ainsi que par le Conseil de l'Europe. Ces principes guident le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe dans sa coopération avec les médiateurs nationaux.»

En raison de ses fonctions préventives et réparatrices, également en matière de droits humains, on pourrait réfléchir à l'opportunité pour le médiateur d'être accrédité auprès du CIC (Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'Homme), selon les Principes de Paris. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCOE) a adopté lors de sa dernière session un rapport intitulé «Renforcer l'institution du médiateur en Europe», dans lequel elle recommande cette accréditation des médiateurs aux États membres du Conseil de l'Europe.

À part cette résolution du Conseil de l'Europe, le réseau des médiateurs de l'Union européenne a également pris position dans le même sens lors de son congrès à Dublin en septembre 2013. Il a en effet ajouté aux principes régissant l'action des médiateurs/ombudsmans, la dimension nécessaire des droits humains de la mission de ces derniers.

Je tiens à préciser que la dimension nécessaire des droits de l'Homme dans la mission du médiateur s'applique évidemment dans le seul cadre de ses compétences. Le médiateur n'entre donc aucunement en compétition avec d'autres organisations de promotion et de protection des droits de l'Homme (CCDH, ORK, CET), les compétences de chacune de ces dernières organisations étant en effet différentes, soit par la nature de leurs compétences, soit par le champ d'action de ces dernières.

L'idée de la création d'une Maison des Droits de l'Homme, regroupant les trois organisations ci-avant mentionnées et le médiateur prouve, si besoin en était, que les missions de ces organisations sont complémentaires entre elles.

La question des délais de recours

L'alinéa 2 de l'article 3 de la loi organique précitée stipule que la réclamation auprès du médiateur n'interrompt pas les délais de recours devant les juridictions. Cette interdiction s'explique par la volonté compréhensible d'éviter que le recours au médiateur ne devienne un moyen dilatoire des affaires pendantes en justice.

Il s'avère en pratique que des réclamants en cours de médiation non achevée au moment de l'expiration du délai de forclusion, sont parfois obligés d'entamer une procédure judiciaire pour ne pas perdre la possibilité de la voie judiciaire. Pour éviter au réclamant de devoir exposer des frais judiciaires inutiles, la loi belge a prévu récemment une suspension de quatre mois des délais de forclusion pour des affaires dont le médiateur est saisi.

La loi luxembourgeoise sur la médiation civile et commerciale prévoit dans le cadre d'une médiation judiciaire un délai de trois mois à quatre mois pendant lequel la procédure judiciaire est suspendue.

Il est permis de conclure de ce qui précède qu'un délai de suspension de trois mois pour les réclamations, dont le médiateur est saisi, permettrait à certains réclamants de faire l'économie de frais inutiles, dans l'hypothèse d'une médiation susceptible d'aboutir rapidement à une solution consensuelle.

L'avis du médiateur sur des questions de sa compétence

La diversité des institutions européennes de médiation reflète les contextes nationaux spécifiques, mais plusieurs institutions disposent soit du droit d'auto-saisine, soit de celui de donner des avis sur des questions de leur compétence ou alors des deux à la fois. Or, la loi luxembourgeoise ne prévoit ni le droit d'auto-saisine, ni le droit pour le médiateur, dans ses fonctions déterminées par la prédite loi du 22 août 2003, de donner son avis sur des questions de sa compétence.

Il serait opportun que le médiateur puisse, de sa propre initiative, donner son avis sur des

questions relevant de sa compétence et sur celles concernant des dossiers qu'il a traités.

Ce droit constituerait un moyen lui permettant d'intervenir rapidement et directement sur des questions d'intérêt général.

Le médiateur et la réforme constitutionnelle

Le médiateur luxembourgeois, créé par la loi de 2003, n'est pas mentionné dans la Constitution.

La réforme constitutionnelle en cours qui, par son envergure s'apparente de plus en plus à une refonte, présente l'occasion d'inscrire le médiateur dans notre loi fondamentale.

L'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF) a approuvé le 28 novembre 2013, lors de son 8e congrès à Dakar un texte recommandant aux États membres de l'AOMF la constitutionnalisation de leurs institutions d'ombudsmans ou de médiateurs. Cette recommandation mérite une réflexion et ceci plus particulièrement en raison du contexte national, ci-avant mentionné.

Le guide des bonnes pratiques administratives

Finalement je voudrais attirer une attention particulière sur la recommandation 49 relative au code de bonne conduite, largement inspiré par le Code européen de bonne conduite administrative qui a été adopté par le Parlement européen en septembre 2001.

La Commission des Pétitions de la Chambre des Députés recommande au Gouvernement d'adopter le code en question. Il s'agit en effet de *soft law*, c'est-à-dire de règles de conduite adéquate au sein de l'administration, qui ne doit pas passer par la procédure légale usuelle.

Pour clarifier la nature particulière desdites règles, la dénomination de «guide de bonnes pratiques administratives» aurait l'avantage de ne pas laisser subsister de doute sur la nature «sui generis» du document en question.

L'application dudit guide contribuera à la clarification et la transparence de la prise de décisions publiques. Il permettra en effet:

- à l'usager de connaître l'étendue et les limites de ses droits et devoirs;

- aux fonctionnaires de connaître exactement l'étendue de leurs devoirs ainsi que les limites de ceux-ci;

- au médiateur de contrôler la prise de décision administrative, non seulement par rapport à la conformité au droit, mais aussi par rapport à la façon de laquelle elle a été prise, en se basant sur des critères connus parce qu'inscrits dans le guide des bonnes pratiques.

L'accord de coalition prévoit dans le chapitre «Réforme et simplification administratives» que le Gouvernement mettra en œuvre un code de bonne conduite administrative. Je m'en réjouis et recommande l'application du code tel que présenté dans la recommandation 49 dans les meilleurs délais.

Un mot d'explication sur la raison pour laquelle le présent rapport comporte une seule recommandation. Bien que le rapport annuel précédent ait été discuté et approuvé en Commission des Pétitions le 27 juin 2013, il n'a pas été discuté en séance publique avant l'été comme il aurait dû l'être selon le règlement interne de la Chambre.

Ce fait s'explique par la démission du Gouvernement et la fixation d'élections anticipées. Depuis lors les membres du Gouvernement en place étaient chargés des affaires courantes et il était, de ce fait, inapproprié de leur soumettre pour avis des propositions envisagées pour quelques recommandations en gestation.

Ainsi la publication de recommandations, au sujet desquelles aucune discussion n'a pu être menée avec les membres du Gouvernement, me semblait être un exercice plutôt inapproprié en raison des circonstances.

En ce qui concerne les projets de recommandation en cours, je recueillerai l'avis des ministres compétents avant de décider ou non d'en faire des recommandations formelles.

Le présent rapport comprend une nouvelle rubrique intitulée «avis et suggestions pratiques». Je voudrais préciser que parmi les suggestions pratiques, certaines ont été faites, acceptées et appliquées au courant de l'année, d'autres sont en attente d'être formalisées, soit par une instruction interne, soit par un règlement grand-ducal. Finalement il y a en annexe un avis d'expert sur l'effet translatif de propriété d'un compromis de vente.

Pour revenir à l'extrait du programme gouvernemental cité ci-avant, je me réjouis de constater que les priorités du Gouvernement semblent coïncider avec les miennes. Je suis persuadée que la réalisation du projet de réforme concernant l'institution du médiateur est à la fois dans l'intérêt d'une plus grande cohérence de la loi et d'une amélioration de son application dans l'intérêt du citoyen.

La médiateure,
Lydie ERR

Partie 1

1.1. Statistiques

Nombre de réclamations par mois:

janvier 2013:	65
février 2013:	73
mars 2013:	73
avril 2013:	65
mai 2013:	56
juin 2013:	66
juillet 2013:	58
août 2013:	45
septembre 2013:	27
octobre 2013:	70
novembre 2013:	55
décembre 2013:	35

Relevé global - du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de dossiers clôturés, déduction faite *des réclamations irrecevables, non fondées, transmises à d'autres médiateurs, des affaires que la médiateure a refusé d'examiner ainsi que de celles dans lesquelles le réclamant s'est désisté.*

Les dossiers clôturés provisoirement sont comptabilisés parmi les affaires en cours et ne sont pas pris en considération pour la détermination du taux de correction.

→ taux de correction: 80,39%

Ventilation par suites réservées à la réclamation

Nombre total de réclamations	**688**
Dossiers en cours (y compris 9 dossiers clôturés provisoirement)	181
Dossiers clôturés	507
Transmis à un autre médiateur	0
Réclamations non fondées	180
Désistement du réclamant	62
Pas de correction obtenue	40
Correction partielle obtenue	42
Correction totale obtenue	122
Demandes irrecevables	28
Refus d'examiner	33

Ventilation détaillée

Demandes irrecevables	28
Jugements coulés en force de chose jugée	5
Incompétence ratione materiae	21
Incompétence ratione loci	0
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	2
Refus d'examiner	33
Demandes prématurées	8
Demandes manifestement non fondées	11
Absence de démarches préalables	14
Actio popularis	0
Obscurum libellum	0

Légende:

dossiers clôturés: les dossiers dont l'instruction est clôturée

réclamations irrecevables: les réclamations dont l'objet n'est pas dans la compétence de la médiateure, il s'agit notamment de réclamations qui ne sont pas dirigées contre un organisme public

refus d'examiner: il s'agit dans l'essentiel de réclamations qui n'ont pas fait l'objet de démarches préalables anonymes, de réclamations à libellé obscur ou de réclamations qui ne concernent pas directement les réclamants

désistement des réclamants: les réclamations dont l'instruction a été arrêtée sur demande du réclamant

clôtures provisoires: il s'agit plus particulièrement de dossiers mis en attente sur demande du réclamant

1.1.1. Affaires relevant de l'État

1.1.1.1. Immigration, visas, passeports

Nombre d'affaires	96
Affaires clôturées	67
Affaires en cours	29
En cours	29
Correction totale/partielle	28
Pas de correction	7
Réclamations non fondées	19
Refus d'examiner	1
Demandes irrecevables	1
Désistement du réclamant	11
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 80%

1.1.1.2. Logement et Classes moyennes

Nombre d'affaires	23
Affaires clôturées	15
Affaires en cours	8

(*y compris 2 affaires clôturées provisoirement)

En cours*	8
Correction totale/partielle	5
Pas de correction	1
Réclamations non fondées	4
Refus d'examiner	2
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	3
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 83,33%

1.1.1.3. Fiscalité (ACD, AED, Administration des Douanes et Accises)

Nombre d'affaires	73
Affaires clôturées	54
Affaires en cours	19

(*y compris 2 affaires clôturées provisoirement)

En cours*	19
Correction totale/partielle	21
Pas de correction	4
Réclamations non fondées	26
Refus d'examiner	2
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	1
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 84%

1.1.2. Affaires relevant des communes

1.1.2.1. Urbanisme

Nombre d'affaires	23
Affaires clôturées	15
Affaires en cours	8
En cours	8
Correction totale/partielle	4
Pas de correction	1
Réclamations non fondées	3
Refus d'examiner	1
Demandes irrecevables	1
Désistement du réclamant	5
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 80%

1.1.2.2. Affaires communales générales

Nombre d'affaires	63
Affaires clôturées	34
Affaires en cours	29

(*y compris 1 affaire clôturée provisoirement)

En cours*	29
Correction totale/partielle	6
Pas de correction	3
Réclamations non fondées	4
Refus d'examiner	2
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	9
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 66,66%

1.1.3. Affaires concernant les établissements publics relevant de l'État ou des communes (y compris l'ADEM, la CNPF, le FNS)

1.1.3.1. Affaires de sécurité sociale

Nombre d'affaires	165
Affaires clôturées	128
Affaires en cours	37

(*y compris 2 affaires clôturées provisoirement)

En cours*	37
Correction totale/partielle	50
Pas de correction	5
Réclamations non fondées	54
Refus d'examiner	8
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	9
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 87,72%

1.1.3.2. Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)

Nombre d'affaires	36
Affaires clôturées	31
Affaires en cours	5
En cours	5
Correction totale/partielle	8
Pas de correction	4
Réclamations non fondées	11
Refus d'examiner	3
Désistement du réclamant	5
Demandes irrecevables	0
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 66,66%

1.1.3.3. Caisse nationale des prestations familiales (CNPF)

Nombre d'affaires	37
Affaires clôturées	25
Affaires en cours	12
En cours	12
Correction totale/partielle	6
Pas de correction	2
Réclamations non fondées	12
Refus d'examiner	3
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	2
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 75%

1.1.3.4. Fonds national de solidarité (FNS)

Nombre d'affaires	19
Affaires clôturées	16
Affaires en cours	3
En cours	3
Correction totale/partielle	6
Pas de correction	1
Réclamations non fondées	7
Refus d'examiner	2
Désistement du réclamant	0
Demandes irrecevables	0
Transmis à un autre médiateur	0

→ taux de correction: 85,71%

1.2. Attributions et compétence de la médiateure

Dans plusieurs dossiers, la compétence de la médiateure a été contestée par différentes administrations.

La réparation d'un préjudice par un établissement public

Dans le cadre d'une réclamation ayant pour objet l'indemnisation d'un préjudice causé au réclamant lors de la construction d'une conduite d'eau par le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES), ce dernier a opposé à la médiateure l'alinéa (2) de l'article 1 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur qui exclut de la compétence de celui-ci les activités industrielles, financières et commerciales des établissements publics.

Cette restriction avait été proposée par le Conseil d'État dans son avis du 11 février 2003. L'idée du Conseil d'État a été «d'éviter toute discrimination là où un établissement public n'assurant pas un service public se trouve dans une situation de concurrence avec des entreprises privées». D'après le Conseil d'État, seuls les établissements publics n'exerçant pas d'activités industrielles ou commerciales seraient à intégrer dans le champ de compétence du médiateur. Le Conseil d'État a vu l'activité industrielle ou commerciale par opposition à l'activité de service public.

Finalement, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a considéré la restriction proposée par le Conseil d'État comme trop vague et trop générale. Elle a maintenu la compétence de principe pour tous les établissements publics en excluant les activités commerciales, industrielles et financières.

En tant qu'établissement assurant un service public et procédant dans le cadre de cette mission à la construction d'une conduite d'eau, le SEBES fait donc partie des attributions de la médiateure.

Le SEBES a invoqué en outre que le litige se situerait en dehors du domaine administratif. Il ne concernerait que des intérêts civils qui relèveraient exclusivement de la compétence des juridictions civiles.

Or, aux termes de l'article 1 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur, ce dernier peut être saisi de réclamations relatives au fonctionnement des administrations de l'État et des communes ainsi que des établissements publics. En tant qu'établissement public, le SEBES tombe sous la compétence de la médiateure. Il suffit que l'établissement public se voit reprocher de ne pas avoir fonctionné conformément à la mission qu'il doit assurer ou de contrevenir aux conventions, lois et règlements en vigueur. Les termes de la loi sont formulés d'une manière telle qu'ils englobent une demande en réparation d'un préjudice causé par un établissement public à un particulier.

Les activités commerciales du Fonds du logement

La médiateure a été saisie d'une réclamation à l'encontre du Fonds du logement au sujet de l'exécution d'un compromis de vente d'un local à destination commerciale situé au rez-de-chaussée d'une résidence construite par le Fonds du logement. Le président du Fonds du logement a opposé que la vente de cette surface constitue une activité commerciale au sens de l'alinéa (2) de l'article 1 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur et qui serait par conséquent soustraite à la compétence de ce dernier.

Le Fonds du logement est un établissement public autonome institué par la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. C'est la construction de logements à coûts modérés destinés tant à la vente qu'à la location qui constitue la mission du Fonds du logement. Sa mission consiste aussi à favoriser l'accession à la propriété des particuliers à revenus modestes.

Il est vrai que la loi du 8 novembre 2002 a étendu cette mission et le Fonds est dès lors autorisé à mettre en vente jusqu'à 40% des logements en dehors des dispositions relatives au logement subventionné. Il s'agit de sauvegarder une certaine mixité sociale dans le cadre des projets développés par le Fonds du logement. L'objectif s'inscrit toujours dans le cadre d'une politique sociale et le Fonds n'entend pas entrer en concurrence avec les acteurs privés du marché.

En l'espèce, la réclamation concerne un ensemble résidentiel qui, selon les informations publiées par le Fonds, comprend des appartements pour étudiants et 4 surfaces commerciales situées au rez-de-chaussée de la résidence. L'une de ces surfaces a été vendue par compromis de vente à la réclamante. La question se pose donc de savoir si la vente par le Fonds d'un local à destination commerciale situé au rez-de-chaussée d'une résidence à logements subventionnés constitue une activité commerciale.

L'article 2 du Code de commerce introduit par la loi du 21 juillet 1992 donne une définition des actes de commerce qui a été empruntée à la législation belge. En droit belge, une entreprise d'achat/vente d'immeubles constitue «un acte de commerce par entreprise». Ces opérations ne deviennent cependant commerciales qu'à condition d'être répétées et d'être effectuées avec une intention lucrative.

Or, le projet immobilier dans son ensemble s'inscrit dans le cadre de la mission sociale du Fonds du logement et l'affectation commerciale de 4 surfaces au rez-de-chaussée a été réalisée en vue d'une amélioration du cadre de vie des habitants et non pas dans un but de lucre. L'opération de vente des surfaces commerciales ne constitue pas une participation à la vie économique focalisée sur la réalisation de profits. Cette opération ne peut être détachée du projet immobilier qui revêt un caractère social très prononcé.

La médiateure s'estime compétente pour connaître ce dossier actuellement en cours de traitement.

Les litiges contractuels de l'Administration

Dans un autre dossier, la question s'est posée de savoir si la médiateure est compétente en matière de litiges contractuels. Une société d'ingénieurs s'est plainte de l'attitude prise par l'Administration des bâtiments publics dans le cadre de l'exécution de contrats de construction d'un lycée. La réclamante s'est vu reprocher de ne pas avoir exécuté certains travaux selon les règles de l'art et de ne pas avoir respecté le cahier de charges.

Le ministère du Développement durable a fait savoir à la médiateure que «la mission du médiateur ne se situe pas dans le domaine de l'exécution, voire inexécution de contrats».

La médiateure est certainement compétente au cas où les règles régissant la passation des marchés publics ne sont pas respectées. En outre, la médiateure est en droit de vérifier si l'administration a respecté les principes de bonne administration en traitant les dossiers concernant l'exécution d'un contrat. Dans certains pays, il y a même des «Procurement Ombudsman» spécialisés dans ces dossiers.

La définition de dysfonctionnement de la loi du 22 août 2003 est très large et englobe le non-respect par l'administration des obligations contractuelles et des principes de bonne conduite dans les relations avec ses cocontractants.

La saisine du médiateur peut intervenir conjointement avec un recours juridictionnel

Il arrive encore que certaines administrations estiment que la médiateure n'a pas à entamer de démarches lorsque le litige est pendant devant les tribunaux.

S'il est prévu à l'article 3 (3) de la loi instituant un médiateur, relatif à la recevabilité des réclamations que «Le médiateur ne peut intervenir dans une procédure engagée devant une juridiction (.)», ceci ne signifie pas que la médiateure ne peut pas essayer de rapprocher les parties au litige pour les aider à trouver une solution amiable à leur différend de sorte qu'elles pourraient se désister de leur action.

Admettre que la saisine d'une juridiction par une des parties mettrait fin à toute action de la médiateure d'essayer de favoriser un compromis, reviendrait à limiter de manière excessive son champ d'action.

Cette interprétation signifierait également que les parties seraient obligées de trouver un compromis dans les délais de recours. À défaut de trouver une solution amiable dans les délais ouverts pour le recours, l'administré devrait choisir entre la saisine de la médiateure et la saisine des juridictions compétentes, sachant que si la partie n'a pas intenté de recours en temps utile, sa position face à l'administration se trouve considérablement affaiblie.

La médiateure rappelle donc aux administrations que la saisine des juridictions n'empêche pas les parties au litige d'essayer de trouver une solution consensuelle extrajudiciaire.

Il ressort clairement des travaux parlementaires que «la saisine du médiateur peut intervenir avant ou conjointement avec un recours juridictionnel» (Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, page 4).

Le secret médical est inopposable au médiateur

Dans un autre dossier, le service médical de la Fonction publique a refusé de prendre position par rapport à une réclamation en opposant à la médiateure le secret médical.

Or, il résulte de l'article 6 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur que le secret médical ne peut pas lui être opposé par le service visé par son enquête. Cet article précise limitativement les domaines dans lesquels le caractère secret ou confidentiel est opposable à la médiateure: la défense nationale, la sûreté de l'État et la politique extérieure.

Ce texte est clair et les travaux parlementaires ne laissent aucun doute sur l'intention du législateur. Le commentaire de l'article 7 du projet de loi n° 4832 explique très bien le texte de la loi:

Article 7

«Le Médiateur dispose de moyens importants d'analyse et d'investigation auprès des services publics. Cet article consacre un vaste droit à l'information. En principe, le Médiateur peut accéder à tous les dossiers se rapportant à l'affaire qu'il traite. Les agents des services faisant l'objet d'une enquête sont obligés de répondre aux questions du Médiateur. Ainsi, le Médiateur doit bénéficier du concours actif de l'administration. Cette nécessaire collaboration avec les autorités administratives doit faciliter la tâche du Médiateur. Ce principe connaît une exception. En effet, l'accès à l'information peut lui être refusé lorsque le dossier en question a trait à la défense nationale, à la sûreté de l'État ou à la politique extérieure.»

Dans sa réponse, la médiateure s'est également référée à la proposition du Conseil d'État de restreindre le droit à l'information du médiateur par les mêmes exceptions que celles prévues dans la loi du 25 juillet 2002 portant institution d'un comité luxembourgeois des droits de l'enfant. Ces exceptions ont trait au secret professionnel. Cette proposition a été écartée par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle et le texte légal qui a été voté n'a pas tenu compte des limitations proposées par le Conseil d'État. Le secret médical ne peut donc pas être opposé à la médiateure.

Il y a encore lieu d'ajouter que le secret médical ne peut pas jouer au détriment des intérêts de la personne concernée. En sollicitant une médiation suivant la procédure prévue par la loi du 22 août 2003, le réclamant a nécessairement exprimé son accord pour que le service concerné par la réclamation se justifie à l'égard de la médiateure. La mission de celle-ci ne consiste pas seulement à essayer de régler à l'amiable des réclamations mais aussi à expliquer aux réclamants la position de l'administration et à prendre position par rapport à la réclamation.

La médiateure a fait savoir au médecin conseil que son refus de la médiation ne permet même pas de réaliser cet objectif élémentaire et qu'en opposant le secret médical, il enfreint la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur.

L'Administration des services médicaux du secteur public a finalement pris position dans ce dossier quant au fond.

1.3. Affaires relevant de l'État

1.3.1. Immigration

La médiateure entretient de bonnes relations avec la Direction de l'Immigration. Elle salue le fait que celle-ci prend soin, dans la grande majorité des cas, de répondre à ses courriers de manière précise et rapide. De cette manière les dossiers dont elle est saisie peuvent être rapidement traités. L'intervention de la médiateure consiste en grande partie en une assistance aux personnes qui s'estiment insuffisamment informées au sujet de l'état d'instruction de leur dossier.

La médiateure a été saisie d'un dossier par une dame, ressortissante de l'Union européenne, qui a demandé l'autorisation pour sa mère et pour sa sœur de la rejoindre au Grand-Duché pour une durée de six mois. Ces demandes ont fait l'objet d'un refus par le ministre. La réclamante souhaitait qu'au moins sa mère puisse la rejoindre alors qu'elle était à sa charge. La médiateure a dès lors conseillé à la réclamante de reformuler une demande d'autorisation de séjour en tant que membre de famille, en prenant soin de se renseigner au préalable sur les conditions d'une telle autorisation.

Dans un premier temps, le ministre a indiqué que la preuve n'était pas rapportée que la mère de la réclamante était à charge de celle-ci.

Dans son recours gracieux adressé au ministre, la réclamante explique que pour des raisons pratiques elle fait parvenir de l'argent à la société de son beau-frère qui le remet à la mère de la main à la main. Elle joint une attestation testimoniale de son beau-frère confirmant ce fait.

La Direction de l'immigration a finalement fait droit à la demande de regroupement familial pour la mère de la réclamante.

La médiateure a été saisie d'un dossier par un ressortissant d'un pays tiers disposant d'une autorisation de séjour à durée illimitée dans un État membre de l'Union européenne. Il a soumis à la Direction de l'immigration une demande d'autorisation de séjour pour travailleur salarié en vue d'occuper un poste qualifié au sein d'une association.

La Direction de l'immigration a sollicité dans un premier temps de la part du demandeur la présentation de ses diplômes homologués.

Or, le ministère de l'Enseignement supérieur exige, pour l'inscription de son diplôme au registre des titres, que le demandeur produise un certificat de résidence établissant son lieu de résidence à Luxembourg, certificat qui ne lui est toutefois pas délivré tant qu'il ne dispose pas d'une autorisation de séjour.

Le demandeur se trouve dès lors dans une situation inextricable.

La médiateure s'est adressée à la Direction de l'immigration pour faire part de la situation au ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration. Après une réponse, qui reprenait l'exigence de la présentation des diplômes homologués avant tout autre progrès en cause, les services de la médiateure ont contacté les deux ministères de manière informelle afin de sortir de cette impasse. La Direction de l'immigration s'est déclarée prête à se contenter d'un certificat de la part du ministère de l'Enseignement supérieur, attestant d'un accord de principe pour l'inscription du diplôme en question au registre des titres. Ce certificat permettrait à la Direction de l'immigration de délivrer une autorisation de séjour au demandeur, pour pouvoir procéder ensuite à l'inscription au registre des titres.

Asile politique

La loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection a pour objet la procédure de détermination du statut de réfugié et du statut conféré par la protection subsidiaire ainsi que l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées en provenance de pays tiers qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine.

Par «réfugié» il faut entendre tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner et qui n'entre pas dans le champ d'application de l'article 34.

Par «personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire», il faut entendre tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37, l'article 39, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays.

Enfin la «protection temporaire», est une procédure de caractère exceptionnel assurant, en cas d'afflux massif ou d'afflux massif imminent de personnes déplacées en provenance de pays tiers qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine, une protection immédiate et temporaire à ces personnes.

La médiateure a été saisie de plusieurs dossiers par des demandeurs de protection internationale de nationalité irakienne et de confession chrétienne qui se sont vu refuser la protection internationale par le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.

Il ressortait des recherches effectuées par les services du ministère que la situation des chrétiens en Irak n'est pas à ce point dangereuse que tout membre de la minorité chrétienne serait, du seul fait d'être chrétien, exposé à des persécutions au sens de la Convention de Genève. Le ministre estime également que le Kurdistan est une région où une fuite interne serait possible pour les chrétiens.

Dans un arrêt de la Cour administrative du 26 février 2013, les juges ont statué en faveur de demandeurs de protection internationale de nationalité irakienne et de confession chrétienne en leur conférant le statut de protection subsidiaire. L'arrêt retient que «l'Irak est un pays où l'insécurité reste permanente». Il retient aussi que les personnes concernées «pourraient en théorie bénéficier d'une possibilité de fuite interne, à condition de pouvoir rejoindre le Kurdistan sans de nouveau devoir passer par une autre région d'Irak, respectivement la ville de Bagdad, ce qui n'est pratiquement guère possible.[.]».

Étant donné que les réclamants qui ont saisi la médiateure se trouvent dans une situation très similaire, la médiateure a demandé au ministre s'il est disposé à reconsidérer sa décision de refus.

Le ministre a clairement notifié à la médiateure son intention d'attendre la décision qui serait prise par le Tribunal administratif.

Étant donné toutefois que la médiateure a été saisie de plusieurs de ces dossiers et qu'elle constate que les juges ont dans plusieurs cas tranché en faveur de l'octroi de la protection internationale, elle s'est une nouvelle fois adressée à la Direction de l'immigration en lui demandant de réétudier les dossiers en question à la lumière de la jurisprudence.

Le ministre a attiré toutefois l'attention sur l'article 26 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, qui dispose que le ministre procède à une analyse de la situation personnelle des requérants ainsi qu'à une analyse de la situation actuelle dans leur pays d'origine.

La médiateure constate dans différents jugements et arrêts des juridictions administratives que le passage des chrétiens d'Irak vers une région plus sûre n'est guère possible sans passer par Bagdad. Il est incontestable qu'un retour au pays passera forcément par Bagdad ce qui fait courir aux chrétiens d'Irak un risque sérieux pour leur sécurité. Tous les chrétiens d'Irak, pour autant que la preuve de leur identité et de leur appartenance à la confession chrétienne sont rapportées, sont confrontés au même problème.

La médiateure en conclut que la question des chrétiens d'Irak mériterait d'être repensée au vu des faits et de la jurisprudence et se propose d'en rediscuter avec le responsable du Gouvernement avant de décider de finaliser sa suggestion à ce sujet.

Bureau des passeports, visas et légalisation

Titres de voyages

Un titre de voyage pour étranger est un document de voyage délivré par l'État luxembourgeois en remplacement du passeport que l'étranger n'arrive pas à obtenir de son pays d'origine.

Par règlement grand-ducal du 19 juin 2013 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2005 fixant les modalités d'un titre de voyage pour étranger, la compétence en matière de titre de voyage pour étrangers est passée du Bureau des passeports, visas et légalisations à la Direction de l'immigration. Ce transfert de compétence fait suite à la recommandation no 46/2012 de la médiateure. Ce changement a également été l'occasion de revoir les conditions d'octroi du titre de voyage. Jusqu'alors, pour pouvoir prétendre à un titre de voyage, le règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2005 fixant les modalités pour l'obtention d'un titre de voyage pour étrangers dispose que la personne concernée doit:

- être titulaire d'un permis de séjour, ou avoir obtenu de la part de l'autorité luxembourgeoise compétente l'accord pour l'octroi d'un tel permis;

- apporter la preuve qu'une demande en obtention d'un passeport national a été rejetée par les autorités du pays d'origine ou pouvoir justifier qu'une demande en obtention d'un passeport national a été introduite auprès de l'ambassade du pays d'origine depuis six mois au moins et qu'elle est restée sans suites;

- autoriser le ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration à s'enquérir auprès de l'Ambassade du pays d'origine sur les raisons qui sont à la base du refus de la délivrance d'un passeport national ou, le cas échéant, de la procédure de délivrance excessivement longue.

Le nouveau règlement grand-ducal du 19 juin 2013 dispose que:

(1) Le titre de voyage pour étrangers est un document de voyage délivré à des personnes résidant (..) 1 sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et dont l'identité et la nationalité sont établies, mais qui ne sont pas en mesure d'obtenir un passeport national de la part des autorités de leur pays d'origine (Règl. g.d. du 19 juin 2013) «ou auxquelles il est impossible de demander l'établissement ou la prolongation d'un titre de voyage en raison de circonstances exceptionnelles».

(2) Dans des cas exceptionnels, un tel titre de voyage peut également être délivré lorsque la procédure de délivrance d'un passeport national est excessivement longue (Règl. g.d. du 19 juin 2013) «ou difficile, de sorte qu'elle est considérée comme dépassant les limites du raisonnable».

Ainsi certains dossiers qui avaient été présentés au médiateur pour lesquels il était dans l'impossibilité d'intervenir, pourraient aujourd'hui éventuellement être revus à la lumière de ce nouveau texte qui prévoit la possibilité d'agir dans des circonstances exceptionnelles à condition que l'identité et la nationalité de la personne concernée soient établies à l'exclusion de tout doute.

La médiateure a été saisie de certains dossiers concernant l'octroi de titre de voyage pour des personnes bénéficiant du statut de la protection subsidiaire.

Dans deux dossiers se posait le problème du renouvellement de la carte d'identité de la personne bénéficiaire de la protection internationale, renouvellement indispensable pour pouvoir prétendre à un nouveau passeport. Ce renouvellement ne pouvait toutefois se faire que dans le pays d'origine. Or, il ne saurait être exigé du bénéficiaire de la protection subsidiaire de devoir retourner dans son pays d'origine sachant qu'il y encourt de sérieux risques.

Le Bureau des passeports a délivré un titre de voyage aux personnes qui se trouvaient dans ce cas.

Visas

La médiateure a été saisie de plusieurs dossiers de refus d'octroi de visas touristiques, soit que l'engagement de prise en charge de la personne qui accueille le ressortissant du pays tiers est jugé insuffisant, soit que le demandeur ne prouve pas qu'il possède les moyens de subvenir à ses besoins lors de son séjour, soit encore que l'objet et les conditions de séjour sont imprécis.

La médiateure constate que souvent les réclamants ne comprennent pas les motifs du refus et ne savent pas comment faire pour que leur demande soit acceptée, alors qu'il leur semble inconcevable que leur famille proche ne soit pas autorisée à venir leur rendre visite.

La famille M. s'est adressée à la médiateure suite au refus du Bureau des passeports, visas et légalisations de faire droit à une demande de visa en faveur de la mère de la réclamante.

Alors que les autorités en charge du dossier de visa estiment que l'objet et les conditions du séjour ne sont pas justifiés, le réclamant explique que son épouse vient de donner naissance à des jumeaux et que sa belle-mère est puéricultrice de sorte qu'elle souhaite soutenir sa fille dans ces moments éprouvants.

Dans un autre cas, il s'agissait d'autoriser la venue d'un des parents, alors que la fille devait être opérée et que le mari ne pouvait arrêter son travail pour s'occuper des enfants.

La question des ressources financières reste primordiale, même si les personnes qui demandent un visa sont des membres de la famille ou des proches et même si la période pour laquelle les requérants souhaitent venir est relativement courte. Les procédures en place, certes indispensables, sont toutefois souvent complexes et difficiles à comprendre.

Dans ces cas, la médiateure tente du mieux qu'elle peut d'expliquer aux réclamants la raison d'être de ces procédures et les assiste dans les difficultés de communication avec les services compétents.

1.3.2. Fiscalité

Administration de l'enregistrement et des domaines (AED)

Taxations d'office

La médiateure continue d'être saisie de réclamations ayant pour objet des taxations d'office de TVA qui mettent en compte aux assujettis des montants dépassant de loin la TVA qui serait due si des déclarations régulières avaient été déposées.

Un des dossiers les plus marquants concerne une personne qui ensemble avec son père avait constitué en juillet 2008 une société à responsabilité limitée. C'était un projet qui a été abandonné tout de suite. Les fondateurs avaient résilié le bail conclu pour cette société qui n'a jamais été qu'une coquille sans activités. Aucune facture mettant en compte une TVA n'aurait été émise.

Malheureusement, les fondateurs ont oublié de transférer le siège social de la société et ont tardé à dissoudre et liquider la société. Ce n'est que par un acte notarié du 28 décembre 2012 que la liquidation de la société a été clôturée. Dans une clause de l'acte de dissolution de la société, les associés se sont engagés à assurer le paiement de toutes les dettes de la société.

Étant donné que la société n'existe plus au siège social statutaire, tous les courriers adressés par l'Administration de l'enregistrement et des domaines (AED) lui ont été retournés par les services postaux. Finalement, l'administration a effectué une visite des lieux et a constaté que la société n'existe plus à cette adresse. Elle s'est bien rendu compte que le même sort sera réservé à tout autre courrier adressé à la société. Au cours du mois d'avril 2011, l'AED a notifié cependant à la même adresse des taxations d'office pour les années 2009, 2010 et 2011 qui lui ont promptement été retournées. Après l'écoulement du délai de recours de trois mois les taxations d'office deviennent définitives.

L'AED a chargé un avocat du recouvrement de la dette de TVA auprès des fondateurs de la société dont les adresses privées se trouvent indiquées dans les statuts de la société. Dans sa lettre de menaces, l'avocat de l'AED a exigé le paiement des bulletins de taxation d'office sous la menace d'une action pénale devant le tribunal correctionnel de Luxembourg pour non-dépôt des comptes sociaux au registre du commerce et des sociétés.

Dans sa prise de position adressée à la médiateure, le directeur de l'AED a insisté que les taxations d'office sont conformes aux textes applicables et que ses services ont procédé en toute légalité à une notification au siège social statutaire.

Lors d'une entrevue, il a signalé le nombre élevé d'assujettis malhonnêtes qui essaient de se dérober au paiement de leurs dettes de TVA par des changements d'adresses non signalés à l'administration. Il a souligné que l'administration est obligée d'émettre des taxations d'office qui ne peuvent être notifiées qu'à l'adresse officielle des assujettis et que ces derniers ne peuvent s'imputer qu'à eux-mêmes les conséquences de leur négligence d'avoir omis de régulariser l'adresse de leur société. En outre, en tant que professionnels, ils sont tenus de connaître et d'exécuter leurs obligations légales relatives à la déclaration de la TVA et méritent donc moins d'indulgence.

Il n'en reste pas moins que toute taxation d'office requiert une instruction minimale du dossier. Il ne faisait aucun doute que l'administration disposait des adresses privées des deux associés et avait donc la possibilité de demander des renseignements auprès d'eux.

Dès lors que les multiples envois postaux de l'AED ont été retournés et que l'AED s'était elle-même aperçue lors d'une visite des lieux que la société n'existait plus à l'adresse statutaire, elle savait pertinemment que tout nouveau courrier adressé à la société serait retourné par les services postaux. L'AED ne pouvait ignorer que le même sort serait réservé aux bulletins de taxation d'office et que la société et ses associés seraient en fait privés de leur droit à un recours effectif contre les bulletins de taxation d'office.

Il est indéniable que les associés, en négligeant de transférer le siège social de la société à une autre adresse ou en tardant à procéder à la liquidation de la société, ont commis une négligence.

L'administration ne saurait cependant avoir un comportement consistant à exploiter à outrance cette négligence d'un administré de manière à aggraver inéluctablement sa situation au point de lui ôter toute possibilité de se défendre.

Le recours à la taxation d'office peut alors être considéré contraire au principe du «fair play» voire même comme une violation des droits de la défense.

L'objectif d'une taxation d'office est de parvenir à une imposition exacte et non pas d'aboutir à une sanction infligée à l'assujetti. Ce n'est qu'un palliatif auquel l'administration doit avoir recours à bon escient.

Dans ce dossier, la médiateure a insisté que, sans avoir besoin d'effectuer de longues recherches pour trouver les adresses privées des fondateurs, l'AED aurait facilement pu les contacter et éclaircir la situation. L'application des principes de bonne administration aurait permis d'éviter les taxations d'office.

Le directeur de l'AED n'a pas tenu compte des observations de la médiateure.

Les associés menacés par l'avocat de poursuites pénales pour non-dépôt des comptes sociaux de leur société au registre du commerce et des sociétés se sont laissés intimider et ont payé les taxations d'office sous toutes réserves.

Finalement, le directeur de l'AED a même demandé aux anciens associés de la société le paiement de la note d'honoraires de cet avocat à titre de frais de poursuites.

Le dossier est toujours en cours de traitement.

Délai d'occupation de l'habitation prévu dans la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation

Les bénéficiaires du crédit d'impôt sont tenus d'occuper l'immeuble acquis durant deux années. Conformément à l'article 11 de la loi modifiée du 30 juillet 2002 susvisée, toute cession de l'immeuble intervenue dans ce délai donne lieu au remboursement intégral du crédit d'impôt.

Ce délai d'occupation continue à faire l'objet de réclamations de la part de personnes qui ont vendu leur logement. Normalement, une vente a lieu en deux étapes: les parties concluent d'abord un compromis de vente et une fois le financement acquis, elles procèdent ensuite à la signature d'un acte notarié.

Dans certains cas soumis à la médiateure, le compromis de vente a été conclu dans le délai de deux ans, tandis que l'acte notarié a été dressé par après. Le problème qui se pose alors est de déterminer la date du transfert de propriété. Au cas où celui-ci a eu lieu par le compromis de vente, le délai d'occupation n'a pas été respecté et le crédit d'impôt est à rembourser. En revanche, au cas où le transfert de propriété a eu lieu seulement à la date de l'acte notarié conclu après cette période biennale, la loi a été respectée.

Il est évident qu'en vertu de l'article 1589 du Code civil, une promesse de vente vaut vente lorsqu'il y a consentement réciproque des deux parties sur la chose et le prix.

Nul doute que malgré une clause de réitération de la vente par acte notarié, le compromis constitue en principe une vente parfaite dès sa signature.

Il est possible cependant aux parties de stipuler que le compromis n'emporte pas transfert de propriété. Ainsi l'AED accepte une clause inscrite dans le compromis de vente reportant le transfert de propriété de l'immeuble à la date de l'acte notarié.

Dans un de ces cas où le compromis de vente a été conclu endéans le délai de deux années et l'acte notarié par après, les parties ont prévu au compromis, outre un délai dans lequel l'acte notarié est à dresser, une clause limitant la durée de validité libellée comme suit: «Le compromis est valable jusqu'au 8 août 2011». Il s'agit d'un terme extinctif à l'arrivée duquel le contrat devient automatiquement caduc.

La position de la médiateure est que les parties, en introduisant ce terme extinctif, ont eu l'intention de limiter dans le temps les effets du compromis. Elles n'ont donc pas pu avoir l'intention de faire du compromis une vente parfaite et définitive. Cette solution est conforme à une jurisprudence constante de la Cour de cassation française selon laquelle un terme fixé dans le compromis pour la signature de l'acte authentique n'empêche pas le transfert de propriété d'avoir lieu solo consensu et l'acheteur de demander la constatation judiciaire de la vente. En revanche, au cas où ce même terme est «assorti de la sanction de la caducité de la promesse de vente», cette dernière n'est pas translative de propriété.

L'AED n'accepte pas cette position et souligne que l'acte notarié a été conclu dans le délai prévu par les parties et avant l'arrivée du terme extinctif. Elle en tire la conclusion que «le compromis n'a jamais cessé d'exister: il n'y a eu ni caducité, ni extinction de ce dernier.» L'administration considère que l'acte notarié ayant été signé, le compromis formerait avec celui-ci un ensemble. Elle affirme qu'«il n'y a pas lieu de spéculer sur le destin du compromis au cas où l'acte notarié n'aurait pas été signé dans le délai: en effet la non-conclusion de l'acte notarié n'est jamais devenue réalité: donc le terme ne s'est pas réalisé et il n'y a pas eu caducité».

Si on accepte le point de vue de l'administration, il faudrait conclure qu'à défaut de signature de l'acte notarié, le compromis serait tombé caduc et que par la signature de l'acte notarié, le compromis serait devenu une vente parfaite. La qualification du compromis dépendrait de la signature de l'acte notarié.

Étant donné l'importance du problème de la qualification des compromis de vente qui s'est posée à plusieurs reprises, la médiateure a jugé bon de consulter un professeur d'université spécialiste du droit des obligations. Après avoir examiné longuement le problème sous toutes ces facettes, le professeur a conclu dans son avis qu'en l'espèce, le transfert de propriété s'est effectivement réalisé à la date de l'acte notarié (l'avis d'expert mentionné ci-avant se trouve dans la Partie 3, 3.1. Annexe).

Le directeur de l'AED est resté sur sa position initiale sans même aborder et discuter l'avis du professeur.

Une médiation implique que toutes les parties discutent dans un souci d'objectivité leurs arguments respectifs et ne s'enferment pas dans une position intransigeante qui ne paraît plus justifiable.

La médiateure a poursuivi ses démarches auprès du ministère des Finances.

Régime de l'exonération

La médiateure a été saisie d'une personne dirigeant en nom personnel une entreprise de formation professionnelle continue agréée par le

ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Souhaitant bénéficier de l'exonération prévue à l'article 44 alinéa q de la loi TVA, elle a demandé à l'AED une entrevue pour s'informer au sujet de la procédure à suivre, entrevue qui lui aurait été refusée.

Elle s'est adressée par la suite à l'AED par un courriel auquel l'administration lui a répondu qu'il ne lui appartient pas d'assumer le rôle de conseil juridique des assujettis qui n'auraient qu'à consulter des experts fiscaux.

Sur ce conseil, la réclamante a pris contact avec une fiduciaire qui l'informa que son activité tombe effectivement sous le champ d'application de l'article 44 susvisé. La fiduciaire lui recommanda d'adresser une lettre à l'AED pour demander une confirmation de cette conclusion.

Aucune suite n'ayant été réservée à ce courrier, la réclamante relança l'administration par téléphone, démarche qui elle aussi n'a abouti à aucun résultat. Avant de s'adresser à la médiateure, elle contacta encore le responsable du service des relations avec le public sans obtenir de réponse non plus.

La médiateure a adressé une lettre au directeur de l'AED lui signalant qu'il incombe à l'administration de fournir des informations aux assujettis sur les conditions de mise en œuvre du régime d'exonération de la TVA. Elle a précisé que l'obligation d'information constitue un principe de bonne administration que son prédécesseur avait déjà formulé à l'article 16 de son projet de code de bonne conduite administrative dans les termes suivants:

«L'agent public a l'obligation d'assister et d'informer le citoyen de manière compréhensible et précise sur ses droits, ses obligations ainsi que sur les démarches administratives que le citoyen doit entreprendre pour obtenir satisfaction».

La médiateure a dû attendre 17 semaines avant de recevoir une réponse du directeur qui confirma que l'activité de la réclamante bénéficie du régime de l'exonération de la TVA.

Dans les pays voisins, par exemple en France, les organismes dont l'activité s'inscrit dans le cadre de la formation professionnelle, adressent à l'administration, après s'être préalablement déclarés, «une demande d'attestation au titre d'activités s'inscrivant dans le cadre de la Formation professionnelle» et se voient ainsi officiellement confirmer le régime d'exonération.

L'instauration d'une telle procédure de demande faciliterait la vie des assujettis au Luxembourg.

Rectification d'une déclaration de succession

La médiateure a été saisie par une dame âgée dont le frère est décédé début 2012. La réclamante est la seule héritière. Étant donné qu'elle est aveugle et handicapée physiquement, elle a mandaté un notaire pour s'occuper de la déclaration de succession. Le clerc de notaire a fait la déclaration et l'a déposée.

Ce n'est que lors de la réception de l'avis de paiement, soit un an après le décès de son frère, que la réclamante s'est rendu compte que certains terrains inclus dans la succession ont été évalués par le clerc de notaire à un prix beaucoup trop élevé. Ceux-ci ont en effet été évalués à une valeur qui était de quarante fois la valeur estimée par l'héritière. Le clerc de notaire a considéré qu'il s'agit de terrains de spéculation et n'a pas indiqué la valeur convenue avec l'héritière.

Or, ces terrains figurent au plan d'aménagement général de la commune hors du périmètre d'agglomération en zone verte et dans une zone d'inondation. La réclamante estimait donc qu'ils n'ont aucune valeur de spéculation, étant donné qu'ils ne seront jamais constructibles.

La dame s'est alors adressée à l'AED pour réclamer contre l'avis de paiement. Or, l'administration a répondu qu'il n'était plus possible de revenir sur la déclaration de succession puisque les parties déclarantes ne disposent que d'un délai de six semaines à partir du jour de la déclaration pour la rectifier, ceci en vertu de l'article 13 de la loi du 27 décembre 1817.

La réclamante n'était cependant pas en mesure de demander une rectification de la déclaration dans les six semaines, parce qu'elle n'avait pas connaissance du contenu de la déclaration et ne s'est rendu compte de l'erreur commise que lors de la réception de l'avis de paiement. Si celui-ci lui était parvenu dans le délai de six semaines, elle aurait eu la possibilité de réclamer, mais il ne lui est parvenu que près de sept mois plus tard.

Comme les déclarants n'ont pas d'autre possibilité de recours si les droits de succession ne leur semblent pas corrects, la médiateure déplore que les déclarations de succession ne soient pas avisées avant l'expiration du délai de six semaines. En l'espèce, la situation est d'autant plus grave qu'en raison de son handicap, la réclamante n'avait aucune possibilité ni de faire elle-même la déclaration de succession, ni de la contrôler. Du fait de la surévaluation des terrains litigieux, la réclamante était donc redevable de droits de succession réclamés à tort.

La médiateure est intervenue auprès du directeur de l'AED afin d'obtenir un redressement de la valeur des terrains pour la réclamante. Dans sa réponse, l'AED informe la médiateure que le délai pour déposer la déclaration de succession, qui est de six mois, aurait pu être prolongé en cas de difficultés pour l'évaluation de l'héritage. Il rajoute que les héritiers disposent donc d'au moins six mois pour le dépôt de la déclaration et qu'après le dépôt, une modification de la déclaration était encore possible pendant six semaines.

Une prolongation du délai de dépôt n'aurait toutefois rien changé à la situation. Il n'y avait aucune raison pour demander une prolongation du délai, parce qu'il n'y avait pas de difficulté particulière qui aurait empêché un dépôt de la déclaration dans le délai de six mois. La déclaration de succession a en effet été déposée bien avant l'expiration du délai. C'est seulement l'absence de possibilité de recours après la réception de l'avis de paiement qui posait problème.

L'AED n'a laissé qu'une seule ouverture: elle accepte de rectifier la valeur des terrains en cas de vente de ceux-ci dans les deux ans, à un prix inférieur à la valeur figurant dans la déclaration de succession. L'AED précise que cette possibilité est rendue possible par une instruction de service du 29 décembre 2011.

Cette possibilité peut certes permettre à un héritier de récupérer des droits de succession payés lorsqu'il s'avère qu'un immeuble a été surévalué dans la déclaration de succession, mais elle est extrêmement restrictive et n'est vraiment utile que si l'héritier a l'intention de vendre les immeubles hérités. En plus, il faut qu'il trouve un acheteur dans les deux ans. La médiateure estime qu'il est inadmissible qu'un héritier soit contraint de vendre un immeuble pour pouvoir payer les droits de succession. Elle estime que c'est inacceptable d'être contraint de vendre pour échapper au paiement de droits de succession non dus, s'il est prouvé, comme dans le cas d'espèce, que la valeur indiquée dans la déclaration de succession est surévaluée.

Par ailleurs, cette solution n'était plus possible dans le dossier en cause puisque la réclamante avait entre-temps fait une donation des terrains litigieux à un proche. À noter que la valeur des terrains déclarée dans le cadre de la donation était celle estimée par la réclamante et non pas celle indiquée par le clerc de notaire dans la déclaration de succession.

Comme l'AED n'acceptait pas d'autre solution au litige et n'a pas réagi à la demande de la médiateure de régler le litige en équité, la médiateure a décidé de soumettre le dossier au ministre des Finances.

Ce dernier a informé la médiateure que l'AED a conclu à l'insuffisance de la valeur des terrains litigieux qui avaient entre-temps fait l'objet de la donation. Elle estimait que la valeur déclarée était inférieure à la valeur vénale étant donné qu'elle prenait en compte l'évaluation de ces terrains dans le cadre de la déclaration de succession.

Au cas où le donataire s'opposerait à l'insuffisance retenue par l'AED, une expertise fiscale sera lancée conformément aux dispositions de la loi modifiée du 23 décembre 1913 sur l'enregistrement. L'expertise permettra de fixer définitivement la valeur vénale des terrains litigieux. Cette valeur servira de base d'imposition pour la donation. Par ailleurs, l'AED était finalement d'accord pour reprendre à titre exceptionnel cette même valeur dans le cadre de la déclaration de succession.

En ce qui concerne le problème plus général du délai de six semaines prévu à l'article 13 de la loi du 27 décembre 1817 pour rectifier une déclaration de succession, le ministre renvoie aux discussions qui ont eu lieu au sein d'une commission de la Chambre des Députés suite à des recommandations allant dans le même sens formulées par le médiateur précédent.

Ainsi la Chambre des Députés a discuté à deux reprises de la nécessité, voire de l'opportunité de modifier les dispositions légales précitées. L'AED a préconisé le maintien des dispositions en vigueur et la Chambre des Députés s'est ralliée à la position de celle-ci. L'AED a seulement émis l'instruction de service du 29 décembre 2011 mentionnée plus haut qui permet de modifier la déclaration de succession après l'écoulement du délai de six semaines dans le cas où les immeubles figurant à l'actif de la déclaration de succession sont vendus à un prix inférieur à la valeur figurant dans la déclaration, à condition que cette modification intervienne dans le délai de prescription de deux ans.

La médiateure regrette que cette solution ne tienne pas compte de situations comme celle décrite ci-dessus où la déclaration de succession contient une erreur non remarquée jusqu'à la réception de l'avis de paiement et que les héritiers ne disposent pas d'un vrai recours après la réception de l'avis de paiement.

Administration des contributions directes (ACD)

Remise gracieuse

La médiateure est régulièrement saisie par des réclamants qui sollicitent son appui en vue d'une remise gracieuse des impôts sur le revenu pour rigueur subjective. Une telle remise n'est justifiée que si le paiement de l'impôt priverait le contribuable de moyens de subsistance indispensables.

Dans un dossier, le directeur des contributions directes a été d'accord à remettre à une société à responsabilité limitée une dette d'impôt provenant d'une taxation d'office. Des circonstances vraiment particulières ont permis de justifier cette remise gracieuse.

Dans une entreprise de peinture, une assistante administrative a eu, entre autres, pour fonction de transmettre à la fiduciaire de l'entreprise au moyen d'un logiciel toutes les données en vue de l'établissement des comptes sociaux et des déclarations d'impôt. Or, cette personne n'a pas été en mesure de maîtriser le logiciel mis à sa disposition et de remplir cette fonction. Des problèmes personnels de nature psychologique l'auraient empêchée d'avouer cet échec à son employeur. Du fait de son bon travail antérieur, elle avait réussi à gagner la pleine confiance de son employeur de sorte que celui-ci n'exerçait plus aucun contrôle sur cette partie des fonctions de sa secrétaire. Ne recevant plus les pièces et les documents nécessaires pour établir les comptes sociaux et les déclarations fiscales, la fiduciaire déposa son mandat. Étant donné qu'il revenait à l'assistante administrative d'ouvrir le courrier journalier, il lui était facile d'escamoter le courrier en provenance de la fiduciaire et de toutes les administrations. Elle détruisait une grande partie de ce courrier ou bien le cachait chez elle. Ne voyant plus d'issue à sa situation, elle tenta de se suicider. Avant de commettre l'irréparable, elle a adressé une lettre à son employeur dans lequel elle fit l'aveu de tous les travaux inexécutés.

Sur les instances du chef d'entreprise, la fiduciaire reprit son mandat et parvint à établir les comptes sociaux et les déclarations d'impôt. Grâce aux efforts et sacrifices consentis par tous les salariés de l'entreprise, les arriérés de cotisations sociales, d'impôt sur salaires et de TVA ont pu être payés.

La société n'était cependant pas en mesure de s'acquitter de l'intégralité de la dette fiscale résultant des différentes taxations d'office émises par l'Administration des contributions directes. Elle demanda une remise gracieuse partielle des montants dus jusqu'à concurrence des impôts réellement dus sur la base des déclarations d'impôt déposées par la fiduciaire, demande à laquelle le directeur des contributions accéda, vu les circonstances particulières du dossier.

L'imposition des plus-values est une matière très mal connue des contribuables. La médiateure est régulièrement saisie de personnes qui réinvestissent immédiatement dans une nouvelle habitation la totalité du prix de vente d'un immeuble sans tenir compte de l'impôt sur le bénéfice de cession. Ne disposant plus de liquidités, elles ont ensuite de graves problèmes pour apurer leur dette d'impôt.

Ainsi une personne a vendu une maison d'habitation située au Luxembourg pour s'établir en France où elle a acquis un petit hôtel financé grâce au prix de vente et moyennant un prêt bancaire. Les revenus tirés de l'exploitation hôtelière suffisent à peine pour rembourser le prêt et ne lui permettent pas de s'acquitter de sa dette d'impôt. La situation financière de la réclamante est si serrée que même un échelonnement de la dette d'impôt est difficile à mettre en œuvre.

Les conditions d'une remise gracieuse ne sont cependant pas remplies. La contribuable aurait pu s'acquitter de sa dette d'impôt au moyen du prix de vente. Elle dispose d'une fortune immobilière. L'ignorance des dispositions fiscales ne peut être avancée pour obtenir une remise gracieuse.

En l'espèce, la vente de l'hôtel risque même d'aggraver la situation du contribuable qui perdrait aussi son travail. En cas de vente à perte, la plus grande partie du prix de vente servirait au remboursement du crédit bancaire et ne permettrait pas d'apurer entièrement la dette fiscale. La seule solution serait l'octroi d'un échelonnement à long terme de la dette.

Le dossier est toujours en cours.

Un réclamant qui a reçu simultanément les bulletins d'impôt afférents à plusieurs années d'imposition, s'est vu accorder par le bureau d'imposition un échelonnement de la dette résultant des soldes redevables. Cet échelonnement n'a cependant pas tenu compte des avances majorées pour l'année en cours. Ce dossier a pu être réglé à la satisfaction du contribuable moyennant un report de la date d'échéance desdites avances qui n'ont donc pas généré d'intérêts de retard à charge du contribuable.

Une réclamante, ayant travaillé pendant trois ans en tant qu'indépendante et qui, après avoir travaillé comme salariée durant une courte période, s'est retrouvée au chômage. Elle a reçu simultanément les bulletins d'impôt afférents à plusieurs années. La Direction des contributions a expliqué à la médiateure que la réclamante a elle-même remis les déclarations d'impôt avec sept mois de retard et qu'elle ne peut donc pas s'attendre à un traitement prioritaire. Les lenteurs du bureau d'imposition étaient dues à deux congés de maladie prolongés.

Il est indéniable que la réclamante chargée d'arriérés d'impôt considérables se trouve dans une situation difficile qui s'est encore aggravée du fait de son chômage et des recalculs de cotisations sociales du Centre commun de la sécurité sociale.

Le directeur des contributions a pris en considération les difficultés de la réclamante en lui accordant un échelonnement très favorable de sa dette au moyen de versements mensuels, qui ne prendra cours qu'à partir de l'apurement intégral de sa dette auprès du Centre commun. En outre, le directeur a annoncé qu'une remise gracieuse des intérêts pourrait être accordée après règlement intégral du principal de la dette.

L'imposition des partenaires

L'imposition collective des contribuables liés par un partenariat a donné lieu à plusieurs réclamations.

La médiateure a été saisie par des fonctionnaires des missions diplomatiques à l'étranger, qui se sont vu refuser l'imposition collective avec leur partenaire et qui ont été dès lors rangés dans la classe d'impôt 1.

La situation des diplomates en service à l'étranger est spéciale en ce sens qu'en vertu de la Convention de Vienne du 18 avril 1961, le diplomate est réputé avoir maintenu son domicile fiscal au Luxembourg.

Pour ce qui est du partenaire du diplomate, qui poursuit également une activité professionnelle dans le même pays étranger, l'administration fiscale l'a considéré comme résident fiscal de ce pays de sorte que la condition relative au domicile commun ou à la résidence commune posée par l'article 3bis L.I.R n'était plus remplie, quand bien même les deux partenaires habitaient en fait à la même adresse.

Le réclamant invoquait l'article 37 de la Convention de Vienne du 18 avril 1961 aux termes duquel «les membres de la famille de l'agent diplomatique qui font partie de son ménage bénéficient des privilèges et immunités mentionnés dans les articles 29 à 36, pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants de l'État accréditaire». Une disposition similaire est reprise au § 14 alinéa 2 de la loi d'adaptation fiscale: «das

gleiche gilt für die Ehefrau eines Auslandsbeamten». Le réclamant en tire argument pour affirmer que le partenariat serait à assimiler au mariage et que le privilège diplomatique devrait s'étendre également au partenaire, de sorte que ce dernier pouvait également être considéré comme résident fiscal au Luxembourg.

Étant donné que dans les deux dossiers les partenaires des diplomates travaillaient dans l'État accréditaire, le problème qui se posait d'abord était de vérifier la compatibilité des dispositions relatives aux privilèges et immunités diplomatiques conférés aux membres de la famille du diplomate avec l'exercice d'une profession par ces derniers.

La Convention de Vienne du 24 avril 1963 stipule en son article 57 que «les privilèges et immunités [.] ne sont pas accordés aux membres de la famille d'un membre du poste consulaire qui exercent eux-mêmes dans l'État de résidence une occupation privée de caractère lucratif». La convention du 18 avril 1961 n'évoque pas cette question directement mais

prévoit que «l'agent diplomatique n'exercera pas dans l'État accréditaire une activité professionnelle ou commerciale en vue d'un gain personnel» (article 42).

Selon la doctrine, la convention de Vienne du 18 avril 1961 applicable aux diplomates en question ne fait pas obstacle à l'exercice d'une profession par les personnes liées au personnel diplomatique. Il est considéré cependant que le régime privilégié n'est plus justifié dès lors que ces personnes poursuivent une activité professionnelle dans l'État accréditaire. Celles-ci sont donc imposées dans l'État accréditaire en tant que résidentes fiscales, imposition qui est d'ailleurs conforme aux prescriptions de la convention contre la double imposition conclue par le Luxembourg avec les États étrangers en question.

La médiateure a conclu que la condition d'un domicile fiscal commun n'était donc pas remplie et que l'imposition collective a été refusée à juste titre.

Traitement fiscal du revenu pour personnes gravement handicapées

Un couple soumis à l'imposition collective a introduit une réclamation relative au traitement fiscal du revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH). La question s'est posée en raison du fait que le RPGH cumulé avec le revenu du conjoint a dépassé le seuil d'imposition des revenus.

Aux termes de l'article 29 (2) de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, le Fonds national de solidarité est en droit de récupérer les sommes versées à ce titre sur la succession du bénéficiaire, cette restitution devant s'opérer conformément aux prescriptions relatives au revenu minimum garanti.

Étant donné que le RPGH est récupérable sur la succession du bénéficiaire, possibilité qui devient certitude au cas où le conjoint bénéficiaire est propriétaire de son habitation, il se pose la question de savoir si le RPGH remplit toutes les conditions pour être qualifié de recette imposable.

En effet, selon la doctrine qui s'est prononcée sur la notion de recette fiscale, «il faut qu'il en résulte un enrichissement effectif pour le contribuable. Un emprunt ne revêt jamais le caractère de recette, tout comme une caution ne saurait y être assimilée» (Norbert Fehlen, «La détermination du revenu soumis à l'impôt», pages 19 et 25).

Dans tous les cas où l'obligation au remboursement est certaine, le RPGH n'est qu'une aide sociale récupérable et non pas un enrichissement définitif. Du fait de l'obligation au remboursement, les allocations ne s'apparentent-elles pas à des avances à long terme?

Le directeur des Contributions directes a pris position en ce sens qu'une recette fiscale implique toujours une augmentation de fortune, mais sans qu'il ne soit nécessaire que celle-ci soit définitive. Ainsi le RPGH reste imposable dans la catégorie des revenus résultant de pensions ou de rentes, indépendamment d'un éventuel remboursement intégral ou partiel des montants alloués au cours d'une année d'imposition postérieure. Le directeur s'est référé à la doctrine allemande (Hermann, Heuer, Raupach), qui dans son commentaire du paragraphe 11 EStG, se réfère à la notion de «Zufluss» qui présuppose une augmentation de la fortune, mais n'exige pas que celle-ci soit durable: «es kommt nicht darauf an, dass die eingetretene Vermögensmehrung von Dauer ist. Das «Behaltendürfen» ist nicht Merkmal des Zuflusses», le critère étant le droit de disposition («Verfügungsberechtigung»). Cette conclusion reste valable, même si l'obligation au remboursement est déjà certaine au moment de la mise à disposition de la recette.

Le directeur a précisé que le remboursement effectué par l'héritier constitue une recette négative dans la catégorie des revenus résultant de pensions et de rentes dont il sera tenu compte dans le total des revenus nets de l'héritier, solution qui est donc tout à fait acceptable.

Classe d'impôt en cas de divorce étranger

La classe d'impôt des personnes en cours de divorce donne lieu à des problèmes au cas où la procédure a été poursuivie devant des juridictions étrangères, l'interprétation des pièces d'une procédure étrangère n'étant pas toujours aisée.

Aux termes de l'article 119. 3 c) L.I.R. les personnes divorcées, séparées de corps ou séparées de fait en vertu d'une dispense de la loi ou de l'autorité judiciaire au cours des trois années précédant l'année d'imposition, sont rangées dans la classe d'impôt 2.

Dans un dossier soumis à la médiateure le bénéfice de la classe d'impôt 2 a été refusé à un contribuable pour les années 2010 et 2011 au motif que «les dispositions transitoires pour pouvoir bénéficier de la classe d'impôt 2 ne commencent à courir qu'après le divorce», divorce qui a été prononcé par un jugement français en 2012.

Or, les mesures provisoires relatives aux époux et aux enfants ont été déterminées par une ordonnance de non-conciliation datant de 2009 du Tribunal de Grande Instance de Thionville. Bien qu'en France ces ordonnances ne contiennent pas d'autorisation expresse de vie séparée, celle-ci en résulte implicitement. En effet, l'ordonnance a pris acte des adresses différentes des deux époux et a fait défense à chacun d'eux de troubler l'autre à sa résidence. En outre, le tribunal a attribué à l'ex-conjointe la jouissance à titre gratuit du domicile conjugal. Quant aux enfants, la résidence a été fixée alternativement une semaine chez la mère et une semaine chez le père.

Il faut en conclure qu'à partir de la date de l'ordonnance, les époux ont bénéficié d'une autorisation de vie séparée et que par voie de conséquence, à partir de l'année 2010, les époux sont en droit de bénéficier de la classe d'impôt 2 pour les années 2010 et 2011.

Suite aux démarches de la médiateure, le bureau d'imposition a été d'accord pour redresser l'imposition.

Le même problème s'est posé pour un contribuable devenu résident au Luxembourg en 2010 et dont le divorce a été prononcé en Allemagne en 2011. Le bureau RTS a rangé le réclamant dans la classe d'impôt 1 pour l'année 2011.

Le divorce du réclamant a été prononcé en application du §1566 (1) BGB qui prévoit une présomption irréfragable d'échec du mariage en cas de séparation des époux pendant une année.

Il résulte de l'assignation en divorce lancée en 2010 que l'un des époux a quitté le domicile conjugal le 1er août 2009 et que par conséquent les conditions d'application du §1566 (1) BGB se trouvaient réunies à partir du mois d'août 2010, date à partir de laquelle le mariage est à considérer comme ayant définitivement échoué de sorte que les époux n'étaient plus tenus au respect de leur devoir légal de cohabitation. Le réclamant a donc rempli les conditions d'application de l'article 119, n°(c) L.I.R. pour l'année 2011.

Suite aux démarches du médiateur, l'administration a fait bénéficier le réclamant de la classe d'impôt 2.

Imposition des plus-values

L'imposition des plus-values générées par la vente d'un immeuble fait régulièrement l'objet de réclamations.

Dans plusieurs dossiers, le problème qui s'est posé est celui d'évaluer le prix d'achat respectivement le prix de revient de l'immeuble vendu que les contribuables ne sont plus à même d'établir au moyen des factures des travaux de construction.

Dans un dossier, il s'agissait d'évaluer le prix de revient d'une ancienne maison unifamiliale construite avant l'an 1900 et ayant fait l'objet de travaux de réfection et de transformation considérables dans les années cinquante dont les réclamants ne pouvaient plus fournir les factures.

Le bureau d'imposition a alors fixé la plus-value sur base de la valeur unitaire multipliée par le coefficient de l'année 1940 (19,74).

Seuls la cave, les murs extérieurs et la charpente du toit de la maison auraient été maintenus alors que tous les murs intérieurs auraient été refaits et tous les planchers de la maison initialement en bois auraient été remplacés par des dalles en béton. La disposition intérieure des pièces de la maison aurait été considérablement modifiée. L'escalier à l'intérieur initialement en bois aurait été refait en béton. Le toit aurait été recouvert de nouvelles ardoises.

Entre-temps la maison d'habitation a été démolie par le nouvel acquéreur. Les réclamants n'ont pu présenter que des photos de l'extérieur de l'ancienne maison et de la maison transformée.

Dans ce dossier, le directeur des contributions a été d'accord pour refixer la plus-value sur base d'une évaluation du prix des travaux de transformation réévalué par le coefficient de l'année de réalisation des travaux.

Dans un autre dossier, le bureau d'imposition a déterminé la plus-value imposable d'une maison d'habitation construite par les parents du réclamant uniquement sur la base du prix d'achat du terrain à bâtir acquis au cours de l'année 1974 sans tenir compte du prix de revient de la maison d'habitation. Après des démarches effectuées par le réclamant, le bureau d'imposition a été d'accord pour prendre en compte le montant d'un prêt bancaire conclu pour financer la construction. Les réclamants n'étaient toujours pas d'accord, car ils se souvenaient que leurs parents avaient également réinvesti le prix de vente de leur ancienne habitation.

La médiateure a entrepris des démarches auprès du directeur en insistant qu'il incombe au bureau d'imposition d'estimer le prix d'acquisition d'un immeuble «en tenant compte de tous les éléments et moyens disponibles en évitant d'évaluer à un montant inférieur à celui résultant de l'application de la règle exposée en rapport avec les acquisitions faites avant le 1.01.1941.» (Jean Lauterbour, Régime d'imposition des plus-values, n°6.3.2.). La médiateure a pu se référer à un acte notarié de liquidation de la communauté de biens conclu quatre ans après la construction de l'immeuble, acte dans lequel les parents de la réclamante ont évalué l'immeuble à 2.300.000,00 LUF.

Bien que le prix indiqué dans cet acte notarié ne puisse être qualifié de prix d'acquisition, il n'en reste pas moins qu'il s'agit là d'un élément qui doit entrer en ligne de compte pour évaluer le prix de revient de l'immeuble construit seulement 4 années auparavant. Le directeur des contributions a été d'accord à procéder à une estimation du prix de construction sur la base du prix indiqué dans l'acte notarié.

Un des problèmes récurrents dans les dossiers fiscaux est la distinction entre travaux d'investissement et travaux de réparation et d'entretien.

Ainsi la médiateure a été saisie de plusieurs dossiers où la question s'est posée de savoir si le coût des travaux réalisés par les acquéreurs d'un immeuble d'habitation était déductible au titre de frais de réparation.

Dans ces dossiers les réclamants pouvaient tirer argument du fait qu'il n'y a pas eu d'augmentation de la substance de l'immeuble. Il s'agissait exclusivement de travaux de remplacement, aucun nouvel élément remplissant de nouvelles fonctions n'y ayant été ajouté. Il n'était pas possible d'identifier des travaux ayant conduit à une augmentation claire des «possibilités d'utilisation par rapport à celles existantes à la date d'acquisition».

Les bureaux d'imposition se sont pourtant référés à la notion d'amélioration considérable de l'état antérieur du bâtiment pour refuser la déduction des frais. Ils ont jugé que l'ensemble des nouveaux éléments a été si important qu'il aboutit globalement à une amélioration significative de l'habitation, même si les différents travaux considérés séparément ne constituent que des travaux de réparation et d'entretien. Cette appréciation reste conforme aux critères explicités dans la circulaire du directeur des Contributions n°105/8 et 98/1 du 16 mars 2005.

Frais de perfectionnement professionnel

La médiateure a été saisie par un contribuable auquel le bureau d'imposition compétent a refusé de déduire des frais engagés pour l'obtention d'un Master en administration des entreprises en tant que frais de perfectionnement. Le bureau d'imposition a considéré ces frais comme frais de formation et n'a accepté de déduire que le forfait de 540 euros au lieu du coût réel indiqué par le contribuable.

À noter que les frais de formation, c'est-à-dire les dépenses faites en vue de la préparation à l'exercice d'une profession ou pour le changement de profession, ne sont pas déductibles alors que les frais de perfectionnement, c'est-à-dire les dépenses faites par le contribuable pour perfectionner ses connaissances dans la branche professionnelle dont relève son activité, sont déductibles en tant que frais d'obtention.

L'intéressé avait réclamé auprès du bureau d'imposition en expliquant qu'il est cadre supérieur et occupe le poste de directeur adjoint des ressources humaines auprès de son employeur. L'accomplissement du «Master of Business Administration» lui permettait de compléter et de diversifier ses connaissances préexistantes afin de mieux pouvoir s'acquitter de ses tâches professionnelles quotidiennes. Par ailleurs cette formation augmenterait également ses chances d'avancement.

Étant donné que le bureau d'imposition a maintenu sa position, le contribuable a introduit une réclamation devant le directeur de l'Administration des contributions directes. N'ayant pas obtenu de décision directoriale après plus de six mois et voulant éviter un recours devant le tribunal administratif, le contribuable a saisi la médiateure.

La médiateure s'est adressée au directeur de l'Administration des contributions directes en lui demandant de faire droit à la réclamation du contribuable, étant donné que les frais engagés étaient, à son avis, bel et bien à considérer comme des frais de perfectionnement professionnel. Dans un jugement du 1er décembre 1999, le Tribunal administratif a en effet validé cette position dans une affaire similaire. La personne concernée disposait du même diplôme de base et était directeur adjoint des ressources humaines. Le Tribunal administratif a jugé que «cette notion de perfectionnement professionnel ne doit pas être interprétée avec une rigueur excessive, les efforts des salariés en vue de l'amélioration de leurs connaissances et performances professionnelles correspondant à l'intérêt bien compris de l'économie nationale et partant de la société en général (cf. Herrmann, Heuer, Raupach, EStGKommentar, §9, Anm. 270 et références de jurisprudence y citées)».

Suite à l'intervention de la médiateure, le directeur de l'Administration a accepté d'accorder la déduction des frais engagés en tant que frais de perfectionnement.

1.3.3. Affaires générales relevant de l'État

Ministère d'État

La médiateure a été saisie d'une réclamation de la part d'une personne qui s'est vu refuser une distinction honorifique telle que prévue par l'arrêté grand-ducal du 23 janvier 1961.

La pratique veut que ce soit l'employeur qui fasse la demande d'attribution d'un titre honorifique auprès du ministre compétent. Ce dernier vérifie si les conditions sont remplies et si tel est le cas, il transmet sa proposition au Premier Ministre en précisant l'ordre et le grade à décerner.

En l'espèce, une première demande avait été faite par l'employeur auprès du ministre ayant le département des transports dans ses attributions.

Or, cette demande a été rejetée, pour avoir été introduite tardivement. Une circulaire prévoit en effet que les demandes en attribution d'une distinction honorifique doivent être déposées avant une date limite.

Selon le réclamant, un fonctionnaire du ministère auprès duquel la demande a été envoyée lui aurait toutefois conseillé de reformuler une nouvelle demande l'année suivante. Or, peu de temps après le rejet de la première demande, l'intéressé a fait valoir son droit à la retraite. La circulaire en question prévoit cependant que les nominations ne peuvent être faites que pour des personnes en activité de service ou au plus tard dans l'année qui suit leur mise à la retraite. La seconde demande faite au nom du réclamant a donc également été rejetée, alors qu'à la date d'introduction de la demande, l'intéressé n'était plus en service depuis plus d'un an.

La médiateure n'a malheureusement pas pu réserver de suite favorable à cette réclamation. En effet, le médiateur, tel qu'il a été institué par la loi du 22 août 2003, ne peut intervenir que si les lois, règlements ou conventions en vigueur n'ont pas été respectés.

Ministère de l'Intérieur

La médiateure a été saisie d'un dossier par un avocat, au nom et pour compte de deux sociétés au sujet d'une décision du ministère de l'Intérieur refusant l'octroi de subsides pour des travaux relatifs à l'évacuation des eaux de pluie, décision que les réclamantes contestent et contre laquelle elles ont introduit un recours en annulation devant le Tribunal administratif.

La décision du ministre indique que «dans la mesure où la commande des travaux a été passée préalablement à l'introduction de la demande tendant à l'intervention du Fonds pour la Gestion de l'Eau, le comité de Gestion du Fonds pour la Gestion de l'eau a, en sa réunion du [.], avisé défavorablement la demande de prise en charge, avis auquel je me rallie.»

La médiateure a soulevé le fait que, d'après les éléments du dossier, la commande des travaux n'a pas été passée avant l'introduction de la demande tendant à l'intervention du Fonds pour la Gestion de l'Eau, mais environ un mois après ladite demande de subsides.

La loi dispose dans l'article 66 (1) et (2) que:

1. La prise en charge des coûts résultant des projets visés à l'article 65, paragraphe (1), points d) et i) à l) n'est applicable que dans les limites des ressources disponibles du fonds.

2. L'engagement des dépenses est subordonné à l'approbation préalable des projets par le ministre, l'avis du comité du Fonds pour la gestion de l'eau demandé. [.]

L'article de la loi peut légitimement porter à confusion.

Dans un arrêt de la Cour d'appel du 12 janvier 2010 les juges retiennent que «l'octroi d'une

participation financière de l'État est subordonné à l'autorisation préalable du projet avant la réalisation des travaux.»

En l'espèce la commande des travaux et le commencement des travaux ont eu lieu après la décision du ministre d'autoriser l'assainissement sur base de l'article 23 de la loi, après l'introduction de la demande d'octroi des subsides, mais avant que le ministre ne se prononce sur l'octroi des subsides.

Il n'est manifestement pas souhaitable qu'un projet soit retardé en attendant que le ministère se prononce au sujet de l'octroi du subside. Or, il n'existe dans la loi aucun délai endéans lequel le ministre doit prendre sa décision.

Il est par ailleurs particulièrement inopportun que la décision de refus se base sur le seul fait que les travaux ont débuté ou que la commande des travaux a été passée avant que le ministre ne donne sa décision au sujet de l'octroi des subsides.

La demande d'intervention du Fonds a, en l'espèce, été faite un mois avant la commande des travaux et presque deux mois avant le début des travaux. Dans un tel cas, le refus systématique semble difficilement justifiable. En effet, les conditions imposées pour pouvoir bénéficier d'un subside ont pour conséquence que l'ensemble de la continuation du projet dépend de la rapidité endéans laquelle le dossier sera traité par le ministère. En tenant compte du fait que des travaux d'assainissement ne sont pas entrepris pour obtenir des subventions mais parce qu'ils sont nécessaires voire indispensables, il est inacceptable qu'il n'existe pas de délai pour la décision du ministre.

La médiateure a demandé au ministre de l'informer si certaines demandes adressées ont été approuvées après que les travaux ont commencé ou après que les travaux ont été commandés et quel est le délai de traitement d'une demande d'octroi de subsides. Par ailleurs elle a demandé au ministre de lui indiquer le pourcentage d'octroi de subsides ainsi que celui de refus d'octroi basé sur le seul fait que les travaux ont débuté ou que la commande des travaux a été passée avant que le ministre n'ait donné sa décision au sujet de l'octroi des subsides comme c'est le cas en l'espèce.

Le ministre a informé la médiateure qu'il répondra à ces questions une fois que les juges auront tranché le litige.

Avec l'accord des réclamants, la médiateure a transmis le dossier à la Cellule de facilitation en matière d'urbanisme et d'environnement.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

CEDIES

La médiateure est régulièrement saisie de réclamations concernant le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES).

Le CEDIES est un département du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche qui a pour mission de fournir des informations sur les études supérieures au Luxembourg et à l'étranger et qui gère les aides financières de l'État pour études supérieures.

La plupart des dossiers dont est saisie la médiateure concernent l'attribution des aides financières. Une réclamation visait plus particulièrement la durée pour laquelle les aides financières sont accordées.

Une étudiante a saisi la médiateure alors que le CEDIES lui avait fait parvenir un avertissement pour l'informer que l'aide financière pour études supérieures lui était attribuée pour la toute dernière fois au cas où elle ne réussirait pas l'année académique en cours.

Pendant l'année universitaire précédente, la réclamante avait subi un grave traumatisme psychologique l'empêchant de suivre les cours de façon régulière ce qui avait mené à un échec aux examens.

Lorsqu'elle a saisi la médiateure, l'étudiante avait repris ses études, mais elle continuait à éprouver des problèmes d'ordre psychologique et était encore suivie médicalement, de sorte qu'elle craignait ne pas être en mesure de réussir ses examens.

Le CEDIES lui a fait parvenir un avertissement l'informant, conformément à la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État, «qu'en cas de résultats jugés gravement insuffisants, l'octroi de l'aide financière est refusé par le ministre». Il importe en effet au CEDIES «de veiller à ce que les étudiants bénéficiaires de bourses ou de prêts ne soient pas victimes de surendettement alors que leurs études se soldent malheureusement par des échecs.».

La loi précitée prévoit à l'article 5 paragraphe 1 que «l'étudiant peut bénéficier de bourses et de prêts pour un nombre d'années d'études dépassant d'une unité la durée officiellement prévue pour l'accomplissement du cycle d'études dans lequel il est inscrit».

Il en résulte qu'un étudiant peut ne pas réussir une année tout en continuant à pouvoir bénéficier d'une aide financière pour études supérieures pendant son cursus universitaire.

Dans son intervention auprès du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, la médiateure a salué l'approche proactive du CEDIES qui avertit les étudiants que l'attribution de l'aide financière est liée à un certain nombre de conditions.

Elle a toutefois fait remarquer que la loi modifiée de 2000 prévoit la possibilité que: «dans des cas exceptionnels et sur demande écrite de l'étudiant, une prolongation de la durée des bourses et des prêts peut être accordée notamment lorsque l'étudiant se trouve dans une situation grave et exceptionnelle».

La médiateure a demandé si le cas d'espèce peut être qualifié de «situation grave et exceptionnelle» justifiant le cas échéant une prolongation de l'aide financière.

Dans sa réponse, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a estimé que la réclamante pourra demander par écrit une prolongation de l'aide financière sur base de l'article 5 paragraphe 3 précité, mais que la situation ne pourra être appréciée qu'au moment de la nouvelle demande.

Pendant la période d'activité 2012/2013, la médiateure a été saisie d'un grand nombre de réclamations de la part de résidents frontaliers, qui, sur base de la loi du 26 juillet 2010 (qui a modifié la loi du 22 juin 2000), se sont vu refuser les aides financières pour études supérieures au motif qu'ils ne résidaient pas sur le territoire luxembourgeois. Dans la mesure où la médiateure ne peut intervenir auprès d'une administration ou d'un établissement public que si les lois et règlements en vigueur n'ont pas été respectés et que tel n'était pas le cas, la médiateure n'a pas pu intervenir.

De nombreux frontaliers avaient introduit un recours judiciaire devant le Tribunal administratif contre ces décisions de refus, alors qu'ils considéraient que la loi luxembourgeoise n'était pas conforme au droit communautaire.

Le Tribunal administratif a saisi la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) d'une question préjudicielle pour lui demander de vérifier si la loi du 26 juillet 2010, en imposant une clause de résidence pour l'octroi d'une bourse à l'étude, est contraire ou non au droit communautaire.

Le 20 juin 2013, la CJUE a rendu un arrêt dans lequel elle considère que la législation luxembourgeoise viole le principe communautaire de non-discrimination en raison de la nationalité.

Suite à cette décision de la CJUE et avant même que le Tribunal administratif ne rende un jugement en la matière, la loi a été modifiée. Désormais, elle prévoit que les aides financières pour études supérieures peuvent également être attribuées aux étudiants ne résidant pas au Grand-Duché de Luxembourg, à condition que l'un de leurs parents ait été employé au Luxembourg pendant une durée ininterrompue d'au moins cinq ans au moment de l'introduction de la demande d'aide financière.

Le 14 octobre 2013, le Tribunal administratif a rendu un jugement par lequel il a annulé les décisions de refus d'aides dans quatre affaires de principe qui toutes concernaient des étudiants dont l'un des parents a travaillé en tant que travailleur frontalier depuis plus de cinq ans au Grand-Duché de Luxembourg au moment de l'introduction de la demande.

Dans un deuxième jugement rendu le 2 décembre 2013, le Tribunal administratif a retenu que tous les étudiants ont droit à l'intégralité des aides financières pour les semestres d'études de l'année académique 2010/11 jusqu'à l'année académique 2012/13, sans que la condition selon laquelle l'un des parents doit avoir travaillé au Luxembourg au cours des cinq années précédant l'introduction de la demande ne puisse leur être opposée. En effet, cette condition légale n'était pas encore en vigueur au moment de la prise de décision. Par conséquent, elle ne peut pas être appliquée de manière rétroactive.

La médiateure a été saisie par quelques étudiants, auxquels le CEDIES avait refusé les aides financières pour études supérieures pour ne pas avoir respecté la procédure et les délais prévus par le règlement grand-ducal du 5 octobre 2000.

L'article 2 du règlement grand-ducal dispose que la demande d'aides financières pour une période d'études commençant par le semestre d'hiver doit parvenir au ministre au plus tard le 31 octobre. Pour le semestre d'été, la demande doit être faite avant le 31 mars de l'année en cours. Dans la pratique, il fallait que les étudiants demandent par écrit au CEDIES de leur envoyer un questionnaire.

Ce formulaire devait ensuite être renvoyé avec les pièces requises avant le délai prévu par l'article 3 du règlement grand-ducal susmentionné, à savoir avant le 30 novembre pour le semestre d'hiver ou avant le 30 avril pour le semestre d'été.

Le CEDIES appliquait ces deux dispositions de manière stricte et refusait les demandes d'aides financières si un étudiant s'était contenté de renvoyer une copie du formulaire qu'il avait gardée. La décision de refus était notamment basée sur l'article 2 du règlement grand-ducal de 2000.

Les réclamations dont a été saisie la médiateure ont permis de relever que de nombreux étudiants n'étaient pas au courant des formalités à respecter pour obtenir les aides en question.

La médiateure est intervenue auprès du ministre compétent, alors qu'elle trouvait injuste que des étudiants remplissant toutes les conditions de fond pour prétendre aux aides financières, se voient néanmoins refuser ces aides pour ne pas avoir respecté une simple formalité administrative. Le ministre n'a cependant pas entendu faire d'exception. Le texte indique que les aides financières «sont accordées sur la base d'un questionnaire que le ministre lui fait parvenir dès réception de sa demande». Selon le ministre, cette condition ne se trouve pas remplie si un étudiant se limite à renvoyer une copie du formulaire.

Pour éviter qu'à l'avenir de nombreux étudiants se voient refuser les aides financières pour une raison de forme, la médiateure a suggéré au CEDIES de mettre le formulaire en ligne et d'abolir la condition relative à la date limite de la demande du formulaire pour ne retenir que la date de renvoi du questionnaire dûment rempli.

La médiateure salue le fait que suite à son intervention, les formulaires peuvent désormais être téléchargés sur le site même du CEDIES ainsi que sur le site «www.guichet.lu». Il échet toutefois de noter que les deux délais prévus par le règlement grand-ducal de 2000 sont actuellement encore en vigueur. Ce fait n'empêche cependant pas que depuis le semestre d'automne 2013/2014, l'on puisse utiliser le formulaire téléchargé auparavant par quelqu'un d'autre. La médiateure apprécie cette façon souple de procéder en attendant la modification du règlement grand-ducal.

D'autres réclamations dont a été saisie la médiateure concernaient la question de savoir si les études poursuivies ou l'établissement scolaire fréquenté ouvraient droit à des aides financières de l'État.

Une réclamante se plaignait que le CEDIES ait arrêté après une année l'attribution d'aides financières pour son fils qui suivait des études supérieures aux États-Unis pour obtenir un Bachelor of Fine Arts.

Avant de commencer ces études, la réclamante s'était adressée au CEDIES et avait eu la confirmation orale que la formation envisagée tombait sous le champ d'application de la loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

D'ailleurs l'étudiant avait reçu les aides financières pour sa première année d'études.

Par la suite, il a été informé par le CEDIES que les études pour lesquelles il demandait une aide financière de l'État ne faisaient pas partie de l'enseignement supérieur tel que défini par l'article I, point 1 b) de la loi du 26 juillet 2010 modifiant notamment la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Cet article prévoit que «*l'étudiant doit être inscrit dans un établissement dispensant un enseignement supérieur et y suivre un cycle d'études dont la réussite procure à l'étudiant un grade, diplôme ou autre titre délivré par une autorité compétente et attestant la réussite à ce programme d'enseignement supérieur. L'établissement d'enseignement supérieur et le cycle d'études doivent être reconnus par l'autorité compétente du pays où se déroulent les études comme relevant de son système d'enseignement supérieur.*»

Suite à un recours gracieux que la réclamante avait introduit auprès de l'administration compétente, le CEDIES a toutefois maintenu sa décision en faisant valoir que «*les aides financières pour études supérieures de l'État sont destinées à permettre aux résidents luxembourgeois de poursuivre des études supérieures. À ce titre, elles sont réservées aux seuls étudiants inscrits dans une formation d'enseignement supérieure, formation à l'issue de laquelle l'étudiant qui a réussi se voit attribuer un grade d'enseignement supérieur. Tel n'est pas le cas pour la formation proposée*» par l'école dans laquelle l'étudiant était inscrit.

Dans son intervention auprès du ministre compétent, la médiateure a invoqué le rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias et des Communications relatif au projet de loi n°6148 modifiant notamment la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière pour études supérieures selon lequel «*en outre, la formulation «relevant de son système d'enseignement supérieur» ne signifie pas que l'établissement doit être formellement reconnu par les autorités, mais que l'établissement et le programme d'études doivent faire partie du système d'enseignement supérieur du pays en question*».

Ainsi un grade académique conféré par un système universitaire non européen ne peut être exclu de l'attribution des aides financières dès lors qu'il est établi qu'il s'agit d'un grade d'enseignement supérieur.

Dans sa prise de position, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a admis que des aides financières avaient été payées pendant une année sur base de l'indication que l'étudiant était inscrit dans un cycle d'études menant à un diplôme de Bachelor sans que le remboursement de ces aides n'ait été réclamé.

Or, il s'est en effet avéré par la suite que les études se clôturaient par un certificat qui était à considérer comme étant de niveau professionnel. Ainsi aucun grade d'enseignement supérieur ne lui sera délivré de sorte que les conditions légales de la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures ne sont pas remplies.

En ce qui concerne l'établissement scolaire, la ministre a retenu que les informations dont elle disposait ne suffisaient pas pour prouver qu'il s'agit «d'un établissement dispensant un enseignement supérieur.»

À la lumière de ces informations, la médiateure a dû clôturer le dossier puisque le Ministère avait correctement appliqué les textes de loi en vigueur pour refuser l'aide financière.

La médiateure a également été saisie d'une réclamation similaire par un étudiant qui souhaitait réorienter ses études et qui s'est vu refuser les aides financières pour études supérieures au motif que les années préparatoires n'ouvrent pas droit aux aides en question. La décision du CEDIES était notamment motivée par le fait que les conditions posées par l'article 1er 1 b) de la loi modifiée du 22 juin 2000 n'étaient pas remplies.

Cette disposition prévoit notamment que «*pour être éligible dans le cadre de la présente loi, l'étudiant doit être inscrit dans un établissement dispensant un enseignement supérieur et y suivre un cycle d'études dont la réussite procure à l'étudiant un grade, diplôme ou autre titre délivré par une autorité compétente et attestant la réussite à ce programme d'enseignement supérieur*».

En l'espèce, l'intéressé souhaitait se réorienter vers d'autres études. Après avoir obtenu avec succès un Bachelor dans une certaine matière, il a souhaité changer de branche et obtenir un Master dans un tout autre domaine. Or, avant de pouvoir s'inscrire dans ce Master, le réclamant devait d'abord effectuer une année préparatoire.

Le concept des années préparatoires, également appelées «passerelles», a été introduit en Belgique par décret du 31 mai 2004, pour éviter que des étudiants qui souhaitent se réorienter ne doivent recommencer toutes leurs études.

Ces passerelles constituent donc un processus académique qui permet la poursuite d'études dans un autre cursus ou un autre type d'études que celui que l'on a suivi initialement.

Même si ces années préparatoires sont obligatoires pour pouvoir s'inscrire dans un deuxième cycle d'études différent de celui dans lequel l'étudiant a déjà obtenu un diplôme de premier cycle (Bachelor), le CEDIES considère que cette année d'études ne fait pas partie d'un cycle d'études dont la réussite procure un diplôme. Pour le CEDIES, les conditions posées par l'article 1er 1b) de la loi modifiée de 2000 ne sont donc pas remplies et l'inscription dans une année préparatoire ne donne pas droit aux aides financières.

Il y a donc lieu de retenir que ces années préparatoires, qui permettent à un étudiant de réorienter ses études dans un autre domaine, n'ouvrent pas droit aux aides financières pour études supérieures, car elles ne se concluent pas par l'obtention d'un diplôme.

Même si la position du CEDIES est justifiée d'un point de vue juridique, il est toutefois permis

de se poser la question de savoir s'il n'est pas opportun de revoir la loi sur les aides financières pour y inclure les années préparatoires. En effet, l'objectif de ces études est d'accroître la mobilité des étudiants et notamment de leur permettre de réorienter leurs études sans devoir recommencer à zéro. Si le législateur devait être d'avis que les années préparatoires ne sont pas assimilables à des études dont la réussite donne droit à un diplôme, il y aurait lieu d'exclure expressément les années préparatoires, ce qui aurait le mérite d'être clair.

Ministère des Classes Moyennes

La médiateure a été contactée par une personne, d'origine croate, qui a sollicité en 2012 une autorisation d'établissement de la part du ministère des Classes moyennes. Le dossier a été transmis à la Direction de l'immigration pour avis. Le ministère des Classes moyennes relève pour sa part que le demandeur remplit la condition de qualification professionnelle légalement requise à l'article 3 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Par la suite, la demande aurait fait l'objet d'un refus de la part de la Direction de l'immigration.

Suite à l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, le demandeur a rempli une déclaration d'enregistrement en tant que travailleur indépendant, citoyen de l'Union. Celle-ci n'a toutefois pas pu être acceptée par la commune alors qu'il ne pouvait présenter d'autorisation d'établissement.

Le demandeur s'est présenté au ministère des Classes moyennes, où on lui a conseillé de s'adresser à la Direction de l'immigration.

Saisie du dossier, la médiateure a demandé au ministère des Classes moyennes d'informer le demandeur sur la nécessité d'entreprendre des démarches supplémentaires en vue de se voir délivrer une autorisation d'établissement, sachant qu'en 2012, ce même ministère avait estimé que le demandeur remplissait la condition de qualification professionnelle légalement requise, et que depuis l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, l'autorisation d'établissement ne pouvait plus être liée à l'octroi d'une autorisation de séjour.

Le ministère des Classes moyennes a délivré l'autorisation d'établissement sans autres formalités, ce qui a permis à l'intéressé de faire procéder à son enregistrement auprès de la commune.

Ministère de la Famille et de l'Intégration

Fonds national de solidarité (FNS)

La plupart des réclamations contre le Fonds national de solidarité (FNS) dont la médiateure est saisie ont trait au revenu minimum garanti (RMG).

Conditions d'ouverture du droit au RMG

La médiateure a été saisie par une jeune mère qui a dû arrêter sa scolarité en raison de la naissance de son enfant. Étant donné que le père n'a pas reconnu l'enfant, elle s'occupe seule de l'enfant et n'a pas de ressources à part un soutien financier minimal et occasionnel de sa mère. Elle doit donc payer son logement et subvenir seule à ses besoins et à ceux de son enfant.

Étant sans emploi, la réclamante s'était inscrite à l'ADEM, mais ne remplissait pas les conditions légales pour bénéficier des indemnités de chômage. Sans ressources, elle a donc fait une demande de RMG.

Dans un premier temps, l'allocation complémentaire dans le cadre de la loi sur le RMG lui a été accordée. Or, en l'absence de toute proposition d'emploi de la part des services de l'ADEM, la mère de la réclamante a proposé à sa fille de lui financer une formation professionnelle afin d'augmenter ses chances de trouver un emploi par la suite. Au moment où la réclamante a commencé sa formation, le Fonds a estimé qu'elle ne remplissait plus les conditions générales d'ouverture du droit au RMG du fait qu'elle n'avait pas encore utilisé toutes les possibilités prévues dans la législation luxembourgeoises ou étrangère afin d'améliorer sa situation. Du fait de sa formation professionnelle, elle ne serait par ailleurs pas disponible ni pour le marché du travail, ni pour les activités d'insertion professionnelles prévues par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

Il est vrai que pendant la formation professionnelle, la réclamante n'était pas disponible pour le marché du travail et ne pouvait pas participer aux mesures d'insertion prévues par la loi RMG. Néanmoins, la médiateure regrette que l'initiative d'acquérir une qualification professionnelle ne soit pas prise en compte, alors que le chômage des jeunes est étroitement lié au manque de qualification des jeunes demandeurs d'emploi.

Par cette formation, la réclamante a en effet essayé d'améliorer sa situation durablement pour ne pas devoir s'en remettre à l'avenir au système social luxembourgeois. C'est cependant pendant sa formation qu'elle aurait eu besoin d'un soutien financier temporaire.

La médiateure a évoqué auprès du FNS la possibilité d'accorder une dispense (en vertu de l'article 14 de la loi sur le RMG) de participation aux mesures d'insertion énumérées à l'article 10 de la loi sur le RMG. Une telle dispense est prévue notamment au cas où la personne concernée poursuit des études ou une formation professionnelle à temps plein.

Or, le FNS s'est contenté de confirmer sa décision de refus et a affirmé vouloir attendre la décision du Conseil arbitral dans ce dossier. Ce n'est que lorsque la médiateure a insisté pour avoir une réponse à ses questions que le Fonds a donné d'autres arguments pour justifier sa décision de refus. Il a notamment invoqué que l'école dans laquelle la réclamante faisait sa formation professionnelle n'était pas reconnue par le Ministère de l'Éducation nationale. Le diplôme décerné était toutefois un CAP français, reconnu au Luxembourg.

Bien que la position du FNS, qui a fait une interprétation stricte de la loi, puisse être justifiable ou justifiée, la médiateure regrette d'une part qu'elle ait dû lourdement insister pour obtenir des réponses à ses questions et d'autre part qu'un jeune, qui fait des efforts pour acquérir une qualification et ainsi sortir de sa situation de chômage, n'obtienne pas de soutien financier.

Qui paie ses dettes, s'enrichit: un retour à meilleure fortune?

Une réclamante avait touché de la part du FNS des avances de pension alimentaire pour son fils conformément à la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de la pension alimentaire.

En raison de difficultés financières, elle s'était résolue à vendre son appartement. Le FNS a demandé par la suite au notaire ayant encaissé le prix de vente la restitution du montant des prestations versées au motif qu'en raison de cette vente, la réclamante serait retournée à meilleure fortune.

Selon la réclamante, son état de surendettement ne lui aurait pas laissé d'autre choix que de vendre l'appartement. Elle était effectivement en mesure d'établir qu'après paiement des dettes liées à l'appartement (prêts hypothécaires, remboursement des aides au logement, paiement de la dette au syndic de la copropriété, remboursement d'un second prêt bancaire), il ne lui restait qu'une somme de 22.874,83 euros, insuffisante pour apurer le restant de son endettement.

Dans ce dossier, la question s'est posée de savoir si une personne surendettée et obligée de mettre en vente son appartement peut être considérée comme étant revenue à meilleure fortune.

Bien que la réclamante ait pu, grâce au prix de vente, apurer la plus grande partie de ses dettes, il ne peut s'agir là d'un enrichissement, mais tout au plus d'une liquidation à laquelle la réclamante a été obligée de procéder. Il n'y a eu aucun enrichissement, ni retour à meilleure fortune.

Suite aux explications de la médiateure, le FNS a été d'accord de renoncer à sa demande de remboursement.

Retrait de l'allocation complémentaire

Un réclamant s'est vu retirer son allocation complémentaire au motif qu'il vivrait en communauté domestique avec une autre personne et que la somme des deux revenus dépasserait le plafond légal.

Le réclamant a expliqué à la médiateure qu'il avait bien signé un contrat de colocation avec une autre personne, mais qu'il n'y avait pas communauté domestique entre eux. Ils auraient procédé à une division précise des lieux loués, chacun assumant ses propres frais sans qu'il n'y ait des interférences dans leur vie privée.

Il est un fait que de plus en plus de personnes ont recours à la colocation, pratique qui leur permet de réduire le montant du loyer.

La médiateure a expliqué au FNS la situation du réclamant en remettant une copie des quittances et virements établissant le paiement séparé par chaque colocataire de tous les frais de logement (loyers, charges, taxes communales, assurances), un plan de l'appartement de l'immeuble avec indication des lieux occupés privativement par chacun, l'accord signé entre les deux colocataires et une attestation de la part d'une tierce personne par l'intermédiaire de laquelle les deux colocataires sont entrés en contact.

Le FNS a accepté ces explications.

Restitution du prix de vente en vue d'une nouvelle acquisition

Une réclamante a bénéficié pour son fils d'avances de pension alimentaire versées par le FNS et dont le montant total dépassait 30.000 euros.

Son logement étant devenu exigu, elle le mit en vente afin de pouvoir acquérir une habitation plus grande. Elle s'est enquise auprès du FNS sur les modalités du transfert de l'hypothèque sur le nouvel immeuble. Entre-temps le notaire qui a encaissé le prix de vente a dû donner suite à la demande de restitution du FNS. Celui-ci informa cependant la réclamante de son accord pour restituer la somme en vue d'une nouvelle acquisition qui devrait cependant avoir lieu endéans six mois.

La recherche d'un nouvel immeuble s'avéra plus difficile que prévu et surtout la réclamante avait des problèmes pour obtenir un nouveau prêt bancaire de sorte qu'il lui a été difficile de respecter le délai susvisé. Si les 30.000 euros n'étaient plus à sa disposition, elle n'aurait plus aucune chance d'obtenir un crédit bancaire.

La médiateure expliqua la situation au FNS qui, suite à une entrevue avec la réclamante, a été d'accord pour résoudre ce dossier en faveur de cette dernière.

Demande de restitution de prestations aux héritiers

En 2013, le FNS a fait valoir à l'encontre d'une réclamante une dette de restitution d'un montant de 133.166 euros au titre de prestations accordées à feue sa tante dont la succession s'était ouverte en 2008. La réclamante, handicapée mentale, était représentée par son tuteur.

Selon la déclaration de succession, déposée en décembre 2008, et les déclarations rectificatives, l'actif net de la succession s'élevait à 20.583,71 euros. De cette succession 25/36e étaient dévolus à la réclamante. Par la suite deux autres héritiers lui firent donation de leurs parts dans la succession. Un troisième lui céda sa part. Les coûts de ces trois actes notariés et les droits de succession dus par la réclamante s'élevaient à la somme de 5.881,42 euros. Afin de couvrir ses frais, la réclamante mit en vente un labour faisant partie de la succession pour un prix d'un montant de 6.375,99 euros.

Étant donné que le FNS n'avait fait inscrire des hypothèques sur les immeubles de la succession que le 23 novembre 2009, le tuteur de la réclamante n'avait pas connaissance de la dette de remboursement et n'avait pas pu la faire valoir dans la déclaration de succession. En effet, aux termes de l'article 15 de la loi du 30 avril 2004, les sommes dont le FNS demande la restitution sont à déduire de l'actif de la succession.

Le notaire obligé de procéder à la purge de l'inscription hypothécaire, vira le montant intégral du prix de vente au FNS.

Vu le montant très élevé de la dette de remboursement, il se posait aussi la question de savoir comment il y aurait lieu de procéder à l'avenir pour les autres immeubles ayant fait partie de la succession dont le prix, en cas de vente, serait également revendiqué par le FNS.

Lors d'une réunion de médiation, le FNS fit une proposition sur base de la valeur de l'actif net de la succession résultant de la déclaration de succession, soit un montant de 20.583,71 euros, en laissant à la réclamante le montant immunisé de 17.129,25 euros. Le FNS était prêt à accorder la mainlevée des hypothèques inscrites sur tous les immeubles de la succession en contrepartie de la différence, soit le montant de 3.454,46 euros, pour solde de tout compte et à restituer le restant du prix de vente de la parcelle vendue à la réclamante.

Solidarité

La médiateure a été saisie d'un dossier par un ressortissant portugais né au Grand-Duché, parti à l'âge de 9 ans, mais revenu à 17 ans. La personne en question a régulièrement travaillé sur le territoire, mais a connu certains coups du sort, qui ont fait qu'elle s'est retrouvée dans une situation précaire, de sorte qu'à l'époque où elle a contacté la médiateure elle logeait dans un foyer d'accueil.

L'intéressé a contacté la médiateure parce qu'il venait d'être informé qu'il devrait quitter le foyer en question, qu'il ne comprenait pas cette décision et souhaitait en connaître les raisons.

À cet effet les services de la médiateure ont contacté le ministère de la Famille qui a indiqué que le foyer en question était un foyer d'accueil pour personnes qui se trouvent légalement sur le territoire.

Le fait est que l'intéressé s'est fait voler son attestation d'enregistrement. Il détenait une copie de celle-ci, ainsi qu'une déclaration de vol.

La situation à laquelle il devait faire face semblait inextricable:

le ministère de la Famille estime que comme l'intéressé «n'est pas en règle», il ne pourra être inscrit à l'adresse du foyer et devra quitter celui-ci. Or, sans adresse, la Direction de l'immigration refuse de procéder au remplacement de cette attestation d'enregistrement, ce qui régulariserait pourtant sa situation sur le territoire.

Selon les informations reçues de l'assistante sociale qui s'occupe de l'intéressé, ce dernier était à la recherche d'un travail et souhaitait retrouver une situation financière lui permettant de se loger.

En attendant que sa situation s'améliore et pour éviter qu'il ne se retrouve dans une situation encore plus précaire, il importait à l'assistante sociale et à la médiateure de trouver une solution à la situation dans les tous meilleurs délais.

La médiateure s'est dès lors adressée au ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration pour savoir si sa déclaration d'enregistrement pouvait être remplacée, en cas d'accord du ministère de la Famille d'inscrire l'intéressé provisoirement à l'adresse du foyer.

Ceci lui permettrait en outre de faire une demande en vue de l'octroi du revenu minimum garanti qui pourrait, le cas échéant, en cas d'accord, l'aider à surmonter cette période précaire de sa vie.

La médiateure a finalement rappelé que l'intéressé est né au Grand-Duché, qu'il y a travaillé pendant de très nombreuses années et que s'il rencontre certaines difficultés passagères, il ne devrait toutefois pas être mis au ban de la société du fait de formalités administratives.

La Direction de l'immigration a confirmé qu'à partir du moment où l'intéressé disposerait de nouveau d'une adresse officielle, elle procéderait sans délai au remplacement de son attestation d'enregistrement.

Après plusieurs rappels dans cette affaire, le ministre de la Famille a fait part à la médiateure que d'après les informations dont il dispose, l'intéressé n'aurait pas et ne souhaiterait pas envisager la possibilité d'améliorer sa situation en ayant recours à des membres de son réseau familial, qui l'auraient pourtant déjà soutenu par le passé.

Dès lors, la division Solidarité du ministère de la Famille et de l'Intégration n'entendait pas donner son accord à ce que l'intéressé établisse son adresse au foyer. Le ministre attire l'attention sur le fait que l'a.s.b.l. Caritas Accueil et Solidarité dispose toutefois de la possibilité de domicilier l'intéressé à leur adresse, cependant le ministère de la Famille et de l'Intégration se réserve éventuellement le droit de ne pas tenir compte du prix de la journée occasionnée par ce séjour dans un prochain décompte.

Lors d'une entrevue avec des responsables du ministère de la Famille, la médiateure a été informée que des règles strictes s'appliquent dans le cadre de l'inscription à l'adresse d'un foyer et que dès lors que l'intéressé a de la famille, il est invité à s'inscrire à l'adresse d'un membre de la famille, sauf en cas de raisons graves qui l'en empêcheraient.

La médiateure s'est donc enquise auprès de l'assistante sociale en charge du dossier du concerné si de tels motifs existent. Elle est dans l'attente d'une réponse.

Chèque-service accueil

Plusieurs fonctionnaires européens se sont adressés à la médiateure au sujet du système du «chèque-service accueil» institué par le règlement grand-ducal modifié du 13 février 2009.

Aux termes de l'article 9 du règlement précité, «est considéré comme revenu du ménage, le revenu imposable tel qu'il est attesté par le bulletin d'impôt le plus récent ou les trois fiches mensuelles de rémunération les plus récentes accompagnées d'un certificat attestant que le déclarant n'est pas soumis à l'obligation d'effectuer une déclaration d'impôt ou à défaut toute autre pièce documentant le revenu actuel.»

Les réclamants ont revendiqué la prise en compte par le ministère de la Famille du revenu imposable communautaire pour le calcul du chèque-service accueil et de la contribution parentale et non pas du salaire total indiqué sur la fiche de salaire des fonctionnaires européens.

Le ministère a rejeté cette demande au motif que la base imposable communautaire ne peut être assimilée au revenu imposable de droit luxembourgeois et ne peut donc pas être prise en considération pour déterminer la contribution parentale prévue par le règlement concernant les chèques-services.

Comme suite à des démarches de la médiateure, le ministère de la Famille a bien voulu préciser les motifs à la base de sa décision et qui tiennent aux nombreux éléments qui sont exclus de la base imposable des traitements et salaires des fonctionnaires européens:

- les prestations et allocations de caractère familial ou social: l'allocation de chef de famille ou l'allocation de foyer, l'allocation pour enfant à charge, l'allocation scolaire, l'allocation de naissance, les secours à caractère social;

- l'abattement supplémentaire, opéré pour chaque enfant à charge, correspondant au double du montant de l'allocation pour enfant à charge;

- les indemnités payées en cas de maladie professionnelle ou d'accidents;

- l'abattement pour frais professionnels équivalant à 10%;

- les autres indemnités déductibles telles que l'indemnité d'expatriation (16%) ou de dépaysement, l'indemnité annuelle de déplacement, l'allocation d'installation.

Non seulement la structure des traitements des fonctionnaires européens est très différente des salaires et rémunérations versés au Luxembourg, mais surtout il existe des divergences considérables en matière de traitement fiscal des salaires et avantages de toute nature. Le ministère de la Famille et de l'Intégration a conclu que la base imposable telle que définie par la législation fiscale luxembourgeoise n'a tout simplement pas la même signification que la base imposable communautaire.

La prise en compte du revenu imposable communautaire aurait effectivement pour effet de favoriser les fonctionnaires et employés communautaires par rapport aux autres résidents du Luxembourg.

Le ministère a également rejeté l'idée de déterminer un revenu imposable ad hoc assimilable au revenu imposable au sens de la législation fiscale luxembourgeoise par déduction de tous les versements et avantages de toute nature représentatifs de prestations familiales ou pour enfant à charge, ces différents versements et avantages n'étant pas comparables non plus aux allocations familiales luxembourgeoises.

Pour ces motifs, le ministère a pris le parti de prendre en considération le «salaire total» indiqué sur la fiche de salaire des fonctionnaires européens. Il a souligné que cette décision aurait été prise de concert avec les services des institutions européennes à la suite de plusieurs réunions de travail consacrées à ce sujet.

La médiateure a approuvé cette décision qu'elle a longuement expliquée aux réclamants.

Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre

Refus de prendre position dans le cadre de l'instruction d'une réclamation

Un réclamant avait accordé au Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) une servitude de passage à travers ses parcelles en vue de la pose d'une conduite d'eau potable souterraine.

Le SEBES s'était engagé dans l'acte notarié à remettre les terrains en leur pristin état et plus particulièrement à protéger les sources d'eau desdites parcelles au cours des travaux et à en rétablir l'état initial en cas de dégradation.

Les travaux sur les parcelles du réclamant se sont terminés en 2008. En date du 2 octobre 2008, le réclamant s'est vu remettre «un quitus de remise en état après travaux» qu'il accepta sous réserve de la remise en état du puits à eau situé sur une de ses parcelles.

Aux dires du réclamant, depuis la fin des travaux et la pose de la conduite d'eau, le puits ne serait plus alimenté comme auparavant et il serait à sec pendant de longues périodes. Le puits aurait servi pendant des générations à l'abreuvement des bovins au pâturage. Même pendant des périodes sèches, il aurait fourni suffisamment d'eau aux animaux sans fournitures d'appoint. Il aurait constitué une source d'eau fiable durant toute l'année même pendant des longues périodes de temps sec et chaud de sorte qu'il faut exclure une alimentation exclusive par des eaux de surface: le puits a donc nécessairement dû être alimenté par une nappe d'eau souterraine.

Selon le réclamant, les travaux d'excavation et de destruction d'une roche effectués à la lisière de la forêt proche du puits auraient impacté la nappe d'eaux souterraines alimentant le puits à tel point que, n'étant plus contenues par la roche à proximité, celles-ci se seraient écoulées. Actuellement, le puits n'est alimenté que par des eaux de surface provenant des alentours immédiats, ce qui explique qu'il n'a plus atteint son volume d'eau d'avant les travaux et qu'il est à sec durant de longues périodes.

Il y a lieu de signaler qu'avant le début des travaux, le puits n'a fait l'objet d'aucune étude pour établir la nature de son approvisionnement et le volume des eaux. Une telle étude aurait permis de déterminer les mesures à prendre pour prévenir sa dégradation respectivement pour en assurer plus tard la remise en état.

Le réclamant a subi en raison de la dégradation de son puits une importante moins-value. Le coût de construction d'une conduite d'eau permettant l'approvisionnement en eau du pâturage s'élèverait à environ 15.000,00 euros (non compris le prix de l'eau).

Dans sa prise de position, le SEBES a affirmé que le puits appartenant au réclamant n'aurait pas été alimenté par des eaux souterraines et qu'il aurait toujours été exclusivement alimenté par des eaux de surface. Il aurait entrepris toutes les mesures pour rétablir le fonctionnement du puits et a souligné que la réalisation d'un nouveau drainage pour recueillir des eaux de surface aurait même apporté une plus-value pour le propriétaire.

Il semble qu'il ne soit pas aisé de déterminer à l'heure actuelle avec certitude les flux d'eaux qui ont approvisionné le puits, le SEBES n'ayant pas cru utile de procéder à une étude avant la réalisation des travaux. La médiateure est d'avis que cette négligence ne doit pas se retourner contre le réclamant, et ce d'autant plus que le SEBES s'était formellement engagé dans l'acte notarié de constitution de servitudes à protéger les sources d'eau desdites parcelles.

La médiateure a constaté avec étonnement que dans un premier rapport du 28 juillet 2011, le bureau d'études du SEBES a pris une position allant dans le sens de l'alimentation du puits par une nappe souterraine. L'expert a conclu dans ce rapport que le puits serait approvisionné par l'eau se trouvant dans la couche de dolomie vacuolaire (Zellendolomit): «Vor dem Bau des Rohrgrabens: das Grundwasser füllt den Wasser führenden Zellendolomit bis auf ein höheres Niveau als die Brunnensohle; der Wasserspiegel ist von dem Zulauf im Zellendolomit abhängig».

Le bureau d'études a constaté que par la réalisation de la tranchée, la couche de dolomie vacuolaire (Zellendolomit) a été entièrement transpercée.

Il a consigné dans son premier rapport que l'eau qui jadis s'accumulait dans le puits s'est écoulée par la tranchée construite par le SEBES: «Durch ein vermutlich weiterhin kontinuierliches Eindringen von Grundwasser aus dem Wasser führenden Zellendolomit in den Rohrgraben kann ein Ausspülen des Sandbettes der Rohrleitung nicht ausgeschlossen werden».

Dans un courrier du 20 décembre 2012, le SEBES déclara que le bureau d'études se serait rendu compte plus tard que le sous-sol des terrains présentait une autre constitution géologique que celle «jugée initialement». Le bureau d'études en aurait déduit que le puits n'était pas alimenté par des eaux souterraines et que la réalisation de la tranchée pour la conduite d'eau n'aurait pas eu d'influence sur l'alimentation du puits.

Dans ce courrier, le SEBES ne donne malheureusement aucune indication au sujet de cette autre constitution géologique.

Il résulte d'un graphique du premier rapport du bureau d'études que la couche de dolomie vacuolaire est encastrée par deux couches de «Steinmergelkeuper» peu perméable à l'eau. Or, cette configuration d'une couche plus ou moins aquifère située entre deux couches peu perméables à l'eau est typique pour un puits alimenté par des eaux souterraines. Le graphique susvisé de ce premier rapport d'expertise qui décrit la situation du puits avant et après la réalisation de la tranchée indique la même constitution géologique que celle décrite dans un rapport ultérieur du 29 juin 2012 du bureau d'études. La seule différence entre les deux graphiques est que la pente des couches géologiques a été inversée.

La médiateure a donc demandé au SEBES de clarifier cette question relative à la constitution géologique du sous-sol.

Le SEBES a refusé de réserver une suite à cette demande.

Dans sa prise de position, la médiateure a relevé plusieurs éléments indiqués dans les rapports du bureau d'études qui appuient la thèse d'une alimentation du puits par une nappe d'eau souterraine et qui contredisent la conclusion que le puits était seulement alimenté par des eaux de surface.

La médiateure a demandé au SEBES de prendre position par rapport aux différents points évoqués.

Le SEBES a catégoriquement refusé malgré des demandes réitérées de la médiateure.

L'affaire est toujours en cours.

Ministère de l'Agriculture

Un réclamant a présenté à la médiateure de graves doléances envers le Service de l'Économie rurale (SER) auquel il a reproché des lenteurs délibérées dans le traitement de son dossier d'aides pour la construction d'une porcherie.

Aux dires du réclamant, les procédures tendant à l'obtention des diverses autorisations administratives (autorisation de commodo-incommodo, autorisation de construire) auraient déjà été lancées au cours de l'année 2009. En raison des lenteurs du SER, il n'aurait cependant pas été en mesure d'introduire sa demande d'aides pour la date butoir du 15 novembre 2011. S'il avait pu respecter cette date butoir, il aurait pu bénéficier d'un régime d'aides beaucoup plus favorable. En effet, toute demande d'aide introduite après cette date est soumise au plafond budgétaire de 500.000,00 euros, résultant du règlement communautaire 1857/2006 du 15 décembre 2006, que le montant des aides ne peut pas dépasser.

Avant que l'intéressé ne puisse valablement présenter une demande d'aides, il doit avoir obtenu une attestation relative à l'analyse économique («Beratungsbescheinigung») établie par le SER, document qui doit obligatoirement figurer en annexe de la demande.

Selon le réclamant, l'établissement de cette attestation aurait été constamment retardé par l'administration. Ces retards l'auraient contraint à reporter à son tour l'introduction de sa demande d'aides.

C'est en novembre 2010, qu'une première entrevue a eu lieu avec des représentants du SER à l'issue de laquelle le réclamant s'attendait à ce que l'attestation soit établie. Or, suite à cette réunion, le SER a élaboré un document intitulé «Anmerkungen zur Wirtschaftlichkeit des Betriebes».

Ensuite, à partir du début de l'année 2011, le réclamant aurait continuellement insisté auprès du SER pour avoir une nouvelle entrevue en vue de l'établissement de l'attestation relative à l'analyse économique, rendez-vous qui ne lui a finalement été consenti que pour le 25 mai 2011. Selon le réclamant, rien n'aurait empêché l'administration d'établir l'attestation immédiatement après cette entrevue.

Ce n'est finalement que le 16 février 2012 que l'attestation fut établie par le SER sur la base du devis déjà présenté fin 2010.

Dans sa prise de position, le ministère de l'Agriculture a observé que l'attestation n'aurait pas pu être établie plus tôt faute d'un devis définitif du projet de construction et que le SER n'établit pas d'attestations sur la base de chiffres approximatifs.

Il est difficile à croire que le traitement d'un dossier ait pu prendre des retards de plus d'une année avec des conséquences financières aussi lourdes du simple fait d'un malentendu au sujet d'un document à fournir par le requérant.

Dans le cadre d'une procédure aussi complexe, les différents intervenants de l'administration à savoir le SER, l'ASTA et le ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sont amenés à assumer un rôle de conseiller de l'exploitant.

Dans ce dossier, la médiateure estime que l'administration n'a pas assumé ce rôle.

Elle a convenu avec le ministre de l'Agriculture qu'une instruction sera adressée à tous ses services afin que dorénavant, à l'issue de chaque entrevue avec un requérant, ils rédigent un procès-verbal ou une brève notice précisant les documents et autres données à fournir par le requérant, notice qui sera par la suite adressée à celui-ci.

La médiateure, saluant cette instruction, estime qu'une telle note qui sera communiquée aux requérants permettra d'éviter voire de déceler rapidement des malentendus à l'origine de lenteurs préjudiciables pour ces derniers.

Elle suggère que cette pratique soit généralisée et suivie dans toute l'administration luxembourgeoise.

Prénoms germanisés

La médiateure a été saisie d'une réclamation par une personne qui réclamait contre le fait d'avoir reçu son nouveau permis de conduire avec son prénom à consonance allemande, alors que tant son ancien permis que ses autres documents portent tous son prénom français.

Ce problème trouve son origine dans le fait que pendant l'occupation allemande, tous les prénoms à consonance française ont été germanisés d'office.

La loi du 18 mars 1982 permet aux personnes nées au Luxembourg de demander à l'officier d'état civil de leur commune de naissance de remplacer le prénom à consonance allemande par leur prénom à consonance française.

Dans sa réponse à une question parlementaire, le ministre Jean Asselborn a rappelé en 2010 que «Par acquit de conscience, les fonctionnaires du Bureau des passeports, visas et légalisations, pour les demandes de passeport qui leur sont soumises directement, ont pour instruction de vérifier au guichet, avec les personnes nées avant le 1er janvier 1945, si elles ont un prénom allemanisé et si elles souhaitent le conserver».

Il importe de savoir que la référence légale des noms et prénoms utilisés dans les documents officiels se trouvent répertoriés au registre national des personnes physiques et que ce sont ces indications qui sont déterminantes.

Suite à un changement de législation de plus en plus d'administrations ont accès au répertoire national. Depuis lors, ce sont les données de celui-ci qui doivent servir à l'établissement de documents officiels, de sorte que le problème rencontré par le réclamant risque de se poser de façon récurrente.

La médiateure a adressé un courrier à différentes administrations susceptibles d'être concernées (notamment au Bureau des passeports, au Syndicat des Villes et Communes luxembourgeoises (Syvicol) ainsi qu'au service des permis de conduire) en leur demandant d'informer directement les personnes concernées de la possibilité et de la procédure prévue par la loi de 1982 de changer le prénom tel qu'enregistré dans le registre national, si tel est leur souhait.

Les administrations en question ont été invitées par la médiateure à fournir aux personnes concernées les informations écrites sur les démarches à suivre pour recouvrer leur prénom usuel, tel qu'inscrit sur leurs passeports et autres documents officiels. Cette suggestion d'une bonne pratique s'inscrit dans la mission générale du médiateur, qui est de contribuer à l'optimisation continue de l'Administration.

1.4. Affaires relevant des communes

1.4.1. Affaires communales générales

La médiateure a été saisie d'une réclamation de la part d'une personne qui n'acceptait pas le fait que son fils se voit attribuer un nom de famille à consonance féminine. Dans son pays d'origine, il est en effet d'usage de choisir un nom de famille à consonance masculine si l'enfant est un garçon et un nom à consonance féminine si c'est une fille. Or, l'officier d'état civil a refusé d'inscrire dans l'acte de naissance un nom de famille différent de celui qui figure dans l'acte de naissance de sa fille aînée, en se référant à l'article 57 alinéa 8 du code civil. Cet article prévoit que tous les enfants nés de mêmes père et mère doivent porter le même nom de famille.

Or, le fait que son fils doive porter un nom de famille à consonance féminine est extrêmement vexatoire pour le réclamant.

Face au refus de l'officier d'état civil d'inscrire dans l'acte de naissance le nom qu'il avait choisi pour son fils, le réclamant a saisi le procureur d'État d'une demande en rectification de l'acte de naissance. Ce dernier lui a cependant demandé de rapporter la preuve que son fils est effectivement inscrit sous le nom qu'il a choisi sur les registres de l'état civil de son pays d'origine. Or, l'article 99 alinéa 2 du code civil donne seulement pouvoir au procureur d'État de modifier un acte d'état civil si ce dernier est affecté d'une omission ou d'une erreur purement matérielle. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce. Le Procureur d'État n'a donc pas le pouvoir de changer le nom de famille d'une personne tel qu'il figure sur son acte de naissance. De toute façon, il n'aurait pas été possible pour le réclamant de se rendre avec son fils dans son pays natal, ce dernier n'étant pas en possession d'un passeport lui permettant de voyager.

C'est pourquoi le réclamant a demandé à la médiateure de l'aider à trouver une solution à l'amiable avec les autorités luxembourgeoises.

Le rôle de la médiateure est tout d'abord de vérifier si l'administration en cause, en l'occurrence l'officier d'état civil, a correctement appliqué les lois et règlements en vigueur.

Dans la mesure où le réclamant est de nationalité étrangère, il y avait tout d'abord lieu de dé-

terminer sur base des règles de droit international quelle est la loi applicable au litige en cause.

En vertu des règles de droit international privé, le nom de l'enfant est régi par sa loi nationale. Ce n'était donc pas la loi luxembourgeoise qui devait s'appliquer, mais la loi nationale de l'enfant.

La médiateure en a conclu que c'est à tort que l'officier d'état civil a appliqué les dispositions du code civil luxembourgeois pour refuser le changement de nom demandé.

Le fait que la loi luxembourgeoise ait été appliquée par erreur ne permet cependant pas de modifier l'acte de naissance.

Le réclamant n'avait en effet d'autre choix que de passer par une procédure spéciale et de saisir le tribunal d'une demande en rectification de l'acte de naissance de son fils.

La médiateure a été saisie de deux dossiers concernant le paiement de taxes pour l'enlèvement des déchets.

Dans l'un des deux dossiers, le propriétaire explique qu'il est propriétaire d'un appartement dans la commune X qui est en vente depuis janvier 2013. Étant donné qu'aucun déchet n'y est produit, que l'appartement est inoccupé et ne fait l'objet d'aucune utilisation, il est d'avis que la commune devrait renoncer à réclamer le paiement de la taxe pour l'enlèvement des déchets.

Le réclamant a reçu une première réponse de la commune à son courrier de réclamation. Il s'est toutefois adressé une deuxième fois à la commune pour faire part de son désaccord, d'une part, avec l'interprétation faite par la commune du règlement communal relatif à la gestion des déchets et, d'autre part, avec le principe même du paiement d'une telle taxe dans les circonstances de l'espèce.

La médiateure a demandé au bourgmestre de réserver une réponse aux arguments invoqués par le réclamant dans son second courrier. Elle a demandé par ailleurs en quoi il considère que les conditions de l'article du règlement communal relatif à l'obligation de raccordement sont remplies, alors que celui-ci prévoit que cette obligation n'existe que si le terrain est «utilisé», ce qui est manifestement discutable en l'espèce puisqu'il est en vente.

Le bourgmestre rappelle que le règlement communal concernant la gestion des déchets prévoit que tout propriétaire a l'obligation de se raccorder au système de gestion des déchets «si ce terrain est habité ou utilisé soit commercialement, soit à d'autres fins» et que le texte a délibérément été formulé de manière large par le Conseil communal afin d'englober tout type d'utilisation, notamment aux fins de vente de l'immeuble.

Le bourgmestre est encore d'avis que la commune ne peut se permettre de croire sur parole l'intéressé qui indique qu'aucun déchet ne serait produit et ne saurait se permettre de faire une faveur au réclamant, sous peine de rompre le principe de l'égalité des citoyens devant l'impôt.

Étant donné la prise de position ferme du bourgmestre, la médiateure a informé le réclamant qu'il n'y avait guère de chance d'obtenir un arrangement à l'amiable dans ce dossier.

Dans un autre dossier, une personne se plaignait également d'un désaccord avec la commune au sujet de la taxe due pour l'enlèvement des déchets. Le ménage du réclamant, composé de deux personnes, paye chaque trimestre une quarantaine d'euros à ce titre. Or, la société du réclamant, ayant son siège social à son adresse privée, se voit facturer le même montant trimestriel au titre de la taxe de raccordement à l'enlèvement des ordures. Le réclamant estime que cette facturation n'a pas lieu d'être. Il n'est pas d'accord avec la réponse de la commune à sa lettre de réclamation et estime illogique de devoir payer cette double taxe.

La médiateure est d'avis et a expliqué au réclamant que l'Administration communale distingue le réclamant, en tant que ménage, de la société qui a son siège social à la même adresse. Il s'agit pour la commune de deux unités bien distinctes. Il se trouve que le réclamant est le gérant de cette société. Il n'est cependant pas du ressort de la commune de devoir analyser pour chaque cas si les différentes unités établies à la même adresse sont composées des mêmes personnes ou encore si ces différentes unités produisent dans les faits des déchets ou non.

Tout en comprenant le sentiment d'insatisfaction du réclamant, la médiateure ne saurait reprocher à la commune de comportement illégal, étant donné qu'elle a pris une décision en conformité avec le règlement communal. La médiateure ne peut pas non plus demander à la commune d'exempter la société ou le ménage du réclamant du paiement de la taxe forfaitaire sans risque d'enfreindre le principe d'égalité des citoyens devant la loi.

Madame A. a saisi la médiateure d'un différend qui l'oppose à son administration communale qui lui réclamait le paiement d'une taxe frappant les habitations non occupées ou utilisées depuis une période de 18 mois consécutifs ou plus. L'intéressée est propriétaire d'une maison héritée de ses parents qu'elle utilise comme garde-meuble et lieu de stockage. Pour être habitable, d'importants travaux de rénovation devraient être effectués. L'intéressée explique toutefois qu'elle ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire procéder à ces travaux.

Le règlement-taxe en question dispose que «par immeubles assujettis à cette taxe spécifique on entend les immeubles bâtis et les parties d'immeubles bâtis destinés au logement ou à l'hébergement de personnes et qui ne sont pas occupés ou utilisés effectivement. L'état de non-occupation d'un immeuble résulte du fait qu'aucune personne n'y est inscrite sur les registres de la population ou qu'aucune personne n'y est recensée en qualité d'occupant d'une résidence secondaire pendant une période de 18 mois consécutifs».

Il est indiqué dans les travaux parlementaires de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes à propos de cette taxe «la possibilité de percevoir une taxe spécifique sur les immeubles destinés au logement ou à l'hébergement des personnes qui ne sont pas occupés ou utilisés effectivement à ces fins».

Il faut en déduire que l'utilisation d'un immeuble d'habitation à des fins de stockage ne peut être assimilée à l'utilisation effective à des fins de logement ou d'hébergement.

Par ailleurs, la loi prévoit que les communes sont libres de prévoir ou non cette taxe, d'en déterminer les modalités plus précises et notamment les exceptions.

Les travaux parlementaires prévoient qu'«il est notamment concevable de prévoir que cette taxe ne sera pas due en cas de volonté prouvée du propriétaire de conserver l'immeuble en question pour sa descendance et ce jusqu'à ce que l'enfant concerné ait atteint un certain âge».

Or, le règlement communal en question ne prévoit pas cette possibilité, de sorte que l'intéressée ne pouvait se prévaloir de cet argument.

Étant donné que la commune a fait une application correcte du règlement communal, la médiateure ne peut lui reprocher aucun dysfonctionnement.

La médiateure a été saisie d'un dossier par une société ayant son siège social au Grand-Duché de Luxembourg au sujet d'une facture d'eau relative à l'alimentation de son circuit incendie.

La facture adressée par la commune en tant qu'intermédiaire entre la société et le syndicat des eaux s'élève à un montant anormalement élevé.

La hausse vertigineuse de consommation s'explique par une fuite souterraine à laquelle la société a remédié dès qu'elle s'en est rendu compte, à savoir à la réception de ladite facture élevée.

Elle reproche toutefois à la commune de ne pas lui avoir facturé les consommations d'eau réelles en temps utile. En effet, tandis que les factures de la commune indiquent une consommation très basse, telle qu'à l'accoutumée, le relevé du syndicat des eaux concerné indiquait déjà une consommation anormale que la commune n'a pas répercutée sur ses factures.

La société estime que si la commune avait facturé les montants réels, la société aurait été alertée et aurait entrepris des démarches en vue de régler le problème. Le fait pour la commune d'avoir attendu plus d'un an avant de facturer la consommation réelle de la société, a engendré pour elle un important dommage qui aurait pu être réduit.

La commune est d'avis que sa responsabilité n'est pas engagée et que la société, si elle avait fait procéder à des contrôles plus réguliers de l'installation, se serait rendu compte de la fuite en temps utile.

Il ne ressort pas des pièces du dossier que la commune s'est engagée à refacturer les consommations exactes dans un certain délai. Par ailleurs, la société s'est engagée à payer toute facture relative à la consommation d'eau, de même qu'à supporter tous les frais en cas de fuite.

Comme différents éléments plaident en faveur d'une responsabilité partagée des parties, une réunion de médiation a eu lieu à la médiature en présence du syndicat des eaux, des représentants de la commune et du réclamant pour tenter de trouver un compromis acceptable pour tous.

Cette entrevue a permis de se mettre d'accord sur une communication plus efficace entre le syndicat des eaux et la société, afin d'éviter tout problème similaire à l'avenir.

La commune et le syndicat des eaux concerné ont également fait un geste envers la société et pris en charge une partie de la facture litigieuse.

1.4.2. Inscription au registre de la population

La médiateure a été contactée par Madame F. au sujet d'une réclamation à l'encontre de sa commune de résidence qui refusait l'inscription de son fils, âgé de 21 ans à son adresse.

Selon le responsable du bureau de la population contacté, le problème vient du fait que la maison qu'elle habite a été transformée en appartements et ce sans autorisation préalable de la commune. Dès lors le bourgmestre refuse toute inscription à cette adresse.

Une commune ne devrait cependant pas s'opposer à l'inscription au registre de la population de personnes ayant établi leur résidence habituelle sur le territoire de la commune et déclaré leur arrivée, si ces personnes remplissent toutes les conditions pour satisfaire à une telle inscription. Pour refuser une inscription une commune ne saurait invoquer des considérations liées aux réglementations d'urbanisme, sauf dans les cas où le plan d'aménagement général de la commune contient une disposition expresse concernant les zones du territoire où l'habitation à titre principal est prohibée ou bien dans le cas où un règlement communal pris sur base de l'article 8 de la loi du 22 décembre 1886 contient une disposition délimitant géographiquement les parties du territoire sur lesquelles l'établissement du domicile légal est inadmissible et ce sur base de motifs tenant à l'aménagement du territoire.

Suite à une entrevue des parties concernées en présence de la médiateure, le bourgmestre a fait droit à la demande d'inscription du jeune homme. Cette entrevue a également été l'occasion de faire avancer la question de la régularisation des transformations effectuées.

La médiateure a eu à connaître d'autres cas similaires, dans lesquels la commune refusait d'inscrire le locataire à une adresse donnée parce que le propriétaire des lieux avait procédé à des transformations non autorisées.

Dans un autre dossier, la commune refusait d'inscrire un locataire à une adresse au motif que le propriétaire du logement devait y rester inscrit, alors que lui-même habitait en zone verte. La commune refusait que le propriétaire soit inscrit à une adresse située en zone verte, mais tolérait qu'il reste inscrit à une adresse où il n'habitait pas de manière effective. Elle refusait en plus d'y inscrire une personne qui avait pourtant conclu un contrat de bail pour le logement en question qu'elle habite effectivement.

Dans ces deux cas, la médiateure s'est adressée aux communes pour rappeler certains principes élémentaires concernant le droit des communes relatif à l'inscription au registre de la population.

Dans le dernier cas cité, la commune a fait part à la médiateure de son accord pour l'inscription du locataire.

Finalement la médiateure a été saisie d'un dossier dans lequel une personne s'est vu refuser l'inscription au registre de la population au motif qu'elle avait fait procéder à sa radiation peu de temps avant. Pourtant, l'intéressé n'avait pas pu s'inscrire à l'adresse pour laquelle il avait quitté la première commune, de sorte qu'il avait dû revenir dans le logement qu'il occupait jusqu'alors.

Selon la jurisprudence des juridictions administratives, «dans la mesure où toute personne, qui établit sa résidence habituelle sur le territoire d'une commune, est obligée de faire la déclaration y relative au bureau de la population pour se faire inscrire au registre de la population et dans la mesure où la non-observation de cette disposition est pénalement répréhensible, il appartient en principe à la commune de procéder à ladite inscription dès qu'une personne se présente aux services communaux pour y faire inscrire une déclaration d'arrivée.»

Dès lors, la médiateure s'est adressée au bourgmestre de la commune en question pour avoir sa version des faits et pouvoir instruire le dossier en connaissance de cause. La médiateure est dans l'attente d'une réponse.

Une entrevue avec le Syvicol a permis d'entrevoir que les communes n'ont pas toutes la même ligne de conduite quand il s'agit de l'inscription au registre de la population.

La médiateure, sans trop y croire, espère que les problèmes liés à l'inscription au registre de la population seront plus rares dès que la nouvelle loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques sera entrée en vigueur, c'est-à-dire pour les registres communaux, le 1er juillet 2014.

1.4.3. Urbanisme

La médiateure a été saisie d'une réclamation à l'encontre d'une commune par un couple qui avait terminé la construction de sa maison d'habitation depuis un certain nombre de mois et à qui la commune reprochait de ne pas avoir fait construire sa maison conformément aux plans autorisés et au règlement sur les bâtisses. Le couple était, quant à lui, d'avis qu'il avait respecté les réglementations en vigueur.

Le problème qui se pose concerne plus particulièrement des encadrements de fenêtres.

La réglementation applicable prévoit que les nouvelles constructions du quartier en question doivent être construites en respectant un style architectural existant. À ce titre, la commune exige des encadrements autour des fenêtres. Le règlement parle d'un encadrement en pierre, bois ou tout autre matériau pouvant être peint. Il précise que «les encadrements, fenêtres et volets doivent être dans des tons qui ne se heurtent pas, mais présentent au contraire une certaine harmonie. Une palette de couleur propre à chaque construction doit être réalisée».

En l'espèce, les intéressés ont, dans un premier temps, présenté des plans sans encadrement. La commission des bâtisses a rendu un avis dans lequel elle a soulevé ce problème. Dans les plans suivants, présentés par les intéressés, des encadrements étaient dessinés. Lors de la construction, les intéressés ont réalisé la façade et les encadrements dans deux matières différentes, l'une rugueuse, l'autre lisse. Les deux ont toutefois été réalisés dans la même couleur.

Or, la commune est d'avis qu'en demandant la réalisation d'encadrements, il va de soi que ces encadrements doivent être visibles et donc réalisés dans une nuance de couleur différente du reste de la façade.

L'autorisation de bâtir délivrée ne donne aucune indication quant aux conditions de réalisation des encadrements. Le règlement applicable prévoit la remise d'une palette de couleurs qui n'a pas été remise par les intéressés mais pas non plus réclamée par la commune.

La médiateure est allée sur place pour se rendre compte de la situation de visu.

Après avoir pris connaissance des avis des deux parties, la médiateure a proposé une entrevue de médiation pour tenter de trouver une solution au litige.

L'entrevue de médiation a donné lieu à un échange de vues de part et d'autre et a permis de s'entendre sur la suite à donner au dossier, les deux parties étant finalement prêtes à faire des concessions réciproques en vue de mettre fin au litige qui les oppose.

Monsieur E. a saisi la médiateure du refus du bourgmestre de lui accorder une autorisation pour agrandir sa maison. Le réclamant explique qu'il lui est indispensable d'agrandir la maison pour disposer d'un étage plein pied en raison de l'état de santé du couple.

Dans ses courriers de refus, le bourgmestre explique que selon le règlement communal applicable, il ne lui est pas possible de réserver de suite favorable à sa demande. Quand bien même il comprend la situation dans laquelle le réclamant se trouve, il explique qu'il ne lui est pas possible de déroger à la réglementation urbanistique qui impose le respect de certains reculs non respectés sur les plans de ce dossier.

Il ressort en outre du dossier que le bourgmestre, tout en refusant l'autorisation demandée, a proposé comme alternative possible la possibilité de faire aménager un ascenseur sur la façade postérieure de la maison. La médiateure apprécie cette attitude constructive à l'égard du réclamant.

L'intervention de la médiateure s'est arrêtée à ce point, alors que le bourgmestre avait correctement appliqué le règlement communal.

1.5. Affaires concernant des établissements publics relevant de l'État et des communes (y compris l'ADEM et la CNPF)

1.5.1. Affaires de sécurité sociale, y compris affaires relevant de la compétence de l'ADEM et de la CNPF

A. Sécurité sociale

Caisse Nationale de Santé (CNS)

Prise en charge d'un transfert à l'étranger

La médiateure continue d'être saisie de nombreux dossiers concernant la prise en charge de soins médicaux fournis à l'étranger.

Une réclamante de nationalité belge résidant au Luxembourg et bénéficiaire d'une pension belge a subi une intervention chirurgicale à l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI) établi à Luxembourg. Du fait qu'elle est inscrite auprès de la CNS à titre de résidente, elle bénéficie des prestations en nature de l'assurance maladie au Luxembourg. Un séjour hospitalier n'étant plus nécessaire, l'INCCI lui a proposé de poursuivre sa convalescence dans un centre de réhabilitation allemand, le «Reha-Zentrum Bernkastel-Kues», et à cet effet, il a introduit auprès de la CNS une demande d'autorisation d'un transfert à l'étranger.

Une pensionnée étrangère résidant au Luxembourg reste soumise à la sécurité sociale du pays qui verse la pension. En l'espèce, la Belgique est donc l'État compétent pour autoriser les soins programmés dans un État membre autre que le pays de résidence.

Il ressort de l'article 26 alinéa 2 du règlement (CE) n°987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n°883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale que *«lorsqu'une personne assurée ne réside pas dans l'État membre compétent, elle demande une autorisation à l'institution du lieu de résidence qui la transmet sans délai à l'institution compétente»*.

Au lieu d'effectuer cette transmission, la CNS retourna la demande à l'INCCI. Par la suite, la réclamante transmit elle-même ladite demande à sa mutuelle belge compétente. Ne pouvant plus rester à l'INCCI, ni retourner encore chez elle puisqu'elle n'était pas encore rétablie, elle s'est rendue au centre de convalescence allemand sans attendre la décision de l'organisme belge.

C'est seulement dix jours après que celui-ci lui a notifié un refus d'autorisation, motivé par le fait qu'une revalidation cardiaque serait réalisable en Belgique.

La réclamante a certes été imprudente en acceptant de se rendre en Allemagne sans attendre l'autorisation de la mutuelle belge. Elle était toujours d'avis qu'elle serait traitée comme les autres affiliés à la sécurité sociale luxembourgeoise auxquels la CNS accorde l'autorisation pour un séjour au centre de réhabilitation allemand. Il est vrai que l'INCCI aurait pu lui proposer d'office un centre de réadaptation cardiaque belge, et la CNS aurait peut-être pu l'informer que dans son cas, il y avait peu de chances d'obtenir de la mutuelle belge une autorisation de transfert en Allemagne.

Le fait est que les gens sont mal informés des complexités de la réglementation communautaire. Non seulement, ils s'y prennent mal et ne sont pas conscients des risques d'un défaut de prise en charge, mais souvent ils sont mal conseillés par les organismes de santé.

Toutes les institutions, caisses de maladie, hôpitaux et médecins traitants doivent être sensibilisés pour mieux informer et guider les assurés dans ce domaine.

Traitement ambulatoire ou traitement stationnaire

Un autre problème qui se pose fréquemment en pratique est la distinction entre traitement ambulatoire et traitement stationnaire ou hospitalier.

Lors d'un déplacement à Bruxelles, un réclamant a dû être hospitalisé d'urgence. Il a pu bénéficier d'une prise en charge sur la base de sa carte européenne d'assurance maladie (CEAM).

Par la suite, le réclamant s'est régulièrement déplacé à Bruxelles auprès de l'unité de traitement ambulatoire du même hôpital pour suivre un traitement par perfusions. La jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne dans les affaires Decker et Kohll (C-120/95 et C-158/96 du 28 avril 1998) permet aux assurés de se rendre pour des soins ambulatoires à l'étranger sans autorisation préalable de leur caisse de maladie et de demander le remboursement des frais avancés sur base des tarifs luxembourgeois. La question se pose de savoir si le traitement par perfusions peut être qualifié d'ambulatoire. Au cas où pour la réalisation desdites perfusions *«une structure hospitalière adaptée»* est nécessaire, il s'agira de soins hospitaliers proprement dits qui sont soumis à autorisation préalable.

Selon le réclamant, les soins dont il a bénéficié ne nécessiteraient aucun équipement hospitalier spécial et pourraient également être réalisés dans un cabinet médical. Il s'agirait donc bien d'un traitement ambulatoire remboursable sans autorisation préalable.

En l'espèce, le médiateur reste dans l'attente d'attestations concernant la nature des soins et les équipements hospitaliers utilisés durant le traitement dans cette unité ambulatoire.

Prise en charge de suppléments de tarifs

Une assurée a été hospitalisée au Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) avant d'être transférée d'urgence dans un hôpital bruxellois pour une intervention chirurgicale (embolisation anévrismale), l'opération n'ayant pas pu être réalisée au CHL.

La facture de l'hôpital belge lui a mis en compte des suppléments d'honoraires médicaux d'un montant de 1.455,76 euros qui ne sont pas pris en charge par la caisse de maladie. Exerçant sous le statut de médecin non conventionné (code NC), le chirurgien est libre de mettre en compte à l'assurée des suppléments par rapport aux tarifs légaux.

Le chirurgien en question pratique également au CHL et c'est pour cette raison que le transfert de l'assurée a eu lieu dans cet hôpital bruxellois. Aux dires de la réclamante, le statut non conventionné du chirurgien n'aurait pas été porté à sa connaissance.

La situation en Belgique est d'ailleurs assez compliquée: à côté des médecins conventionnés, qui respectent le tarif légal pris en charge par les caisses de maladie, il existe les médecins non conventionnés, qui sont libres de facturer des tarifs dépassant le tarif légal. Il existe aussi des médecins partiellement conventionnés, qui se sont engagés à appliquer le tarif légal certains jours ou même seulement certaines heures et qui pour le reste sont en droit de facturer des suppléments. Peu d'assurés luxembourgeois sont au courant de ces différences de statut et au cas où une intervention doit être réalisée d'urgence, on voit difficilement le patient étendu sur le lit opératoire s'informer du statut du chirurgien.

La CNS a refusé de prendre en charge les suppléments d'honoraires en affirmant qu'en principe, la réclamante aurait été informée du statut particulier du chirurgien et qu'à défaut, elle aurait dû s'adresser au médecin ou à la clinique pour s'informer.

La réglementation européenne sur la coordination des régimes de sécurité sociale offre de bonnes solutions. Il n'en reste pas moins que leur application révèle des difficultés pratiques considérables qui les mettent souvent en échec.

La médiateure a demandé des informations auprès du médiateur fédéral belge au sujet des obligations d'information incombant aux hôpitaux et aux médecins belges non conventionnés.

L'intérimaire et son droit à l'assurance maladie

Un réclamant tombé malade s'est vu refuser sa demande d'indemnités pécuniaires au motif qu'il ne remplirait pas les conditions de l'article 14 alinéa 3 du Code de la sécurité sociale.

Aux termes de cet article, *«en cas de cessation de l'affiliation, le droit à l'indemnité pécuniaire est maintenu conformément aux alinéas précédents à condition que l'assuré ait été affilié pendant une période continue de six mois précédant immédiatement la désaffiliation. La condition de continuité de l'affiliation ne vient pas à défaillir par une interruption de moins de huit jours»*.

Le réclamant a toujours travaillé sous le régime du travailleur intérimaire et a été engagé par des contrats de mission d'une durée de une à quelques semaines. À noter qu'il existe des intérimaires qui travaillent sous le régime de contrats journaliers. À chaque fin de contrat, il est procédé à une désaffiliation.

Or, dans l'hypothèse de contrats à très courte durée, un ouvrier intérimaire tombé malade ne se voit plus renouveler son contrat à l'échéance et par conséquent reste désaffilié auprès des organismes de sécurité sociale jusqu'à la fin de son congé de maladie.

Pour pouvoir bénéficier d'indemnités pécuniaires après la cessation d'une affiliation, il faut que l'assuré ait été affilié auparavant sans interruption durant six mois au moins, une discontinuité de moins de huit jours n'étant pas prise en compte.

La situation des intérimaires est donc fondamentalement différente de celle des travailleurs bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée ou d'un contrat à durée déterminée d'une durée étendue.

Lorsqu'au cours des six derniers mois le travailleur en question tombe malade, il bénéficie d'indemnités pécuniaires, à condition qu'il n'y ait eu aucune interruption de travail de plus de huit jours au cours de la dernière période antérieure de six mois.

Un intérimaire qui n'a pas eu la chance de travailler sans interruption ne bénéficie donc pas d'assurance maladie, si au cours des six derniers mois il y a eu une désaffiliation dépassant huit jours.

Même un ouvrier, qui aurait eu la chance d'avoir pu travailler sans interruption pendant six mois au moins, s'il est tombé malade une fois et était de ce fait désaffilié pendant plus de huit jours, ne serait plus indemnisé s'il tombait à nouveau malade durant les six mois suivants.

Les droits à l'assurance maladie des intérimaires sont donc en fait limités au Luxembourg. Le fait qu'ils travaillent sous le régime de contrats successifs de très courte durée leur fait perdre toute protection sociale en cas de maladies successives.

La décision de la CNS refusant de prendre en charge le congé de maladie dans ce dossier est conforme aux prescriptions légales, de sorte que la médiateure n'a pas été en mesure de poursuivre ses démarches.

Une réforme du régime d'assurance maladie des intérimaires s'impose.

Le complément de remboursement en cas de soins programmés à l'étranger

La médiateure a été saisie de réclamations qui ont pu être réglées au moyen du droit au remboursement complémentaire prévu aux paragraphes 6 et 7 de l'article 26 du règlement (CE) n°987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n°883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

Aux termes de ces dispositions, la personne assurée a droit à un remboursement complémentaire, si le montant que l'institution compétente (la caisse de maladie luxembourgeoise) est tenue de rembourser à la personne assurée (coût réel) est inférieur au montant que la caisse de maladie luxembourgeoise aurait dû assumer pour le même traitement, s'il avait été dispensé au Luxembourg (coût théorique). Il faudra dès lors chiffrer le coût au Luxembourg des différentes prestations en nature fournies à l'étranger aux assurés (coût théorique). La différence entre ce coût et le montant pris en charge par la CNS sur la base des tarifs de la législation étrangère (coût réel) devrait être remboursée au réclamant à concurrence du montant total déboursé par ce dernier.

Dans un dossier soumis à la médiateure, une réclamante s'était soumise en Allemagne à un traitement IVF (fertilisation in vitro) dont elle a adressé les factures à la caisse de maladie luxembourgeoise qui a fixé la prise en charge sur base des conditions et tarifs sociaux applicables en Allemagne, l'État où le traitement médical a eu lieu. Étant donné que la prise en charge selon les tarifs allemands est de beaucoup inférieure à celle prévue au Luxembourg, la caisse de maladie luxembourgeoise a été d'accord pour verser un remboursement complémentaire.

Un autre réclamant qui a dû se rendre à l'étranger dans le cadre de soins programmés pour un traitement des yeux a également pu bénéficier d'un remboursement complémentaire sur la base des tarifs luxembourgeois.

Il y a lieu d'insister que selon la réglementation communautaire, le remboursement complémentaire doit obligatoirement faire l'objet d'une demande de l'assuré. C'est donc seulement sur demande et non pas d'office que les caisses de maladie luxembourgeoises vérifient si un droit à un remboursement complémentaire par l'assurance maladie luxembourgeoise existe.

Une information sur le droit à un remboursement complémentaire en fonction des taux de remboursement nationaux applicables est reprise sur le formulaire S2 ainsi que sur la note d'information accompagnant l'autorisation pour le traitement programmé à l'étranger.

Il n'en reste pas moins que de nombreux assurés sont toujours mal informés de leurs droits et que des efforts supplémentaires doivent être réalisés en vue d'une meilleure information des citoyens.

Coaffiliation à la CNS

La médiateure a été saisie par une fonctionnaire allemande qui vit au Luxembourg avec son époux. L'époux travaille au Luxembourg et est affilié à la CNS. En tant que fonctionnaire allemande, la réclamante bénéficie d'une couverture sociale à hauteur de 50% de la part de la *Zentrale Besoldungs- und Versorgungsstelle Koblenz (Beihilfe)* et elle est affiliée à la DKV pour les 50% restants (affiliation privée). À noter que la *Beihilfe* est toujours complémentaire et secondaire *(nachrangig)*, c'est-à-dire qu'elle n'intervient que si un autre organisme a déjà remboursé l'affilié selon les tarifs applicables.

Étant donné que la réclamante était en congé parental *(Elternzeit)* depuis plus d'un an et que pendant la deuxième année de son congé parental la réclamante était sans revenus, les époux se sont demandés s'il était nécessaire de maintenir l'affiliation privée à la DKV ou si l'épouse pouvait bénéficier d'une assurance maladie en tant que coassurée de son mari.

Les réclamants ont expliqué à la médiateure qu'ils se seraient renseignés sur leurs droits dans une agence de la CNS en exposant la situation dans tous les détails. La réclamante a ensuite été affiliée en tant que coassurée de son mari. La CNS a émis un certificat d'affiliation qui a permis à la réclamante de mettre son affiliation auprès de la DKV en suspens. Elle continuait cependant à bénéficier de la *Beihilfe* puisque cette couverture est maintenue pour les fonctionnaires allemands même pendant le congé parental sans solde.

Comme la réclamante est tombée enceinte de son deuxième enfant, son congé parental a été interrompu et un nouveau congé de maternité a commencé. Pendant celui-ci, elle bénéficiait à nouveau de son traitement de la part de l'État allemand et le système de couverture sociale des fonctionnaires allemands lui était de nouveau applicable. Ainsi, elle a dû réactiver son assurance à la DKV.

Au moment où la réclamante a informé la CNS de son changement de statut, la CNS l'a informée qu'elle n'aurait jamais dû bénéficier d'une coassurance. Afin de clarifier la situation, les réclamants se sont adressés par écrit à la CNS. Avant d'avoir reçu une réponse, et sans en avoir été avertie, la réclamante a cependant constaté par hasard qu'elle avait été rétroactivement désaffiliée par la CNS.

Ce n'est que plus tard que la CNS a informé les réclamants par écrit que l'épouse n'était pas éligible pour une coassurance en vertu de l'article 7 du Code de la sécurité sociale qui prévoit qu'une coassurance n'est possible que si le conjoint ne bénéficie pas d'une affiliation personnelle. La CNS considérait que l'affiliation à l'assurance maladie à 50% en Allemagne *(Beihilfe)* constituait une telle affiliation personnelle.

La CNS a également réclamé aux époux le remboursement de toutes les sommes exposées par elle en vertu du statut de coassuré indûment accordé. Après remboursement des sommes réclamées, la CNS rendrait les originaux des factures à la réclamante pour qu'elle puisse demander la prise en charge auprès des caisses allemandes.

Il n'aurait toutefois pas été possible pour la réclamante d'obtenir un remboursement auprès des caisses allemandes. L'assurance auprès de la DKV était en suspens pendant la période au cours de laquelle elle était coassurée à la CNS et la *Beihilfe* n'est qu'une assurance complémentaire qui n'intervient qu'après prise en charge initiale par une autre assurance.

Après la réclamation des époux devant le Comité directeur de la CNS, la CNS leur a demandé de lui faire parvenir des attestations de la part des deux institutions allemandes (DKV et *Beihilfe*) indiquant qu'il leur est impossible de prendre en charge les factures datant de la période pendant laquelle la réclamante bénéficiait indûment de la coassurance à la CNS.

Malgré la remise de ces attestations de la part des organismes allemands, la CNS a maintenu sa décision que la coassurance de l'épouse n'était pas justifiée et que toutes les prestations dont cette dernière avait bénéficié étaient à rembourser. Elle doutait que les intéressés l'eussent correctement informée de leur situation. En plus, la CNS partait erronément du principe que la *Beihilfe* prenait en charge les prestations pendant la période litigieuse, ceci indépendamment d'un éventuel remboursement par une caisse de maladie étatique ou privée.

Or, la *Beihilfe* fonctionne comme suit: Si le bénéficiaire est affilié à une caisse de maladie privée pour 50%, la caisse de maladie en question paie toujours au maximum 50%. Dans un tel cas, la *Beihilfe* est au courant de l'existence du contrat avec la caisse privée de sorte que le bénéficiaire n'a pas besoin de remettre un relevé des prises en charge de la caisse privée. Si le bénéficiaire est assuré dans le cadre d'une coassurance, la *Beihilfe* réclame un relevé des prestations avec indication du montant pris en charge par cette assurance, parce que dans ce cas les tarifs sont variables. Il s'agit d'éviter que l'affilié ne récupère un montant plus élevé que le montant facturé par le prestataire.

Après l'intervention de la médiateure, la CNS a renoncé à la restitution des montants exposés pour la réclamante.

La médiateure ne peut évidemment pas retracer si les réclamants ont en effet reçu des informations erronées lors de la demande de coassurance ou si la coassurance a été faite par la CNS sur base de malentendus. Or, la médiateure déplore que la réclamante n'ait pas été informée de sa désaffiliation rétroactive et ne l'ait su que par hasard. Elle s'est ainsi retrouvée sans couverture sociale et ceci quelques semaines avant l'accouchement.

Désaffiliation automatique et sans information préalable

Le réclamant a vécu et travaillé au Luxembourg pendant quinze ans avant d'arrêter son activité professionnelle pour des raisons de santé. Étant donné que sa pension ne lui permettait plus le même train de vie, il a décidé de déménager en Allemagne.

L'intéressé ne savait cependant pas que suite à son déménagement, il ne pouvait pas rester affilié à la CNS. En effet, il avait travaillé pendant plus longtemps dans un autre pays et sa carrière d'assurance y était donc plus importante, de sorte qu'il devait s'affilier auprès d'une caisse de maladie de ce pays.

Or, le réclamant n'a pas été informé de sa désaffiliation par la CNS. Il l'a constatée au moment où le remboursement d'une facture lui a été refusé.

Suite à l'intervention de la médiateure la CNS a répondu qu'elle n'avait aucune emprise sur les affiliations et désaffiliations, qui seraient faites au niveau du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS). Les données fournies au CCSS seraient automatiquement transcrites dans les fichiers informatiques de la CNS sans que cette dernière n'en soit informée formellement.

Lors d'un entretien de la médiateure avec le ministre de la Sécurité sociale, ce dernier s'est engagé à faire parvenir une instruction aux organismes concernés afin de faire en sorte que les assurés soient informés immédiatement de tout changement de leur situation concernant la sécurité sociale luxembourgeoise. À l'heure actuelle, la médiateure n'a pas encore reçu une copie de cette instruction.

Autorisation de sortie des assurés en congé de maladie

Une assurée en congé de maladie prolongé du fait qu'elle est gravement atteinte d'un cancer du poumon n'est plus, la plupart du temps, en état de sortir de chez elle. Elle ne peut que très partiellement profiter des heures de sortie prévues aux statuts de la CNS qui se situent à l'intérieur des plages de temps suivantes: de 10.00 à 12.00 heures et de 14.00 à 18.00 heures. Il est défendu à l'assurée de s'éloigner de son domicile le reste de la journée.

La médiateure a entrepris des démarches auprès de la CNS en invoquant l'article 202 des statuts susvisés qui permet à cette dernière d'accorder à partir du 43e jour de congé de maladie des dispenses *«d'une ou de plusieurs restrictions de sortie prévues aux articles 198 à 200»*.

La médiateure a souligné que du fait de son état de santé, la réclamante n'est pas en mesure de planifier ses sorties de façon à pouvoir respecter rigoureusement les heures de sortie statutaires. Ces restrictions ont en fin de compte pour effet de l'empêcher de sortir. Pendant les heures de sortie autorisées, elle n'est très souvent pas en état de sortir et pendant le reste du temps, toute sortie lui est défendue. C'est pourquoi elle a demandé à pouvoir sortir en dehors des heures autorisées. D'après l'avis de son médecin traitant, de telles sorties seraient également très bénéfiques pour son état psychologique.

La CNS a répondu que la réclamante doit introduire préalablement une demande et attendre l'autorisation chaque fois qu'elle désire s'éloigner de son domicile en dehors des heures de sortie statutaires.

La médiateure a estimé que l'obligation d'adresser pour chaque sortie une demande expresse à la CNS n'est pas praticable, car son état de santé ne lui permet pas de planifier ses sorties longtemps à l'avance. La médiateure a transmis à la CNS un certificat médical du médecin traitant de la réclamante aux termes duquel *«la patiente est dans l'incapacité totale de prévoir ses sorties à l'avance»*. Elle a attiré l'attention de la CNS sur le fait que l'article 202 des statuts lui confère le pouvoir de dispenser un assuré d'une ou de plusieurs restrictions de sortie, sans devoir lui imposer une procédure d'autorisation préalable. La médiateure a proposé une procédure consistant à avertir préalablement (par courriel ou par téléphone) la CNS d'une sortie en dehors des heures statutaires sans devoir attendre une autorisation formelle.

La CNS a répliqué que ses statuts exigeraient dans tous les cas un accord préalable pour chaque sortie en dehors des heures statutaires. Elle affirme devoir garantir à tous ses assurés un traitement égalitaire. Ainsi, tous les autres assurés malades qui se trouvent dans une situation similaire doivent s'en tenir aux prescriptions prévues en cette matière.

Certes, le principe d'égalité est un principe général du droit à valeur constitutionnelle. Il n'impose cependant pas que tous les usagers doivent toujours être traités de manière identique: l'administration peut traiter différemment certains usagers, si ceux-ci se trouvent dans une situation différente objectivement appréciable.

Une procédure d'autorisation préalable implique que les assurés malades soient en mesure de planifier leurs sorties, de les fixer à l'avance. Or, du fait que la réclamante se trouve en raison de son état de santé *«dans l'incapacité totale de prévoir ses sorties à l'avance»* elle ne peut pas bénéficier de cette procédure. Elle se trouve donc objectivement dans une situation différente des autres malades, qui doit être prise en considération par l'administration.

La CNS a maintenu sa position statutaire.

Assurance dépendance

Contrôle des organismes de soins à domicile

La médiateure a été saisie d'une réclamation contre la Cellule d'évaluation et d'orientation. La réclamante s'est plainte d'un réseau d'aides et de soins à domicile qui n'exécutait plus l'intégralité du plan de prise en charge de son mari et refusait notamment de le transporter de sa chambre à coucher au 1er étage jusqu'au rez-de-chaussée et cela bien qu'un élévateur d'escalier ait été installé. L'épouse a dû avoir recours à plusieurs reprises à une association de bénévoles et même aux pompiers de la ville de Luxembourg pour assurer ces transports. Elle s'est opposée à ce que son mari reste immobilisé toute la journée dans son lit en avançant des raisons médicales tout à fait valables.

La réclamante avait d'abord adressé ses plaintes à l'assurance dépendance qui, après une visite des lieux au domicile de la réclamante en présence de toutes les parties, a pris catégoriquement la défense du réseau dans un courrier adressé à la réclamante.

Dans ce courrier, la médecin-directeur de la Cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance s'est limitée à entériner les justifications du réseau.

S'agissant de questions techniques relatives à la manutention de personnes dépendantes, la médiateure a proposé de faire intervenir des spécialistes des règles et pratiques de la manutention afin de vérifier les dires du réseau et de pouvoir régler ce différend à l'amiable.

La médecin-directeur a refusé cette piste de solution en affirmant qu'elle n'est intervenue dans ce dossier qu'en exécution des engagements pris par la Cellule d'évaluation dans sa charte d'accueil et de service et qu'elle ne disposerait d'aucun droit de contrôle sur le réseau d'aides.

La réclamante a résilié le contrat d'aides et de soins avec le réseau en question et a choisi une autre organisation d'aides et de soins qui jusqu'à présent aurait exécuté intégralement le plan de prise en charge.

Étant donné que les réseaux d'aides sont financés par des deniers publics, il est absolument nécessaire qu'ils fassent l'objet d'un contrôle par une instance publique.

Date de prise en charge des prestations

Une autre réclamation à l'encontre de l'assurance dépendance concernait le point de départ des prestations de l'assurance dépendance.

Aux termes de l'article 362 (1) du Code de la sécurité sociale *«les prestations prévues par le présent livre sont dues au plus tôt à partir du jour de la présentation de la demande comprenant le formulaire de demande et le rapport du médecin traitant dûment remplis»*.

L'administration a fixé la date du début du droit aux prestations d'assurance à la date de réception du rapport du médecin traitant, soit quinze jours après la présentation de la demande. Elle n'a pas pu prendre en compte la date de la présentation de la demande, car celle-ci ne contenait pas le rapport du médecin traitant de sorte que l'assurée a dû prendre à sa propre charge les soins à domicile fournis durant cette période.

La décision de l'assurance dépendance est conforme aux prescriptions légales. Ce n'est qu'à partir de la date à laquelle le dossier de la demande est complet que les prestations prennent cours.

Cette règle est excessivement stricte. Dans de nombreux cas, ce sont effectivement les assistants sociaux qui se chargent de ces formalités, les personnes dépendantes étant rarement en mesure de s'occuper personnellement des formalités de la demande.

Bien que ces lenteurs ne leur soient pas imputables, ce sont pourtant les personnes dépendantes qui en subissent le préjudice.

Une modification de la loi pourrait être envisagée permettant d'accorder le bénéfice des prestations à partir de la date de la demande au cas où le rapport du médecin traitant précise formellement que les conditions médicales étaient remplies à la date de présentation de la demande.

L'actuelle réglementation est plus simple. Or, la simplification administrative doit surtout servir les intérêts des usagers et non pas faciliter le travail de l'administration aux dépens des administrés.

Prise en charge des cotisations de l'assurance pension de l'aidant informel

Une autre réclamation a concerné la prise en charge par l'assurance dépendance des cotisations sociales de l'aidant informel.

Aux termes de l'article 355 du Code de la sécurité sociale *«l'assurance dépendance prend en charge les cotisations pour l'assurance pension d'une seule personne ne bénéficiant pas d'une pension personnelle qui assure, d'après un plan de prise en charge, des aides et des soins à la personne dépendante à son domicile au maximum jusqu'à concurrence d'une cotisation calculée sur base du salaire social minimum mensuel prévu pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans au moins»*.

Souvent les aidants informels, qui font partie de l'entourage familial de la personne dépendante, se rendent tardivement compte que cette prise en charge n'est pas effectuée automatiquement, mais qu'elle est soumise à une demande formelle.

En l'espèce, la fille de la réclamante a bénéficié de prestations de l'assurance dépendance depuis 2001. Depuis cette date, la réclamante a fourni en tant qu'aidant informel des aides et des soins à sa fille.

C'est au cours du mois de juin 2012 seulement que la réclamante s'est rendu compte qu'elle n'a pas été affiliée à l'assurance pension en tant qu'aidant informel. En date du 29 juin 2012, elle introduisit une demande de prise en charge des cotisations auprès du Centre commun de la sécurité sociale.

Le CCSS a validé son affiliation, mais uniquement à partir du 1er janvier 2007, au motif que le délai de prescription de l'article 432 du Code de la sécurité sociale s'opposerait à une validation rétroactive dépassant cinq ans. Cet article est libellé comme suit:

«**Art. 432.** *La prescription des cotisations, des amendes d'ordre et autres redevances connexes est régie par la législation relative au recouvrement des contributions directes, des droits d'accises et des cotisations de sécurité sociale. Cependant, lorsqu'il est prouvé par les livres de l'employeur, par des décomptes réguliers de salaires ou par une condamnation en vertu de l'article 449, alinéa 1er, numéro 3 que les cotisations ont été retenues sur les salaires sans avoir été versées dans les délais impartis, la prescription n'est acquise que trente ans après le 31 décembre de l'année au cours de laquelle la retenue a été opérée.*

Le droit au remboursement des cotisations payées indûment se prescrit dans un délai de cinq ans à partir de l'expiration de l'année au cours de laquelle elles ont été payées.»

La question qui se pose est celle de savoir si effectivement la prescription quinquennale prévue à l'alinéa 1 de l'article 432 susvisé s'applique à la prise en charge des cotisations par l'assurance dépendance prescrite par l'article 355 du Code de la sécurité sociale.

Le Code de la sécurité sociale prévoit aussi la prise en charge par l'État du rappel des cotisations et l'achat de périodes d'assurance relatives aux périodes de guerre ainsi que du rappel de cotisations pour les périodes de service militaire obligatoire. Le paiement de ces cotisations par l'État ne semble pas non plus soumis à cette prescription quinquennale.

La réclamante a introduit un recours auprès du Conseil arbitral de la sécurité sociale à qui il incombera de trancher cette question.

Commission mixte de reclassement

Le reclassement interne dans l'administration

La médiateure a été saisie d'une personne employée par un musée et qui avait demandé de pouvoir bénéficier d'un reclassement interne dans l'administration publique. La Commission mixte n'y a pas donné suite et a prononcé le reclassement externe au motif que le musée en question a déjà atteint son quota.

Dans ce dossier, la question se posait de savoir ce qu'il y a lieu d'entendre par administration au sens de l'article L-151-1 (3) du Code du Travail aux termes duquel *«le reclassement interne consiste en ce qui concerne le secteur public dans un reclassement au sein de l'administration ou du service public d'origine de l'agent éventuellement à un autre poste ou à un autre régime de travail»*.

Il ne semble pas exister de définition légale du terme «administration». L'annuaire officiel d'administration et de législation énumère un certain nombre d'administrations comme les Eaux et Forêts, les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, l'Enregistrement et les Domaines etc. Le musée en question n'est pas énuméré dans cette liste. Il fait partie de l'ensemble des *«infrastructures culturelles»* ou des *«instituts culturels de l'État»* qui dépendent du ministère de la Culture. S'il est accepté que l'ensemble des *«établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique»* constitue une administration, rien n'empêche de considérer aussi comme telle l'ensemble des *«instituts culturels de l'État»*.

Par ailleurs, ne peut-on pas considérer l'ensemble des *«instituts culturels de l'État»* comme un service public («le service public de la culture») au sens de l'article L. 151-1 (3) du Code du Travail qui reprend expressément ce terme?

Le Gouvernement ayant fait le choix de favoriser le reclassement interne, ne devrait-il pas interpréter le terme «administration» moins restrictivement et prendre des mesures afin de promouvoir le reclassement interne à l'intérieur de l'administration publique?

Un reclassement interne impossible

Conformément à l'article L. 551-5 du Code du Travail, *«lorsqu'un reclassement interne s'avère impossible, la commission mixte prévue à l'article L. 552-1 décide le reclassement externe»*. La question se pose de savoir ce qu'il y a lieu d'entendre par reclassement interne impossible.

La médiateure a été saisie par un salarié en faveur duquel la Commission mixte a prononcé un reclassement interne en date du 21 décembre 2012.

Le réclamant avait été en congé de maladie ininterrompu depuis février 2012. C'est pourquoi son employeur avait résilié son contrat de travail avec préavis sur la base de l'article L. 121-6 du Code du Travail en date du 24 août 2012. Le préavis a pris fin le 31 décembre 2012.

Le pli contenant la décision de reclassement interne du réclamant a été remis à la poste au Luxembourg le 21 décembre 2012, date de la séance lors de laquelle la décision de reclassement a été prise.

C'est le 27 décembre 2012 que le réclamant a reçu la décision. Étant donné que le préavis du réclamant a pris fin le 31 décembre 2012, le reclassement interne a duré exactement deux jours de travail.

Il me semble dès lors qu'un reclassement externe aurait dû être prononcé. La Commission mixte a cependant refusé de revoir sa décision.

Un reclassement ne peut être prononcé que si dans son avis, le médecin du travail constate que le salarié est incapable d'exercer son dernier poste de travail auprès de son employeur. Au cas où l'avis du médecin du travail contient une déclaration d'aptitude au travail, la Commission mixte ferme le dossier sans prendre une décision de refus de reclassement susceptible de recours.

Un dossier a été soumis à la médiateure par un salarié dont le contrat de travail avait été résilié de plein droit après la 52e semaine de congé de maladie à la suite de laquelle il a pu bénéficier encore pendant cinq mois et demi d'une pension d'invalidité temporaire. Après le retrait de celle-ci, la Commission mixte a été saisie en vue d'un reclassement externe. Le médecin du travail, appelé à émettre un avis sur l'aptitude du réclamant à remplir les fonctions liées à son dernier poste de travail, constatait cependant une aptitude au travail sans restriction aucune.

Le salarié en question avait été électricien chargé de la maintenance d'installations techniques. Il souffrait d'une incapacité permanente partielle (IPP) dépassant 30% et son médecin traitant avait conclu que les conditions d'octroi du statut de travailleur handicapé étaient justifiées. Deux certificats de deux

autres médecins attestaient que le réclamant est incapable de poursuivre un travail d'intérimaire.

Sur cette base, la médiateure est intervenue auprès de la Commission mixte afin qu'elle entreprenne des démarches auprès du médecin du travail en question pour que ce dernier prenne position sur les conclusions des médecins traitants du réclamant. La Commission mixte a cependant refusé de réserver une suite à la demande de la médiateure et s'est limitée à répondre qu'elle ne se trouve plus saisie du dossier et que le médecin du travail aurait établi son avis en âme et conscience.

Association d'assurance contre les accidents (AAA)

La médiateure a été saisie par un réclamant, victime d'un accident du travail, qui s'est plaint de la prise en charge par l'Association d'assurance contre les accidents (AAA) d'une opération chirurgicale effectuée en France suite à une autorisation d'un transfert à l'étranger.

Un chirurgien luxembourgeois, spécialiste en orthopédie, avait introduit une demande d'autorisation d'un transfert à l'étranger en vue d'un traitement opératoire par un spécialiste de haut niveau exerçant dans une clinique orthopédique en France.

Après la réalisation du traitement opératoire, la clinique a adressé au réclamant une facture portant sur un montant de 1.496 euros représentant les suppléments d'honoraires dus au chirurgien.

L'AAA a fait savoir au réclamant qu'elle ne prend pas en charge les suppléments d'honoraires dépassant le tarif légal. Il est exact qu'en cas de transfert à l'étranger, l'AAA n'est légalement tenue de prendre en charge que les tarifs médicaux conventionnés et non les suppléments d'honoraires facturés librement.

Ce dossier évoque un problème plus général concernant l'indemnisation des victimes d'un accident du travail. Au cas où le traitement peut se faire au Luxembourg, la prise en charge des prestations est intégrale. En effet, conformément à l'article 98 du Code de la sécurité sociale, *«les prestations de soins de santé au sens de l'article 17 imputables à un accident ou une maladie [...] peuvent être prises en charge jusqu'à concurrence de leur intégralité»*. Pour les assurés qui nécessitent des soins à l'étranger, la prise en charge est effectuée aux tarifs applicables aux assurés sociaux des pays étrangers. Au cas où la complexité des lésions est telle que la victime de l'accident ne peut être traitée qu'à l'étranger et par des spécialistes de pointe non conventionnés, l'assuré luxembourgeois doit prendre lui-même en charge tous les frais dépassant les tarifs conventionnés étrangers.

En d'autres termes, la prise en charge du traitement dépend en fait de la gravité des lésions et de la disponibilité d'un traitement au Luxembourg respectivement à l'étranger au tarif conventionné.

En l'espèce, la médiateure a souligné auprès de l'AAA que le médecin luxembourgeois a demandé un transfert précisément auprès du chirurgien étranger du fait qu'il s'agit d'un des rares spécialistes en mesure de réaliser le traitement.

Dans sa première prise de position, l'AAA a tout simplement contesté que le traitement chirurgical dont a bénéficié le réclamant n'ait pas pu être effectué au Luxembourg ou qu'il n'ait pas pu être effectué à l'étranger auprès d'un chirurgien relevant du régime d'assurance maladie légale et mettant seulement en compte les tarifs conventionnés.

La médiateure s'est adressée au chirurgien luxembourgeois ayant demandé l'autorisation de transfert, qui lui a attesté, après avoir décrit la complexité des lésions dont a souffert le réclamant, qu'il s'est vu obligé de diriger ce dernier vers un mono-spécialiste de l'épaule ayant une très grande expérience dans le traitement de ces lésions complexes. Et le chirurgien d'ajouter qu'il ne connaît aucun spécialiste de pointe dans ce domaine dans la Grande Région et qu'il a donc conseillé au réclamant de consulter un spécialiste de renommée internationale pratiquant dans la clinique orthopédique d'Annecy.

La médiateure en a déduit que le traitement opératoire en question a nécessité une spécialisation extrêmement poussée et a revêtu un degré de complexité tel qu'il ne peut être réalisé par des chirurgiens conventionnés, mais seulement par quelques rares spécialistes étrangers qui ne travaillent pas sous le régime des tarifs sociaux.

La médiateure a estimé que le réclamant se trouve dans la situation prévue à l'alinéa 6 de l'article 26 des statuts de la CNS, disposition qui permet une prise en charge d'un traitement qui ne peut être effectué par un prestataire relevant du régime d'assurance maladie légale du pays étranger. En pareil cas, la prise en charge est effectuée sur la base des tarifs fixés par le Contrôle médical par analogie aux tarifs luxembourgeois et du coût moyen d'hospitalisation.

L'AAA n'a pas pris position quant à la demande de la médiateure basée sur l'alinéa 6 de l'article 26 des statuts de la CNS.

L'AAA a cependant accepté d'accorder au réclamant un remboursement supplémentaire d'un montant de 236,49 euros sur la base de la réglementation communautaire qui prévoit un remboursement complémentaire au cas où la prise en charge dans l'État d'affiliation (le Luxembourg) est plus favorable que celle de l'État de séjour (France).

Le dossier est encore en cours de traitement.

B. Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)

L'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) répond généralement rapidement aux demandes de la médiateure. Le contact entre l'ADEM et le secrétariat du médiateur s'est amélioré depuis une entrevue entre la direction de l'ADEM et la médiateure. À cette occasion, les procédures de traitement des réclamations reçues par la médiateure à l'encontre de l'ADEM ont été discutées.

Les réclamations dirigées contre l'ADEM ont souvent trait aux indemnités de chômage. Les réclamants se plaignent soit du refus d'attribution des indemnités de chômage, soit du retrait des indemnités de chômage.

La médiateure a cependant également eu à traiter des réclamations relatives à l'occupation temporaire indemnisée (OTI).

Occupation temporaire indemnisée - information des bénéficiaires quant au terme de la mesure

L'occupation temporaire indemnisée consiste en des travaux d'utilité publique auxquels les chômeurs indemnisés peuvent être affectés sous certaines conditions afin de leur permettre de garder le contact avec le monde du travail.

Ainsi, un chômeur indemnisé et bénéficiaire d'une OTI s'est adressé à la médiateure en raison de l'arrêt, à ses yeux, abrupt et inattendu de son OTI. Le réclamant s'était vu accorder une OTI pour remplacer un salarié en congé de maladie prolongé. La lettre dans laquelle l'ADEM lui accordait l'OTI indiquait que la mesure était limitée à six mois avec une possibilité de prolongation de six mois.

Étant donné que le salarié remplacé était toujours en congé de maladie après l'expiration de la période initiale de six mois, le réclamant et l'employeur étaient persuadés que l'OTI allait être prolongée. Or, en l'espèce une prolongation n'était pas possible parce que les droits aux indemnités de chômage du réclamant étaient venus à expiration.

Le réclamant a été averti de la fin de son OTI trois jours avant le terme. Cet avertissement a surpris à la fois le réclamant et son employeur.

La médiateure a dû expliquer au réclamant que la prolongation de l'OTI n'était malheureusement pas possible, étant donné qu'il avait épuisé ses droits aux indemnités de chômage. Elle estimait toutefois que l'ADEM aurait dû informer le réclamant plus tôt de l'expiration de ses droits et de la fin de son OTI.

L'ADEM a expliqué que le réclamant et son employeur ont été informés dès le début que l'OTI était de six mois et qu'il était possible de la prolonger de six mois. Cette prolongation aurait cependant de toute façon dû être demandée à l'ADEM. Néanmoins, l'ADEM concède que l'arrivée du terme aurait pu être rappelée plus tôt au réclamant et qu'elle veillera dorénavant à informer les bénéficiaires d'une OTI deux mois avant l'expiration du droit aux indemnités de chômage ou du terme de l'OTI.

Lors d'une entrevue entre la direction de l'ADEM et la médiateure, la direction de l'ADEM a remis à la médiateure une lettre-type contenant la mise en garde de l'arrivée du terme, lettre qui sera dorénavant envoyée aux intéressés. La médiateure ne peut qu'en féliciter l'ADEM.

Chômage technique involontaire

La médiateure était saisie par une association sans but lucratif qui exploite un site culturel et historique appartenant à l'État. Pour l'exploitation du site, l'association emploie des salariés. Les salaires des personnes employées par l'association et les charges sociales y relatives sont entièrement à charge de l'association.

Début 2011, le ministère de la Culture et le Service des Sites et Monuments Nationaux ont élaboré un projet de revitalisation du site. Étant donné que les travaux prévus étaient d'une grande envergure, le site devait rester fermé au public pendant plusieurs mois. Or, l'association finance ses activités et les salaires des personnes employées avec les recettes provenant des entrées pour la visite du site, de diverses manifestations sur le site ainsi que de la location du site pour des évènements.

Ainsi, l'association a fait une demande de chômage technique involontaire afin de ne pas être obligée de licencier son personnel. L'employeur peut recourir, sous certaines conditions, au régime de chômage technique involontaire. Lorsque ces conditions sont remplies, le Fonds pour l'Emploi rembourse à l'entreprise une partie des salaires.

Cette demande a été refusée par le ministère du Travail et de l'Emploi au motif que la situation de l'association ne serait pas couverte par les dispositions légales relatives au chômage technique involontaire, notamment par le paragraphe (2) de l'article L. 532-1 du Code du Travail qui dispose que *«Toutefois, le ministre ayant l'Emploi dans ses attributions, sur avis de l'Agence pour le développement de l'emploi, peut étendre le bénéfice de la subvention visée au paragraphe (1) à l'entreprise dont l'activité se trouve totalement interrompue ou sensiblement réduite du fait de travaux de voirie ou d'infrastructure décidés par l'administration compétente, d'une durée supérieure à un mois, entravant sérieusement l'accès de la clientèle, à condition que la réduction de l'activité en question entraîne une diminution notable du chiffre d'affaires par rapport à une période d'activité normale»*.

Considérant que ces conditions étaient bien remplies, l'association a réclamé contre la décision de refus. Suite à cette réclamation, l'association a eu plusieurs entretiens avec le ministère et une visite des lieux a été faite. L'association aurait ensuite été informée oralement que la décision de refus initiale été annulée. Une nouvelle décision quant au chômage technique parviendrait à l'association au plus tard endéans un mois. L'association n'a cependant pas reçu de nouvelle décision.

Estimant que l'article L. 532-1, paragraphe (2) du Code du Travail devrait s'appliquer en l'espèce, la médiateure s'est adressée au ministère du Travail et de l'Emploi. Elle a expliqué que, pour pouvoir payer les salaires de son personnel ainsi que les charges sociales y relatives au cours de la période pendant laquelle le site était fermé, l'association a dû avoir recours à un prêt bancaire. Alors que le site était entretemps de nouveau ouvert au public et pouvait être visité et loué, l'association éprouvait des difficultés à rembourser ce prêt bancaire, sachant que les entrées lui permettent normalement à peine de couvrir les frais de personnel.

Le ministère du Travail et de l'Emploi a demandé une nouvelle fois l'avis de l'ADEM. Malgré un avis négatif de l'ADEM, le ministre a finalement accordé le chômage technique involontaire à l'association.

Trop handicapé pour avoir le revenu pour personnes gravement handicapées

La médiateure a été saisie d'une réclamation de la part d'un administré qui s'est vu refuser l'obtention du revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH). Étant donné que l'intéressé a entre autres des problèmes au niveau linguistique, la réclamation a été introduite en son nom par une assistante sociale de l'office social de sa commune.

En vertu de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, le RPGH est octroyé dans deux cas de figure:

- lorsque la personne n'est plus apte à travailler du tout, même pas dans un atelier protégé;

- lorsqu'elle est reconnue salariée handicapée et que pour des raisons indépendantes de sa volonté elle n'a pas accès à un emploi salarié et dispose de ressources d'un montant inférieur à celui du revenu pour personnes gravement handicapées.

Suite à une attaque cérébrale qui a mis le réclamant dans un état de santé difficile, celui-ci a introduit une première demande en vue de l'obtention du RPGH. Cette demande a été refusée par la Commission médicale en avril 2011. Celle-ci n'était pas d'avis que l'intéressé présentait un état de santé tel que tout effort de travail s'avère contre-indiqué. Elle estimait qu'il serait possible d'adapter un poste de travail dans le milieu ordinaire ou protégé à ses besoins. Autrement dit, le réclamant ne pouvait pas être classé dans la première des deux catégories indiquées ci-avant.

En août 2011, le réclamant a introduit une demande en reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé. La Commission médicale lui a reconnu ce statut en novembre 2011. Le réclamant s'est inscrit en février 2012 en tant que demandeur d'emploi auprès du service des salariés handicapés.

Avant que la personne gravement handicapée ne puisse avoir accès à un emploi, la Commission d'orientation et de reclassement professionnel fait une étude de son bilan médical et décide ensuite quel serait l'endroit de travail le plus adapté à la personne en question. Cette commission a décidé en mars 2012 que le réclamant ne peut être orienté ni vers un emploi sur le marché ordinaire, ni vers un atelier protégé. Cette décision a été prise conformément à l'avis du médecin du travail de l'ADEM et a été confirmée par la commission spéciale de réexamen après un recours introduit par l'intéressé.

Étant donné que le réclamant n'a pas eu accès à un emploi salarié pour des raisons indépendantes de sa volonté, il aurait appartenu au directeur de l'ADEM de transmettre le dossier au Fonds national de solidarité en vue de l'obtention du RPGH conformément à l'article 5 (1) de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées. Le directeur de l'ADEM a cependant refusé de procéder à cette transmission du dossier.

Suite à l'intervention de la médiateure, le directeur de l'ADEM a précisé qu'une telle transmission se heurterait au règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées. Ce règlement énumère les pièces justificatives à ajouter en annexe et mentionne à ce titre une décision devenue définitive de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel quant à l'orientation du requérant sur le marché de travail ordinaire ou dans un atelier protégé. Or, selon le directeur, ladite commission n'ayant orienté le réclamant ni sur le marché de travail ordinaire ni sur un atelier protégé, il n'existerait donc aucune pièce relative à une orientation du réclamant. Par conséquent, il ne serait pas en mesure de saisir le président du Fonds national de solidarité.

La question se pose donc de savoir si une décision de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel déclarant l'intéressé insusceptible d'être orienté vers un emploi tant sur le marché du travail que vers un atelier protégé constitue ou non une décision relative à l'orientation d'un intéressé.

La médiateure estime que la position prise par le directeur de l'ADEM est trop formaliste. Étant donné que le réclamant bénéficie du statut de travailleur handicapé et qu'il n'a pas eu accès à un emploi salarié pour des raisons indépendantes de sa volonté, il remplit les conditions pour bénéficier du RPGH. Le directeur s'est achoppé à la contradiction entre la décision de la Commission médicale qui a considéré l'état de santé du réclamant comme suffisant pour occuper un poste de travail adapté soit dans le milieu ordinaire soit dans le milieu protégé et la décision de la Commission d'orientation qui a déclaré l'intéressé insusceptible d'être orienté vers un emploi.

Vu la position catégorique du directeur de l'ADEM, la médiateure a proposé au réclamant d'introduire auprès de la Commission médicale une nouvelle demande en obtention du RPGH basé sur l'article 1.c) de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.

En cas de nouveau refus, une médiation entre les deux organismes susvisés de l'ADEM serait à l'ordre du jour.

Demande de remboursement des aides au réemploi

Un réclamant a eu droit au bénéfice d'une pension d'invalidité en vertu d'une décision de la Caisse de pension des employés privés du 20 mai 2008, la première mensualité lui ayant été versée à partir du 1er juin 2008. Il résulte aussi de cette décision que la pension d'invalidité lui a été accordée avec effet rétroactif au 1er novembre 2007.

Conformément à l'article 190 alinéa 2 du Code de la sécurité sociale, les arriérés de pension ont été assignés à la CNS à titre de remboursement des indemnités pécuniaires. Par la suite, l'ADEM lui a également demandé le remboursement de l'aide au réemploi que le réclamant a touchée durant cette période au motif que le contrat de travail du réclamant aurait déjà pris fin le 31 octobre 2007.

Aux termes de l'article 16 du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1994, l'aide au réemploi a été instituée pour garantir au salarié reclassé dans un nouvel emploi un niveau de rémunération correspondant à 90% de l'ancienne rémunération.

La demande de remboursement de l'ADEM peut se comprendre comme suit: l'aide au réemploi suppose que le salarié poursuit une activité professionnelle dans un nouvel emploi et

elle est difficilement compatible avec le statut de pensionné. L'octroi de l'aide au réemploi suppose donc que le salarié bénéficie d'un contrat de travail. Or, l'ADEM s'est basée sur la désaffiliation effectuée avec effet au 31 octobre 2007 pour conclure que le réclamant n'était plus sous contrat de travail durant la période en question.

Le réclamant ne bénéficie cependant que d'une pension d'invalidité mensuelle de 933,18 euros. S'il doit encore rembourser l'aide au réemploi d'un montant de 6.553,72 euros, il serait sans ressources pendant sept mois.

En outre, la désaffiliation du réclamant n'a pas eu lieu suite à une demande de l'employeur, mais dans le cadre de la procédure d'octroi de la pension d'invalidité. Aux fins de pouvoir procéder au calcul définitif de la pension d'invalidité, la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP) demande au Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) de clôturer les affiliations courantes à la date à laquelle la pension prend cours. Une fois que l'affiliation est clôturée à une date déterminée (qui peut être rétroactive), il est possible de procéder au calcul définitif de la pension, la carrière d'assurance de l'assuré étant définitivement arrêtée.

Comme en l'espèce la désaffiliation a eu lieu dans le cadre de la procédure d'octroi de la pension d'invalidité, il y a lieu de se référer à l'article L. 125-4 du Code du Travail.

Il a notamment été décidé par la jurisprudence qu'en vertu de cet article, le contrat de travail cesse de plein droit le jour de la décision portant attribution au travailleur d'une pension d'invalidité et non pas à la date à partir de laquelle ladite pension est attribuée avec effet rétroactif (Cour d'appel 8e 21.12.2006 Carlo Bernard c/ Marceline Wenzel, rôle n°31074).

Étant donné que le réclamant se trouvait encore sous contrat de travail jusqu'en 2008, l'ADEM s'est finalement déclarée d'accord à renoncer à sa demande de remboursement.

Décision de retrait des indemnités de chômage

Un réclamant s'est plaint auprès de la médiateure au sujet de la décision de retrait des indemnités de chômage prise par l'ADEM à son égard.

Le réclamant a reçu une carte d'assignation dans laquelle il a été invité à prendre contact par téléphone avec un employeur. Dans sa décision de retrait, l'ADEM lui a reproché son *«attitude négative»* lors de l'entretien téléphonique avec l'employeur de sorte qu'il ne pouvait plus être considéré comme chômeur involontaire.

La médiateure a demandé à l'ADEM de lui fournir des précisions sur les propos tenus au téléphone par le réclamant desquels l'employeur prétend déduire une attitude à ce point négative qu'il y aurait lieu d'en déduire un refus de travail de nature à faire perdre au réclamant sa qualité de chômeur involontaire.

L'ADEM précisa que le réclamant aurait clairement manifesté lors de cet entretien téléphonique son désintérêt pour le poste offert dans le cadre d'une occupation temporaire indemnisée (OTI) et que par le passé, un autre employeur aurait déjà relevé la même attitude négative de la part du réclamant.

Au vu de ces éléments, la médiateure n'a pas pu poursuivre des démarches en faveur du réclamant.

C. Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF)

Les réclamations à l'encontre de la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF) sont variées. La médiateure a été saisie d'un certain nombre de réclamations qui ont pu être réglées assez rapidement. Il s'agissait souvent de cas dans lesquels le dossier des réclamants n'était pas complet. Il a suffi dans ces cas de transmettre à la CNPF les documents manquants.

Alors qu'une bonne partie des dossiers ont pu être solutionnés rapidement en raison du bon contact qu'entretiennent les collaborateurs de la médiateure avec les agents de la CNPF, la médiateure est amenée à constater que les bénéficiaires des prestations familiales sont souvent insuffisamment informés de leurs droits et obligations. Ainsi, la communication entre la CNPF et les bénéficiaires des prestations familiales présente parfois des insuffisances ou la communication est lacunaire.

Dans certains cas, la CNPF a tardé à remarquer que des prestations, qui continuaient à être payées, n'étaient plus dues. Dans un tel cas, la somme à rembourser par les bénéficiaires est parfois élevée. À ce sujet, la médiateure se pose la question de savoir si des échanges d'informations ne devraient pas avoir lieu plus systématiquement entre la CNPF et d'autres administrations qui disposent d'informations qui seraient importantes pour déterminer le droit aux prestations familiales (p. ex. le Centre commun de la sécurité sociale).

Ainsi, la médiateure a été saisie par une famille qui réside dans un autre État membre de l'Union européenne à laquelle la CNPF réclamait le remboursement d'un montant de 20.000 euros à titre de prestations familiales indûment perçues.

Le père de famille est originaire du Grand-Duché de Luxembourg. Ayant vécu et travaillé au Luxembourg, il a été muté par son employeur fin 2002 dans une filiale établie dans son nouvel État de résidence. Il a toutefois gardé une assurance volontaire de maladie et pension au Luxembourg.

Sur base du règlement (CEE) n°1408/71 du Conseil du 14 juin 1971, la CNPF a considéré à juste titre cette assurance volontaire comme étant suffisante pour bénéficier des allocations familiales au Luxembourg. En plus, la famille n'avait pas droit aux prestations familiales dans son pays de résidence. Or, depuis l'entrée en vigueur d'un règlement européen qui coordonne les systèmes de sécurité sociale (règlement (CE) 883/2004 du 29 avril 2004), une inscription volontaire ne suffit plus pour pouvoir toucher des prestations familiales luxembourgeoises.

Malgré ce changement de législation, la CNPF a continué à payer les prestations familiales jusqu'en décembre 2012, date à laquelle la mère de famille a informé la CNPF qu'elle reprenait un travail dans son pays de résidence.

Au cours des années, les réclamants ont toujours informé la CNPF de tout changement dans leur situation familiale ou professionnelle et ont toujours remis tous les documents que la CNPF leur demandait. La CNPF avait donc tous les éléments pour connaître la situation des réclamants. Après l'entrée en vigueur du règlement (CE) 883/2004, le dossier aurait dû être réévalué et mis en conformité avec les nouvelles dispositions. Les réclamants quant à eux pouvaient légitimement ignorer que suite à l'entrée en vigueur du règlement (CE) 883/2004 leurs droits allaient changer. Leur situation familiale et professionnelle était restée inchangée.

Étant donné que les salaires des réclamants sont modestes, ils ne pouvaient pas rembourser la somme de 20.000 euros que la CNPF réclamait à titre de trop-perçu. Les prestations familiales reçues avaient logiquement été utilisées pour payer les charges de la famille.

Au moment où la famille s'est adressée à la médiateure, aucun arrangement n'avait encore pu être trouvé avec la CNPF. Afin d'éviter un recouvrement forcé, la famille avait cependant déjà commencé à rembourser la somme réclamée par des paiements mensuels de 100 euros, alors qu'un paiement plus substantiel aurait compromis la situation financière de la famille.

La médiateure a constaté que les réclamants n'avaient commis aucune faute ni aucune négligence. Ils n'ont jamais essayé d'obtenir frauduleusement des prestations auxquelles ils n'avaient pas droit. La situation était donc imputable à la CNPF qui a continué à payer les prestations familiales alors qu'elle disposait de toutes les informations nécessaires pour évaluer la situation.

Aussi, la médiateure a-t-elle demandé à la CNPF d'assumer sa responsabilité et de renoncer, du moins en partie, à la restitution de la somme réclamée.

La CNPF a partagé l'avis de la médiateure selon lequel il ne pouvait être reproché aux réclamants de ne pas avoir été au fait du changement intervenu par l'entrée en vigueur du règlement (CE) 883/2004 ni d'avoir été de mauvaise foi.

Néanmoins, la CNPF a fait remarquer que la famille avait touché une somme importante en allocations de la part de l'État luxembourgeois. La CNPF n'aurait pas pu détecter que dans le dossier en question la situation avait changé, puisqu'elle ne disposait pas d'un système informatique ou technique adapté à cette fin. En effet, la CNPF ne bénéficie pas d'un accès aux données du Centre commun de la sécurité sociale. C'est pour cette raison que le problème n'est apparu qu'au moment où un autre changement a dû être fait dans le dossier, à savoir la reprise d'un travail de l'épouse.

Afin de tenir compte de la bonne foi des réclamants, la CNPF s'est toutefois montrée sensible à l'argumentation de la médiateure et a exceptionnellement renoncé à une partie de la somme indûment perçue par la famille. Un échelonnement des remboursements a été accordé pour la somme restante.

La médiateure approuve l'attitude de la CNPF qui est conforme au principe de bonne administration selon lequel l'administration doit assumer les conséquences de ses actes.

Il est évident que dans des cas où des bénéficiaires de prestations ont sciemment trompé la CNPF ou n'ont pas respecté l'obligation d'informer la CNPF d'un changement dans leur situation, la CNPF ne renoncera pas au remboursement des sommes indûment perçues.

La médiateure tient à ajouter qu'un accès de la CNPF aux données du Centre commun de la sécurité sociale lui permettrait de contrôler plus facilement certaines données et de détecter des changements de situation des bénéficiaires de prestations afin de s'y adapter rapidement. Idéalement, la CNPF devrait être informée automatiquement de certains changements de situation ayant des conséquences sur le droit aux prestations familiales. Étant donné qu'un tel échange d'informations risque cependant de poser d'autres problèmes, un accès limité aux données concernant la CNPF (p. ex. l'existence d'une affiliation à la sécurité sociale luxembourgeoise) permettrait au moins d'éviter un paiement prolongé des prestations, dès que la CNPF a un doute sur les indications contenues dans ses fichiers.

La médiateure souhaite citer une autre réclamation reçue à l'égard de la CNPF.

Le réclamant avait saisi la médiateure suite au refus de la CNPF de lui octroyer un congé parental. En principe, chaque parent a droit à un congé parental de six mois par enfant. Le congé parental peut également être pris à mi-temps pendant douze mois.

Dans le cas soumis à la médiateure, le réclamant était père de jumeaux. Pour ce cas, l'article L. 234-44, alinéa 3 du Code du Travail prévoit ce qui suit: *«En cas de naissance multiple ou d'adoption multiple, le congé parental est accordé intégralement pour chacun des enfants de la même naissance ou adoption. La demande du congé parental s'applique à tous les enfants visés.»*

L'article L. 234-45, alinéa 3 du Code du Travail prévoit que l'un des parents doit prendre son congé parental consécutivement au congé de maternité (le premier congé parental). Le deuxième congé parental peut être pris par l'autre parent jusqu'à l'âge de cinq ans de l'enfant. Au cas où aucun des parents ne prendrait son congé parental consécutivement au congé de maternité, le premier congé parental est perdu. Le deuxième congé parental reste dans ce cas disponible et peut être pris par n'importe lequel des parents.

Suite à la naissance des jumeaux, la mère avait pris un congé parental de six mois consécutivement au congé de maternité. Immédiatement après ce congé parental de six mois, elle a pris un congé à plein temps de douze mois.

Lorsque le père a demandé son congé parental pour les deux enfants, le congé parental pour l'un des enfants lui a été refusé par la CNPF au motif que le congé parental à mi-temps de douze mois pris par la mère n'avait pas été pris consécutivement au congé de maternité et était donc à considérer comme le deuxième congé parental pour l'enfant en question.

Ce raisonnement juridiquement correct n'en est pas moins illogique alors qu'en l'espèce la mère a pris le congé parental à plein temps pour le premier enfant et a enchaîné immédiatement avec le congé parental à mi-temps pour le deuxième enfant. En pratique, on peut donc considérer que les congés étaient consécutifs au congé de maternité.

Le refus était basé sur la deuxième phrase de l'alinéa 3 de l'article L. 234-44 du Code du Travail: *«La demande de congé parental s'applique à tous les enfants visés.»* Cette disposition signifie que la forme du congé parental choisie au départ doit être maintenue pendant toute la durée du congé parental accordé pour l'ensemble des enfants d'une même naissance. De cette manière le congé peut être considéré dans son intégralité comme congé parental consécutif au congé de maternité.

Les parents n'étaient pas au courant de l'interprétation de cette disposition du Code du Travail. Ils affirment que la CNPF les a avertis du fait que la mère avait pris ses congés de façon à entraîner la perte d'un congé parental pour le père à un moment où il n'était plus possible de s'organiser différemment.

Lorsque la mère a choisi la forme de son congé parental, les parents n'étaient pas au courant que contrairement aux parents qui ont leurs enfants consécutivement, ils n'avaient pas la possibilité de choisir la forme de leur congé parental individuellement pour chaque enfant.

La médiateure partage l'avis des parents que les dispositions légales ne sont pas claires et ont pu être mal comprises. Pour cette raison, l'information concernant le congé parental en cas de jumeaux devrait être plus précise sur le site Internet de la CNPF et sur les feuilles d'information disponibles pour les parents. Cela permettrait de rendre les parents de jumeaux attentifs aux modalités de leur congé parental. La CNPF s'est engagée à améliorer ces informations.

Lors d'une entrevue entre les responsables de la CNPF et la médiateure, les modalités d'information des parents concernés ont été discutées. Outre l'information plus précise qui sera donnée sur le site Internet de la CNPF, celle-ci veillera à informer les parents sur les conséquences du choix du parent qui prend le premier congé parental et plus précisément lorsqu'il souhaite changer de forme de congé parental pour l'un des enfants (p. ex. si pour des jumeaux il souhaite prendre six mois à plein temps et douze mois à mi-temps au lieu de douze mois à plein temps ou 24 mois à mi-temps) avant de donner l'accord pour le congé parental.

La médiateure se félicite de l'accord intervenu, mais reste convaincue que la loi sur le congé parental mériterait d'être amendée pour la rendre plus facile à comprendre et à appliquer.

La médiateure a été saisie d'une réclamation dirigée à l'encontre de la CNPF de la part de deux époux qui résident au Grand-Duché de Luxembourg sous le couvert d'une autorisation de séjour de type étudiant et qui se sont vu refuser l'allocation de naissance pour leur fils qui venait de naître au Luxembourg. Ce refus était motivé par le fait que les réclamants ne remplissent pas les conditions posées par les articles 277 à 287 du Code de la sécurité sociale, aux termes desquels il faut avoir un domicile légal au Luxembourg à la date du dernier examen prénatal pour pouvoir prétendre à l'allocation de naissance.

Les réclamants ont contesté cette décision. Ils estiment en effet remplir cette condition, puis qu'ils sont tous les deux détenteurs d'une autorisation de séjour valable.

Le terme «domicile légal» est interprété de manière très large. Selon la jurisprudence, avoir son domicile légal au Luxembourg signifie non seulement que la personne concernée doit résider de manière légale au Luxembourg, mais en plus il faut que les critères de fixité et de stabilité soient remplis, c'est-à-dire la volonté certaine de vouloir vivre dans le pays.

La CNPF est toutefois d'avis que le critère de fixité du domicile n'est pas rempli dans leur cas, en raison du fait qu'ils sont autorisés à résider au Luxembourg pour y effectuer des études, ce qui par définition signifie d'y vivre pendant une période limitée dans le temps.

La médiateure est intervenue auprès de l'administration en question pour expliquer que les époux étaient certes venus au Luxembourg pour y effectuer leurs études, mais qu'ils envisageaient d'y rester une fois leurs études terminées. Pour la médiateure, la volonté de vouloir rester au pays ressort notamment du fait que l'épouse a déjà travaillé sous le statut d'étudiant au Luxembourg et qu'elle est activement en train de chercher un emploi, alors que ses études arrivent à leur fin. Elle a par ailleurs même déjà été convoquée à plusieurs entretiens d'embauche.

Ces éléments n'ont cependant pas permis de convaincre le président de la CNPF. Pour lui, le statut d'étudiant est par définition temporaire et ne confère pas de domicile légal dans le pays dans lequel des études sont poursuivies.

Il a toutefois précisé que dans le cas où les réclamants obtiendraient un autre type d'autorisation de séjour, la caisse ne manquerait bien entendu pas de revenir sur les droits auxquels ils pourront prétendre à ce moment-là.

Le même raisonnement s'applique également pour les allocations familiales, puisque l'article 269 du Code de la sécurité sociale pose également la condition selon laquelle il faut avoir un domicile légal au Luxembourg pour prétendre à ce type d'aides.

Une autre réclamation venait d'un grand-père auprès de qui deux petits-enfants avaient été placés suite à un jugement étranger alors que les enfants devaient être hébergés hors de leur milieu familial.

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que la législation étrangère prévoit que ce placement ne peut être ordonné que pour la période d'une année, prorogeable par la suite. D'ailleurs, le grand-père expliquait que les autorités étrangères prévoyaient que le placement devait durer longtemps.

Le grand-père a introduit une demande en obtention des allocations familiales auprès de la CNPF dès que les petits-enfants ont résidé effectivement dans son ménage.

La CNPF n'a toutefois attribué les prestations familiales qu'à partir du moment où les enfants ont été inscrits au registre de la population de la commune au Luxembourg alors que le domicile légal et la résidence effective dans le ménage du grand-père sont des éléments déterminants pour l'ouverture du droit aux prestations.

En effet, la CNPF ne saurait se référer qu'aux pièces officielles qui lui sont adressées. Ainsi a été pris en compte le certificat de composition de ménage pour déterminer l'ouverture du droit aux prestations familiales.

La CNPF a attribué les allocations familiales pour chaque enfant individuellement. Elle n'a pas accepté de considérer qu'il s'agit d'un groupe d'enfants, cas dans lequel les allocations familiales sont majorées. À noter que dans le ménage du grand-père vit également encore une de ses propres filles qui est encore mineure et a donc encore droit aux allocations familiales.

Ainsi, le grand-père touchait les prestations familiales pour chaque enfant séparément.

Il s'est alors adressé à la CNPF pour réclamer l'attribution du groupe familial pour les trois enfants. Dans sa prise de position, la CNPF a toutefois expliqué ne pas pouvoir donner suite à cette demande alors que suivant les dispositions de l'article 270, alinéa 5 du Code de la sécurité sociale: *«La Caisse nationale des prestations familiales* ***peut*** *étendre le groupe familial du tuteur ou du gardien effectif aux enfants recueillis par une personne qui exerce la tutelle ou le droit de garde en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée ou de toute autre mesure légale de garde, dûment certifiée par l'autorité compétente,* ***à condition que le placement soit durable*** *et que cette solution soit plus favorable pour le bénéficiaire.* ***Est considéré comme durable tout placement ordonné pour la durée d'une année au moins.****»*

Dans son intervention, la médiateure a fait valoir que la législation du pays en provenance duquel les petits-enfants venaient ne prévoyait que des placements pour une période d'un an, prorogeables d'une année à l'autre.

La CNPF a accepté de revoir la situation familiale dès que les petits-enfants auraient résidé légalement depuis un an chez leurs grands-parents. Compte tenu du fait qu'un nouveau jugement avait entre-temps prolongé le placement, la CNPF a attribué le groupe familial de façon rétroactive, c'est-à-dire à partir du début de leur résidence légale auprès de leurs grands-parents.

Partie 2

2.1. Des recommandations de la médiateure et des suites y réservées par les autorités compétentes

Recommandation n°42 relative 1. à la mise en place d'une structure d'écoute, d'information et de médiation; 2. à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé

1. Mise en place d'une structure d'écoute, d'information et de médiation indépendante en matière de santé et de sécurité des soins

Le médiateur est régulièrement saisi par des demandes d'information, voire par des doléances émanant de patients qui s'estiment lésés à la suite de traitements ou d'interventions de nature médicale dispensés, en ce qui concerne la plupart des saisines, en milieu hospitalier ou parahospitalier.

Dans une très grande majorité des cas, après une première analyse, ces saisines semblent avoir pour origine un manque de communication et de dialogue entre le professionnel de santé et le patient.

Le médiateur se doit de constater que très souvent les citoyens qui font appel à ses services en pareil cas ne souffrent pas en premier lieu d'un grave dommage, corporel ou moral, qui serait survenu à la suite d'un acte médical ou de soins. Force est de constater que la grande majorité des citoyens qui font appel au médiateur en cette matière font plutôt état, après une intervention médicale plus ou moins invasive, d'un sentiment d'insécurité quant à leur état de santé et son évolution ainsi que de questionnements quant à la nature et l'évolution de leurs pathologies respectives et surtout quant à l'impact de cette évolution sur leur vie familiale, professionnelle et sociale. Souvent ces citoyens qui ont subi une thérapie médicale ou une intervention chirurgicale se plaignent de n'avoir reçu que des informations très sommaires quant à leur maladie ou quant aux changements à apporter au mode de vie que leur maladie spécifique impose ou rend du moins indiqués.

Le médiateur s'est également vu confronté à certains dossiers dont l'instruction l'amène à ne pas exclure l'engagement d'une éventuelle responsabilité civile, et dans quelques très rares cas, également d'une éventuelle responsabilité pénale d'un professionnel du domaine de la santé.

Il n'est certainement pas question de mettre en cause le sens du devoir et de l'éthique professionnelle d'une écrasante majorité des médecins ou des autres professionnels de santé dont la préoccupation première est de dispenser des services médicaux et paramédicaux de qualité.

Cependant, et au vu de l'expérience faite en France après la mise en place d'un pôle santé et sécurité des soins, il serait utile et nécessaire que le Grand-Duché de Luxembourg se dote également d'un instrument destiné à renforcer les efforts déjà déployés par les autorités publiques compétentes et les différents acteurs du domaine de la santé en matière d'intensification du contrôle de la qualité et de la sécurité des soins ainsi que de la garantie d'un maximum de transparence.

De par l'obligation de moyens qui leur incombe, les professionnels de la santé ont le devoir de garantir aux patients des soins sécurisés. Il s'agit là d'une exigence légitime. La sécurité du soin est la mission première des professionnels de santé. Il faut donc s'assurer que tous les moyens soient mis en œuvre pour éviter la survenance d'évènements indésirables liés aux soins médicaux.

Si l'on admet l'hypothèse, tout à fait justifiable, que les évènements indésirables dans le domaine des soins médicaux et paramédicaux ne sont pas moins fréquents, toutes proportions gardées, au Grand-Duché de Luxembourg que dans les pays limitrophes, il serait à cet égard indiqué d'envisager la création d'un mécanisme appelé notamment à s'assurer du respect des meilleures pratiques en matière de la qualité et de la sécurité des soins médicaux et paramédicaux, à favoriser le dialogue et à garantir un maximum de transparence dans les relations entre les différents intervenants du domaine de la santé et le patient et à fournir à toute personne les informations sollicitées sur les droits qu'elle peut faire valoir en tant que patient.

Dans un monde qui affiche une tendance accrue à la judiciarisation avec une médecine de plus en plus sophistiquée où à tort ou à raison les professionnels de santé se sentent de plus en plus critiqués et fragilisés dans leur exercice et où les usagers aspirent légitimement à être dûment écoutés et informés, il semble utile de confier la triple mission décrite plus haut à une structure d'écoute, d'information et de médiation, capable de favoriser et de soutenir davantage au sein du monde de la santé une démarche de dialogue et de transparence.

Il est important de souligner qu'une telle structure, équidistante entre le patient et le professionnel ou l'établissement de santé, serait notamment appelée à renouer le dialogue rompu entre le professionnel de santé et le patient, à rapprocher les parties dans un esprit d'ouverture et de compréhension mutuelle afin de trouver une issue donnant satisfaction à toutes les parties impliquées.

Une telle structure investie d'une indépendance totale tant à l'égard du monde de la santé et des institutions publiques qu'à l'égard des patients devrait également contribuer à diminuer les contentieux médicaux dont les tribunaux sont saisis et qui demandent tant de la part du patient que du professionnel de santé concerné un investissement financier considérable dans des procédures souvent longues avec une issue peu prévisible.

La structure d'écoute, d'information et de médiation à créer serait évidemment également à la disposition de tout professionnel de santé qui se voit confronté à un évènement indésirable ou à un quelconque autre problème dans l'exercice de sa profession.

Dans cet ordre d'idées, il est évident que la médiation ne fonctionnera utilement qu'à condition que la partie mise en cause ne puisse s'y soustraire.

Afin de remplir pleinement l'objectif d'un meilleur dialogue et d'un maximum de transparence, cette structure ne devrait cependant fonctionner qu'à titre subsidiaire et donc en deuxième ligne.

Il serait dans cette logique nécessaire que chaque établissement de santé, voire chaque profession de santé se dote d'une structure d'écoute, d'information et de médiation interne dont la composition devrait garantir un maximum de neutralité. Il appartiendrait au patient de saisir d'abord l'intervention des médiateurs locaux et seulement en cas d'échec celle du médiateur national.

Dans l'exercice de sa fonction, le médiateur obtiendra nécessairement connaissance d'un grand nombre d'évènements indésirables survenus dans le domaine médical ou paramédical.

Ces évènements, dans la mesure où ils sont susceptibles d'avoir un impact réel ou présumé sur la santé publique pour autant qu'ils ne concernent pas des cas uniques et isolés, seront continués par le médiateur national aux différents responsables de la santé afin d'en tenir compte, notamment dans le cadre de l'assurance de la qualité des prestations hospitalières prévue aux articles 21 et 23 du règlement grand-ducal du 13 mars 2009 établissant le plan hospitalier national et déterminant les missions et la composition minimale des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures.

En conclusion*, il est proposé de procéder à la création d'une structure d'écoute, d'information et de médiation locale et nationale dans le domaine de la santé, compétente pour informer et recevoir toutes les réclamations qui mettent en cause:*

- le non-respect des droits des patients;

- la qualité du système de santé;

- la sécurité des soins;

- l'accès aux soins.

La structure de médiation appelée à réaliser ces objectifs sera double. En première ligne, le patient ou le professionnel de santé devra saisir la structure de médiation locale fonctionnant au sein de son établissement. En cas d'échec de la médiation locale, le médiateur national pourra être saisi par la partie la plus diligente.

Le secret médical ne pourra être opposé aux structures de médiation.

Le médiateur national peut s'entourer, à charge de son budget, de tout avis d'expert ou de toute expertise contradictoire jugée utile dans le cadre de l'accomplissement de sa mission. Il ne transmettra aux parties que les conclusions finales de l'expert. Tout refus d'un patient ou d'un professionnel de la santé de se soumettre à une expertise ou de collaborer avec l'expert mettra fin à la médiation.

Le médiateur rédigera un rapport final sur l'issue de la médiation.

La question de savoir s'il incombe de confier la mission d'écoute, d'information et de médiation nationale à un nouvel organe à créer ou de l'intégrer dans une structure d'ores et déjà existante relève essentiellement de l'opportunité politique.

Le médiateur donne cependant à considérer que son périmètre de compétences inclut d'ores et déjà tous les établissements publics de santé.

Ainsi, il serait pour le moins indiqué de réfléchir également sur la possibilité d'intégrer la structure proposée dans le périmètre d'action du médiateur.

2. L'indemnisation des dommages résultant de soins de santé

En tant que remarque préliminaire, il est important de rappeler que le domaine de la santé n'échappe pas aux règles normales du droit civil, voire du droit pénal.

Il arrive cependant fréquemment qu'un patient subit un dommage suite à des soins de santé sans que la moindre faute professionnelle n'ait pu être constatée dans le chef des professionnels de santé concernés.

Deux cas de figure répondent plus particulièrement à cette situation: il s'agit premièrement des infections nosocomiales contractées alors même que tous les protocoles d'hygiène hospitalière ont été respectés et deuxièmement des dommages résultant d'aléas thérapeutiques. S'il est clair que chaque thérapie médicale comporte un risque, fût-il minime, il est tout aussi évident que les patients victimes de tels aléas peuvent être affectés par des dommages.

Tant les victimes d'infections nosocomiales provoquées sans qu'une faute soit imputable à un professionnel de santé que celles d'aléas thérapeutiques peuvent subir des dommages corporels ou moraux, voire les deux à la fois, qui compromettent sérieusement leur qualité de vie, leur avenir professionnel et familial et/ou alors leur situation financière.

S'il est acquis que toutes les victimes de maladies graves ou de dommages corporels ou moraux graves peuvent bénéficier des différentes aides ou mesures proposées par le système de sécurité sociale, tant en ce qui concerne la prise en charge d'un éventuel traitement, d'un appareillage prothétique, d'un agencement du domicile adapté à des besoins spécifiques, de différentes facilités concernant l'emploi comme le reclassement, qu'en ce qui concerne l'octroi d'une pension d'invalidité transitoire ou permanente, il n'en reste pas moins que ces patients subissent un préjudice moral et surtout financier certain qui, lorsqu'il survient à un âge relativement jeune ou s'il concerne une personne qui assure seule le revenu de toute une famille, peut pousser les concernés jusqu'au bord de la précarité.

Se pose dès lors la question de la couverture par l'État de tout ou de partie des dommages résultant de tels évènements indésirables.

Cette question est étroitement liée à celle de savoir où devraient se situer les limites de l'intervention de l'État-providence.

Réponse:

En ce qui concerne le suivi de la recommandation n°42, je me réfère à mes réflexions présentées dans la préface et le suivi de la recommandation n°45 dans le rapport annuel de l'année précédente. La situation reste inchangée dans l'attente de l'entrée en vigueur de la loi des droits et devoirs des patients.

Recommandation n°45 relative à l'institution d'un organe de surveillance auprès des ordres professionnels et d'autres professions libérales

Depuis son entrée en fonction en mai 2004, le médiateur est régulièrement saisi de réclamations émanant de citoyens qui expriment leur mécontentement sur la manière de voir traiter leurs plaintes par les instances des ordres professionnels ou d'autres professions libérales réglementées en charge de veiller au respect des règles déontologiques par les membres de la profession.

Il s'agit en l'occurrence notamment de réclamations émanant de citoyens insatisfaits du traitement de leurs plaintes adressées au Conseil de l'Ordre des avocats, à la Chambre des huissiers, à la Chambre des notaires ou encore au Collège médical.

Tout en n'ayant pas de compétence directe pour connaître de telles réclamations à l'encontre d'instances qui ne sont pas des instances publiques au sens de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur, il est néanmoins légitime que le médiateur s'interroge sur le fonctionnement des instances internes aux professions libérales qui par délégation de la puissance publique ont notamment pour mission de veiller à la réputation de la profession et de protéger les citoyens contre tous les agissements de leurs membres qui seraient préjudiciables à l'honneur de la profession.

Il s'agit là d'une préoccupation d'autant plus pertinente que de par la nature de leurs services et de leurs prestations ces professions libérales se situent dans un cadre proche de celui d'un service public.

Les expériences acquises au cours des sept dernières années amènent le médiateur à conclure que nombre de citoyens à tort ou à raison n'arrivent pas à se défaire du sentiment que les instances de surveillance des différentes professions libérales ont plutôt le réflexe de défendre leurs membres contre toutes les critiques ou contestations venant de l'extérieur que d'assurer la protection du public contre des agissements ou des comportements non conformes aux règles de la profession.

Dans une société marquée par une évolution ultrarapide des connaissances scientifiques, techniques et professionnelles dans laquelle les citoyens se sentent souvent dépassés et insécurisés par une législation de plus en plus envahissante, les experts membres de professions libérales assument une responsabilité d'autant plus grande à l'égard de leurs clients.

Aussi, le pouvoir d'autorégulation, l'une des pierres angulaires d'un système qui pour certaines professions remonte au début du 19e siècle, ne saurait-il de nos jours puiser sa justification que dans la détermination de tout ordre professionnel de veiller scrupuleusement à l'observation des règles déontologiques de la profession et ainsi d'assurer pleinement les responsabilités qui lui incombent de par la loi.

Si les instances désignées de par la loi à engager des poursuites disciplinaires contre des membres de la profession ayant enfreint les règles déontologiques n'ont pas d'obligation légale de rendre des comptes aux plaignants, la responsabilité morale de motiver leur prise de position et d'informer les personnes concernées des suites réservées à leur plainte semble d'autant plus évidente que, sauf en cas de saisine par le procureur général d'État ou par le procureur d'État, il leur appartient à elles seules de juger de l'opportunité d'une poursuite devant le conseil de discipline.

Interpellé par de nombreuses plaintes dont il a été saisi à l'encontre des instances appelées à

veiller à la sauvegarde de l'honneur de la profession et sans vouloir aucunement mettre en cause l'intégrité et l'engagement des mandataires en charge de cette mission dans les différents ordres professionnels, le médiateur estime qu'un fonctionnement interne des professions libérales à l'abri du moindre regard de l'extérieur n'est plus guère compatible avec les principes d'objectivité et de transparence qui sont à la base d'une conception évoluée de l'État de droit et de la démocratie.

Aussi le médiateur est-il convaincu que la mise en place d'une instance de surveillance de l'État auprès des ordres professionnels et d'autres professions libérales serait de nature à renforcer la confiance du public dans le fonctionnement de ces professions et à corroborer la légitimité du pouvoir d'autorégulation dont elles sont investies.

Si à ce jour une telle instance n'a pas encore trouvé sa place dans les démocraties de l'Europe occidentale, l'idée n'est pas nouvelle dans la mesure où déjà en 1981 elle s'est trouvée inscrite dans le programme de François Mitterrand, candidat de la gauche aux élections du Président de la République française.

Ainsi, le médiateur ne voit pas d'argument qui serait de nature à empêcher le législateur luxembourgeois d'être pour une fois à la pointe du progrès démocratique en s'appropriant une idée dont la mise en œuvre pourrait servir d'exemple à d'autres États européens.

À cette fin, le médiateur estime que le législateur serait bien conseillé de s'inspirer du système professionnel tel qu'il fonctionne au Québec, dans un État qui depuis des décennies est à l'avant-garde du processus démocratique et de la protection des droits du citoyen.

En 1973, l'État du Québec s'est doté d'un code des professions avec comme principale innovation l'institution d'un office des professions.

Il s'agit en l'occurrence d'un organisme gouvernemental dont la mission première consiste à surveiller le fonctionnement des ordres professionnels et notamment à veiller à ce que chaque ordre s'acquitte de son mandat de protection du public.

Cela étant, le médiateur se rend parfaitement à l'évidence que vu la multiplicité des missions et des compétences dévolues à l'office des professions, le modèle québécois ne saurait être transposé tel quel dans le droit interne luxembourgeois.

Ainsi et au-delà de son rôle d'organisme-conseil auprès du Gouvernement, l'office des professions vérifie les mécanismes d'évaluation de la compétence et de l'éthique des professionnels ainsi que la situation financière des ordres professionnels. Il dispose également d'un pouvoir réglementaire et de pouvoirs d'enquête.

Dans le contexte de la présente recommandation, le médiateur propose de limiter la surveillance de l'État à l'évaluation qualitative du traitement par les instances compétentes des ordres professionnels et d'autres professions libérales des plaintes des citoyens relatives à des actes ou à des comportements de leurs membres.

Il s'agirait en l'occurrence d'un contrôle relatif au traitement approprié des dossiers suite à des réclamations adressées à l'organe chargé par l'État de protéger le public contre tous les dysfonctionnements d'un ordre professionnel.

Ainsi, en cas d'un traitement inapproprié par l'instance compétente d'une profession libérale d'une plainte lui adressée par un citoyen, l'organe de surveillance pourrait s'adresser à l'instance concernée pour demander un réexamen du dossier sans pour autant avoir le droit d'intervenir dans le fond de l'affaire.

L'organe de surveillance pourrait notamment enjoindre à l'instance concernée de transmettre au plaignant une réponse dûment motivée. Il veillerait à ce que le plaignant reçoive dans les meilleurs délais de plus amples explications sur les suites réservées à son dossier afin qu'il comprenne au mieux le sens de la position prise par l'instance compétente de l'ordre ou de la profession concernés.

L'organe de surveillance accuserait réception de toutes les réclamations écrites dans les cinq jours tout en s'obligeant à y apporter dans la mesure du possible une réponse dans les quatre-vingt-dix jours.

L'organe de surveillance établirait autant de rapports annuels que de besoin sur la nature des plaintes dont il a été saisi à l'encontre des instances des ordres professionnels ou d'autres professions libérales. Ces rapports contiendraient, le cas échéant, des commentaires et des suggestions en vue d'une amélioration des relations que les ordres professionnels entretiennent avec les citoyens.

Chaque rapport serait adressé tant à l'ordre ou à la profession concernés qu'au ministre de tutelle.

Quant à la détermination et à la composition de l'organe de surveillance auprès des ordres professionnels ou autres professions libérales, le médiateur estime que pour des raisons liées à l'indépendance et à l'impartialité il serait indiqué de confier cette mission à un collège composé de trois conseillers à la Cour d'appel.

***En conclusion**, le médiateur recommande au Gouvernement de prévoir l'institution d'un collège composé de trois conseillers à la Cour d'appel en tant qu'organe indépendant de surveillance auprès des ordres professionnels et autres professions libérales avec pour mission:*

- d'examiner le bien-fondé des réclamations individuelles dont il a été saisi à l'encontre des instances internes aux professions libérales;

- de veiller à ce que les plaintes adressées aux instances concernées soient traitées avec toute la diligence et tous les soins requis;

- d'enjoindre aux instances compétentes de réexaminer le dossier dès lors qu'il estime que la plainte d'un citoyen n'a pas fait l'objet d'un traitement approprié, sans pour autant avoir le droit de s'immiscer dans le fond de l'instruction;

- de s'assurer que les plaignants soient explicitement informés des suites réservées à leur dossier;

- de présenter pour autant que de besoin aux ordres professionnels et autres professions libérales ainsi qu'aux ministres de tutelle un rapport annuel sur la nature des plaintes dont il a été saisi assorti le cas échéant de commentaires et de suggestions en vue d'une amélioration des relations que ces professions entretiennent avec les citoyens.

Réponse 45:

La recommandation n°45 a connu des évolutions depuis sa formulation par le premier médiateur, Monsieur Marc Fischbach.

Au départ, elle visait la mise en place d'un organe indépendant de surveillance auprès des ordres professionnels du Grand-Duché. Le premier médiateur a en effet constaté que le fonctionnement interne des professions libérales est à l'abri du moindre regard extérieur, ce qui n'est guère compatible avec les principes d'objectivité et de transparence d'une société démocratique. Étant donné que la loi limite le champ d'action du médiateur aux réclamations à l'égard des ministères et administrations de l'État, des communes et établissements publics relevant de l'État et des communes, le médiateur ne peut intervenir en cas de réclamations qu'il reçoit à l'encontre des ordres professionnels ou de ses membres, notamment le Collège médical, la Chambre des notaires, la Chambre des huissiers, l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg et l'Ordre des architectes et des ingénieurs.

Les réactions à la recommandation n°45 furent nombreuses et très diversifiées. Toutes les réponses émanant des différents ordres professionnels avaient comme point commun qu'elles estimaient que les recours actuellement en place seraient suffisants pour garantir au mieux les droits des citoyens. J'estimais que tel n'était pas le cas et j'ai eu de nombreuses entrevues avec des représentants de différents ordres professionnels à l'encontre desquels des réclamations m'avaient été adressées.

Lors du suivi de la recommandation n°45, j'ai constaté que l'idée d'un organe de surveillance juridictionnel externe proposée par cette recommandation fut refusée par l'ensemble de ces interlocuteurs ainsi que par les juges et le procureur général.

Les réponses soumises par les autorités publiques étaient plus nuancées et ont fait notamment surgir la légitimité du droit à l'information du citoyen. Monsieur le Procureur général a rejoint l'avis de la Cour supérieure de justice en rejetant la composition de l'organe proposé par trois conseillers à la Cour d'appel pour prévenir toute confusion possible de cet organe de surveillance avec un organisme à caractère juridictionnel. Monsieur le Procureur général ne nie cependant pas l'intérêt de la création d'un tel organisme et suggère que ce dernier soit composé non par des juges, mais par des membres issus de tous les ordres professionnels concernés.

Recherchant une structure transparente et accessible dans le cas d'un conflit avec l'ordre concerné ou avec un de ses membres, une structure de médiation (telle que proposée par la recommandation n°42 en matière de santé) fut proposée et acceptée par plusieurs ordres et chambres professionnels en 2012 en lieu et place de l'organe de surveillance auprès des ordres professionnels et autres professions libérales.

Ainsi, au cours des entretiens sectoriels menés avec les représentants des différents ordres voire chambres professionnels (avocats, huissiers, notaires, architectes, ingénieurs), j'ai suggéré la création, pour chaque entité, d'une structure interne de médiation composée de deux personnes au moins.

En 2012, les représentants rencontrés ont tous favorablement accueilli l'idée d'une structure de médiation interne à leurs ordres professionnels respectifs, tout comme ils ont pu adhérer à l'idée que les représentants de leurs professions respectives qui assumeraient ce service de médiation suivent une formation initiale et continue en médiation.

Entre-temps, plusieurs ordres professionnels nous ont fait part de leurs efforts en matière de médiation.

*La secrétaire de la **Chambre des notaires** a été désignée médiatrice pour une durée indéterminée. Il est prévu de faire connaître cette désignation sur le site Internet de la Chambre des notaires en 2014. La personne désignée est prête à participer à une formation initiale et continue, dont la durée de formation initiale reste encore à convenir d'un commun accord avec les aspirants médiateurs des autres professions indépendantes.*

*Le directeur de l'**Ordre des architectes et des ingénieurs** (OAI) nous a rappelé l'existence de la Commission OAI Déontologie, c'est-à-dire d'une équipe multidisciplinaire dont un membre a suivi une formation initiale en médiation à Paris. Ses missions sont les suivantes:*

1. Lorsqu'elle reçoit une réclamation, elle vérifie d'abord si le code déontologique a été appliqué correctement par le professionnel.

2. Lorsqu'il n'est pas question de problèmes d'ordre déontologique mais plutôt de problèmes dits «contractuels», comme par exemple un architecte qui ne s'est pas présenté à un rendez-vous ou bien une facture trop élevée, la commission essaie de régler le problème à travers un échange de courrier. Dans ce cas, un expert propose des solutions.

Suite à une nouvelle entrevue fin 2013, le directeur de l'OAI a admis que le nom de la Commission «Déontologie» ne traduit pas son activité réelle, alors qu'en fait la plupart des dossiers traités par celle-ci concernent des difficultés de compréhension et des problèmes d'ordre technique et non pas des questions d'ordre déontologique.

L'OAI affirme être toujours d'accord de créer une structure de médiation interne et de participer à une formation en médiation.

*- À ce jour, la **Chambre des huissiers de justice** ne m'a pas avertie d'éventuelles évolutions en matière de médiation interne.*

*- Le **Collège médical** est devenu membre du Centre de médiation civile et commerciale (CMCC) au premier janvier 2013. Il y est représenté au conseil d'administration par son président.*

Un de ses membres suit une formation en médiation auprès du CMCC, alors que d'autres membres ont suivi une brève formation aux techniques de la médiation. Une médiation interne au sein même du Collège médical est prévue dans le cas de litiges entre membres des professions y représentées.

*- J'ai également appris que l'**Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg** a fixé en 2013 dans son règlement intérieur une structure interne intitulée «service d'accueil type Ombudsman» et que «dans ses contacts avec l'Ombudsman, l'avocat est tenu à une collaboration loyale et sincère».*

En pratique, la structure n'est pas connue du grand public. La personne actuellement en charge affirme qu'au cours de l'année 2013, elle a traité «une dizaine» de dossiers dans sa fonction. Dans la majorité des cas, elle essaie de régler ces différends par écrit et ne procède que très rarement à des rencontres.

J'observe des différences entre la démarche du Collège médical, qui est devenu membre du CMCC et celle de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg, qui a créé un service type «Ombudsman». Les avocats sont tenus à une «collaboration loyale» dans leurs relations avec cette nouvelle structure interne alors que le recours au Centre de médiation civile et commerciale est facultatif pour les membres du corps médical. En pratique, les avocats sont donc tenus de collaborer avec le «service d'accueil type Ombudsman» lorsque celui-ci reçoit une réclamation de la part d'un mandant à l'encontre d'un avocat, alors que les médecins peuvent refuser leur collaboration, le recours au CMCC étant purement volontaire pour les parties au différend.

*Bien que la **médiation privée** soit habituellement volontaire pour toutes les parties, cette caractéristique d'une médiation pose problème lorsqu'il s'agit de réclamations adressées par un client à l'égard d'un professionnel indépendant. Mis à part les problèmes de disponibilité des professionnels libéraux, la nature des rapports contribue à ce que la volonté ou l'intérêt de résoudre un problème n'est jamais vécu de la même façon des deux côtés. La relation professionnelle, qui risque de placer le professionnel dans une situation qui peut être perçue comme étant privilégiée par rapport à celle de son client, entraîne la nécessité d'inciter leurs membres à la participation à une telle médiation. L'Ordre des avocats du Barreau semble avoir reconnu cette nécessité, ce qui favorise le succès de sa nouvelle structure interne dans le futur par la dénomination «service d'accueil type Ombudsman». On ne peut en effet opposer à un «Ombudsman» le secret professionnel et ce dernier a par définition le pouvoir d'instruire les dossiers dont il est saisi. L'intérêt du secret professionnel ne consiste pas à protéger le professionnel, mais bien le particulier concerné. Ce dernier donne implicitement son accord pour partager la confidentialité du dossier avec le médiateur ou l'ombudsman, auquel il adresse une réclamation.*

Dans un premier temps, le Collège médical a décidé de devenir membre du CMCC. La résolution extrajudiciaire des litiges est donc confiée à un organe externe de médiateurs professionnels où la participation des médecins est cependant volontaire. L'avantage de cette démarche consiste en la formation spécifique à la médiation, ainsi que le fait que ce dernier est externe au Collège médical. Toute médiation interne d'un ordre professionnel, aussi objective soit-elle, n'aura pas d'apparence d'indépendance. Les clients et usagers risquent toujours de croire que le médiateur ou l'ombudsman, désigné par l'ordre, favorise ses confrères dans la résolution du différend.

L'analyse qui précède m'a amenée à une réflexion commune avec les responsables des chambres et ordres professionnels au sujet d'une structure qui présenterait aussi bien les avantages d'une apparence externe que ceux d'une collaboration contraignante pour les professionnels indépendants concernés.

*En effet, tous les ordres et chambres précités font partie de la **Fédération luxembourgeoise des travailleurs intellectuels indépendants** (FTI). Si chaque chambre ou ordre professionnel, membre de la FTI, désignait deux personnes parmi ses membres pour participer à une même formation commune, cette manière de procéder aurait le mérite d'impliquer toutes les organisations professionnelles fédérées à la FTI et non seulement les cinq ordres et chambres précités. La recommandation n°45 s'était adressée au départ aux seuls groupes de professionnels indépendants contre lesquels le médiateur avait reçu des réclamations, étant donné qu'il ne peut agir que dans le stricte cadre de réclamations dont il est saisi. Cela n'empêche pas qu'une structure de médiation serait tout aussi avantageuse pour les assureurs, les dentistes, les kinésithérapeutes, les laboratoires d'analyse médicale, etc. et dans l'intérêt de leurs clients respectivement patients.*

Dans un premier temps, il serait à mon avis intéressant de se mettre d'accord sur une même dénomination de la structure de médiation interne avec les autres ordres, alors que des dénominations différentes risqueraient de prêter à confusion.

Dans une deuxième étape, la FTI pourrait envisager que les personnes ayant suivi une formation forment tous ensemble une instance de médiation externe, ayant pour mission de traiter les réclamations reçues à l'encontre des membres de la FTI, quelle que soit la profession visée par la réclamation. L'intérêt majeur de cette constellation serait d'avancer vers la création d'une instance externe de médiation qui aurait l'avantage incontestable d'une apparence d'indépendance.

Entre-temps, il a été convenu avec et par les ordres et chambres professionnels cités ci-dessus de travailler ensemble au sujet de structures de médiation dans le cadre de la FTI.

Je salue l'initiative de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg, qui a proposé de rédiger un projet de texte contenant les éléments essentiels de la médiation, à savoir: l'impartialité, la confidentialité et l'indépendance dans l'exercice de sa fonction ainsi que l'absence de pouvoir de décision. Ce texte à proposer comprend également des questions de procédure telles que le mode de nomination de la personne chargée de la médiation, ainsi que des suggestions de communication au public, sera mis à disposition des membres de la FTI en vue d'une discussion et adoption d'un texte commun dans la mesure du possible.

Recommandation n°46 en matière de titres de voyage

Considérant que la médiateure a été saisie d'un certain nombre de dossiers concernant des personnes originaires de pays africains qui rencontrent des problèmes au moment de l'octroi ou du renouvellement de l'autorisation de séjour sur notre territoire, deux hypothèses dans lesquelles les personnes concernées doivent présenter leur passeport,

considérant que dans bien des cas ces personnes ne disposent pas de passeport en cours de validité,

considérant que ces personnes s'adressent alors à leur ambassade à Paris ou à Bruxelles pour l'obtention d'un passeport ou le renouvellement de leur ancien passeport,

considérant que nombre de ces ambassades informent les intéressés que les démarches sont à effectuer auprès des autorités du pays d'origine, qui exigent pour la plupart que les démarches soient faites sur place et en personne,

considérant que pour certaines personnes un retour au pays est impensable en raison de traumatismes divers vécus dans le pays d'origine, de l'état de santé et/ou de difficultés financières et organisationnelles non négligeables,

considérant que souvent les intéressés ne peuvent s'absenter du territoire alors qu'ils travaillent pour subvenir à leurs besoins, que des enfants sont scolarisés et qu'il est impossible de savoir si le passeport sera émis effectivement et dans l'hypothèse positive dans quel délai,

considérant qu'il n'est pas possible d'exiger de la part d'une personne qu'elle retourne dans son pays d'origine pour accomplir les formalités en vue d'obtenir un passeport s'il y a de bonnes raisons de croire qu'elle court le risque d'y être exposée à la torture ou à des traitements inhumains et dégradants,

considérant que dans certains cas ces personnes s'adressent au Bureau des passeports, visas et légalisations afin d'obtenir un titre de voyage pour étrangers en remplacement du passeport en invoquant qu'ils n'en obtiennent pas de la part des autorités de leur pays d'origine,

considérant cependant que le Bureau des passeports, visas et légalisations refuse de leur délivrer ce document, alors que les conditions pour la délivrance d'un tel document ne sont pas remplies,

considérant en effet que pour pouvoir prétendre à un titre de voyage, le règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2005 fixant les modalités pour l'obtention d'un titre de voyage pour étrangers dispose que la personne concernée doit:

- être titulaire d'un permis de séjour, ou avoir obtenu de la part de l'autorité luxembourgeoise compétente l'accord pour l'octroi d'un tel permis;

- apporter la preuve qu'une demande en obtention d'un passeport national a été rejetée par les autorités du pays d'origine ou pouvoir justifier qu'une demande en obtention d'un passeport national a été introduite auprès de l'ambassade du pays d'origine depuis six mois au moins et qu'elle est restée sans suites;

- autoriser le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration à s'enquérir auprès de l'ambassade du pays d'origine sur les raisons qui sont à la base du refus de la délivrance d'un passeport national ou, le cas échéant, de la procédure de délivrance excessivement longue;

considérant que ces personnes se retrouvent dans une situation inextricable à laquelle une solution doit être trouvée,

considérant que si les arguments avancés pour conclure à l'impossibilité de retourner dans le pays d'origine font l'objet de preuves jugées suffisantes et acceptables, et que l'identité et la nationalité sont prouvées, les intéressés devraient pouvoir être dispensés de l'obligation de produire un passeport du pays d'origine et se voir attribuer un titre de voyage pour étrangers,

considérant par ailleurs que certains éléments de ces dossiers relèvent de la compétence de la Direction de l'immigration, d'autres de la compétence du Bureau des passeports, visas et légalisations,

considérant que bien que les deux administrations publiques relèvent toutes deux du Ministère des Affaires étrangères, certains problèmes logistiques seraient évités si la compétence pour la délivrance des titres de voyage pour étrangers était confiée à la Direction de l'immigration, qui dispose des dossiers dans leur intégralité et qui, de ce fait, est en mesure de juger un dossier dans son ensemble,

la médiateure recommande:

au Ministère des Affaires étrangères de transférer la compétence en matière d'émission de titres de voyage pour étrangers, relevant de la compétence du Bureau des passeports, visas et légalisations, à la Direction de l'immigration,

à la Direction de l'immigration de se doter d'un texte définissant les conditions de délivrance d'un titre de voyage pour les étrangers dont l'identité et la nationalité sont établies à suffisance de droit et pour lesquels le retour au pays d'origine est impossible pour des raisons jugées suffisantes et acceptables ou en raison de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Réponse:

Cette recommandation a été suivie d'effet. Par règlement grand-ducal du 19 juin 2013 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2005 fixant les modalités d'un titre de voyage pour étrangers, la compétence en matière de titres de voyage pour étrangers est passée du Bureau des passeports, visas et légalisations à la Direction de l'immigration. Ce changement a également été l'occasion de revoir les conditions d'octroi du titre de voyage.

La médiateure remercie le ministre des Affaires étrangères et le ministre en charge de l'immigration d'avoir donné suite à sa recommandation.

Recommandation n°47 concernant le calcul de l'indemnité de maternité des travailleuses indépendantes bénéficiant d'un congé parental

Aux termes de l'article 25, alinéa 5 du Code de la sécurité sociale, *«le montant de l'indemnité pécuniaire de maternité est égal à l'indemnité pécuniaire de maladie»*.

Pour les salariés, l'indemnité pécuniaire de maladie est calculée sur la base de *«la rémunération la plus élevée qui fait partie de l'assiette appliquée au cours de l'un des trois mois de calendrier précédant le début du paiement de l'indemnité pécuniaire par la caisse»* tel que prévu à l'article 10, alinéa 2, point 1) du Code de la sécurité sociale.

Pour les non-salariés, l'indemnité pécuniaire est calculée sur la base du revenu net au sens de l'article 10, numéros 1 et 3 L.I.R. En attendant l'émission du bulletin d'impôt de l'année durant laquelle le congé de maternité a été pris, l'indemnité pécuniaire est provisoirement calculée sur la base de l'assiette cotisable appliquée par le Centre commun de la sécurité sociale pour l'exercice en cause. Un recalcul sera effectué dès que le revenu professionnel net de l'année en question sera disponible.

Au cas où la travailleuse indépendante prend un congé parental suite à un congé de maternité, le recalcul à opérer après la fin de l'année pourra avoir pour effet de réduire considérablement le montant des indemnités de maternité.

Le congé parental entraînera pour la travailleuse indépendante une réduction de son revenu net pour l'année en question, qui constitue l'assiette de calcul de l'indemnité pécuniaire de maternité. En cas de congé parental à plein temps, seul le revenu généré pendant les mois d'activité professionnelle sera pris en compte. En cas de congé parental à mi-temps, le revenu généré par l'activité professionnelle à mi-temps exercée à la suite du congé de maternité sera également pris en considération. En revanche, les indemnités de congé parental sont exemptes d'impôt et ne sont donc pas incluses dans l'assiette cotisable.

Il en résulte que la perte de revenu professionnel encourue durant le congé parental aura pour effet de réduire considérablement les indemnités pécuniaires de maternité.

En fait, le montant de l'indemnité pécuniaire de maternité dépendra de la date à laquelle le congé de maternité prend fin et qui correspond à la date de début du 1er congé parental. Si celui-ci prendra cours vers la fin de l'année, son incidence sera moins importante. En revanche, s'il débutera au milieu de l'année, l'assurée aura à supporter une réduction considérable de ses indemnités pécuniaires. Il est profondément inique que le montant d'une indemnité pécuniaire de maternité puisse varier en fonction de la date de début du congé parental. Il est évident qu'en pareil cas, l'assurée indépendante ne sera pas incitée à le prendre. Il lui sera difficile d'accepter une double perte de revenus: d'abord en raison du congé parental et ensuite au niveau des indemnités pécuniaires de maternité.

Cette situation est difficilement conciliable avec l'article L 234-44 du Code du Travail qui consacre formellement le droit de chaque parent au congé parental.

La date du début du congé parental ne devrait avoir aucun effet sur le montant de l'indemnité pécuniaire de maternité.

La solution de ce problème consiste à prévoir un autre mode de calcul pour l'indemnité de congé de maternité suivi par un congé parental la même année.

L'indemnité de congé de maternité devrait être calculée abstraction faite de la réduction des revenus professionnels subie par l'assurée au cours du congé parental.

Réponse:

Un groupe de travail a été mis en place entre l'Inspection générale de la sécurité sociale, la Caisse Nationale de Santé et le Centre commun de la sécurité sociale en vue de trouver une solution pour remédier à cette inégalité de traitement.

Par un courrier du 23 octobre 2013, le directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale a informé la médiateure que le groupe de travail a élaboré une solution administrative technique qui s'applique tant au congé parental à plein temps qu'au congé parental à temps partiel. Elle consiste à neutraliser dans le calcul de l'indemnité pécuniaire de maladie tant les périodes de congé parental à plein temps, qui ne sont pas prises en compte, que les périodes de congé à temps partiel qui ne sont prises en compte que pour moitié. L'assiette cotisable fait ensuite l'objet d'une proratisation en fonction du temps travaillé.

La solution sera mise en œuvre dès que le Centre commun de la sécurité sociale aura reçu communication des déclarations d'impôt de l'année 2014.

Recommandation n°48 relative à la réinstauration d'une procédure de remise gracieuse en matière de TVA

La médiateure a été saisie de nombreuses réclamations de la part de personnes assujetties à l'encontre desquelles l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a procédé à une taxation d'office de la TVA.

Ces réclamants expliquent que de graves problèmes, notamment des problèmes de santé, les ont empêchés de remplir leurs obligations légales en matière de déclaration de TVA et d'entamer les voies de recours contre les bulletins de taxation. Le délai de recours ayant pris fin, il ne leur est plus possible d'obtenir un redressement de l'imposition, les bulletins ayant acquis force de chose décidée.

De plus, depuis l'abrogation de l'article 8 de l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 par la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, il n'y a plus de base légale pour l'octroi de remises gracieuses de la TVA.

Il est vrai qu'en cette matière une remise gracieuse se conçoit plus difficilement qu'en matière d'impôt sur le revenu, car par définition, le commerçant ne fait que collecter et reverser à l'État la taxe payée par le consommateur. La TVA encaissée n'est pas destinée à contribuer au financement de l'entreprise. Les cas de force majeure empêchant absolument le dépôt de déclarations de TVA et l'exercice des voies de recours contre les bulletins de taxation sont en fait assez rares. À l'encontre d'un assujetti qui, malgré rappels et sommations, ne remplit pas ses obligations légales, l'administration n'a pas d'autre choix que de taxer d'office sur la base d'une évaluation unilatérale. À défaut de données précises sur le montant imposable, l'imposition risque d'être largement surfaite.

En matière d'impôt sur le revenu, les juridictions administratives refusent d'admettre qu'une taxation d'office puisse entraîner une rigueur objective incompatible avec l'équité: une imposition même exagérée ne serait pas contraire à l'intention du législateur mais une conséquence librement acceptée du régime de la taxation d'office par le contribuable négligent.

L'assujetti qui a omis de déposer sa déclaration et ensuite d'exercer les voies de recours contre le bulletin de taxation d'office se voit reprocher d'avoir pris des risques inconsidérés: non seulement il s'est exposé à une imposition exagérée, mais il s'est dénié à lui-même les garanties essentielles des droits de la défense. C'est pourquoi les juridictions concluent que les requérants n'ont qu'à *«s'imputer à eux-mêmes les conséquences éventuellement désavantageuses de la taxation»*.

Aussi justifiables que soient ces considérations, elles se sont heurtées à une vive opposition de la part de certains auteurs: *«Il est regrettable que le législateur ait conféré à l'administration fiscale cette arme de taxation d'office sans se préoccuper de savoir si, à l'image d'une arme chimique ou d'une bombe atomique, l'arme ne détruit pas des innocents en même temps que des coupables. La fin justifie-t-elle les moyens? La lutte contre la fraude fiscale doit-elle détruire en même temps le bon grain et l'ivraie?»* (Patrick Berlooten, Étude critique du statut fiscal du conjoint commerçant, Mélanges offerts à André Colomer, Ed. Litec, Paris, 1993, pp. 443-444).

L'exécution d'un bulletin de taxation d'office ayant fixé un montant exagéré voire exorbitant peut obérer la situation financière de l'assujetti et aboutir à sa ruine dans laquelle il va entraîner sa propre famille et celle de ses salariés.

La jurisprudence est unanime pour considérer que *«la taxation d'office ne doit pas aboutir à une sanction du contribuable»* (Tribunal administratif, 6 février 2002, n°13346). Il n'en demeure pas moins qu'une taxation d'office peut avoir des conséquences extrêmement pénalisantes et irréparables.

Dans la plupart des cas, la situation malheureuse ayant conduit à la taxation d'office n'est pas entièrement imputable aux assujettis et n'a pas été le résultat d'actes délibérés.

La taxation d'office ne saurait ouvrir la porte à l'arbitraire et autoriser un traitement manifestement déraisonnable des personnes taxées d'office les hypothéquant pour le reste de leur vie.

Même en cas de taxation d'office, un juste équilibre entre les exigences de l'intérêt général et les droits fondamentaux des contribuables doit être sauvegardé.

L'impôt ne peut pas devenir une charge exorbitante hors de toute proportion avec le but d'intérêt général poursuivi. L'accroissement de la charge fiscale ne saurait aboutir à une confiscation de la propriété.

Instaurer une imposition confiscatoire est une violation du droit de propriété protégé par l'article 1 du protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Il y a rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques en cas de disproportion excessive entre le montant de TVA légalement dû et la taxation. La doctrine parle d'*«un abus de droit de l'État de lever l'impôt»*. Lever un impôt sur un chiffre d'affaires à ce point fictif n'est plus en accord avec la finalité de la loi.

L'instauration d'une procédure de remise gracieuse permettrait un réexamen de ces cas au moyen d'une approche individuelle et un redressement des impositions ayant abouti à une rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques. Le maintien de telles situations ne saurait plus se justifier par un but d'intérêt général.

Par l'octroi d'une mesure gracieuse, l'assujetti obtiendra une remise totale ou partielle de la dette de TVA fixée par voie de taxation d'office, qui pourra être pure et simple ou soumise à certaines conditions à remplir préalablement par l'assujetti.

La médiateure recommande

la réinstauration d'une procédure de remise gracieuse en matière de TVA.

Réponse:

Dans le débat d'orientation sur le rapport d'activité de la médiateure 2011-2012, le directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (ci-après «AED») précise que son administration n'est pas favorable à la mise en place d'une procédure de remise gracieuse en matière de TVA.

Le directeur attire l'attention sur l'article 1er de la loi du 22 décembre 1985 relative au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice qui prévoit la possibilité du relevé de forclusion en toutes matières au profit de toute personne qui s'est trouvée dans l'impossibilité d'agir sans qu'il y ait eu faute de sa part.

Le directeur propose d'introduire à l'article 76 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée une disposition permettant aux assujettis qui prouvent qu'ils se sont trouvés dans l'impossibilité d'agir, sans qu'il y ait eu une faute de leur part, d'être relevés de la forclusion.

La médiateure est toutefois d'avis que la proposition du directeur de l'AED n'est pas de nature à résoudre le problème des taxations d'office dont le montant dépasse de loin celui qui aurait été dû sur la base de déclarations régulières.

En effet, la solution proposée par le directeur requiert l'impossibilité d'agir de la part de l'assujetti. Or, aucun des cas dont la médiateure a été saisie n'aurait pu être résolu sur cette base.

La question qui se pose est de savoir si les taxations d'office sont conformes au principe de proportionnalité et si la faute peut justifier une dette fiscale exorbitante.

La médiateure est dans l'attente d'une prise de position de la part du ministre des Finances par rapport à cette recommandation.

Recommandation n°49 relative à l'introduction d'un code de bonne conduite

Je renvoie au rapport de 2012 (pages 98-103) en ce qui concerne l'historique de la recommandation ainsi que les principes du service public pour les fonctionnaires de l'Union européenne.

I. Le Code de bonne conduite administrative

Article premier - Disposition générale

Dans leurs relations avec le public, les administrations et toute personne à leur service respectent les principes énoncés dans le présent Code de bonne conduite administrative, ci-après dénommé «le Code».

Article 2 - Champ d'application personnel

1. Le Code s'applique à tous les fonctionnaires dans leurs relations avec le public.

2. Les administrations prennent les mesures nécessaires pour veiller à ce que les dispositions inscrites dans ce Code s'appliquent également à toute personne travaillant pour eux, comme celles travaillant sous des contrats de droit privé ainsi que les stagiaires.

3. On entend par «public»: les personnes physiques ou morales, ayant ou non leur résidence ou leur siège statutaire au Luxembourg.

4. Dans le présent Code, on entend par:

(a) «administration»: les administrations de l'État et des communes, les établissements publics relevant de l'État et des communes ainsi que les personnes morales de droit privé chargées d'une mission de service public;

(b) «fonctionnaire»: toute personne au service d'une administration.

Article 3 - Champ d'application matériel

1. Les principes généraux de bonne conduite administrative de ce Code s'appliquent à toutes les relations des administrations avec le public.

2. Les principes énoncés dans ce Code ne s'appliquent pas aux rapports de travail entre l'administration et ses fonctionnaires.

Article 4 - Légitimité

Le fonctionnaire agit conformément au droit et applique les règles et procédures applicables. Il veille notamment à ce que les décisions affectant les droits ou les intérêts des personnes aient une base juridique et à ce que leur contenu soit conforme au droit.

Article 5 - Absence de discrimination

1. Dans le traitement des demandes émanant du public et dans la prise de décisions, le fonctionnaire veille à ce que le principe d'égalité de traitement soit respecté. Les membres du public se trouvant dans la même situation sont traités de la même manière.

2. En cas d'inégalité de traitement, le fonctionnaire veille à ce qu'elle soit justifiée par les caractéristiques objectives pertinentes de l'affaire traitée.

3. Le fonctionnaire évite notamment toute discrimination injustifiée entre les membres du public qui serait fondée sur la nationalité, le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

Article 6 - Proportionnalité

1. Lors de la prise de décisions, le fonctionnaire veille à ce que les mesures prises soient proportionnelles à l'objectif poursuivi. Il évite notamment de restreindre les droits des citoyens ou de leur imposer des contraintes lorsque ces restrictions ou ces contraintes sont disproportionnées par rapport à l'objectif de l'action engagée.

2. Lors de la prise de décisions, le fonctionnaire respecte le juste équilibre entre les intérêts des personnes privées et l'intérêt public général.

Article 7 - Absence d'abus de pouvoirs

Les pouvoirs ne sont exercés que pour les buts pour lesquels ils ont été conférés par les dispositions pertinentes. Le fonctionnaire évite notamment d'user de ces pouvoirs à des fins qui n'ont pas de base juridique ou qui ne sont pas motivées par un intérêt public.

Article 8 - Impartialité et indépendance

1. Le fonctionnaire est impartial et indépendant. Il s'abstient de toute action arbitraire qui lèse les membres du public ainsi que de tout traitement préférentiel pour quelque raison que ce soit.

2. La conduite du fonctionnaire n'est jamais guidée par des intérêts personnels, familiaux ou nationaux ou par des pressions politiques. Le fonctionnaire ne prend pas part à une décision dans laquelle lui ou un de ses proches ont des intérêts financiers.

Article 9 - Objectivité

Lors de la prise de décisions, le fonctionnaire tient compte des facteurs pertinents et les pondère comme il se doit dans la décision, tout en excluant tout élément non pertinent.

Article 10 - Confiance légitime, cohérence et conseil

1. Le fonctionnaire est cohérent dans sa conduite administrative ainsi qu'avec l'action de son administration. Il se conforme aux pratiques administratives habituelles de son administration, à moins qu'il ne soit légitimement fondé de s'écarter de ces pratiques dans un cas spécifique. Ce fondement légitime est enregistré par écrit.

2. Il répond aux attentes légitimes et raisonnables des membres du public à la lumière du comportement antérieur de l'administration.

3. Au besoin, le fonctionnaire conseille le public sur la manière dont doit être introduite une affaire qui relève de son domaine de compétence ainsi que sur la procédure à suivre pendant le traitement de l'affaire.

Article 11 - Équité

Le fonctionnaire agit avec impartialité et de manière équitable et raisonnable.

Article 12 - Courtoisie

1. Le fonctionnaire est consciencieux, correct, courtois et abordable dans ses relations avec le public. Dans ses réponses à la correspondance, aux appels téléphoniques et aux courriers électroniques, le fonctionnaire s'efforce d'être aussi serviable que possible et il répond de manière aussi complète et exacte que possible aux questions posées.

2. Si la question ne relève pas de sa compétence, le fonctionnaire oriente le citoyen vers le fonctionnaire compétent.

3. Il présente des excuses en cas d'erreur portant préjudice aux droits ou intérêts d'un membre du public, s'efforce de corriger les incidences négatives de son erreur de la façon la plus opportune et informe l'intéressé de toutes les voies de recours conformément à l'article 19 du présent Code.

Article 13 - Réponse aux lettres dans la langue du citoyen

Le fonctionnaire veille à ce que chaque membre du public qui écrit à l'administration en luxembourgeois, en allemand ou en français reçoive, dans la mesure du possible, une réponse dans la même langue.

Article 14 - Accusé de réception et indication du fonctionnaire responsable

1. Toute lettre ou requête adressée à l'administration fait l'objet d'un accusé de réception dans un délai de deux semaines, sauf si une réponse substantielle peut être envoyée endéans cette période.

2. La réponse ou l'accusé de réception indique le nom et le numéro de téléphone du fonctionnaire qui traite le dossier ainsi que le service auquel il appartient.

3. L'envoi d'un accusé de réception et d'une réponse n'est pas nécessaire lorsque les lettres ou les requêtes sont en nombre excessif ou lorsqu'elles revêtent un caractère répétitif ou inapproprié.

Article 15 - Obligation de transmission vers le service compétent de l'institution

1. Si une lettre ou une requête est adressée ou transmise à un service non compétent pour en traiter, ce service veille à ce que le dossier soit transmis sans délai vers l'administration compétente.

2. Le service qui reçoit initialement la lettre ou la requête informe le requérant et indique le nom et le numéro de téléphone du fonctionnaire auquel le dossier a été confié.

3. Le fonctionnaire informe le requérant des erreurs ou omissions qui pourraient s'être glissées dans les documents en lui donnant la possibilité d'apporter les corrections nécessaires.

Article 16 - Droit d'être entendu et de faire des observations

1. Dans les cas où les droits ou les intérêts de citoyens sont en jeu, le fonctionnaire veille à ce que les droits de défense soient respectés à chaque étape de la procédure de prise de décision.

2. Dans les cas où une décision affectant ses droits ou ses intérêts doit être prise, tout membre du public a le droit de soumettre des observations écrites, et si nécessaire, de présenter des observations orales avant que la décision ne soit adoptée.

Article 17 - Délai raisonnable pour la prise de décision

1. Le fonctionnaire veille à ce qu'une décision relative à chaque demande ou plainte adressée à l'administration soit prise dans un délai raisonnable et sans retard et en tout cas au plus tard trois mois après la date de réception.

2. Si, en raison de la complexité des questions soulevées, l'administration ne peut pas statuer dans le délai susmentionné, le fonctionnaire en informe l'auteur le plus tôt possible. Dans ce cas, l'auteur doit se voir notifier une décision définitive dans le délai le plus bref possible.

Article 18 - Obligation de motiver les décisions

1. Toute décision pouvant porter atteinte aux droits ou aux intérêts d'une personne privée doit indiquer les raisons sur lesquelles elle se fonde en précisant les faits pertinents et la base juridique de la décision.

2. Le fonctionnaire évite de prendre des décisions qui reposent sur des motifs brefs ou imprécis ou qui ne contiennent pas de raisonnement individuel.

3. S'il est impossible, en raison du grand nombre de personnes concernées par des décisions similaires, de communiquer de manière détaillée les motifs de la décision et lorsque des réponses standard sont donc apportées, le fonctionnaire assure qu'il apportera ultérieurement une réponse motivée individuelle au citoyen qui en fait expressément la demande.

Article 19 - Indication des voies de recours

Une décision de l'administration pouvant porter atteinte aux droits ou aux intérêts d'une personne privée doit contenir une indication des voies de recours existant en vue d'attaquer cette décision. Elle doit notamment indiquer la nature des recours, les organes qui peuvent être saisis ainsi que les délais applicables à l'introduction des recours.

Article 20 - Notification de la décision

1. Le fonctionnaire veille à ce que les décisions affectant les droits ou intérêts des citoyens soient notifiées par écrit à la personne ou aux personnes concernées dès que la décision a été prise.

2. Le fonctionnaire s'abstient de communiquer la décision à d'autres sources aussi longtemps que la ou les personne(s) concernée(s) n'a/n'ont pas été informée(s).

Article 21 - Protection des données

1. Le fonctionnaire qui traite les données personnelles d'un citoyen respecte la vie privée et l'intégrité de la personne, conformément aux dispositions applicables en matière de protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

2. Le fonctionnaire évite notamment de traiter des données personnelles à des fins non légitimes ou de les transmettre à des tiers non autorisés.

Article 22 - Demandes de renseignements

1. Lorsqu'il est compétent pour l'affaire en cause, le fonctionnaire fournit des renseignements aux membres du public qui le demandent. Le cas échéant, il donne des conseils sur la façon d'engager une procédure administrative dans son domaine de compétence. Il veille à ce que les renseignements communiqués soient clairs et compréhensibles.

2. Au cas où une demande orale de renseignements serait trop compliquée ou trop longue à traiter, le fonctionnaire demande à la personne concernée de formuler sa demande par écrit.

3. Si, en raison de la confidentialité, un fonctionnaire ne peut pas divulguer les renseignements demandés, il ou elle indique, conformément à l'article 18 du présent Code, à la personne concernée les raisons pour lesquelles il ne peut pas communiquer les renseignements.

4. Suite aux demandes de renseignements sur des questions pour lesquelles il n'est pas compétent, le fonctionnaire oriente le demandeur vers la personne compétente et indique le nom et le numéro de téléphone de celle-ci. Suite aux demandes de renseignements concernant une autre administration, le fonctionnaire oriente le demandeur vers cette institution ou cet organe.

5. En fonction de l'objet de la demande, le fonctionnaire oriente la personne à la recherche de renseignements vers l'administration compétente pour la transmission d'informations au public.

Article 23 - Demande d'accès public aux documents

1. Le fonctionnaire donne suite aux demandes d'accès aux documents à moins qu'une règle ne s'y oppose.

2. Si le fonctionnaire ne peut donner suite à une demande orale d'accès à des documents, il demande au citoyen de formuler sa demande par écrit.

Article 24 - Tenue d'un registre

Les services de l'administration tiennent un registre du courrier «entrée» et «sortie» des documents qu'ils reçoivent et des mesures qu'ils prennent.

Article 25 - Information du public sur le Code

L'administration prend des mesures opérantes pour informer le public des droits qui sont les siens en vertu du présent Code. Si cela est possible, elle en met le texte à disposition sous forme électronique sur la page d'accueil de son site Internet.

Article 26 - Droit de se plaindre au médiateur

Tout manquement d'une administration ou d'un fonctionnaire à se conformer aux principes énoncés dans le présent Code peut faire l'objet d'une plainte auprès du médiateur conformément à la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur.

II. Mode d'emploi concernant les règles de bonne conduite administrative

1. <u>L'accessibilité des administrations et l'accueil du public</u>

- droit d'obtenir toutes les informations nécessaires concernant l'accès à l'administration (adresse, plan de situation, téléphone, fax, courriel, heures d'ouverture);

- droit à un accès facile;

- droit à un accueil courtois, attentif et respectueux;

- droit d'obtenir les coordonnées du gestionnaire en charge du dossier (téléphone, fax, e-mail) et de connaître les disponibilités de celui-ci.

2. <u>L'information donnée aux usagers</u>

- droit à une information générale, claire, aussi complète que possible et actualisée au sujet de ses droits et obligations, les procédures applicables et les pratiques de l'administration;

- droit d'obtenir à tout courrier une réponse circonstanciée, rédigée dans un langage clair et simple et dans un délai raisonnable;

- droit d'obtenir tous les renseignements nécessaires en vue de l'introduction d'une demande ou de la poursuite d'une procédure auprès de l'administration;

- droit à des formulaires de demande lisibles et univoques avec indication claire des conditions à remplir et des pièces à joindre;

- droit d'obtenir, suite à l'introduction d'une demande, dans un délai court:

un accusé de réception avec indication du gestionnaire chargé du traitement du dossier;

une indication d'un délai approximatif dans lequel une décision sera prise;

une information complète au sujet des pièces ou autres éléments manquant au dossier introduit;

- une information concernant le service ou l'administration compétente à laquelle la demande a été transférée;

- droit de recevoir des informations au sujet de l'évolution du dossier;

- droit d'être informé sur les raisons des retards dans le traitement du dossier;

- droit à une réponse dans l'une des trois langues administratives dans laquelle la demande est formulée;

- droit de consulter son dossier.

3. <u>Une prise de décision transparente et claire</u>

- droit d'être reçu et entendu sur demande;

- droit à une décision conforme à la législation applicable, aux pratiques habituelles;

- droit à une gestion consciencieuse du dossier qui implique une recherche active de tous les éléments pertinents;

- droit à une décision lisible et rédigée dans un langage clair et simple;

- droit à une décision explicitement motivée en fait et en droit compte tenu des circonstances particulières du dossier;

- droit à un traitement confidentiel de toutes les données du dossier.

4. Un suivi personnalisé

- droit de recevoir toutes les explications nécessaires à la compréhension de la position de l'administration;

- droit d'être orienté vers d'autres administrations ou services susceptibles de régler la situation de l'administré;

- droit d'obtenir notification de toute décision dans un délai raisonnable;

- en cas de rejet de la demande, droit de connaître tous les moyens et voies de recours permettant de contester une décision ainsi que les délais pour ce faire.

5. Une amélioration constante des services offerts par l'administration

- droit de faire valoir des griefs à l'encontre de l'administration et d'obtenir une prise de position;

- droit d'obtenir le redressement d'une décision non conforme aux normes applicables;

- droit à réparation en cas de préjudice dû à un dysfonctionnement de l'administration;

- droit d'émettre des critiques ou des propositions en vue de l'amélioration des services de l'administration.

Réponse:

Le programme gouvernemental de la nouvelle coalition prévoit au chapitre «Réforme et simplification administratives» que «le Gouvernement mettra en œuvre un code de bonne conduite administrative».

La médiateure est convaincue que le code auquel le Gouvernement fait référence est bien celui proposé dans sa recommandation 49/2012. Elle tient à préciser que le texte s'inspire du code européen proposé par le médiateur européen à l'issue d'une consultation avec les médiateurs/ombudsmans nationaux. Ce document a été approuvé par une résolution du Parlement européen C50302/2001 du 6 septembre 2001. Il a par ailleurs été adopté tel quel par le «Bürgerbeauftragter» de la Rhénanie-Palatinat et par le médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le collège des médiateurs fédéraux belges s'en est aussi largement inspiré.

Nouvelle Recommandation

Recommandation n°50 concernant les conditions de recevabilité de la demande d'achat rétroactif de périodes d'assurance

Dans la mesure où des personnes ont perdu des périodes d'assurance du fait qu'elles ont abandonné ou réduit leur activité professionnelle, la loi leur permet d'acquérir les périodes correspondantes par un achat rétroactif. Pour les personnes qui ne remplissent pas la période de stage requise pour l'octroi d'une pension de vieillesse, à savoir celui de cent vingt mois prévu par l'article 183 du Code de la sécurité sociale, il est particulièrement intéressant de procéder à un rachat pour compléter leurs périodes d'assurance.

Les périodes entrant en ligne de compte pour un achat de périodes sont énumérées limitativement à l'article 174 du Code de la sécurité sociale. Ce sont les périodes de mariage que les assurés font valoir le plus souvent.

Les personnes qui ont bénéficié par le passé d'un remboursement de cotisations ont également la possibilité de racheter les périodes d'assurance afférentes, rachat qui doit aussi être demandé avant l'âge de soixante-cinq ans.

La médiateure a été saisie d'un certain nombre de réclamations de la part de personnes qui avaient déjà dépassé l'âge de 65 ans à la date de leur demande d'achat rétroactif de périodes d'assurance. Or, l'article 174 du Code de la sécurité sociale prévoit cet âge limite que l'intéressé ne doit pas avoir dépassé au moment de sa demande.

Le respect de cette limite d'âge est une condition de recevabilité de la demande d'achat de périodes formellement prévue par la loi de sorte que les caisses de pension, tenues au principe de légalité, ne sont pas en mesure d'accorder des dérogations à cette condition au cas où une demande d'achat a été introduite tardivement.

Or, beaucoup de personnes estiment qu'une demande de rachat peut être introduite dans le cadre d'une demande de pension de vieillesse qu'elles introduisent à l'âge de 65 ans. Elles ignorent que cette demande doit être introduite avant cet âge. Le fait de ne pas pouvoir procéder alors à un rachat de périodes d'assurance a d'importantes conséquences sur les revenus d'un assuré durant sa vieillesse.

La médiateure constate chaque jour les difficultés ressenties par les usagers à appliquer une législation qui devient de plus en plus complexe et de moins en moins intelligible. Du fait qu'en général les usagers comprennent mal le langage technique et juridique de l'administration, ils ne sont souvent pas en mesure de bien comprendre les informations que celle-ci met à leur disposition. Il en résulte une insécurité juridique grandissante pour les citoyens.

La législation luxembourgeoise prévoit une pléthore de délais de forclusion parfois très courts pour l'introduction de demandes auprès de l'administration. Certes, la stipulation de délais pour l'introduction de demandes est justifiée, car une multitude de demandes tardives peut avoir pour effet d'entraver le fonctionnement normal des services publics et nuire à leur efficacité. Il faut cependant également tenir compte des intérêts des administrés, car si le traitement des dossiers par l'administration s'en trouve facilité, la vie des administrés se compliquera d'autant plus. Il s'agit de concilier deux exigences opposées. Dans une publication intitulée *«Surmonter les obstacles à la mise en œuvre des stratégies de simplification administrative, Orientations destinées aux décideurs»*, l'OCDE a précisé que le but de la simplification administrative est surtout de diminuer la complexité et l'incertitude de la réglementation. Ces efforts devront être entrepris surtout dans l'intérêt des usagers.

Ainsi, la médiateure recommande de prolonger de deux années l'âge limite prévu pour l'introduction d'une demande d'achat de périodes d'assurance.

2.2. Des avis et des suggestions pratiques de la médiateure

2.2.1. Observations sur la procédure de reclassement

A. Problèmes liés à la mise en œuvre de la procédure de reclassement

Droit de saisine des salariés

La Commission mixte de reclassement est saisie par le Contrôle médical de la sécurité sociale.

Le texte de loi ne prévoit pas en faveur des salariés le droit de saisir le Contrôle médical de la sécurité sociale en vue d'une mise en œuvre de la procédure de reclassement par la saisine de la Commission mixte.

La médiateure est régulièrement saisie par des personnes qui souhaitent bénéficier d'un reclassement professionnel, mais qui ne disposent d'aucun moyen pour mettre en mouvement cette procédure.

L'accès au reclassement passe toujours par une saisine de la Commission mixte par le Contrôle médical de la sécurité sociale sans que les salariés ne soient en mesure de prendre une initiative à ce sujet.

C'est suite à la remise du rapport médical circonstancié R4, après une période d'incapacité de travail déclarée de 6 semaines au cours d'une période de référence de 16 semaines, que le Contrôle médical procède à une première évaluation de l'état de santé de l'assuré en congé de longue maladie devant aboutir à une des quatre solutions suivantes: continuation du congé de maladie, mise en invalidité, reclassement professionnel ou reprise du travail. L'assuré n'étant pas un acteur de cette procédure, il ne dispose d'aucun recours contre le refus du Contrôle médical de saisir la Commission mixte.

Le nouvel article L. 552-2 (1) du projet de loi prévoit au point 25 que la Commission mixte prend une décision de refus de reclassement professionnel au cas où le médecin du travail estime que l'intéressé est capable d'exécuter les tâches correspondant à son dernier poste de travail. L'intéressé dispose d'une voie de recours contre cette décision. En revanche, en cas de refus du Contrôle médical de saisir la Commission mixte, aucun recours n'est prévu et l'accès au reclassement reste fermé.

Or, beaucoup de contestations surviennent à ce premier stade de la procédure.

Il est un fait que le reclassement des travailleurs incapables d'occuper leur dernier poste de travail prévu par l'article L. 551-1 et suivants du Code du Travail constitue un droit pour les salariés remplissant les conditions légales. Ils ne peuvent cependant pas faire valoir leur droit en cas d'inaction du Contrôle médical.

Nécessité d'un congé de maladie prolongé

L'Administration du contrôle médical n'examine la situation d'un salarié qu'après une longue période de congé de maladie de l'assuré à l'issue de laquelle elle examine le rapport R4 et convoque l'intéressé à un examen médical. Cette pratique ne tient pas compte des assurés qui, tout en souffrant d'une incapacité de travail réduite, ne sont pas en arrêt de travail bien qu'ils souffrent de graves problèmes pour occuper à plein temps leur poste de travail. Théoriquement, ils devraient continuer à travailler jusqu'à se rendre malades pour une longue durée.

Par le passé, le médiateur a pu régler de telles situations directement avec l'Administration du contrôle médical. La loi doit tenir compte de ces cas de figure. Il n'y a pas de raison d'obliger des salariés, dont la capacité de travail réduite ne fait pas de doute, à prendre un congé de maladie prolongé pour devenir éligibles au reclassement.

L'impossibilité de prononcer un reclassement interne

Conformément à l'article L 551-5 du Code du Travail, «lorsqu'un reclassement interne s'avère impossible, la commission mixte prévue à l'article L 552-1 décide le reclassement externe». La notion d'impossibilité de décider le reclassement interne n'est pas claire.

La médiateure a été saisie par un réclamant en congé de maladie ininterrompu dont l'employeur a résilié le contrat de travail avec préavis sur la base de l'article L 121-6 du Code du Travail, le préavis ayant pris fin le 31 décembre 2012.

En date du 21 décembre 2012, la Commission mixte s'est prononcée en faveur d'un reclassement interne du réclamant.

Le pli contenant la décision de reclassement interne du réclamant a été remis à la poste au Luxembourg le 21 décembre 2012, date de la séance lors de laquelle la décision de reclassement a été prise. Le réclamant l'a réceptionné le 27 décembre 2012. Or, un reclassement interne d'une durée de deux jours de travail ne fait pas de sens.

La loi doit être clarifiée afin d'éviter à l'avenir de pareilles décisions.

Octroi de l'indemnité compensatoire

Conformément à l'article L. 551-5, paragraphe 1, du Code du Travail «en cas de reclassement professionnel externe, l'indemnité compensatoire est due d'après les modalités prévues par l'article L. 551-2, paragraphe 3, à condition que la personne reclassée ait été assignée par les services de l'Agence pour le développement de l'emploi». Le nouveau texte du projet de loi ajoute la condition supplémentaire que la personne reclassée ait été déclarée apte au nouveau poste de travail lors de l'examen médical d'embauche visé à l'article L. 326-1.

Le médiateur a été saisi de cas dans lesquels un reclassé externe a pu trouver lui-même un nouvel emploi. L'indemnité compensatoire a cependant été refusée au motif que le reclassé a obtenu l'emploi en dehors d'une assignation de l'ADEM. Cette condition tenant à l'assignation préalable ne favorise pas les efforts personnels des reclassés en vue de trouver un nouvel emploi. Les personnes qui entreprennent des efforts personnels se voient ainsi désavantagées, car peu de gens sont au courant de cette disposition refusant dans ce cas l'indemnité compensatoire.

B. Critères appliqués par le Contrôle médical et par le médecin du travail

Selon la loi, tout assuré inapte à occuper son dernier poste de travail est éligible pour un reclassement. Cette formulation est très générale. Le texte de loi ne prévoit pas de critères spécifiques devant être appliqués par le Contrôle médical. En fait, le reclassement n'a pas été conçu pour toutes les situations.

Le cas du cycliste professionnel de très haut niveau qui, après avoir atteint un certain âge, n'est plus apte à remplir en tant que chef de son équipe les performances sportives exceptionnelles qu'il s'est obligé de réaliser selon son contrat de travail, n'est probablement pas visé par la loi, bien qu'il en remplisse théoriquement les conditions légales. Voilà un exemple extrême. Le problème posé par l'absence de critères légaux se rencontre cependant couramment en pratique.

Le médiateur a été saisi d'un réclamant dont la tâche consistait dans la manutention d'un type de marchandises exigeant une grande force des mains. Après un accident de travail, cette force s'était réduite au point qu'il était effectivement devenu inapte pour ce poste déterminé. Le reclassement a été refusé à juste titre par le Contrôle médical du fait que cet ouvrier, encore assez jeune, disposait par ailleurs d'une force physique suffisante pour exécuter tout autre travail manuel dans la même entreprise.

Dans une entreprise, il y a toujours une certaine assignation des tâches qui doit tenir compte des capacités évolutives des salariés et cela d'autant plus que l'âge légal de la retraite risque d'être augmenté à l'avenir.

Un salarié, même s'il a des problèmes pour effectuer certaines tâches d'un poste de travail déterminé, peut néanmoins garder une capacité de travail suffisante pour continuer à travailler à plein temps dans son métier à l'intérieur de l'entreprise et sans devoir encourir une perte de salaire. Il suffit parfois d'un petit aménagement du poste de travail. C'est une question d'organisation et de bonne volonté de l'employeur mais aussi de solidarité entre les salariés.

Selon l'actuel article L. 326-9 (4) du Code du Travail, l'employeur doit, dans la mesure du possible, affecter le travailleur déclaré inapte pour un poste de travail à un autre poste. Le Code du Travail énonce cette obligation sans référence au reclassement interne. Cette obligation incombant à l'employeur «de prendre toutes les mesures nécessaires afin de réaffecter un salarié sur un autre poste de travail» a été clairement énoncée par la jurisprudence (Cour d'appel, 12 juillet 2012, n°37495). Il incombe à l'entreprise d'assigner les tâches en tenant compte des capacités spécifiques et évolutives de ses salariés.

Le but du reclassement interne n'est pas d'aider l'entreprise à financer cette assignation des tâches à laquelle toute entreprise est tenue. Un recours généralisé au reclassement pourra être difficilement financé par les institutions de sécurité sociale. C'est un problème qui risque d'aboutir à des abus coûteux. La procédure du reclassement doit être appliquée judicieusement. Malheureusement, il n'existe pas de critères qui permettent de démarquer le recours au reclassement par rapport à cette allocation des tâches selon les capacités évolutives des salariés. Cette responsabilité doit être assumée par l'entreprise sans recours au reclassement.

Étant donné les possibilités de recours devant les juridictions sociales, celles-ci ne seront pas en mesure de trancher les litiges en l'absence de critères suffisamment précis.

C. Médecine du travail

Statut du médecin du travail

Le médecin du travail ne pourra pas exécuter la mission susvisée et imposer des solutions à l'entreprise à moins qu'il ne bénéficie d'un statut entièrement indépendant par rapport à l'employeur.

Le médecin du travail devrait exercer un contrôle efficace sur les efforts entrepris par l'employeur dans le cadre de l'assignation des tâches au personnel de l'entreprise pour affecter les salariés à un poste de travail correspondant à leurs capacités de travail. Cela présuppose des connaissances approfondies de l'organisation du travail de l'entreprise. Le reclassement interne permet à un salarié reclassé sur un poste de travail moins sollicitant d'obtenir une indemnité compensatoire, si le poste de travail est moins rémunéré. D'un autre côté il est évident qu'il incombe aux employeurs d'organiser le travail dans leur entreprise en tenant compte des capacités de travail de leurs salariés, sans qu'il y ait un recours généralisé à la procédure de reclassement interne. Il appartient aussi au médecin du travail de veiller à ce que les employeurs respectent l'obligation au reclassement interne que le nouveau texte leur impose.

Les relations entre la médecine du travail et les employeurs risquent de devenir de plus en plus conflictuelles.

Seule une médecine du travail vraiment indépendante sera en mesure d'y faire face et de faire en sorte que le but de la loi soit atteint. Il est partant recommandé au Gouvernement de réexaminer le statut des médecins du travail dont un grand nombre sont encore en fait trop liés aux employeurs.

La nouvelle voie d'accès à la procédure de reclassement

Dans ce contexte se pose le problème des conditions de saisine de la Commission mixte par le médecin du travail.

Le nouvel article L. 326-9, paragraphes 5 et 6 du projet de loi, permet au médecin du travail de saisir la Commission mixte à condition que le salarié ait été occupé pendant au moins 10 ans par l'entreprise et qu'il ait été déclaré inapte pour son poste de travail qui doit être un poste à risques. Le reclassement interne sera obligatoire si l'employeur occupe au moins 25 salariés, il sera soumis à son accord s'il occupe moins de 25 salariés.

Cette saisine de la Commission mixte par le médecin du travail est donc soumise à des limites étroites qui se trouvent déjà inscrites à l'actuel article L. 326-9, paragraphe 5, sauf que ce texte requiert l'occupation de 50 salariés. Il peut certainement être reproché au projet de loi de s'être trop largement inspiré de l'actuel

article L. 326-9 du Code du Travail. Il ressort de l'avis de la Chambre des Salariés que cet article n'aurait que rarement trouvé application en pratique. Le nouvel article risque de connaître le même sort. Il semble établi que ce n'est pas en raison du seuil de 50 salariés mais au fait que le texte vise exclusivement les salariés occupant un poste à risque. Le terme «poste à risque» est défini à l'article L. 326-4, définition légale qui est assez restrictive:

1. tout poste exposant le travailleur qui l'occupe à un risque de maladie professionnelle, à un risque spécifique d'accident professionnel sur le lieu de travail lui-même, à des agents physiques ou biologiques susceptibles de nuire à sa santé, ou à des agents cancérigènes;

2. tout poste de travail comportant une activité susceptible de mettre gravement en danger la sécurité et la santé d'autres travailleurs ou de tiers ainsi que tout poste de travail comportant le contrôle d'une installation dont la défaillance peut mettre gravement en danger la sécurité et la santé de travailleurs ou de tiers.

La nouvelle voie d'accès à la procédure de reclassement est une idée qui mérite d'être poursuivie. Elle présuppose une médecine du travail qui soit effectivement indépendante des employeurs. Étant donné que la Commission mixte peut saisir le médecin-chef de division de la santé au travail de la Direction de la santé, elle est en mesure d'exercer un certain contrôle sur les médecins du travail. En raison de ce qui précède, un élargissement des conditions de cette voie d'accès serait souhaitable.

Divergences entre médecine du travail et Contrôle médical

Il n'existe à l'heure actuelle aucune concertation entre les médecins du travail et le Contrôle médical de la sécurité sociale.

Il arrive que le Contrôle médical établit un avis déclarant apte au travail un assuré en congé de maladie, alors que le médecin du travail le déclare inapte à occuper son poste de travail.

Une telle divergence ne peut être résolue qu'au moyen d'une concertation. Une telle concertation devrait être étendue également au cas où le Contrôle médical établit un avis d'aptitude au travail et que l'assuré quant à lui estime ne pas être à même de reprendre son ancien travail et de satisfaire aux exigences concrètes de son poste de travail. Seul le médecin du travail est en mesure de vérifier concrètement la situation sur le terrain.

D. Difficultés dans l'exécution du reclassement interne

Article 15, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale

L'application de l'article 15, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale donne lieu à des problèmes après le prononcé du reclassement. Aux termes de cet article, l'incapacité de travail résultant du fait qu'une personne ne peut plus exercer son dernier poste de travail n'est plus indemnisable par des indemnités pécuniaires après la notification de la décision de reclassement. Dans un dossier soumis au médiateur, c'est sur base de ce texte que la Caisse de maladie a refusé d'indemniser l'assuré qui, immédiatement après le prononcé du reclassement interne, s'est soumis à une opération chirurgicale afin de garder ou d'améliorer sa capacité de travail.

La Caisse de maladie refuse également le versement d'indemnités pécuniaires si elle est d'avis que l'incapacité de travail du reclassé est précisément celle ayant motivé le reclassement, même si le salarié, en raison d'une aggravation passagère de son état, est incapable de travailler. L'article 15, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale semble être trop restrictif et devrait être réexaminé.

Le reclassement interne dans l'Administration publique

La médiateure a été saisie d'une réclamation de la part d'une personne travaillant dans un musée et à laquelle le reclassement interne a été refusé du fait que le musée en question aurait atteint le quota légal. Aux termes de l'article L-151-1 (3) du Code du Travail «le reclassement interne consiste en ce qui concerne le secteur public dans un reclassement au sein de l'administration ou du service public d'origine de l'agent éventuellement à un autre poste ou à un autre régime de travail».

La question est de savoir ce qu'il faut entendre par administration. Le musée en question fait partie de l'ensemble des «infrastructures culturelles» ou des «instituts culturels de l'État» qui dépendent du Ministère de la Culture.

S'il est accepté que l'ensemble des «établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique» constitue une administration (voir liste de l'annuaire officiel d'administration et de législation), rien n'empêche de considérer aussi comme telle l'ensemble des «instituts culturels de l'État».

Étant donné que le Gouvernement entend privilégier le reclassement interne, ne devrait-il pas donner le bon exemple et commencer par interpréter les textes légaux moins restrictivement, ce qui permettrait d'étendre le champ d'application du reclassement interne à l'intérieur même de l'administration publique?

2.2.2. Avis concernant la transcription du pacs français au répertoire luxembourgeois

Dans son dernier rapport annuel (cf. pages 38-40), la médiateure avait évoqué le problème rencontré par de nombreux ressortissants français qui se sont vu refuser la reconnaissance de leur pacte civil de solidarité (PACS) conclu en France parce que ces derniers n'étaient pas apostillés. L'apostille est une forme de légalisation d'un acte public, par laquelle un agent compétent atteste la véracité de la signature apposée sur un acte officiel.

Le ministre de la Justice luxembourgeois était en effet d'avis que les partenariats ne sont pas à considérer comme étant des actes d'état civil et ne tombent donc pas sous le champ d'application de la convention CIEC n°17. Celle-ci dispose en effet que les actes d'état civil ne doivent pas obligatoirement être apostillés pour être reconnus dans les autres États parties à la convention. Les cours d'appel françaises et notamment la Cour d'appel de Metz faisaient cependant une interprétation différente du texte en question et refusaient donc de délivrer une apostille pour les PACS conclus en France.

La médiateure ne partageait pas non plus l'interprétation faite de la convention par le ministre de la Justice luxembourgeois. Dans un long courrier, elle lui a exposé ses arguments pour lui démontrer que les partenariats sont bien des actes d'état civil au sens de la convention CIEC n°17 et que par conséquent, ils doivent être dispensés d'apostille. La médiateure l'a par ailleurs rendu attentif au fait qu'il était important de clarifier ce point au plus vite, alors que le même problème risquait de se poser pour des ressortissants français originaires d'un autre département.

Même à supposer que le ministre de la Justice luxembourgeois ne partage pas ce raisonnement, la médiateure est néanmoins convaincue que le PACS devient un acte d'état civil par le fait qu'il est inscrit en marge des actes de naissance des personnes concernées.

Or, malgré plusieurs rappels de la médiateure, les ministres de la Justice (veuillez lire: successifs) du Gouvernement précédent n'ont toujours pas pris position.

La médiateure vient de saisir l'actuel ministre de la Justice de la même question et attend sa prise de position.

Suggestions d'ordre pratique aux administrations concernant:

1. Les prénoms germanisés

Un réclamant a saisi la médiateure parce qu'il ne comprenait pas la raison pour laquelle son nouveau permis de conduire indiquait le prénom «Johann» alors que tous ses documents officiels contenaient le prénom «Jean».

La médiateure lui a expliqué la raison de l'indication de son prénom germanisé (naissance avant 1945 pendant l'occupation allemande) dans son nouveau permis de conduire, ainsi que la manière de le changer.

Ensuite la médiateure a prié les administrations concernées (bureau des passeports, Syvicol et service des permis de conduire) d'informer les personnes concernées par ce même genre de problèmes de la possibilité de changer le prénom (par la loi du 18 mars 1982) si tel est leur souhait.

2. La procédure de demande d'aide financière pour études supérieures

La médiateure a été saisie de plusieurs réclamations concernant le refus de l'aide financière de l'État pour études supérieures en raison du fait que le formulaire de demande, bien que dûment rempli, n'avait pas été demandé formellement dans les délais impartis par le règlement grand-ducal du 5 octobre 2000. Dans un cas dont la médiateure a été saisie, l'étudiant avait utilisé une copie du formulaire du semestre précédent.

La médiateure a suggéré au CEDIES de mettre le formulaire en ligne et de ne plus retenir qu'une seule date limite, à savoir celle du renvoi du formulaire de demande complété au CEDIES.

Le service concerné, tout en acceptant la suggestion, n'a pas encore changé le règlement grand-ducal de 2014 mais a promis de ce faire ensemble avec la modification légale, devenue nécessaire suite au jugement que la Cour de justice de l'Union européenne a rendu le 20 juin 2013.

Entre-temps les formulaires de demande d'aide pour le semestre d'hiver 2013-2014 étaient téléchargeables sur le site internet du CEDIES et ce jusqu'au 31 octobre 2013. Après cette date, les retardataires ont dès le semestre d'hiver de 2013 la possibilité de présenter leur demande sur la copie d'une demande téléchargée avant le 31 octobre.

La médiateure apprécie la simplification proactive de la procédure.

3. L'amélioration de la procédure interne dans le cadre d'une demande de subventions (en matière agricole)

Afin de pouvoir retracer en toute transparence l'évolution d'un dossier qui, en raison de son délai de traitement très long, cause préjudice au demandeur, le ministre de l'Agriculture a donné l'instruction à ses services de rédiger après chaque réunion une brève note précisant le contenu de l'entrevue et indiquant, le cas échéant, les documents et autres données à fournir par le demandeur pour compléter le dossier.

La médiateure estime que cette instruction serait encore plus précieuse si elle était communiquée au demandeur. Idéalement, elle devrait être disponible également dans un dossier électronique personnalisé auquel le requérant aurait accès pour vérifier l'état de son dossier.

Au-delà du ministère concerné, cette procédure serait utile dans toutes les administrations qui traitent des dossiers d'aides ou allocations de tout genre.

4. La date de départ de la prise en charge par l'assurance dépendance

La date de prise en charge des prestations par l'assurance dépendance est actuellement fixée à la date de réception du rapport du médecin traitant. Or, cette date pose problème en raison du fait qu'il arrive que le certificat médical soit envoyé après la date de la demande de prise en charge. La prise en charge ne peut toutefois être accordée que sur base dudit certificat. Ainsi, la prise en charge est souvent retardée et les assurés doivent eux-mêmes prendre en charge les frais des prestations avant la date de délivrance du certificat médical.

Pour éviter de pénaliser les bénéficiaires, il serait souhaitable d'admettre comme point de départ de la prise en charge par l'assurance dépendance la date indiquée sur le certificat médical du médecin traitant précisant formellement la date à partir de laquelle les conditions médicales étaient remplies.

5. Les réseaux d'aides et de soins financés par des deniers publics

Dans ce même contexte, la médiateure suggère que les réseaux d'aides et de soins financés par des deniers publics devraient faire l'objet d'un contrôle de qualité et de l'exécution de soins à domicile par une instance publique indépendant.

6. L'information des assurés en matière de sécurité sociale

A. Information immédiate des assurés de leur entrée et de leur sortie de la sécurité sociale

Plusieurs réclamations étaient fondées sur le fait que les assurés ont appris par coïncidence, au moment où le remboursement de frais médicaux leur a été refusé, qu'ils avaient été désaffiliés de la sécurité sociale.

Une telle désaffiliation, qui peut avoir des conséquences très graves pour les assurés concernés, doit être portée à leur connaissance au moment même où la décision est prise afin d'éviter un préjudice grave que les assurés risquent de subir.

La médiateure estime que les assurés doivent être informés immédiatement de tout changement de leur situation concernant la sécurité sociale luxembourgeoise. Lors d'un entretien de la médiateure avec le Ministre de la Sécurité sociale, ce dernier s'est engagé à faire parvenir une instruction dans ce sens aux organismes concernés. Lors de la rédaction de ce rapport, la médiateure n'avait pas encore d'information plus concrète quant à la mise en pratique de cet engagement.

B. Information améliorée dans le domaine de la sécurité sociale concernant la prise en charge des prestations.

La médiateure a dû constater à plusieurs reprises que les assurés sont mal informés des complexités de la réglementation communautaire en matière de sécurité sociale.

Toutes les institutions, caisses de maladie, hôpitaux et médecins traitants devraient être sensibilisés pour mieux informer et guider les assurés.

Un complément d'information serait de mise notamment:

- pour la prise en charge d'un transfert à l'étranger pour soins médicaux

Les malades ignorent souvent qu'une autorisation préalable du contrôle médical de la sécurité sociale est requise pour un transfert à l'étranger et qu'il faut attendre l'accord formel pour ne pas risquer de devoir prendre personnellement en charge les frais d'un traitement à l'étranger, cette autorisation est aussi requise si ce transfert est ordonné par un médecin.

- concernant les suppléments de tarifs

Le problème se pose lorsque des médecins étrangers non conventionnés facturent des tarifs supérieurs aux tarifs légaux pris en charge par les caisses de maladie. Les patients ne sont pas forcément informés des suppléments de tarifs et s'étonnent ensuite de la non prise en charge par la caisse compétente.

- pour le complément de remboursement en cas de soins programmés à l'étranger

Beaucoup d'assurés ignorent qu'ils ont droit à un remboursement complémentaire au cas où ils sont traités à l'étranger dans le cadre des soins programmés et le montant que la caisse luxembourgeoise doit rembourser à l'assuré est inférieur au montant que la caisse luxembourgeoise aurait dû prendre en charge si le même traitement avait été dispensé au Luxembourg.

- remboursement en cas de traitement ambulatoire à l'étranger, mais non pour un traitement stationnaire sans autorisation préalable

Étant donné que les traitements ambulatoires à l'étranger sont pris en charge par la caisse luxembourgeoise compétente depuis un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans les affaires Decker et Kohll (C-120/95 et C-158/96 du 28 avril 1998). Or, contrairement aux traitements stationnaires, les assurés doivent pouvoir distinguer entre traitement ambulatoire et traitement stationnaire, un traitement dispensé en milieu hospitalier pouvant être ambulatoire.

7. L'information des bénéficiaires d'une occupation temporaire indemnisée (OTI) ainsi que des chômeurs indemnisés dans un délai acceptable de la fin de leurs droits

Quelques personnes ont saisi la médiateure qu'ils n'étaient pas au courant des modalités d'une OTI. Ils ignoraient surtout que la mesure prend fin en cas d'expiration de leur droit aux indemnités de chômage.

La suggestion de la médiateure d'informer les bénéficiaires d'OTI et d'indemnités de chômage préalablement à l'expiration de leurs droits a été discutée lors d'une entrevue avec la direction de l'ADEM et mise en pratique immédiatement. La médiateure a reçu une lettre type que tous les intéressés recevront désormais quelques semaines avant le terme de l'OTI ou avant la fin de leur droit aux indemnités de chômage.

La médiateure félicite l'ADEM de la rapidité d'application de sa suggestion.

8. L'accès de la CNPF aux données du Centre commun de la Sécurité sociale

Un accès de la CNPF aux données du Centre commun de la Sécurité sociale lui permettrait de contrôler plus facilement certaines données et de détecter des changements de situation des bénéficiaires de prestations afin de s'y adapter rapidement. Idéalement, la CNPF devrait être informée automatiquement de certains changements de situation ayant des conséquences sur le droit aux prestations familiales.

Étant donné qu'un tel échange d'informations risque cependant de poser d'autres problèmes, un accès limité aux données concernant la CNPF (p. ex. l'existence d'une affiliation à la sécurité sociale luxembourgeoise) permettrait du moins d'éviter un paiement prolongé des prestations, dès que la CNPF a un doute sur les indications se trouvant dans ses fichiers.

9. L'information améliorée par la CNPF sur les modalités du congé parental de parents de jumeaux

La loi sur le congé parental de parents de jumeaux est difficilement compréhensible et prête à confusion. En vertu d'une application stricte du texte de loi, la forme du congé parental choisie au départ par un parent de jumeaux doit être maintenue pendant toute la durée du congé parental, c'est-à-dire que les parents de jumeaux doivent prendre soit un congé parental à plein temps de 12 mois ou un congé parental à mi-temps de 24 mois. Ils ne peuvent p. ex. pas prendre un congé à plein

temps de 6 mois pour un enfant et un congé à mi-temps de 12 mois pour le deuxième enfant.

Le choix du type de congé s'applique donc à l'ensemble des enfants d'une même naissance. De cette manière, le congé peut être considéré dans son intégralité comme congé parental consécutif au congé de maternité, condition nécessaire pour que le deuxième parent ait également droit à son congé parental.

Pour éviter des malentendus à ce sujet, la médiateure a suggéré à la CNPF d'améliorer les explications à ce sujet sur son site internet. Cette suggestion a été acceptée par la direction de la CNPF. La CNPF a encore proposé de veiller à informer les parents des conséquences de leur choix avant d'accorder éventuellement un changement du type de congé parental par le parent qui prend le premier congé parental (p. ex. si le parent souhaite prendre 6 mois à plein temps et 12 mois à mi-temps).

La médiateure se félicite de cette proposition ainsi que de l'acceptation de la sienne de travailler ensemble sur un texte amendant les dispositions qui posent problème.

Partie 3

3.1. Annexe

Consultation

Rédigée à la demande de

Madame le Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg

Dans un différend à elle soumis

Cette consultation a été réalisée en considération des documents fournis au soussigné:

- compromis de vente du 9 juin 2011

- acte notarié de vente du 12 juillet 2011

- courrier de l'administration de l'enregistrement et des domaines aux administrés en cause en date du 10 décembre 2012

La question posée:

Dans le cadre d'un différend entre un administré et l'administration de l'enregistrement et des domaines concernant la restitution du crédit d'impôt octroyé lors d'un achat immobilier, faut-il analyser le transfert de propriété lors de la revente de l'immeuble comme réalisé à la date du compromis ou de l'acte notarié?

Faits

Les administrés en cause ont acquis un appartement à Luxembourg par un acte notarié conclu le 2 juillet 2009. Ils l'ont revendu en 2011. Cette vente s'est réalisée par deux actes: un compromis signé le 9 juin 2011 suivi d'un acte notarié en date du 12 juillet 2011. À la suite de cette opération, l'administration de l'enregistrement et des domaines a réclamé la restitution du crédit d'impôt obtenu lors de la première acquisition immobilière en considérant que, la revente s'étant réalisée au jour de la conclusion du compromis, le délai de deux ans exigé par la loi ne s'était pas écoulé entre le 2 juillet 2009 et le 9 juin 2011. Saisi du différend le Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg considère au contraire que le transfert de propriété lors de la revente ne s'est opéré que le 12 juillet 2011, au moment de l'établissement de l'acte notarié, et dès lors que le délai de deux ans requis était écoulé.

La détermination de l'écoulement du délai de deux ans suppose l'établissement de la date de l'acquisition de la propriété de l'immeuble en question et celle de son transfert ultérieur. Aucune information ne nous a été communiquée sur les modalités de conclusion de la première vente. Il résulte simplement de l'acte notarié du 12 juillet 2011 que: «Lesdites entités appartiennent au vendeur pour les avoir acquises aux termes d'un acte de vente reçu par Maître Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 02 juillet 2009, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg, le 10 juillet 2009, volume 2203 numéro 4.» Le courrier de l'administration de l'enregistrement et des domaines du 10 décembre 2012 retient cette date comme celle de l'acquisition de la propriété. N'étant pas interrogé sur ce point et ne disposant pas des éléments nécessaires, nous n'approfondirons pas cette question mais nous relevons l'intérêt de clarifier ce point. En effet, au cas où il devait s'avérer que l'acquisition initiale de la propriété s'était produite antérieurement, et plus précisément avant le 9 juin 2009, par exemple par un compromis de vente valant vente, le débat juridique ici soulevé perdrait tout intérêt pratique puisque le délai de deux ans se serait écoulé avant le 9 juin 2011 et donc, quelle que soit l'analyse retenue, avant la revente de l'immeuble.

En laissant de côté tout débat à propos de la date de l'acquisition de la propriété de l'immeuble et en admettant qu'elle se soit réalisée le 2 juillet 2009, il devient essentiel de fixer la date à laquelle la revente du bien a produit ses effets, autrement dit la date du transfert de propriété y afférent. C'est sur cette seule question que nous avons été consultés et nous y limiterons donc nos analyses.

Discussion

La question du transfert de propriété dans la vente immobilière est une question classique, compliquée par la pratique de la conclusion préalable d'un compromis de vente. Il convient donc d'abord de rappeler les règles qui entourent ce mécanisme. Ce n'est qu'ensuite qu'il sera possible de prendre position dans l'espèce qui donne lieu à cette consultation en se basant sur les termes précis des actes juridiques en cause.

La réglementation du transfert de propriété dans la vente immobilière

La règle posée par le code civil est extrêmement simple dans son principe. Son article 1583 dispose très simplement que la vente «est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé.» Et pour qu'il n'y ait aucun doute lorsque l'acte définitif est précédé d'un compromis, c'est-à-dire d'une promesse synallagmatique de vendre et d'acheter, l'article 1589 ajoute: «La promesse de vente vaut vente, lorsqu'il y a consentement réciproque des deux parties sur la chose et sur le prix». Cette dernière solution n'est que la conséquence logique du consensualisme consacré par le code civil, qui veut que le consentement des parties suffit à lui seul à produire des effets de droit. Or, le consentement des parties est donné lorsqu'il existe une promesse synallagmatique et celle-ci produit les mêmes effets que la vente. Autrement dit, la promesse opère transfert de propriété, par application combinée des articles 1583 et 1589, sans qu'il ne soit besoin d'attendre la réitération de l'acte notarié. Ces dispositions ne sont d'ailleurs que la consécration d'un principe plus général que le seul contrat de vente, puisqu'il résulte de l'article 1138 du code civil (M. Watgen et R. Watgen, La propriété immobilière, Promoculture Larcier, 2013, n°325).

Pourtant, s'il existe deux actes juridiques, ils ne peuvent s'assimiler totalement l'un à l'autre. La réitération de l'accord déjà contenu dans le compromis de vente doit s'expliquer et la nature de l'un et de l'autre n'est donc pas aussi simple qu'il ne paraît. L'intérêt basique de la distinction du compromis et de l'acte notarié ultérieur sert à prendre acte du consentement des parties, avant que toutes les informations n'aient été réunies et/ou toutes les formalités accomplies. L'acte notarié n'intervient qu'ensuite, évitant des frais inutiles si des difficultés se rencontrent lors des vérifications nécessaires. Dans cette hypothèse, le compromis de vente vaut bien vente mais il est conclu sous la condition suspensive de diverses circonstances (obtention d'un prêt, absence d'exercice du droit de préemption...). Ce n'est que si la condition se réalise, et donc que la vente devient définitive, que l'acte notarié sera réalisé. La passation de l'acte notarié lui-même apparaît dans ce cas comme une modalité d'exécution du contrat de vente.

Mais la passation d'un acte notarié peut être plus qu'une simple modalité d'exécution du contrat de vente, destinée notamment à permettre sa publicité pour garantir son opposabilité aux tiers. Les parties peuvent décider elles-mêmes de s'évader du consensualisme établi par le code civil et d'imposer la rédaction d'un acte notarié, d'un acte authentique. On est alors en présence de ce qu'un auteur a appelé la «Promesse consensuelle d'un contrat solennel par la volonté des parties» (Ch. Larroumet, Droit civil, tome III Les Obligations Le contrat, Economica, 4e éd., 1998, n°304). Si on suit cette analyse, il convient de reproduire ici l'analyse traditionnellement faite à propos du formalisme légal et, plus spécialement, la distinction du formalisme ad probationem et ad validitatem: «selon que l'acte notarié est une condition de validité ou une condition de preuve, les rapports des parties ne seront pas du tout les mêmes. Dans le premier cas, la vente n'existe pas en l'absence d'acte notarié, ce qui fait que les obligations qu'elle engendre ne sont pas encore nées et qu'il n'y a pas non plus transfert de propriété. Au contraire, dans le second cas, dès la conclusion d'un accord consensuel, le transfert de propriété peut s'opérer, l'acheteur est tenu de payer le prix au vendeur qui est lui-même tenu de livrer la chose vendue à l'acheteur» (Ch. Larroumet, op. cit., n°305).

Un élément demeure cependant crucial, c'est que dans la plupart des hypothèses sus-évoquées, le transfert de propriété n'est qu'exceptionnellement reporté au jour de l'acte notarié. Pour reprendre l'analyse d'un autre auteur, en érigeant conventionnellement la forme notariée en condition de validité du contrat définitif, les parties peuvent également tracer une séparation nette entre celui-ci et la promesse qui reste consensuelle. À raisonner sur la vente, la promesse donne naissance, non à une obligation de livrer et à une obligation de payer le prix, mais à une obligation de faire dont l'inexécution se résoudra en dommages-intérêts. Mais il y faut une volonté particulièrement claire des parties, la jurisprudence ayant tendance à analyser l'exigence d'une réitération des consentements devant le notaire, non en une forme solennelle convenue, mais en une simple modalité d'exécution du contrat que l'accord sur les éléments essentiels suffit à former (F. Temé Ph. Simler et Y. Lequette, Droit civil, Les obligations, Dalloz, 8e éd., 2002, n°194).

La jurisprudence luxembourgeoise ne dit pas autre chose, pour laquelle on peut invoquer deux jugements, tant du tribunal d'arrondissement de Diekirch (Diekirch, 29 juillet 1936, pas. 14, 126) que de Luxembourg (Lux. 31 mai 1961, pas. 18, 364): «Si l'acte documentant une vente prévoit la rédaction ultérieure d'un acte notarié, il ne s'agit là que d'une modalité du contrat, à moins qu'il ne résulte clairement des termes employés ou des circonstances que les parties ont voulu subordonner la formation et l'efficacité du contrat à l'accomplissement de cette formalité.» Les conclusions que l'on peut tirer de cette jurisprudence sont importantes, tant en termes de politique juridique que de technique. D'une part, les juges se montrent réticents à admettre l'exception au principe du transfert solo consensu et, en conséquence, à détacher le transfert du compromis de vente. Ceci se matérialise dans la loi par l'affirmation du principe. D'autre part, s'il ne s'agit que d'un principe qui connaît des exceptions dans la mesure où ces dispositions sont supplétives, elles ne peuvent résulter que de la volonté des parties. Si celle-ci peut ressortir des termes employés ou des circonstances de l'espèce, encore faut-il qu'elle ressorte «clairement».

Mais une dernière difficulté doit être levée eu égard aux circonstances qui entourent ces analyses. En effet, la raison d'être de la détermination de la date du transfert de propriété provient généralement du hiatus qui intervient entre les parties après la conclusion du compromis de vente. L'une d'elles ne veut plus finaliser l'opération et refuse de passer l'acte notarié. En ce cas en effet, la question est cruciale de savoir si le compromis a déjà transféré la propriété et si le refus de participer à l'acte notarié peut donner lieu à l'exécution forcée de l'obligation qui en avait été faite. Si la réponse est positive, le jugement qui constatera le transfert de propriété au moment du compromis, constituant un acte authentique, pourra être utilisé afin de publier le transfert et être substitué à l'acte notarié défaillant. Dans l'affaire qui nous est soumise, l'acte notarié a été passé et la question de la date du transfert de propriété ne s'est posée qu'ultérieurement. Cependant, la passation de l'acte notarié est sans conséquence en elle-même sur la nature du compromis de vente et sur les conséquences qu'elle a sur le transfert de propriété. Tout au plus la lettre de l'acte notarié pourrait-elle révéler l'intention des parties. En dehors de cela, répétons-le, que l'acte notarié ait été accompli ou non ne peut avoir aucune incidence sur la qualification du compromis.

Mais une autre hypothèse doit être envisagée, d'après laquelle la réitération de la vente par acte notarié serait considérée comme une condition. En ce cas en effet, la réitération de la vente constitue la survenance de la condition. Or, la condition a un effet rétroactif et, en conséquence, le transfert de propriété, quand bien même il aurait été incertain pendante conditione, serait rétroactivement intervenu à la date du compromis. Cette interprétation, qui vaut pour les conditions classiquement insérées dans un compromis, ne vaut cependant pas pour la réitération en la forme authentique. En effet, liée à la volonté des parties, cette réitération s'analyserait en une condition potestative, entachée de nullité. Dès lors, le jeu de la rétroactivité ne trouve pas à s'appliquer et la réalisation de l'acte notarié ne peut pas, si du moins le compromis reportait le transfert de propriété au jour de ce dernier, modifier cet effet. Encore une fois donc, la réitération de la vente est sans effet sur la signification qui doit être reconnue au compromis.

La date du transfert de propriété dans l'affaire soumise

Le principe qui doit guider notre recherche est parfaitement résumé par la jurisprudence des tribunaux d'arrondissement qu'il n'est pas inutile de rappeler: Si l'acte documentant une vente prévoit la rédaction ultérieure d'un acte notarié, il ne s'agit là que d'une modalité du contrat, à moins qu'il ne résulte clairement des termes employés ou des circonstances que les parties ont voulu subordonner la formation et l'efficacité du contrat à l'accomplissement de cette formalité. Dans l'espèce à propos de laquelle nous sommes consultés, l'acte qui documente la vente prévoit bien la rédaction ultérieure d'un acte notarié. Il ne s'agit cependant en principe que d'une modalité de la vente, ce qui signifie que le transfert de propriété est normalement intervenu au jour du compromis de vente, soit le 9 juin 2011. Ce n'est que s'il résulte des «termes employés» ou des «circonstances» que l'acte notarié a été institué comme un élément requis pour la formation et l'efficacité de la vente que le transfert de propriété n'est intervenu qu'à cette date, soit le 12 juillet 2011.

Au vu des éléments qui nous ont été soumis, aucune circonstance de la vente ne semble significative. Aucun évènement particulier ne nous a été signalé. Il faut donc s'en remettre aux termes des actes qui nous sont soumis. L'acte notarié ne contient aucune stipulation relative au transfert de propriété, ni aucune autre qui puisse nous éclairer dans l'interprétation du compromis de vente. Tout au plus y trouve-t-on une clause qui déclare que «l'entrée en jouissance a lieu de suite», ce qui ne fait d'ailleurs que reprendre une stipulation contenue au compromis lui-même.

C'est donc à l'analyse du compromis de vente du 9 juin 2011 que nous sommes invités. Celui-ci comporte plusieurs clauses intéressantes que nous reproduisons ci-dessous:

«Acte notarié»

«L'acte notarié sera dressé au plus tard le 8 août 2011 par devant...»

«Entrée en jouissance: à l'acte notarié.»

«Indemnités»

«Il est expressément convenu qu'en cas de non-respect d'une ou de plusieurs clauses du compromis ou de résiliation abusive du compromis par l'une des parties, la partie fautive devra payer a l'autre une indemnité équivalente à 103 du prix de vente ainsi que la commission prévue à l'agence immobilière...»

Prêt immobilier: «Il est expressément entendu que le présent compromis ne sortira ses effets qu'à condition que le prêt en question soit accordé à l'acquéreur.»

«le Compromis est valable jusqu'au 2 août 2011».

Deux clauses sont centrales dans cette affaire, celle relative à la réitération de la vente sous la forme d'acte notarié, et celle relative à la validité du compromis. La première clause est extrêmement classique dans son principe, c'est le mécanisme que nous avons exposé en première partie. Toute la difficulté est de déterminer la portée de la clause et on sait que la rédaction de ces clauses est quasiment infinie, ce qui rend impossible une classification systématique. Ceci est matière à interprétation du juge. Or, la jurisprudence luxembourgeoise est trop peu fournie pour qu'on y trouve des réponses à cette question factuelle. L'objet à interpréter est fixé par la jurisprudence que nous avons évoquée mais pas le détail de son application. Compte tenu de la similitude entre le droit luxembourgeois et le droit français, nous pourrons nous référer à la jurisprudence française. Sans aucune exhaustivité, nous citerons quelques exemples afin d'éclairer la recherche d'interprétation de la volonté des parties.

La Cour de cassation française, dans un arrêt du 17 juillet 1997 (Cass. civ. 311, 17 juil. 1997, n°95-20064, inédit), a considéré que le fait que toutes les pièces signées, soit séparément, soit simultanément, par les parties ne faisaient mention que d'une vente au jour de la signature de l'acte authentique et de simples intentions de vendre et d'acquérir, ce que la cour d'appel avait souverainement établi, permettait d'établir que la promesse de vente ne valait pas vente.

Le 10 mai 2011, la même Cour (Cass. civ. 3°, 10 mai 2011, n°10-19972, inédit) a suivi une cour d'appel qui avait relevé que la convention stipulait que le prix était payable comptant à la signature de l'acte authentique, au plus tard le 31 décembre 2005, sous réserve des capacités financières des époux X..., et que «cette date précédée de la mention 11 au plus tard 11 était une date butoir au-delà de laquelle les promesses de vente et d'achat consenties par les parties devenaient caduques».

Ce qui ressort de ces deux exemples, c'est que la seule stipulation de la réitération de la vente

sous forme authentique, fût-ce avec une date butoir, ne suffit pas à établir que l'acte notarié constitue une condition d'existence de la vente. Il faut des éléments complémentaires. Or, il n'est pas certain que ceux-ci existent dans l'espèce qui donne lieu à cette consultation. L'insertion dans le compromis de la condition suspensive de l'obtention d'un prêt par l'acquéreur ne peut avoir une quelconque influence. Mais cette première clause du compromis n'est pas la seule qui compte.

La seconde clause centrale du compromis est moins fréquente en pratique. Elle limite la validité du compromis au 8 août 2011. Evidemment, il ne peut s'agir de la validité entendue comme la conformité à la loi. La seule signification qui peut être donnée à cette clause est que les parties ont entendu limiter le jeu du compromis dans un temps déterminé. Il s'agit là d'une technique bien connue, celle du terme extinctif. L'énoncé d'une date fixe constitue certainement un terme puisqu'il s'agit d'un évènement certain, d'ailleurs non seulement dans son principe mais aussi dans le moment de sa réalisation. Or, ce terme a pour objet d'éteindre une obligation, ou peut-être plus exactement ici de faire disparaître un acte juridique (pour une élucidation de cette distinction, P. Ancel, «Force obligatoire et contenu obligationnel», RTDciv., 1999, p. 771), ici le compromis. Si le compromis n'est valable que pour un temps limité, ceci signifie nécessairement que les parties ont entendu borner ses effets.

Il reste toutefois à préciser les effets de la clause. De toute évidence, elle accompagne utilement l'exigence de la rédaction d'un acte notarié et constitue même une protection opportune des parties, surtout du vendeur, au cas où l'une d'entre elles refuserait de passer cet acte. En effet, en ce cas, toutes les obligations résultant du compromis disparaîtraient avec lui au jour du terme extinctif. Ainsi, la partie victime de l'inexécution de l'autre serait entièrement libérée. Le vendeur ne courrait aucun risque à procéder à une autre vente et pourrait ainsi éviter que son préjudice ne s'accroisse par une immobilisation prolongée de l'immeuble. Certes, si la réitération notariée est analysée comme une condition substantielle d'existence de la vente, l'absence de réitération entraîne l'absence de vente. Ceci laisse en revanche subsister le compromis et les obligations qu'il a créées. En outre, nous avons vu la difficulté qu'il y a à établir que l'acte notarié constitue cette formalité essentielle. Par le terme extinctif, toute discussion est levée.

Ici cependant, la situation est différente puisque la réitération a eu lieu. Ceci n'empêche pas que la stipulation du terme extinctif demeure. Or, celle-ci ne fait aucune différence selon que l'acte notarié a été établi ou non. En conséquence, il faut admettre que, en dépit de la signature de l'acte notarié en date du 12 juillet 2011, le compromis a cessé de produire ses effets au 2 août suivant. Avec la réalisation de l'acte notarié, le compromis avait cependant produit tous ses effets utiles et son extinction ultérieure n'a eu aucune conséquence pratique.

Une question se pose. Si on admet que le compromis s'analyse en une vente en vertu de l'article 1589 du code civil, ne faut-il pas admettre que l'extinction de la validité du compromis remet en cause ses effets, à commencer par le transfert de propriété? La thèse est juridiquement défendable, si on ne détache pas les effets juridiques d'un acte juridique (ici le transfert de propriété) de cet acte lui-même (le compromis). En matière contractuelle cependant, la base de toute analyse consiste dans la recherche de la commune volonté des parties (art. 1156 c.civ.). Or, il est tout à fait invraisemblable que les parties aient voulu ce résultat incongru, qui conduirait à remettre en cause toute l'opération, quand bien même toutes les conditions posées par ailleurs à son efficacité auraient été remplies. S'il en était besoin, l'article 1157 du code civil viendrait encore au soutien de cette interprétation: «Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun.» Or, l'interprétation du terme extinctif comme susceptible de remettre en cause toute l'opération conduit à ne faire produire in fine aucun effet au compromis lui-même. L'article 1157 impose donc de ne faire porter le terme extinctif que sur la réitération notariée et non sur l'ensemble du compromis.

La stipulation du terme extinctif s'interprète eu égard à l'ensemble de l'acte ou, pour reprendre la lettre de l'article 1161 du code civil: «Toutes les clauses des conventions s'interprètent les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier.»

Cette dernière règle est importante car elle vaut pour l'interprétation de toutes les clauses, à commencer par celle qui instaure la réitération de la vente par acte notarié. Or, cette stipulation doit nécessairement être rapprochée, quand bien même l'une et l'autre ne figureraient pas en même place dans le contrat, de celle du terme extinctif. Or, nous le savons, deux interprétations sont possibles de l'exigence d'une réitération de la vente: soit il s'agit d'une modalité de la vente déjà conclue sans effet sur le transfert de propriété, soit elle conditionne l'existence de la vente et subordonne et retarde le transfert de propriété à sa réalisation. Or, il résulte de l'existence d'un terme extinctif la volonté implicite mais «claire» des parties de limiter tout différend à la date du 8 août 2011 et de liquider leurs relations à cette date. C'est en ce sens qu'ils ont prévu des indemnités en cas d'inexécution des obligations nées du compromis et même réglé le sort de la rémunération de l'agent immobilier. Quoiqu'il arrive, les parties ont entendu être fixées à la date du 8 août 2011 et ne plus avoir, éventuellement, qu'à réclamer l'exécution d'obligations de sommes d'argent.

Pour cela, une seule interprétation de la clause en question est envisageable: la subordination de la vente à la réitération du compromis de vente. Au cas contraire, le vendeur resterait lié par la vente ou, en tout état de cause, se serait réservé la possibilité de demander l'exécution forcée de la réitération, ce qu'il n'a manifestement pas voulu puisque, au contraire, il a voulu être totalement libéré et n'obtenir que des dommages-intérêts forfaitairement évalués. En conséquence, le transfert de propriété n'a pas pu se réaliser au jour de la conclusion du compromis de vente. Nous avons vu en outre que la passation de l'acte notarié ne pouvait avoir d'effet rétroactif, en sorte que la propriété n'a pu être transférée qu'au jour de cet acte notarié, soit le 12 juillet 2011.

Conclusions

La stipulation dans une promesse synallagmatique de vente d'une clause qui impose la réitération de la vente par acte notarié est parfaitement valide. Dans la mesure où l'article 1589 du code civil est supplétif, il est loisible aux parties de retarder la formation de la vente, en principe déjà parfaite au moment du compromis, au jour de la réitération. Une règle supplétive ne produit ses effets que si une volonté différente est exprimée par les parties. Or, la jurisprudence (tant luxembourgeoise que française) exige que la volonté soit claire.

Pour interpréter la promesse synallagmatique, chacune de ses clauses ne peut être comprise que par référence à l'ensemble, autrement dit à toutes les autres clauses. Or, la stipulation dans une même promesse d'une exigence de réitération et d'un terme extinctif de validité au compromis lui-même manifeste à suffisance la volonté d'éviter la subsistance de toute relation pour le cas où un incident interviendrait dans la réalisation de la vente. Il en résulte nécessairement, quand bien même les parties n'auraient pas explicitement précisé la portée juridique de l'exigence de la réitération de la vente, que celle-ci doit s'analyser comme une condition d'existence de la vente. Le transfert de propriété ne peut donc pas s'être produit au jour du compromis mais a nécessairement été reporté à la date de l'acte notarié, sans que la réalisation de celui-ci ne puisse avoir d'effet rétroactif.

Le transfert de propriété de l'appartement en cause s'est donc réalisé le 12 juillet 2011.

Fait à Luxembourg, le 13 octobre 2013

David HIEZ
Professeur de droit civil
Université du Luxembourg

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS
d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°2** • SESSIONS EXTRAORDINAIRES 2013-2014

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0002	Corinne Cahen	Texte d'une chanson pour la fête de la Saint-Martin
0003	Fernand Kartheiser	Centenaire de la Première Guerre mondiale
0008	Roy Reding	Emprunt contracté en décembre 2008
0012	Gilles Roth	Baisse du taux directeur
0014	Roy Reding	Arrêts de la Cour Constitutionnelle
0015	Fernand Kartheiser	Exposition «L'islam au Luxembourg - l'islam du Luxembourg»
0016	Gast Gibéryen	Feu couvant dans la déchetterie du SIDEC
0017	Diane Adehm et Gilles Roth	Proposition de loi française en matière de prostitution
0018	Marco Schank	Prime CAR-e
0019	Michel Wolter	Utilisation de pseudonymes sur les blogs
0020	Léon Gloden	Parc naturel «Dräilännereck»
0021	Roy Reding	Redevance de scellement des sols
0022	Martine Hansen	Euratom
0023	Léon Gloden	Registre national des surfaces commerciales
0024	Laurent Mosar	Loi sur la liberté d'expression dans les médias
0025	Claudia Dall'Agnol	Malaise au sein de la Police grand-ducale
0027	Martine Hansen	Construction du Lycée technique Agricole à Gilsdorf

Question 0002 (18.11.2013) de **Mme Corinne Cahen** *(DP)* concernant le **texte d'une chanson pour la fête de la Saint-Martin:**

La fête de la Saint-Martin est célébrée chaque année la veille du 11 novembre en Allemagne, en Autriche et en Belgique, où les enfants défilent dans la rue en chantant: «Saint Martin - Boit du vin - Dans la rue des Capucins - Il a bu la goutte - Il a pas payé - On l'a mis à la porte avec un - Coup d'balai»

Or, depuis quelques jours, une vidéo circule sur Internet et les réseaux sociaux qui montre un défilé à Vianden dans ce même contexte avec des jeunes qui chantent: «Ho, ho, ho! Der Judd, der lag im Stroh. Das Stroh fing an zu brennen. Der Judd fing an zu rennen...!»

De plus, le 15 novembre, RTL a diffusé un reportage sur ce sujet. Le texte du défilé à Vianden qu'on voit dans la vidéo susmentionnée est loin d'être aussi anodin que celui de la fête de la Saint-Martin. Il semble se référer à la chasse aux sorcières/juifs au Moyen-Âge et aux temps modernes. Ainsi, en 1620 par exemple, une femme de Vianden a été brûlée sur les bûchers.

Le 75e anniversaire de la Nuit de Cristal vient d'être commémoré et il est choquant d'entendre de telles paroles de nos jours.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État:

- Monsieur le Ministre d'État n'est-il pas d'avis que les paroles de la chanson précitée se heurtent aux lois en vigueur?

- Dans l'affirmative, quelles mesures Monsieur le Ministre entreprendra-t-il pour éviter que cette situation ne se reproduise?

Réponse (21.1.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Madame la Députée s'indigne à raison des paroles d'une chanson chantée à l'occasion de la fête de la Saint-Martin («Miertchen») à Vianden. Ces paroles pourraient en effet heurter la sensibilité d'un grand nombre de personnes en raison de leur caractère antisémite.

Les articles 454 et suivants du Code pénal incriminent un certain nombre de comportements à caractère raciste et révisionniste.

Sans me livrer à une analyse détaillée des paroles incriminées, je ne voudrais pas exclure que ces paroles puissent tomber sous le champ d'application des articles en question.

Cependant, tout en exprimant mon regret qu'une telle chanson ait été chantée dans un contexte folklorique et à première vue non suspect, je prends acte des déclarations des responsables politiques de la ville de Vianden, qui, en accord avec le Consistoire Israélite, veilleront à ce que cette chanson ne fasse plus partie du répertoire des chansons de la fête de la Saint-Martin.

Question 0003 (22.11.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **centenaire de la Première Guerre mondiale:**

Op der ganzer Welt ginn Erënnerungszeremonien un de grousse Krich vun 1914 bis 1918 organiséiert. Och Lëtzebuerg ass, wann och ongewollt, an dës traureg Evenementer mat eragezu ginn.

Trotz der Neutralitéit hunn däitsch Truppe Lëtzebuerg besat. D'Lëtzebuerger hu vill Sacrificë missen erdroen, si hunn ënner Liewensmëttelknappheet gelidden an et si Bommen iwwer Lëtzebuerger Stied an Infrastrukture gefall, déi och Zivilaffer gefuerdert hunn. Op där anerer Säit hu vill Lëtzebuerger Jonge sech fräiwëlleg an den Arméie vun der Entente gemellt, ob an der Légion étrangère, der belscher Arméi oder den American Expeditionary Forces. Eng ganz Rei vun hinnen hunn de Krich net iwwerlieft.

Och um sozialen a politesche Plang waren d'Joren 1914-1918 fir Lëtzebuerg eng ganz beweegten Zäit, wou um Enn souguer d'Weiderbestoe vu Lëtzebuerg als souveräne Stat a Fro stoung.

Dowéinst wéilt ech dem Här Premierminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng offiziell Zeremonië plangt d'Regierung ze organiséieren, fir, 100 Joer duerno, un den Éischte Weltkrich ze erënneren?

2. Wéi eng Pläng huet d'Regierung, fir dauerhaft un d'Evenementer vun 1914-1918 ze erënneren?

Réponse (21.1.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Deputéierte mécht zu Recht drop opmierksam, datt Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger och am Éischte Weltkrich gelidden hunn a wëllt wëssen, wéi d'Land gedenkt dorunner ze erënneren.

Ech kann dem Deputéierte matdeelen, datt d'Regierung d'Geleeënheet vun der Commémoratioun vum Centenaire vum Éischte Weltkrich notze wëllt, fir esou vill wéi méiglech Informatiounen iwwert dës Zäit ze sammelen, déi duerno enger wëssenschaftlecher Opschaffung vun der Zäit vum Éischte Weltkrich dénge sollen. Eng Rei vun Evenementer wäerten an den nächste Jore vu verschiddene staatleche wéi och net staatlechen Instituter an deem Kontext organiséiert ginn. D'Regierung wäert sech beméien, dës Manifestatiounen ze koordinéieren.

Et sinn eng ganz Rei vun Ausstellunge geplangt, déi de Fokus besonnesch op dat alldeeglecht Liewe während dem Krich an op d'soziaalt Émfeld wäerte leeën.

Et sinn nach net all Décisioune geholl, mä konkret kann ech dem Deputéierten awer soen, datt eng grouss Ausstellung vun der Uni Lëtzebuerg ënnert dem Titel: «La Petite Guerre: Le Luxembourg entre 1914 et 1918» wäert op d'Bee gestallt ginn.

Aner Austellunge wäerte vum Musée d'Histoire de la ville de Luxembourg, vum Musée National d'Histoire et d'Art, vum Musée Dräi Eechelen, oder och vum Musée National d'Histoire Militaire gemaach ginn.

Eng grouss Commémoratioun wäert et net ginn. Et wäert awer un den Ufank vum Krich mat enger geziilter Aktioun erënnert ginn.

De Portail du Centenaire (www.14-18.lu) wäert während deene véier Joer 2014 bis 2018 an och duerno permanent un den Éischte Weltkrich erënneren. Et ass virgesinn, op dësem Portal historesch Dossieren iwwer verschidden Themen, déi Lëtzebuerg direkt betraff hunn, zesummenzestellen: d'Loftugrëffer op d'Land (Rapports de Gendarmerie, Zeienaussoen, Dokumentatiounen, d'Plaze vun den Aschléi, Monumenter, asw.), d'Visite vum däitsche Kaiser a sengem Generalstab zu Lëtzebuerg, den Honger an d'Streike vun den Aarbechter, d'Situatioun vun den Auslänner hei zu Lëtzebuerg, d'Reaktioune vun der Regierung asw. Et ass och eng Rubrik «haut virun 100 Joer» virgesinn.

Dernieft soll dëse Portal während deene véier Joer een Iwwerbléck iwwer all d'Manifestatiounen an Ausstellungen zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun ginn.

Genee Informatioune wäerte mat Zäite matgedeelt ginn. No der Commémoratioun soll eng wëssenschaftlech Aarbecht an Optrag gi ginn, déi d'Synthees vun all de Manifestatioune mécht.

Question 0008 (3.12.2013) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**emprunt contracté en décembre 2008:**

De 4. Dezember leeft den Emprunt vun zwou Milliarden Euro of, deen de 4. Dezember 2008 ausgestallt gouf, dëst am Kontext vun der Bankerettung.

Dowéinst wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt den Emprunt rembourséiert? Ginn déi aktuell Ressourcen aus der Trésorerie duer, fir d'Obligatiounen op de 4. Dezember auszebezuelen?

2. Deelt den Här Finanzminister d'Meenung, et sollt een dësen Emprunt nees zu ähnleche Konditiounen opleeën, besonnesch fir de klenge Spuerer d'Méiglechkeet ze ginn, an Obligatioune vum Lëtzebuerger Stat ze investéieren?

3. Deelt den Här Finanzminister d'Meenung, datt de Lëtzebuerger Stat seng Participatiounen an der BGL an an der BNP Paribas soll bäibehalen, dëst och fir en Afloss an dëser fir Lëtzebuerg wichteger Bank ze behalen?

Réponse (30.1.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'emprunt obligataire de deux milliards d'euros émis par l'État luxembourgeois en décembre 2008 est arrivé à échéance en date du 4 décembre 2013 et a été remboursé intégralement aux investisseurs par la Trésorerie de l'État. L'État luxembourgeois n'a pas émis un nouvel emprunt spécifiquement destiné au refinancement de l'emprunt arrivé à échéance en décembre dernier. En effet, afin de financer le fonctionnement de l'État en général et d'assurer le remboursement de cet emprunt, l'État luxembourgeois a émis dans le courant de l'année 2013 deux emprunts obligataires et a procédé à un placement privé pour prélever sur les marchés financiers un montant total de 3,05 milliards d'euros.

Les taux d'intérêt payés par les émetteurs souverains sur leurs emprunts obligataires sont déterminés sur les marchés financiers en fonction de l'offre et de la demande existante. En décembre 2008, l'État luxembourgeois a dû payer un taux d'intérêt de 3,75% sur cinq ans pour emprunter deux milliards d'euros. Or, depuis 2008, les taux d'intérêt «exigés» par les marchés financiers pour des émetteurs souverains ayant des caractéristiques comparables à celles du Luxembourg ont baissé considérablement. Ainsi, l'État luxembourgeois a émis en juillet 2013 un emprunt obligataire de deux milliards d'euros pour lequel le taux d'intérêt se situe à un niveau de 2,125% sur dix ans.

La prise de participation de l'État luxembourgeois dans le capital de BGL BNP Paribas s'explique par un contexte particulier, en l'occurrence les retombées négatives sur le groupe bancaire Fortis de la crise financière internationale. La finalité de la prise de participation était la stabilisation d'une banque revêtant une importance systémique pour la stabilité financière du Luxembourg. BGL BNP Paribas est aujourd'hui une banque solide qui n'a plus besoin d'un support étatique pour assurer sa stabilité. Il n'y a cependant pas en ce moment d'urgence pour céder la participation de l'État dans BGL BNP Paribas.

Question 0012 (5.12.2013) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **baisse du taux directeur:**

Le 7 novembre 2013, la Banque centrale européenne a décidé de baisser le principal taux directeur de 0,5% à 0,25%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement entend faire répercuter l'intégralité de cette baisse du taux directeur au niveau des prêts accordés par les banques dans lesquelles l'État détient le capital et notamment la Banque et Caisse d'Épargne de l'État?

Réponse (28.1.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Conformément à l'article 27, paragraphe 1 de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, les décisions du conseil d'administration concernant le taux d'intérêt des livrets d'épargne et des prêts hypothécaires pour le financement des logements sont sujettes à l'approbation du Ministre des Finances. Il incombe au comité de direction de saisir le conseil d'administration de propositions concernant les conditions débitrices et créditrices des opérations de la banque. Dans ses propositions au conseil d'administration en matière de taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires pour le financement des logements, le comité de direction doit tenir compte de toutes les informations pertinentes. Le niveau des taux directeurs fixés par la Banque centrale européenne est certes une information pertinente, mais il ne s'agit que d'une variable pertinente parmi d'autres. Suite à la baisse du taux directeur intervenue en date du 7 novembre 2013, le Ministre des Finances n'a pas été sollicité pour approuver une décision en la matière du conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État.

Question 0014 (6.12.2013) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **arrêts de la Cour Constitutionnelle:**

Depuis sa création, la Cour Constitutionnelle a rendu 104 arrêts.

Dans 35 affaires, elle a conclu à la non-conformité d'une disposition légale avec notre Constitution.

1. Monsieur le Ministre peut-il me dire combien des dispositions légales déclarées non constitutionnelles ont été soit abrogées soit modifiées pour les rendre conformes à la Constitution suite à ces arrêts?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une veille particulièrement étroite devrait être instaurée afin de réagir au plus vite suite à un constat de non-conformité à la Constitution d'une norme légale?

3. En général, dans quel délai Monsieur le Ministre de la Justice estime-t-il qu'une disposition légale ayant été jugée non conforme à la Constitution devrait être, sauf complexité particulière, modifiée ou abrogée?

4. Ainsi, à titre d'illustration, l'article 1595 du Code civil, qui interdit la vente entre époux, a été déclaré contraire à la Constitution par arrêt de la Cour Constitutionnelle du 8 janvier 2010.

Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'en l'occurrence une simple abrogation de cet article devrait être envisagée? Et eut été possible dans les quatre ans (!) qui se sont écoulés depuis le constat de non-constitutionnalité?

5. Monsieur le Ministre est-il conscient des problèmes pratiques qui se posent aux praticiens du droit, par exemple aux notaires, qui doivent appliquer une disposition du Code civil (refuser d'acter une vente entre époux) qu'ils savent avoir été déclarée contraire à notre norme juridique suprême, notre Constitution?

Réponse (13.1.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Sur le site Internet www.justice.public.lu il est loisible de trouver les arrêts rendus par la Cour Constitutionnelle depuis sa création. Dans la majorité des cas les dispositions légales en cause ont été déclarées conforme à la Constitution par la centaine d'arrêts rendus jusqu'ici.

Néanmoins il est un fait que dans une trentaine d'arrêts la législation en cause a été déclarée non conforme ou seulement partiellement conforme à la Constitution.

Il est très difficile de donner un aperçu général de ces dispositions légales non conformes visées et du suivi qui en a résulté, dans la mesure où ces arrêts relèvent de matières multiples relevant de l'ensemble de la législation luxembourgeoise, au-delà du champ d'application des matières relevant du Ministère de la Justice.

Conscient des problèmes que pose le suivi de ces arrêts ayant déclaré certaines dispositions légales non conformes à la Constitution, j'estime important que la solution uniformisée, générale envisagée actuellement dans le cadre de la révision constitutionnelle soit retenue comme la plus opportune.

Question 0015 (6.12.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**exposition «L'islam au Luxembourg - l'islam du Luxembourg»:**

Vum 5. Juni bis den 28. Juli 2013 konnt een am Centre de Documentation sur les Migrations humaines, zu Diddeleng, eng Ausstellung mam Titel «L'islam au Luxembourg - l'islam du Luxembourg» besichtegen. Der nationaler Press no gouf dëse Projet vum Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration finanziell ënnerstëtzt. Eng Rei Schoulklasse wieren dës Ausstellung kucke komm an déi sëllech Panneauen a Videoe wieren zäitweileg och am Kolléisch (Athénée de Luxembourg) ze gesinn.

Dowéinst wéilt ech der Madame Familljen- an Integratiounsministesch, der Madame Kulturministesch an dem Här Éducatiounsminister dës Froe stellen:

1. Mat wat fir enge finanziellen oder soss anere Moyenen huet de Familljen- an Integratiounsministère d'Ausstellung «L'islam au Luxembourg - l'islam du Luxembourg» ënnerstëtzt? Opgrond vu wat fir enge Kritäre gouf dës Ënnerstëtzung accordéiert?

2. A wat fir enger Hisiicht entsprécht dës Ausstellung de Missioune vum OLAI, wéi z. B. d'Integratioun vun den auslännesche Matbierger? Wat fir e konkret Zil wëllt de Familljen- an Integratiounsministère duerch d'Ënnerstëtze vun esou enger Ausstellung erreechen?

3. De Centre de Documentation sur les Migrations humaines ass eng A.s.b.l., déi duerch eng Konventioun mam Kulturministère a mat der Stad Diddeleng liéiert ass. Mat wat fir enge finanziellen oder soss anere Moyenen huet de Kulturministère dës Ausstellung ënnerstëtzt? Opgrond vu wat fir enge Kritäre gouf dës Ënnerstëtzung accordéiert?

4. Op wat fir enge Sprooche ginn d'Texter op de Panneauen, Videoen oder soss Informatiounsmaterial zu dëser Ausstellung ugebueden? Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Presenz vun der Lëtzebuerger Sprooch misst ee vun de Kritäre sinn, fir ähnlech Projeten ze ënnerstëtzen?

5. Wéi vill Klassen hunn dës Ausstellung zu Diddeleng am Centre de Documentation sur les Migrations humaines besichtegt? Sinn d'Klassen explizit vun där Institutioun invitéiert ginn oder hunn dës Visiten op Initiativ vun Enseignanten oder Proffe stattfonnt?

6. Wéi vill Schoulstonne sinn duerch dës Visitë verluergaangen?

7. Kann den Här Éducatiounsminister confirméieren, datt dës Ausstellung och am Kolléisch ze gesi war?

8. A wat fir engen anere Schoule war dës Ausstellung soss nach ze gesi respektiv ass et virgesinn, datt se gewise gëtt?

Réponse commune (6.1.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Question 1

L'exposition «L'islam au Luxembourg - l'islam du Luxembourg» est un projet qui a été introduit pour financement dans le cadre du programme 2012 Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers (FEI). Ce fonds a accordé un cofinancement maximal de 50%. Un second cofinancement de 50% a été accordé par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI).

Cette demande correspond à l'appel à projets pour la mise en œuvre du programme 2012:

Priorité 1: mise en œuvre d'actions destinées à mettre en pratique les «principes de base communs de la politique d'intégration de l'Union européenne;

Action 2: créer des lieux ou activités de rencontre entre les immigrants et la société d'accueil (échanges interculturels, sensibilisations aux attitudes et comportements discriminatoires, etc.)

Question 2

L'OLAI ayant dans ses attributions également la lutte contre les discriminations, le cas particulier de cette exposition s'inscrit dans le cadre du «plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations (PANID)». Elle répond parfaitement à deux axes transversaux de ce plan qui sont la «formation à la diversité et aux compétences interculturelles d'acteurs-clés dans l'administration, la vie associative luxembourgeoise et étrangère, ainsi que dans le domaine social, de l'éducation et de la jeunesse» ainsi que la «sensibilisation du grand public aux questions d'intégration et de lutte contre les discriminations».

Question 3

L'a.s.b.l. Centre de Documentation sur les Migrations humaines (CDMH) est liée au Ministère de la Culture et à la ville de Dudelange par une convention.

L'exposition «L'islam au Luxembourg - l'islam du Luxembourg» a été financée à travers une convention avec l'Office luxembourgeois pour l'accueil et l'intégration (OLAI), ceci sous l'égide du Fonds européen pour l'Intégration des ressortissants des pays tiers de l'Union européenne. Aucun financement spécifique de la convention avec le Ministère de la Culture ou de la ville de Dudelange n'y a été consacré.

Le travail de recherche pour le projet a été presté comme pour tous les autres projets du CDMH bénévolement. Cet état de choses peut à tout moment être vérifié par le biais de la comptabilité du CDMH, qui fait régulièrement l'objet des contrôles publics prévus par la loi.

Ce travail de recherche se fondait sur une thèse présentée à l'Université du Luxembourg. Le public initialement ciblé fut celui des visiteurs du Centre à Dudelange.

Question 4

Les textes de l'exposition sont rédigés en français. Est proposé un poster avec une traduction allemande. Il s'agit en l'occurrence des deux principales langues d'instruction des écoles et lycées du Grand-Duché.

Dans le cadre de l'accueil des ressortissants de pays tiers de l'UE, une traduction en langue bosniaque est disponible.

Le DVD d'accompagnement de l'exposition, dont l'utilisation ou non est laissée à l'appréciation des récipiendaires de l'exposition, propose des interviews réalisées en français ou en luxembourgeois selon la langue retenue par les personnes qui se sont prêtées à ces échanges.

Jusqu'à présent aucune des administrations publiques avec lesquelles le CDMH a été en relation au cours de ses vingt années d'existence ne lui a fait part de la suggestion voire de l'obligation d'utiliser la langue luxembourgeoise sous sa forme écrite pour réaliser ses productions ou activités.

La pratique courante du CDMH est de s'arranger avec les multiples langues qui correspondent à la réalité quotidienne du Luxembourg. Les langues mises en œuvre peuvent donc varier d'un projet à l'autre. Le CDMH essaie de recourir - dans la limite de ses moyens financiers et humains - aux traductions et à l'interprétariat pour servir l'ensemble de ses publics.

Question 5

Le succès de l'exposition fut tel que nombre d'enseignants, notamment du Lycée technique Nic-Biever, décidèrent de la visiter avec leurs élèves dans le cadre de leurs activités pédagogiques. Le Ministère de l'Éducation ne recense pas ces activités; la supervision est exercée par les directeurs des lycées. Selon les informations du CDMH, quelque 80 élèves provenant de différents lycées nationaux et étrangers ont visité l'exposition à Dudelange. Il n'y a pas eu de visite de la part d'écoles fondamentales.

Comme tous les musées ou institutions culturelles correctement gérés, le CDMH dispose d'une liste d'envoi par laquelle il communique depuis vingt ans toutes ses activités, et non pas uniquement cette exposition spécifique, aux publics potentiellement intéressés. Il va de soi que l'ensemble des lycées du pays font partie des destinataires de cette information.

Si, en réponse à ces courriers, des enseignantes ou enseignants souhaitent prendre connaissance de l'un ou de l'autre projet, les membres de l'a.s.b.l. - qui sont tous des bénévoles - s'arrangent pour les accueillir dignement. Il n'est pas dans la pratique du CDMH de «démarcher» les écoles. Ses membres - bénévoles - n'ont pas la disponibilité de se livrer à un travail de relations publiques.

Question 6

L'idée que la visite d'une exposition représenterait généralement une perte du temps dédié à l'enseignement ne correspond plus - et ceci depuis des lustres - aux acquis des sciences pédagogiques. Une telle pratique fait partie au Luxembourg, comme dans tous ses pays voisins, de la pratique scolaire courante. Ces sorties, qui sont l'occasion de discussions et d'échanges contradictoires, appartiennent aux voies d'apprentissage actuelles les plus communes.

Le cas particulier de cette exposition s'inscrit dans le cadre du «plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations (PANID)». Elle répond parfaitement à deux axes transversaux de ce plan qui sont la «formation à la diversité et aux compétences interculturelles d'acteurs-clés dans l'administration, la vie associative luxembourgeoise et étrangère, ainsi que dans le domaine social, de l'éducation et de la jeunesse» ainsi que la «sensibilisation du grand public aux questions d'intégration et de lutte contre les discriminations».

Dans le cadre scolaire, la visite de l'exposition permet aux élèves de découvrir un aspect de la diversité du Luxembourg, d'apprendre à connaître des concitoyens qui diffèrent par la foi, de réfléchir de manière contradictoire à cette présence, de se faire une option, ceci dans le respect mutuel des différences. L'existence de nombreux clichés et stéréotypes à propos de l'islam rendent d'autant plus utiles une telle réflexion qu'un nombre croissant d'élèves comptent des condisciples musulmans. L'exposition favorise donc une meilleure connaissance de la société luxembourgeoise actuelle et le dialogue entre toutes ses composantes.

L'esprit de tolérance de notre société et l'intransigeance de ceux qui s'offusquent de cette liberté sont mis en exergue par cette exposition et les réactions qu'elle provoque. Les enseignants sont parfaitement à même d'apprendre à leurs élèves la discrimination entre les convictions d'autrui et la propagande idéologique.

Question 7

L'exposition est conçue pour tous les publics, donc non spécifiquement pour les élèves des lycées, mais aussi pour ceux-ci, si leurs enseignants y voient une utilité pour certains aspects de leur enseignement. Dans cet esprit, l'exposition a été accueillie à l'Athénée de Luxembourg (Kolléisch), suite à la demande de cet établissement.

Question 8

L'exposition est actuellement visible au Lycée Ermesinde à Mersch où elle est accueillie dans le cadre de l'enseignement aux valeurs.

Le CDMH est saisi d'autres demandes notamment de l'École Privée Sainte-Anne, du Lycée technique pour professions de santé ainsi que de certaines communes.

Question 0016 (6.12.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **feu couvant dans la déchetterie du SIDEC:**

Mengen Informatiounen no war um SIDEC am Mount September e Schwelbrand. Dat war festzestellen duerch eng Dampentwécklung an duerch e Brandgeroch.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un d'Häre Minister riichten:

1. Kënnen d'Häre Minister dës Informatioune confirméieren?

2. Sinn nom leschte Schwelbrand am Dezember 2010 nach weider Schwelbränn festgestallt ginn?

3. Ass no dësem Schwelbrand eng Kontroll vun der Tëschenofdichtung gemaach ginn? Wa jo, wéi sinn hei d'Resultater? Wann neen, wat fir Garantië respektiv Kontrolle ginn da gemaach, fir dem Gesetz respektiv dem Schutz vun eiser Natur gerecht ze ginn?

Réponse commune (6.1.2014) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Et ass weder der Ëmweltverwaltung nach der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter bekannt, datt am September vun dësem Joer e Schwelbrand op der Deponie vum SIDEC sollt gewiescht sinn. Op Nofro bei de Responsabele vum SIDEC gouf eis och confirméiert, datt keen Deponiebrand (Schwelbrand) um SIDEC an där Zäit war.

Nom Läsche vum Schwelbrand, deen am Dezember 2010 festgestallt gouf, ass der Ëmweltverwaltung kee weideren Deponiebrand méi matgedeelt ginn.

No deem Schwelbrand ass de gesamte Volume vu verdächtegem Material ausgekoffert ginn. Duerno ass d'Tëschenofdichtung kontrolléiert ginn. Et huet sech erausgestallt, datt dës op enger Fläch vun ongefeier 500m² beschiedegt ass. Doropshin ass décidéiert ginn, datt dësen Deel saneiert muss ginn. Nom Opstelle vun engem Aarbechtsplang ass et um Organisme agréé e Qualitéitssécherungsplang ze erstellen. Et ass virgesinn, datt, soubal d'Wiederkonditiounen am Fréijoer et erlaben, mat de Saneierungsaarbechten ugefaange gëtt.

Question 0017 (9.12.2013) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **proposition de loi française en matière de prostitution:**

Le Parlement français a adopté en date du 4 décembre 2013 une proposition de loi de lutte contre la prostitution. Ce texte vise notamment à punir les personnes qui font «l'achat d'actes sexuels.»

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à l'approche adoptée dans cette proposition de loi?

- Le Ministre compte-t-il déposer un texte similaire dans les mois à venir ou entend-il suivre le programme électoral de déi gréng et reconnaître la prostitution non forcée comme l'exercice d'un travail soumis à cotisations sociales?

Réponse (24.12.2013) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Les honorables Députés sollicitent la position du Gouvernement sur la proposition de loi française en matière de prostitution.

Ce sujet important et sensible mérite d'être examiné en détail, de sorte que les réflexions du Gouvernement sur cette question ne sont pas encore terminées et ce d'autant plus que la question parlementaire a été posée le lendemain de l'assermentation des ministres du Gouvernement.

Il est de l'intention du Gouvernement d'engager un débat sur le phénomène de la prostitution au Luxembourg en vue de trouver une solution basée sur le respect réciproque entre homme et femme dans l'optique également de créer un cadre légal à la prostitution.

La Chambre des Députés sera bien entendu associée à ce débat.

Question 0018 (10.12.2013) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **prime CAR-e:**

Un spot publicitaire pour une voiture électrique est actuellement diffusé sur nos ondes. Selon ce dernier, la prime CAR-e expirera le 1er janvier prochain. En effet, le règlement relatif à cette prime viendra à échéance le 31 décembre 2013.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de reconduire la prime susmentionnée?

Réponse (30.12.2013) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Le Conseil de Gouvernement a approuvé en date du 13 décembre 2013 un avant-projet de

règlement grand-ducal visant à reconduire le régime d'aides financières «prime CAR-e» pour les voitures immatriculées en 2014.

La prime ne sera plus prolongée au-delà.

Question 0019 (11.12.2013) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant l'**utilisation de pseudonymes sur les blogs:**

Dans son allocution prononcée lors de la séance publique de ce jeudi 5 décembre 2013, Monsieur le Président de la Chambre des Députés a sévèrement stigmatisé la pratique actuelle de l'utilisation de pseudonymes sur les blogs en ces termes: «Ech selwer kommen ursprünglech aus dem Journalismus a bekenne mech zu staarke Medien, insbesondere och d'Printmedien, an toleréiere keng Aschränkung vun der Meenungsfräiheet. Ech géif mer awer wënschen, datt mer zu där gudder aler Zäit zréckkommen, wou een och de Courage hat, seng Ënnerschrëft ënner seng Meenung ze setzen, amplaz ënnert dem Deckmantel vun der Anonymitéit oder zeg Pseudonymen an der elektronescher Blogosphär säi Gëft ze verspreeën.»

Cette attitude ayant trouvé l'approbation quasi unanime et nourrie des membres présents, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Le Gouvernement entend-il légiférer en cette matière afin de rendre impossible cette pratique?

Réponse commune (21.1.2014) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Déjà la loi du 20 juillet 1869 sur la presse et les délits commis par les divers moyens de publication à l'occasion, abrogée par la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, reposait sur le système de la responsabilité dite en cascade. Ce système, qui a été reconduit par la loi de 2004, traduit l'idée que la première personne devant être tenue pour responsable en cas de publication d'une information est l'auteur. Toutefois, lorsque l'auteur n'est pas connu, la responsabilité de l'éditeur, dans la mesure où il prend la décision de publier un contenu déterminé, est engagée. Lorsque l'éditeur n'est pas connu, l'imprimeur et à défaut le distributeur, en leur qualité d'auxiliaires de publication, peuvent voir leur responsabilité recherchée. Les auxiliaires qui ne font que relayer une information qui est publiée avec l'aval et sur l'initiative de l'éditeur et de l'auteur, et qui n'ont aucune influence sur le contenu, s'ils veulent échapper à toute action en responsabilité, sont ainsi incités à n'imprimer ou à ne diffuser que les contenus lorsqu'ils connaissant l'identité de celui qui ordonne l'impression respectivement la distribution.

Ce système a pour but de garantir, d'une part, aux auteurs-journalistes d'une information publiée par la voie de la presse une certaine indépendance vis-à-vis de l'éditeur, mais permet également à l'éditeur qui veut protéger son collaborateur d'assumer la responsabilité en acceptant la publication d'articles sans indication du nom de l'auteur. D'autre part, un citoyen qui s'estime lésé par une information publiée dans un média pourra dans tous les cas obtenir réparation en se retournant contre l'auteur dont l'identité est connue.

Dans l'hypothèse où une information est communiquée dans le cadre d'un blog qui est édité par un éditeur, si la véritable identité de l'auteur du commentaire n'est pas connue, le citoyen victime d'une allégation illicite pourra se retourner contre l'éditeur. Dans l'hypothèse d'un blog privé, c'est-à-dire d'un blog géré par une personne physique, qui cumule alors les qualités d'auteur et d'éditeur, c'est la responsabilité de cette personne physique qui pourra être recherchée. En l'absence d'une information concernant la véritable identité soit de l'auteur, soit de l'éditeur, la victime n'est pas pour autant dépourvue de toute protection. En effet, l'anonymat sur Internet n'est pas absolu et il est toujours possible de retracer moyennant l'adresse IP (ce sont des adresses numériques qui sont attribuées aux ordinateurs qui sont connectés à Internet afin de permettre la communication entre ces derniers) l'ordinateur dont est parti le message.

Le régime décrit concilie la liberté d'expression et la protection de la vie privée ainsi que le droit de la victime d'obtenir réparation en cas d'atteinte à sa réputation, son honneur ou sa vie privée et démontre que dans le domaine de la communication (quel que soit le média utilisé), la protection des droits d'autrui n'est pas incompatible avec l'anonymat ou l'utilisation de pseudonymes.

Il convient de souligner que la loi de 2004 précitée (art. 62 et s. de la loi de 2004) et la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique (art. 5 et 53) obligent les éditeurs respectivement les prestataires de services de commerce électroniques à publier un certain nombre d'informations à l'attention des utilisateurs dont l'identité de l'auteur-éditeur ainsi que celle du prestataire de service.

En dernier lieu, exiger des internautes de déclarer leur véritable identité pourrait d'ailleurs être considéré comme disproportionné et attentatoire à la liberté d'expression. En outre, il est légitime de s'interroger sur l'efficacité d'une telle obligation, car elle n'empêcherait pas forcément les auteurs à s'abstenir de mentir sur leurs identités et elle s'avérerait très difficile à contrôler en pratique, sauf à soumettre tous les internautes à l'obligation de s'identifier moyennant un outil prouvant leur identité. Enfin, il est indiqué de douter de l'efficacité d'une initiative purement nationale qui aurait pour but d'interdire l'anonymat ou l'utilisation de pseudonymes dans le cadre de la blogosphère en raison du caractère international de la toile.

Question 0020 (12.12.2013) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **parc naturel «Dräilännereck»:**

Selon le programme gouvernemental 2013-2018, «les travaux en vue de la création des parcs naturels «Mëllerdall» et «Dräilännereck» seront finalisés dans les meilleurs délais».

En février 2011, l'ancien ministre en charge du dossier avait annoncé sa volonté de mener une réflexion approfondie sur la possibilité d'élargir le futur parc naturel «Dräilännereck» au canton de Grevenmacher.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les travaux préparatoires en vue de la création du parc naturel «Dräilännereck» sont-ils achevés?

- Dans l'affirmative, le canton de Grevenmacher a-t-il été intégré dans le parc naturel? Si tel n'est pas le cas, quelles en sont les raisons?

- Dans la négative, quelle est la position du nouveau Gouvernement quant à ce sujet?

Réponse (13.1.2014) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député interroge le Gouvernement sur sa position quant à la délimitation du futur parc naturel «Dräilännereck», visant notamment son élargissement au canton de Grevenmacher.

L'honorable Député avait déjà posé une question similaire en 2011, et il se réfère à la réponse du Ministre de l'époque, qui avait répondu ceci: «L'idée d'élargir le territoire d'un futur parc naturel au canton de Grevenmacher est nouvelle et mérite une réflexion approfondie en fonction d'une multitude de considérations (par exemple synergies à rechercher aux niveaux régional et transfrontalier, profil envisagé du parc naturel, volonté de coopération des acteurs, volonté de participation des communes, cohérence territoriale d'un point de vue d'aménagement du territoire, etc.).» *(cf. compte rendu n°10/2010-2011)*

Les analyses faites par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et son Département de l'aménagement du territoire ont révélé un certain nombre d'aspects techniques qui plaident pour une solution davantage axée sur le canton de Remich. Ainsi, la population du canton de Remich s'élève à près de 20.000 habitants. Ce chiffre dépasse celui des deux parcs naturels constitués, mais elle est moins élevée que celle du PN Mëllerdall avec environ 26.000 habitants. Le nombre d'habitants du canton de Grevenmacher s'élève à près à 26.000, dont 6.500 pour la seule commune de Junglinster. Les ordres de grandeur sont importants pour la question de la délimitation: un PN réunissant les cantons de Remich et de Grevenmacher compterait près de 50.000 habitants. Il a été conclu que ce chiffre était trop élevé pour un seul parc naturel compte tenu des ordres de grandeur existants.

Il s'y ajoute que le territoire du canton de Remich est structuré d'une manière équilibrée et orienté sur les villes de Remich et de Mondorf. Le canton de Grevenmacher, de son côté, est plutôt orienté sur les localités de Grevenmacher-Wasserbillig et de Junglinster. Un PN comprenant les deux cantons aurait ainsi quatre pôles d'attractivité, ce qui conduirait à une structure trop éparpillée. Un parc naturel comprenant les communes des deux cantons serait de ce fait sans doute plus limité dans le choix de ses thèmes.

L'Aménagement du territoire préconise pour le canton de Grevenmacher une démarche de développement de type plus urbain, visant à renforcer le rôle du Centre de Développement et d'Attraction (CDA) de Grevenmacher-Wasserbillig et ses interférences avec la ville de Trèves.

Compte tenu de ces réflexions, la participation à un futur parc naturel «Dräilännereck» n'a été proposée qu'aux communes du canton de Remich.

Une délibération concordante visant la participation au groupe mixte État-communes pour la préparation du futur parc a été adressée aux communes. Toutes les communes n'ont pas répondu à ce jour. Il est important de souligner que la participation au groupe mixte permet aux communes d'orienter le futur parc (dont le nom n'est pas définitif, soit dit entre parenthèses) et de s'impliquer dès le début dans la définition des thématiques et des points forts du parc.

En réponse aux questions énoncées par l'honorable Député:

En vertu des expériences faites dans les autres parcs naturels existants et en élaboration, le processus menant à la constitution légale prend trois à quatre ans. Il s'ensuit que la création du parc n'est pas encore achevée.

Par ailleurs, le développement des communes de Grevenmacher, de Mertert et de Junglinster, à caractère nettement plus urbain, ne justifie guère leur inclusion dans un parc naturel.

La présente réponse constitue jusqu'ici la position du nouveau Gouvernement.

Cependant, et compte tenu des coopérations intercommunales existantes dans la région à d'autres niveaux, dont notamment le groupe LEADER Miselerland, les activités touristiques, le musée d'Ehnen, le Gouvernement est disposé à entrer en discussion avec les communes limitrophes du canton de Remich pour déceler les points d'intérêt communs et soutenir d'éventuelles synergies existantes susceptibles de promouvoir la création d'un parc naturel.

Conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels, les communes devraient s'associer en syndicat intercommunal pour la création du parc naturel.

Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement approfondira la faisabilité d'un parc naturel transfrontalier avec les communes et des instances régionales allemandes et françaises voisines.

Question 0021 (12.12.2013) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **redevance de scellement des sols:**

D'Stad Lëtzebuerg huet als eenzeg Gemeng am Land eng Reewaassertax agefouert, déi am Taxereglement als Tax fir «Redevances de scellement des sols» gefouert gëtt. D'Taxereglement vun der Stad Lëtzebuerg gesäit ausdrécklech vir, datt dës Tax och vum Stat («Secteur étatique») muss bezuelt ginn.

Wéi aus dem Gemengerot aus der Stad Lëtzebuerg ze héieren ass, hätt de Ministère fir nohalteg Entwécklung eng Schold vu ronn 2,5 Milliounen Euro bei der Gemeng, wat d'Reewaassertax aus de Joren 2011, 2012 an 2013 betrëfft. De Ministère géif dës Tax virum Geriicht contestéieren.

Eng weider Schold wéinst der Reewaassertax fir déiselwecht Period betrëfft d'Administration de la Navigation Aérienne: E Montant vu 700.000 Euro wier dës der Stad Lëtzebuerg schëlleg.

Dowéinst erlaben ech mer, dem Här Minister dës Froen ze stellen:

1. Ass et korrekt, datt de Ministère d'Reewaassertax fir d'Joren 2011, 2012 an 2013 juristesch contestéiert huet? Wat waren d'Argumenter, fir dës Tax ze contestéieren?

2. Hält déi aktuell Regierung dës juristesch Klo oprecht, oder wäert de Ministère fir nohalteg Entwécklung seng Scholde bei der Stad Lëtzebuerg bezuelen?

3. Wat geschitt mat der Schold vun der Administration de la Navigation Aérienne?

4. Wéi steet d'Regierung allgemeng zur Reewaassertax? Soll d'Gemeng Lëtzebuerg dës Tax ofschafen oder sollen ieren aner Gemengen derzou verleet ginn, dës och anzeféieren?

Réponse commune (6.2.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Éier op dem Här Deputéierte seng Froe geäntwert gëtt, wëllt d'Ëmweltministesch eng generell Remarque iwwert d'Reewaassertax maachen.

Déi Tax gouf an de Gemengen Dikrech a Lëtzebuerg agefouert, fir d'Infrastrukture vun der Reewaassergestioun (Trennkanalisatioun) ze finanzéieren an och hiren Ënnerhalt ze garantéieren.

Beim Bau vun engem neie Wunngebitt (PAP «nouveau quartier»), vu grousse Gebaier respektiv enger grousser Infrastuktur am Beräich Stroossebau, Eisebunn oder dem Flughafe kritt de Bauhär Oplagen iwwert den Artikel 23 vum Waassergesetz vum 19. Dezember 2008, déi de Bau vu Reeréckhaltebecken a Reewaasserachse virschreiwen.

Déi genannte Gemengen hunn eng Reewaassertax agefouert, souwuel fir de Finanzement wéi och d'Gestioun vun dëse Reewaasserinfrastrukturen, déi hinnen awer nëmmen zum Deel gehéieren. Wann d'Resultat also erreecht ass iwwer aner Mëttel, ass et u sech net ubruecht, ee Finanzement ze fuerdere fir Infrastrukturen, déi net vun de Gemenge selwer fir déi Fläche finanzéiert goufen.

Well de Stat also am Bau vu sengen Infrastrukturen (Stroossen, Eisebunn a Flughafen) schonn zum Deel fir ee getrennten Ofwaassersystem gesuergt huet, dierft de Stat u sech och net méi fir déi betraffe Fläche gefrot ginn, fir eng Reewaassertax ze bezuelen.

Wat elo déi prezis Froe betrëfft, wëllt de Minister vun der Nohaltegkeet an den Infrastrukture Folgendes drop äntwerten:

1) D'Rechnunge si contestéiert, wat virun allem d'Fläche betrëfft, déi mat agerechent goufen. Entweder déi Fläche ginn eben anescht entsuergt oder se sinn net am Kompetenzberäich vum Stat oder se leien net um Territoire vun der Gemeng.

2) De Stat ka sech net erlaben, déi Kloen net oprechtzëerhalen, well dat géif heeschen, de Stat géif fräiwëlleg zweemol bezuelen, fir datselwecht ëmwelttechnescht Resultat ze erreechen.

3) D'Rechnunge vun der ANA sinn och contestéiert.

4) Déi Tax huet eng Daseinsberechtegung an ass konform zur Gemengegesetzgebung, wann et drëm geet, fir eng ëffentlech Gemengeninfrastruktur iwwert dëse Wee ze finanzéieren a fir hiren Ënnerhalt ze suergen. Infrastrukturen, déi vun Drëtten, inklusiv dem Stat, finanzéiert a géréiert ginn, dierfen net betruecht gi fir d'Opstellung vun esou enger Tax. All Gemeng ass deemno fräi, esou eng Tax anzeféieren, och wann dëst net speziell am Waassergesetz virgesinn ass.

Question 0022 (13.12.2013) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**Euratom:**

Dans son programme gouvernemental, le nouveau Gouvernement a annoncé d'étudier la possibilité de mettre un terme à la contribution financière au réacteur ITER et souhaite discuter d'une évolution du contrat Euratom. De plus, il s'est prononcé contre l'énergie nucléaire.

Selon mes informations, lors du Conseil «Compétitivité» du 3 décembre 2013 à Bruxelles, le Luxembourg s'est abstenu de voter la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 2007/198/Euratom du Conseil du 27 mars 2007 instituant une entreprise commune pour ITER («International Thermonuclear Experimental Reactor») et le développement de l'énergie de fusion.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres, peuvent-ils me confirmer l'abstention du vote susmentionnée et non son opposition?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport au programme Euratom qui doit être adopté d'ici la fin de l'année?

Réponse commune (14.1.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La question soulevée par l'honorable Députée concerne 1) la décision du Conseil modifiant la décision 2007/198/Euratom instituant une entreprise commune pour ITER et le développement de l'énergie de fusion et lui conférant des avantages, ainsi que 2) l'adoption du règlement du Conseil sur le programme de re-

cherche et de formation de la Communauté européenne de l'énergie atomique (2014-2018) complétant le programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020».

En ce qui concerne le projet ITER, un accord politique a été trouvé lors du Conseil «Compétitivité» du 3 décembre 2013. Le Luxembourg s'est abstenu du vote et a fait en même temps une déclaration que nous joignons en annexe. Cette position de l'ancien Gouvernement luxembourgeois a été prise après concertation avec le Formateur du nouveau Gouvernement. Dans ce contexte, une des priorités du nouveau Gouvernement sera d'étudier la possibilité de mettre un terme à sa contribution financière nationale au réacteur ITER.

Le programme Euratom complétant le programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020» a été adopté lors du Conseil «Agriculture» du 16 décembre 2013. Le Luxembourg s'est abstenu du vote et a fait en même temps une déclaration que nous joignons également en annexe. Cette adoption à la fin de l'année 2013 était nécessaire, entre autres, pour garantir le financement des activités sur la sûreté nucléaire au sein du Centre Commun de la Recherche de la Commission européenne pour la période 2014-2020.

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0023 (13.12.2013) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **registre national des surfaces commerciales:**

Initier un projet de création d'entreprises ou de commerces est un processus qui demande une préparation minutieuse et qui entraîne un grand nombre de démarches, dont notamment la recherche d'un local commercial adéquat. Il s'avère que dans certaines villes des locaux commerciaux sont disponibles, soit à la vente, soit à la location.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que la création d'un registre national des surfaces commerciales disponibles à la location serait utile afin d'accélérer la concrétisation des projets en question?

- Dans l'affirmative, selon quelles modalités pourrait-on organiser un tel fichier centralisé?

Réponse (28.1.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En ce qui concerne la première partie de la question, si la création d'un registre national des surfaces commerciales disponibles à la location serait utile afin d'accélérer la concrétisation des projets de création d'entreprises et de commerces, il y a lieu de considérer plusieurs aspects.

Il ne semble pas que les personnes intéressées à trouver un local de commerce approprié se heurtent à une lacune de l'information. Il n'a jamais existé autant de vecteurs d'information afin de faire se rencontrer offre et demande en matière immobilière: annonces traditionnelles, agences immobilières et Internet.

Internet, en particulier, avec l'appui des moteurs de recherche et de sites compilant l'offre - plusieurs sites performants existent déjà pour le marché luxembourgeois - permet un accès immédiat, rapide, pratique et mis à jour de l'offre et de la demande en matière immobilière.

Un fichier centralisé, en admettant qu'il puisse matériellement être mis en œuvre, risque de faire double emploi avec les annonceurs privés, de les soumettre à une concurrence déloyale, en plus de s'avérer moins complet et réactif.

En effet, le Ministère de l'Économie devrait en toute hypothèse établir un tel registre en collaboration notamment avec l'Administration de l'Enregistrement, où la plupart des baux sont censés être déposés aux fins d'imposition lorsque l'activité génère de la TVA.

Or, le dépôt de ces baux n'est pas systématique.

Il n'y a donc pas de plus-value, ni sous ce rapport, ni en termes de réactivité et d'adaptation instantanée de l'offre et de la demande, qui seraient donc compilées de manière incomplète et avec du retard.

Enfin, une telle tentative de mettre sur pied un registre national des locaux commerciaux disponibles aurait non seulement un coût non négligeable, mais encore n'irait pas dans le sens d'une simplification administrative.

Pour toutes ces raisons, la mise en place d'un tel registre ne me paraît pas davantage souhaitable, ou même matériellement possible sous une forme exploitable.

Dans ces conditions, à la deuxième partie de la question parlementaire - selon quelles modalités pourrait-on organiser un fichier centralisé? - il faut répondre qu'à le juger utile, ce dont il est permis de douter, ainsi qu'il a été exposé plus haut, il est difficile d'entrevoir des modalités de mise en œuvre acceptables et attractives.

Question 0024 (16.12.2013) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **loi sur la liberté d'expression dans les médias:**

Au cours de la semaine dernière, un journaliste de télévision a appelé au secret des sources pour ne pas prêter serment devant le tribunal où il avait été cité en tant que témoin dans l'affaire «Bommeleeër». Son refus de vouloir prêter serment s'explique par la volonté du journaliste de protéger son informateur.

De manière générale, le droit à la protection du secret des sources est ancré dans la loi du 11 avril 2010 sur la liberté d'expression dans les médias à l'article 7.1. où nous pouvons lire que: «Tout journaliste professionnel entendu comme témoin par une autorité administrative ou judiciaire dans le cadre d'une procédure administrative ou judiciaire a le droit de refuser de divulguer des informations identifiant une source, ainsi que le contenu des informations qu'il a obtenues ou collectées.» Cependant l'article 8 de cette même loi stipule que: «Toutefois, par dérogation à l'article précédent, lorsque l'action des autorités de police, de justice ou administratives concerne la prévention, la poursuite ou la répression de crimes contre les personnes, de trafic de stupéfiants, de blanchiment d'argent, de terrorisme ou d'atteintes à la sûreté de l'État, ni le journaliste professionnel ni les personnes visées au paragraphe 2 de l'article 7 ne peuvent se prévaloir du droit prévu au paragraphe 1 de l'article 7 (…)» Afin de ne pas être contraint par la juge de devoir divulguer sa source en raison de cet article, le journaliste en question a refusé de prêter serment et a par la suite été condamné à deux reprises à une amende de 500 euros. Le journaliste et son avocat se sont par ailleurs référés à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme pour motiver ce refus de prêter serment. En effet, cet article prévoit que: «Toute personne a le droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière…»

La Cour européenne des droits de l'Homme a maintes fois souligné que l'article 10 de la Convention protège aussi bien la substance, le contenu des informations et idées que les moyens par lesquels elles sont diffusées. La jurisprudence de la Cour accorde à la presse une protection extrêmement étendue, notamment en ce qui concerne la confidentialité des sources journalistiques.

En considérant cette position de la Cour européenne des droits de l'Homme et devant cette problématique très sensible exposée ci-dessus, je désire poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre:

- Le Gouvernement n'envisage-t-il pas de procéder à une adaptation ponctuelle du texte de la loi du 11 avril 2010 en ce qui concerne la protection du secret des sources, au vu de l'évolution jurisprudentielle en la matière?

- De manière générale, le Gouvernement ne juge-t-il pas opportun de procéder à une refonte générale de la loi en question afin de l'adapter aux évolutions récentes dans le domaine des médias?

Réponse (24.12.2013) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député aimerait savoir si la protection des sources des journalistes, qui est actuellement prévue par l'article 7.1. de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, ne devrait pas faire l'objet d'une modification pour adapter le régime aux évolutions de la jurisprudence (nationale et internationale).

Le régime actuel s'inspire largement de la recommandation n°R (2000) 7 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information. Cette recommandation n'a pas été modifiée depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2004, mais la Cour européenne des droits de l'Homme a depuis, à maintes reprises, eu l'occasion d'examiner des affaires mettant en cause la protection des sources des journalistes.

Le Gouvernement va procéder à une analyse détaillée des arrêts récents de la Cour et, en fonction des résultats de cet exercice, prendra les mesures qui s'imposeront.

Quant à la question de savoir si le Gouvernement ne devrait pas procéder à une révision générale de la loi de 2004, qui a subi une adaptation récente en 2010, il faut tout d'abord signaler que la loi, et notamment la terminologie utilisée, est technologiquement neutre, de sorte que le texte actuel est évolutif et continue de pouvoir être appliqué nonobstant les évolutions technologiques récentes.

Ensuite, l'absence de doléances concrètes adressées aux services compétents montre que le secteur professionnel concerné ne semble pas conclure à une éventuelle insuffisance de la loi actuelle.

Question 0025 (17.12.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **malaise au sein de la Police grand-ducale:**

Depuis un certain temps déjà, un profond malaise semble s'être installé au sein de la Police grand-ducale, et plus particulièrement entre la direction générale de la police, d'un côté, et le Syndicat National de la Police Grand-Ducale (SNPGL), de l'autre.

Au cœur de la dispute se trouve le reproche fait par la SNPGL à l'adresse de la direction générale de la Police grand-ducale de faire bénéficier les agents de la carrière supérieure d'un traitement de faveur par rapport aux agents issus des autres carrières, notamment en matière disciplinaire.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des tensions qui existent au sein du corps de la Police grand-ducale? Monsieur le Ministre peut-il confirmer ou infirmer les allégations faites par les représentants du SNPGL, notamment en matière disciplinaire?

- Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas la crainte que le profond malaise qui s'est installé et qui va en s'aggravant risque de porter atteinte au bon fonctionnement de la police et, partant, de miner la sécurité intérieure de notre pays?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir dans cette affaire afin de rétablir un climat de confiance et de collégialité au sein du corps de la Police grand-ducale?

Réponse (7.1.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Le secrétaire général du Syndicat National de la Police Grand-Ducale Luxembourg (SNPGL) a, lors d'une interview le 2 août 2013, allégué des traitements de faveur pour les cadres supérieurs au sein de la police, notamment en matière disciplinaire.

Le même jour, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a demandé des explications au Directeur général de la police. Ce dernier «affirme en son âme et conscience qu'en dehors des faits qui ont été à la base d'enquêtes ou d'instructions disciplinaires, aucun comportement jugé fautif de la part de membres de la Police grand-ducale en général et en particulier de la part de membres du cadre supérieur n'a été porté à sa connaissance».

Dès le mois de janvier, je vais voir le Directeur général de la Police grand-ducale et l'Inspecteur général de la police ainsi que les représentations du personnel afin de discuter de la politique de la sécurité intérieure du Gouvernement. Lors de ces réunions, je compte également aborder la politique budgétaire, le fonctionnement ainsi que la gestion des ressources humaines au sein de la Police grand-ducale et de l'Inspection générale de la Police.

La mission régalienne de la Police grand-ducale doit dans tous les cas être exécutée avec professionnalisme, neutralité et discrétion.

Question 0027 (18.12.2013) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **construction du Lycée technique Agricole à Gilsdorf:**

Le projet de loi relatif à la construction du Lycée technique Agricole à Gilsdorf a été voté le 27 mars 2012 à la Chambre des Députés.

Le projet d'implantation de ce lycée sur le site «Kréiwénkel» fait régulièrement son apparition à l'ordre du jour du conseil communal de Diekirch. Ainsi, le conseil communal vient de prolonger d'une année supplémentaire le moratoire qui prévoit de déclarer non urbanisable le terrain en question sur le site «Kréiwénkel». Les raisons avancées par le bourgmestre de ce moratoire sont l'élaboration du nouveau plan d'aménagement général de la ville de Diekirch et la protection des sources d'eau potable sur ce site.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils réagir sur cette décision de moratoire du conseil communal de Diekirch?

- Vu les circonstances, le Gouvernement se prononce-t-il toujours en faveur du site «Kréiwénkel» pour la réalisation du projet en question?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement peut-il m'indiquer une date approximative pour les débuts de construction du nouveau Lycée technique Agricole à Gilsdorf?

Réponse commune (10.2.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La question parlementaire de l'honorable Députée Madame Martine Hansen concerne le projet d'implantation du Lycée technique Agricole sur le site «Kréiwénkel» à Gilsdorf respectivement Diekirch en relation avec le moratoire émis par le conseil communal de Diekirch.

En ce qui concerne le moratoire de la ville de Diekirch, une discussion avec les autorités communales est prévue à très court terme. À l'heure actuelle, il n'est donc pas possible, en tout état de cause, de se prononcer sur une date approximative pour les débuts de construction du nouveau Lycée technique Agricole sur le site «Kréiwénkel».

Vu les circonstances, il est cependant indiqué de poursuivre une démarche qui ne pénalise pas une collaboration harmonieuse de l'État avec Diekirch tout comme avec les autres communes de la Nordstad dans le cadre notamment de la Convention pour un développement intercommunal coordonné et intégratif des communes de la Nordstad, car un tel développement est indispensable au renforcement de son rôle de centre de développement et d'attraction majeur tel que prévu par le Programme directeur de l'Aménagement du Territoire.

Dans cette logique, il importe de considérer l'ensemble des besoins en infrastructures lycéennes de la région dans le contexte du développement global de la Nordstad et du concept de mobilité correspondant. En effet, l'objectif principal est d'assurer à moyen et à long terme les besoins de développement des différents lycées en relation avec le nombre croissant d'élèves prévu et en adéquation avec un bon fonctionnement du transport public et individuel.

C'est pourquoi la question de l'implantation du LTA de même que celle de certains autres lycées dans la Nordstad sera analysée, notamment à la lumière de l'étude «Prospection et évaluation comparative sites d'implantation potentiels dans la Nordstad dans le cadre du Plan sectoriel 'Lycées'» et des travaux en cours pour la révision du Plan directeur sectoriel «Lycées».

Vu la nécessité d'offrir dans les meilleurs délais de bonnes conditions de fonctionnement et de développement à tous les lycées de la Nordstad dans le cadre d'un concept global, il est prévu d'examiner l'ensemble des éléments pertinents en vue d'une prise de décision du Gouvernement au plus tard en juin 2014.

Les discussions afférentes avec l'ensemble des communes concernées sont prévues à court terme.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter